

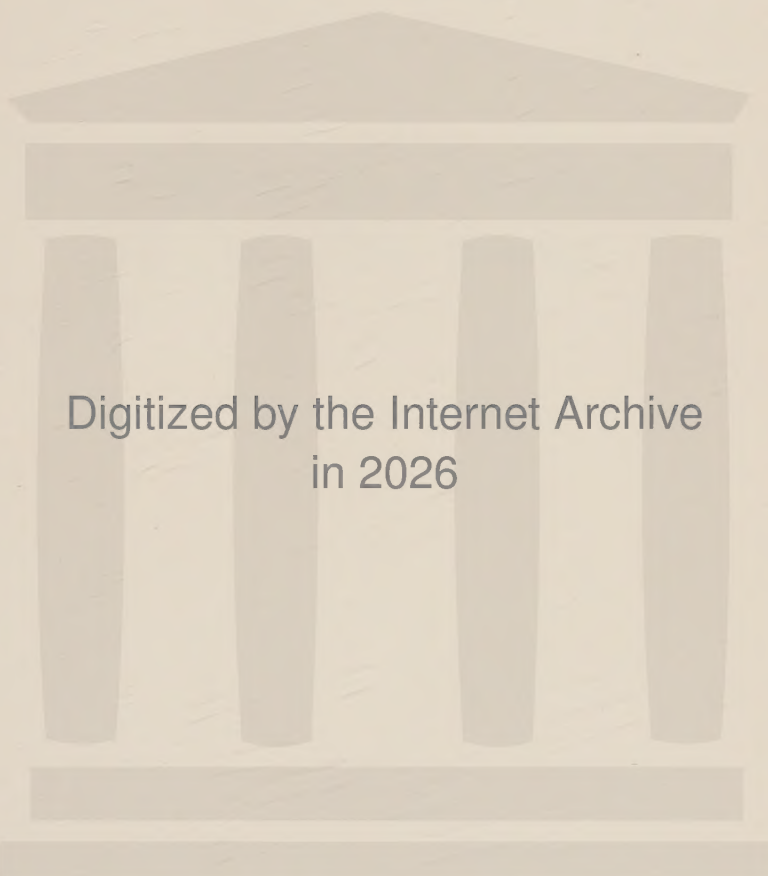
Dirigé Paris 1958

Bernard KAYSER

CAMPAGNES
ET VILLES
DE LA CÔTE
D'AZUR

essai sur les conséquences du développement urbain

ÉDITIONS DU ROCHER
MONACO



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Préface de M. L. BAYLE

Publié par la Société de Géographie et d'Archéologie de la Côte d'Azur
à Monaco

CAMPAGNES et VILLES DE LA CÔTE D'AZUR

Imprimé par la Société de Géographie et d'Archéologie de la Côte d'Azur
à Monaco

© by Éditions du Rocher, Monaco, 1958.
*Tous droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays y compris l'U. R. S. S.*

Bernard KAYSER

*Maître de Conférences à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
de Toulouse*

CAMPAGNES et VILLES DE LA CÔTE D'AZUR

essai sur les conséquences du développement urbain

*Ouvrage publié avec le concours du Ministère
de l'Éducation Nationale*



ÉDITIONS DU ROCHER

28, Rue Comte-Félix-Gastaldi

MONACO

*A ma femme,
ma collaboratrice.*

*Ce livre reproduit la thèse de doctorat ès-lettres soutenue en
Sorbonne le 2 Juin 1958 sous le titre :*

L'ARRIÈRE-PAYS RURAL DE LA CÔTE D'AZUR

AVANT-PROPOS

Je n'aurais sans doute pas commencé cette étude si, dans les années 50, l'active équipe des élèves du Professeur George n'avait jeté son dévolu sur l'un des sujets les plus passionnants et les plus féconds de la géographie sociale : les rapports entre les villes et les campagnes.

A l'inspiration du Maître et à l'émulation des condisciples, je dois beaucoup. En écrivant cette page, c'est vers eux que se tourne ma pensée reconnaissante. M. Pierre George a orienté, dirigé, corrigé mes travaux après avoir formé mon esprit géographique : qu'il accepte cette œuvre comme un gage de fidélité, de respect et d'amitié.

M. le Doyen Blanchard, membre de l'Institut, MM. Chabot et Dresch, professeurs à la Sorbonne, m'ont éclairé de leurs précieux conseils. Mon père, Jacques Kayser, Directeur de l'Institut Français de Presse, a revu mon manuscrit et m'a permis de mieux exprimer ma pensée. Le Centre National de la Recherche Scientifique, en me prenant comme attaché entre 1955 et 1958 m'a fait avancer plus rapidement dans mon travail de rédaction. Le Ministère de l'Education Nationale a contribué généreusement à l'impression de cet ouvrage. Qu'ils trouvent ici le témoignage de ma reconnaissance !

Je ne citerai pas, car l'énumération en serait forcément incomplète, les auxiliaires bienveillants de la recherche documentaire. Comment aurais-je pu la mener à bien sans la collaboration efficace des Archivistes et de leurs services, des directeurs régionaux ou départementaux de la Statistique, des Finances, de l'Urbanisme, de la Mutualité Agricole, des Maires et des Secrétaires de mairies, des Instituteurs ?

Enfin, ne dois-je pas à tant de simples gens, ouvriers, paysans, artisans, d'avoir connu, et je crois, compris, la réalité sociale que je cherchais ? Si ce livre parvenait jusqu'à eux, j'espère qu'ils y découvriraient, animant la froide analyse du «spécialiste», le témoignage attentif d'un ami.

Toulouse, mars 1959.

LOCALISATION ET DÉLIMITATION DES UNITÉS DE RECHERCHES

L'extrémité sud-orientale de la France a reçu peu de dons originels. Pauvreté naturelle, isolement, faiblesse de la population, instabilité du destin politique, écartent les fées disposées à se pencher sur le berceau des Alpes-Maritimes qui naissent — ou renaissent — le 14 juin 1860. Le jeune département se classe alors parmi les plus défavorisés de la France : quatre-vingt-sixième par la superficie, il est le quatre-vingt-quatrième par la population, le dernier par la valeur de la production, presque exclusivement agricole.

Aujourd'hui comme autrefois, le territoire consacré aux cultures est très faible (moins du quart officiellement, bien moins de 20 % en fait), et l'industrie n'a pas rencontré de conditions décisives d'implantation (136 établissements seulement ont plus de 50 salariés).

Pourtant les Alpes-Maritimes sont maintenant un département riche et puissant. L'urbanisation, à elle seule, le montre et l'explique. Il est au second rang dès 1881 (après la Seine) pour sa proportion de population non agricole (79,7 %) et au troisième rang en 1954 pour sa proportion de population urbaine (83,8 %).

Même s'il est le dernier pour le taux des naissances, l'avant-dernier pour la proportion des enfants de moins de 15 ans, ce département montre enfin un réel essor : sa balance migratoire est largement positive (la plus forte en France après celle du département de Seine-et-Oise).

La concentration urbaine littorale, qu'expliquent les interactions des fonctions résidentielle et commerciale, imprime, à tout le département, par son immense majorité numérique, un cachet de prospérité inattendu pour un pays si mal doué. Les Alpes-Maritimes sont le premier département pour la proportion des commerçants (50 % de la population active sont employés dans le commerce et les services), des dentistes, des pharmaciens ; le second département pour la proportion des médecins, des

abonnés au téléphone ; le troisième pour la proportion des motos, scooters et vélomoteurs ; le quatrième pour la consommation du super-carburant... L'I.N.S.E.E. le classe au second rang en France pour les dépenses par habitant.

Mais la statistique, à l'échelon départemental, cache un des aspects les plus frappants de l'économie et de la sociologie des Alpes-Maritimes : l'extrême contraction spatiale des phénomènes d'expansion et de richesse.

Au littoral surpeuplé et prospère s'oppose un arrière-pays pauvre et dépeuplé : 82 % de la population du département, en 1954, habitent les cantons littoraux. Si on en excepte les villes de Grasse et Vence, les cantons de l'intérieur ne groupent, eux, que 11 % de la population.

Population des Alpes-Maritimes en 1954

	<i>Habitants</i>	<i>%</i>
Nice	244 360	48
Autres cantons littoraux	182 315	35
Villes de l'intérieur (Grasse et Vence)	28 465	11
Cantons de l'intérieur (sans les villes)	60 344	6
Total	515 484	100

La brutalité de cette opposition ne saurait cependant masquer la division de l'arrière-pays en deux unités, naturelles et humaines, très différentes. Car le relief du département est ainsi fait qu'au littoral succède, vers le Nord, avant la montagne, une étendue plus ou moins développée de moyennes et basses collines qui offre aux phénomènes péri-urbains un terrain d'action sans hostilité déterminée : la *campagne azurée*. C'est sur elle que nous allons étudier les conséquences de l'expansion urbaine.

Prendre l'ensemble de l'arrière-pays, avec la montagne, n'aurait présenté, de ce point de vue, qu'un intérêt limité : l'influence de la ville n'y aurait paru que sous la forme de l'aspiration démographique.

Mais, en séparant la campagne de la montagne, on isole un banc d'expériences autrement intéressant. Le déterminisme géographique ne jouant plus son rôle de simplificateur des rapports, la campagne doit offrir un terrain favorable aux complexes phénomènes péri-urbains.

Telles seront ici les marges de l'implantation urbaine, marges assez étroites par le caprice de la nature, mais entourant une masse énorme de citadins agglomérés, par le caprice des hommes.

PROBLÈMES DE DÉLIMITATION

La campagne azuréenne, cependant, n'est pas clairement délimitée.

La nomenclature des « Régions géographiques de la France » subdivise, au sud des Alpes niçoises et grassoises, la *Côte d'Azur* en trois unités :

— Côte d'Azur orientale, montagneuse, où le tourisme est confiné sur le littoral.

— Région urbaine niçoise.

— Côte d'Azur occidentale, à l'ouest du Var, où « un large avant-pays de collines caillouteuses ou calcaires s'intercale sur 15 kilomètres entre la bordure des Plans de Provence et la Côte. »

De cette distinction insuffisante, qui se borne à opposer le littoral à la montagne, on ne peut rien tirer, non plus que de la division par l'I.N.S.E.E. du département en « trois régions agricoles » :

— Les hauts plateaux ou « Alpes niçoises », ne sont effectivement composés que de montagnes, bordées par le rebord préalpin sur la rive droite du Var, et rejetées au-delà de la Vésubie dans l'arrière-pays niçois.

— La région littorale, ou « littoral niçois », n'est pas limitée à la côte ; elle va toucher le rebord préalpin, à travers la campagne, par les cantons de Grasse et de Vence et escalade la montagne derrière Menton.

— La région moyenne se trouve ainsi très curieusement délimitée. Sous le nom de « coteaux niçois », elle comprend trois domaines distincts : un vaste ensemble en retrait de la côte niçoise et mentonnaise, joignant le Var à la frontière et englobant, outre de vrais précipices, des pics de plus de 2.000 mètres ; le canton du Bar, triste et solitaire, exclu en bloc de l'appellation « littoral » ; et le sud du canton de Saint-Vallier, c'est-à-dire le coteau de Cabris, relégué lui aussi dans l'isolement à l'extrémité occidentale du département.

Il va sans dire que ces divisions, basées d'ailleurs sur les cantons, unités trop compréhensives, ne peuvent satisfaire le géographe.

Mais le géographe lui-même hésite et semble condamné à un choix arbitraire. A ses Préalpes du Sud, M. Blanchard a annexé des communes qui ne sont franchement pas montagnardes : au bord des Préalpes de Grasse, Callian, Montauroux, Cabris et Spéracèdes qui sont à flanc de coteau, et participent à la vie du bas-pays ; le long du Var, les communes riveraines de la vallée endiguée, classées par l'I.N.S.E.E. dans la région littorale ; au-dessus de la côte orientale, tout ce qui domine l'étroite frange urbaine du bord de la mer.

Les hésitations que montre un tel choix, de la part du meilleur connaisseur de la région, incitent à la prudence dans les essais de délimitation.

La nôtre tire ses justifications de considérations d'ordres géographique et méthodologique.

a) L'existence d'une zone de molles collines entre le littoral et le rebord montagneux s'impose sur la rive droite du Var, et jusqu'à la Siagne qui borde l'Esterel. Les Plans provençaux, secs et pelés, se délimitent par un talus si élevé et si abrupt, produisant en plan une ligne festonnée à double convexité, qu'aucun problème ne se pose : au nord, pas de confusion possible. A l'extrémité occidentale, le Tanneron, en venant se bloquer contre le talus, ferme de même la région. Il faut toute l'attraction de la Côte d'Azur, et le dynamisme de certaines de ses cultures spéciales, pour qu'un petit morceau du Var (Tanneron, Callian, Montauroux) soit tourné vers elle et mérite dès lors examen.

b) A l'est du fleuve Var, la situation est plus confuse : on rencontre d'abord les collines façonnées dans les cailloutis pliocènes, plus hautes mais du même type que leurs homologues de la rive opposée. Elles s'accrochent à des crêtes calcaires montagneuses, qui abritent vers l'est des bassins de paisible campagne, drainés par les Paillons.

c) Mais vers le nord et vers l'est, la transition avec la montagne se fait insensiblement. Une limite qui serait justifiée par les altitudes moyennes ou maxima, par la répartition des cultures ou la couverture végétale par le mode de vie des habitants... ne serait pas scientifique. Les communes elles-mêmes associent d'ailleurs souvent des secteurs de type montagnard et de type campagnard. Nous avons en définitive procédé par l'examen et la décision sur chaque cas particulier.

d) Vers le sud, les communes du littoral sont, en principe, exclues de l'étude : les agglomérations urbaines, avec tout leur territoire, n'y figurent pas. Mandelieu et Villeneuve-Loubet, amputées de leurs sections côtières, y sont cependant comprises. Et pourtant... Nice possède un immense territoire de plaine et collines agricoles, comme Cagnes et Antibes ! Notre décision répond ici à un besoin méthodologique.

c) Mais la campagne littorale, celle qui touche à la mer et qui forme essentiellement le terroir des principales agglomérations a une vie agricole très particulière : elle est presque tout entière consacrée à l'horticulture la plus spécialisée, ne laissant nulle place à d'autres récoltes que celle des fleurs coupées et des légumes. Les problèmes qu'elle pose ainsi sont si importants qu'ils méritent une étude approfondie, à bien des égards étrangère à nos recherches.

En les retenant, nous aurions par exemple nécessairement ajouté aux quelques centaines de campagnards demeurant dans les communes urbaines, des dizaines de milliers de citadins que nous n'avons pas à connaître.

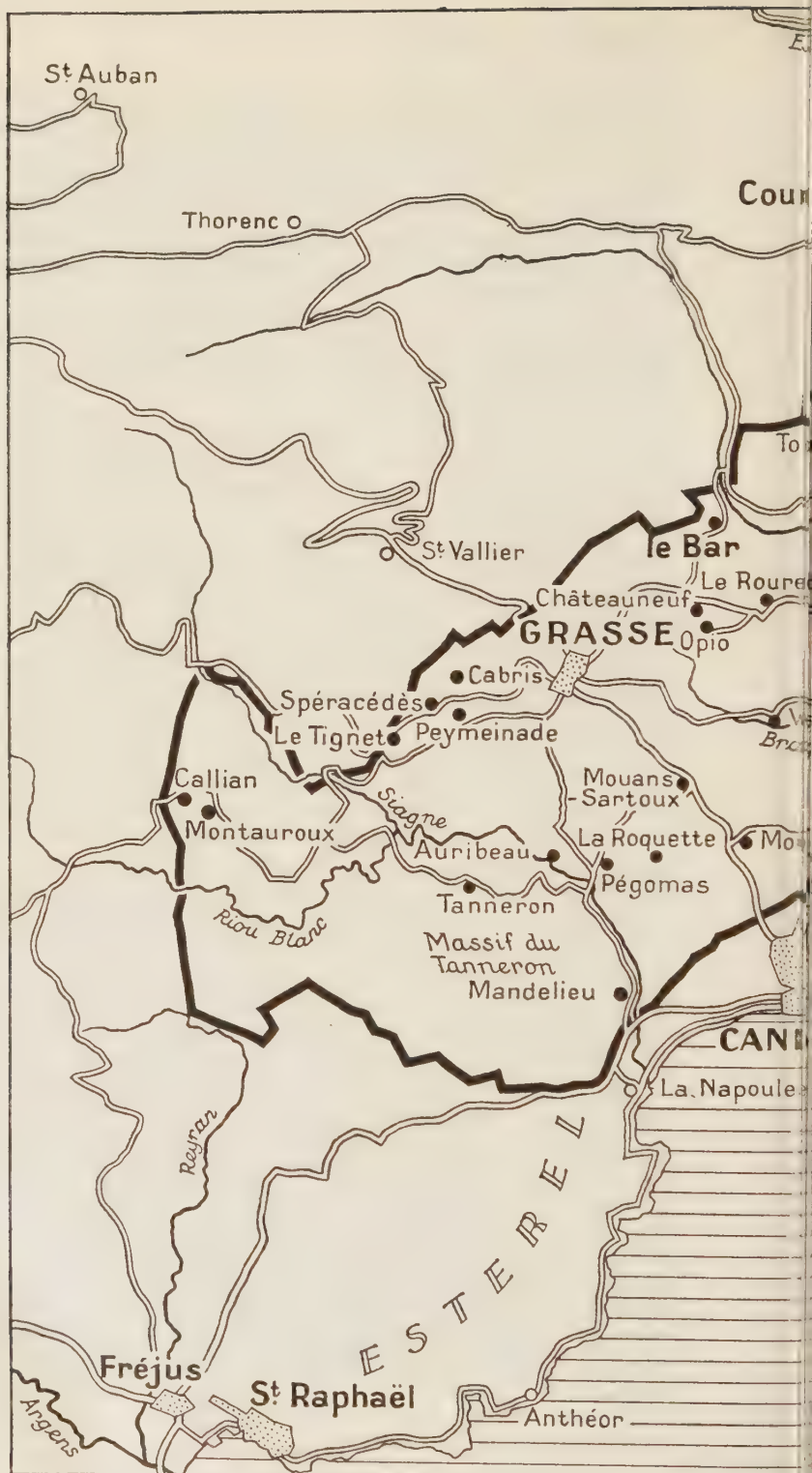
Voilà pourquoi sont exclues presque toutes les communes côtières et les banlieues qui leur sont le plus étroitement attachées (Le Cannet, près de Cannes ; Saint-André et la Trinité-Victor, près de Nice).

Ainsi délimitée, la *campagne azurée* forme pour l'étude des conséquences rurales de l'expansion urbaine dans l'extrême sud-est de la France, l'ensemble à la fois le plus cohérent et le moins arbitrairement choisi.

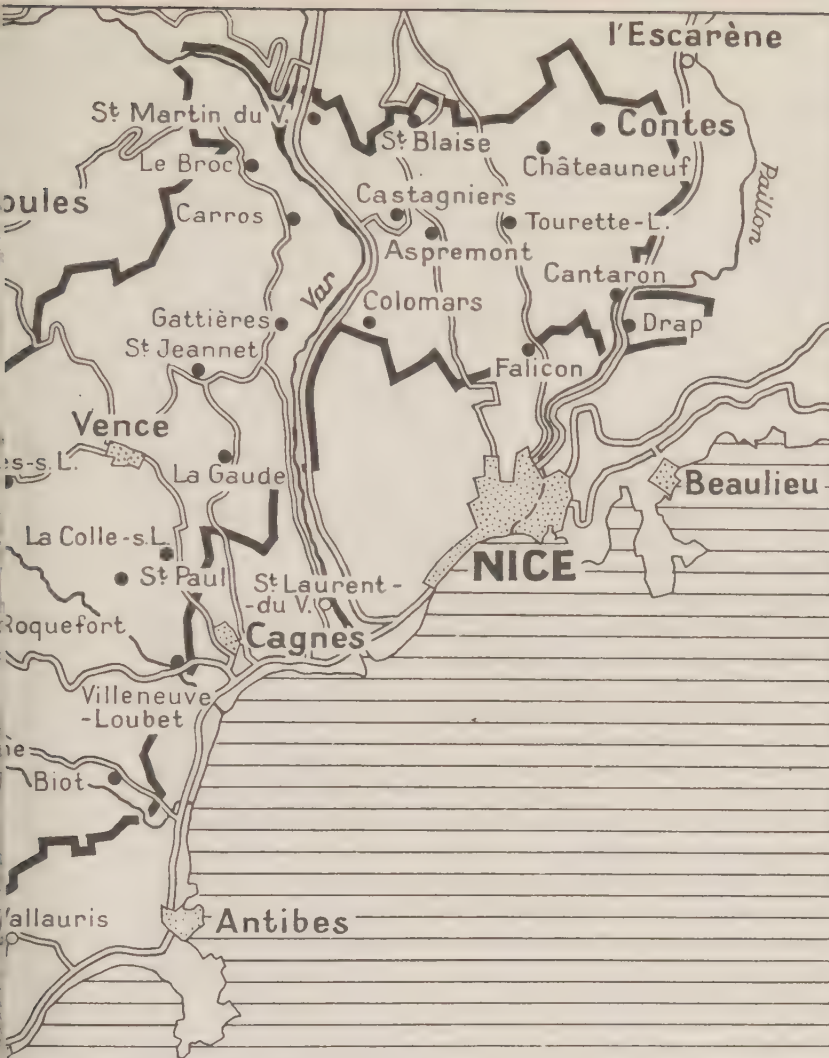
Indépendamment des références indispensables aux zones urbaine et montagnarde, ce travail de géographie sociale s'appliquera donc à une bande orientée ouest-sud-ouest-est-nord-est, profonde d'une douzaine de kilomètres et longue de 55, comprenant 44 unités (communes ou fractions de communes), d'une superficie totale d'environ 50.000 hectares, d'une population rurale de 45.000 habitants, et d'une population totale (avec les villes de Grasse et Vence) de 64.000 habitants. La carte n° 1 la présente dans son environnement.

La faiblesse de ces dimensions est manifeste si on se réfère aux études classiques de géographie humaine et régionale. Elles se justifient pourtant par la nécessité d'amener aujourd'hui la science à un degré de connaissances supérieur par l'analyse *en profondeur* de la réalité géographique. Les recherches effectuées sur de grandes surfaces s'appuyaient sur la connaissance d'échantillons, de types, et présentaient, grâce aux qualités d'intuition et de synthèse du chercheur, une image exacte et explicative de la « région ».

Mais il n'est possible de mener l'analyse exhaustive, patiente, des phénomènes géographiques, qu'à l'échelle de territoires plus limités. La prise de connaissance de *tous* les documents implique la réduction des aires de recherche. La méthode géographique ne cède pas pour autant le pas à la méthode monographique. La variété des micro-régions, des communes ou des sections de communes permet ici les comparaisons et les mesures spatiales. Mais, en définitive, à la préoccupation de l'espace étudié se substitue la préoccupation du problème étudié.



Carte n° 1. — Limites



- Limite de la région étudiée
- Chefs-lieux des communes étudiées
- ≡ Principales routes

0 10 km

LA NATURE

Unité...

L'unité du paysage campagnard frappe dès l'abord l'observateur. Formes de relief, associations végétales, types de climat, circulation des eaux superficielles, ont, d'un bout à l'autre de la région, d'indéniables traits communs.

Près des neuf dixièmes de la superficie sont occupés par des collines ou par des pentes moyennes limitées. Les plaines sont étroitement localisées et ne s'introduisent dans le cadre naturel que comme des diversions. Ailleurs, le sol n'est jamais plat ; sous forme de longs coteaux ondulés et morcelés, de pieds de versants mal aplanis, de bords évasés d'entailles tracées dans la surface moyenne, et d'une multitude de collines plus ou moins bien dégrossies à partir d'un plateau initial (ou théorique), le paysage s'offre comme un ensemble de pentes désordonnées, qui se situent entre 5 % et 25 %.

L'uniformité de la végétation naturelle, ou de ce qu'il en reste, renforce l'impression d'unité : le pin domine largement non seulement dans les forêts, mais encore dans les terres abandonnées, isolé, en bosquets marginaux d'exploitations ou de terroirs, et en vastes peuplements. C'est d'ordinaire le pin d'Alep ; il n'est concurrencé, dans certaines circonstances locales (sols siliceux), que par le pin mésogéen. Le pin est l'espèce caractéristique, à laquelle sont subordonnées toutes les espèces du maquis à myrte (chênevert, myrte, lentisque, oléastre, calycotome, ciste en buissons pérennes, et plantes à bulbes et tubercules — lys, asphodèles, orchidées) qui fleurissent les sous-bois pendant quelques semaines. « Hommage au pin d'Alep (écrivait Salvator dans la *Revue des Eaux et Forêts* en 1910) qui par sa résistance... et la complaisance qu'il met à croître... est un conifère précieux entre tous ! » Son dynamisme envahisseur imprime sans conteste à l'ensemble de la région des traits d'uniformité extrêmement sensibles ; d'autant plus, comme l'observait Noyon dès 1846, qu'« il n'est guère de contrée où le travail de l'homme soit plus promptement effacé : pour peu qu'il néglige ses défrichements, les semences des cistes apportées par les vents s'y répandent avec abondance et s'élèvent rapi-

dement en arbustes, favorisant dans leur ombrage le développement des pins et des autres arbres forestiers ».

Les conditions générales du climat et de l'hydrographie complètent ce rapide tableau des caractères unitaires. L'ensemble de la campagne est soumis au climat du littoral méditerranéen, et les transformations qu'il subit à quelques kilomètres dans l'intérieur ou à quelques centaines de mètres de dénivellation sont relativement minimes : les types de temps et l'ordre de grandeur des moyennes climatiques ne varient qu'au-delà des barrières montagneuses, c'est-à-dire hors de notre zone. L'essentiel, bien connu, réside dans la douceur des températures et la variabilité des précipitations. Si les conditions locales ont une importance considérable, elles n'affectent que des coefficients peu élevés, et des périodes très limitées. Les températures moyennes sont fort clémentes : 7°5 à 8° en hiver, 12°2 à 12°5 au printemps, 20°5 à 21°3 en été, 14°8 à 15°8 en automne. Mais des calamités surviennent aussi, brutales. Et la campagne subit l'instabilité désastreuse du régime des précipitations qui, « se brisent sans trêve en poussées brutales et en déficits prolongés » : les déficits d'été et de printemps, par rapport à la normale, peuvent atteindre 80 % et l'automne est la plus fantasque des saisons, accordant à la terre suivant les années de trois fois moins à deux fois plus que la moyenne de l'eau indispensable.

On ne peut jamais compter sur l'arrosage naturel. Mais le pays est traversé ou dominé par des fleuves côtiers allogènes qui roulent les débits les plus prometteurs : la Siagne, le Loup, le Var, l'Estéron et la Vésubie.

Voilà ce qui fait la puissante unité régionale. Mais les facteurs de diversité, pour être subordonnés, n'en sont pas moins essentiels à connaître.

...et diversité.

La morphologie introduit, dans le détail, une étonnante variété. La rencontre des grands plis préalpins avec le socle, apparent ou sous-jacent, est à l'origine de la région. Ces plis se sont cabrés, au nord, par un front chevauchant, et se dressent en arrêt au-dessus du noyau cristallin, s'incurvant vers le nord-est en atteignant le Var. De l'autre côté du fleuve, ils font carrément face à l'ouest. Ainsi, l'arc de Castellane et les plis externes des Préalpes niçoises semblent-ils l'expression continue d'une violente courbure tectonique ceinturant le socle résistant.

L'encadrement alpin est simple, mais sa partie grasseuse, montagneuse, s'exclut de la région tandis que sa partie sub-nicoise, qui se résout en collines, s'y intègre.

A l'intérieur de cette vaste concavité, trois unités structurales différentes se succèdent de l'ouest vers l'est : le socle, représenté par le Tanneron et les collines gneissiques de la région cannoise ; le plateau sédimentaire plissé, aplani et démantelé ; la masse alluvionnaire du delta pliocène exhaussé du Var.

Ces trois unités, auxquelles il faut ajouter le coteau préalpin qui domine le pays de la rive droite du Var, et les collines préalpines niçoises, forment autant d'ensembles géomorphologiques, modelés dans les matériaux les plus divers. S'ils n'arrivent pas à rompre l'impression d'unité régionale, ils n'en sont pas moins responsables de l'infinité diversité des détails et du relatif cloisonnement des paysages.

Ils sont à l'origine des variantes microclimatiques. L'exposition d'adret du rebord préalpin grassois crée, malgré l'altitude, une zone favorisée par la clémence exceptionnelle de sa température. Par contre, l'isolement « continental » des plaines de la région canno-grassoise entre les massifs de l'Esterel-Tanneron et du plateau secondaire, leur fait subir un micro-climat relativement brutal : les oliviers y ont gelé en 1956, comme ceux du Var, tandis que ceux des collines niçoises restaient intacts. Les collines pliocènes, pénétrées d'influence marine et pelotonnées les unes contre les autres, sont aptes à l'horticulture, tout comme le Cap d'Antibes. Mais, au débouché des gorges du Var, les flancs de la vallée sont sous la menace de « coups de chien »... Dans cette zone marginale, au dessin morphologique compliqué, la moindre influence compte : suivant la direction exacte du vent, l'exposition, l'altitude, la proximité de la mer, telle colline, telle parcelle même sera épargnée par le grand gel ou par le sirocco desséchant et portera les plus belles récoltes une année... mais pas la suivante. Les « caprices » du climat fragmentent la région en aires minuscules aux réactions diverses.

Comme la fragmente également la très éclectique couverture pédologique. La multiplicité des affleurements, la variété des faciès lithologiques, et, parfois, la présence de paléosols, créent en effet une véritable mosaïque de sols, dont les qualités sont variables.

Les gneiss et les micaschistes, d'une part, les poudingues pliocènes (galets en lits noyés dans une matrice sableuse à peine consolidée), d'autre part, sont des roches cultivables : malgré des positions topographiques défavorables, ces excellents substrats permettent les cultures les plus soignées, après d'amples travaux d'aménagement. L'érosion, quoi qu'on en dise, ne les menace guère puisqu'ils sont capables de se renouveler sans cesse.

Les calcaires, par contre, se dénudent et se stérilisent plus facilement : la « terra rossa », décarbonatée et très argileuse, mais de bonne structure, a presque partout disparu et ne se concentre plus que dans quelques rares bassins. Les sols calcaires, sur marno-calcaires et calcaires de tous âges, variables d'un point

à l'autre, sont en général assez mauvais : trop forts en calcaire actif, asphyxiants, ils ne laissent subsister sans problème que l'olivier et la vigne. Mais des conditions locales d'épaisseur et de légèreté favorisent parfois, grâce à l'irrigation et au soleil, toutes sortes d'horticulture.

Les marnes ne sont pas moins rébarbatives que le calcaire : si les marnes irisées du trias permettent un beau développement cultural dans la plaine grasse, les marnes plaisanciennes sont très pauvres et chlorosantes.

La seule richesse en sol consiste donc dans les terres alluviales. Mais les vallées maraîchères de la Siagne et du Var, après les travaux de drainage, de colmatage et d'endiguement, ne forment que des oasis.

L'examen de ces facteurs de diversité, après ceux d'unité, montre bien qu'il s'agit d'une région hétéroclite, répondant à certaines caractéristiques générales. Il engage à une présentation géographique analytique du cadre réel de nos recherches.

LES « UNITÉS DE RECHERCHE »

Voici donc l'inventaire du « terrain » :

Tanneron.

La coupole gneissique du Tanneron (519 mètres au sommet), drainée périphériquement par une multitude de ravins, porte un terroir presque montagnard : le maquis, les chênes, les châtaigniers, les mimosas sauvages le couvrent d'une abondante végétation qu'éclaircissent çà et là des défrichements géométriques. La vie traditionnelle y était pauvre et isolée, semblable à celle des Maures, et sans contact avec la campagne azurée. Les cultures de mimosas et de fraisiers ont fait entrer Tanneron dans le circuit économique régional. Mais la raideur des pentes externes le sépare encore nettement du bas pays. Tanneron, est, pour nos recherches, une unité d'ordre exceptionnel.

Callian, Montauroux.

Aussi excentriques, sinon plus — appartenant comme Tanneron au département du Var — Callian et Montauroux, isolés de la campagne grassoise par la profonde coupure de la Siagne, sont cependant des terroirs du type azuréen ordinaire. Juchés sur deux mamelons voisins, les villages commandent un secteur complet du front préalpin : plateau boisé, coteau d'oliviers, au pied duquel une jolie plaine, mais peu fertile, se dégage. Encore peu touchés, à première vue, par l'influence des villes trop lointaines, ils représentent un type traditionnel de commune provençale.

Le Tignet, Spéracédès, Cabris, Peymeinade.

Sur la rive gauche de la Siagne préalpine, le rebord de la montagne revêt son aspect le plus magnifique, car la pente est à la fois plus douce et de hauteur plus considérable.

Dominés par Cabris, Le Tignet, Spéracédès et Peymeinade se cachent au sein d'une oliveraie des plus denses, dont, jadis, ils vécurent. Mais la pauvreté agricole est aujourd'hui criante et la proximité de la ville se fait sentir de plus en plus.

Grasse.

Grasse est située juste au contact des plans préalpins et de l'avant-pays. La commune possède un immense terroir de campagne, en plaine et collines, qui en fait la première commune rurale de la région. Au nord-est, le hameau de Magagnosc domine des coteaux d'oliviers et de vigne, comme au sud-est le hameau de Plascassier. Au pied de la ville, une plaine dégagée dans les marnes, irriguée par les égouts est vouée au maraîchage : les quartiers du Plan et de Saint-Joseph. Plus à l'ouest enfin, Saint-Jacques dans un enchevêtrement de collines cultivées ou boisées, où se murent des domaines bourgeois, subit la progression continue de la banlieue.

Trois types de campagne grassoise se déterminent ainsi :

— Un type versant-préalpin, devenu assez résidentiel avec Magagnosc. On regroupera les indications statistiques qui le concernent sous l'appellation Grasse-Nord (G. 1).

— Un type resté très agricole, avec le Plan et Placassier sur deux étages naturels : Grasse-Sud (G. 2).

— Un type mixte à collines d'oliviers et à versants forestiers, de tendance de plus en plus banlieusarde : Grasse-Ouest (G. 3).

Auribeau.

Auribeau domine les dernières gorges de la Siagne. Il s'est constitué un joli petit terroir, avec des bois où peut pousser le mimosa, des petites plaines et des collines abritées, irrigables, propres à l'horticulture et à l'arboriculture.

Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Mandelieu.

La vallée de la Siagne s'ouvre à partir de Pégomas. Ses petits hameaux dispersés, tout occupés de jardinage, sur le bord extrême de la plaine, commandent aussi à un terroir de prés et d'arboriculture. Le village de La Roquette se situe sur le plateau, parmi les oliviers ; les versants de « maure » portent des mimosas ; mais c'est la plaine qui constitue depuis quelques dizaines d'années la zone principale d'exploitation et d'habitat (Saint-Jean). Mandelieu, enfin, au bord des marécages et sous la menace des inondations il y a un siècle, a conquis aussi son morceau de plaine (plaine de Laval) et s'étale triomphalement jusqu'à la mer parmi les vergers et les constructions suburbaines.

De Mandelieu, nous ne conserverons autant que possible pour les besoins de notre étude que la partie vraiment rurale, excluant La Napoule et la zone littorale, au sud de la route nationale n° 7.

Mouans-Sartoux, Mougins.

Du front préalpin auquel il se soude vers Magagnosc, jusqu'à la Californie (Super-Cannes) où il se soude au socle, court, perpendiculairement à la mer et aux Préalpes, un petit coteau de

150 mètres de commandement : cette véritable cuesta dégagée dans les calcaires liasiques au-dessus des marnes, individualise une bande de plaine aux molles ondulations qui constituent la meilleure part des terroirs de Mouans-Sartoux et Mougins.

Mouans-Sartoux est planté au beau milieu de sa plaine, sur la route de Grasse à Cannes louchant d'un œil vers Grasse. Au sommet de sa butte, les deux yeux fixés sur Cannes, Mougins domine un terroir plus étendu et plus varié. Partout se remarque la contamination suburbaine ; mais ces communes furent parmi les moins pauvres dans le système agricole traditionnel, et cela aussi se remarque.

Le Bar-sur-Loup, Tourrette-sur-Loup.

Au flanc du coteau préalpin, à l'endroit où il s'échancre pour donner passage au Loup, les gros villages tassés du Bar et de Tourrette, sont, comme leurs homologues en situation, les maîtres d'un terroir d'oliviers. Le Bar, tourné vers l'est, isolé, excentrique presque, n'en demeure pas moins le chef-lieu d'un grand canton. Plus favorisée, face au sud, Tourrette, sur un sol compliqué de restes volcaniques et de molasse, ne révèle ses dons que depuis peu.

Châteauneuf-de-Grasse, Le Rouret, Roquefort, Opio, Valbonne.

Le reste du canton du Bar s'implante, pour l'essentiel, entre le Loup et la Brague, sur le grand plateau jurassique que borne, à l'ouest, la petite cuesta de Mouans-Sartoux. Cet ensemble couvre plus du cinquième de la région. Plateau virtuel, il se résout en fait en une multitude de longues croupes aplaties, séparées par de profonds ravins ou par de minuscules vallées remblayées. Les versants sont assez mous, peu remaniés depuis une surface d'érosion éogène, bonnes dispositions topographiques qu'un milieu lithologique des plus défavorables traduit par une zone de forêt. Rares sont les espaces où d'autres affleurements, mis en surface par la tectonique, varient l'austère paysage : joli bassin et amphithéâtre viticole de Valbonne, petite plaine et collines d'Opio, versant d'oliviers de Châteauneuf. Ailleurs ce sont les nécessités humaines qui ont imposé des défrichements, loin de la faveur naturelle : dispersés, ils ne portent guère que de faibles olivaies.

Biot.

A l'extrémité sud-est de ce plateau, Biot est tourné vers la mer. Mais il ne porterait que des bois (aux Aspres, plateau de laves, aux Clausonnes, épaisse pinède) si le golfe remblayé de la Brague ne s'étalait à ses pieds. Là, au contraire, de belles cultures sont possibles, qui complètent la vie artisanale du village, et, sur ses versants, vigne et oliviers prospèrent.

Vence.

Un site semblable à celui de Grasse a permis à Vence, à certaines reprises, dans l'histoire, de relayer Grasse dans son rôle d'étape. Mais son terroir n'est pas comparable au riche terroir grassois dont la vocation horticole n'a pas été pour rien dans le développement urbain. La campagne de Vence est tourmentée, fragmentée, avec dix sortes de sols et des versants dans tous les sens. L'habitat s'y disperse, sans vrai hameau. Le jardinage ne s'y implante que par petites touches.

Saint-Paul, La Colle, Villeneuve-Loubet.

Au sud de Vence, tout proches de la mer, les terroirs de Saint-Paul, La Colle, Villeneuve-Loubet sont bien mieux doués : ils touchent aux collines de cailloutis pliocènes, disposent de petites plaines, s'adonnent à toutes sortes de cultures. La relative prospérité, inscrite d'avance dans un paysage qui séduit le touriste, se remarque au premier coup d'œil — ne serait-ce que par la rareté des oliviers. Vers l'ouest, ces communes sont contigües au plateau secondaire mais lui tournent complètement le dos : le canyon du Loup, sur plusieurs kilomètres, les en sépare. Drainée vers Cagnes, elles regardent, comme Biot, vers la mer.

L'étude statistique évitera le plus souvent possible de tenir compte de la partie littorale et touristique de Villeneuve-Loubet.

La Gaude.

La Gaude présente deux faces dissemblables, sur un terroir de cailloutis resté longtemps assez stérile. Les versants occidentaux sont tristes et boisés, laissant peu de place à l'olivieraie qui, autour du village, empêchait ses habitants de mourir de faim. Le court versant oriental, bordier du Var, s'est ouvert à la grande conquête horticole.

Saint-Jeannet, Gattières, Carros, Le Broc.

Encore une fois, voici des villages et des terroirs accrochés au front préalpin, qui s'infléchit complètement, après Vence, pour prendre une direction presque méridienne. Saint-Jeannet n'a pas que des pentes : de son site imprenable, au pied du Baou, il dévale jusqu'aux beaux quartiers d'une campagne assez plane et très cultivable. Gattières offre, lui aussi, plus que son grand versant de vigne, d'orangers et d'oliviers : les bassins de colmatage qui livrent peu à peu à l'agriculture une terre nouvelle et fertile. Carros, dans la même position, à quelques kilomètres au nord, dispose d'une superbe terrasse alluviale, les Plans de Carros, où la vie se concentre de plus en plus. Quant au Broc, il n'a rien ; son versant sur le Var est médiocre et sent déjà la montagne.

La plaine du Var, Saint-Martin.

De son confluent avec l'Estéron jusqu'à la mer, le Var coule sur 20 kilomètres environ dans une vallée nord-sud assez étroite (700 à 1.500 mètres), mais dont les eaux, même en période de crue, n'occupent qu'une faible partie. Cette vallée fut longtemps, on le sait, un obstacle naturel servant de frontière, un « no man's land » marécageux, sur lequel le premier pont ne fut jeté qu'en 1792. (Son rôle de barrière cesse à partir de 1860, avec la mise en valeur de la plaine par colmatage, travail terminé sur la rive gauche en 1880, en cours d'achèvement sur la rive droite.)

La commune de Nice dispose de la majeure partie de cette plaine, beaucoup plus étroite sur la rive gauche à partir du

moment où les petites communes riveraines viennent y toucher : Colomars et Castagniers n'ont que peu de terrain au bord du Var. Mais l'importance de Saint-Martin-du-Var qui règne sur une petite plaine a fortement décliné depuis que s'est affirmée la vocation industrielle et suburbaine du village.

Falicon, Colomars, Aspremont, Castagniers, Saint-Blaise.

Aspremont ne touche plus au Var depuis que son territoire a été démembré, et les hameaux de Castagniers et Colomars érigés en communes, mais il domine, de son perchoir, tout le vaste versant qui borde la grande concavité du fleuve. Aspremont vit dans les oliviers, mais surtout de la proximité niçoise. On peut en dire autant de Falicon, petit village vieillot, endormi, comme aiment en visiter, l'été ou le dimanche, citadins et touristes. Trop éloigné et retiré, Saint-Blaise s'apparente déjà à la montagne. Colomars et Castagniers ont deux vies : celle d'en haut, dans l'olivaie, les broussailles et les pins, n'est guère active, celle d'en bas, au bord de la route Nice-Grenoble, sur quelques bons hectares de terrain de colmatage rétablit l'équilibre avec un peu d'industrie (Castagniers) ou d'horticulture (Colomars).

Tourrette-Levens.

Le sommet du versant d'Aspremont — premier pli externe des Préalpes niçoises — forme une vraie montagne. Les Monts Chauves de Tourrette et d'Aspremont dominant, vers l'est, une jolie conque, verrouillée au sud, et s'étalent en versants paisibles hachés de menues terrasses et ponctués de maisons éparses. Tourrette-Levens est une commune de paysans encore accrochés à la terre, et vivant une vie rurale traditionnelle avec une vigueur rencontrée nulle part ailleurs.

Châteauneuf-de-Contes, Cantaron.

Il n'en va pas de même du vieux Châteauneuf, exsangue et de Cantaron qui n'en fut qu'un hameau. Coincé entre la colline et le Paillon qui le sépare du dynamique Drap, Cantaron respire

difficilement : son grand versant d'oliviers, aux hameaux dispersés, se vide d'hommes et le petit maraîchage traditionnel n'y fait plus vivre le paysan. La nature est beaucoup moins clémentine ici que sur la rive droite du Var : les pentes sont fortes et longues, les communications difficiles, les sols plus uniformément médiocres.

Sans solution de continuité, quelques kilomètres plus au nord, c'est la montagne : on le sent déjà, ici.

Contes, Drap.

Contes n'est guère plus favorisé : vaste terroir en versant sur le Paillon, son gros village et ses hameaux (Sclos, la Vernéa, la Pointe, la Grave) possédaient une olivaie réputée ; mais qu'en tirent-ils maintenant ? Industriel et suburbain, Contes ne vit plus de l'agriculture.

De même, Drap, plus bas sur le Paillon, a complètement rompu avec son passé. Il n'est plus qu'une banlieue, même s'il garde, dans son paysage rural, la profonde empreinte de la vie traditionnelle. A 6 kilomètres de Nice, par la vallée, l'influence urbaine ne peut guère être combattue.

On a pu regrouper en six zones géographiques distinctes les communes, unités de recherche que nous venons de présenter : ces micro-régions serviront fréquemment dans l'analyse (carte n° 2). Voici leur nomenclature :

1. *Coteau préalpin occidental* : de Grasse à Callian, les terroirs qui bordent la montagne (Peymeinade, Spéracédès, Le Tignet, Montauroux, Callian) auxquels s'ajoute, par nécessité technique, Tanneron.

2. *Campagne grasso-cannoise* : la commune de Grasse avec ses trois divisions (nord, sud, ouest), à laquelle font naturellement suite Mouans-Sartoux et Mougins ; les terroirs de la vallée de la Siagne : Auribeau, Pégomas, La Roquette, Mandelieu.

3. *Plateau valbonnais* : tout le canton du Bar. Le Bar et Tourrette-sur-Loup, sur la marge, diffèrent assez peu de Châteauneuf-de-Grasse, Opio, Le Rouret, Roquefort et de Valbonne qui en occupe à peu près le centre.

4. *Campagne bas-vençoise* : à partir de Vence, vers le sud, les terroirs tournés vers la mer : Vence, Saint-Paul, La Colle, Villeneuve-Loubet, auxquels se rattache Biot.

5. *Campagne haut-vençoise* : le versant varois du coteau préalpin, avec sa guirlande de villages perchés à flanc : Saint-Jeannet, Gattières, Carros, le Broc. Et, dans la même orientation, un peu plus bas : La Gaude.



Carte n° 2. — Les regroupements spécifiques régionaux.

6. *Campagne niçoise* : avec leurs caractères différents, mais leur vieux fond identique, Falicon, Aspremont, Colomars, Castagniers, Saint-Blaise, Tourrette-Levens, Châteauneuf-de-Contes, Cantaron, Contes et Drap.

PLAN DE L'ÉTUDE.

Le cadre de la recherche étant défini, il faut enfin en préciser le plan.

La connaissance du milieu vierge, de la situation dite traditionnelle, peut s'exprimer en un tableau de géographie historique : c'est l'objet de la première partie. Elle contiendra l'analyse de la campagne azurée au milieu du XIX^e siècle, c'est-à-dire avant les transformations économiques et sociales décisives qui bouleverseront l'ordre séculaire établi.

Par opposition, la seconde partie, pièce maîtresse, présentera, à travers l'analyse de la campagne azurée actuelle, les reflets et les traces du phénomène majeur de l'évolution contemporaine : l'expansion urbaine de la Côte. Elle donnera tous les éléments possibles de l'image géographique qui contient les conséquences de ce phénomène, permettant les explications les plus immédiates.

Mais le rapprochement des deux tableaux, complets en eux-mêmes, suggère le comblement du fossé qui les sépare : l'étude des processus d'évolution formera la troisième et dernière partie.

Ainsi l'examen géographique, objet du développement, essentiel, sera-t-il encadré par deux études d'ordre historique, de dimensions moins grandes, mais indispensables à la bonne compréhension du caractère dynamique des *conséquences du développement urbain dans la campagne azurée*.

(Recherches effectuées de 1950 à 1957).

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE TRADITIONNELLE
DE LA CAMPAGNE AZURÉENNE

La géographie de la campagne azurée traditionnelle est analysée au milieu du XIX^e siècle ; mais cette notion chronologique ne sert que de repère. En fait, le champ d'investigation s'étend à tout le second quart de siècle et même, le plus souvent, à la quarantaine d'années qui séparent le « retour aux conditions normales », post-napoléoniennes, de l'annexion du Comté de Nice.

Le tableau sera présenté suivant le schéma classique : *population, économie, société*. Mais ces deux dernières rubriques seront fondues dans un même chapitre (ch. 2 : les hommes et la terre), cependant qu'on en tirera, répondant aux préoccupations particulières de l'étude, un chapitre orienté : ch. 3, le divorce villes-campagne.

CHAPITRE PREMIER

LA POPULATION

1 . LES CHIFFRES

La campagne azurée participe, du point de vue démographique, aux caractères généraux préalpins : comme dans les Préalpes du Sud, l'évolution du nombre des habitants achève, pendant les trente-cinq premières années du XIX^e siècle, une lente courbe ascendante qui atteint son maximum en 1836.

Mais il ne s'agit pas d'un sommet précis : la situation est variable suivant les communes, comme le montre la carte n^o 3.

L'évolution de la population des trente-sept communes ou tractions (1) de communes de notre champ d'étude est synthétisée dans les chiffres suivants (2) :

1821-22 :	46.845 habitants
1836-38 :	50.414 »
1846-48 :	49.798 »
1861 :	48.260 »

La longue stabilité que révèlent ces chiffres est frappante. Le maximum de population ne saurait être daté avec précision

(1) Nous nous sommes efforcés de donner toujours le nombre géographique vrai, plutôt qu'administratif. Nous avons éliminé la population des hameaux littoraux de Mandelieu et Villeneuve-Loubet, et séparé dans les comptes la population urbaine et rurale de Grasse et Vence.

(2) Il a fallu choisir des dénombrements dont les dates se correspondent à peu près de part et d'autre du Var. 1801 a été exclu. 1806 aussi parce que, d'après M. Pouthas, manifestement exagéré. On a retenu 1821 pour les Français et 1822 pour les Sardes ; puis, comme M. Blanchard, 1836-1838 et 1846-1848. On ne dispose d'un instrument de travail uniforme qu'en 1861.

(tous les chiffres pourraient être égaux, si l'on admet la marge d'erreur de 5 %), mais il correspond à une période d'un quart de siècle où la saturation, atteinte précocement, ne déterminerait pas encore l'exode.

La même constatation vaut pour l'environnement montagnard. La population des 24 communes voisines des Préalpes de Grasse s'est élevée à :

1821 :	10.933 habitants
1836 :	11.696 »
1846 :	11.652 »
1861 :	10.796 »

Elle vaut aussi pour les onze communes voisines des Préalpes niçoises :

1822 :	7.726 habitants
1838 :	9.052 »
1848 :	9.790 »
1861 :	9.537 »

Pendant ce temps, le littoral (1) prenait son essor, passant, entre 1821 et 1861, de 42.202 à 72.333 habitants.

Ainsi, c'est déjà par opposition au littoral, mais encore sans distinction apparente d'avec la montagne, que se caractérise la situation démographique de la campagne. (Voir graphique^o 1).

Le mouvement — ou l'absence de mouvement — est, sauf exception, assez uniforme.

Les deux villes de Grasse et Vence restent bien « campagnardes » par leur évolution démographique. Les exclut-on (2) des calculs, que les nouveaux chiffres soulignent encore la stabilité :

1821-22 :	36.945 habitants
1836-38 :	40.264 »
1846-48 :	40.398 »
1861 :	38.860 »

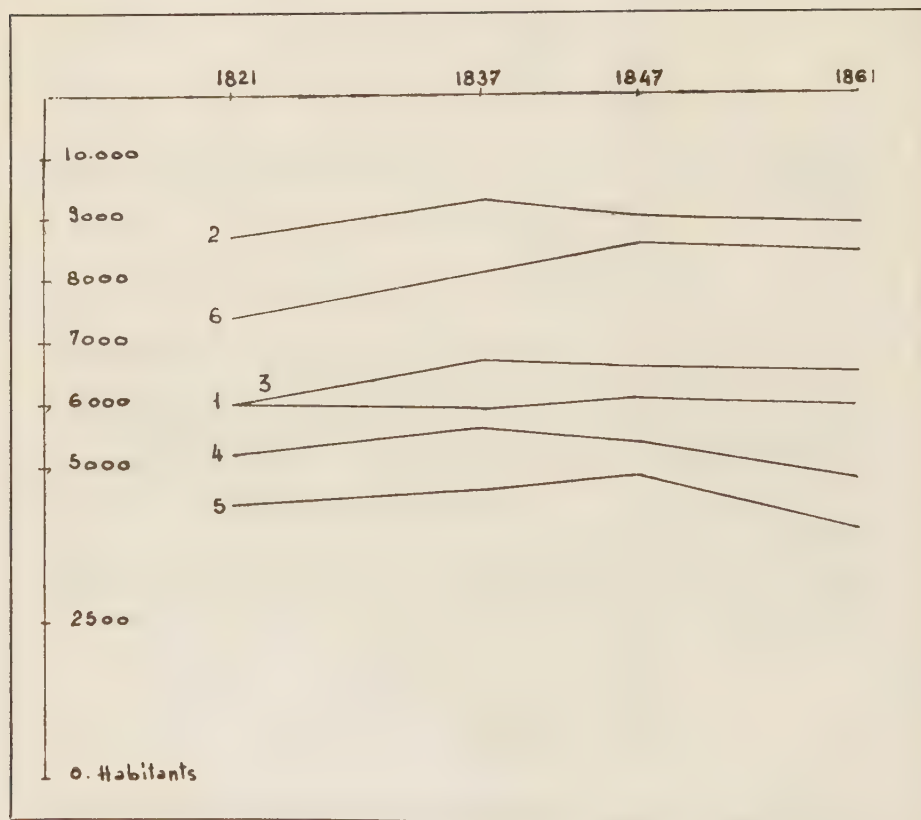
De 1836 à 1861, la population, villes incluses ou exclues, n'a donc varié que de 3,5 % (dans le sens négatif).

Dans les onze années qui suivent, le chiffre de la population campagnarde (villes exclues) baisse de 8,5 %.

Dans le détail, peu de surprises. La carte montre que, en vingt-cinq ans, la plupart des communes ne varient qu'entre moins 10 % et plus 10 %. Le coteau préalpin occidental se peuple encore un peu : plus 2 %. La campagne grassoise est dans la moyenne : moins 3 %, ainsi que le plateau valbonnais : moins

(1) Totalisation de la population de Cannes, Le Cannet, Vallauris, Cagnes, Saint-Laurent, Nice, La Trinité, Saint-André.

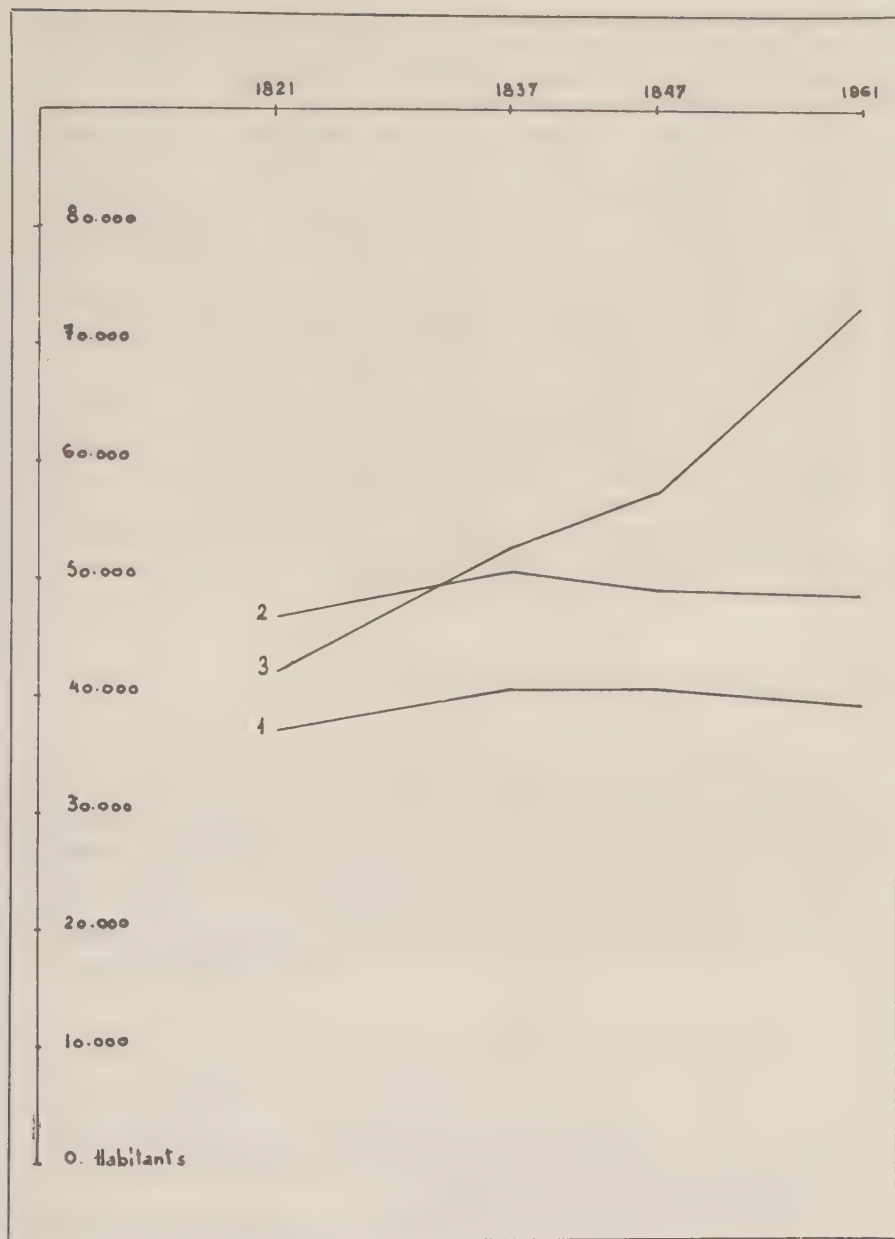
(2) En tant qu'agglomérations, pas en tant que communes.



Graphique n° 1. — L'évolution de la population de 1821 à 1861.

1. Coteau préalpin occidental.
2. Campagne grassoise.
3. Plateau valbonnais.

4. Campagne bas-vençoise.
5. Campagne haut-vençoise.
6. Campagne niçoise.



Graphique n° 2. — L'évolution de la population de 1821 à 1861.

1. Toute la campagne azuréenne. Vence et Grasse exclues.
2. Toute la campagne azuréenne avec Vence et Grasse.
3. Le Littoral

2,5 %. La campagne niçoise gagne 4 %. Par opposition à ce quart de siècle tranquille, la décade 1861-72 marque la première grande saignée : ces régions perdent respectivement 14 %, 7 %, 8 % et 10,5 % de leur population.

Pour la haute et basse campagne vengoise, le phénomène est plus compliqué : elles perdent, entre 1836 et 1861, 12 et 13 % de leur population ; tandis que, pendant la décennie suivante, les pertes, qui continuent au même rythme dans la haute campagne vengoise, se ralentissent dans la basse campagne. Un examen plus précis des chiffres permet d'avancer une explication. Dans la haute campagne vengoise, l'étalement du maximum dure seulement un peu moins longtemps qu'ailleurs : de 1836 à 1856, la population perd 3 %, et c'est la chute brusque, avant les autres (10 % en cinq ans). Dans la basse campagne, la chute se produit encore plus tôt, entre 1846 et 1851 : le chiffre de la population baisse alors de 10 % — fait d'autant plus remarquable qu'après cette chute ultra rapide et jusqu'à l'après Grande-Guerre, il ne variera jamais de plus de 5 %.

La caractéristique démographique essentielle de la campagne azurée réside dans l'étalement du maximum de population pendant un quart de siècle (1836-1861).

2 . ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

Cette période de « calme démographique » ne devrait pas poser de problèmes compliqués. L'isolement de la région, son éloignement des centres économiques, la persistance de son économie traditionnelle fermée, suffiraient à expliquer l'absence de mouvement de population, à une époque où le mouvement naturel parviendrait à un certain équilibre.

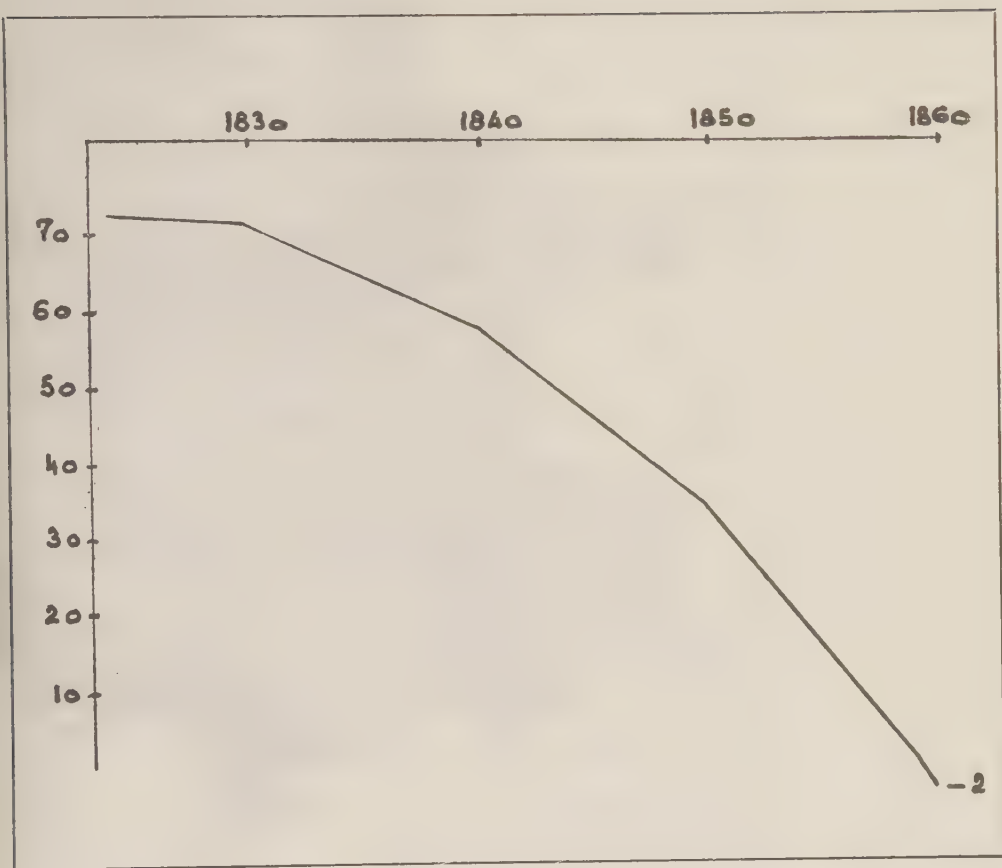
Mais l'examen des données *de fait* de ce mouvement naturel remet en question cette hypothèse du « calme démographique ».

A . NATALITÉ ET MORTALITÉ.

Les données du mouvement naturel de la population montrent que le milieu du siècle marque un tournant décisif, dans ce domaine comme dans tant d'autres.

Calculés sur 14 communes-témoins (1) qui comptent ensemble

(1) On a choisi des communes représentatives dans chaque micro-région en tenant compte de l'importance de chacune. Les registres d'état-civil ont donc été dépouillés à Callian, Cabris, La Roquette, Mouans-Sartoux, Mougins, Le Bar, Tourrette-sur-Loup, Valbonne, Gattières, Carros, La Colle, Aspremont, Tourrette-Levens, Drap.



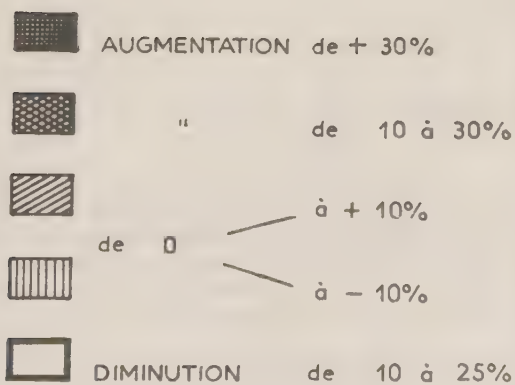
Graphique n° 3. — *L'excédent des naissances de 1821 à 1861.*



Carte n° 4. — L'évolution



IDES



opulation 1836-1861.

plus de 16.000 habitants, les indices d'excédent naturel de la population fléchissent sans rémission. Du taux annuel de + 71 pour 10.000 (indice national : + 57 pour 10.000) pour la période 1821-1830, ils passent dans les périodes décennales suivantes à + 57, puis à + 33 pour 10.000. Dans la période 1851-1860, le taux devient négatif, de justesse : — 2 pour 10.000, marquant le début d'un long cycle de déficience, en avance sur la moyenne française.

Le taux de natalité commence par être étale (278 pour 10.000 de 1821 à 1830 ; 279 pour 10.000 de 1831 à 1840) puis il fléchit, d'abord légèrement (254 pour 10.000 de 1841 à 1850) ensuite plus rapidement (226 pour 10.000 de 1851 à 1860). Il est toujours très inférieur au taux national qui pour les mêmes périodes se monte à 308, 296, 274 et 263 pour 10.000.

Le taux de mortalité accuse une évolution moins prononcée. Passé de 207 à 222 pour 10.000 entre 1821 et 1840, il est de 221 entre 1841 et 1850, de 228 entre 1851 et 1860 — ce qui le maintient toujours au-dessous du taux national qui baisse dans la même période, de 250 à 233 pour 10.000.

Du point de vue géographique, une seule différenciation à signaler : l'évolution de la campagne niçoise est nettement décalée.

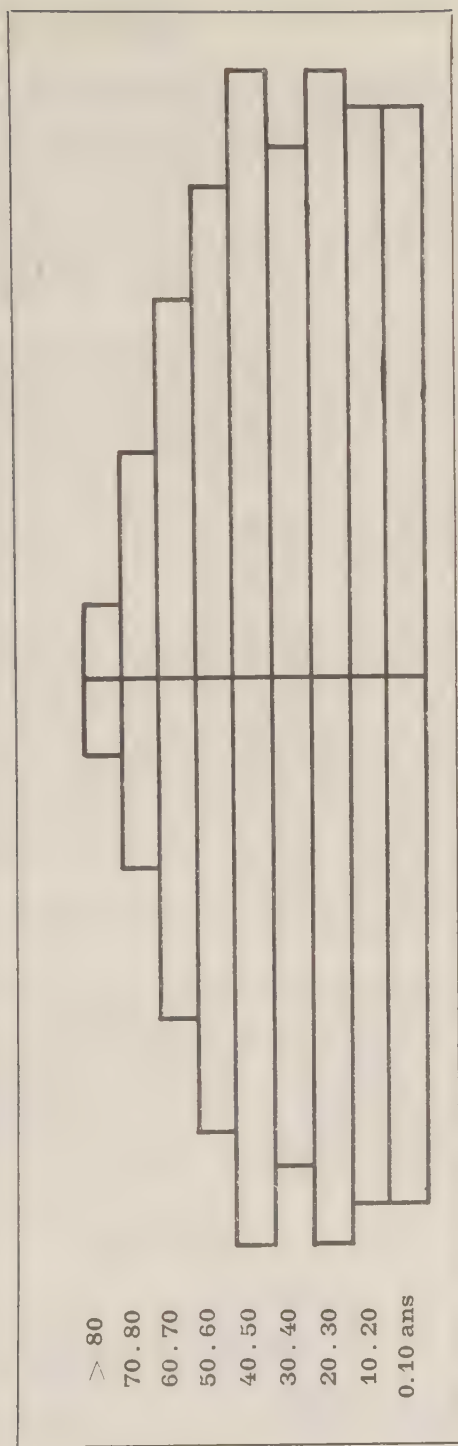
Alors que le taux d'excédent de la rive droite seule est déjà tombé à + 3 pour 10.000 entre 1841 et 1850, celui de la rive gauche demeure à + 130 pour 10.000. Puis il est encore à + 70 pour 10.000 alors que la rive droite est déjà négative (— 23 pour 10.000). Ce n'est que dans la décennie suivante, en somme avec 30 ans de retard, que la campagne niçoise s'aligne : — 17 pour 10.000 entre 1861 et 1870.

B . LA PYRAMIDE DES AGES.

L'explication des taux relativement bas de la mortalité et de la natalité peut ressortir de la composition par âges de la population. La documentation est malheureusement dans ce domaine incomplète et un peu incertaine. On ne trouve que par hasard, dans de rares mairies, les dénombrements de population d'avant 1872 (1).

Mais les tableaux récapitulatifs par commune du recensement de 1856 (pour la rive droite du Var) ont permis l'établissement

(1) Aux Archives Départementales, les dossiers ont disparu.



Graphique n° 4. — La pyramide des âges de 1856.
Calcul en pourcentage sur 7 communes types

d'une pyramide-type, d'après sept communes-témoins (1) dont la statistique a paru à peu près sérieuse (2).

La moitié supérieure de la pyramide montre une régularité spectaculaire : les hommes de quarante ans ont sur les épaules une charge équilibrée de vieillards. Mais eux-mêmes ne sont pas portés par une base assez étayée de jeunes gens : enfants et adolescents sont en nette infériorité. Comme l'a déjà montré l'évolution du taux de natalité, le maximum du dynamisme démographique est antérieur à cette époque.

Puisque les taux de mortalité comme ceux de natalité sont relativement déficients, le retrait de la tranche 30-40, le retrait des jeunes classes, l'absence de vieillissement ne peuvent-ils s'expliquer par des phénomènes migratoires ?

C . BILANS DÉMOGRAPHIQUES.

Quelles indications donne, à ce sujet, la comparaison de l'évolution naturelle et de l'évolution réelle de la population ?

De 1821 à 1830, la correspondance est bonne : dans le groupe des quatorze communes (3), l'excédent de naissances est de 1.140 et l'augmentation de la population légale de 1.054. Par contre, entre 1831 et 1840, le chiffre de la population est presque stationnaire (— 177) alors que le mouvement naturel donnerait un progrès de 880. Et la décennie suivante ne voit la population progresser que d'une centaine d'âmes, alors que l'excédent de naissances lui en fournirait près de 600.

De 1851 à 1860, les mouvements se correspondent à peu près : population — 53, excédent naturel — 30.

(1) La Roquette, Tourrette-sur-Loup, Opio, Cabris, Carros, La Colle, Valbonne.

(2) Il a fallu rejeter, en effet, certaines statistiques. Dans celle de Callian par exemple, on remarque une anomalie symptomatique : la population adulte, tant mâle que femelle, truque ses déclarations d'âge. Comment expliquer autrement, en effet, que la tranche d'âge qui précède immédiatement le changement du chiffre des dizaines (29 ans, 39 ans, etc.) soit toujours doublement chargée ?

<i>Moyenne de la tranche d'âge d'un an dans la classe</i>	H	F	<i>Nombre d'individus « ayant » entre</i>	H	F
30-40 ans	10	9	39 et 40 ans	20	30
40-50 ans	10	9	49 et 50 ans	12	23
50-60 ans	10	11	59 et 60 ans	18	29
60-70 ans	7	6	69 et 70 ans	19	15

(3) Enumérées p. 38.

Il est douteux cependant qu'une période purement endogène, fasse suite à des périodes migratoires. Plus de précision dans l'analyse s'avère indispensable. Nous la trouverons dans l'examen de quelques bilans démographiques communaux.

La Roquette.

De 1821 à 1861, la population de La Roquette n'a gagné que 9 habitants. Elle est passée de 277 à 310 entre 1821 et 1826, s'est maintenue autour de 310 entre 1826 et 1851, est retombée à 277 en 1856.

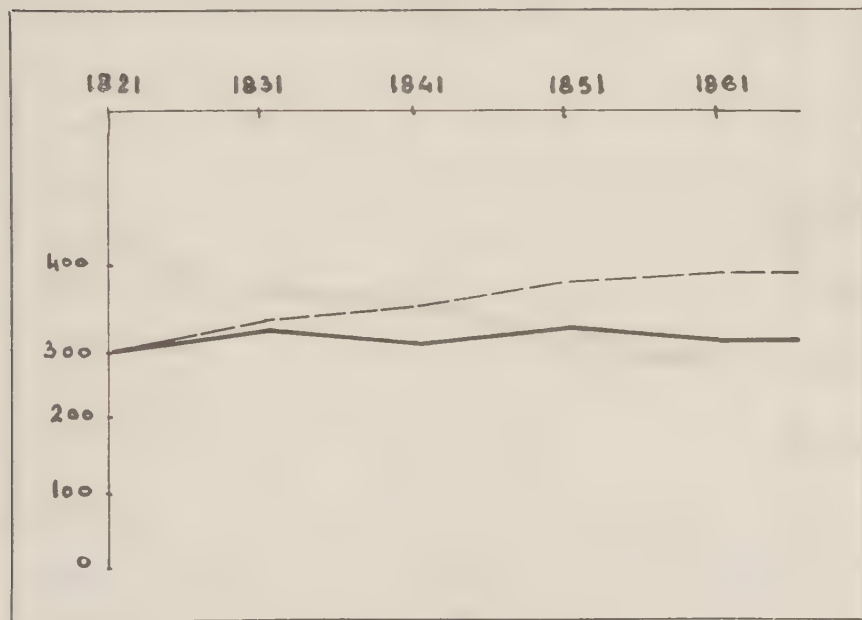
Elle se définit déjà par opposition au littoral, mais encore sans distinction apparente d'avec la montagne.

De 1821 à 1831. — Excédent de 47, population en augmentation de 37 ; compte tenu des erreurs, le mouvement peut n'être que naturel.

De 1831 à 1841. — Excédent de 20, population déficitaire de 21 ; une émigration de 40 unités doit avoir eu lieu.

Mais de 1841 à 1851. — Le mouvement naturel peut suffire à expliquer l'augmentation de population de 15 unités (excédent de 23 naissances).

Et de nouveau, de 1851 à 1861. — La population perd 22 unités alors que les naissances surclassent encore les décès de 7.



Graphique n° 5. — Mouvement de la population de la Roquette-sur-Siagne (1821-1861).

Traits pleins = évolution réelle

Tirés = mouvement naturel cumulé

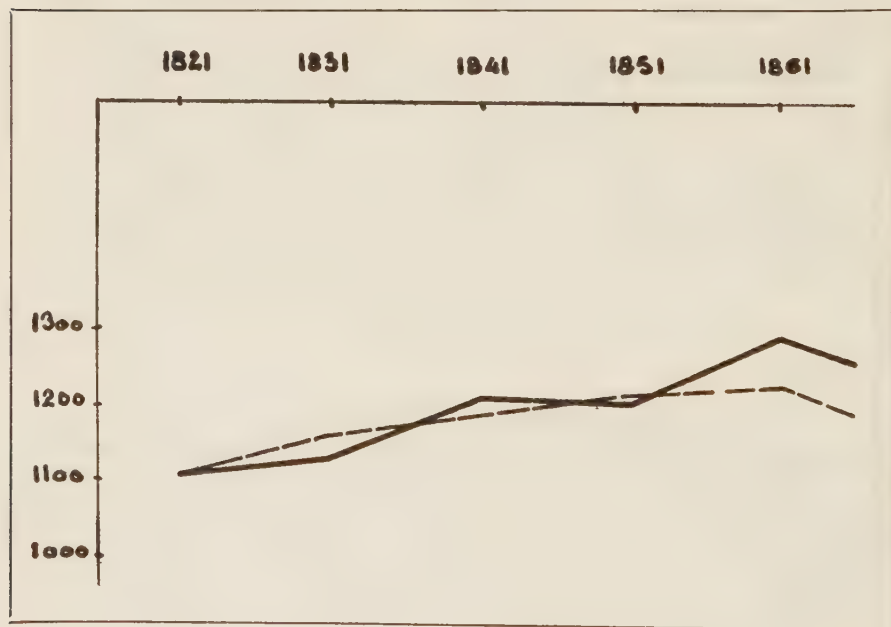
Valbonne.

De 1821 à 1861, Valbonne a gagné 170 habitants: le mouvement naturel ne lui en a fourni que 103. L'examen détaillé montre que l'explication n'est pas simple :

De 1821 à 1831. — L'excédent des naissances (+ 47) dépasse l'augmentation de la population.

De 1831 à 1841. — La population augmente plus vite que le mouvement naturel ne le lui permet (population : + 83 ; excédent naissances : + 30).

Les deux décennies suivantes reproduisent la même séquence contradictoire : d'abord, un déficit de population (— 16), malgré un excédent de naissances (+ 14) ; puis un fort accroissement (+ 86) qui n'est pas dû à l'excédent naturel (+ 12).



Graphique n° 6. — Mouvement de la population de Valbonne (1821-1861).

Le Bar.

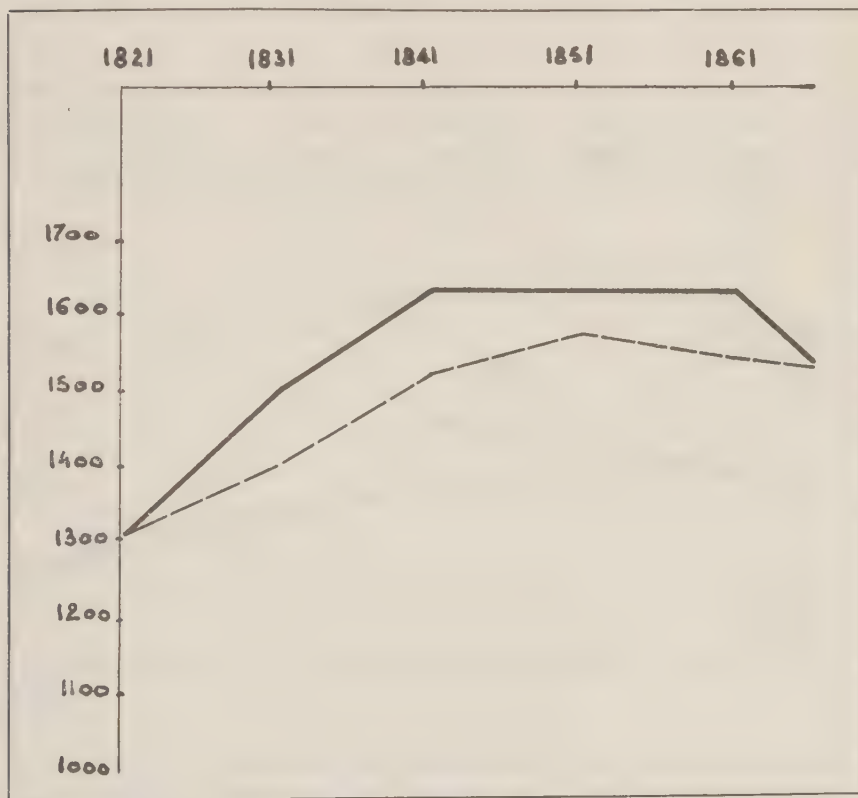
De 1821 à 1861, la population du Bar a gagné 314 habitants, grâce à une importante progression de 1821 à 1836, suivie d'une stabilisation. Le mouvement naturel est incapable à lui seul d'expliquer cette évolution.

De 1821 à 1831. — La population s'est accrue de 189 habitants, alors que l'excédent des naissances ne lui en fournissait que 87.

La décennie suivante semble ne devoir ses progrès qu'au mouvement naturel : 118 naissances excédentaires, 122 habitants en plus.

De 1841 à 1851. — Une fois de plus, le mouvement change d'aspect : le solde naturel est resté bénéficiaire (+ 48), alors que la population est demeurée stable (+ 3).

Mais la population reste également stable lorsque le solde devient, entre 1851 et 1861, nettement déficitaire (— 29).



Graphique n° 7. — Mouvement de la population du Bar-sur-Loup (1821-1861).

Tourrette-sur-Loup.

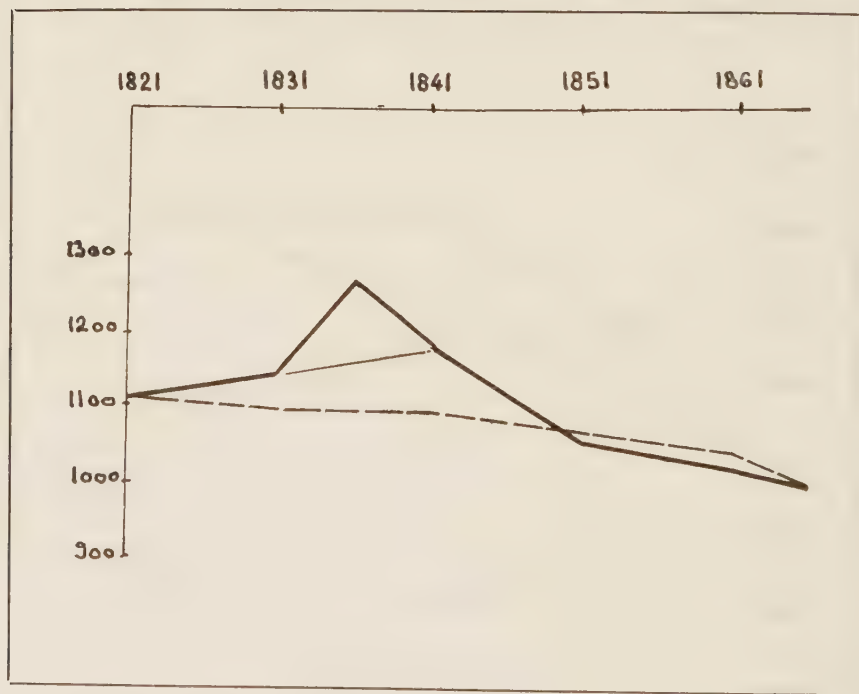
Tourrette a perdu 88 habitants entre 1821 et 1861, gagnant 158 habitants jusqu'en 1836, et perdant 246 habitants de 1836 à 1861. L'excédent des décès pour les quarante ans (— 71) ne peut donc expliquer l'évolution générale.

De 1821 à 1831. — La population gagne 31 unités malgré un solde naturel déficitaire de 15 unités.

Pendant la décennie suivante, elle gagne 33 unités, dont l'excédent des naissances ne lui fournit que 3.

De 1841 à 1851. — Par contre, le déficit naturel n'est que de 28 alors que Tourrette perd 118 habitants.

De 1851 à 1861. — Seule cette période serait explicable par le mouvement naturel : solde déficitaire de 30 unités, et perte de 34 habitants.



Graphique n° 8. — Mouvement de la population de Tourrette-sur-Loup (1821-1861).

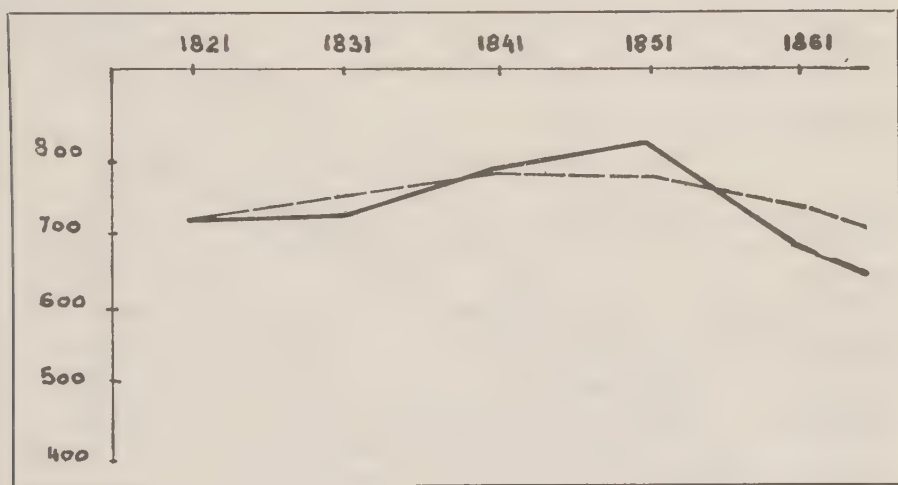
Gattières.

De 1821 à 1861, Gattières a perdu 44 habitants, quoique son accroissement naturel se chiffre dans cette période à + 16.

De 1821 à 1831 et de 1831 à 1841. — L'évolution est positive et globalement correspondante : excédent de naissances de 28 puis de 30 unités, gain de population de 10 puis de 56 unités.

Mais de 1841 à 1851, Gattières gagne encore 31 habitants, alors que naissances et décès s'équilibrent.

De 1851 à 1861. — Les deux courbes s'effondrent, mais combien inégalement ! L'excédent des décès est de 42 unités, tandis que la chute de population atteint le chiffre de 141.



Graphique n° 9. — Mouvement de la population de Gattières (1821-1861).

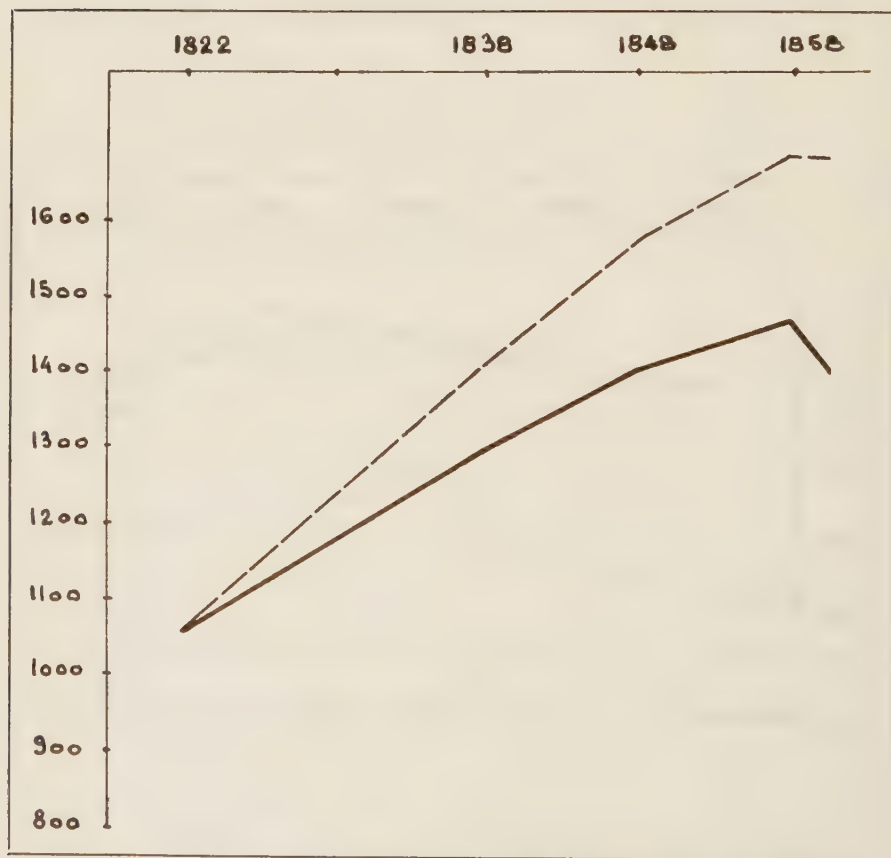
Tourrette-Levens.

De 1822 à 1861, Tourrette-Levens a gagné 409 habitants, en une progression d'une étonnante régularité : 14 unités d'accroissement annuel de 1822 à 1838, 10 de 1838 à 1848, 11 de 1848 à 1858.

De 1821 à 1841. L'excédent des naissances (+ 349) dépasse largement l'augmentation de la population (+ 250).

De 1841 à 1851. — Le phénomène est du même ordre : excédent naturel de 170 unités pour un gain d'une centaine d'habitants (1).

De 1851 à 1861. Alors seulement l'évolution semble simple : 106 naissances excédentaires pour un nouveau gain d'une centaine d'habitants (Estimation).



Graphique n° 10. — Mouvement de la population de Tourrette-Levens (1821-1861).

D . LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES.

Ces six bilans démographiques appellent deux constatations :

a) Il n'y a pas correspondance entre le mouvement naturel et le mouvement réel de la population.

b) On ne peut avoir aucune certitude en ce qui concerne les mouvements migratoires tant leurs bilans apparaissent brouillés et contradictoires.

Le tableau suivant donne, par période et par commune, le mouvement migratoire *supposé* tel qu'il résulte de la comparaison des chiffres de la population légale et du solde naissances-décès :

	1821-31	1831-41	1841-51	1851-61
La Roquette.....	O	E	O	E
Valbonne	E	I	E	I
Le Bar	I	O	E	I
Tourrette-sur-Loup	I	I	E	O
Gattières	E	E	I	E
Tourrette-Levens	E	E	E	O

E : émigration. I : immigration. O : néant.

Ainsi, suivant les périodes et les communes, le mouvement varie, prend des directions opposées. Mais quelle valeur accorder à cette balance ?

Elle n'enregistre que les résultats définitifs, non les mouvements. Elle signalera, par exemple, une augmentation de vingt individus en dix ans dans une commune mais taira les trois mouvements dont elle est le résultat : mouvement naturel donnant un excédent de dix unités, immigration de cinquante individus, émigration de quarante individus.

Les deux mouvements contradictoires sont incontrôlables. Mais l'émigration-majoritaire, l'immigration-majoritaire, et la stabilité se succédant sans règle apparente, comme cela résulte de notre tableau, nous pouvons conclure à leur complexité et à leur simultanéité.

On n'en retrouve pas ici, à l'encontre d'autres régions, de solides traces qualitatives.

Certes, le phénomène est ancien, habituel, pour des populations qui, de part et d'autre du Var ou même des Alpes, ont depuis des siècles d'étroits rapports.

Immigration ? Les bergers de la haute Roya font hiverner leurs troupeaux dans la campagne et le courant d'échanges créé par la transhumance produit des situations définitives.

Les Piémontais ont l'habitude de peupler cette campagne quand un fort gradient démographique les y attire. Ils ont, par exemple, fourni aux colonisateurs lériniens de la fin du x^v^e siècle la population nécessaire à la création de nouvelles « habitations ».

Gattières, raconte Garcin (1835), est peuplée en grande partie par des familles originaires du Piémont (« ce qui est cause que les mœurs ne sont pas toujours françaises ») et la Gaude est habitée par des Piémontais et des Gênois, « souvent en guerre avec ceux des villages voisins quoique leur origine soit la même ».

Émigration ? Au xviii^e siècle, se sont produites de véritables émigrations de la faim. C'est ainsi que le vicaire de Valbonne (1) explique que le nombre des communians soit passé à Valbonne, entre 1708 et 1728, de 850 à 700.

Au milieu du xix^e siècle, les recenseurs de Vence notent en marge de leur état récapitulatif de 1851 : « La population a diminué de cent vingt-six individus depuis 1846 ; cette diminution doit être attribuée aux émigrations qui ont lieu pour les divers pays de l'intérieur ou autres pays étrangers. »

Du double mouvement, d'ailleurs, on a trace par les réponses à l'Enquête de 1848 (2).

Dans le canton de Grasse, l'agriculture a beaucoup souffert des nombreuses émigrations en Afrique, et elle doit recourir aux montagnards du Piémont.

Dans le canton de Vence, les ouvriers locaux « attirés vers les villes par les jouissances d'une vie plus facile », émigrent et l'on doit avoir recours à des ouvriers qui viennent ordinairement des montagnes du Piémont.

Pourtant, la transformation qualitative de la population est faible encore. D'après les états récapitulatifs du recensement sarde de 1838 (3), 35 individus seulement habitant la campagne niçoise sont nés hors du Comté de Nice. Sur la rive droite du Var, les étrangers — italiens — sont en général peu nombreux : moins d'une vingtaine par commune en 1872 (la première année pour laquelle on retrouve un grand nombre de dénombrements). Mais ils sont plus nombreux dans la campagne vengoise : 96 à Vence, 116 à Saint-Jeannet, en 1851.

Le caractère fragmentaire de ces informations interdit les affirmations générales. Cependant, elles confirment l'interprétation des bilans démographiques. Le double mouvement migratoire, bien qu'il ne touche encore qu'une part assez faible de la population, « artificialise » déjà la courbe démographique.

(1) Archives municipales.

(2) Archives nationales : Enquête sur le travail agricole et industriel faite selon le décret de la Constituante, 25 mai 1848, C 967 A.

(3) Archives départementales des Alpes-Maritimes.

3 . ETUDE GÉOGRAPHIQUE

A . LA RÉPARTITION DE LA POPULATION.

Pour le voyageur qui, au milieu du XIX^e siècle, vient de traverser les déserts bas-alpins, la campagne azurée apparaît comme une oasis. Après la montagne aux 15 habitants par kilomètre carré, on débouche dans une zone dont chaque kilomètre carré, en moyenne, en héberge dix fois plus : 143 au kilomètre carré, villes comprises.

La moyenne française est alors de 67, et la moyenne départementale d'environ 50 (1).

L'implantation de cette nombreuse population (voir la carte des densités n° 5), est très irrégulière.

La zone urbaine littorale, avec ses 56.800 âmes, atteint déjà la très forte densité de 236, malgré l'étendue rurale de Nice et Antibes. Ce chiffre dépasse 300 si on ne tient compte ni de la vallée niçoise du Var, ni du cap d'Antibes.

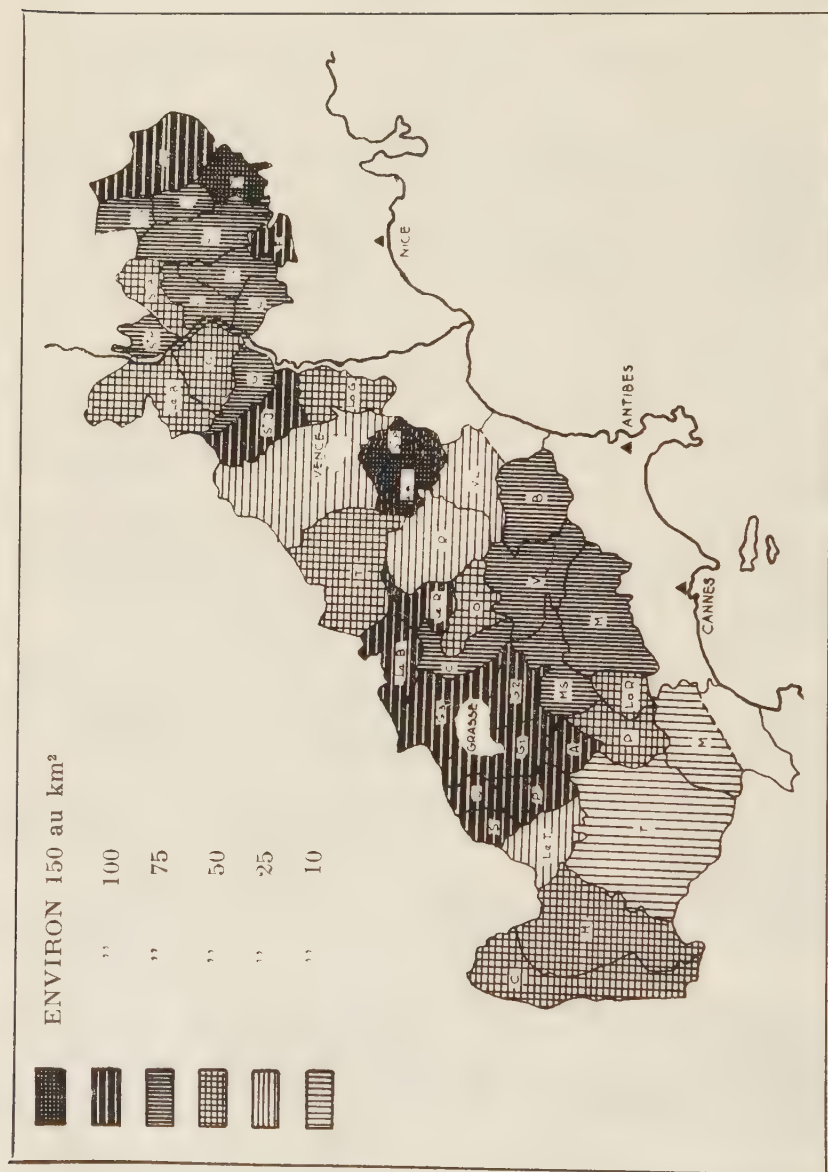
La campagne compte 68 habitants au kilomètre carré, chiffre fort par rapport aux moyennes régionales de la densité rurale (moins de 30) et même à la moyenne française (48), mais assez faible si l'on considère l'exiguïté et l'«habitabilité» du territoire considéré.

Aucune homogénéité au sein de ce territoire. Si on exclut les vastes zones forestières ou marécageuses de Tanneron (14 habitants au kilomètre carré) et Mandelieu (10 habitants au kilomètre carré), la situation se présente ainsi :

1° **Au pied des Préalpes de Grasse**, la campagne n'est pas très peuplée. Les communes se tiennent autour de la moyenne départementale.

	<i>Habitants au km²</i>		<i>Habitants au km²</i>
Callian	60	Roquefort	35
Montauroux	57	Villeneuve-Loubet	37
Le Tignet	23	Tourrette-sur-Loup	40
Pégomas	57	Vence-campagne	28
La Roquette-Siagne.....	50	La Gaude	56
Opio	43	Carros	55
		Le Broc	59

(1) Densités de population : Var, en 1851, 49 ; en 1861, 52. Alpes-Maritimes, en 1861, 52.



Carte n° 5. — La densité de la population en 1846-1848.

Mais trois groupes forment de notables exceptions :

— Le groupe grassois, prospère, domine. Il agglutine une population plus dense.

	<i>Habitants au km²</i>		<i>Habitants au km²</i>
Cabris	95	Le Bar-sur-Loup	110
Auribeau	109	Le Rouret	107
Grasse-campagne	110		

Son influence peuplante va rencontrer celle de Cannes pour former une zone fortement occupée et nettement distincte des autres.

	<i>Habitants au km²</i>		<i>Habitants au km²</i>
Mouans-Sartoux	69	Châteauneuf	72
Mougins	70	Valbonne	63
Biot	82		

Les conditions naturelles sont assez favorables et l'influence des deux villes est peut-être déjà très sensible.

— Deux petites communes se sont taillé une place à part, dans une zone de collines bien exposées et irrigables : la Colle-sur-Loup et Saint-Paul-de-Vence. Elles font vivre, grâce à leur économie, une population nombreuse.

	<i>Habitants au km²</i>
La Colle-sur-Loup	156
Saint-Paul	134

La population de la Colle, écrivait Garcin (1835), « s'accroît journellement et tout le monde y est dans l'aisance. Le peuple, en naissant, apporte le génie mercantile, qui se développe avec l'âge et se fait distinguer de toute la contrée ».

— Les autres exceptions, moins nettes :

	<i>Habitants au km²</i>
Gattières	75
Saint-Jeannet	90

ne sont pas dues à la position géographique. Mais ce sont des gîtes d'arrivée pour les nombreux Piémontais, signalés par Garcin.

2° **Sur la rive gauche du Var**, le spectacle est très différent. L'encadrement n'est pas le même : la campagne niçoise tend à se fondre dans la montagne, sans limite nette. Au point de vue humain, les communes voisines des Préalpes de Nice ont la densité assez forte de 43, et les communes de la campagne contiennent plus de 75 habitants au kilomètre carré (1).

<i>Habitants au km²</i>		<i>Habitants au km²</i>	
Saint-Martin-du-Var	80	Châteauneuf-Contes . . .	64
Aspremont	78	Contes	100
Tourrette-Levens	84	Drap	151
Falicon	115		

La frontière Var est passée. Malgré les conditions naturelles plus défavorables, la population est plus dense, plus nombreuse ; elle participe aux caractères piémontais.



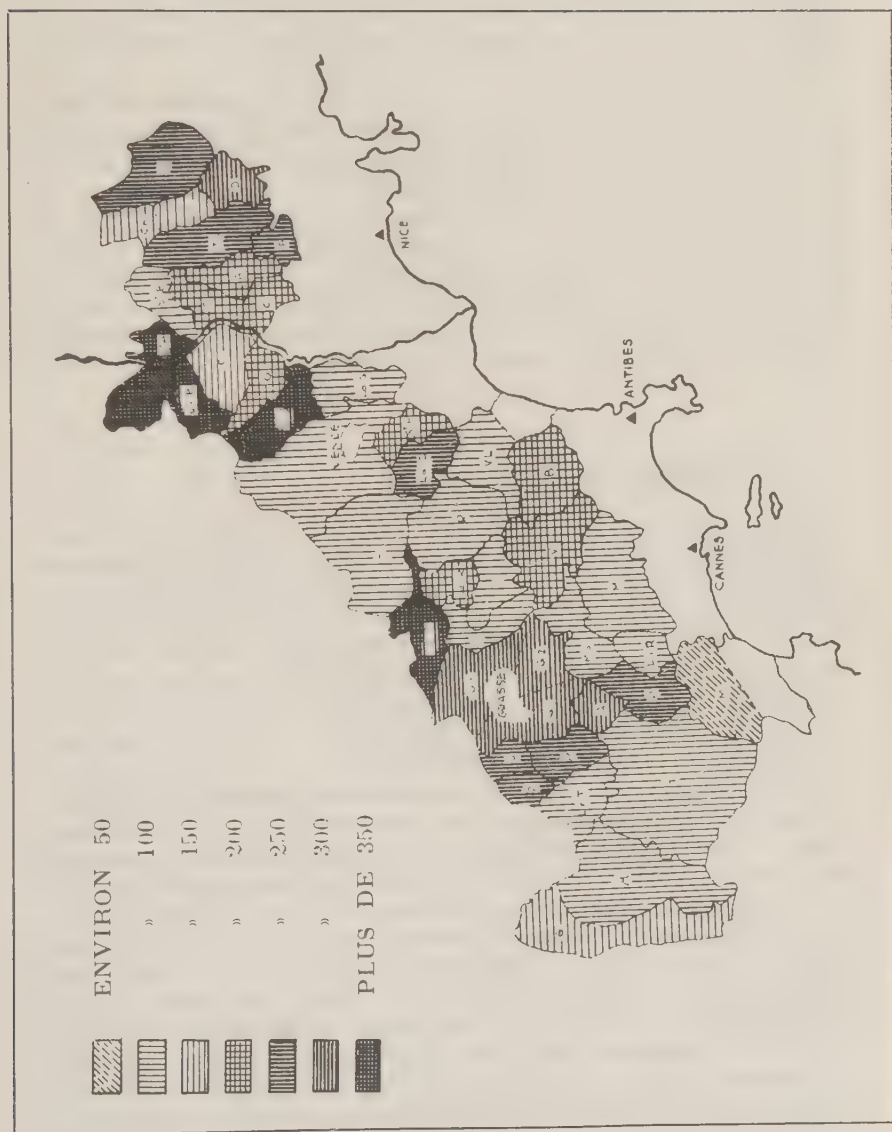
Par rapport au terroir cultivé (et non au territoire total), la pression démographique n'est pas considérable. L'ensemble de la zone, villes exclues, ne compte que 165 habitants au kilomètre carré cultivé (2) (bois, pâtures, inculte exclus) trois habitants « vivent sur » deux hectares. Malgré l'extensivité de l'oléiculture, la terre n'est pas surchargée.

L'interprétation de la répartition géographique de ces densités pondérées pose des problèmes très délicats, une forte densité à la superficie cultivée ne signifiant a priori ni une mise en culture intensive, ni une forte population vivant hors de l'agriculture :

Prenons l'exemple de Saint-Martin et du Broc qui se font face de part et d'autre du Var : le premier a 361 habitants au kilomètre carré cultivé, le second 377. Si tous deux possèdent peu de terres cultivables, le territoire du premier est très restreint, celui du second très vaste. La forte densité est due, à Saint-Martin,

(1) Saint-Blaise, presque montagnard, a seulement 40 habitants au kilomètre carré.

(2) Calculs effectués d'après les matrices cadastrales du XIX^e.



Carte n° 6. — La densité de population par km² cultivé (vers 1850.)

à une évolution moderne extra-agricole, à une phase de peuplement ; au Broc, qui ne compte que des paysans, à un retard de l'évolution, à la persistance du type de surpeuplement montagnard.

Cependant, la carte n° 6 montre qu'un grand nombre de communes se rapprochent assez de la densité moyenne. La plupart des valeurs se situent entre 100 et 200.

Et on peut tirer finalement de cette étude les révélations suivantes :

— par rapport au territoire, et surtout à la surface cultivée, dont elle dispose, la population est relativement peu nombreuse. La campagne azurée est déjà une zone de dépression, ou au moins de « marais » démographique.

— les environs de la ville de Grasse, et leur prolongement en direction de Cannes, ont une situation privilégiée.

— l'arrière-pays niçois, plus ou moins intégré au bloc des Préalpes de Nice qui le diversifient nettement de la rive droite, garde des caractères particuliers. Malgré une nature plus hostile, les hommes y sont plus nombreux, plus serrés.

B . L'HABITAT.

On sait assez que l'habitat ancien est, en règle générale, dans le Sud-Est de la France, concentré et tassé. Depuis longtemps et jusqu'au Moyen Age, les considérations de défense font se jucher les villages sur des sites « imprenables ». Et M. Blanchard a démontré que, plus on approche des rivages méditerranéens, plus la déconcentration est lente à s'effectuer.

Cependant, au milieu du xix^e siècle, la campagne azurée est le siège d'un habitat déjà très relâché, nettement mixte, et d'origine souvent difficile à définir.

Certes, les exemples de groupement sont nombreux : Callian, Montauroux, Cabris, le Bar, Tournette-sur-Loup, Saint-Jeannet, Carros, le Broc, montent la garde au bord du front préalpin, dominant les vastes étendues de l'avant-pays et surveillant la mer. Auribeau, Mougins, Châteauneuf, Biot, Villeneuve, la Colle, Saint-Paul, la Gaude, restent tassés au sommet d'une colline. Et les villages de colonisation lérinienne : la Roquette, Mouans-Sartoux, Valbonne, bien que dans le plat pays, demeurent enfermés au sein d'un groupement « urbanistique » sévère.

Mais la dispersion est loin d'être exceptionnelle. La carte de Cassini et les premiers levers de la carte d'Etat-Major montrent qu'elle ne représente pas un phénomène récent. La campagne grassoise, du versant de Cabris à la plaine du Plan et au-delà, éparpille ses hameaux, ses maisons, à plaisir. La

commune d'Opio, par exemple, réalise un type presque parfait de dispersion : les Valbonnais en ont brossé un tableau saisissant qui laisse percer des visées annexionnistes.

« Le territoire d'Opio, tel qu'il a toujours été et qu'il est « encore... manque de cohésion et d'unité... »

« Il n'y a nulle part à Opio une agglomération d'habitants « pouvant servir de noyau ou de centre à un corps de commu- « nauté ; des deux petits hameaux qui sont parvenus à s'y « établir, l'un est à l'extrémité méridionale du territoire et à « toucher le village de Valbonne, l'autre à l'extrémité septen- « trionale et presque à portée de la voix du village de Château- « neuf ; ces deux hameaux n'ont jamais eu, ni pu avoir, de rela- « tions d'aucune espèce ; ils sont séparés par un intervalle de « 4 kilomètres rendus plus difficiles à franchir par les accidents « du terrain ; ils sont d'autant plus étrangers l'un à l'autre que « chacun d'eux s'incorpore et se confond avec le village qui « l'avoisine et dans lequel il va se pourvoir de tous les objets « nécessaires à ses besoins ; le premier de ces hameaux, celui du « midi, compte à peine 11 maisons ; le second, quoique possédant « le clocher et jouissant du titre de chef-lieu, est encore moins « considérable ; dans aucun des deux on ne trouve ni les choses « les plus indispensables à l'alimentation, ni les ateliers et les « métiers pour ainsi dire rudimentaires sans lesquels l'exploit- « ation même des champs serait impossible ; il n'y a en un mot « dans tous les deux que des maisons purement rurales, comme « toutes celles dans lesquelles est disséminé le restant de la popu- « lation et qui, suivant la distance à laquelle elles sont situées « soit de Valbonne, soit de Châteauneuf, soit du Rouret, sont des « dépendances de l'un ou de l'autre de ces villages (1). »

Malgré la présence de gros villages, où se concentre la plupart de la population, la campagne, sur la rive droite du Var, est déjà très occupée. Seule, l'insalubre vallée de la Siagne écarte encore l'installation humaine. Car les forêts, profondes et sombres, n'arrêtent pas totalement l'implantation des habitats : domaines aristocratiques, hameaux de charbonniers, de briquetiers, ou de défrichement, y font des taches claires, assez éparses, il est vrai.

De l'autre côté du Var, la dispersion en hameaux est très fréquente. Toujours importants, solidement tassés, socialement structurés, ceux-ci résultent d'une dispersion secondaire ancienne qu'attestent leurs noms empruntés aux familles créatrices. Leur importance sera parfois reconnue officiellement par leur érection en commune indépendante. Ainsi, Bendejun et Cantaron sont des sections de Châteauneuf-de-Contes ; mais Cantaron lui-même n'est fait que de hameaux distincts, étagés

(1) Délibération municipale du 15 juillet 1855.

au flanc de la montagne. Tourrette-Levens a bien un chef-lieu perché, mais sa population (y compris le faubourg) ne représente que 30 % de la population communale, dispersée aux quatre coins du terroir. (Recensement de 1866 : village et faubourg 428 habitants, Le Plan 259, Le Moulin 81, Campobran 94, Colombier 102, Plan d'Ariou 118, etc.).

Quant à la vallée du Var, sujette aux inondations, elle éloigne l'habitat.

4. . ÉTUDE PROFESSIONNELLE

Toute la documentation sociologique « d'époque » met en lumière la prépondérance absolue de l'agriculture au milieu du XIX^e siècle : commerce et artisanat ne sont dans la campagne que des activités accessoires dont l'importance économique est très limitée et l'individualisation assez faible.

A . LES MÉTIERS.

D'après la liste des Patentés en 1848 (1), les « métiers » abondent. Mais ils prennent place en général dans le cadre d'une économie fermée et sont étroitement liés, au niveau de la famille sinon de l'individu, à l'agriculture qui fournit le travail et le revenu essentiels. La *spécialité* est rare.

Chaque village a certes deux ou trois cabarets, mais on ne trouve dans la région que quatre auberges : au Bar à l'entrée dans la montagne par la vallée du Loup, au Broc au débouché de la vallée de l'Estéron, à Mandelieu au contact de la grande forêt, et à la Colle, cité commerçante.

Chaque village possède un grand nombre de commerçants d'alimentation, à petit débit et ouverture irrégulière : épiciers, boulangers, bouchers, etc. Cabris détient le record avec 23 (pour 1.786 habitants).

L'artisanat d'habillement, développé certes, est un artisanat d'autarcie. Parmi beaucoup de cordonniers et tisserands, tailleurs et merciers, on pourra trouver quelques « industriels »

(1) Liste générale des industriels patentés de l'arrondissement de Grasse. Archives départementales du Var, 15 M 61. Valable seulement pour la rive droite du Var. Mais, pour la rive gauche, Casalis ne signale dans son dictionnaire des communes de 1840 ni industrie, ni artisanat organisé.

(cordonniers de Biot, tisserands de la Colle), mais le phénomène est rare et ne peut se comparer avec la véritable industrie artisanale du Var central.

Les autres « patentés » sont les maçons, menuisiers, maréchaux-ferrants, charrons, etc.

La transformation des matières premières locales, intimement liée à l'agriculture, ne prend même pas des proportions notables. La véritable industrie — la parfumerie — est l'apanage des villes. Il reste à la campagne les ateliers dispersés et primitifs qui couronnent l'édifice autarcique : deux à trois moulins à huile par commune — jusqu'à sept, au Bar —, parfois un moulin à blé, une tuilerie, une scierie. La spécialisation artisanale est rare : les 14 potiers de Biot, les 3 tuiliers de Clausonne (Valbonne) la papeterie du Bar méritent seuls d'être signalés.

Le grand commerce, enfin, est rarement localisé dans les villages. (Seule la Colle fait exception, avec son extraordinaire concentration : 9 marchands de cochons, 3 marchands de mulets, 3 marchands de volaille, 2 marchands de peaux, 2 marchands de chanvre ; et, à un moindre degré, Valbonne et Montauroux avec leurs marchands de bois). L'extrême rareté des muletiers et voituriers souligne enfin la faiblesse de l'économie d'échanges.

Le nombre élevé des commerçants et artisans par rapport à la population ne doit donc pas faire illusion : si leur proportion avoisine 3 à 4 %, elle est due plus aux « petits métiers » qu'à un artisanat productif.

On comprend les réponses données aux questionnaires de l'Enquête sur le travail de 1848 : « L'industrie n'a d'autre importance que la satisfaction des besoins locaux », affirme le canton de Vence, tandis que le canton du Bar se présente comme « purement agricole », et celui de Cannes comme « essentiellement agricole... l'industrie se bornant à la confection des objets nécessaires aux besoins usuels ».

B . STATISTIQUES DES PROFESSIONS.

L'exploitation statistique du recensement de 1856 pour la rive droite du Var confirme ces premières indications.

83 % de la population des 23 communes (1) provençales vivent directement de l'agriculture.

La carte n° 7 montre que la moitié des communes se tient d'ailleurs au-dessus de cette moyenne, atteignant et dépassant les 90 %. Par contre, peu nombreuses sont les communes où ce pourcentage est inférieur à 75 %. Nous y retrouvons la Colle et

(1) Les renseignements manquent pour Biot, La Gaude et Villeneuve.

Valbonne, villages commerçants. Mandelieu, encore en partie inculte mais qui loge douaniers et verriers, détient le record minimum avec 61 %. C'est aussi ce pourcentage à Vence, Grasse, grande ville, n'a que 36 % de paysans, mais Cannes même, en 1861, compte 4.278 personnes, soit 58 % de la population, qui vivent de l'agriculture.

Sur la rive gauche du Var, à la même époque, la composition socio-professionnelle des villages n'est guère différente. Roux donne les indications suivantes (pour 1861) :

<i>Communes</i>	<i>Population agricole</i>	<i>% à la population totale</i>	<i>Population industrielle</i>
Aspremont	1.559	93	93
Châteauneuf-de-Contes	1.177	91	63
Contes	1.620	95	23
Drap	601	66	199
Falicon	511	90	2
La Roquette-Saint-Martin .	596	75	10
Saint-Blaise	330	100	0
Tourrette-Levens	1.314	89	72

Seul Drap fait donc figure, toutes proportions gardées, d'« important centre industriel » (1) : le dénombrement de 1861 signale que la fabrication des lins et chanvres, seul artisanat productif, y fait vivre 36 personnes, les industries du bâtiment 66, celles de l'alimentation 47, etc.

(A Nice, bien que la population industrielle soit déjà le double de la population agricole, celle-ci compte encore pour 23 % du total).

(1) Pietri : Le Paillon, torrent industriel. Congrès Cannes A.F.A.S., 1952.

CONCLUSION

Au milieu du xix^e siècle, la campagne azurée, dans sa longue culmination démographique, offre l'image d'une région humanisée : les villages perchés, les hameaux tassés, les fermes dispersées, parsèment les collines et jonchent un paysage fragmenté : les agglomérations ensèrent la région dans un réseau aux mailles étroites — pas plus de 5 kilomètres entre les villages, souvent moins. On ne signale pas de maison vide, pas non plus, il est vrai, d'extension de faubourgs, de construction neuve.

Le pays, exclusivement agricole, est-il surpeuplé ?

Une réponse objective est difficile à donner. Mais une importante indication oriente vers la négative : les mouvements d'émigration, alimentés par les paysans, détermineront des difficultés plus qu'un soulagement : dès le début de la seconde moitié du siècle, les « bras » manqueront !

LES HOMMES ET LA TERRE

La terre est ici à peu près la seule richesse productive, la grande source de travail, l'élément essentiel qui détermine la vie de tous et de chacun. Aussi toute l'étude économique et sociale doit-elle être basée sur une connaissance approfondie des rapports entre les hommes et la terre, et des rapports entre les hommes à propos de la terre.

L'analyse de la structure agraire partira d'une notion claire de la situation foncière, qu'on examinera successivement par des exemples monographiques, par un survol synthétique, et par un sondage sur le mouvement des affaires. De là, on s'élèvera à la définition des rapports sociaux dans la communauté villageoise, dont on verra la traduction sur le plan de l'organisation du terroir.

L'analyse du système de cultures, qui repose sur cette structure agraire, se fera, ensuite, sous trois rubriques nettement distinctes : la répartition des cultures, les méthodes culturales et l'économie agricole.

Ainsi aura-t-on défini un tableau, valable avant la révolution économique du XIX^e siècle, du « milieu » rural azuréen.

1 . LA STRUCTURE AGRAIRE

A . QUESTIONS DE MÉTHODOLOGIE.

De sérieux obstacles d'ordre méthodologique se dressent à l'entrée du poussiéreux chantier de l'exploitation cadastrale. Les énumérer, en expliquant comment on les a contournés, est indispensable à la compréhension de l'analyse qui suivra.

a) Le cadastre a été confectionné, dans cette zone de 1825 à 1875... Aussi les renseignements de base pourront-ils avoir,

d'un point à un autre, cinquante ans de différence d'âge : (une vingtaine d'années a été nécessaire pour achever les travaux sur la rive droite du Var, et ceux de la rive gauche n'ont commencé qu'après 1860)... Ce grave inconvénient pour une étude historique et comparative disparaît cependant dans la perspective générale du travail géographique, car la suite des recherches a montré que le Cadastre du XIX^e siècle, qu'il date de 1825 ou de 1875, constitue une base assez stable d'étude de l'évolution. Les changements profonds ne se produisent pas avant 1850 en Provence, avant 1870-1880 dans le Comté de Nice. Tenons donc toutes les matrices cadastrales du XIX^e siècle comme témoins valables de ce qui est l'état *ancien*.

b) La matrice cadastrale présente sur chaque folio une cote foncière qui, pour être identifiable à une personne physique ou morale, ne correspond pas forcément à une exploitation, à une unité sociale. Tel paysan, par exemple, détenteur juridique de 3 hectares, peut en fait être riche de 5 hectares grâce aux terres immatriculées sous les noms de sa mère et de sa femme. Réduire ou contourner cet obstacle est, pour les temps anciens, strictement impossible : il faut s'en accommoder. Le mot « propriétaire », employé pour être plus concret, ne garde que son sens juridique : il y a moins d'unités agricoles que de cotes foncières. Mais l'expérience a montré que ceci n'est valable que pour les petites cotes, et n'affecte pas vraiment la physionomie d'ensemble des grandes catégories.

c) Du même ordre est l'obstacle des propriétés extra-territoriales. Les découpages des limites communales correspondant à un ordre de choses très ancien, les propriétés, par le jeu des achats, des mariages, des successions, sont parfois à cheval sur deux ou trois territoires administratifs. Comme le cadastre immatricule les cotes foncières sur la commune où elles sont localisées, il est impossible — sauf en constituant un énorme fichier — de rapporter les morceaux séparés à leur propriétaire. Là encore, l'unité agricole est, en moyenne, diminuée. Mais, par contre, connaissant les domiciles des propriétaires, nous pouvons dresser une catégorie des « propriétaires limitrophes ». Ayant individualisé ces cotes foncières d'après leur origine, il sera possible de leur faire subir en connaissance de cause les traitements statistiques voulus.

d) Un obstacle qui pourrait mettre en échec toute l'enquête, est celui des valeurs étudiées : celles des superficies. Vous confondez, dira-t-on, dans une même statistique les hectares de taillis et ceux de jasmin. En ignorant la nature des cultures, vous enlevez toute valeur aux conclusions sociologiques car le propriétaire de dix hectares de lentisques peut être un pauvre journalier, et le propriétaire de 8.000 m² de fleurs un riche exploitant employeur. Théoriquement, l'objection est justifiée ;

mais pratiquement elle n'est pas valable. Car l'avantage du traitement statistique personnel est de voir concrètement la situation : nous connaissons *qualitativement* la nature des grosses propriétés et nous avons pu étudier par enquête la structure économique habituelle des propriétés moyennes. (De plus, le sondage méthodologique effectué à Opio — voir page 74 — en prenant pour base le revenu cadastral a confirmé la valeur de la statistique des surfaces possédées).

Grâce à la connaissance qualitative des cadastres, les conclusions de l'analyse statistique peuvent être discutées, vérifiées.

e) Les problèmes de vocabulaire et de divisions en catégories, s'ils sont formels, n'en revêtent pas moins une grande importance et nécessitent des explications. Car il a fallu, pour analyser la structure foncière surtout, créer arbitrairement des catégories, régionalement valables, et leur donner un titre assez fidèle.

Nous avons déjà dit que nous confondions consciemment *cote foncière* et *propriétaire*. Parmi les propriétaires, nous avons séparé :

1° **Les propriétaires locaux.** — Ils sont domiciliés dans le village. Puisque nous pouvons connaître qualitativement les gros propriétaires, tous les propriétaires locaux ne seront pas automatiquement considérés comme des paysans ou semi-paysans.

2° **Les propriétaires limitrophes.** — Ils ont leur domicile dans une commune voisine. Il ne faut pas prendre le terme « limitrophe » au sens strict : on a pu ranger dans cette catégorie les propriétaires habitant dans tout l'environnement campagnard

3° **Les propriétaires extérieurs.** — La différence entre « limitrophe » et « extérieur » est d'ordre qualitatif plus qu'administratif. Les propriétaires citadins, même s'ils sont domiciliés dans la commune la plus proche de la commune étudiée, sont des propriétaires « extérieurs », tandis que tel paysan villageois au domicile plus éloigné, mais lié par exemple par des affaires de famille, sera classé « limitrophe ». Au sein de cette catégorie « extérieurs », des différences, enfin, peuvent être introduites, et notamment celles séparant les citadins régionaux des propriétaires extérieurs à la région.

Les catégories structurales, en région de système homogène de culture comme l'est la campagne azurée, peuvent être établies sur des limites numériques assez précises.

— Les propriétés inférieures à 2 hectares de polyculture méditerranéenne sont, sans conteste, incapables de faire vivre convenablement une famille. Admettons cependant que, parmi ces « microfonds », les cotes inférieures à un hectare ne peuvent fournir qu'un appoint, tandis que celles de un à deux hectares peuvent constituer la base de la subsistance familiale (1).

— Entre 2 et 10 hectares, se trouvent les *moyennes propriétés*, rangées dans deux catégories (2-5, 5-10), qui sont plus ou moins fournies suivant la nature du terroir.

— Au-dessus de 10 ou de 20 hectares, suivant la nature, la propriété est exceptionnellement belle : le nombre réduit de celles-ci, la position sociale de ses détenteurs, en témoignent... on peut l'appeler « *domaine* ».

Cette division « d'expérience statistique » est d'ailleurs confirmée par des contemporains. On lit dans l'Enquête Agricole de 1867 : « Dans le Var comme dans l'ancien Comté de Nice... la terre est excessivement morcelée. Une propriété de 20 hectares cultivables ou de 50 hectares de terrains de toute nature y est presque une exception. Une superficie de 5 à 20 hectares constitue ce qu'on y appelle la « moyenne propriété ».

Les vices de la documentation repérés, l'étude des cadastres apportera des conclusions valables. Après un échantillonnage rationnel, nous analyserons quelques types, quelques témoins : *Callian*, sur le coteau préalpin occidental, *Opio*, (complété par Valbonne et Mougins) dans la campagne grassoise, *Le Bar*, sur le coteau préalpin oriental, *La Colle*, dans la campagne bas-vençoise, *Gattières*, dans la campagne haut-vençoise, *Castagniers*, sur le versant opposé du Var, *Drap* et *Tourrette-Levens*, enfin, derrière Nice.

B . ANALYSES MONOGRAPHIQUES.

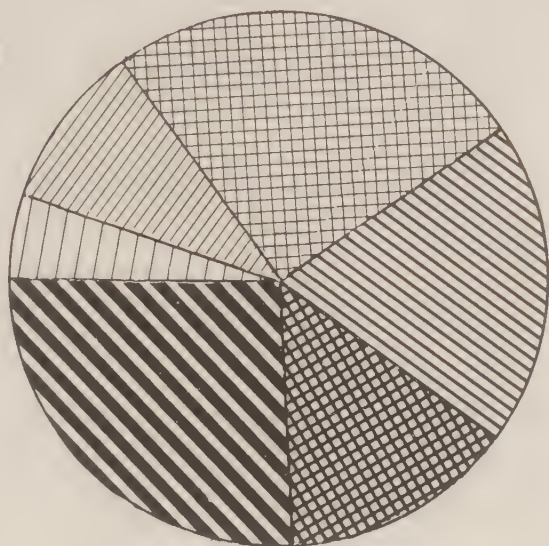
Callian.

Cadastre confectionné en 1840

Population :	1.571 habitants
Superficie :	2.580 hectares
Superficie cultivée :	1.065 hectares

C'est aux propriétaires calliannais qu'appartient presque tout le territoire communal : avec les terres collectives, ils détiennent 84 % du total. Les propriétaires des communes limitrophes n'ont que quelques parcelles marginales, à peine 200 hectares, soit 7,5 %, dont la plupart consistent en bois du Tanneron. Quant aux propriétaires lointains, ils n'en possèdent pas autant.

(1) On séparera même, dans quelques cas, en trois tranches, cette catégorie : moins d'un demi-hectare, un demi à un hectare, un à deux hectares.



Propriétaire locaux ayant :



moins de 1 ha



de 1 à 2 »



de 2 à 5 »



de 5 à 10 »



de 10 à 20 »



plus de 20 »

Graphique n° 11. — *Structure foncière de Gallian (propriétés locales) 1840.*

La stratification foncière, donc sociale, s'établit au village, peu influencée par des facteurs extérieurs. Des catégories très nettement tranchées apparaissent, visibles sur les éventails proportionnels du nombre des cotes et des superficies.

Sur 431 propriétaires, les « microfondiaires » sont 243, plus de la moitié ! Tous ne sont pas chefs d'exploitation, ou chefs de famille, il est vrai. Mais, à eux tous, ils ne détiennent que 15% de la surface occupée

Tableau statistique des matrices cadastrales

<i>Cotes de</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins (Var)</i>		<i>Propriétaires ruraux (Var)</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nbre</i>	<i>Sup. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Sup. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Sup. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Sup. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Sup. ha</i>
Moins de 1 ha	144	72	74	37	2	1	7	3	2	1
1 à 2 ha ...	99	148	20	30	1	1			2	3
2 à 5 ha ...	118	380	12	38			2	7		
5 à 10 ha ..	43	304	7	51			2	15	1	6
10 à 20 ha .	16	214	1	18	1	13	1	11		
Plus de 20 ha	11	391	1	21	3	104	1	24		
Total	431	1.509	115	195	7	119	13	60	5	10
Total propriétés privées							1.893 ha			
Propriétés communales							687 —			
Total général							2.580 ha			

par leurs concitoyens. Parmi eux se recruteront les salariés agricoles, les métayers, les journaliers prêts à tous les travaux.

Au-dessus, apparaît une classe plus aisée, et toujours nombreuse. Entre 2 et 5 hectares, les polyculteurs moyens ont de quoi vivre ; ils représentent le quart des cotes foncières, possèdent le quart de la surface occupée par leurs concitoyens. Dans la catégorie de 5 à 10 hectares (où la part des bois a tendance à augmenter), les propriétaires sont déjà beaucoup moins nombreux (10% des cotes, 20% de la surface appartenant aux Calliannais).

La belle propriété peut apparaître au-dessus de 10 hectares. Certes, nous trouverons là des exploitants forestiers que quelques dizaines d'hectares de bois ne portent pas, il s'en faut, au sommet de la société ; cette propriété est plutôt l'instrument d'une spécialisation, comme celle de la famille Martel dont neuf membres, « scieurs de long » à Callian ou dans les environs, possèdent dans cette commune 227 hectares. Mais nous trouvons aussi de grandes propriétés de polyculture à la tête desquelles sont placées les quelques riches familles du pays. En tout, 6% des propriétaires détiennent 40% de la surface possédée par les villageois.

Ces trois grandes catégories foncières sont mises en évidence par le graphique : les deux extrêmes contradictoires et la moyenne assez équilibrée.

Résumé : Callian 1840.

Une foule de microfondiaires, une classe de propriété moyenne solide mais nettement minoritaire, quelques « bons » propriétaires, quelques forestiers, au village. Peu d'emprise extérieure bourgeoise et citadine.

Opio.**Cadastre confectionné en 1834**

Population : 404 habitants
 Superficie : 919 hectares (plus de 40% boisés)
 Superficie cultivée : 515 hectares.

(Des références aux études antérieurement publiées (1) sur *Mougins* et *Valbonne* permettront de donner une valeur plus générale à l'explication de ce type local.)

Tableau statistique des matrices cadastrales

Cotes de	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires grasseis		Propriétaires extérieurs	
	Nb're Superf.		Nb're Superf.		Nb're Superf.		Nb're Superf.	
Moins de 1 ha	65	31	128	54	5	2	9	3
1 à 2 ha	24	35	39	54	1	1	2	3
2 à 5 ha	19	56	7	22	2	7	1	3
5 à 10 ha	7	48	7	56				
10 à 20 ha	5	73					1	16
Plus de 20 ha ...	3	220			1	20	1	215
Total	123	463	181	186	9	30	14	240

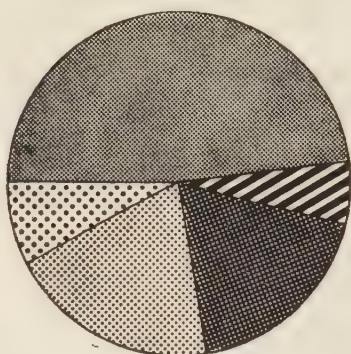
Total général : 919 hectares

La part relativement faible (50%) des propriétaires locaux est un caractère essentiel de cette structure foncière. Et cette part se réduirait presque au quart, si on en retirait les trois grosses propriétés. Les communes voisines d'ailleurs ont des caractéristiques comparables : les Valbonnais ne possèdent que 65% de leur terroir, et les Mouginois même pas 50% !

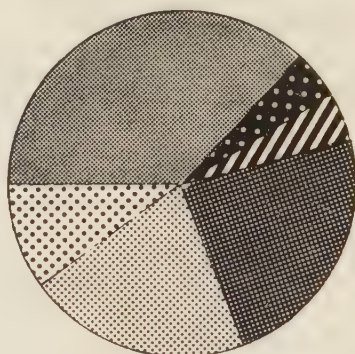
La superficie des propriétés limitrophes ou extérieures contrebalance, à Opio, celle des propriétés locales. Pour les limitrophes, la situation géographique de la commune l'explique. Redonnons la parole, à ce sujet, au Conseil Municipal de Valbonne (2) :

(1) B. Kayser, *Cent ans d'expansion cannoise*, Cannes, 1954.

(2) Document cité.

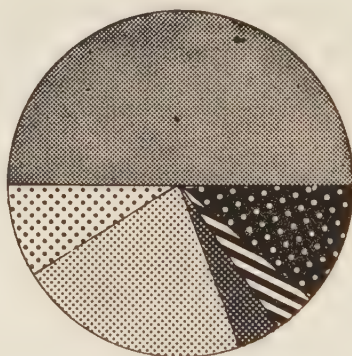


opio



mougins

valbonne



microfondiaires locaux



moyens pr. locaux



pr. limitrophes



pr. extérieurs



domaines



propriétés communales

Graphique n° 12. — *Structure foncière d'Opio (1834), Mougins (1824), Valbonne (1825).*

« Le territoire d'Opio, par suite de son extrême resserrement entre « les populations des trois villages de Valbonne, de Châteauneuf et du « Rouret bâtis sur ses limites, a été envahi, comme il devait l'être, par « les populations qui, attirant chacune de son côté et en sens contraire, « le mouvement des propriétés conquises par leurs capitaux et par leurs « bras, ont augmenté et rendu irrémédiable la dislocation du pays.

« Par l'effet de cet envahissement, la dépossession de la commune « d'Opio est, pour ainsi dire plus complète, en ce qui concerne plus « particulièrement les sections C et D ; sur 223 propriétaires entre lesquels « ces sections se partagent, 28 seulement résident à Opio. »

Ces propriétés limitrophes, presque toutes en petites parcelles, représentent le cinquième du territoire communal. Mais les propriétés extérieures ont encore plus d'importance, occupant 30 % du sol, sous la forme, outre quelques parcelles, de deux grandes et d'une très grande propriétés.

Une riche veuve de Vallauris, un bourgeois grassois, détiennent les deux grandes propriétés. Quant au domaine, qui change fréquemment de main depuis sa vente comme bien national, il appartient en 1834 à un bourgeois de Marseille.

Deux des trois grandes propriétés locales peuvent enfin, malgré leur domiciliation, être considérées comme extérieures : l'une appartient à un hobereau grassois, l'autre à une parente du bourgeois marseillais. Ce qui donne en fait aux grands propriétaires extérieurs une superficie totale de 350 hectares, soit près de 40 % du territoire communal entier. Voilà le fait dominant de la structure foncière d'Opio.

On retrouve le même phénomène à Valbonne et à Mougins.

A Valbonne, les huit gros propriétaires extérieurs et limitrophes détiennent 493 hectares, soit 27 % du terroir. Et les dix gros propriétaires valbonnais — qui ne sont pas le plus souvent de réels habitants de la commune — possèdent 425 hectares (23 %). Les domaines, à Valbonne, s'étendent sur la *moitié* du territoire communal.

A Mougins, les 1.100 hectares des domaines représentent près de 40 % du territoire communal. Parmi eux, les huit domaines dont le propriétaire est domicilié à Mougins (le principal est celui du percepteur : 122 hectares), le cèdent en étendue aux neuf domaines des citadins, grassois, vallauriens et cannois qui comptent 620 hectares.

**Les propriétés de plus de 20 hectares
à Opio (1834), Valbonne (1824), Mougins (1825)**

	<i>Superficie possédée par les proprié- taires locaux</i>	<i>Superficie possédée par les proprié- taires extérieurs</i>	<i>Superficie totale des domaines</i>	<i>Superficie de la commune</i>	<i>% de la superficie des domaines par rapport au territoire</i>
	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>	<i>ha</i>	
Opio	220	235	435	919	47
Valbonne ..	425	493	918	1.793	51
Mougins ..	361	705	1.066	2.855	37

L'importance de la grande propriété fait passer au second plan le problème de la répartition du territoire entre les paysans.

A Opio, les microfondiaires restent nombreux : 89 propriétaires de moins de deux hectares domiciliés dans la commune (sur 121). Par contre, les moyens propriétaires ne forment qu'une classe limitée et peu importante. Ce dernier caractère, dû à l'écartèlement du terroir, est spécial à Opio. A Valbonne, les moyens propriétaires sont assez nombreux (89) et disposent, grâce à leurs terres situées sur Opio, d'une certaine aisance. Il en va de même à Mougins.

Les revenus cadastraux à Opio.

A titre de vérification méthodologique, les revenus cadastraux ont été étudiés, dans les matrices cadastrales d'Opio, indépendamment de la superficie des cotes foncières. Malgré des différences sensibles — dues au fait que les grands domaines comportent une part appréciable de bois et que les petites parcelles, quoiqu'insuffisantes à faire vivre leurs propriétaires, sont soigneusement cultivées, donc de fort revenu — cette étude statistique confirme la distribution des grandes catégories :

	<i>Revenus des propriétaires d'Opio</i>	<i>Revenus des propriétaires limitrophes</i>	<i>Revenus des propriétaires extérieurs</i>
	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
Moins de 1 ha	1.284	2.059	215
1 à 2 ha	1.332	2.365	200
2 à 5 ha	1.520	816	369
5 à 10 ha	1.274	2.028	
10 à 20 ha	2.264		734
Plus de 20 ha	4.264		4.046
Totaux	11.938	7.268	5.564

Total général : 24.770 francs

Il en ressort, en effet :

1° Que les grands domaines gardent la première place, avec 33 % du revenu cadastral total.

2° Que les propriétaires limitrophes, qui n'ont pourtant pas d'ensemble foncier de plus de dix hectares, possèdent dans leurs parcelles les 29 % du revenu du terroir.

3° Que les revenus des paysans d'Opio sont, comme les surfaces qu'ils possèdent, relativement faibles, puisque les moyens propriétaires — classe ailleurs très développée — ne rassemblent que 20 % du revenu total.

Résumé : Opio, Valbonne, Mougins.

Nombreux microfondiaires ; importance majoritaire des domaines.
La moyenne propriété, quoique solide, est relativement faible.

**Le Bar-sur-Loup.**

Cadastre confectionné en 1834

Population : 1.500 habitants
Superficie : 1.408 hectares
Superficie cultivée : 460 hectares

Le groupe des moyens propriétaires barois est le plus important : les 85 cotes de 2 à 10 ha domiciliées au Bar rassemblent exactement *le tiers* de la propriété privée. Parmi eux, les propriétaires de 5 à 10 hectares forment déjà une catégorie privilégiée, peu nombreuse : ils sont 24 à détenir 160 hectares, deux commerçants, le percepteur, onze « propriétaires », qui doivent employer main-d'œuvre ou métayers, et dix « ménagers », qui font valoir eux-mêmes leur terrain.

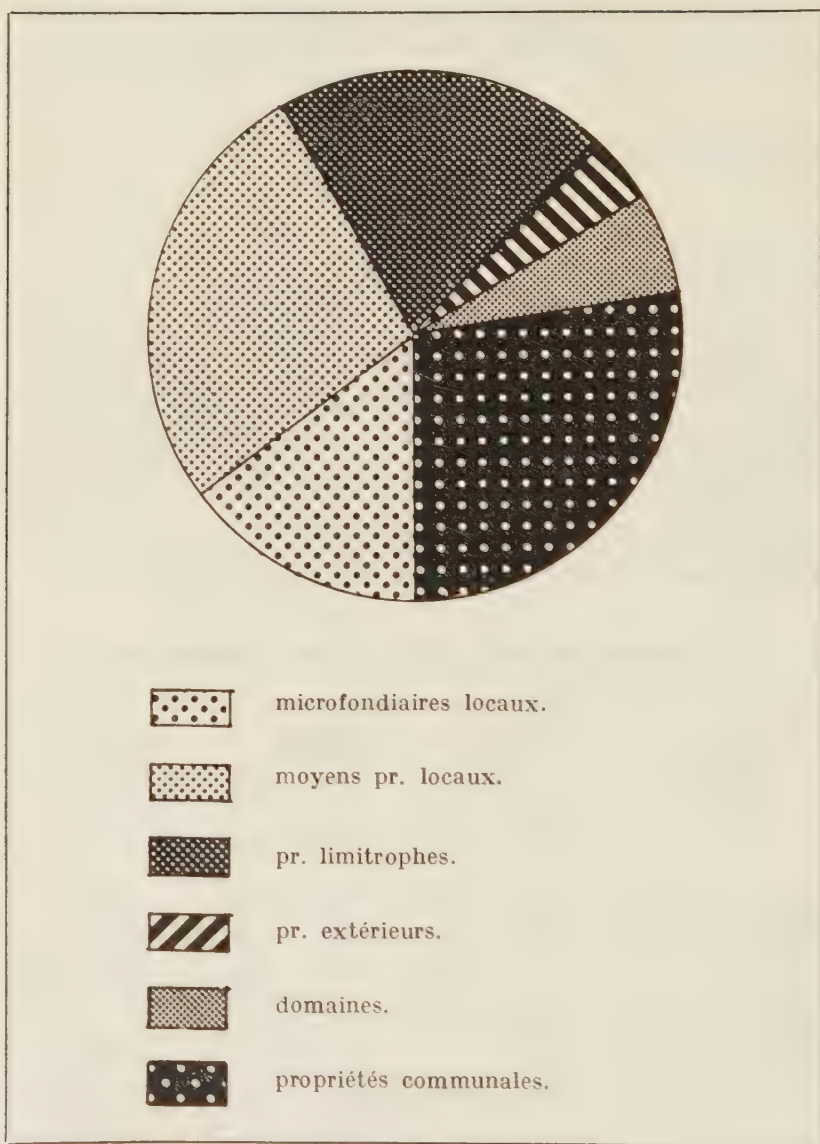
En ajoutant à cette catégorie les deux ménagers et le propriétaire qui possèdent 10 à 20 hectares (partiellement boisés), le groupe des moyens propriétaires compte près de 40% de la propriété privée.

Tableau statistique des matrices cadastrales

<i>Superficies possédées</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>
Moins de 0 ha 5 ..	80	20	22	5		
0 ha 5 à 1 ha	78	59	30	22	6	4
1 à 2 ha	87	130	25	37	6	9
2 à 5 ha	61	175	33	108	8	23
5 à 10 ha	24	160	5	33	2	13
10 à 20 ha	3	51	5	74		
Plus de 20 ha	2	56			1	33
Totaux.....	335	651	120	279	23	82

La commune et l'Etat..... 396 hectares

Total général 1.408 hectares



Graphique n° 13. — *Structure foncière du Bar-sur-Loup (1834).*

Les microfondiaires sont très nombreux : ils ne totalisent que le tiers de la superficie appropriée par les villageois (209 hectares), mais ils sont 245, représentant près des trois quarts des cotes.

Ce pullulement est d'autant plus caractéristique que les gros propriétaires font piètre figure avec leurs 89 hectares, même pas 10% du total ; mais ils ne sont que trois, le juge de paix, un négociant et un bourgeois grassois.

La place des propriétaires extérieurs est encore moins importante, avec quelques petites parcelles, deux propriétés de six hectares et le domaine grassois de la Malle (8% de la propriété privée).

Mais ce sont les propriétaires domiciliés dans les villages voisins qui réduisent vraiment la part des Barois : 279 hectares, dont une bonne partie cultivée, sont occupés sur les limites du terroir par les paysans de Magagnosc (hameau de la commune de Grasse), Châteauneuf ou Tourrette-sur-Loup.

Résumé : Le Bar 1834.

Une foule de microfondiaires, peu de domaines locaux ou extérieurs.
Moyens propriétaires locaux relativement bien dotés.

Propriétés limitrophes et collectives occupent une surface considérable.

La Colle-sur-Loup.

Cadastre confectionné en 1835

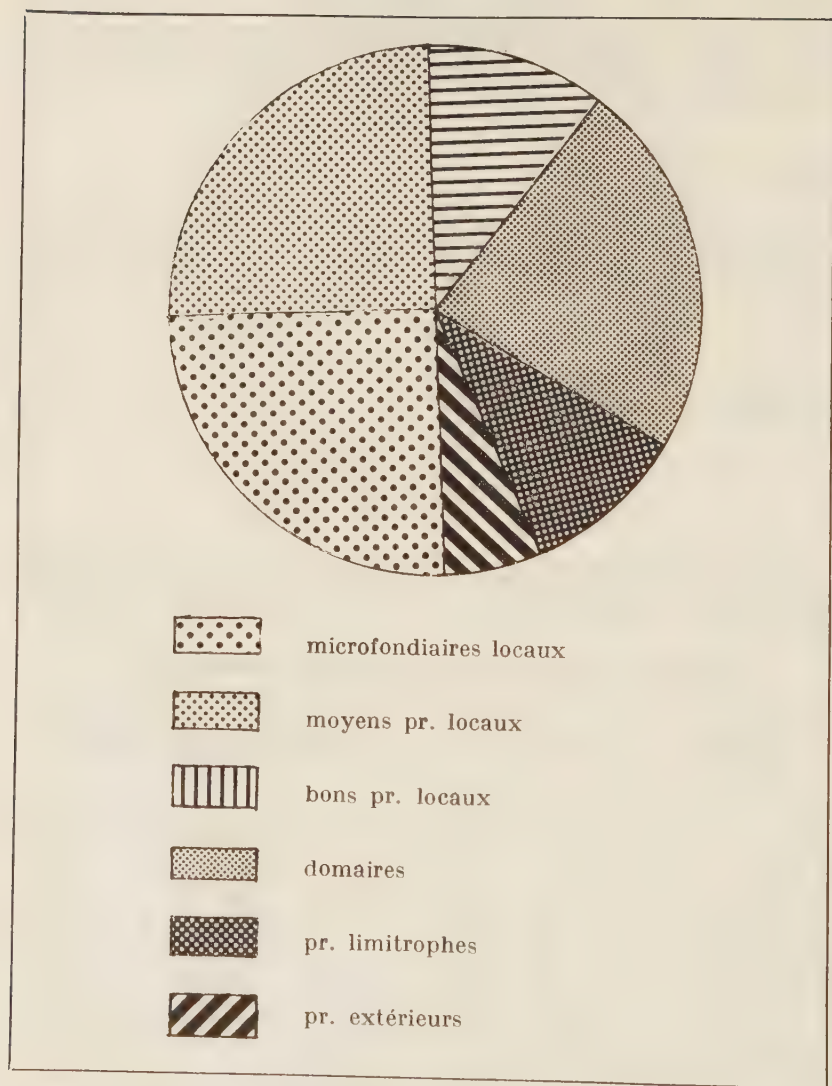
Population : 1.551 habitants
Superficie : 980 hectares
Superficie cultivée : 590 hectares.

Les propriétaires collois ont leur terroir bien en main : 85% de sa superficie leur appartiennent, le reste étant réparti entre quelques habitants du village voisin, Saint-Paul, quelques Niçois et citadins divers.

Tableau statistique des matrices cadastrales

<i>Superficies possédées</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>
Moins de 1 ha	222	111	50	25	9	4
1 à 2 ha	85	127	3	5		
2 à 5 ha	74	237	5	16	4	9
5 à 10 ha	9	60	1	10	2	15
10 à 20 ha	4	53				
Plus de 20 ha	4	227	2	48	1	31
Totaux.....	398	815	61	104	16	59

Superficie totale : 978 hectares



Graphique n° 14. — *Structure foncière de La Colle-sur-Loup (1835).*

Parmi les Collois, les microfondiaires sont très nombreux et occupent 30% de la surface appartenant aux villageois. Cette division correspond, en partie, aux possibilités de la culture jardinaire et forme la base d'un édifice de propriétés aux dimensions presque toujours réduites.

Les moyens propriétaires sont nombreux : 74 cotes de 2 à 5 hectares. Au-dessus de 5 hectares, les propriétés se font rares : 17 en tout parmi les Collois. Dans les domaines, la part de bois (1) est telle qu'ils sont le plus souvent assimilables à de simples grosses propriétés : trois domaines ont respectivement 39, 55 et 113 hectares..., mais, sans les bois, ils se réduiraient à des propriétés d'une vingtaine d'hectares. Les domaines couvrent en tout 306 hectares, 31% de la superficie communale : ils appartiennent à de « bonnes » familles locales ou limitrophes, au notaire, à un propriétaire de Fréjus, émigré de La Colle.

Résumé : La Colle 1835.

Nombre et importance des microfondiaires.

Classe de propriétaires moyens solidement établie.

Domaines boisés.



Gattières.

Cadastre confectionné en 1830

Population : 711 habitants

Superficie : 872 hectares

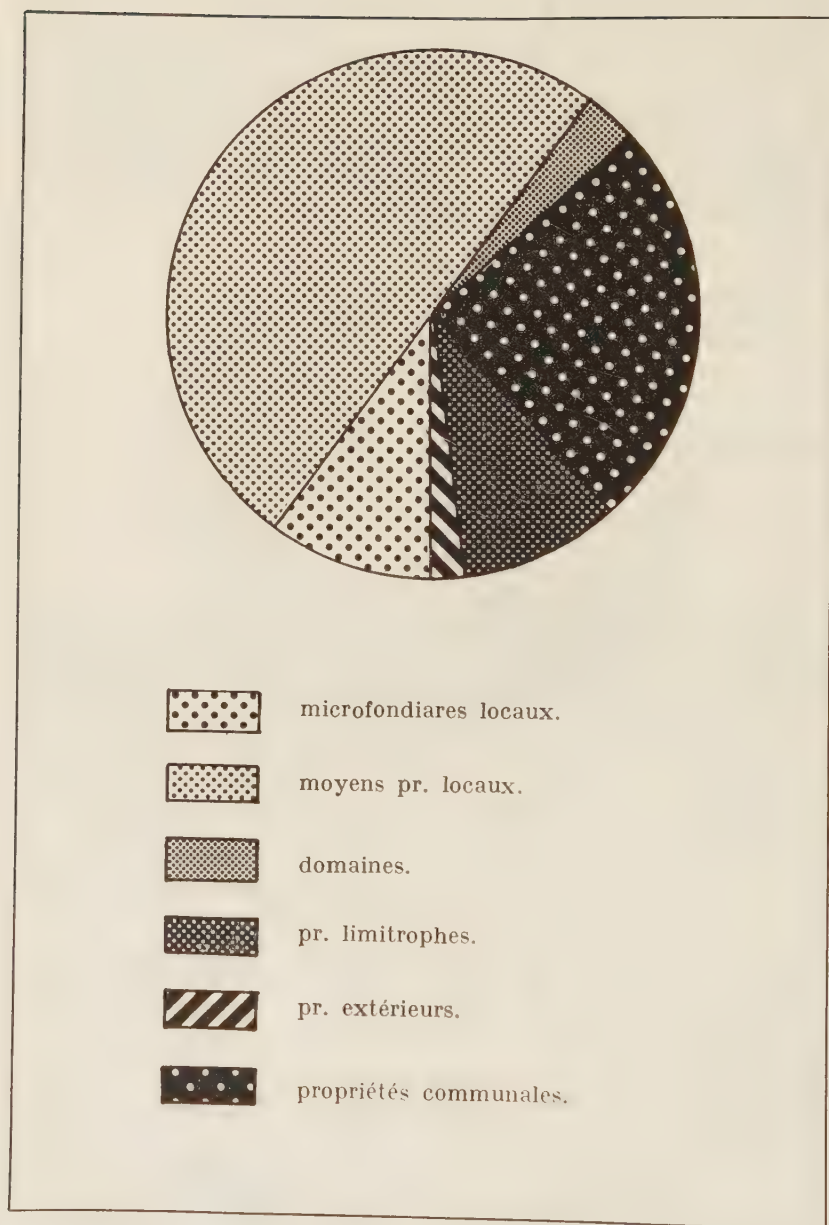
Superficie cultivée : 370 hectares

C'est le tableau d'une structure simple et très claire : les moyens propriétaires de Gattières (2 à 10 hectares) détiennent à eux seuls 68% de la terre appropriée (la moitié du territoire total) de la commune. Certes, les microfondiaires sont encore très nombreux : les cotes inférieures à 2 hectares, chez les seuls Gattérois, représentent 36% des cotes foncières.

Tableau statistique des matrices cadastrales

<i>Surfaces possédées</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>
Moins de 1 ha	74	34	48	24	16	6
1 à 2 ha	42	59	24	31	2	2
2 à 5 ha	74	243	11	31	2	7
5 à 10 ha	30	198				
10 à 20 ha						
Plus de 20 ha	1	20				
Totaux.....	221	554	83	86	20	15
Total général				872 hectares		
La commune				217 hectares		

(1) Les deux tiers des bois font partie des propriétés de plus de 20 hectares.



Graphique n° 15. — *Structure foncière de Gattières (1830).*

Mais ces toutes petites propriétés ne contiennent que 14% de la surface appropriée totale.

Et la moyenne propriété domine d'autant plus que les propriétaires limitrophes n'ont qu'une emprise assez réduite, et que la propriété extérieure est quasi inexistante. En face d'elle ne se dresse d'ailleurs qu'un seul « domaine » de 20 hectares.

Résumé : Gattières.

Nombreux microfondiaires.

Prédominance absolue de la moyenne propriété gattéroise.

Castagniers.

Cadastre confectionné en 1874

Population : 461 habitants

Superficie : 622 hectares

Superficie cultivée : 300 hectares

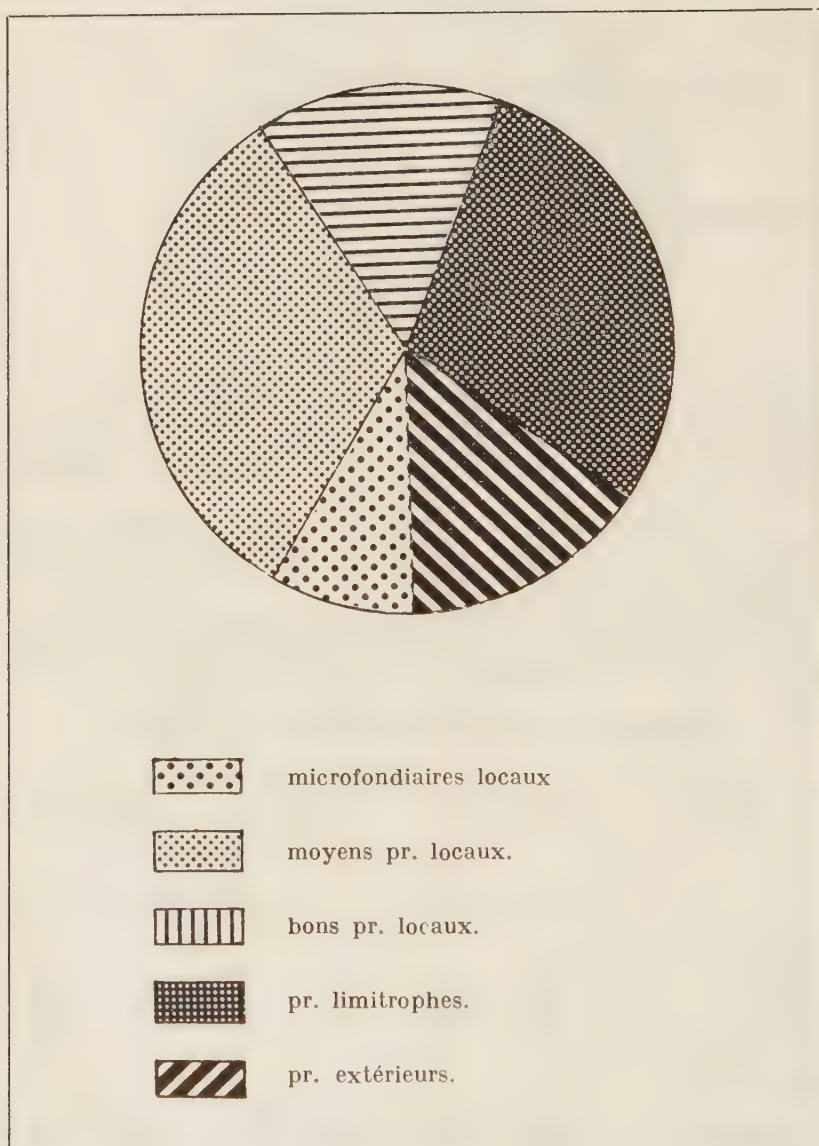
Si le groupe des moyennes propriétés locales domine, il n'a pourtant pas la même importance qu'à Gattières: les cotes de 2 à 10 hectares ne représentent que le tiers de la superficie totale (32%). Il s'agit d'un groupe relativement peu nombreux, mais équilibré. Les belles propriétés sont rares: douze mesurent de 5 à 10 hectares, quatre de 10 à 20 hectares, deux plus de 20 hectares.

Le caractère exceptionnel de la grande propriété est accentué par le fait qu'il ne s'agit pas de grands domaines boisés, mais de très beaux fonds de polyculture, réunion de parcelles innombrables, qui consacrent les quelques « bourgeois » du village.

Les microfondiaires sont nombreux, certes, mais les petites parcelles appartiennent surtout à des propriétaires limitrophes (Castagniers, en 1874, vient d'être séparé — comme Colomars — de la commune d'Aspremont). Les propriétaires limitrophes, en effet, ont plus de cotes

Tableau statistique des matrices cadastrales

[illegible]



Graphique n° 16. — *Structure foncière de Castagniers (1874).*

L'importance des propriétaires extérieurs est plus limitée. Les Niçois détiennent sept propriétés moyennes, les riverains transvarois quatre. En tout, 80 hectares, soit 16 % de la surface totale de Castagniers.

Classe solide de moyens propriétaires locaux et six beaux petits domaines.

Drap.

Population : 848 habitants
Superficie : 513 hectares
Superficie cultivée : 275 hectares.

Les microfondiaires, nombreux comme ailleurs, disposent de 18 % du territoire, tandis que les propriétaires moyens en détiennent les 29 % ; mais ces derniers ne sont que 39, contre 129 microfondiaires.

Peu de propriétés locales supérieures à 5 hectares ; elles ne totalisent que 15 % du territoire.

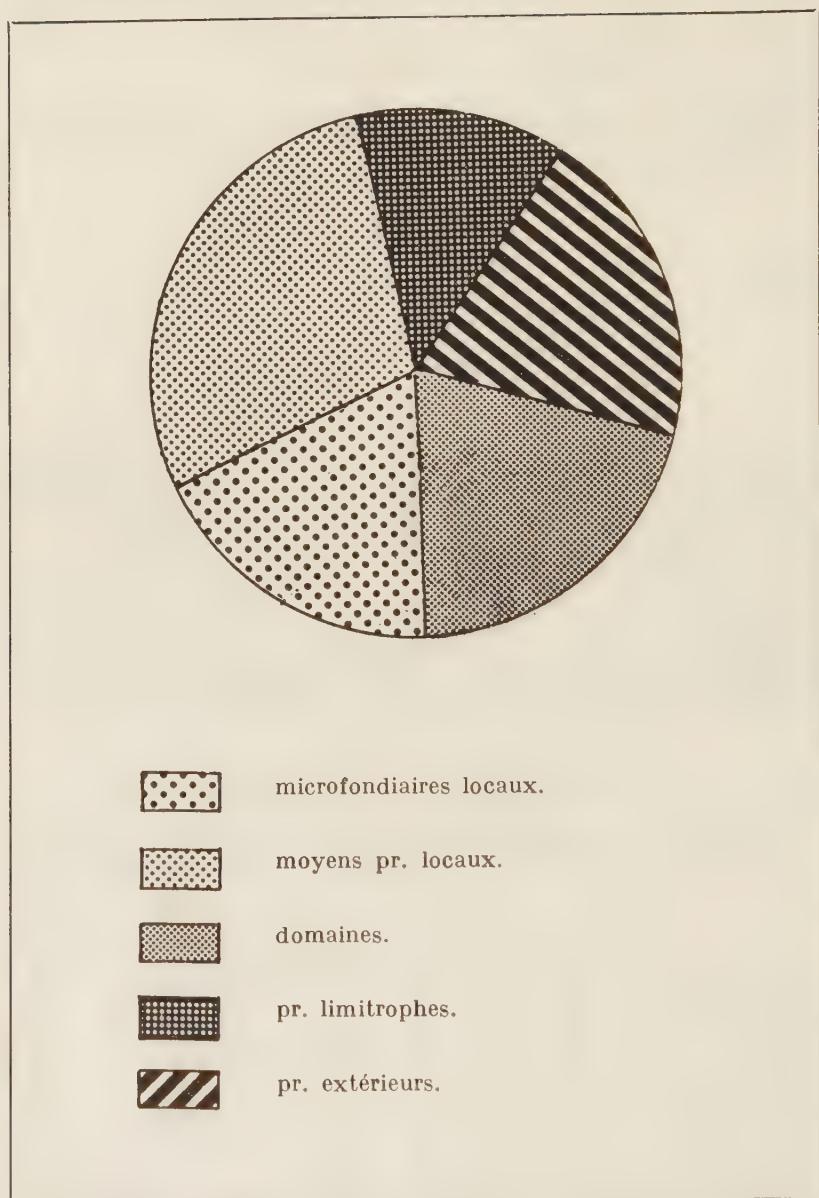
Les propriétaires limitrophes accaparent les 22% de la superficie communale.

Parmi les propriétaires extérieurs, les Niçois, proches voisins, tiennent une grande place avec près du cinquième du terroir.

Enfin, les grandes propriétés de toutes origines (six fonds supérieurs à 10 hectares) totalisent 21 % du territoire.

Tableau statistique des matrices cadastrales

[illegible]



Graphique n° 17. — Structure foncière de Drap (1868).

Résumé : Drap.

Petite commune partagée également entre les catégories d'importance égale. Faiblesse relative de la moyenne propriété locale.

Tourrette-Levens.

Cadastre confectionné en 1865

Population : 1.472 habitants

Superficie : 1.640 hectares

Superficie cultivée : 690 hectares

Tableau statistique des matrices cadastrales

<i>Superficie possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires niçois</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>	<i>Nbre</i>	<i>Superf. ha</i>
Moins de 1 ha...	81	40	37	18	8	4	2	1
1 à 2 ha	68	102	10	15	6	9	1	1
2 à 5 ha	100	350	5	17	3	10	1	3
5 à 10 ha	35	229			6	45		
10 à 20 ha	3	41						
Plus de 20 ha					1	26		
Totaux.....	287	762	52	50	24	94	4	5
Total propriétés privées...					910 hectares			
Total général					1.640 hectares			

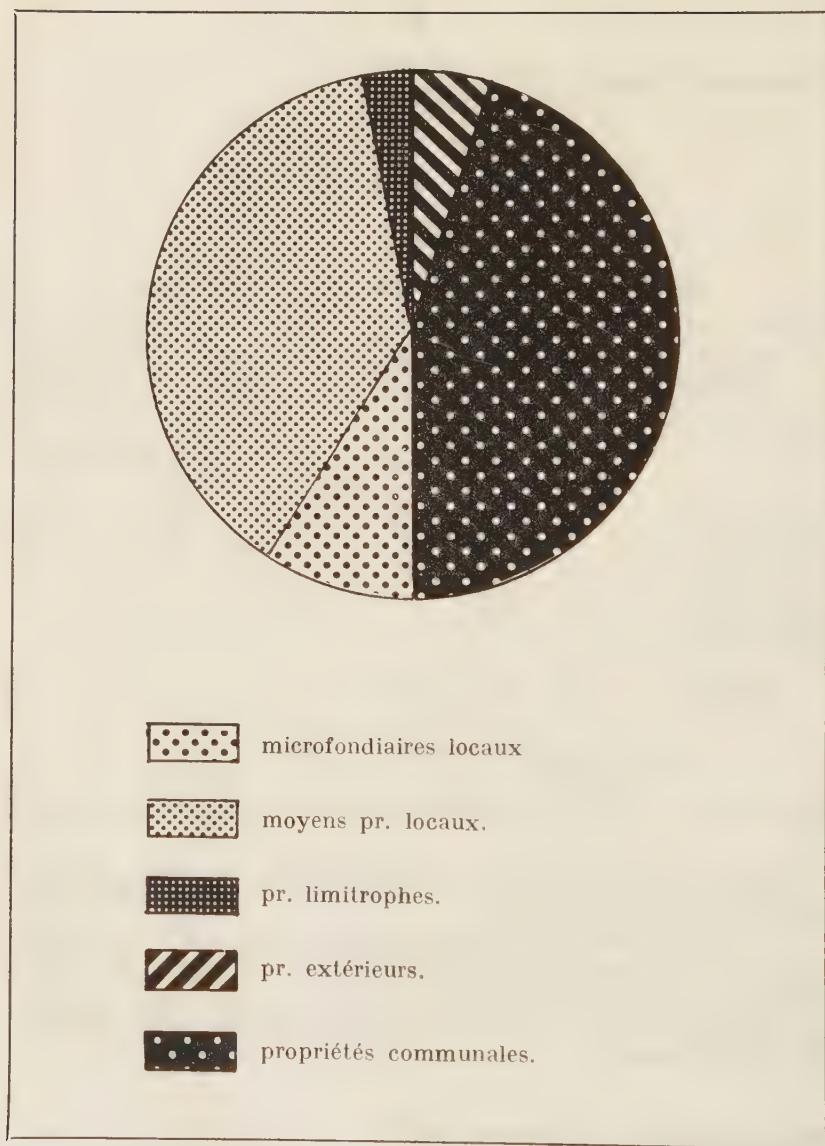
Les moyens propriétaires locaux disposent, ici, d'une superficie considérable : 579 hectares, soit, pour 135 cotes, 63 % de la partie appropriée du territoire communal.

Les microfondiaires ne tiennent qu'une petite place, 15 % de la propriété privée pour 149 cotes seulement. Quant aux trois fonds supérieurs à 10 hectares, ils n'en totalisent que 7 %.

La seule catégorie concurrente — faiblement concurrente — est celle des propriétaires niçois : à 24, dont un gros propriétaire, ils disposent de 10 % des terres.

Résumé : Tourrette-Levens, 1865.

Mis à part les terrains communaux, nette prédominance des moyens propriétaires locaux.



Graphique n° 18. — Structure foncière de Tourrette-Levens (1865).

C . LA STRUCTURE FONCIÈRE.

a . Les microfondiaires.

Ils sont en général extrêmement nombreux : une infinité de parcelles dispersées entre les mains d'une foule de propriétaires marque d'un trait caractéristique la structure foncière. Cette catégorie statistique représente nettement, bien qu'imparfaitement, une catégorie sociale. Même s'ils ne correspondent pas toujours à une exploitation, les microfonds correspondent toujours à une personne, qui n'a le plus souvent pour vivre que ces quelques ares de terre et la force de ses bras.

Par rapport à la population active (1), la proportion des micro cotes foncières s'établit ainsi :

<i>Communes</i>	(1) <i>Nombre de micro cotes</i>	(2) <i>Population active</i>	<i>Rapport 2/1 1 micro cote pour</i>
			<i>habitants actifs</i>
Callian	243	785	3,2
Opio	89	202	2,2
Le Bar.....	245	752	3,4
Là Colle	305	775	2,5
Gattières	116	355	3,0
Castagniers	64	230	3,5
Drap	125	424	3,4
Tourrette-Levens ..	149	736	4,5

Pour n'être pas permanent, le rapport obtenu dans les différentes communes a sans conteste un ordre de grandeur unique. Partout la division foncière est considérable : là où elle est le moins développée, on compte encore dix personnes actives sur 45 à ne posséder que d'infimes parcelles, mais, en général, c'est de dix sur trente qu'il s'agit.

Si on se rapporte à l'ensemble des cotes, cette importance caractéristique des microcotes ressort encore bien mieux. Le rapport des cotes inférieures à 2 hectares sur l'ensemble des cotes des propriétaires locaux est le suivant :

(1) Arbitrairement fixée à la moitié du chiffre officiel du dénombrement.

Callian	1,7	Le Bar	1,3
Gattières	1,9	Drap.....	1,3
Opio	1,3	La Colle	1,3
Castagniers	1,8	Tourrette-Levens.....	1,9

Ce qu'on peut traduire : le nombre des microcotes est toujours supérieur à la moitié de l'ensemble des cotes locales et, dans la moitié des cas, supérieur aux deux tiers.

La faible importance de la surface détenue par ces microfondiaires est en contraste avec leur nombre. Le pourcentage de la superficie microfondiaire locale par rapport à l'ensemble de la propriété s'établit ainsi :

Callian.....	11 %	Gattières	14 %
Opio	7 %	Castagniers	9 %
Le Bar	20 %	Drap	18 %
La Colle	24 %	Tourrette-Levens.....	16 %

Dans aucune commune, les microfondiaires — nettement majoritaires par leur nombre — n'arrivent à détenir le quart de la surface appropriée totale !

Ainsi, compte tenu des variations locales, le microfondiisme de la région au milieu du XIX^e siècle peut s'exprimer :

Les microfondiaires sont toujours plus de la moitié — souvent plus des deux tiers — des propriétaires locaux, mais ils n'arrivent jamais à détenir le quart et détiennent rarement le cinquième du territoire privé de la commune.

b . Les moyens propriétaires.

Les moyens propriétaires locaux constituent, en général, la première catégorie foncière d'après la superficie possédée.

Voici la proportion des terres qu'ils détiennent par rapport à l'ensemble des propriétés privées et des propriétés locales :

<i>Communes</i>	<i>% des propriétés privées</i>	<i>% des propriétés locales</i>
Callian	36	45
Opio	11	23
Le Bar	33	51
La Colle	30	37
Gattières	68	80
Castagniers	32	56
Drap	29	53
Tourrette-Levens	63	76

On peut dire que, sauf une exception, les moyens propriétaires locaux détiennent au moins le tiers de la superficie communale appropriée et, le plus souvent plus de la moitié des terres appartenant à l'ensemble des propriétaires locaux.

L'exception concerne le terroir d'Opio. On a vu cependant que le type d'Opio représente bien la région grasso-cannoise. Dans toute cette zone, en effet, la propriété moyenne est faible, largement distancée en superficie par la grande propriété.

Mais, partout ailleurs, l'importance de la moyenne propriété est la caractéristique essentielle : à Drap même, où elle s'avère la plus faible après Opio, elle domine cependant. Et quelquefois, elle parvient à la majorité absolue, comme c'est le cas à Tourrette-Levens, et mieux encore à Gattières où les propriétés moyennes dépassent les *trois quarts* des propriétés locales.

Les premiers par la superficie occupée, les moyens propriétaires sont toujours inférieurs en nombre aux microfondiaires. Dans la plupart des cas, ce rapport numérique est tel qu'on peut considérer les moyens propriétaires comme une couche sociale privilégiée.

Le tableau suivant montre, par commune, leur importance :

Nombre de cotes locales

	moins de 2 ha	de 2 à 10 ha	plus de 10 ha
Callian.....	243	161	27
Opio	89	26	8
Le Bar	245	85	5
La Colle	307	83	8
Gattières	116	104	1
Castagniers	64	47	6
Drap	125	39	3
Tourrette-Levens.....	149	135	3

Rapporté au nombre de familles, le nombre des moyens propriétaires souligne ce caractère privilégié.

Nombre de moyens propriétaires pour 100 chefs de famille

Callian	36	Gattières	49
Opio	22	Castagniers	36
Le Bar	20	Drap	16
La Colle	19	Tourrette	31

Même à Gattières, qui présente le maximum, moins d'une famille sur deux dispose d'une moyenne propriété ; et, en général, on n'en compte pas plus qu'une sur trois à une sur cinq.

Quoique la moyenne propriété domine dans la campagne azurée au XIX^e siècle, la société rurale, elle, ne comporte qu'une minorité de moyens propriétaires.

c . Les domaines.

La nature et l'étendue des grandes propriétés sont très diverses suivant les communes ; c'est l'élément original de la structure foncière, dont les racines historiques plongent dans un lointain passé.

La région canno-grassoise possède de grands domaines : les propriétés de plus de vingt hectares peuvent accaparer jusqu'à la moitié du territoire communal.

Mais, en général, elles occupent des surfaces beaucoup plus réduites — et dans la moitié des cas étudiés presque rien. — Elles sont toujours très peu nombreuses (sauf à Callian, où il s'agit de propriétés forestières). Si on ne compte pas les bois qu'elles contiennent, elles se réduisent souvent à de belles moyennes propriétés à tel point que, malgré sa réalité statistique, le domaine peut être considéré socialement comme inconnu dans certaines communes (Gattières, Tourrette-Levens).

**Pourcentage de la superficie communale
occupée par de grandes propriétés de plus de 20 hectares
Nombre des grandes propriétés**

	Nombre			Nombre	
Callian.....	21 %	27	Gattières	3 %	1
Opio	47 %	8	Castagniers	1 %	6
Le Bar	6 %	5	Drap	12 %	2
La Colle	36 %	8	Tourrette-Levens .	2 %	1

(Ni tout à fait « domaines », ni tout à fait « moyennes propriétés », la catégorie de dix à vingt hectares aurait pu être ventilée dans les catégories existantes. Mais cette recherche est peu utile. Sauf à Callian (propriétés boisées), les fonds de dix à vingt hectares sont très peu nombreux).

d . Les propriétés extérieures.

Mises à part les propriétés des villageois voisins, l'emprise extérieure est généralement faible.

**Pourcentage des propriétés extérieures
dans le territoire communal**

Callian.....	7%	Gattières	2%
Opio	30%	Castagniers	13%
Le Bar	6%	Drap	24%
La Colle	6%	Tourrette	6%

A Opio et Drap, où elle est la plus forte, elle n'atteint pas le tiers du territoire communal, et peut s'expliquer par la proximité réelle de Grasse et de Nice ; ailleurs, elle est faible. Dans tous les cas, on peut considérer comme négligeable l'influence foncière de la bourgeoisie urbaine dans les campagnes (1). Seule la bourgeoisie grassoise — nous allons le voir — apprécie la propriété agricole, mais elle se limite vraiment au terroir de Grasse.

e . Un cas particulier : le terroir de Grasse.

L'immense terroir de la commune de Grasse 4.000 hectares), dont près des deux-tiers sont cultivés au moment de la confection du Cadastre (1824), présente une structure foncière très particulière et originale dans la campagne azurée : en plus des nombreux microfondiaires et des moyennes propriétés paysannes, s'étendent, sur de vastes espaces, les belles propriétés des bourgeois de la ville. Non pas en parcelles dispersées, mais

(1) Voir page 126.

composées de « fermes » comprenant plusieurs hectares d'un seul tenant autour d'une maison ou bastide, elles comportent deux, trois et jusqu'à six unités de culture confiées à des métayers.

En 1824, les matrices cadastrales de Grasse comptent 44 propriétés *cultivées* de plus de 8 ha : elles totalisent 1.515 hectares, soit 37,5 % de la superficie communale. Les propriétaires sont, à cinq exceptions près, des bourgeois grasseois : 3 parfumeurs, 9 négociants, 13 hommes de loi et hauts fonctionnaires.

(C'est la structure foncière qu'on retrouve dans de nombreuses régions de France ; or, ici, elle revêt un caractère tout à fait exceptionnel).

D . LES TRANSACTIONS FONCIÈRES.

L'examen des transactions précise l'image de la structure foncière.

Le milieu du xix^e siècle marque, dans ce domaine, un tournant radical.

« Autrefois », déclare le banquier Isnard, « l'emploi des capitaux en valeurs était presque nul... toutes les épargnes se portaient vers la terre » (1). En effet, d'après Noyon, qui tire argument de l'augmentation de 15 % du nombre des cotes foncières entre 1815 et 1835 : « le coup porté aux capitalistes par le papier-monnaie a pour longtemps dégoûté de tous les placements... Ceux qui possèdent des capitaux préfèrent les consacrer à l'acquisition et à l'amélioration de biens-fonds. »

Mais la situation change au moment de la Révolution de 1848. Le morcellement a tendance à s'arrêter, « les immeubles ruraux situés... à une certaine distance des agglomérations ne trouvent que difficilement acquéreurs ». Car « l'appât des revenus plus forts a séduit toutes les classes de la société, et presque toutes les épargnes, aussi bien les petites que les grosses, se portent vers les valeurs » (1).

La difficulté est grande de préciser les prix des terres à cette époque : les différentes sources, tant officielles qu'officieuses, offrent des évaluations allant du simple au double (2). Mais il est certain qu'après avoir beaucoup monté dans la première moitié du siècle, ils se stabilisent ou baissent en général à partir

(1) Enquête de 1866.

(2) La conclusion de l'enquête officielle de 1866 donne l'hectare d'oliviers à 7.000 francs alors qu'un déposant a déclaré qu'il valait 3.000 francs ; et Roux, dans sa statistique de 1862, le compte à 3.100 francs.

de 1850. Les terrains ordinaires, éloignés des villes, perdent dès ce moment du prix. Les oliviers, par exemple, ont perdu, entre 1850 et 1865, jusqu'à un tiers de leur valeur qui pouvait se situer entre 5 et 10.000 francs l'hectare. Par contre, les terres florales gagnent rapidement et, suivant la culture, se paient entre 15 et 20.000 francs l'hectare.

Les « Registres de recettes des actes civils publics » des bureaux de l'Enregistrement, donnent une idée des transactions.

Les bureaux de Grasse - Le Bar - Saint-Vallier, Vence et Levens couvrent à peu près la région. On a procédé au dépouillement de leurs registres pour Grasse en 1861, Vence en 1862, Levens en 1863. Ils contiennent la mention de tous les actes civils passés dans les études de leur circonscription, et s'accompagnent de « renvois » des actes concernant leur territoire et passés en dehors.

Leur dépouillement statistique établi, par grandes catégories sociales le nombre des vendeurs et acheteurs inscrits dans les trois bureaux :

Nombre de vendeurs

	<i>Vendeurs régionaux</i>	<i>Vendeurs extérieurs</i>
1. Ruraux :		
Paysans et propriétaires	189	
Commerçants et artisans	23	
Salariés.....	10	2
Sans profession	26	
	<u>248</u>	
2. Citadins :		
Salariés.....	12	6
Commerçants et artisans	16	7
Classes supérieures.....	30	9
Sans profession	18	1
	<u>76</u>	
Divers et inconnus	22	1
Totaux	<u>346</u>	<u>26</u>

Nombre d'acheteurs

	<i>Acheteurs régionaux</i>	<i>Acheteurs extérieurs</i>
1. <i>Ruraux</i> :		
Paysans et propriétaires	232	
Commerçants et artisans	41	
Salariés.....	7	1
Sans profession.....	16	
	286	
2. <i>Citadins</i> :		
Salariés.....	12	
Commerçants et artisans	8	1
Classes supérieures.....	36	4
Sans profession.....	2	
	58	
Divers et inconnus	12	
Totaux	366	6

Presque les deux tiers des achats sont effectués par des cultivateurs et par des propriétaires villageois, et plus de 80 % des achats, en tout, reviennent à l'ensemble des villageois. En dehors d'eux, les seuls acheteurs sont quelques représentants des classes urbaines parmi lesquels dominent nettement les « propriétaires », négociants, industriels, cadres et professions libérales. Très peu sont extérieurs à la région.

Parmi les vendeurs, les villageois et surtout les paysans, sont aussi en très large majorité. Mais les vendeurs sont plus nombreux que les acheteurs parmi les citadins.

Ce qui signifierait :

1° que la plupart des échanges se font entre villageois (il s'agit très souvent de petits arrangements de famille ou de voisinage).

2° que les citadins ne sont effectivement plus dans une période d'investissement, mais au contraire dans une période de retrait.

La connaissance de la valeur des transactions vient cependant tempérer ces déductions.

Valeur des achats

	Achats par des villageois		Achats par des citadins		Achats par des extérieurs	
	Nbre	Somme totale Fr.	Nbre	Somme totale Fr.	Nbre	Somme totale Fr.
0 à 1.000 fr.	200	75.100	25	10.000		
1.000 à 2.000 fr. .	53	64.200	9	11.300	1	1.500
2.000 à 10.000 fr..	38	129.200	2	81.900	2	4.500
plus de 10.000 fr..	5	66.000	7	105.500	1	31.000
Totaux		334.500		209.400		37.000
Total général : 580.900 francs						

En effet, le tableau précédent montre que les citadins dominent même dans les grosses transactions. Les paysans n'effectuent que 47 % des achats supérieurs à 2.000 francs, et seulement le tiers des achats supérieurs à 10.000 francs (1).

Remarquons enfin que :

a) les grosses transactions sont presque inconnues en dehors des environs de Grasse : aucune vente supérieure à 10.000 francs dans les bureaux de Vence et Levens.

b) en aucun cas, les achats supérieurs à 10.000 francs effectués par des citadins ne concernent des propriétés paysannes. Les sept transactions de cette catégorie sont les suivantes :

Vendeurs	Acheteurs		Francs
4 propriétaires au Cannet	à 1 propriétaire cannois	Oliviers au Tignet	10.000
Propriétaire grassois	à propriétaire grassois	Terres, vignes, rosiers, maison à Saint-Mathieu-de-Grasse	15.000
Propriétaire grassois	à ? grassois	Oliviers, vignes, rosiers, maison à Saint-Mathieu.	16.500
? parisien	à vétérinaire grassois .	Oliviers, vignes, rosiers à Grasse	10.000
Médecin grassois	à employé grassois ...	Oliviers, vignes, fruitiers, maison à Grasse	12.000
Propriétaire grassois	à parfumeur grassois .	Oliviers, vignes, fruitiers, maison à Grasse-la-Cou-rade	32.000
? niçois	à retraité niçois	Vigne, oliviers, maison à Mougins	10.000

(1) 10.000 francs représentent à peu près le prix d'une « métairie » moyenne de 3 à 4 hectares de polyculture.

c) l'achat extérieur de 31.000 francs est effectué par un Parisien à un Parisien.

d) la superficie touchée par les transactions annuelles est assez faible : entre 100 et 200 hectares pour une trentaine de communes.

L'étude confirme les conclusions auxquelles a mené l'analyse de la structure foncière. Le morcellement paysan est souligné, en effet, par les multiples transactions minimales qui sont effectuées entre les villageois eux-mêmes : la possession foncière est le jeu d'innombrables ajustements, mais non d'un grand mouvement de concentration ou de dispersion.

La propriété citadine n'a, elle, d'importance que dans la campagne grasse : la terre est, là, un objet de spéculations et d'échanges que les Grassois ne se privent pas d'utiliser entre eux. Ailleurs, on constate plus souvent le rachat de parcelles par des paysans aux citadins.

E . LES RAPPORTS SOCIAUX.

La propriété foncière fonde les rapports sociaux. Telle que nous l'avons définie, elle les implique complexes. Mais la documentation est éparse et insuffisante à ce sujet. Le seul fait d'être propriétaire, par exemple, n'est guère distinctif en soi : tel propriétaire est employeur, tel autre employé la plupart de son temps, tel journalier possède un lopin bien à lui, tel métayer « fait des journées » en dehors de son exploitation... On n'a guère de chiffres précis, et ce chapitre ne pourra que rassembler toutes les indications valables.

Les statistiques agricoles de 1862, qui renseignent seulement sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes, mais dont les proportions semblent justes pour la région moyenne, indiquent qu'on y trouve environ, parmi dix cultivateurs, huit propriétaires. Elles donnent la répartition suivante de l'état social :

Propriétaires absents.	109	Fermiers	532
Propriétaires cultivateurs.	12.056	Métayers	1.814
Propriétaires demi-salariés	9.276	Journaliers	2.630

Ceci revient à dire que les propriétaires cultivateurs indépendants ne forment pas la moitié de la société rurale (45 %), tandis que les microfondiaires en forment plus du tiers (35 %) et que le reste se partage également entre métayers et journaliers. Un résultat semblable a été tiré de l'analyse foncière.

D'après les recensements de population, l'allure d'ensemble de cette structure sociale est encore confirmée.

On n'a gardé, dans le tableau suivant, que les communes ayant donné une statistique vraiment sérieuse en 1856, auxquelles on a ajouté Tourrette-Levens (renseignements de 1838) et Drap (renseignements de 1861).

Ce tableau assez disparate permet cependant de préciser encore quelques observations :

a) La proportion des salariés agricoles est toujours grande, souvent majoritaire.

b) Le métayage, variable en importance suivant les communes, peut atteindre une place considérable. Autour des villes notamment, il est le lot de plus de 40 % des cultivateurs.

c) Le faire-valoir direct est dans de rares communes seulement, le mode d'exploitation de la majorité des paysans.

Pourcentage des agriculteurs

<i>Communes</i>	<i>Agriculteurs faisant valoir directement</i>	<i>Métayers</i>	<i>Salariés agricoles</i>
Le Bar	30	11	59
Callian.....	24	17	59
Carros	56	14	30
La Colle	66	9	25
Mougins	11	6	83
Opio	48	34	18
Saint-Paul	26	22	52
Valbonne	43	11	46
Grasse	32	46	22
Vence	43	42	15
Tourrette-Levens.	18	6	76
Drap	54	20	26

Le métayage.

Le fermage, d'après les documents contemporains, est presque inconnu. Il n'y a « à peu près pas d'immeuble à rente fixe, dit Roux en 1862 (à cause, prétend-il, de la trop grande incertitude des récoltes). Mais, par contre, le métayage est ancré depuis des siècles.

Grec (1), dans un article rétrospectif, assure que le métayage était « en faveur aussi bien auprès des propriétaires que des métayers appelés ici improprement fermiers » : les familles de métayers se succèdent pendant des générations sur la même propriété à laquelle elles s'attachent comme à la famille de leurs maîtres. Ceux-ci sont d'ailleurs moins des maîtres que des protecteurs, etc.

Le contrat, généralement oral, précise : le propriétaire supporte les impôts fonciers, l'achat du cheptel mort et vif, pourvoit au logement du métayer ; les réparations du matériel sont payées de moitié entre chacun. L'amortissement du bétail de trait et son éventuelle plus-value peuvent quelquefois être calculés et répartis. Le métayer a droit à la moitié des récoltes, sauf celles d'olives dont il ne retient, suivant les cas, que le tiers ou les deux cinquièmes.

De la véritable situation du métayer, les documents nous proposent les images les plus contradictoires :

Ainsi Félix Josseran, dans *le Commerce* (2), journal grassois, dit en substance : « malheur aux propriétaires qui ont des métairies, ils mourraient de faim s'ils n'avaient que ces terres. Les colons partiaires leur prennent tout ! »

Mais la Commission officielle de l'Enquête de 1866 déclare, par contre : « Il est peu de propriétaires dans la zone des oliviers qui, dans l'intervalle d'une récolte à l'autre, ne fassent à leurs colons des avances souvent considérables... ces prêts sont faits pour les besoins personnels du colon et de sa famille, et nullement pour ceux de l'exploitation. » Autrement dit, le métayer mourrait de faim si le propriétaire ne lui prêtait un peu d'argent !

Le Salariat.

Le salariat intéresse une catégorie très nombreuse et hétérogène comprenant aussi bien des petits propriétaires obligés de « faire des journées » que des domestiques agricoles (chose rare dans le pays) et des journaliers français et étrangers.

(1) *Petite Revue Horticole*, 12 août 1900.

(2) 17 décembre 1865.

En principe, la main-d'œuvre tend à faire défaut, au moins aux périodes de pointe : plusieurs cantons s'en plaignent dans leurs réponses aux questionnaires de l'Enquête de 1848. Et l'Enquête de 1866 conclut sans hésitation : « Le personnel agricole a diminué, la culture serait devenue impossible sans l'émigration des montagnards qui descendent dans la plaine à certains moments de l'année, et des ouvriers piémontais qui se fixent dans le département. » D'ailleurs, non seulement il diminue, mais encore, prétend-on, sa productivité diminue :

« L'état moral et l'intelligence des ouvriers de la campagne « se sont développés dans un sens d'indépendance et de personnalité qui rend leurs rapports avec ceux qui les emploient « bien plus difficiles qu'autrefois. La fréquentation des cabarets, « des chambrées, la politique, l'instruction, le goût de la chasse, « l'affaiblissement des principes religieux produisent des résultats fâcheux : l'ouvrier agricole travaille moins et produit « moins. »

A cause de cette pénurie relative de main-d'œuvre, les salaires ne sont pas très bas et tendent à augmenter. Vers 1848-1850, l'homme non nourri se fait payer 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour (tandis que la femme reçoit 75 centimes). Mais, dès 1858, ce sont les salaires de 1 fr. 75 à 2 fr. 25 qui sont habituels, tandis que, dix ans plus tard, il faut compter de 2 francs à 2 fr. 50 (1). Et ces salaires peuvent être augmentés de 50 % pendant la pleine période des récoltes.

Ces chiffres sont nettement supérieurs aux moyennes françaises. Mais la plaie du prolétariat agricole reste, ici comme ailleurs, le chômage saisonnier : des estimations (2) officielles (donc optimistes), évaluent le nombre moyen de journées de travail par ouvrier agricole à 204 par an !

F . L'ORGANISATION DU TERROIR.

Dans ce pays au relief haché menu, divisé à l'infini en petites propriétés polyculturelles, il est difficile de parler d'organisation du terroir : la dispersion totale de ses divers éléments est la règle. Aucun aménagement collectif, mis à part les usages communautaires marginaux, ne vient créer des regroupements.

Le morcellement ne souffre pas d'exception : aussi bien sur les terrains plats que sur les versants, le sol se trouve fractionné

(1) Prix moyens des principales denrées en 1858, d'après les statistiques cantonales : une livre de pain : 0 fr. 13 ; une livre de bœuf : 0 fr. 55 ; un poulet : 0 fr. 95 ; une douzaine d'œufs : 0 fr. 70 ; un litre de haricots : 0 fr. 25 ; un litre de vin rouge : 0 fr. 25.

(2) Statistique officielle de 1862.

à l'extrême. Les belles métairies, les grosses propriétés, sont le plus souvent constituées par des dizaines de parcelles. La parcelle foncière moyenne a de 15 à 30 ares, mais la parcelle de culture est beaucoup plus petite et confère au paysage une allure de kaléidoscopie. Ainsi les « planches » isolées du microfondiaire et celles plus ou moins groupées du paysan-propriétaire se confondent-elles. Les domaines d'un seul tenant, boisés et marqués à la façon aristocratique par d'inhabituelles clôtures, ne rompent presque jamais cette unité dans la division.

On ne trouve presque jamais de localisation sociale des propriétés (1) : elles s'imbriquent les unes dans les autres sans différenciation visible. Les meilleurs terrains, à cette époque, ne sont pas beaucoup plus doués que les pires, puisque les grandes plaines alluviales ne sont pas encore drainées et que l'irrigation, très précaire, ne dépend que des sources locales.

A Callian, par exemple, sur les 22 gros propriétaires qui dominent la hiérarchie sociale, quatorze ont des parcelles dans les six sections cultivées ou dans cinq d'entre elles ; 5 dans 3 ou 4 de ces sections ; 3 seulement ont leurs parcelles groupées en une ou deux sections. Le nombre minimum de parcelles possédées par un de ces gros propriétaires est de 14 (dans six sections, d'ailleurs) ; le nombre maximum est de 56 (dans cinq sections).

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les microfondiaires ne sont pourtant pas confinés. Leurs propriétés se pressent dans les zones riches du terroir, aux environs immédiats du village et dans la plaine. 67 % des parcelles appartenant à des propriétaires disposant de moins d'un hectare sont situées dans les zones les plus cultivées de Callian, soit les sections F, G et H qui couvrent les pentes les plus douces, et la section I qui représente le pays plat.

A Mouans-Sartoux où, sur une plus petite échelle, existe la même contiguïté entre la plaine et la colline, l'analyse statistique des parcelles de deux groupes de quartiers ne montre pas non plus de localisation sociale. Dans 57 hectares de plaine (lieux-dits « Les Plantiers » et « Achards »), les microfondiaires possèdent 51 % du nombre des parcelles. Dans les 60 hectares de collines voisines (lieux-dits « Bellon », « Clavel », « Gipièrre », « Carème »), ils en possèdent 62 %. On peut d'autant moins dire qu'ils sont confinés que les plus gros propriétaires (plus de cinq hectares), s'ils n'ont guère de terres en collines (14 %) n'ont aussi qu'une position minoritaire en plaine (19 %) où leurs parcelles sont très dispersées.

Si l'individualisme le plus total préside à la répartition du terroir, tout en ne parvenant jamais — ou presque — à s'élever

(1) Plus de détails et d'exemples seront donnés au sujet de la localisation (qui n'a guère changé d'aspect) dans le chapitre consacré à la structure foncière actuelle.

au niveau des regroupements et du remembrement individuel, l'héritage du passé garde cependant entre les villageois un frêle lien collectif : les usages communautaires. Mais sont-ils autre chose qu'une somme de droits individuels au sein des biens ou des services de la collectivité ?

Les usages communautaires complètent — en second plan — et ne dénaturent pas la physionomie déjà tracée de la structure agraire. Ils ont encore une réelle importance, quoiqu'ils ne luttent que pour survivre : usages traditionnels sur les propriétés communales, ou, parfois, sur des biens privés d'origine féodale, services collectifs de toutes sortes...

Dans les grandes forêts, tant publiques que privées, les « droits d'usage », d'origine très ancienne, peuvent prendre une importance vitale pour les catégories sociales les plus infériorisées du village. La discussion est vive et de grande portée, par exemple, devant le Conseil Municipal de Mouans, en 1854, sur l'opportunité de faire participer les habitants de Sartoux (qui vont être réunis avec ceux de Mouans dans une seule commune en 1858) aux « droits d'usage dans les forêts communales de la Maure Commune et du Deffends de Lauzière » qui consistent à mener paître leurs gros bestiaux, « broussailler » et couper la litière « dans la première, à faire des fours à chaux dans la seconde ».

Autre exemple, appliqué à la propriété privée, la longue affaire qui, entre 1850 et 1860, oppose la commune de Mandelieu à la famille grasseoise Court de Fontmichels, propriétaire de la forêt de la Maure : là, les habitants pratiquent, depuis l'acte d'habitation féodal, des droits d'usage qui leur procurent notamment le bois de construction.

Les droits de pâturage sont particulièrement étendus.

Le Conseil Municipal d'Aspremont définit ainsi en 1860 les biens communaux : « Les biens improprement dits communaux sont presque entièrement composés des terrains incultes des particuliers sur lesquels la commune exerce depuis un temps immémorial le droit de pâturage. »

A Gattières, les 200 hectares dits de montagne sont, « par des usages anciennement établis ou par des tolérances qui semblent avoir dégénéré en usages, « réservés pour le pacage du menu bétail des propriétaires et pour le ramassage par tous les habitants de la litière ; de plus, on y a le droit exprès de défricher — à condition de prendre des mesures sévèrement réglementées pour le soutien du terrain.

En plus des droits d'usage appliqués aux terres, subsistent des usages collectifs importants :

— Les « carraires » sont nombreuses, entretenues, défendues. En 1839, par exemple, la municipalité de La Colle signale « une carraire dont il est fait mention dans des actes remontant à

plus de 200 ans, et que tous les troupeaux de la commune, bêtes et gens, d'après leur position et leur besoin, ont toujours parcourue sans obstacle ni opposition ».

— L'eau d'irrigation est souvent distribuée suivant un règlement communautaire. A Gattières, une délibération rappelle que, depuis la Sentence Arbitrale de 1518, les sources appartiennent à la commune qui désigne un administrateur des eaux pour leur répartition ; les conseillers établissent en 1849 un nouveau règlement très strict, pour éviter les abus.

— Les moulins à huile ou à grain sont souvent des immeubles communaux. C'est le cas à Tourrette-Levens, où trois moulins appartiennent encore à la commune en 1860, à Gattières où la délibération de vente des deux moulins communaux rencontre en 1859 « une opposition presque unanime dans le pays » car, si elle est avantageuse au budget communal, « elle nuit aussi aux intérêts des habitants ».

Mais ces usages communautaires sont fortement battus en brèche à partir de 1850. Certes, on peut encore lire des règlements d'usages mis en vigueur en 1860, comme dans la forêt de Mandelieu où l'on décide que chaque ménage pourra couper 10 pins à condition d'en justifier l'usage devant les autorités, « broussailler » pour l'usage familial, et faire paître (deux chèvres au maximum).

Cependant, les délibérations municipales sont bien plus souvent encombrées par les processus d'amodiation, et de mise en fermage des terres ou des droits communaux. On vend ou on afferme les moulins, les carraires, des parcelles de terres communales, pour combler les déficits budgétaires. On assiste alors à une âpre lutte, souvent même politique, entre cultivateurs et pasteurs. Ainsi, à Cabris en 1855, les « terres gastes sont presque toutes envahies, les usurpateurs les ensemencent tous les deux ans et, les clôturant, enlèvent aux troupeaux un herbage dont ils jouissaient en vertu d'un usage constant ». Par contre, à Gattières, ce sont les adversaires des éleveurs qui prennent l'offensive et, « sans céder » (comme leur demande le maire) « aux intérêts très secondaires des propriétaires de troupeaux », décident d'affermir les terres pastorales de la commune à un seul fermier.

Les protestations fusent, mais ce sont des combats en retraite. Dans les discussions du Conseil Municipal de Gattières, on lit, en 1862 : « Les habitants éprouvent déjà une certaine gêne dans la ferme de la montagne qui les oblige à acheter chèrement la litière dans les communes voisines et cette gêne se fait sentir davantage dans la classe peu aisée qui, avant cette ferme, se créait des ressources en défrichant certains coins de terre ». Ailleurs s'expriment des regrets, comme à Mouans-Sartoux où, en 1871, les habitants réclament « la remise en vigueur » des anciens usages...

2 . LE SYSTÈME DE CULTURE

La structure agraire, telle que nous venons de la définir, sert de support à un système de culture qui n'en épouse pas, pour autant, les caractères hiérarchiques et les grandes différenciations internes. L'indépendance du système de culture par rapport à la structure agraire est soulignée avec vigueur par l'invariabilité de l'agriculture d'un point à un autre du terroir alors que les conditions foncières et sociales s'y opposent : impossible, le plus souvent, de se rendre compte de la structure agraire d'après le paysage rural ; impossible, en observant un paysan retourner au béquart un lopin de terre, de déterminer s'il s'agit d'un ouvrier agricole travaillant pour le compte d'un domaine, ou d'un propriétaire travaillant pour lui-même. Dans le cadre de l'autoconsommation traditionnelle et des conditions naturelles, les cultures s'imposent, s'organisent indépendamment des régimes sociaux : le système de culture ne s'adapte à la structure agraire que dans son résultat le plus évident, le morcellement du terroir.

A . LA RÉPARTITION DES CULTURES.

Oliviers, vignes et « terres labourables » forment les trois éléments de l'association quasi-permanente des cultures.

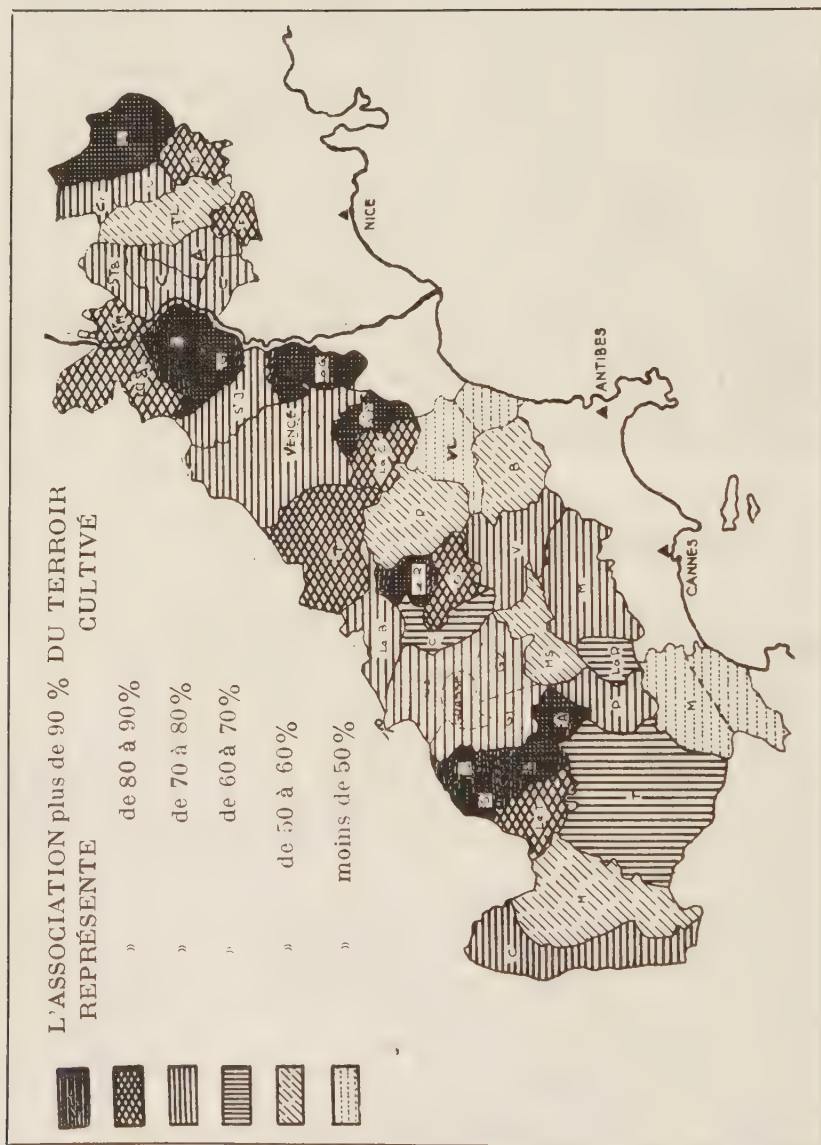
Avec les terrains « naturels », bois et pâtures, elle occupe plus des neuf dixièmes de la plupart des terroirs.

Les « terres labourables » (il s'agit des terres cultivées, sans arbre, sans irrigation, c'est-à-dire des champs de céréales et de légumineuses) sont dans l'association en nette infériorité. Aussi le système de culture se définit-il vraiment par l'*oléi-viticulture*. La carte n° 8 en fait foi : dans 8 communes, l'association vigne-oliviers occupe plus des neuf dixièmes du terroir cultivé ; dans 26 communes, elle en occupe plus des deux-tiers.

Elle n'atteint pas ces proportions élevées là où l'étendue des terroirs de plaine permet d'éviter l'arboriculture traditionnelle, de consacrer de grands espaces aux céréales et plantes fourragères ; ces cas sont rares, et seuls Mandelieu et Villeneuve-Loubet se distinguent avec netteté.

Pas de différenciation régionale, donc, dans le système de culture : la plupart des communes se ressemblent, ou ne se séparent que par quelques particularités secondaires.

Dans les descriptions monographiques de l'époque (Noyon 1846 sur la rive droite, Casalis 1843 sur la rive gauche du Var)



Carte n° 8. — L'association vigne-oliviers au milieu du XIX^e siècle.

l'énumération des productions communales ramène presque toujours en leit-motiv : « huile, vin, blé ». Les cultures spéciales ou spéculatives ne concernent que peu de communes et une très faible portion de leur territoire, les fleurs pour la parfumerie aux alentours de Grasse, les orangers à Vallauris, Mougins Biot, Saint-Paul, Le Bar, le tabac à Biot, le vignoble de cru, réputé à Nice, Aspremont, Contes, Saint-Jeannet, La Gaude, les arbres fruitiers à Vence, La Colle, Tourrette-Levens...

Bois et landes ajoutent encore à l'uniformité des aspects locaux du paysage rural. Malgré l'individualisation des massifs forestiers et des versants rocailleux de pâtures, il n'est guère de commune dont la superficie en compte moins de 40 %. Si la superficie boisée à Châteauneuf-de-Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette-sur-Siagne et Saint-Paul-de-Vence se situe aux environs du tiers du territoire communal, cette proportion s'établit uniformément entre la moitié et les deux tiers dans la plupart des communes de la région.

Calculée d'après les matrices cadastrales de 36 communes (1), la commune-moyenne de la région a environ 1.500 hectares, dont 57 % en bois et landes et 39 % dans l'association vigne-oliviers et terres labourables. Grasse, sur ses 4.000 hectares, a 37 % de bois et pâtures, 54 % de vigne et oliviers, 5 % de terres labourables, quelques dizaines d'hectares de jardins et de prés.

LE SYSTÈME DE CULTURE : L'EXEMPLE DE VALBONNE.

Cette uniformité de la répartition des cultures est aussi frappante à l'échelon individuel qu'à l'échelon terroir.

Une étude limitée à Valbonne, d'après les matrices cadastrales de 1824 et l'état de sections, permet d'apprécier statistiquement la répartition des divers éléments du système de culture à l'intérieur des propriétés.

Valbonne compte en 1824 : 1.655 hectares, répartis ainsi :

	<i>Hectares</i>	<i>en % du territoire</i>	<i>en % des cultures</i>
Oliviers	263	16	45
Vignes	186	11	32
Terres labourables...	112	7	19
Labours arrosables ..	23	1	4
Bois (et pâturages) ..	1.071	65	—
Totaux	1.655	100	100

(1) Grasse exclu, ainsi que Mandelieu et Tanneron trop particuliers.

Cette superficie appartient pour les deux-tiers aux Valbonnais eux-mêmes. Parmi eux, le tiers dispose de moins d'un hectare; les trois quarts disposent de moins de 5 hectares et ne s'approprient que le cinquième de la superficie communale.

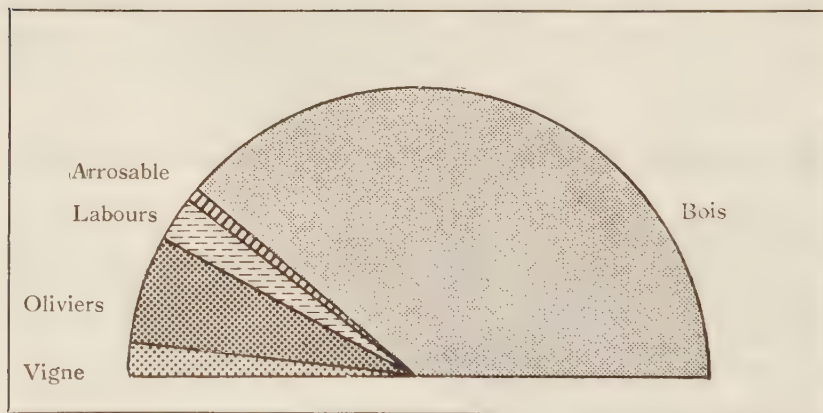
Nous étudierons la répartition des cultures chez les propriétaires domiciliés à Valbonne.

1. Propriétés de plus de 10 hectares.

14 propriétés mesurent respectivement plus de 10 hectares : 4 de 10 à 20 hectares, 10 de plus de 20 hectares. Mais sur l'ensemble de leurs terres (476 hectares), les bois occupent 377 hectares.

Avec 7 hectares de cultures chacun environ, les « gros propriétaires » sont les premiers cultivateurs du village. Parmi eux, 11 ont un système de culture complet. Pour ces derniers, la répartition moyenne des terres est la suivante :

		%
Vigne	1 ha 32	3,9
Oliviers	4 ha 13	12,4
Labours	1 ha 73	5,1
Terres arrosables	0 ha 43	1,2
Pâtures et bois	25 ha 95	77,3



Graphique n° 19. — Système de cultures à Valbonne (propriétés de plus de 10 hectares).

L'olivier domine largement le système de culture ; les terres labourables y occupent une place plus importante que la vigne.

D'autre part, malgré l'ampleur des propriétés, le morcellement est extrême : les cinq « gros » propriétaires d'oliviers, par exemple (de 5 à 9 ha), ont respectivement 4, 7, 12, 12 et 15 parcelles, et la parcelle la plus grande n'atteint pas 4 hectares.

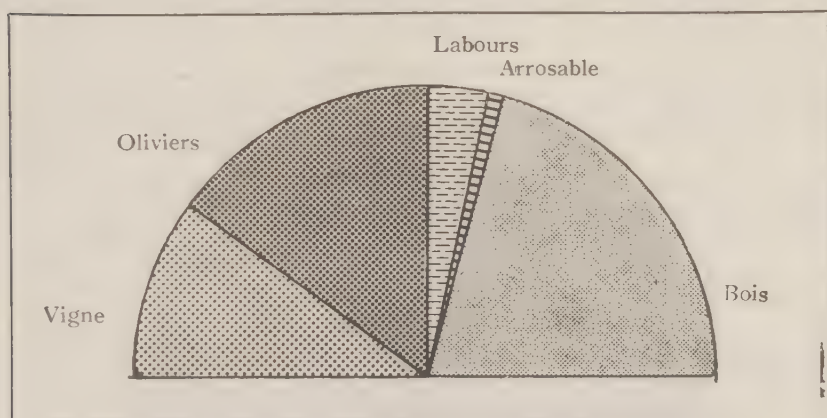
2. Propriétés de 5 à 10 hectares.

17 propriétés mesurent de 5 à 10 hectares. Les bois n'en occupent que 46 hectares sur 110 ; chaque propriétaire possède en moyenne près de 4 hectares de cultures.

Quatorze propriétaires ont un système de culture complet (aux trois autres, il ne manque qu'un élément).

La répartition moyenne des cultures est la suivante :

		%
Vigne	1 ha 33	20
Oliviers	1 ha 92	30
Labours	0 ha 41	6,5
Terres arrosables	0 ha 07	1
Bois	2 ha 72	42,5



Graphique n° 20. — *Système de cultures à Valbonne (propriétés de 5 à 10 hectares).*

Ainsi les bois perdent largement de l'importance et l'association vigne-oliviers atteint la moitié de la superficie.

Mais le morcellement reste extrême : quatre propriétés d'oliviers, dont les possessions approchent la moyenne, par exemple, ont respectivement leur 1 ha 90 en 2, 5, 6 et 6 parcelles. Les bois eux-mêmes sont très découpés : ceux des sept importants propriétaires de bois (de 3 à 6 hectares) sont découpés en 2, 3, 4, 6, 7 et 7 parcelles !

3. Propriétés de 2 à 5 hectares.

Les petits propriétaires forment une catégorie très nombreuse (ils sont 71) ; mais ne disposent que de 200 hectares, dont 153 cultivés.

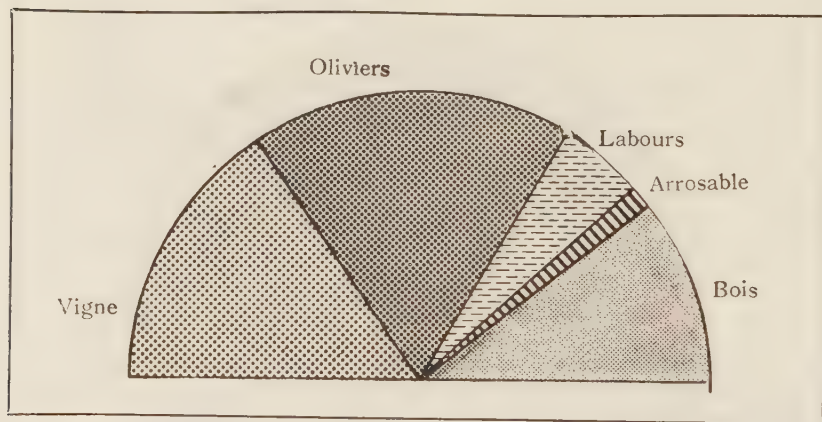
Sur ces 71 propriétaires, 24 ont un système de culture complet et 30 le système quasi-complet (il ne manque qu'un élément, qui n'est jamais la vigne ou l'olivier). 64 propriétaires possèdent à la fois vigne et oliviers.

La répartition moyenne des cultures est la suivante :

		%
Vigne	0 ha 99	30
Oliviers	1 ha 22	36
Labours (1)	0 ha 34	10
Terres arrosables (2)	0 ha 06	2
Bois	0 ha 74	22

Les bois sont relégués au troisième rang, et l'association vigne-oliviers occupe les deux-tiers de la superficie. Dans l'association, la vigne rattrape presque l'olivier.

Le morcellement est toujours considérable : en moyenne 5 parcelles pour chacun des 9 propriétaires ayant de 1 hectare à 1 ha 40 d'oliviers, et 4 parcelles pour chacun des 12 propriétaires ayant entre 90 ares et 1 ha 10 de vigne.



Graphique n° 21. — Système de cultures à Valbonne (propriétés de 2 à 5 hectares).

4. Propriétés de 1 à 2 hectares.

Dans cette catégorie, 58 propriétaires disposent de 81 hectares de terres, dont seulement 13 de bois. La vigne et l'olivier occupent près des neuf dixièmes des terres cultivées.

A ce stade, on ne peut plus s'attendre à trouver de nombreux systèmes complets : il y en a cependant encore 10, et — ce qui est remarquable — 46 de ces microfondiaires entretiennent à la fois des oliviers et de la vigne.

Pour ces 46, la propriété moyenne est :

Vigne	0 ha 51
Oliviers	0 ha 64

(1) Moyenne valable pour 42 propriétaires.

(2) Moyenne valable pour 49 propriétaires.

La taille moyenne, dans les autres catégories d'utilisation du sol, est :

Labours	0 ha 20
Terrains arrosables	0 ha 05
Bois	0 ha 35

La supériorité de l'association vigne-oliviers s'affirme, à cette échelle encore : elle occupe les deux tiers de la superficie moyenne des propriétés.

Etudié chez les 10 propriétaires à système complet, le morcellement produit des pièces encore plus petites, mais ne diminue guère d'intensité : $\frac{1}{2}$ hectare d'oliviers en moyenne est réparti sur 2,5 parcelles ; 0 ha 4 de vigne en moyenne, sur 2,3 parcelles.

5. Propriétés inférieures à 1 hectare.

54 propriétaires, de $\frac{1}{2}$ à 1 hectare, disposent de 40 hectares ; 53 propriétaires inférieurs au $\frac{1}{2}$ hectare disposent de 14 ha 5. 107 propriétaires n'ont donc (7 hectares de bois exclus) que 0 ha 45 de cultures chacun, en moyenne.

Plus de système de culture complet, bien entendu. Mais les deux tiers des propriétaires d'un $\frac{1}{2}$ hectare s'assurent encore la combinaison vigne-oliviers, ainsi que 10 propriétaires de la catégorie inférieure. (En tout, 46 microfondiaires sur 107.)

La vigne prend ici le premier rang : elle occupe 23 hectares (42%) et les oliviers 18 hectares seulement (33%). Ces deux cultures représentent les trois quarts de la superficie occupée par les microfondiaires.

La propriété d'oliviers s'étend en moyenne sur 32 ares, celle de vigne sur 28 ares. Le quart des propriétaires a de la terre labourable : 12 ares en moyenne ; le quart, aussi de la terre arrosable : 7 ares. Le tiers des propriétaires a du bois : 20 ares en moyenne.

De cette analyse statistique du système de culture à Valbonne, on peut conclure :

1° La propriété *cultivée* est extrêmement petite. Les « gros » propriétaires ont, en moyenne, 7 hectares de cultures ; les moyens, 4 hectares ; les petits, 2 hectares ; les microfondiaires, quelques dizaines d'ares.

2° L'association vigne-oliviers caractérise sans conteste le système de culture : 186 propriétés sur 267 (soit 69%) la comportent. Mieux, si on exclut les microcotes inférieures à 50 ares, on peut dire que 82% des propriétés sont basées sur la culture de la vigne et de l'olivier.

3° Les oliviers sont la culture principale, sauf dans les propriétés inférieures à 1 hectare, où ils cèdent leur place à la vigne (qui demande en effet moins d'investissements). Les labours n'ont d'importance que dans les grosses propriétés. Les terres arrosables, sauf quelques cas où elles approchent un demi-hectare, ne dépassent que rarement dix ares par propriété. Les bois n'occupent une place importante que dans les propriétés de plus de 5 hectares.

4° Enfin, la propriété est encore intensément morcelée : il n'y a qu'une seule parcelle d'oliviers qui dépasse 3 hectares. La parcelle moyenne ne dépasse pas une vingtaine d'ares !

B . LES MÉTHODES DE CULTURE.

L'organisation des exploitations est basée sur l'arboriculture et les cultures intercalaires vivrières. Que ce soit sur une ou deux modestes parcelles ou sur une ferme complète, le but est identique : produire de quoi manger en faisant « rendre » à la terre son maximum avec les faibles moyens dont on dispose. Cette organisation est décrite concrètement dans un rapport de Funel de Clausonne à la Société d'Agriculture de Cannes (1) :

Funel de Clausonne prend l'exemple d'une métairie-type de la partie sud de l'arrondissement de Grasse, une exploitation de 3 à 4 hectares, agrégée de vigne et d'oliviers. A la maison sont joints une écurie pour le cheval, une petite porcherie et quelques clapiers. Le matériel d'exploitation est représenté par « une bêche large, un bécut (bêche à manche recourbé), une faux, une faucille, une serpette et un sécateur ». Cela suffit à tous les travaux.

Suivant les soins qui sont donnés, les capitaux qui sont investis, les résultats de l'exploitation sont éminemment variables. Dans la campagne lointaine, écrit encore Funel de Clausonne, on ne peut « compenser l'épuisement du sol que par tout au plus 40 charges de fumier d'écurie et peut-être, ce qui est du luxe, autant de matières fécales plus ou moins étendues d'eau... Aussi le temps force bientôt le métayer à désertir une terre devenue ingrate, laissant à son propriétaire une dette qu'il ne paiera jamais, un sol épuisé, des vignes improductives et des oliviers que les insectes dévorent ». Par contre, dans la campagne proche de Grasse, la même culture est florissante, grâce à « la possession d'un capital abondant ».

Les cultures intercalaires ont une importance vitale. Funel de Clausonne signale pour l'arrondissement de Grasse que « partout, sous les oliviers comme dans les vignobles, on cultive du blé en alternance avec une jachère qui donne en mai une excellente coupe de foin, de folle avoine et de trèfle sauvage — et, par ci par là, quelques légumes, fèves ou pois chiches ». Roubaudi (1843) le confirme pour le Comté de Nice en expliquant que « la vigne est disposée en files étendues, assez larges pour laisser dans leurs intervalles des planches de terrain sur lesquelles on sème alternativement du blé, des fèves, des petits pois et d'autres légumes ». Et Raibaud l'Ange déclare : « L'associé le

(1) Bulletin de la Société Agricole et Horticole de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, tome 1, 1867.

plus ordinaire de l'olivier est le figuier, ainsi que divers fruitiers et la vigne : celle-ci est plantée en allées séparées de 5 à 6 mètres, dans lesquelles on sème une année des fèves ou du maïs, l'autre du froment. »

Cette méthode diminue la récolte principale, mais on ne peut l'éviter : Antoine Suche, agriculteur à Vence, déclare en effet aux enquêteurs de 1866 : « Les petits propriétaires qui n'ont qu'un petit champ et pas autre chose pour vivre, ne veulent pas que tout soit sacrifié à un seul produit qui peut manquer. » Mais l'alternance culturale est d'après lui triennale : on cultive sous l'olivier la première année des fèves, la seconde des céréales et la troisième des haricots.

Les méthodes de fumure sont à l'image de toute l'activité agricole, retardée et autarcique. Les moutons transhumants en constituent les principaux instruments, pendant l'hiver : « 150 brebis fument chaque nuit trois oliviers », estime Roux, qui explique que cet engrais est entassé au pied des arbres « dans un creux fait exprès ». On y ajoute en principe quelques brassées de fumier d'écurie (1), tous les trois ans, en tête de l'assolement intercalaire.

Le labour constitue le gros travail. Il se fait le plus souvent à la bêche ou au béquart. Un bêchage à bras, écrit Roux en 1861, est de meilleur résultat que trois labours attelés. Or, le prix d'un bêchage n'égale que le prix de deux labours attelés :

Pour un hectare,

une façon de bêcheur (33 journées) : 1 fr. 50 $\times$ 33 : 49 fr. 50 ;
deux façons de labour à charrue (4 journées) : 6 fr. $\times$ 8 : 48 francs.

Les collines sont aménagées en milliers de « planches » soutenues par des murettes fragiles : l'édification des terrasses et leur entretien constituent une des occupations importantes du cultivateur. Leur conservation conditionne l'exploitation, mais exclut le machinisme. Seul, l'homme dispose d'une énergie assez souple pour effectuer le travail nécessaire sur les planches, entre les oliviers, dans les rangs de vigne. Le déterminisme naturel joue en faveur du conservatisme technique.

L'amélioration apparaît cependant possible aux contemporains dans un domaine : celui de l'*irrigation*. Les propriétaires et les paysans en ont une conscience aiguë, comme il ressort d'innombrables documents.

Tous les projets et tous les plans, qui ne s'exécuteront que très lentement, ont moins d'intérêt pour la compréhension de la situation agricole que ces revendications paysannes. Car

(1) « Le nombre des animaux est restreint aux nécessités absolues de l'exploitation. Il est insuffisant pour la production des engrais. » (Enquête de 1866.)

celles-ci montrent la volonté de sortir de la médiocrité, de prendre rang parmi les producteurs spécialisés dans la Révolution commerciale qui commence... Le « sort » n'en décidera pas ainsi.

Un seul document contredit ce qui précède. C'est un développement de Garcin (1835) au sujet de la possibilité de créer des prairies dans la plaine de Callian : les Callianais, dit-il, se rient de tout projet d'amélioration, alors que la commune est assez riche pour faire relever à ses frais l'aqueduc romain de Fréjus qui lui servirait directement. Pourtant, prophétise Garcin, « un jour viendra sans doute où des spéculateurs étrangers au pays viendront effectuer une entreprise faussement qualifiée d'impossible. Et les eaux de ce canal seront alors vendues à bon prix... »

Partout ailleurs, nous n'avons lu que récriminations, objurgations et suppliques pour obtenir l'irrigation bienfaitrice. Les conseils municipaux de Mandelieu, de Mouans-Sartoux, s'étonnent de ce qu'on ne fait rien pour irriguer la plaine de la Siagne : c'est la plus belle plaine de l'arrondissement, « celle où les irrigations en grand pourraient être le plus facilement pratiquées et donneraient à peu de frais les résultats les plus fructueux », mais elle est sacrifiée. Noyon (1846) parle d'un vieux projet d'irrigation des terroirs de La Colle et Saint-Paul par le Loup. Cet ouvrage, dit-il, réaliserait le jardin des Hespérides : « qu'il reçoive l'irrigation et ce beau pays surpassera en peu d'années, par l'abondance et la richesse de ses productions les magnificences du midi de la France et tout ce que l'Italie offre de plus étonnant ».

Le projet auquel se réfèrent le plus souvent les agriculteurs est celui du canal du Var, réclamé par des milliers de voix dès avant, mais surtout, après qu'on se soit aperçu que les petites rivières n'alimenteraient que les villes du littoral. D'après la municipalité de La Colle (1) qui propose la nomination d'un Syndicat provisoire composé d'agriculteurs collaborant avec les Services Hydrauliques, le canal du Var à La Siagne pourrait arroser 12.000 hectares. Il permettrait la culture maraîchère à une époque de l'année où les habitants trouveraient un placement avantageux de leurs produits. Il faciliterait l'extension des prairies naturelles, qui, en favorisant la production d'engrais, autoriserait les cultures les plus variées aujourd'hui réservées à quelques localités privilégiées.

Et le conseiller d'Etat Chassaing-Goyon écrit dans son rapport sur l'Enquête de 1866 : « Ce qui importe surtout, ce qu'on demande avec insistance, c'est que le Gouvernement intervienne activement pour autoriser et encourager au besoin

(1) 28 octobre 1865.

toutes les dérivations étudiées ou reconnues possibles... La Siagne, la Cagne, le Loup, le Var, le Paillon, la Bevera, etc. sont à peine utilisés pour l'agriculture... Sans doute le Gouvernement ne peut pas entreprendre lui-même tous ces travaux quel que soit l'intérêt qu'ils représentent au point de vue de la richesse générale... Cependant... les améliorations que je signale sont l'objet de vœux ardents et unanimes, et, à ce double point de vue, je n'hésite pas à faire appel à toute votre sollicitude pour vous prier de les subventionner largement, et d'en hâter autant que possible la réalisation (1). »

C . L'ÉCONOMIE DES CULTURES.

La petite polyculture sèche, techniquement primitive se débat dans les difficultés permanentes, « congénitales », du système. Les améliorations sociales provoquées par la Révolution, les progrès dans la circulation des idées et le modernisme, ne l'ont pas vraiment changé : il reste ce qu'il est depuis l'origine, une économie de subsistance aux moyens très faibles. Les principaux types de cultures en donneront l'image.

a . L'oléiculture.

L'oléiculture est la principale source de fortune et le principal objet du travail. L'olivier produit en principe tous les deux ans une belle récolte, à condition d'avoir été, au moins une année sur deux, convenablement bêché à son pied, fumé, élagué, et d'avoir résisté au mauvais temps et aux maladies. Ce travail ne demande pas de qualification, mais une habitude ancestrale, comme le ramassage des olives qui se poursuit plusieurs semaines à la fin de l'hiver, avant le gaulage des plus beaux fruits qui ont refusé de tomber. La mouture (le « détritage ») se fait au fur et à mesure, suivant les techniques les plus archaïques, dans d'innombrables petits moulins, souvent communaux, dont le « moulinier » ne se réserve, en dehors de toute compensation monétaire, que le produit de la « ressence » (deuxième mouture) pour prix de son travail.

(1) Un avant-projet pour le canal du Var sera transmis en 1866 par le Conseil Général des Alpes-Maritimes au ministre, et on en restera là. Le canal principal aurait eu 64 kilomètres de longueur et n'aurait pas coûté plus de 3 millions.

Comment calculer le rendement d'une telle culture ? Les grosses propriétés peuvent vendre de l'huile, et en tirer profit — un profit net de 250 à 300 francs pour un hectare dont la valeur foncière est d'environ 6.000 francs. Mais les moyens propriétaires gardent l'huile pour leur consommation ou pour dédommager les microfondiaires et salariés qui leur sont venus en aide ; et les possesseurs de deux, dix ou vingt oliviers — catégorie la plus nombreuse — s'en tiennent bien sûr à la stricte auto-consommation. Un calcul de rendement théorique aurait dans ces conditions bien peu d'intérêt concret.

Il est plus important de se rendre compte que l'oléiculture vivrière est parvenue au milieu du XIX^e siècle, après une succession rapide de hauts et de bas, au seuil de la crise définitive.

— La concurrence la met en danger : « Il est impossible que nos huiles, qui se débattent déjà si péniblement dans une lutte inégale avec les huiles étrangères, puissent résister à la concurrence des huiles de graines », affirme le Conseil Municipal de Mougins dès 1843.

— Les menaces biologiques s'avèrent non moins graves : Noyon signale en 1846 que « des myriades d'insectes » ont commencé depuis quelques années à attaquer les plantations.

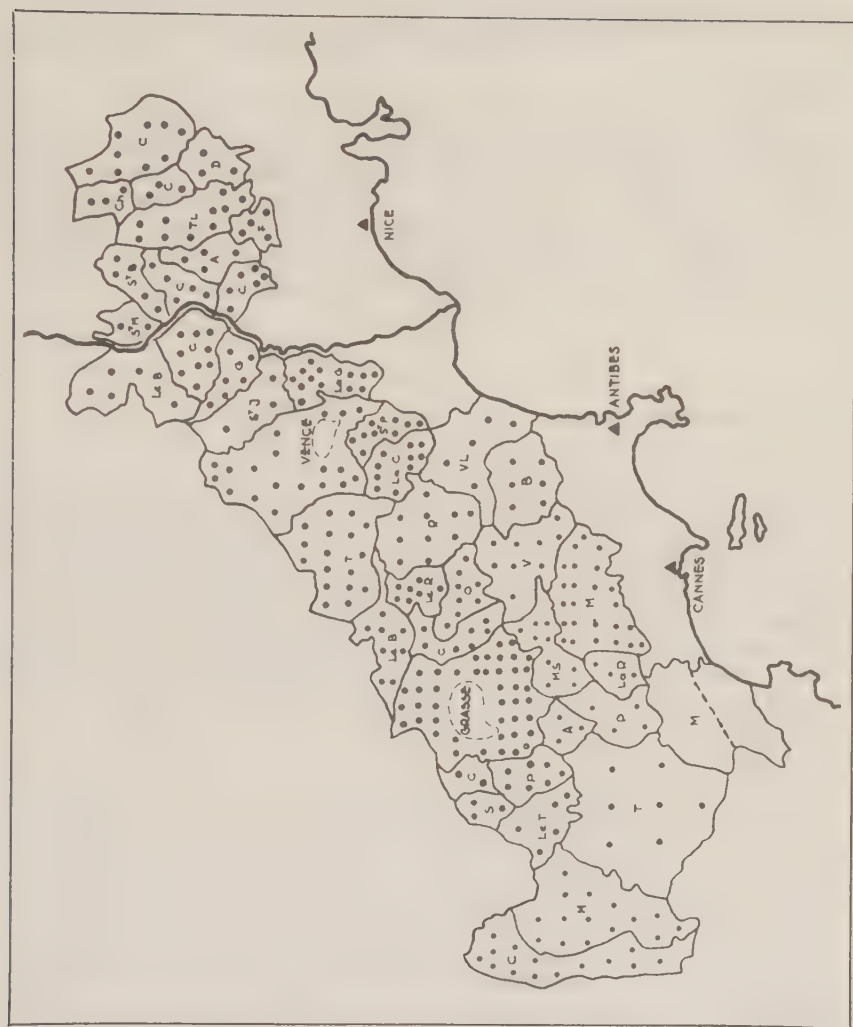
— La calamité météorologique touche enfin l'oléiculture au moment où les difficultés qui l'assaillent prennent les plus graves proportions : pendant l'hiver 1860. Pourtant, à cette époque encore, l'oléiculture n'a pas subi de transformation qualitative et chacun s'accorde encore à penser, avec Noyon, qu'« on ne peut faire un meilleur usage des terres que de les planter en oliviers ».

b . La viticulture.

La viticulture se trouve, elle aussi, au milieu du siècle, à un « tournant » de son évolution économique, mais suivant un mouvement beaucoup plus complexe que celui de l'oléiculture.

Le rendement de la vigne est faible (environ 20 hectolitres par hectare, à 25 francs l'hectolitre), surtout parce qu'elle est, la plupart du temps, « complantée ». La culture en « vigne pleine », dont le produit net pourrait être, d'après les calculs de l'époque, légèrement supérieur à celui de l'oléiculture, se pratique très rarement. « Il semble, en voyant les productions ainsi entremêlées, que chaque propriétaire veuille épuiser son champ ou qu'il ne songe qu'à subvenir à ses propres besoins sans participer au mouvement général des échanges (1). »

(1) Enquête de 1866.



Carte n° 9. — La surface occupée par la vigne et les oliviers (XIX^e siècle).

Un point représente 50 hectares.

Néanmoins, certains crus locaux, peu commercialisés d'ailleurs, ont une bonne réputation : le vin de Bellet, sur les collines de Saint-Isidore de Nice, est le plus connu, mais il a son équivalent sur les collines conglomératiques des deux rives du Var, à Saint-Paul, La Gaude, Cagnes, à Aspremont et Saint-Martin-du-Var. On fabrique même, à Contes, un vin blanc mousseux qui est, nous dit Casalis (1843), le plus léger, le plus désaltérant (1).

Comme l'olivier, la vigne est gravement menacée : elle subit déjà l'assaut des maladies, elle a connu, en 1847-1848, les répercussions de la terrible crise de surproduction restée célèbre dans le Var. Mais la viticulture n'aborde pas en désespérée la grande crise agricole. Si la viticulture familiale prend le chemin de la décadence irrémédiable, la viticulture spéculative débute et les propriétaires espèrent tripler les rendements (2).

c . Les céréales.

Les céréales constituent l'élément principal de subsistance ; à cette époque de circulation restreinte, elles sont, pour l'essentiel, produites et consommées sur place. Leur superficie échappe plus que toute autre à une statistique rigoureuse, car leur culture est parfois intercalaire et même souvent « dérobée ». Les paysans pauvres, défrichant sommairement un coin de lande communale, y sèment comme ils peuvent, avec l'accord tacite des officiels. Les usurpations de « terres gastes » sont fréquentes, dans l'unique but d'emblaver.

L'affaire suivante en témoigne :

En 1845, la commune du Bar décide de poursuivre le sieur Laugier, « fermier des ensemencements », à qui sa « ferme » permet de faire emblaver les terres collectives pour son propre compte. Mais le sieur Laugier a outrepassé ses droits, « car il a défriché et fait défricher par des travailleurs non seulement sur les terres, mais même sur les carraires », et sur une partie des pâturages ; ce qui motive la protestation du « fermier des pâturages » qui réclame une indemnité. Il l'aura, car le cahier des charges fait au fermier des ensemencements « obligation de ne mettre en exploitation que les jachères, et de les diviser en

(1) « Les habitants de Contes qui le boivent ont généralement une imagination vive et fertile... »

(2) « Des viticulteurs intelligents commencent à spécialiser leurs cultures », lit-on dans l'Enquête de 1866 ; « quelques vignes pleines ont été plantées sur plusieurs points. »

soles, en ne les ensemençant qu'alternativement, c'est-à-dire une année non l'autre. »

Les superficies déclarées en *blé* sont très considérables :

Statistique cantonale de 1858
(rive droite)

<i>Cantons</i>	<i>Superficies en blé hectares</i>	<i>% de la surface agricole</i>
Le Bar	2.400	50
Cannes	1.550	35
Grasse	1.500	55
Saint-Vallier (1)	1.700	42
Vence	1.700	50

Sur la rive gauche, les proportions sont en général encore plus élevées. En 1866, Aspremont déclare 900 hectares de blé (75 % de la superficie agricole), Tourrette-Levens 600 hectares (80 %), Châteauneuf-de-Contes 200 hectares (40 %), Drap, 145 hectares (60 %).

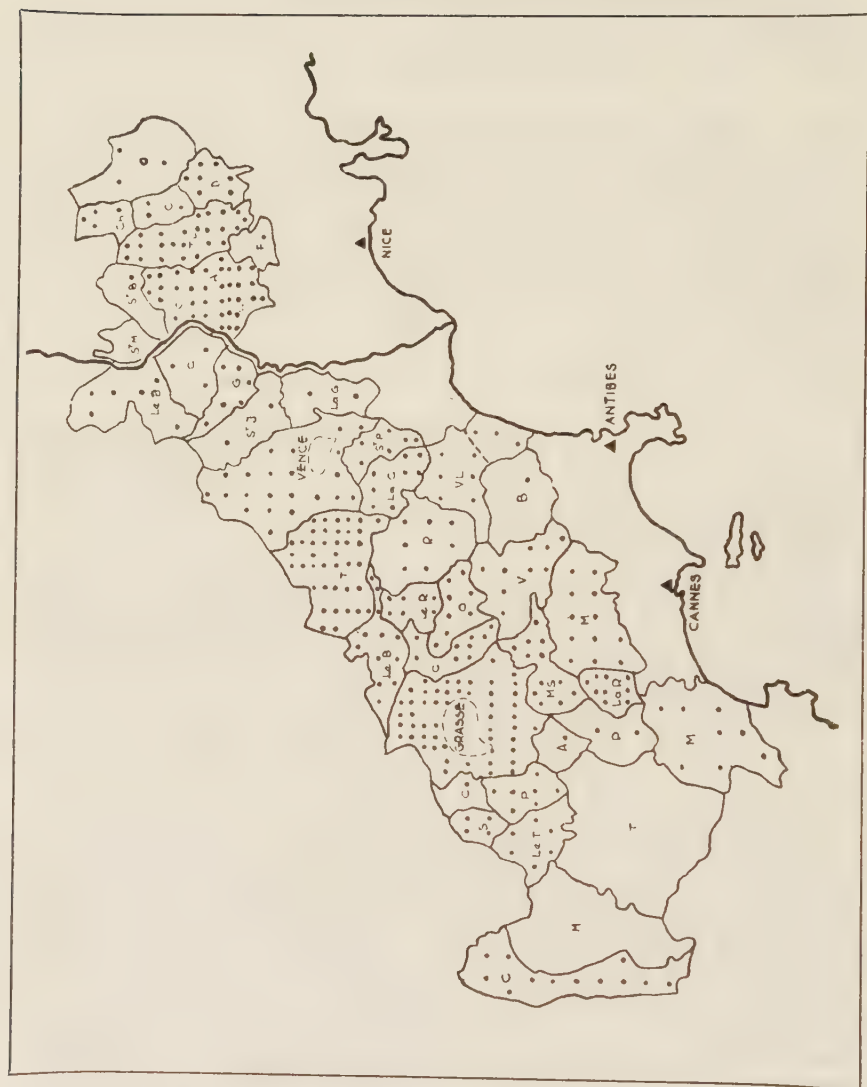
Compte tenu d'un assolement biennal approximatif, on peut dire que tout ce qui peut être emblavé reçoit du blé. En alternance, des céréales secondaires, (surtout l'avoine.) des pommes de terre, des haricots (ils occupent la première place après le blé), et quelques légumineuses fourragères (luzerne).

Le rendement commercial de ce blé est nul, car les propriétés à but spéculatif évitent la culture intercalaire. Son rendement technique est très faible : 5 pour 1, soit 10 à 11 hectolitres, ou un peu plus de 8 quintaux à l'hectare. L'hectolitre de blé valant une vingtaine de francs, le produit net d'un hectare ne peut dépasser de beaucoup, d'après les calculs de l'Enquête de 1866, une cinquantaine de francs. En fait, il n'y a pas de marché du blé. La disponibilité en est très faible pour la seule consommation paysanne : 90.000 quintaux pour 40.000 personnes, soit à peine plus de deux cents kilogs par tête et par an.

Pour le blé, la crise qui se prépare va être irrémédiable. Dès que les campagnes seront entrées dans le grand circuit commercial, la céréaliculture « dérobée » devra disparaître.

Mais, avec la céréaliculture, c'est toute l'économie-de-subsistances qui est au bord de la crise : le milieu du XIX^e siècle marque bien la fin d'un système.

(1) Moins Escagnolles.



Carte n° 10. — La surface occupée par les céréales (1866).
Un point représente 25 ha.

d . Les cultures spécialisées.

Elles occupent quelques centaines d'hectares, dont l'importance et l'avenir ne sont cependant pas négligeables.

Mais il est inutile de s'appesantir sur d'autres spécialisations que les florales. Nous avons vu que la viticulture commerciale débute à peine. Par contre, la sériciculture, qui eut son importance, achève d'agoniser : à partir de 1847, la maladie des vers à soie prive les producteurs de tout revenu.

L'arboriculture fruitière est rarement organisée : des propriétaires parviennent à commercialiser une partie de leur récolte de pêches, de figues, d'oranges (surtout dans le pays de Vence), mais on ne signale pas d'exploitation spécialisée.

Le tabac ne connaît pas un grand succès : 300 planteurs le cultivent en 1856, sur une superficie totale de 72 hectares (dans l'arrière-pays d'Antibes et Cagnes).

La culture florale ne fait que débiter, mais c'est le début d'une période de progrès fondamentaux amenant de profondes transformations dans l'économie agricole de la région. Vers 1850, la Maison Ravel, de Nice, commence à fabriquer des pommades et extraits aux fleurs, à chaud, créant la parfumerie moderne. Grasse, dont les nombreuses usines se contentaient de distiller les fleurs pour obtenir des eaux parfumées, entreprend presque aussitôt la fabrication industrielle des essences. Elle a donc besoin d'une production régulière et encourage le développement des cultures spécialisées de fleurs.

Mais, au milieu du siècle, seules ont de l'importance les cultures d'orangers à fleurs et de rosiers. Les premières s'étendent dans toute la région, de part et d'autre du Var, sur des surfaces restreintes (Vallauris, 28 hectares ; Cagnes, 14 hectares ; Cannes, 12 hectares ; Le Cannet, 12 hectares ; Mougins, 7 hectares ; Le Bar, 5 hectares ; Biot, Saint-Paul, 3 hectares, etc...). Les secondes se font surtout dans la région grasseoise. Noyon estime en 1846 la production (sur la rive droite) de fleurs d'orangers à 300.000 kilogrammes, celle de roses à 200.000 kilogrammes... Elle va se développer extrêmement vite, puisque la parfumerie grasseoise consomme, dès 1856, 2.000.000 de kilogrammes de fleurs d'orangers et 500.000 kilogrammes de roses.

La production des autres fleurs à parfum subit un essor du même ordre. Car l'industrie ne se contente plus des fleurs ramassées dans les jardins d'agrément (jasmin, cassie, tubéreuse, violette).

C'est donc à la veille de la crise du système traditionnel de culture que cette nouvelle activité agricole prend de sérieuses

proportions : elle est l'antithèse même de l'ancien système, au point de vue technique, au point de vue économique. La différence du produit net de l'hectare de culture, évalué par l'Enquête de 1866, en témoigne : l'hectare de jasmin rapporterait 5.000 francs, d'orangers 2.500 francs, de rosiers 1.500 francs... alors que la « grande culture » rapporte péniblement quelques centaines de francs.

Mais la nouvelle culture florale s'intégrera dans l'ancien système ; nous verrons comment.

e . L'exploitation sylvo-pastorale.

L'exploitation sylvo-pastorale, enfin, joue un rôle important.

Le départ entre les bois et les landes est difficile à établir dans cette région où dominent les pins qui se reproduisent très rapidement et où la surface véritablement boisée varie chaque année. Forêts, bosquets et terrains découverts s'imbriquent et s'entremêlent. La meilleure preuve en est donnée par une délibération du Conseil Municipal de Valbonne (1844) qui refuse de laisser reboiser par l'Administration une parcelle de 5,11 hectares de « pâturages » faisant autrefois partie du bois communal :

La commune possède 167 hectares de terrains produisant 500 francs d'herbages. Si on en retire les 5 hectares prévus pour être mis en semis, la Commune ne pourra plus affermer ses pâturages car, *se trouvant au centre du bois, ces 5 hectares font valoir les autres.*

Donc, on pâture dans les herbages et dans la forêt, complémentaires, et les exploitations des pâturages et des bois sont étroitement solidaires.

L'élevage n'est presque toujours qu'une activité extensive et allogène. Le peu de fourrage récolté dans les rares plaines humides sert surtout à l'alimentation des animaux de travail (mulets, chevaux, ânes), car les animaux de production laitière ou bouchère sont à peu près inconnus. Mais le pays est heureux d'accueillir les moutons *transhumants*, les communes pour leur louer les herbages collectifs, les propriétaires pour en recevoir les précieux engrais. « Le pacage des moutons a toujours été regardé comme indispensable et toléré dans ces contrées » affirme en 1847 le Conseil Municipal de Valbonne, protestant contre la décision administrative d'empêcher « la dépouille des bêtes à laine » dans ses forêts. Par contre, le Conseil Municipal de Gattières proteste en 1844 contre le fait que de nombreux troupeaux étrangers sont introduits en fraude dans la commune... ce qui ne serait rien si, de plus, ils y passaient leurs nuits. Mais

« ces troupeaux n'hébergent jamais sur le terrain de Gattières, où ils ne viennent que pour y manger nos herbages, emportant leurs engrais hors de la commune » !

L'exploitation forestière est assurée par les « spécialistes » ou par les paysans pour la consommation familiale. Mais l'exploitation des « menus produits » de la forêt donne lieu à une intense activité de toute la population. Non seulement les fruits sont précieusement récoltés (glands, myrtes, fraises, etc.), mais encore et surtout le *nettoyage* du bois procure des recettes non négligeables : « on coupe le bois mort, les broussailles et les buissons, et on enlève les feuilles de tous les arbres ; cela fait que le sol est toujours nettoyé et que les herbages se développent plus à l'aise et sont affermés plus cher aux bergers transhumants. Quant aux broussailles et feuilles mortes, elles forment une litière précieuse dans ce pays où le foin et la paille sont si rares » (Conseil Municipal de Mougins 1854). Ajoutons que l'élagage des pins permet de constituer des « fascines » ou fagots fort estimés, et que de nombreux fours à chaux ou à charbon de bois sont installés à l'orée de la forêt.

Cette exploitation qui favorise le pâturage et aide à combler les déficits des budgets communaux ou familiaux, constituant un élément stabilisateur et conservateur du système de culture traditionnel, est fortement attaquée. Car l'Administration Forestière se fait plus tracassière que jamais, impose son « régime » sur de nombreux bois malgré les réclamations communales, interdit les pacages de moutons et de chèvres, tente, avec plus ou moins d'à-propos et de succès, d'éphémères reboisements, s'oppose vigoureusement au mode habituel de la petite exploitation des sous-bois. (Dans l'ancien Comté de Nice, les difficultés seront encore plus sensibles, l'Administration Forestière sarde assez libérale, au contraire de la nôtre, ayant laissé aux communes une plus grande latitude dans la gestion de leurs bois.)



Carte n° 11. — Les bois vers 1850.

CONCLUSION

Le bilan de l'agriculture pose deux problèmes :

1 . Le problème du ravitaillement de l'ensemble régional.

Le littoral et son arrière-pays ne vivent pas de la production agricole locale. Les statistiques douanières font, en effet, état d'importations de blé et de vin. Quant à la seule denrée en principe excédentaire, on ne doit pas s'y tromper : la marge de production exportable est si faible que la petite exportation par Nice de l'huile d'olive n'est en majorité, qu'une réexportation (1) : les deux tiers de la « fameuse huile de Nice » proviennent en réalité d'Italie et des pays barbaresques.

2 . Le problème de la subsistance même des paysans.

Si l'examen de la structure agraire a montré que la majeure partie de la population vivait sans terre ou sur une superficie cultivable insuffisante, l'étude économique a établi le rendement monétaire insignifiant de la production. Aussi peut-on se demander à juste titre de quoi vit la nombreuse population qui se presse au bas de l'échelle sociale.

De ressources extra-agricoles, il n'est pas question : l'élevage est le fait des montagnards transhumants et la possession de chèvres est assez rare ; les bois sont trop maigres pour permettre une exploitation prospère ; l'artisanat et l'industrie n'existent pratiquement pas ; l'émigration temporaire même, qui pourrait faire vivre des familles, n'est pas signalée.

L'agriculture est la seule ressource : le travail à la journée chez les bons propriétaires à certaines saisons, la prise en métayage de menues parcelles, rapportent quelque argent et surtout quelques vivres ; le défrichement et l'ensemencement de certaines terres collectives, l'exploitation des petits produits forestiers ne sont pas à négliger ; enfin, et surtout, la mise en valeur de quelques planches, qui porteront l'essentiel de la nourriture familiale, constitue la base de l'existence.

La nécessité de *manger* et l'exiguïté de la terre freinent évidemment toute tentative spéculative : elle fige le système de culture. L'équilibre fragile ne doit pas être détruit sous peine de mort.

(1) Voir Devun : De l'estagnon d'huile au panier de fleurs. *Nice historique*, 1956.

VILLES ET CAMPAGNE

1 . L'ÉVOLUTION URBAINE

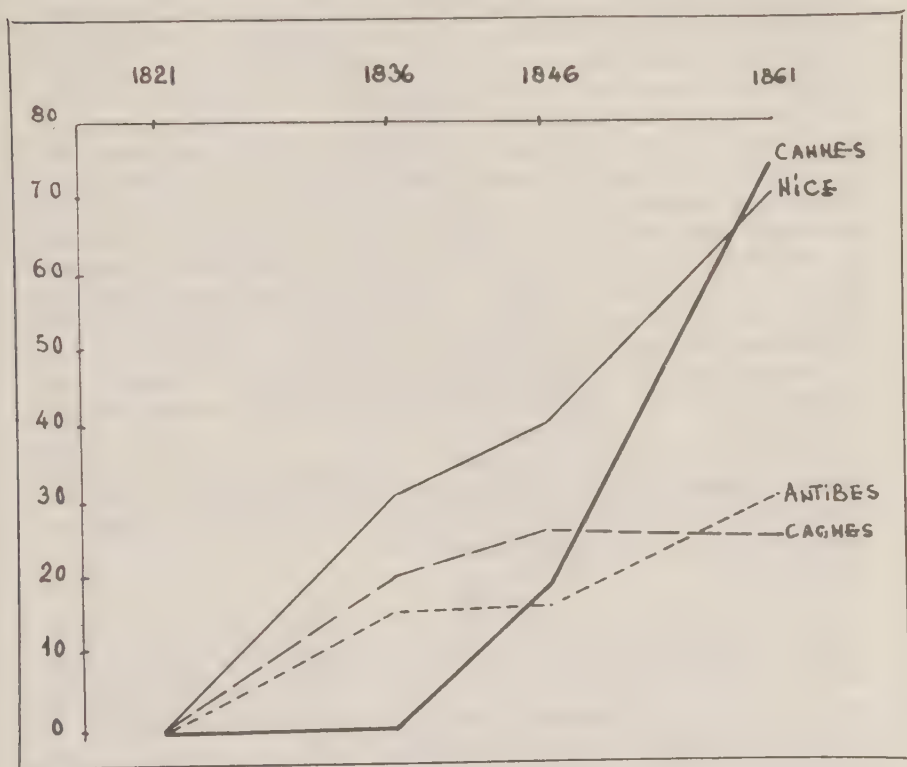
Au milieu du *xix*^e siècle les villes de l'intérieur n'ont pas « démarré » : l'agglomération grasseoise conserve environ le même chiffre de population pendant tout le premier demi-siècle (entre 7.500 et 8.000 jusqu'en 1861), et l'agglomération vençoise reste aussi stable, aux alentours de 2.000 habitants. Elles sont animées par les industries et commerces urbains généraux sans perspective de développement, sauf la parfumerie grasseoise qui n'a pas encore commencé sa modernisation et son nouvel essor.

Par contre, les villes du littoral progressent depuis le début du siècle ; mais inégalement (Graphique 22). Cannes et Nice montent en flèche, Cannes s'éveillant plus tard ; Antibes et Cagnes ont des pourcentages d'augmentation plus modérés.

Cette croissance n'est pas due qu'au mouvement naturel : de 1828 à 1838, l'excédent des naissances fut à Nice de 1.085 unités et l'augmentation de la population se chiffre à 3.000 habitants.

Au point de vue industriel, les villes littorales ne présentent guère de dynamisme. *Nice*, d'après Casalis (1843), n'a que quelques fabriques de toile, de savon, de pâtes alimentaires travaillant pour la consommation locale, et quelques ateliers réputés de sièges, de corderie en chanvre, de chapeaux de paille. *Cagnes* n'a pas, d'après le Recensement de 1856, un seul corps de métier qui compte plus de 50 membres : il y a 50 hommes dans la maçonnerie, 40 dans la cordonnerie, 35 dans l'alimentation, etc... A *Antibes*, le port constitue le premier poste d'activité urbaine : 22 % de la population (marins, ouvriers des chantiers navals, douaniers) en vivent et gravitent autour (1856). Un artisanat et un petit commerce citadins donnent à

la ville sa physionomie caractéristique : 400 personnes vivent de l'habillement, 300 de l'alimentation, 280 du bâtiment. *Cannes* offre un caractère urbain plus accentué. D'après la liste électorale de 1850, les professions maritimes dominant ; elles concernent près du tiers des inscrits. Les artisans et ouvriers sont nombreux, exerçant soit des petits métiers urbains sans caractère productif, soit quelques industries liées à la production agricole : tonnellerie, distilleries, savonnerie.



Graphique n° 22. — Croissance comparée des quatre villes littorales (1821-1861).

Ces villes de la Côte ne doivent pas leur développement à un essor industriel particulier (1). Le doivent-elles au commerce ? A Cannes, sans doute. La construction du port (1838) marque le début de l'élan démographique ; l'activité commerciale, qui se bornait jusqu'alors au rôle d'entrepôt pour Grasse, prend de l'ampleur et conquiert de l'indépendance : le nombre des navires

(1) Les seules industries dignes de ce nom sont alors la verrerie de Mandelieu, les parfumeries de Grasse.

qui mouillent à Cannes triple en quelques années. Cela suffit à expliquer le dynamisme urbain.

Mais rien de tel ne se produit à Nice, dont les progrès sont comparables et où le facteur déterminant, commercial lui aussi, est déjà le tourisme.

La vocation touristique de Nice, on le sait, s'affirme dès le XVIII^e siècle ; mais c'est sous la Restauration que les riches familles anglaises commencent à peupler le faubourg de la Croix-de-Marbre, à faire construire la fameuse « Promenade ». Dès 1826, on publie à Nice un guide pour les étrangers (1) ; et dès 1843, Casalis, dans son étude géographique, peut affirmer que le tourisme procure aux Niçois un de leurs revenus essentiels.

Il écrit : « Une industrie particulière des Niçois consiste à employer leurs capitaux pour acheter ou construire des palais, des maisons, des pavillons, qu'ils arrangent bien et louent aux étrangers pendant la mauvaise saison. » Bartolomeis (1847) précise même que « Nice, pour sa consommation... atteint un déficit de plus de 2 millions de lires, *heureusement comblé par les étrangers qui dépensent beaucoup* ». Avant que le chemin de fer n'arrive jusqu'à Nice, pendant l'hiver 1861-1862, 7.900 étrangers séjournent dans la ville qui compte 35 hôtels.

Sans avoir la même ampleur, d'ailleurs, le mouvement touristique touche également Cannes, et participe aux causes de son essor.

Et Roux (1862) prétend que 1.225 appartements meublés à Nice, Cannes et Menton produisent 797.800 francs — soit un revenu égal à celui de tous les moulins à huile (la première industrie agricole du département).



Dès le début de l'accroissement urbain, dès la première moitié du XIX^e siècle, l'économie touristique apparaît au tout premier plan des facteurs d'essor. La région ne tire pas sa richesse d'elle-même, mais de l'extérieur.

Aussi la campagne ne fera-t-elle qu'enregistrer les vicissitudes de l'évolution urbano-touristique qui se répercuteront sur elle. Ses rapports avec la ville ne la prédisposent pas à une association bénéfique.

2. LES INTÉRÊTS CITADINS A LA CAMPAGNE

Les cadastres des onze communes-types ont révélé la faiblesse habituelle de l'implantation citadine à la campagne : huit communes comptent moins de 7 % de leur terroir possédé

(1) Rancher : *Guide des étrangers à Nice*, Nice, 1826.

par des propriétaires habitant la ville — deux communes en comptent 16 à 17 % ; une seule commune concède plus de la moitié de son terroir. On peut maintenant revoir en détail, sous l'angle des relations villes-campagne, ces caractéristiques foncières.

Sur le coteau préalpin, à l'ouest de Grasse, Gallian est isolé, et sa terre peu recherchée : 119 hectares seulement y appartiennent à des citadins (4,6 % du territoire communal). Il s'agit de 3 parcelles de moins de 2 hectares, et de 4 propriétés importantes, mais surtout boisées, appartenant à deux Dracénois, un Toulonnais et un noble Grassois (46 hectares).

Dans la région de Grasse, mis à part, on le sait, le terroir propre de la ville, les sondages donnent des résultats divers. De Mougins, riche terroir, les Grassois possèdent 14 % et les cannois 3 % : on compte une cinquantaine de petites cotes domiciliées à la ville, une quinzaine de propriétés moyennes, et surtout quatre belles fermes : 57 hectares à une Veuve L., cannoise ; 60 hectares à un négociant grassois ; 50 hectares à un avoué grassois et 216 hectares à un général noble, d'une vieille famille grassoise. L'emprise citadine locale est bien moins marquée à Opio : 3 %. Une seule grande propriété grassoise et une dizaine de parcelles occupent en tout 33 hectares ; à Valbonne, les citadins ne détiennent que 5 % du territoire communal, composés de 10 cotes peu importantes, et des fermes de deux négociants grassois (13 et 55 hectares).

Une commune, cependant, subit fortement l'emprise urbaine, la commune la moins agricole, la plus boisée, celle dont les importants biens nationaux, trouvant peu d'acquéreurs sur place, ont pu être accaparés par la bourgeoisie urbaine : c'est Mandelieu. Les Cannois y possèdent 275 hectares (25 % de la superficie), dont trois belles propriétés (22, 75, 146 hectares), et les Grassois 400 hectares (36 %), dont 340 appartiennent à un même maître noble grassois.

Loin de la ville, la propriété citadine devient exceptionnelle. Sur le coteau préalpin, à l'est de Grasse, le Bar n'a pas tenté les capitaux : les Grassois n'y possèdent que 61 hectares (4 %) du terroir, en 11 cotes de moins de 5 hectares, la petite ferme d'un parfumeur (6 ha 50) et un domaine de 33 hectares dans la montagne (plateau de la Malle). Bien plus loin, à Gattières qui domine le Var, une quinzaine de petites cotes de propriété urbaine ne totalisent qu'à peine 15 hectares, moins de 2 % du territoire communal. Et, dans le bas-pays, à la Colle-sur-Loup, Cannes, Grasse, Antibes et Nice ne possèdent ensemble que 15 hectares en 9 cotes, 1,5 % de la surface communale. (Il est vrai qu'un propriétaire de Fréjus y détient 31 hectares, un autre de Menton 9 hectares).

De l'autre côté du Var, Drap ressent l'influence de Nice toute proche : 16 % de son terroir appartiennent aux Niçois (97 hec-

tares). Ce sont déjà, d'ailleurs, des cotes d'émigrés (32 cotes inférieures à 5 hectares) ; on ne trouve qu'une seule belle propriété urbaine, de 27 hectares. A Tourrette-Levens, les Nigois possèdent 94 hectares — 6 % de la superficie communale — dont une seule ferme importante : 26 hectares. A Castagniers, sur 45 hectares possédés par les Nigois (7 % du terroir), la plus grosse propriété couvre 7 hectares.

Cette revue permet de projeter une plus vive lumière sur l'isolement relatif des campagnes, leur indépendance par rapport aux villes. La faiblesse de l'emprise foncière des citoyens accentue la tendance de l'agriculture au repliement sur elle-même et son destin économique, plus marqué par l'auto-consommation que par la production de capitaux, ne laisse prévoir aucun sursaut devant la crise.

Mais d'autres obstacles contribuent à séparer brutalement l'évolution rurale de l'évolution urbaine.

3 . LA CIRCULATION

Les conditions régionales et locales très particulières de la circulation n'ont, en effet, pas peu contribué à l'isolement de la campagne.

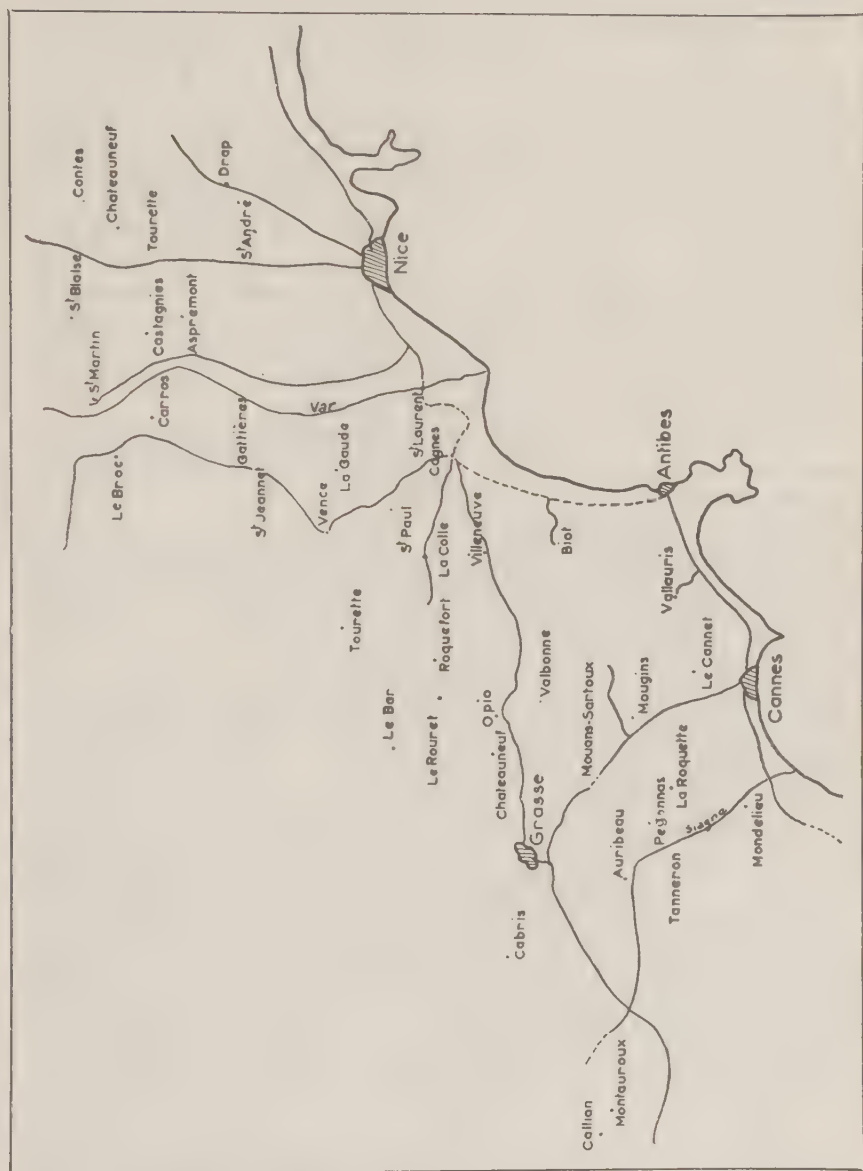
Pour des raisons différentes, mais presque au même degré, la partie orientale du département du Var et le bas Comté de Nice souffrent de la déficience catastrophique de leur réseau de communications (1).

Quelques routes impériales et royales, plus ou moins entretenues et pas toujours « roulables », sillonnent le pays ; mais les villages n'y sont le plus souvent rattachés que par des sentiers.

Du côté piémontais, la législation, ignorante du système de vicinalité, entrave la construction d'un véritable réseau intercommunal. Les chemins, ne constituant que des entreprises isolées, sont dans un état de viabilité catastrophique : des sentiers muletiers, lorsque des ressources budgétaires suffisantes ne sont pas dégagées.

Du côté français, la présence de la « zone frontière » impose à la région des servitudes considérables. Par suite des nécessités de la défense, le Génie empêche la construction des chemins qui faciliteraient l'invasion. Et l'administration départementale, pour éviter d'entrer en conflit avec l'Armée, dépense ses crédits routiers plus à l'Ouest.

(1) L'isolement de la région elle-même est considérable : le chemin de fer littoral n'atteint Nice qu'en 1864.



Carte n° 12. — Les routes carrossables vers 1850.

A partir de 1861, les obstacles sont levés, les communes sont autorisées à s'imposer pour créer les voies indispensables, le département lui-même consacre à la vicinalité une contribution extraordinaire, mais ces seuls moyens sont insuffisants : l'établissement d'un réseau de communications convenable demandera encore de longues années.

L'insuffisance des voies de communication apparaît nettement sur la carte n° 12.

Il ne s'agit en aucune façon d'un réseau routier desservant la région, mais seulement d'un certain nombre de liaisons interurbaines, traversant la campagne en se modelant sur les conditions naturelles, sans se soucier de toucher les villages. Ainsi, la plupart des chefs-lieux de communes ne sont pas reliés aux grandes routes et des terroirs entiers sont situés en dehors du drainage routier. Des chemins muletiers, plus ou moins entretenus, permettant par endroits le passage des charrettes, relient les villages entre eux et aux grandes routes : leur viabilité dépend de la saison, et aussi des années, car il dépend des disponibilités budgétaires des Municipalités.

De nombreux documents contemporains soulignent de façon plus concrète encore le fait, lourd de conséquences, de l'isolement des campagnes.

« On en a assez d'attendre », disent en 1858 les conseillers municipaux de Cabris : leur commune, à 8 kilomètres de Grasse, est sans communication avec cette ville. Depuis plus de trente ans des éboulements interrompent fréquemment le chemin, qu'on ne peut pratiquer qu'avec des mulets.

Dans la commune de Grasse, certes, « presque tous les chemins sont rouliers », affirme l'agent-voyer dans son rapport de 1861 au Conseil Général, car « ils desservent des intérêts agricoles et industriels de grande importance ». Mais partout ailleurs « la petite vicinalité est catastrophique ».

On se plaint plus amèrement encore des lacunes de la grande vicinalité. Le Cannet déplore en 1861 de n'être pas relié à Cannes par une « route commodément carrossable ». Les débordements de la Siagne, affirme Mandelieu en 1853, rendent fréquemment impossibles les relations avec Grasse, son chef-lieu de canton. Valbonne refuse, en 1859, de voter la prestation en nature, en signe de protestation contre le fait que l'Administration néglige la route reliant Valbonne à Antibes : elle connaît des rampes à 25 % et, à la traversée d'un vallon, « un paysage si dangereux que les charretiers et muletiers attardés à la tombée de la nuit » ne peuvent se risquer à le franchir. La Colle, grâce à ses propres ressources (« trois journées de prestation en nature par année, le produit de cinq centimes additionnels et tous les fonds libres »), réussit à améliorer ses communications avec Grasse et Antibes ; mais pour cela les Collois ont dû travailler sur les

territoires de Villeneuve, Roquefort et Cagnes qui ne pouvaient entretenir leurs propres chemins (1844). Gattières, comme Carros et d'autres communes du rebord préalpin, n'est pas reliée à la route principale, au G.C. 7 qui est roulier et passe à quelques kilomètres du village : depuis 1840, de multiples vœux réclament à l'Administration de l'aide pour ces travaux — qui ne seront pas effectués avant 1860.

De l'autre côté du Var, la situation est sans doute pire. « On ne peut arriver en voiture jusqu'au bourg d'Aspremont, raconte Casalis (1839) tant les routes sont désastreuses et malaisée la montée. » Quant à Contes, estimé par Casalis à 4 heures de chemin de Nice (18 kilomètres), on ne peut guère l'atteindre par temps de pluie, vu le manque de ponts et de gués sur le Paillon.

Aussi, la question des communications apparaît-elle comme une question-clé. Au point 18 de l'Enquête sur le Travail de 1848, (« quels sont les moyens d'augmenter la production et d'assurer le développement de la consommation ? »), les commissaires du canton du Bar répondent, exprimant sans aucun doute l'avis général : « En premier lieu, rectifier les routes qui existent et en créer de nouvelles (1). »

En 1866 encore, cette préoccupation apparaît au premier plan. « Que pourrait faire le Gouvernement pour améliorer votre situation ? demande-t-on lors de l'Enquête à un agriculteur vençois parlant au nom de ses collègues. — « Il nous faudrait un moyen de débouchés ; nos chemins sont trop mauvais et la difficulté des transports amène une cause de dépréciation dans la vente de nos produits », répond-il. De son côté, un cultivateur de Saint-André, à 6 kilomètres de Nice, précise : « Je veux commencer par signaler à l'attention de la Commission le besoin extrême qu'éprouve le pays d'avoir des voies de communication ; nous en manquons aujourd'hui complètement et c'est une chose fatale pour l'agriculture. Pour prouver l'étendue de cette gêne, qu'il me suffise de dire qu'un mètre cube de fumier de ville, que j'achète 4 francs, me coûte près de 5 francs de transport pour arriver jusqu'à chez moi. »

L'absence ou l'état déplorable des communications internes ne prive pas seulement la campagne des possibilités d'un développement, mais contribue à son étouffement. En effet, pendant que l'agriculture vit repliée sur elle-même, les communications qui relient la région au reste du pays se développent et amènent dans ses propres villes les produits que, rénovée, elle aurait pu lui fournir.

(1) En second lieu, encourager l'irrigation.

4 . LE MARCHÉ

Les liens économiques villes-campagne sont très faibles puisque la commercialisation ne concerne qu'une fraction réduite de la production agricole. Aussi, la plupart des villes ne jouent-elles que d'une façon très secondaire leur rôle de centre commercial.

Grasse est le seul vrai marché agricole de la région : il s'y tient un marché des huiles réputé, qui publie régulièrement ses mercuriales et dont les prix font autorité ; la présence des parfumeries y attire de nombreux négociants qui organisent l'achat et le ramassage des fleurs produites dans les environs.

Mais, en somme, ce marché ne concerne directement qu'une zone assez limitée comprenant, outre le terroir de Grasse même, une auréole de quelques communes très voisines.

Cannes, alors, n'est qu'un entrepôt pour les maisons grassoises qui y ont leurs propres agents, leurs propres magasins et même leurs propres navires sur la plage. En 1837, les Cannois décident de la tenue d'un marché hebdomadaire, mais, en 1849, ils ne semblent pas encore très assurés de leur destin commercial puisqu'ils craignent la concurrence d'une foire aux Barraques (au pied de Mougins) : « Il est évident, disent les conseillers cannois, que, si l'on établit avant le 14 septembre (date de notre foire) une foire au hameau des Barraques qui est le point central du canton, on détruit la foire de Cannes. »

Antibes, de plus en plus concurrencé par Cannes au point de vue maritime, est un lieu d'échanges réduits, sans organisation commerciale, pour les communes voisines : les revendeurs de Valbonne, Biot ou Vallauris vont certes s'y approvisionner en menus produits, vendre à l'occasion quelques productions agricoles, mais il ne s'agit jamais d'une relation économique déterminante.

D'ailleurs, les échanges tendent de plus en plus à s'effectuer pendant les foires villageoises. Presque toutes les communes ont sollicité vers le milieu du XIX^e siècle l'autorisation d'en tenir et, bien que l'Administration y soit par principe défavorable, elles se développent. Elles enlèvent sans doute aux villes une partie de leur fonction commerciale, et, en tout cas, contribuent à maintenir l'isolement de la campagne.

Dans le Comté la situation n'est pas très différente. Nice exporte peu, son industrie de transformation est faible. Nice ne peut constituer un grand marché pour un arrière-pays encore plus replié sur lui-même, avec une agriculture encore moins spéculative que la campagne grassoise ou vençoise.

5 . LA CAMPAGNE CONTRE LES VILLES

Cet isolement, ce cloisonnement entre la campagne et les villes, ne peut pas ne pas se traduire par une certaine animosité politique. La ville en plein essor prend une importance croissante et étouffe, à la faveur de ses propres intérêts, les revendications du monde rural.

À la session d'août 1861 du Conseil Général des Alpes-Maritimes, le député Lubbonis peut bien affirmer, avec l'Empereur, que « l'amélioration des campagnes est encore plus utile que la transformation des villes », la simple considération de la composition sociale et professionnelle du Conseil amène à juger cette phrase comme un slogan plus que comme une déclaration de principes et d'intentions...

Le Conseil comprend, en effet, outre quatre politiciens professionnels, huit hommes de loi (1 notaire rural, mais 7 avocats et magistrats), quatre techniciens et professeurs, trois banquiers, trois militaires, un rentier. Qui, parmi eux, prendra la défense active de la campagne ? Les paysans sont représentés par des citadins : le conseiller général de Levens est le maire de Nice, le conseiller général du Bar, le maire de Grasse.

L'affaire du Canal de la Siagne donne un exemple concret de l'opposition villes-campagne. Mise à l'étude en 1849, la dérivation par un canal artificiel d'une partie des eaux de la rivière Siagne pour l'approvisionnement de la ville de Cannes, n'est terminée que vers 1870 ; mais sa construction suscite pendant vingt ans des controverses passionnées, de même que la dérivation dans la même direction de la rivière Loup.

Le Conseil Municipal de Mandelieu, « ayant eu connaissance par voie indirecte qu'un canal de dérivation des eaux de la Siagne devait avoir lieu au profit de la ville de Cannes », proteste conformément au vœu unanime de la population, et se déclare décidé à « s'opposer formellement » à l'exécution de ce canal.

Quant au Conseil Municipal de La Colle, il affirme de son côté : si la dérivation du Loup n'a « pour résultat que d'accroître la prospérité des cités populeuses... nous ne pourrions qu'y applaudir. Mais si, par contraire, il en résulte que tous les désastres de la rivière seront notre partage et les avantages pour autrui, nous ne pourrions accepter que malgré nous et après protestation la position qui nous sera faite ».

Pendant l'Enquête de 1866, cette affaire n'a pas moins de résonnance. « Si on considère l'intérêt général et non l'intérêt par-

ticulier », affirme parmi d'autres le banquier Isnard, de Grasse, « il faut ne donner qu'une part de l'eau de Siagne à Cannes et en garder un volume suffisant pour l'irrigation de la plaine de Laval ».

Finalement Cannes l'emporte, s'adjugeant pratiquement l'essentiel du bénéfice des dérivations, et de la Siagne et du Loup. Les communes rurales devront attendre des dizaines d'années pour réaliser non l'irrigation, mais seulement des adductions d'eau domestique. « La ville de Cannes », affirme en 1873 la Municipalité de Mougins mettant le doigt sur la discrimination, « où les eaux du canal sont distribuées aux propriétaires pour arroser des jardins de luxe ou d'agrément, a déjà le grand avantage de posséder un grand volume d'eau pour ses services publics au prix exceptionnel de 2 francs le mètre cube. Cet avantage a été refusé à Mougins — pays exclusivement agricole et aride, où la plus grande partie de la population n'a même pas de l'eau pour boire — puisque la Compagnie lui a imposé la condition impossible de prendre 200 mètres cube d'eau par jour à 10 francs le mètre cube. »

Cette bataille de l'eau n'est qu'un exemple, mais il a la valeur d'une démonstration. Car la solution d'une grande adduction d'eau à la fois agricole et domestique était prête. Mais au projet du Canal de la rive droite du Var, qui soulevait les plus grands espoirs, fut préféré un projet plus restreint, desservant presque exclusivement la ville.

CHAPITRE IV

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA « RICHESSE »

L'inégal intérêt des statistiques, la difficulté de retrouver des valeurs correspondantes dans chaque commune, l'impossibilité d'interpréter objectivement de nombreux documents chiffrés, limitent considérablement l'étude de la distribution géographique de la prospérité, du revenu.

Trois sources ont cependant permis trois esquisses cartographiques.

La carte n° 13 présente la « richesse agricole » par commune (indice A) : elle est calculée d'après le revenu cadastral imposable des propriétés non bâties. La classification des communes est établie d'après la valeur cadastrale moyenne de leur superficie :

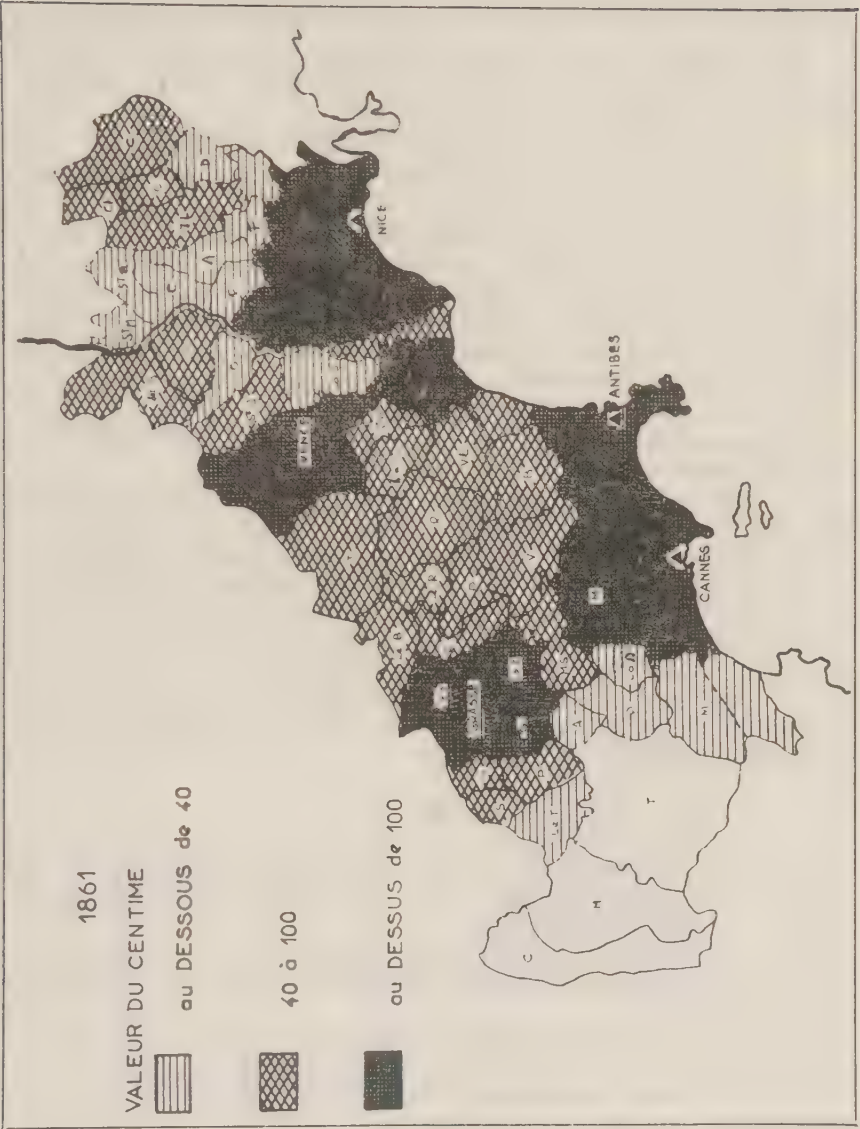
$$\frac{\text{revenu imposable P.N.B.}}{\text{surface communale}}$$

c'est-à-dire d'après le revenu moyen estimé de l'hectare.

L'éventail de ces indices est relativement ouvert, du minimum : 4 francs l'hectare à Mandelieu, au maximum : 62 francs l'hectare à Mougins. Mais, à l'intérieur de ces extrêmes, l'immense majorité des communes se tient autour des mêmes chiffres, entre 10 et 20, d'une part, entre 20 et 40 d'autre part.

Deux groupes faibles : les régions montueuses et boisées de l'ouest de Grasse et du pays vençois. Deux groupes un peu plus forts : la campagne grasso-cannoise et la campagne niçoise, entre lesquels s'insère la tache de prospérité reconnue de La Colle-Saint-Paul.

On peut d'étonner de la bonne tenue de la campagne niçoise ; l'apparence est trompeuse. Elle est due au fait que ses Cadastres datent de 1860-1870, au lieu de 1830-1840 pour la rive droite du Var.



Carte n° 14. — La richesse communale (indice B).

La carte n° 14, dans laquelle est figurée aussi la zone littorale, présente la « richesse » communale d'après la valeur du centime en 1861 (indice B). Le relevé en a été effectué pour le Conseil Général (1) par le Dr Balestre qui estimait, d'après ces chiffres, donner une mesure assez bonne de la richesse des communes.

Le Centime, comme on sait, représente la centième partie de la valeur des quatre contributions (foncière bâtie, foncière non-bâtie, immobilière, patente) (2).

Cet indice fait apparaître trois catégories distinctes :

1° les communes à centime élevé : toutes les villes, et parfois leurs proches abords (Le Cannet) ;

2° les communes à centime faible, à faibles ressources, assez étroitement localisées : au nord de Nice, sur la bordure du Var, ce sont les villages pauvres, juchés sur les collines arides, aux terroirs réduits — auxquels répondent, sur l'autre rive, Gattières et La Gaude. A l'ouest de Cannes, les terroirs pauvres (Mandelieu), ou trop petits, forment un autre groupement.

3° Mais partout ailleurs, et particulièrement dans la campagne grasso-vençoise, la valeur du centime se tient dans une bien médiocre moyenne.

La carte n° 15 est basée sur les recettes budgétaires ordinaires des communes en 1861 (indice C). Elle répond à la question : quelle somme effective « rend » à sa commune chaque habitant ?

Trois villes, seules, à la richesse bien assise, présentent de forts indices : Cannes même n'a pas atteint ce stade.

La campagne canno-grassoise continue à s'individualiser, par un niveau légèrement supérieur aux autres.

Ailleurs, sauf quelques cas aberrants (et un cas compréhensible : La Colle), c'est partout le faible rendement de 30 à 50 francs par tête.



Ces trois cartes, malgré leurs différences, permettent de se faire une idée de la richesse relative des différentes zones de la région.

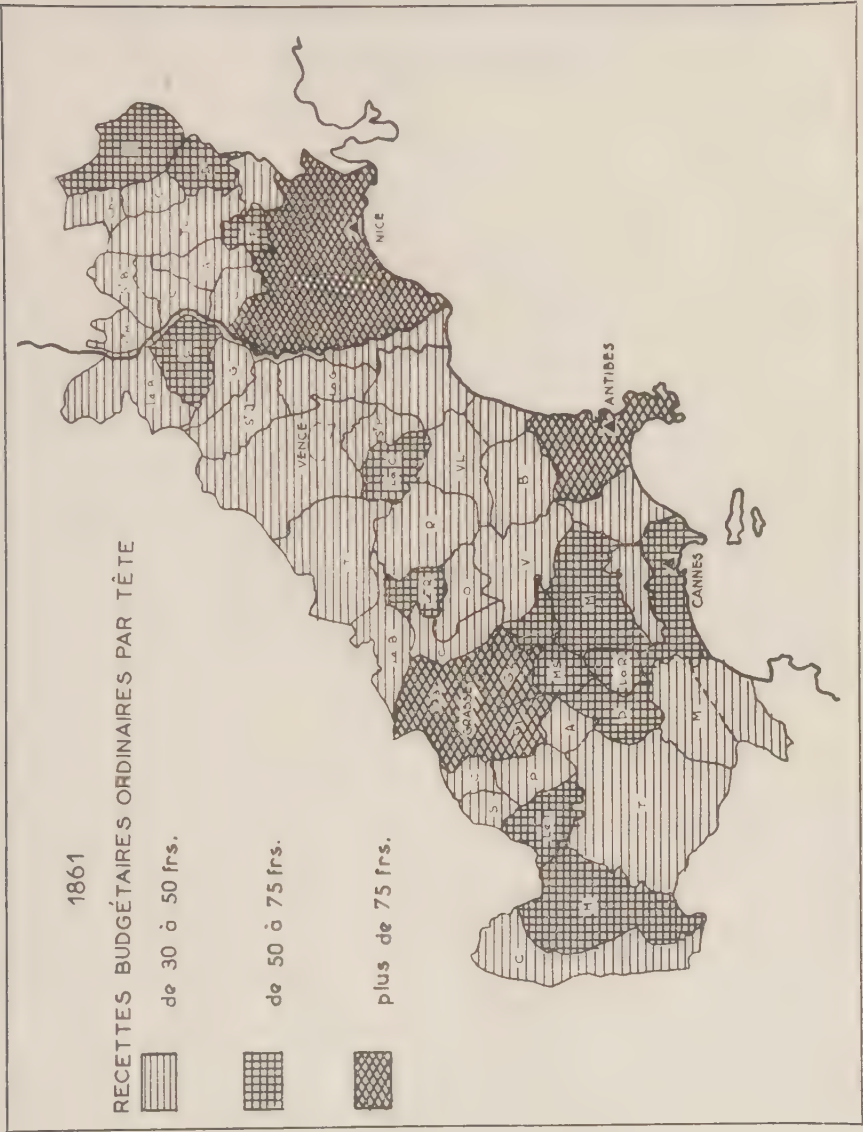
La zone canno-grassoise se détache seule : avec la fleur et les surfaces développées de plaines cultivables, elle est nettement la moins pauvre.

Les autres zones, avec plus ou moins d'exceptions ou d'aberrations, se tiennent dans une assez constante médiocrité.

C'est l'image imparfaite, mais réelle, de l'homogénéité régionale.

(1) Rapports au Conseil Général. Volume de l'année 1892.

(2) On n'a pas cru devoir pondérer cet indice en lui incorporant une valeur proportionnelle à la population ou à la superficie des communes, puisque ses éléments même en tiennent largement compte.



Carte n° 15. — La richesse communale (indice C).

DEUXIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE AZURÉENNE,
AUJOURD'HUI

LIVRE I

LES PROBLÈMES DE POPULATION

La relative stabilité des chiffres de la population dans la campagne azurée ne peut faire illusion : la seule mesure numérique est impuissante à rendre compte de la réalité d'aujourd'hui. Une étude *qualitative* s'avère nécessaire.

Quel est le pouvoir d'évolution autonome de la population et quel est son dynamisme naturel ? L'étude démographique permettra de l'apprécier. Quels sont les facteurs externes qui la font évoluer ? L'étude des migrations les fera connaître. Ainsi apparaîtront les caractéristiques propres de la population rurale azurée.

Mais, pour déceler l'importance de l'influence urbaine, il faudra pousser l'analyse plus loin, en cherchant à reconnaître l'origine ou la destination de tous les éléments migrants. Comme les traces de ces migrations s'inscrivent profondément dans l'image sociologique des villages, de proche en proche, on passera du plan démographique au plan social.

Et c'est ainsi que les recherches sur la nature de la population donneront directement le point de départ des recherches économiques et sociales, permettant de mesurer « les conséquences de l'urbanisation ».

CHAPITRE PREMIER

INVENTAIRE NUMÉRIQUE

La représentation graphique des chiffres de la population actuelle sur la Côte d'Azur et dans son arrière-pays (figure 23) est évocatrice : on y reconnaît trois états quantitativement divers de l'agglomération humaine qui s'étagent s'éloignant du littoral : au bord de la mer, la grande conurbation largement dominée par Nice ; immédiatement en retrait, quelques dizaines de villages moyens, parmi lesquels Vence et surtout Grasse, introduisent la note originale de leur taille plus respectable ; enfin, de minuscules organismes disséminés.

La zone des villages moyens, insérée entre le gigantesque développement littoral et le désert montagnard, est curieusement caractérisée par la reproduction numérique approximative la situation d'il y a un siècle.

Pendant ce temps, la zone littorale passait de 72.000 (1861) à 364.000 habitants, la campagne azuréenne ne variait que de 39.000 à 45.000 habitants (1954).

L'étude comparative des recensements de 1936, 1946 et 1954 fait ressortir les aspects évolutifs de la situation actuelle.

Le recensement de 1946 reflète les conditions de la fin de la guerre : sous l'influence de nombreux facteurs concomitants et accidentels, les chiffres de la population ont baissé par rapport à ceux de 1936 qui marquaient la pointe extrême de l'expansion du premier demi-siècle. Mais les chiffres de 1954, rapportés à ceux de 1946, donnent une première idée du stade présent de l'évolution.

Entre 1946 et 1954, l'ensemble de la région littorale et campagnarde a remonté vigoureusement la pente :

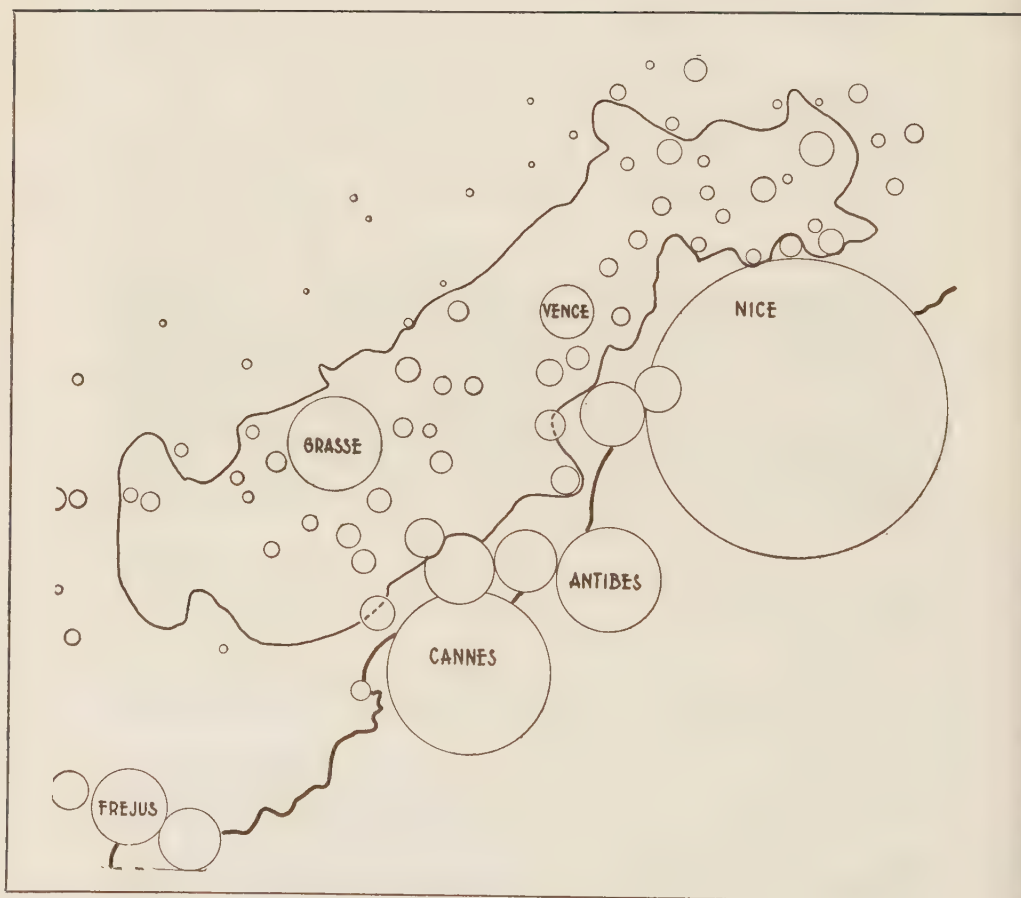


Figure n° 23. — La population régionale en 1954. ($1 \text{ mm}^2 = 34 \text{ hts}$).

<i>Cantons</i>	<i>Population 1946</i>	<i>Population 1954</i>
Antibes	33.098	38.617
Le Bar	5.390	6.120
Cagnes	17.307	21.490
Cannes	63.776	71.839
Grasse	22.272	23.927
Saint-Vallier	2.580	2.827
Vence	8.490	9.401
Nice	211.165	244.360
Contes et Levens (partie sud) .	6.164	7.325

Mais la montagne, même proche, est restée coulée au bas niveau de 1946 :

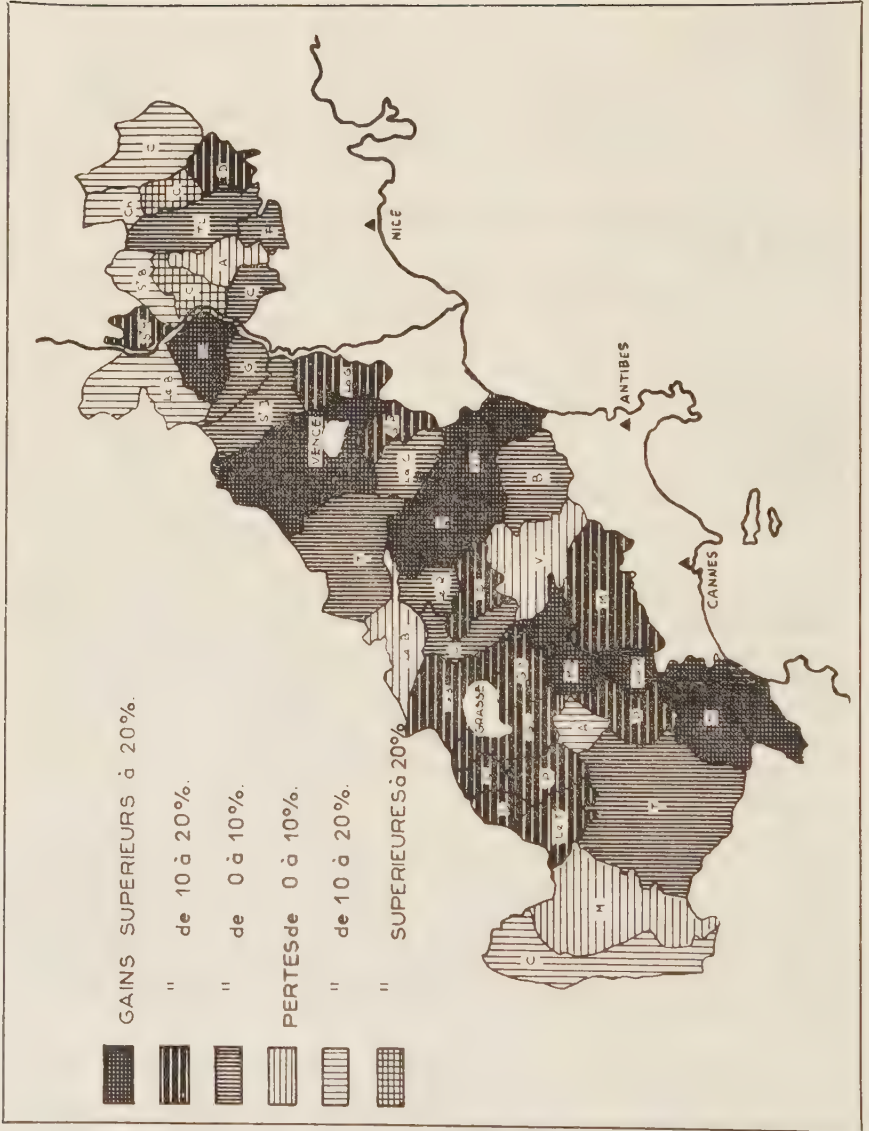
<i>Cantons</i>	<i>Population 1946</i>	<i>Population 1954</i>
Coursegoules	893	913
Saint-Auban	1.745	1.781
Sospel	2.525	2.600
Lantosque	2.146	1.899
Contes et Levens (partie Nord)	2.313	2.450

Cette différence déjà sensible du dynamisme démographique contemporain entre la montagne et la campagne est rendue claire par la carte de l'évolution numérique de la population entre 1936 et 1954. Elle met en évidence l'existence d'un « front » actuel de dépeuplement, qui encadre à peu près la région campagnarde et confirme son originalité (carte n° 18).

Ce front souligne, en effet, avec précision l'essentiel de notre délimitation, isolant la campagne de la montagne.

Sur la rive droite du Var, la limite naturelle que forme le rebord préalpin est suivie presque partout. Seules exceptions : Le Broc (qui se dépeuple et qui est, par certains côtés, montagnard) et Gourdon (qui se peuple un peu et qui a un pied dans la campagne, au Pont du Loup). Dans le secteur varois, Callian et Montauroux restent en arrière du front ; mais on a déjà dit qu'ils constituaient des objets presque marginaux d'investigation.

Sur la rive gauche du Var, dans la campagne niçoise, le front de dépeuplement correspond à notre délimitation par son incurvation générale. Mais la finesse des nuances qui séparent, dans ce secteur, montagne et campagne, explique la non-coïn-



Carte n° 16. — L'évolution de la population de 1936 à 1954.

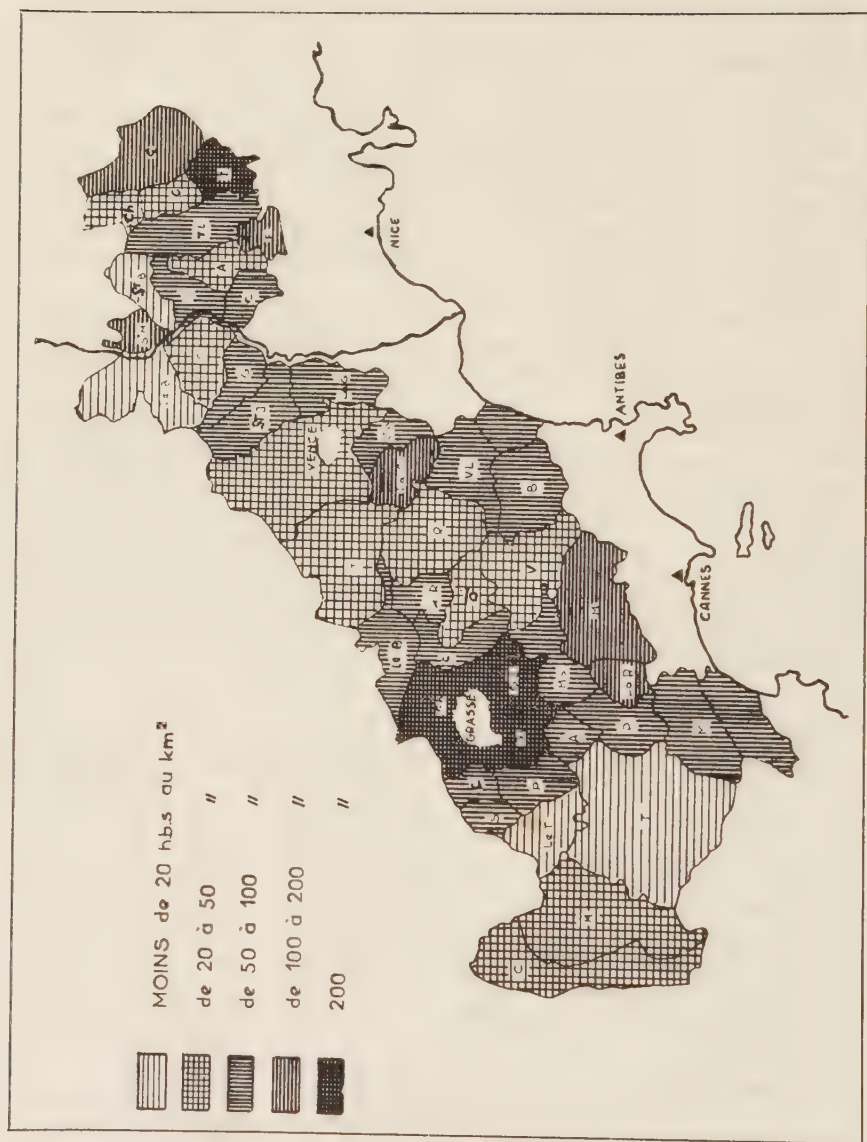
cidence occasionnelle du front et de la limite. D'ailleurs, on doit remarquer que le front de grand dépeuplement limite les communes vraiment montagnardes de la Vésubie ; c'est un second front dédoublé, qui serpente au milieu de la campagne niçoise. La séparation entre les communes y a des causes diverses, comme la surévaluation frauduleuse de la population de tel village en 1936. En réalité, étant à quelques kilomètres de Nice, elles ont toutes, depuis peu, tendance à se remplir et le prochain recensement rejettera sans nul doute le front de dépeuplement à la limite de la campagne niçoise.

Partout, au nord du front de 1954, la population montagnarde s'effondre : de nombreuses communes perdent près de la moitié de leurs habitants ! Les îlots sauvegardés — haute plaine d'Andon et de Caille, vallée de l'Estéron — sont de récentes et encore précaires conquêtes du tourisme ou des produits de la colonisation sanitaire, et n'abritent jamais que quelques dizaines d'habitants nouveaux.

La zone littorale, elle, ne s'individualise pas sur cette carte des pourcentages. Mais il ne faut pas oublier que, pendant que la campagne gagnait 4.000 unités, les villes littorales, elles, en gagnaient le triple.

À l'intérieur de la campagne azurée, l'évolution 1936-1954 n'est pas, malgré l'opposition générale à l'environnement, régulièrement suivie. La plupart des communes sont en augmentation faible ou en diminution. Mais quelques unités se distinguent : le groupe canno-grassois, toujours spécialement favorisé, Roquefort et la campagne bas-vençoise, colonisés par la villégiature ; Carros, qui renouvelle son agriculture ; Saint-Martin-du-Var, industriel, et Drap, banlieue ; Mandelieu et Villeneuve-Loubet, qui participent au secteur littoral.

<i>Groupements</i>	<i>Population 1936</i>	<i>Population 1954</i>	<i>Différence</i>	<i>Différence en %</i>
1. Coteau occidental (Cabras)	3.570	3.730	160	4
2. Campagne grasso-cannoise	14.950	17.570	2.620	17
3. Plateau valbonnais (du Bar)	5.550	5.740	190	3
4. Campagne bas-vençoise (de Biot à Vence)	5.840	6.950	1.110	19
5. Campagne haut-vençoise	2.850	3.090	240	8
6. Campagne niçoise	8.120	7.850	— 270	— 3
Total	40.880	44.930	4.050	10



Carte n° 17. — *La densité de la population en 1954.*

Les regroupements régionaux font apparaître l'essor marqué des campagnes grasso-cannoise et bas-vengoise à l'exclusion des autres zones.

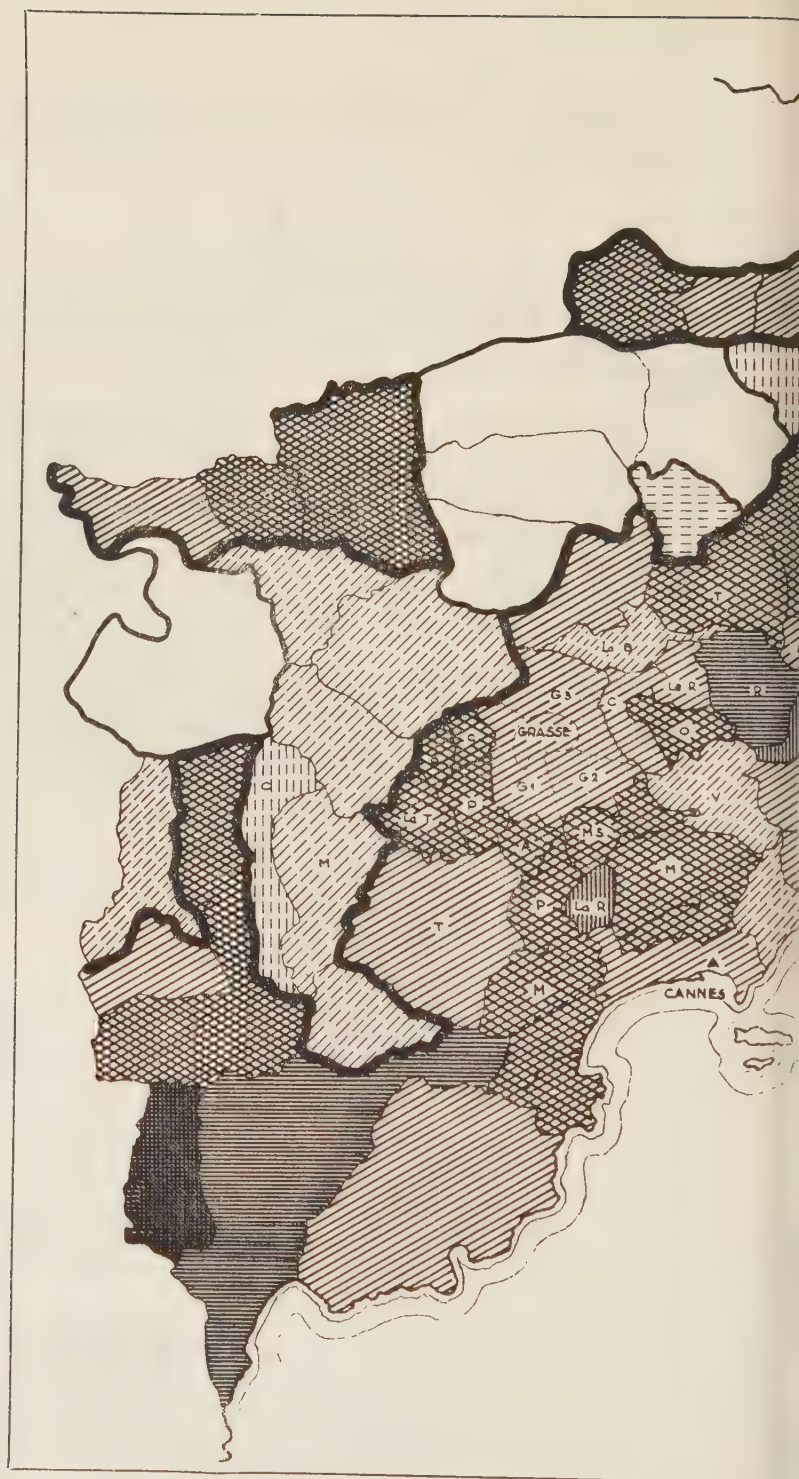


L'environnement montagnard, tant grassois que niçois, devient de plus en plus désertique, avec une densité rarement supérieure à 20. Par contre, la densité de la bordure littorale est devenue énorme : plus de 1.500 habitants par kilomètre carré.

Entre ces deux extrêmes, si la densité moyenne de la campagne azuréenne n'a guère varié (de 68 à 72), il n'en est pas de même à l'intérieur de la région.

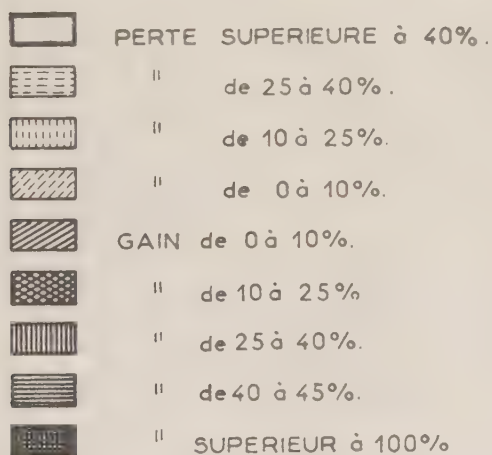
Aux opposés de la carte, les groupes régionaux évoluent : la campagne niçoise « fond » : des vides se créent, la densité moyenne faiblit. Par contre, la tache sombre de la campagne grasso-cannoise s'accroît et s'étend. Elle reste maintenant la seule véritable unité régionale plus dense que la moyenne (carte n° 17).

Ailleurs, on note les variations de quelques communes isolées en bordure de la zone littorale ; Mandelieu et Villeneuve-Loubet, autrefois faiblement peuplées, participent maintenant partiellement aux caractères de la zone urbaine.





ALPES



Carte n° 18. — L'évolution de la population de 1936 à 1954.

CHAPITRE II

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

1 . LE MOUVEMENT NATUREL

A partir de 1951, le comptage statistique des naissances a été effectué selon le domicile de la mère, et non selon le lieu de l'accouchement. Ainsi, les résultats sont géographiquement exacts. Que donnent-ils ? Pour les quarante communes rurales de la zone étudiée, la moyenne annuelle 1951-1952-1953 s'établit au total de 475 naissances et de 475 décès. Le résultat du mouvement naturel est *nul*, alors que l'excédent des naissances atteint en France 59 pour 10.000.

475 naissances par an dans la région, cela représente, rapporté à la population de 1954, le taux très bas de 125 pour 10.000. C'est pourtant un taux un peu meilleur que celui des villes environnantes (115), mais qui s'assimile à peu près à celui de la proche montagne (121) (1). Quelle différence, en tout cas, avec d'autres régions du Sud-Est : 165 pour 10.000 dans les Bouches-du-Rhône, 170 dans le Vaucluse ; et, avec la moyenne française : 210 pour 10.000 !

475 décès par an dans la campagne azuréenne, 125 décès pour 10.000 habitants, c'est à peu près le taux observé dans les villes de la région (121), mais c'est nettement moins que la montagne (160) dont le solde est négatif. Par rapport à d'autres régions, ce taux campagnard de décès est moyen-faible (Bouches-du-Rhône : 115 décès pour 10.000 habitants, Vaucluse : 129, France entière : 120).

Cette situation marque un progrès par rapport à l'avant-guerre grâce à la baisse normale de la mortalité. Alors, le déficit

(1) Calcul fait par l'I.N.S.E.E. pour toutes les Alpes niçoises. Annuaire Statistique de la IX^e région, 1954.

était permanent : 100 naissances seulement se produisant dans la campagne azurée, contre 140 décès, par tranche de 10.000 habitants.

2 . LA PYRAMIDE DES AGES

La connaissance de la répartition par âges de la population permet-elle de mieux comprendre des mouvements ? Etablie pour la population totale des quarante communes rurales de la campagne azurée, la pyramide des âges n'a plus d'une pyramide que le nom ! Sans doute est-ce dû en partie au pesant « toit » des plus de 75 ans qui surplombe trois classes sommitales. Mais les autres irrégularités sont non moins patentes : la « pyramide » est de type régressif.

Elle le doit, comme la pyramide nationale, à des phénomènes de conjoncture, compliqués par les déficiences de structure :

— Les tranches d'âge enfantin n'ont pas la vigueur fréquente dans l'ensemble du pays : la faiblesse du taux de natalité suffit à l'expliquer. La relative abondance de la tranche 5-10 ans, résultant de la situation consécutive à la guerre, ne crée qu'une brève diversion.

— Le déficit des naissances dû à la guerre 1939-1945 est bien marqué, surtout par opposition avec l'abondante classe enfantine. De plus, la faiblesse des naissances entre 1925 et 1940 contribue à creuser dangereusement la pyramide.

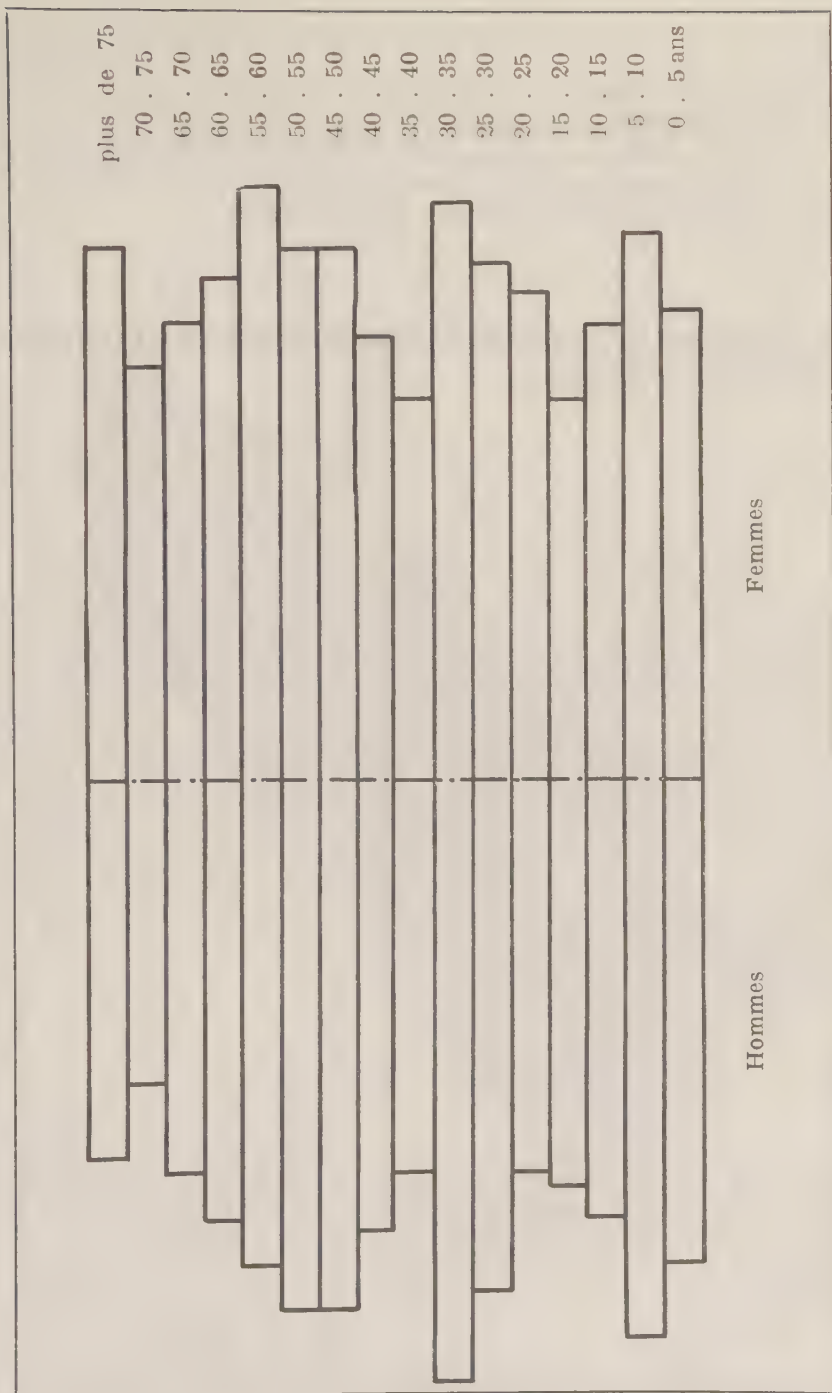
— L'abondance de la classe 30-35 ans, venue au monde après la fin de la Grande Guerre, partage en deux la pyramide.

— Au-dessus, se creuse le déficit des naissances pendant la guerre de 1914-1918. Puis l'étagement des générations reprend un cours normal, entamé seulement du côté masculin par les pertes de la guerre dans les tranches supérieures à 55 ans.

La combinaison des facteurs de conjoncture extérieure et de structure démographique semble donc suffire à expliquer, dans les grandes lignes, l'allure de la pyramide. Cependant, des questions se posent, qui amènent à douter de la simplicité de l'explication à laquelle l'évolution endogène de la population pourrait correspondre.

D'une part, l'importance de la tranche d'âge 25-35 ans, qui est de toutes la plus nombreuse avec 14,6 % de la population entière, ne peut pas être le simple résultat de la poussée de natalité des années 1920. Car elle aurait alors une vigueur exceptionnelle que l'évolution naturelle ne peut justifier.

D'autre part, la forme renversée de la pyramide entre les générations 35 et 60 ans n'est-elle pas la trace d'un mouvement



Graphique n° 24. — *Pyramide des âges de la campagne azurée (calculée en pourcentages) 1954.*

« artificiel » ? Car le taux de natalité n'a pas baissé de 1895 à 1915 pour expliquer cet appauvrissement des classes.

Il est en tout cas indispensable de ne pas borner l'analyse à l'évolution endogène de la démographie. Plus que tout, l'étude des variations locales démontre cette nécessité.

3. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES VARIATIONS DÉMOGRAPHIQUES

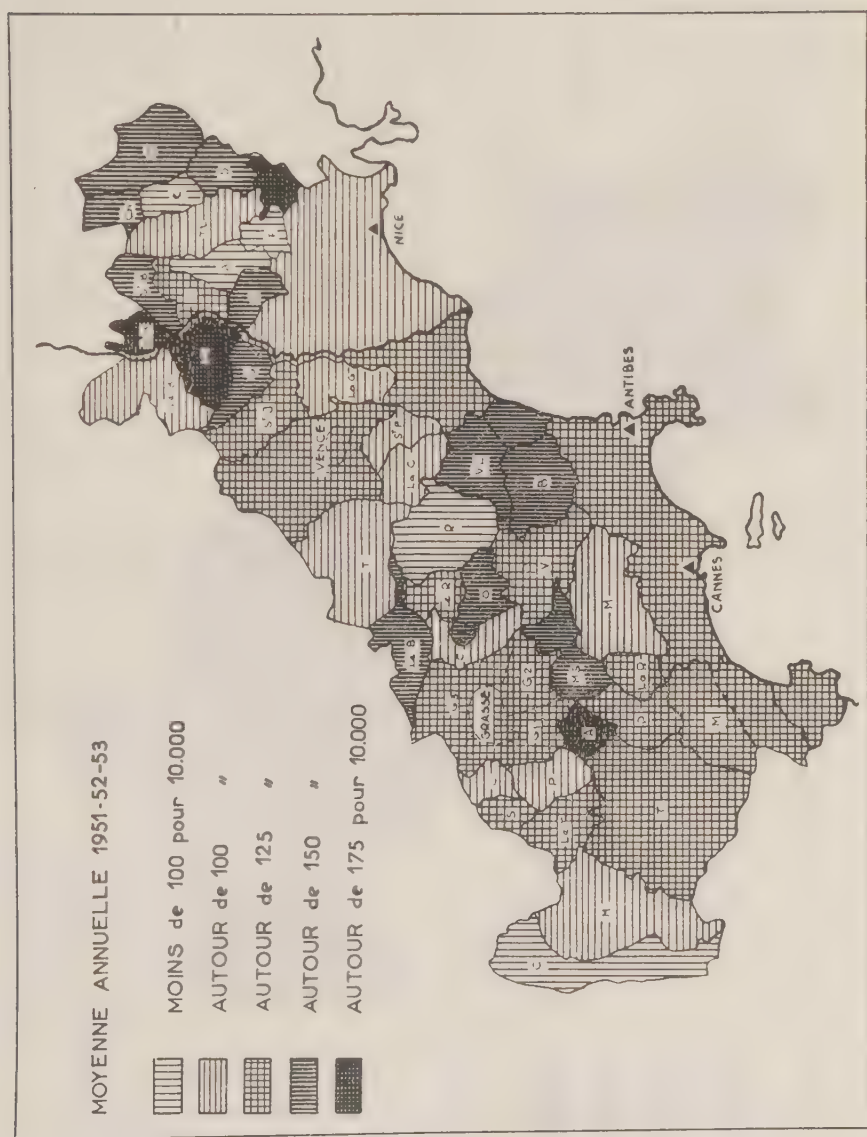
A . LES TAUX DE NAISSANCES (carte n° 19).

La moyenne de 125 pour 10.000 représente une série assez étendue, puisqu'elle va de 64 (Aspremont) à 175 (Auribeau) ; mais la grande majorité des communes se groupe autour des valeurs moyennes. La carte ne permet pas, en effet, de déceler une répartition géographique probante : la campagne ne se différencie pas de l'environnement urbain, mais tranche sur l'environnement montagnard. A l'intérieur, des taux élevés peuvent être trouvés dans des villages mourants, « favorisés » par le nombre réduit de leurs habitants (Saint-Blaise n'a que 2 naissances, mais seulement 137 habitants) ; tandis que beaucoup de villages actifs ont des taux faibles : Peymeinade, Mougins, La Colle, Saint-Paul, La Gaude, Tourrette-Levens, par exemple. Le dynamisme ne peut donc pas se mesurer ici, à la natalité.

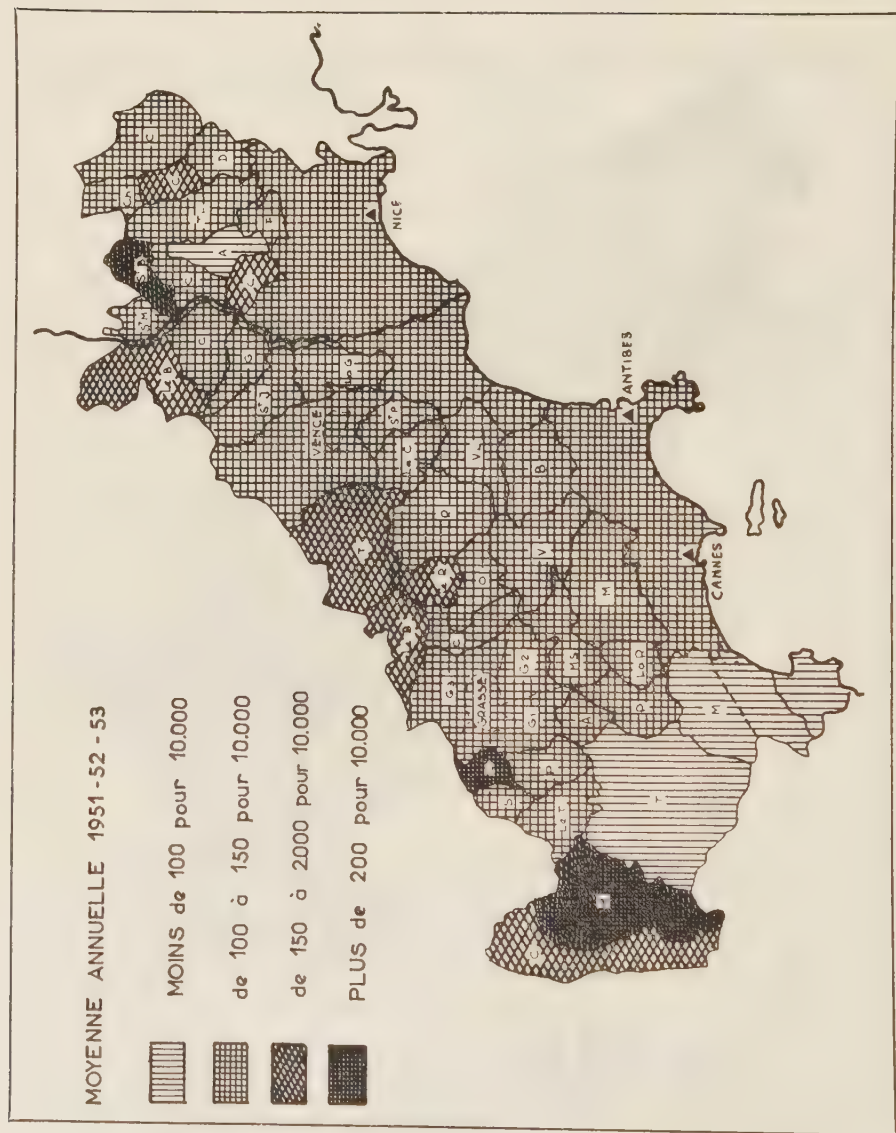
B . LES TAUX DE DÉCÈS (carte n° 20).

Les différenciations régionales sont encore plus faibles sur la carte des taux de décès : la moyenne de 125 pour 10.000 est très ordinairement répandue (26 communes ont un taux limité entre 100 et 150 pour 10.000) quoique les extrêmes soient plus accentués que dans le cas des naissances : Tanneron a la plus faible mortalité : 65, tandis que Montauroux, Cabris et Saint-Blaise dépassent 200.

Pas de commune vraiment active parmi celles qui ont une forte mortalité ; mais ce critère démographique n'est pas, lui non plus, suffisant — est-il même valable ? — pour caractériser les unités communales.



Carte n° 19. — Le taux des naissances (1951-1953).



Carte n° 20. — Le taux des décès (1951-1953).

C . LE SOLDE DÉMOGRAPHIQUE.

La nullité de l'excédent global du mouvement naturel de population n'est pas le fait d'une conjonction d'extrêmes qui se détruisent. Les résultats détaillés prouvent au contraire la généralité du phénomène. Les records sont atteints par Montauroux avec un déficit naturel de seulement *dix* unités par an, et par Contes avec un gain naturel égal à *neuf* unités annuelles. Par contre, plus de la moitié des communes ont un solde naturel qui se tient entre les étroites limites de -2 et $+2$ unités)

Ces taux démographiques ne fournissent donc pas, dans le détail, un indice du dynamisme humain. Mais l'analyse géographique de la composition par âges des populations communales — composition dans laquelle interviennent les facteurs externes si importants — nous renseignera mieux...

D . VARIATIONS RÉGIONALES DE LA PYRAMIDE DES ÂGES.

Le tableau de la répartition par grands groupes d'âge de la population dans les micro-régions que nous avons délimitées n'offre pas d'oppositions brutales :

Répartition des grands groupes d'âge (en %)

<i>Micro-région</i>	<i>0-14 ans</i>	<i>15-24 ans</i>	<i>25-34 ans</i>	<i>35-44 ans</i>	<i>45-54 ans</i>	<i>55-64 ans</i>	<i>65-74 ans</i>	<i>75 ans et plus</i>
Coteau préalpin occidental.....	16,6	10,2	13,1	10,5	15,3	14,1	11,1	7,5
Campagne grasse-cannoise (1)	19,5	10,8	15,5	11,6	14,5	13,6	9,5	5,0
Plateau valbonnais ..	20,4	10,4	13,5	10,5	14,1	14,1	10,5	6,5
Campagne bas-vençoise (2)	19,2	10,8	14,6	11,9	14,3	12,9	10,3	6,0
Campagne haut-vençoise	21,0	10,7	13,7	11,0	14,4	12,9	10,0	6,3
Campagne niçoise ..	20,4	12,1	15,4	10,5	13,4	12,8	11,0	6,0

(1) Sans Grasse, ni Mandelieu.

(2) Sans Vence ni Villeneuve-Loubet.

Deux particularités (l'une horizontale et l'autre verticale) s'y distinguent seulement :

— La vieillesse du « coteau préalpin occidental » est exceptionnelle : il a le moins d'enfants (16,6 % de moins de 15 ans) et le plus de vieillards (7,5 % de plus de 75 ans). Sa décadence paraît signée par ces chiffres qui, pourtant, en eux-mêmes, ne sont pas probants. En effet, mise à part cette région, ce sont les deux régions les plus riches qui ont le moins d'enfants : les campagnes grasso-cannoise et bas-vençoise. N'est-ce pas, éventuellement, parce que l'attraction des zones riches y amène une quantité d'immigrants, se déplaçant sans leur famille ? En tout cas, la composition par âges de la population peut appeler des explication fort diverses.

— Deuxième particularité : la proportion élevée des jeunes gens (15 à 35 ans) dans la campagne niçoise. Celle-ci, pauvre et ensommeillée en général, n'a pas été spécialement féconde pendant l'entre-deux-guerres. Et pourtant, elle détient le record de jeunesse adolescente ou adulte (27,5 %). L'attraction de certaines industries sur des éléments migrants l'explique évidemment mieux que le mouvement naturel.

Même en allant plus profondément dans le détail géographique, l'étude des tranches d'âges ne permet guère de classification dynamique des communes.

S'agit-il de la population enfantine ? Les communes qui ont des usines sur leur territoire (le Bar, Biot, Castagniers, Contes, Saint-Martin-du-Var) dépassent largement la proportion moyenne, comme aussi des communes agricoles médiocres telles Opio ou Saint-Jeannet.

S'agit-il des jeunes adultes (25-35 ans) ? Les records sont détenus par de riches communes agricoles (Pégomas) ou commerçantes (Saint-Paul), mais aussi par Spéracédès et surtout Saint-Blaise, qui n'ont rien, à première vue, pour retenir des travailleurs.

S'agit-il des vieillards enfin ? Le test semble plus efficace. Les villages les moins vieux (moins de 14 % de plus de 65 ans) sont toujours très vivants : trois beaux terroirs maraîchers — Pégomas, la Roquette-sur-Siagne, Carros — et trois « banlieues » ouvrières : Peymeinade, Drap, Saint-Martin. Mais que vient faire l'active La Colle parmi les villages les plus vieux, en compagnie du Tignet, de Châteauneuf-de-Contes et du Broc ?

4. . L'ÉVOLUTION RÉCENTE

L'évolution récente — d'une vingtaine d'années — montre combien il faut se méfier dans cette région de l'interprétation des données démographiques en elles-mêmes.

On a dit que le mouvement naturel s'était légèrement amélioré par rapport à l'avant-guerre. Même si les modifications ne sont pas profondes, elles n'en ont pas moins un sens significatif. Entre 1936 et 1954, le taux de natalité s'est avancé de 100 à 125 pour 10.000, et le taux de mortalité a reculé de 140 à 125 pour 10.000. Géographiquement, cette amélioration de la balance est à peu près générale. Rares sont les communes importantes qui n'y ont pas participé, comme Gallian, sur le déclin, et La Colle, village agricole et touristique assez brillant :

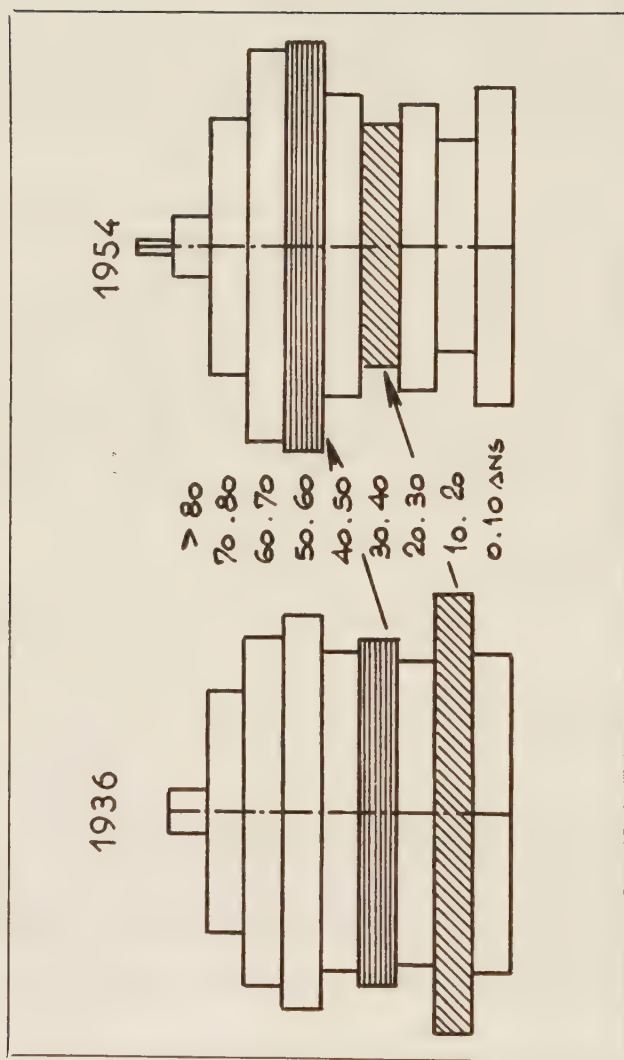
	1936			1954		
	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>	<i>Solde</i>	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>	<i>Solde</i>
Callian.....	104	182	— 78	88	161	— 73
La Colle.....	100	147	— 47	106	150	— 44

La plupart des communes ont connu au moins un essor des naissances, qui apporte la preuve, même dans les organismes affaiblis, d'un certain réveil :

	1936			1954		
	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>	<i>Solde</i>	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>	<i>Solde</i>
Cabris.....	61	215	— 154	102	205	— 103
Tourrette-sur-Loup	74	173	— 101	111	168	— 57
Castagniers.....	39	118	— 79	125	125	0

Mais souvent aussi, la simultanéité des mouvements contraires des taux de natalité et mortalité a réussi à donner à la balance démographique des communes une apparence progressiste. On en trouve des exemples dans les villages énergiques (La Roquette-sur-Siagne), comme dans les villages routiniers (Gattières) :

	1936		1954	
	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>	<i>Taux N</i>	<i>Taux M</i>
La Roquette-sur-Siagne ...	125	125	133	104
Gattières.....	117	167	143	127



Graphique n° 25. — Pyramides des âges de Callian (1936, 1954)

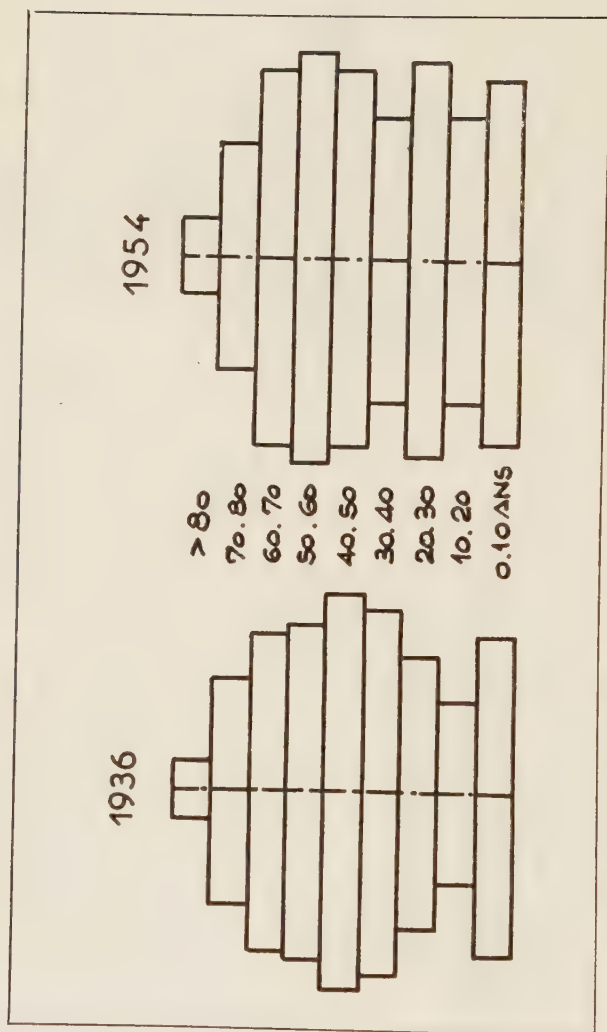
L'évolution des taux de natalité et mortalité ne permet donc pas de caractériser convenablement les villages. On s'en rendra bien compte, enfin, par l'étude comparative de pyramides d'âges typiques.

Callian.

Certes, Callian connaît la défaveur démographique dénoncée par la comparaison de ses deux pyramides d'âges (1936 et 1954).

Le poids des « vieux » devient de plus en plus lourd sur les épaules de plus en plus faibles de la jeunesse. L'abondante génération de l'après-guerre a fondu, comme toutes les tranches inférieures à 50 ans. Des 116 adolescents de 1936, il ne reste plus que 64. Par contre, les tranches supérieures ont engraisé : la génération des années 1900, représentée par 92 individus en 1936, l'est par 108 en 1954 !

Les mouvements migratoires, qui s'exécutent au détriment de l'âge moyen de la population communale, sont patents.



Graphique n° 26. — *Pyramide des âges de Cabris (1936, 1954).*

Cabris et Tourrette-sur-Loup.

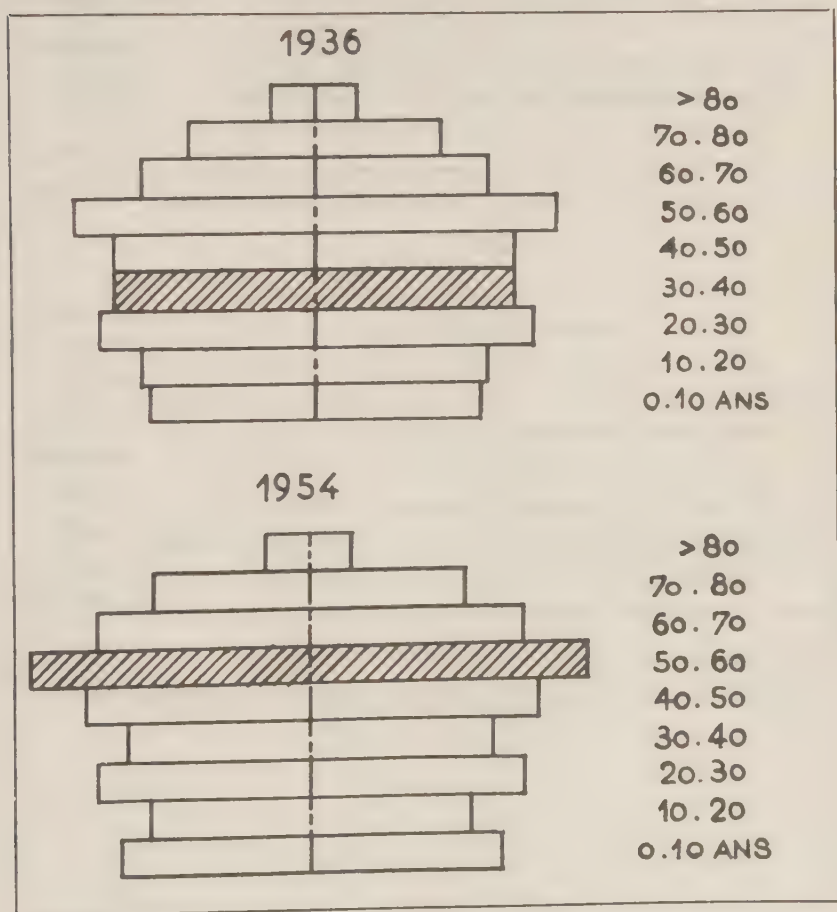
Cabris et Tourrette-sur-Loup bénéficient, eux, de ces mouvements migratoires. Malgré leur mouvement naturel déficitaire, les deux communes ont respectivement gagné 19 et 10% de population entre 1936 et 1954.

La base des pyramides reste assez étroite, indiquant qu'il n'y a pas de mouvement endogène ; mais certaines tranches adultes en expansion signalent l'influence migratoire.

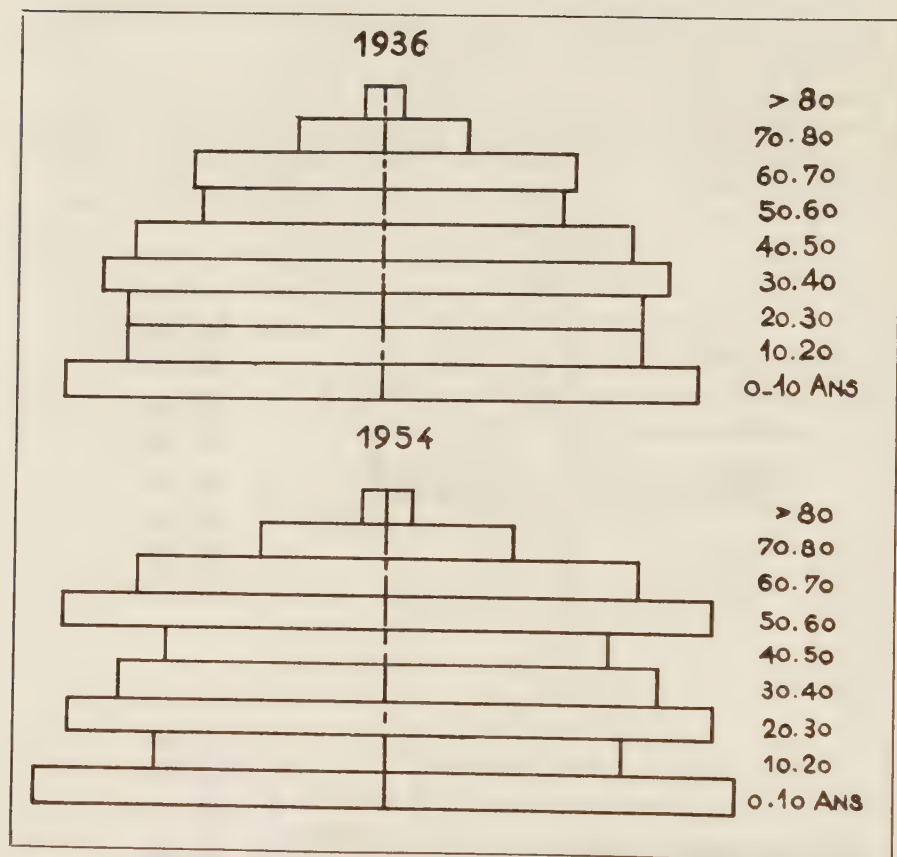
Cabris améliore sa situation par un sérieux renfort de jeunesse : la classe des moins de 20 ans de 1936, loin de perdre des éléments, passe au contraire de 66 membres à 90 en 1954.

A Tourrette-sur-Loup, les classes enfantines ne sont pas très favorisées. Mais la classe des 20-30 ans de 1954 est déjà renforcée par rapport à la classe enfantine de 1936 (112 contre 86).

C'est pourtant chez les personnes d'âge mûr que le renfort migratoire est le plus solide : la génération des années 1900 passe de 104 en 1936 à 146 en 1954.



Graphique n° 27. — Pyramide des âges de Tourrette-sur-Loup (1936, 1954). 1mm = 2 individus



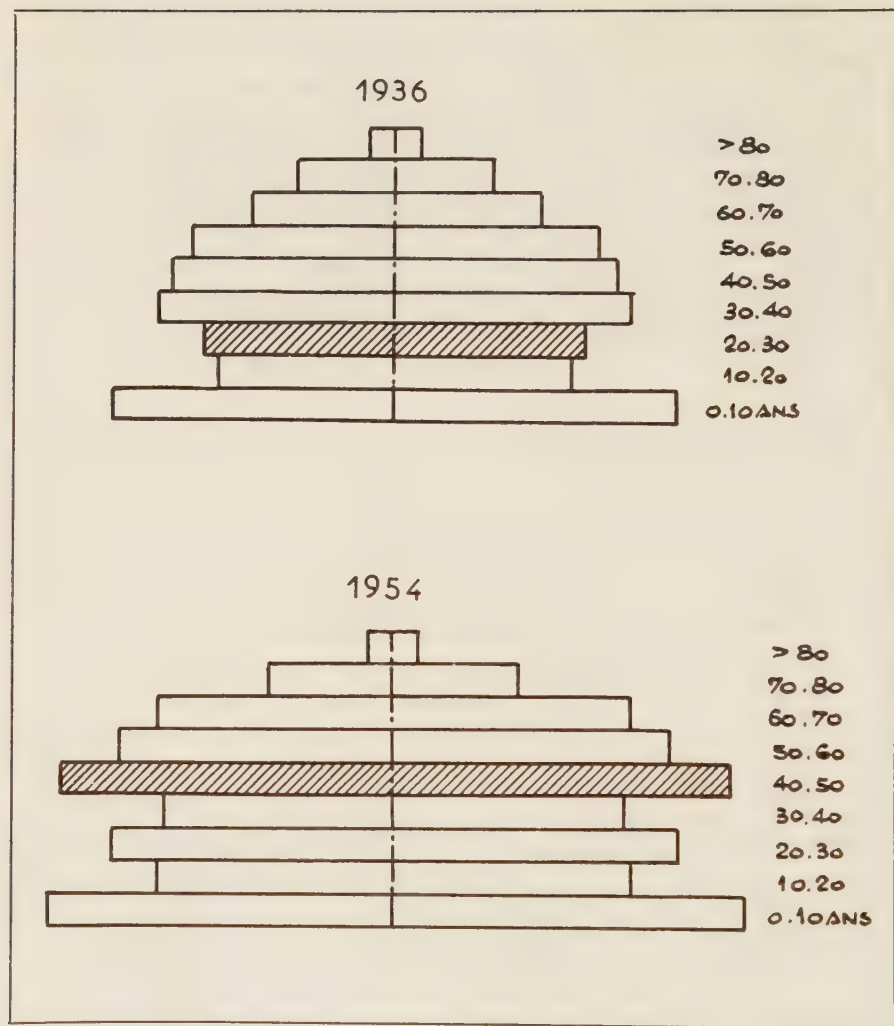
Graphique n° 28. — Pyramide des âges de Drap (1936, 1954).
1 mm = 2 individus

Drap.

Quoiqu'elle gagne en population et en activité, la banlieue niçoise de Drap ne présente pas une évolution très favorable de la structure par âges.

La pyramide de 1954, malgré un nombre assez important de jeunes enfants (142 naissances pour 10.000 habitants), est incontestablement moins équilibrée que celle de 1936. Les deux jeunes classes de 1936 y sont intégrées sans changement quantitatif; mais, au-dessus d'elles, la tranche 40-50 ans a fortement diminué (126 contre 146), tandis qu'augmentait sensiblement la tranche supérieure (186 contre 158). Parmi les adultes, on trouve en somme deux éléments pyramidaux superposés, et le creux de la génération 30-50 ans (bien plus grave que s'il résultait des seules conséquences de la guerre) est un facteur défavorable pour toute l'évolution démographique.

Encore une fois, les mouvements migratoires interviennent au premier plan des transformations de la géographie humaine.



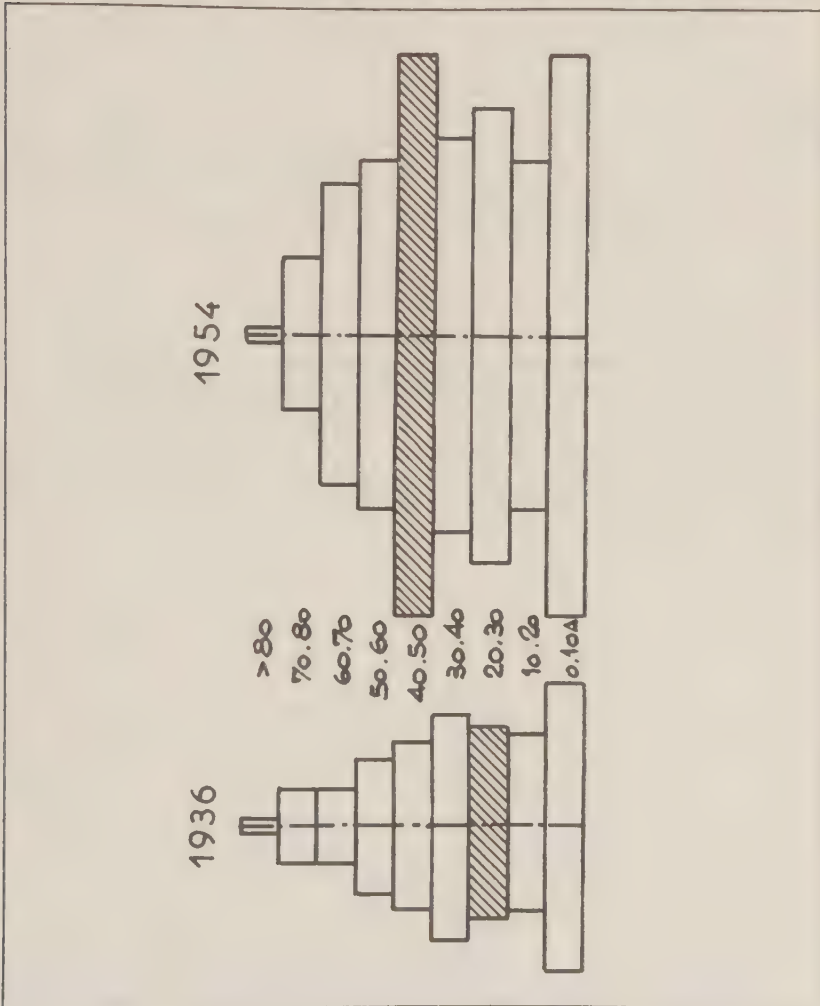
Graphique n° 29. — Pyramide des âges de Carros (1936, 1954).
1 mm = 1 individu

Carros.

A Carros enfin, cette explication ne s'impose pas moins.

La comparaison des pyramides globales de 1936 et 1954 montre que, si les jeunes classes n'ont pas bougé pendant cette période, les classes adultes se sont, par contre, beaucoup renforcées : les 40-50 ans d'aujourd'hui, qui sont 102, ne doivent que 58 unités à la population de 1936.

Le phénomène généralisé d'expansion de la moitié supérieure de la pyramide s'observe encore bien mieux en ne considérant que la population des Plans (la terrasse aux récentes cultures spéculatives). De famélique, en vingt ans, la pyramide est devenue opulente. Mais ce sont encore les tranches élevées qui ont le plus bénéficié des migrations.



Graphique n° 30. — Pyramide des âges des Plans-de-Carros (1936, 1954). 1 mm = 1 individu

Cette série d'exemples fait apparaître avec la plus grande netteté les formes de l'évolution récente.

Le renforcement de la base de la pyramide des âges, phénomène de conjoncture, a plus ou moins d'ampleur mais demeure un trait essentiel de la structure. A partir du moment où entrent en jeu les générations existantes en 1936, l'évolution se différencie suivant les communes, mais elle garde une direction valable partout. Les jeunes gens de 1936 n'ont guère vu augmenter les effectifs de leur génération qui reste stable ou diminue. Par contre, les adultes de 1936, la plupart du temps, reçoivent — irrégulièrement, il est vrai — du renfort.

L'immigration intérieure, phénomène patent, conduit donc à une certaine sélectivité du point de vue des âges. Même si on considère que la quantité maintenue peut recouvrir une réalité individuelle nouvelle, on conviendra que la campagne azurée n'attire pas les jeunes. Et c'est ce qui explique que l'augmentation de la population et les progrès de certaines communes n'entraînent pas un développement de la natalité : le taux des naissances reste faible malgré l'immigration.



Constatons donc une fois encore que la démographie ne permet pas de bien comprendre la campagne azurée, ni de réaliser un solide classement des communes dans le domaine de la géographie humaine.

L'évolution échappe aux facteurs naturels, et répond en priorité aux mouvements « artificiels ».

LA COMPOSITION DE LA POPULATION

1 . MÉTHODOLOGIE

L'étude statistique complète et techniquement parfaite offre d'incontestables avantages : elle met le chercheur à l'abri des reproches concernant la méthode, puisque celle qu'il emploie est reconnue éprouvée, inattaquable sur le plan théorique.

Cependant, le géographe hésite toujours à confier à la statistique mécanique la charge de dégager à elle seule l'armature, même numérique, des résultats de ses recherches. Cette prévention est loin d'être toujours justifiée. Mais ce qui est vrai à l'échelle d'un pays, d'une région, quand les erreurs se compensent, l'est-il encore à l'échelle locale et à l'échelle unitaire ? Là, le chercheur est en présence de l'erreur brute, sans compensation : l'utilisation de la statistique peut lui jouer de mauvais tours s'il n'y prend garde. Et comment y prendre garde sans la « détechniciser », sans vérifier à chaque moment ses données, sans démonter les cadres rigides dans lesquels elle se trouve prisonnière ?

Le géographe qui travaille à l'échelle locale ne peut se passer des documents et des résultats statistiques : les saisissant, il les critique minutieusement par une confrontation avec la réalité de faits connus, il leur fait subir d'incessants recoupements, avant d'obtenir une pâte cohérente, utilisable.

A l'industrie de la statistique, ce géographe oppose l'artisanat de la statistique : la composition y perdra de l'uniformité mais y gagnera de la qualité, la production y perdra de la quantité mais y gagnera de la vérité. La méthode est lente, ingrate, absurde peut-être à l'époque de la mécanographie, mais elle donne un vivant contact avec la réalité que rien ne peut remplacer. La méthode, à vrai dire, est faite pour un travail

d'équipe : en son absence, elle est plus qu'anachronique, elle est anti-économique... Mais ses résultats n'en perdent pour autant aucune parcelle de leur valeur !

Le Recensement de 1954 fournit un matériau d'enquête géographique et sociologique de premier ordre.

Bien que strictement uniformes, les feuilles individuelles de recensement apportent des renseignements de valeur très inégale. Car les questionnaires, imprimés par des machines, ont été remplis par les hommes. Les secrétaires de mairie, les agents recenseurs et les habitants eux-mêmes ont marqué de leur tempérament propre les documents de la commune, du quartier ou de la famille : les erreurs, volontaires ou non, doivent exister — les omissions foisonnent.

La traduction mécanographique de ces documents donnera la statistique parfaite mais partiellement inexacte que consacre la colonne « Réponses non données ». La compulsation personnelle de ces documents permet de faire mieux. Car :

a) Nous n'avons conservé que les renseignements francs fournis par la quasi-unanimité des foyers, évitant de travailler sur les « questions indiscrètes » dont les réponses sont douteuses, quand elles existent.

b) Nous n'hésitons pas à *interpréter* pour obtenir des résultats totaux. La colonne des « inconnus » est proscrite, l'examen détaillé des bulletins permettant de répondre presque toujours avec vraisemblance dans les rares cas de négligence.

Ainsi sommes-nous parvenus à dresser des fiches de dépouillement qui contiennent les indications recherchées sur les individus. Fiches « humaines », humanisées par un travail qui atténue grandement les inconvénients de la mécanographie intégrale.

Les critères de codification pour la rédaction des fiches constituent un problème essentiel de travail. Ils doivent répondre aux préoccupations du chercheur et, n'étant pas destinés à une classification nationale, s'inspirer des conditions locales ; ils doivent aussi être rapidement improvisés au début du dépouillement et demeurer invariables. Cette décision capitale n'est pas facile à prendre car deux motifs parfois contradictoires l'inspirent : d'une part, ramasser toutes les caractéristiques intéressant la recherche — d'autre part, ne prendre que les renseignements qui ont une valeur uniforme dans la région, et qui sont assez bien fournis pour ne laisser que le minimum de marge à l'interprétation ou au redressement.

En définitive, la fiche individuelle eut le libellé suivant :

— Commune (n° de code) et (éventuellement) quartier.

— Sexe.

— Date de naissance, lieu de naissance

— Date éventuelle d'arrivée dans la commune, lieu de provenance.

— Etat social et professionnel.

Ceci fait, les problèmes de catégories et de vocabulaire se sont posés une nouvelle fois. Afin de permettre une claire compréhension du développement, nous préciserons tout de suite les solutions adoptées dans ces domaines.

A . DÉTERMINATION DES UNITÉS GÉOGRAPHIQUES.

La question a été traitée dans l'Introduction. Rappelons brièvement les cas où la commune n'est pas l'unité :

— *Mandelieu* : La Napoule et les sections littorales en sont exclues.

— *Villeneuve-Loubet* : Les quartiers littoraux sont laissés de côté.

— *Grasse* : L'immense territoire communal est divisé en trois types géographiques de quartiers ruraux :

— G 1 : banlieue sud-ouest (Saint-Jacques, Sainte-Anne, Saint-Antoine, les Aspres...)

— G 2 : campagne sud-est (Le Plan, Plascassier, Saint-Mathieu, Saint-Joseph).

— G 3 : banlieue nord (Magagnosc, Saint-Jean, les Chauves).

— *Vence* : seule la population éparse est étudiée.

B . COMMUNES-TYPES.

L'impossibilité, même documents en main, de traiter tous les problèmes sous une forme géographique exhaustive, c'est-à-dire en produisant et interprétant les résultats de toutes les communes, nous a poussés à procéder parfois par échantillonnage et à ériger en types un certain nombre de cas.

Cependant, nous nous sommes refusé à prendre comme exemples d'un type quelques unités choisies définitivement. Là, encore nous nous séparons d'une méthode métrologique rigoureuse, pour introduire dans l'étude de nouveaux éléments d'appréciation personnelle. La connaissance du « terrain » permet de choisir objectivement, à chaque moment de l'analyse les unités qui serviront d'exemples. Par ailleurs, le choix a été

influencé par la qualité évidemment variable des réponses apportées aux questionnaires dans les diverses communes. On ne rencontrera donc pas toujours les mêmes communes-types au cours de cette étude. La diversité des exemples choisis amènera, pensons-nous, le lecteur à mieux saisir *concrètement* les résultats de nos analyses.

C . LES CATÉGORIES.

L'établissement des *catégories*, qui a permis la classification des données, fut effectué à tâtons et presque à priori. Car il ne pouvait être question de codifier les centaines de possibilités de réponses aux questions posées, ni de les transcrire intégralement. Et techniquement le travail de mise en fiche n'était possible qu'après une certaine généralisation.

Les catégories choisies ne se sont pas avérées mauvaises. Certains regroupements ont paru possibles en cours de route ; ils auraient permis, par contre coup, certains élargissements. Mais, une fois le départ pris, il n'était plus question de changer. Seuls de rares élargissements sont intervenus. Ainsi, pour les immigrés de certaines communes, on a pu préciser le nom de la ville d'origine, au lieu de se contenter de « ville de l'arrondissement de Grasse ».

Voici les catégories géographiques :

- G V : villes de l'arrondissement de Grasse.
- GC : en principe campagne grassoise. En fait tous les villages de la zone d'étude (rive droite du Var).
- GM : montagne grassoise (rive droite du Var).
- N : Nice.
- NC : campagne niçoise.
- NM : montagne niçoise.
- V : Var.
- I : Italie.
- A : Alpes (sauf Alpes-Maritimes).
- S-E : Sud-Est (sauf Alpes et Var).
- F : ailleurs en France (y compris Algérie).
- E : étranger (y compris territoires d'outre-mer).
- Autochtones.

Cette série permet de caractériser les lieux de naissance ou de provenance des habitants. Leurs dates de naissance et éventuellement d'arrivée sont notées intégralement.

Leur état socio-professionnel a été ventilé dans les catégories suivantes :

- PE : propriétaires-exploitants.
- PEE : propriétaires-exploitants employeurs.
- AF : aides familiaux dans l'agriculture,
- F : fermiers.
- M : métayers.
- SA : salariés agricoles.
- C : commerçants.
- A : artisans.
- PD : divers (patrons ou indépendants).
- OC : salariés non agricoles travaillant dans la commune ou le voisinage.
- OV : salariés non agricoles travaillant en ville.
- R : retraités.

Regroupés souvent pour la présentation des résultats, ces catégories se réduisent à : PE-PEE, F-M-SA, C-A-PD, OC-OV.

Deux catégories ont une place spéciale :

a) Les AF, aides familiaux agricoles, constituent l'élément le plus incertain de la documentation statistique : car, dans certaines communes, les recenseurs y ont inscrit systématiquement toutes les femmes d'agriculteurs, tandis que, dans d'autres, ils n'y inscrivaient que les femmes vraiment actives (les enfants d'agriculteurs travaillant à l'exploitation familiale sont « eux », presque toujours inscrits correctement). Nous avons noté dans nos carnets de dépouillement les modes particuliers à chaque commune d'inscription des aides familiaux pour servir dans d'éventuelles interprétations locales. Mais, pour certaines études d'ensemble mettant en cause les professions, nous avons été obligés de prendre, suivant les cas, une des deux solutions suivantes :

— ne pas compter les AF dans les totaux de la population active,

— reconstituer, d'après les documents, le nombre vraisemblable d'AF.

b) Les retraités ne font pas partie de la population active. Mais leurs caractérisations sociologiques nous ont incités à les noter sur fiches, et quelquefois à les ajouter à la population active. En tout cas, la connaissance du groupe des retraités dans ce pays de villégiature et de repos apportait un élément fort intéressant.

D . LE VOCABULAIRE.

Ayant créé des catégories, nous avons bien été obligés pour la facilité de la rédaction, sinon de créer des noms et des adjectifs, du moins d'en utiliser certains dans une acception très particulière. Aussi est-ce dans l'optique spéciale de cette étude qu'il faut replacer certains mots et certains néologismes.

Tout d'abord, précisons notre sens du vocabulaire de migrations : quoique immigration et émigration désignent habituellement, quand ils ne sont pas accompagnés de la mention « intérieure », les mouvements migratoires en relation avec l'étranger, ils reçoivent ici une acception tout à fait générale. *Tout mouvement migratoire, à aussi court rayon d'action qu'il soit, reçoit son titre d'immigration, ou d'émigration, sans autre précision.*

L'*origine* désigne le lieu de naissance ; la *provenance*, le lieu d'émigration (qui peut être le même). Les *autochtones* ne sont jamais que les individus nés dans la commune de leur domicile. Les *locaux* ne sont que les habitants des communes comprises dans notre périmètre de « campagne azurée » ; le départ est évident entre *régionaux* et *extérieurs*, qui signifie extra-régionaux.

Mêmes problèmes et mêmes solutions pour les catégories socio-professionnelles : on dit « ouvriers » pour simplifier, mais il s'agit de tous les salariés ; on dit « cultivateurs-dépendants » pour fermiers, métayers, salariés agricoles.

Il est inutile de constituer un lexique, qui serait, hors-texte, un acte d'accusation. Pour nous excuser de l'incorrection du vocabulaire, nous n'avons qu'une explication : elle n'est pas inconsciente — qu'une défense : les mots à usages spéciaux ou néologiques seront toujours expliqués et déterminés dans le texte même.

Cette « méthodologie » ne constitue pas un exemple de méthode, encore moins une recette. C'est plutôt un préambule de justification. Comme on l'a vu, cette méthode est à la fois le fruit de la réflexion théorique et des circonstances. Le seul enseignement qu'on peut en tirer, c'est la nécessité et la rentabilité de l'empirisme, de l'adaptation aux conditions locales et aux conditions de travail. Le géographe ne cherche pas à faire une œuvre statistique parfaite, mais à donner l'image la plus proche possible de la réalité dans l'espace. En devenant manipulateur de nombres, il ne renonce pas à son intuition.

2. . LES ÉTRANGERS DANS LA POPULATION

Le département des Alpes-Maritimes compte en 1954 près de 50.000 étrangers, soit 9 % de sa population totale. Ces chiffres sont assez élevés, puisque, à l'échelle de la France, les étrangers ne représentent que 3 % de la population.

Dans la campagne azurée, les étrangers sont spécialement nombreux : près de 4.500, sans compter les communes de Grasse et Vence, soit un pourcentage de 13,5 %. Fait d'autant plus remarquable que les grandes villes sont un peu en dessous de la proportion départementale.

Alors que Nice compte 8,9 %, Cannes 7 % et Grasse 6,8 % d'étrangers, La Roquette-sur-Siagne bat de loin le record, avec 27 % ; et Le Bar, Opio, Tourrette-sur-Loup, Saint-Paul et La Gaude dépassent 15 %. Il ne semble pas que la répartition géographique des étrangers obéisse à des règles générales : mise à part une proportion un peu plus faible sur la rive gauche du Var (c'est-à-dire plus près de la frontière), on ne trouve pas de caractéristique valable par unité régionale : des communes voisines s'opposent sans raison apparente. Le Bar a 17 % d'étrangers que peut lui valoir son industrie, mais Châteauneuf-de-Grasse, banlieue ouvrière de Grasse, n'en compte que 8 %. Tourrette-Levens, agricole comme Cantaron, n'a que 4 % d'étrangers contre 9 % chez sa voisine.

Quoi qu'il en soit, la proportion générale de 13,5 % apparaît faible à qui feuillette les listes de patronymes ou à qui écoute parler les gens dans les villages. C'est que le nombre des naturalisés se trouve très élevé. D'après le sondage au vingtième du recensement de 1954, les naturalisés représentent 10,5 % de la population départementale, plus que les étrangers.

Faute d'une étude sur les naturalisations, le nombre des étrangers en 1936 donnera d'utiles indications sur la dynamique du peuplement étranger. A cette époque, le quart des habitants de la campagne azurée ressortissent de pays étrangers ! Alors que l'ensemble du département totalise 20 % d'étrangers, que les villes en ont une proportion de l'ordre du cinquième (Cannes 17, Grasse 18, Nice 21 %), certaines communes rurales dépassent de beaucoup le tiers : La Roquette-sur-Siagne et Drap sont à 38 % ! Dix-sept villages sur quarante atteignent ou dépassent le quart de leur population totale composée d'étrangers — la proportion de 9 % étant le minimum enregistré.

De 1936 à 1954, le nombre des étrangers, et leur proportion dans la population, a beaucoup diminué. Cette première consta-

tation, issue du plus élémentaire examen des résultats publiés des Recensements, loin d'être conclusive, force à l'investigation sur le plan des origines de la population.

3 . LA POPULATION ACTIVE D'APRÈS SON ORIGINE

Le graphique ci-dessous présente, par grandes catégories, l'origine de la population active et des retraités des quarante-quatre communes ou sections de commune de la campagne azurée.

Sur 100 habitants (actifs et retraités), on en compte 56 nés dans la région (Var et A.-M.), et 44 nés hors de ces deux départements. L'opposition de ces deux catégories constitue un trait original et fondamental de l'actuelle démographie : l'élément régional — extrêmement hétérogène d'ailleurs — ne compte pas pour beaucoup plus que la moitié dans la population campagnarde !

Les individus nés dans la commune ne représentent eux-mêmes, en moyenne, que le tiers du total, 32 % (32,8 % si on excepte du calcul les retraités). Se rapproche d'eux un petit groupe né dans la campagne environnante (7 %), dont le tiers est formé de Varois. Le contingent des montagnards compte assez peu avec 4 % d'individus nés dans la montagne niçoise, et 1 % dans la montagne grasse. Il faut l'adjonction des immigrants d'origine citadine pour que le groupe « régional » conquière la majorité : Cannes, Antibes, Cagnes, Vence et Grasse fournissent en tout 6 %, et Nice 6 % aussi.

Les extérieurs à la région viennent en grand nombre de l'étranger : dans le groupe étudié, 22 % des individus sont nés en Italie et 4 % dans d'autres pays. Les autres extérieurs sont nés en France hors des deux départements (3 % dans la région Rhône-Alpes).

Telle est la moyenne, qui témoigne d'une façon éclatante de la dispersion des origines de la population — dispersion inconnue en France, à ce degré, dans une région rurale. Or, cette moyenne n'est pas le fruit de tendances contradictoires : elle résulte d'un état de détail plus ou moins « avancé » certes, mais toujours de même sens et de même ordre de grandeur.

Examinons la cohésion de l'ensemble des communes :

Pour les autochtones, la fréquence statistique de la classe 22 % à 42 % (d'autochtones dans la population communale) est

de $\frac{36}{44}$: 82 %.

Pour les origines urbaines, la fréquence statistique de la classe (deux fois plus resserrée) de 7 % à 17 % est de $\frac{31}{44}$: 70 %.

Les exceptions ne sont pas nombreuses : une seule commune (limitrophe de Nice) a plus de 20 % d'individus nés dans les villes du département ; et trois petits villages en ont moins de 5 %.

La répartition des individus nés en Italie n'est pas non plus, en général, très éloignée de la moyenne. L'étendue de la série n'est que de 24 (8 à 32), et la fréquence de la classe moyenne étroite (17 à 27 %) atteint $\frac{25}{44}$: 57 % tandis que la fréquence de

la classe large (12 à 32 %) arrive à $\frac{39}{44}$: 88 %.

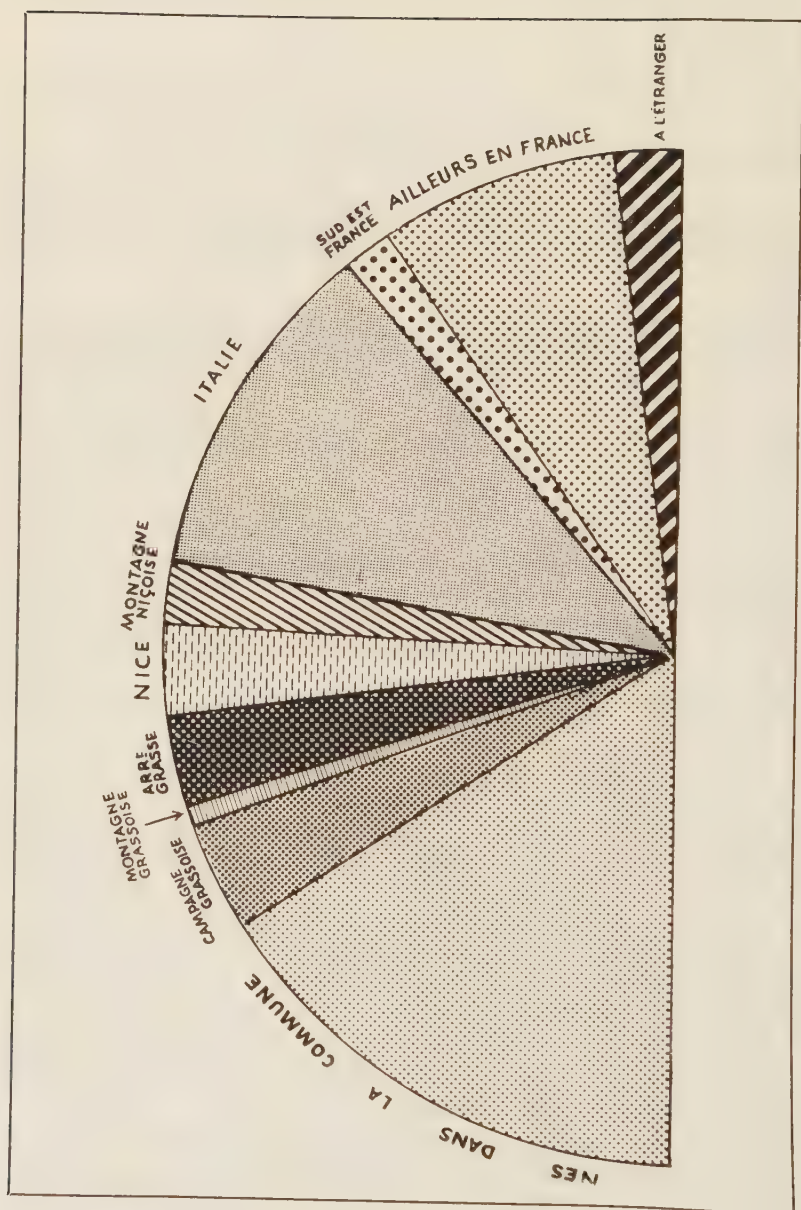
On ne constate pas plus de variations statistiques en ce qui concerne les origines des individus nés en France hors de la région. La moyenne de 15 % synthétise une série s'étalant, certes, de 2 à 31. Mais la fréquence de la classe moyenne étroite (10-20) atteint $\frac{25}{44}$; soit 57 % comme précédemment, et les

classe large (5-25) arrive même à $\frac{42}{44}$: 95 %. Les exceptions concernent : pour le minimum, un petit village presque abandonné ; pour le maximum, une commune de très récente colonisation touristique.

Ainsi, on peut affirmer que la dispersion des origines de la population, telle qu'elle apparaît dans la moyenne, est un phénomène généralisé et non le résultat de l'opposition de données exceptionnelles.

Cependant, les variations à l'intérieur de la région valent d'être étudiées, car elles peuvent éclairer et faire mieux comprendre l'ensemble des phénomènes.

Les unités micro-régionales sont caractérisées dans ce tableau du pourcentage des lieux de naissance :



Graphique n° 31. — Les lieux de naissance des habitants de la campagne azurée (1954).

<i>Région</i>	<i>Campagne grassoise et varoise</i>	<i>Montagne grassoise</i>	<i>Villes arri Grasse</i>	<i>Montagne niçoise</i>	<i>Nice</i>	<i>Italie</i>
Coteau préalpin occidental	14	2	7	2	2	18
Campagne grassoise	8	1	8	2	3	26
Plateau valbonnais	9	2	6	4	5	21
Campagne bas-ven- çoise	6	2	5	5	6	25
Campagne haut- vençoise	6	2	4	9	11	21
Campagne niçoise .	2	0	1	7	13	20

<i>Région</i>	<i>Alpes</i>	<i>Sud-Est (sauf Var et Alpes-Mar.)</i>	<i>Ailleurs en France</i>	<i>Etranger sauf Italie</i>	<i>Nés dans la commune</i>	<i>Total (hori- zontal avec tableau préc)</i>
Coteau préalpin occidental	2	2	13	3	34	100
Campagne grassoise	1	2	17	4	28	100
Plateau valbonnais	1	2	17	5	28	100
Campagne bas-ven- çoise	1	2	17	5	29	100
Campagne haut- vençoise	1	1	9	3	33	100
Campagne niçoise .	1	2	12	2	40	100

Ce tableau confirme dès l'abord la sérieuse cohésion de l'ensemble. Mais un examen plus attentif permet de remarquer des variations qui posent des problèmes.

A . RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'IMPORTANCE RELATIVE DU GROUPE AUTOCHTONE.

La carte n° 21 montre la répartition géographique de l'« autochtonisme » de la population active des communes. Elle présente des groupements simples, qui correspondent en gros à une succession de trois éléments : entre Grasse et Vence et dans leur bas-pays, une zone vidée de ses habitants originels,

encadrée de part et d'autre, à l'ouest et à l'est, par deux groupes de communes moins profondément transformées.

a) La zone centrale s'étend de Mandelieu, à l'extrémité de la campagne grasso-cannoise, jusqu'à Vence : elle englobe la campagne grassoise, le plateau valbonnais et la campagne-bas-vençoise, et demeure dans les limites de 20 à 30 % d'autochtones. On n'y peut considérer comme des exceptions les écarts de la commune de Grasse influencés par des facteurs techniques (1) ; mais Tourrette-sur-Loup à la limite nord, et Valbonne, Biot, Villeneuve-Loubet à la limite Sud échappent à la règle générale : certains facteurs de stabilisation, retardataires à Tourrette et Valbonne, progressifs à Biot, Villeneuve-Loubet, en seraient responsables.

b) A l'ouest, Peymeinade et le Tignet échappent à l'autochtonisme habituel, Peymeinade avec moins de 20 % de sa population active née dans la commune. Le voisinage immédiat et les tendances actuelles de l'extension de Grasse l'expliquent.

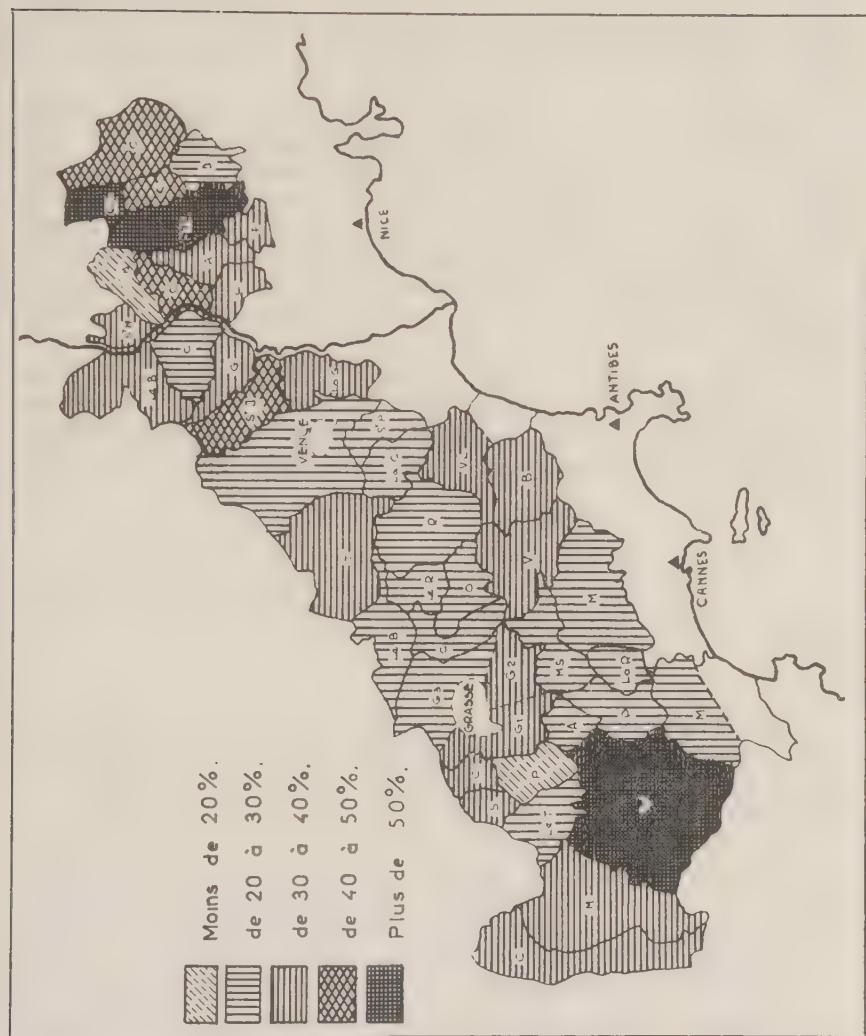
c) A l'est, le groupe massif de la campagne haut-vençoise et niçoise est le bastion d'une fidélité aux origines déjà entamée mais nettement plus forte qu'ailleurs. Saint-Blaise a trop peu d'habitants et d'importance pour que son exception mérite considération, et Drap est, près de Nice, dans la même situation que Peymeinade près de Grasse. Ainsi la seule trouée dans ce monde rural moins ouvert est Carros, village agricole au progrès économique récent.

En définitive, cette carte ne peut-elle pas être considérée comme révélatrice des transformations ? L'infériorisation de plus en plus accentuée de la population autochtone dans la population villageoise, qu'elle témoigne de l'exode rural ou d'une importante immigration, ou des deux, est évidemment le signe d'une évolution qui n'est pas seulement démographique. Ce critère n'indique pas le sens de l'évolution, mais souligne, par rapport aux zones restées plus « pures », une différenciation lourde de significations. Il désigne les communes *évoluées* par opposition aux communes stagnantes.

B . L'IMPORTANCE RELATIVE DES ORIGINAIRES D'ITALIE.

Nous retrouvons sur la carte n° 22 certaines des caractéristiques mises en lumière ci-dessus : les communes au moindre pourcentage d'originaires d'Italie se groupent aux deux extré-

(1) Beaucoup d'individus sont nés dans la commune, juridiquement, mais ont réellement émigré de la ville vers un de ses hameaux ruraux.



Carte n° 21. — La population autochtone. Pourcentage des personnes actives nées dans la commune (1954).

mités de la région, dans les zones les plus fermées. Mais les communes très italianisées (plus de 25 %) ont une répartition géographique particulière, dans un seul groupement : la campagne grasso-cannoise. Entre Grasse et Cannes, du Plan de Grasse à Mandelieu, de Pégomas à Mougins, toute la campagne compte plus du quart de ses habitants (actifs) nés en Italie. Il y a là un foyer exceptionnel d'attraction, de fixation, dont l'étendue et la cohésion sont uniques dans la région.

En dehors de lui, des communes isolées montrent la même intensité, mais sans groupement : négligeons Le Tignet, trop petit — Biot, Saint-Paul, Carros et Contes atteignent des pourcentages remarquables. Rien d'étonnant : à plus d'un titre, ces quatre communes appellent le peuplement. A l'autre extrémité de l'échelle, en pleine zone « ouverte », Roquefort a peu d'autochtones et aussi, peu d'Italiens ; situation paradoxale qui attire l'attention sur les particularités de cette commune touristique.

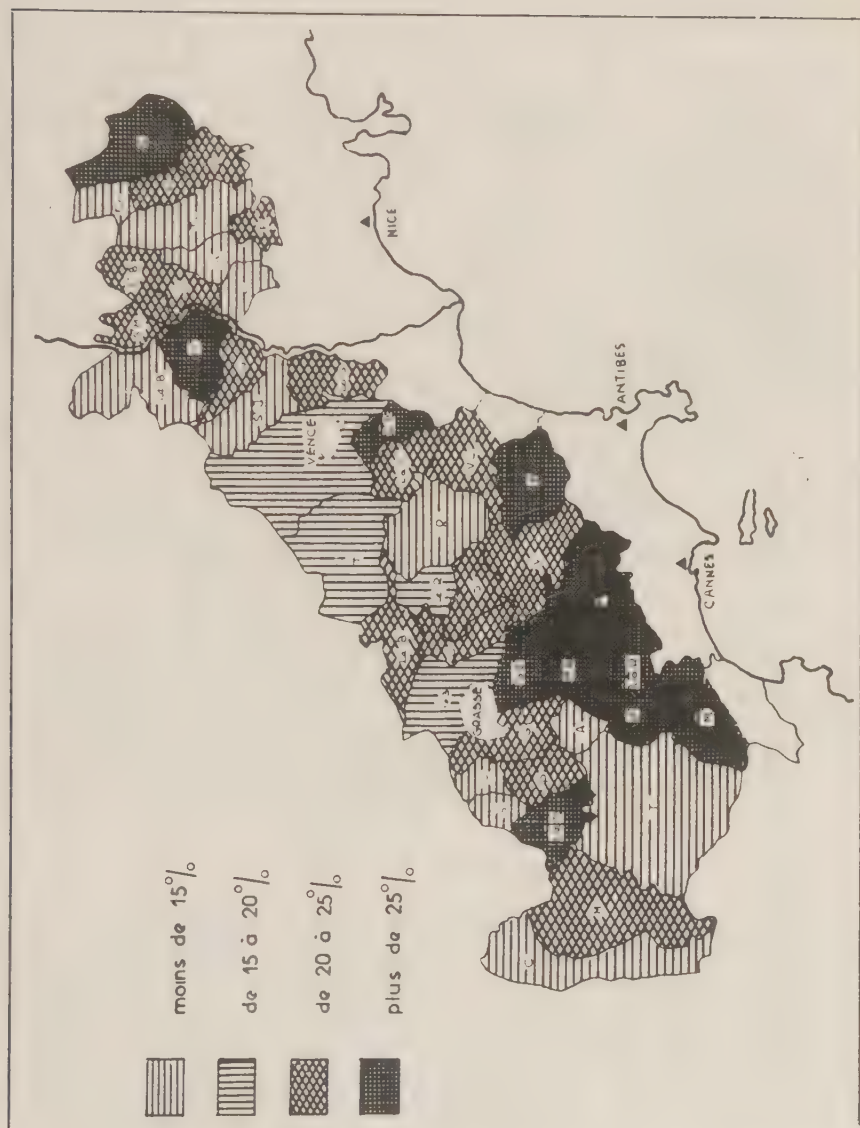
La carte n° 22, si elle met en relief certaines originalités, ne dément donc pas les conclusions faites à propos de la première. L'italianisation, superposée à la désautochtonisation, indique la présence de différences dynamiques à l'intérieur de la zone étudiée.

C . PLACE DE LA MONTAGNE DANS LE PEUPLEMENT.

Les originaires de la montagne sont relativement peu nombreux dans l'avant-pays. (Nous verrons plus tard si la source s'en est peu à peu tarie, ou si la campagne n'a jamais été une étape pour les montagnards gagnant le littoral urbanisé).

Le « comportement » de l'environnement montagnard ressort, pour certains de ses aspects, de la carte n° 23. Un fait saute aux yeux : à une exception près, les originaires de la montagne niçoise sont, *parlout*, et jusqu'à l'extrémité occidentale de la région, plus nombreux que les originaires des Préalpes de Grasse.

Rien d'étonnant en principe à ce qu'on ne trouve dans toute la campagne niçoise que 7 montagnards grassois : la pression démographique des Préalpes de Nice est beaucoup plus forte que celle des désertiques Plans provençaux. Mais, même au pied de la montagne grassoise, les originaires de la Vésubie, de la Tinée ou de la Roya, forment encore de solides colonies. Moins nombreux que les Italiens, ils y ont en somme les mêmes caractères, ceux d'un groupe particulier d'immigrants qui se répand dans la région tout entière.



Carte n° 22. — La population d'origine italienne. — Pourcentage de personnes actives nées en Italie (1954).

D . PLACE DES VILLES RÉGIONALES DANS LE PEUPLEMENT.

Comme il y a un flux de la montagne vers le bas-pays, il y a un reflux des villes vers l'intérieur : la place des originaires des villes dans la population des communes est le premier fait capable d'en attester (1). Cette place, sans être négligeable, n'est pas très forte : 12 %. Mais il est remarquable que sa distribution soit assez régulière. Certes, les villages les plus proches des grandes cités ont une proportion un peu plus forte de natifs-de-la-ville, mais cette proportion reste relativement élevée dans les communes isolées : 19 % à Carros, 17 % à Aspremont, 14 % à Spéracédès, 13 % au Rouret. Cela semblerait indiquer qu'il ne s'agit pas seulement d'un groupe de « banlieusards », ayant choisi, malgré leur naissance et leur activité citadine, d'habiter la campagne ; mais qu'il y a là de véritables immigrants, ayant complètement quitté leur ville natale.

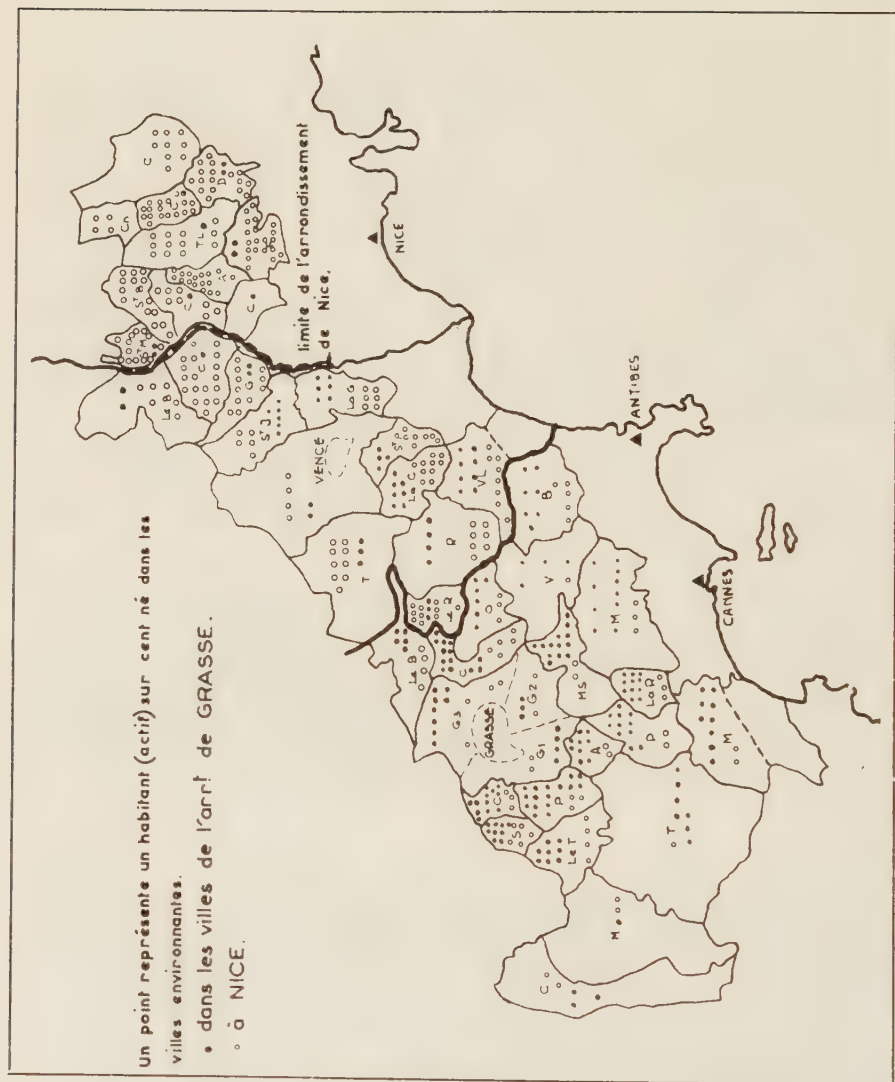
Les influences niçoise et « grasse » se combattent et, à l'inverse de celle de l'environnement montagnard, prédominent respectivement dans des zones limitées. Mais le front des deux zones est en plein arrondissement de Grasse, coupant en deux le plateau valbonnais. (Carte n° 24).

Tourette-sur-Loup (3 % de Grassois contre 9 % de Niçois), Roquefort (4 contre 7), Villeneuve-Loubet (8 contre 8), et le Rouret situé à 10 kilomètres de Grasse et 17 kilomètres de Nice (3 contre 10), sont les limites extrêmes de la concurrence niçoise victorieuse. Mais si, sur la rive gauche du Var, on ne compte que 30 originaires des villes de l'arrondissement de Grasse, on compte, sur la rive droite, 663 originaires de Nice (soit les deux tiers des Niçois de toute la zone étudiée).



Ces recherches sur les lieux de naissance de la population dans la campagne azuréenne, pour fragmentaires qu'elles soient puisqu'elles ne concernent que les habitants actifs (ou retraités) des villages, font apparaître la remarquable complexité du peuplement dans cette zone. Non seulement elles révèlent que près de la moitié de la population étudiée est, par son origine, complètement étrangère à la région, mais elles montrent que

(1) Puisqu'il s'agit d'une population active, donc adulte, il ne s'agit pas des naissances en maternité urbaine d'enfants de la « campagne » mais bien d'immigrants.



Carte n° 24. — La population d'origine citadine. Pourcentage de personnes actives nées dans les villes régionales (1954).

cette hétérogénéité est un phénomène généralisé. Pas un village qui ne se soit trouvé à l'abri de l'impétueux et double mouvement migratoire qui a expulsé une bonne partie des originaires du lieu et rempli les vides par des éléments venus de tous les horizons, le nombre des villageois restant, en gros, stable. De ce mouvement migratoire, nous ne percevons, par ces premiers résultats, que les effets. Mais d'autres données actuelles permettent, avant toute recherche historique, de mieux l'analyser et le comprendre.

En effet, nous ne pouvons nous contenter de savoir où sont nés les habitants des villages. Sont-ils vraiment émigrants de leur lieu de naissance ? Autrement dit, en sont-ils venus directement ?

La réponse est donnée par le Recensement de 1954 :

Sur les 17.570 cas étudiés, 5.499 individus ont leur lieu de naissance sur place ; 6.332 (36 %) y sont directement venus de leur lieu de naissance ; mais 5.739 (32 %) ont fait *étape* entre le lieu de naissance et le lieu actuel de leur habitation !

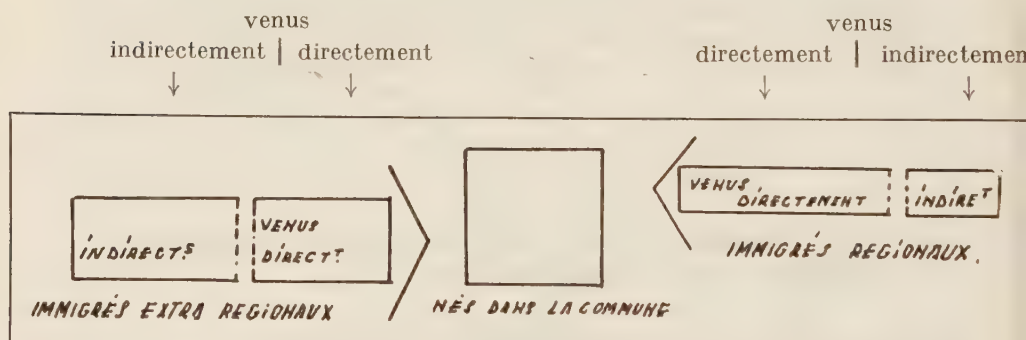
4. LA COMPLEXITÉ DU GROUPE MIGRANT : « DIRECTS » ET « INDIRECTS ».

On pourra savoir d'où viennent les immigrés qui ont fait étape entre leur lieu de naissance et la campagne azurée, grâce encore au recensement de 1954 ; mais il n'est pas inutile de donner d'abord quelques précisions sur leur répartition en catégories géographiques d'après leur lieu de naissance :

La proportion d' « indirects », parmi les immigrés, s'établit à 48 %. Mais ce pourcentage varie beaucoup si on considère les lieux de naissance des individus. Ainsi, 56 % des immigrés extérieurs à la région sont venus indirectement, tandis que 32 % seulement des immigrés régionaux ont fait étape avant de gagner leur domicile actuel :

En moyenne, on trouve, d'après les lieux de naissance, les proportions suivantes d'immigrés venus *indirectement* :

<i>Lieux de naissance</i>	<i>% d'immigrés indirects</i>
Villes de l'arrondissement de Grasse	30
Campagne grassoise	23
Montagne grassoise	33
Nice	35
Montagne niçoise.....	30
Var	38
Italie	59
Alpes (sauf Alpes-Maritimes)	64
Sud-Est France (sauf Alpes et Var)	61
Ailleurs en France	44
Etranger	77



Graphique n° 32. — *Les origines de la population campagnarde.*

A l'intérieur de la région, ces proportions varient assez peu. Bien entendu, l'éloignement du lieu de naissance accroît toujours le nombre des venues indirectes : c'est ainsi que 83 % des immigrants venus des villes de la rive droite dans la campagne de la rive gauche sont arrivés par étapes (1). Tandis que plus de 180 % des Niçois installés dans la campagne niçoise y sont venus directement de la ville.

En examinant le détail des résultats statistiques pour chaque commune, on constate, une fois de plus, l'homogénéité géographique. En dehors des variations afférentes à la distance évoquées ci-dessus, les seules différences locales intéressantes concernent les Italiens. En moyenne, 41 % d'entre eux arrivent indirectement dans leur commune domiciliaire actuelle. Mais

(1) Ils ne sont plus que 30.

plusieurs communes sont caractérisées par la fixation d'une majorité d'immigrés provenant directement d'au-delà des Alpes : Mandelieu (56 %), les quartiers de Saint-Jacques (65 %) et du Plan (53 %) à Grasse (G 1 et G 2), Valbonne (50 %), Biot (52 %), Vence-campagne (52 %), Castagniers (57 %) Tourrette-Levens (50 %) et Contes (57 %).

Il est remarquable que, dans certaines au moins de ces communes, la fixation des Italiens soit un phénomène ancien. Si on examine la catégorie des Italiens venus directement à Valbonne et à Tourrette-Levens, on constate que :

— sur 24 Italiens venus directement à Tourrette-Levens, 4 se sont installés avant la guerre de 1914 ; 14 entre 1920 et 1930 ; 5 entre 1930 et 1940 ; et un seulement depuis la seconde guerre

— sur 45 Italiens venus directement à Valbonne, 7 se sont installés avant la guerre de 1914 ; 27 entre 1920 et 1930 ; 8 entre 1930 et 1940 ; et trois depuis la seconde guerre.

Ce sondage fait renoncer à l'hypothèse d'un lien entre le caractère direct et le caractère récent de l'immigration. Il y a une immigration directe importante, traditionnelle et bien installée.

La présence parmi les immigrés d'un groupe (globalement majoritaire) venu *indirectement* s'installer dans la commune domiciliaire, fait ressortir l'insuffisance de l'étude des lieux de naissance pour la connaissance des mouvements migratoires. Nous poursuivrons donc notre analyse par la recherche des « provenances » de la population, c'est-à-dire de ses origines géographiques immédiates.

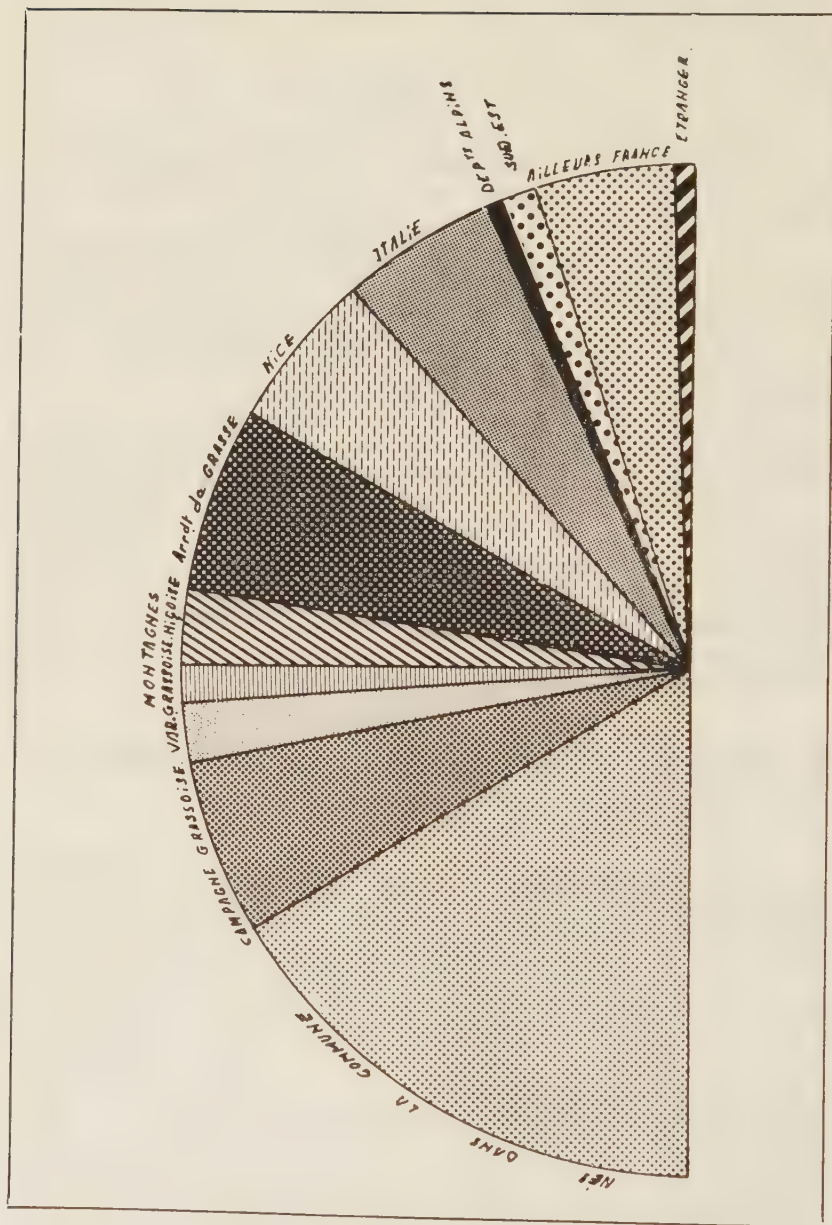
5. LA POPULATION (ACTIVE) D'APRÈS LA « PROVENANCE » DES IMMIGRÉS

A. RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

En ne retenant pour critère de classification que le domicile immédiatement antérieur à l'actuel, l'éventail global des provenances se présente ainsi :

	%
Nés et restés dans la commune	33
Venus de la campagne grasseise	11
Venus du Var	4
Venus de la montagne grasseise	2
Venus de la montagne niçoise	5
Venus des villes de l'arrondissement de Grasse	12
Venus de Nice	10
Venus d'Italie	10
Venus des départements alpins	1
Venus du Sud-Est (sauf Var et Alpes-Maritimes)	2
Venus d'ailleurs en France	9
Venus de l'étranger (sauf d'Italie)	1

Ces résultats sont schématisés dans le graphique 33.



Graphique n° 33. — La provenance de la population active dans la campagne azurée (1954).

Un regroupement des catégories fait apparaître que :

a) ce sont les villes des Alpes-Maritimes qui dirigent vers les villages le plus fort contingent d'immigrants (22,45 % de toute la population active, et 33 % des immigrés actifs),

b) les mouvements migratoires internes de la zone campagne ont une certaine importance, puisqu'ils fournissent 14,45 % de la population active..

c) de la montagne, la migration directe reste faible : elle ne donne aux villages que 6,52 % de leur population active.

d) 10 % seulement de la population active viennent directement d'Italie. Alors que 12 % proviennent de France (Var et A.-M. exclus). L'importance relative de l'Italie est, calculée suivant le point de vue des migrations directes, assez faible.

On peut immédiatement établir entre les diverses catégories établies d'après les lieux de naissance et les lieux de provenance une comparaison édifiante. Les graphiques 30 et 31, rapprochés, font en effet ressortir :

1° Le rôle redistributeur des villes, qui comptent pour beaucoup plus dans l'éventail des provenances que dans celui des naissances.

2° Le caractère indirect des migrations italienne et française extra-régionales, souligné par la réduction considérable de leur place en passant de l'éventail des naissances à l'éventail des provenances.

Dans le détail, la région se présente encore une fois comme une unité relativement homogène.

Lieux de provenance de la population active (En %)

<i>Micro-région</i>	<i>Campagne environ- nante</i>	<i>Montagne environ- nante</i>	<i>Villes des Alpes- Maritimes</i>	<i>Italie</i>	<i>Ailleurs en France et étranger</i>	<i>Nés dans la commune</i>
Coteau préalpin occidental	25	4	17	6	12	36
Campagne grassoise	18	4	21	12	15	30
Plateau valbonnais	18	6	21	10	15	30
Campagne bas-ven- goise	12	6	26	11	15	30
Campagne haut- vengoise	14	12	19	8	8	39
Campagne niçoise .	4	11	25	8	10	42

Cet aspect d'homogénéité n'est même pas détruit par les résultats de l'étude statistique unitaire.

La plus grande proportion d'habitants actifs provenant de Nice ne dépasse jamais 36 % (Falcon, Aspremont), et ceux provenant des villes de la rive droite ne dépassent jamais 33 % (Peymeinade). Les immigrants en provenance de la montagne n'atteignent (mises à part les exceptions de Saint-Blaise et Castagniers, 23 et 24 %), que 16 % (Gattières, Le Broc) ou 15 % (Aspremont) de la population active totale. Les Italiens venus directement d'Italie ne forment jamais (mis à part le petit village du Tignet, 21 %) le cinquième de la population : Valbonne avec 18 % est suivi de Mandelieu, Grasse-Sud-Ouest et Grasse-Est, 16 %. Enfin, les personnes actives venues de la France extra-régionale représentent au maximum 22 %, à Grasse-Nord qui est suivi de Vence-campagne et Mandelieu avec seulement 16 % et Roquefort avec 15 %...

Les limites minima ne présentent que peu d'intérêt, puisqu'il existe de petits villages dont le faible nombre d'habitants exclut même la variété des provenances. Mais l'essentiel reste que le groupe des immigrés (à l'exception du minuscule et mourant Châteauneuf-de-Contes) représente, *au minimum*, 42 % de la population.

L'indice de dispersion. Pour déterminer un indice simple, basé sur des déterminations empiriques, on a affecté chaque provenance d'un coefficient tenant compte à la fois de l'éloignement et de la rareté :

A. Pourcentage d'individus nés dans la commune	Coefficient 1
B. Pourcentage d'individus provenant de la campagne environnante	— 2
C. Pourcentage d'individus provenant des villes des Alpes-Maritimes	— 5
D. Pourcentage d'individus provenant de la montagne environnante	— 3
E. Pourcentage d'individus provenant d'Italie	— 3
F. Pourcentage d'individus provenant d'ailleurs	— 10

Ces coefficients vus dans leur ensemble présentent l'avantage de souligner les cas de « colonisation » externe les plus nets (F), de mettre en valeur la singularité des provenances urbaines, et de réduire l'influence des facteurs campagnard, montagnard et italien qui n'aboutissent pas à une sérieuse différenciation.

La formule du calcul de l'indice de dispersion est la suivante :

$$I = \frac{[(A \times 1) (B \times 2) (C \times 5) (D \times 3) (E \times 3) (F \times 10)] \times 10}{\dots}$$

La carte n° 25 de la dispersion des provenances fait apparaître un noyau central maximum qui s'étend à l'ouest de Vence, comprenant la population éparse de Vence, et les populations de La Colle, Rocquefort, Tourrette-sur-Loup et le Rouret. C'est la zone la plus fortement perturbée sur le plan du peuplement. Dans les mêmes ordres de grandeur, seules se signalent des agglomérations très proches des grandes villes : Drap, Mougins, Mandelieu, Peymeinade et Grasse-Nord (Magagnosc).

Par contre, les populations les moins perturbées sont situées aux extrémités de la région : les communes du Var à l'ouest, restées très rurales, et, à un moindre degré, les communes de la campagne niçoise.

B . LA PROVENANCE DES CATÉGORIES PROFESSIONNELLES DE POPULATION.

Bien que la répartition des catégories professionnelles à l'intérieur de la population n'ait pas encore été envisagée, et que le présent chapitre n'ait pas pour but de l'étudier, il faut dès maintenant rechercher l'influence des origines de la population sur ses activités. Voilà pourquoi ce chapitre mordra un peu par ses « révélations » sociologiques sur la suite de l'étude.

La population active de la campagne azurée compte en chiffres ronds 16.500 individus, soit 42,4 % (1) de sa population totale (39.000 habitants).

Elle se répartit de la façon suivante, en pourcentage :

Propriétaires-exploitants ...	16,5	Commerçants	6
Propriétaires-exploitants employeurs	1	Artisans	5
Aides familiaux agricoles ...	13	Ouvriers travaillant dans la commune	19
Fermiers	3	Ouvriers travaillant en ville.	21
Métayers	2	Divers	1,5
Salariés agricoles	12		
Total agricole	47,5		

a . Généralités.

1° Les propriétaires-exploitants constituent la catégorie la plus « autochtone » — ce qui n'a rien de surprenant. Les propriétaires-exploitants nés dans la commune forment 42 %

(1) Dans l'ensemble du département, la population active représente 43,5 % de la population totale.

de la catégorie ; si on leur ajoute ceux qui proviennent de la campagne environnante, ils en forment les 58 %. Et c'est pourtant la faiblesse de la proportion qui doit attirer l'attention. Quoi ! Dans cette catégorie professionnelle qui devrait être stable en raison des difficultés de son installation ou de la force d'inertie qui la retient sur place, on compte un allogène (1) sur deux individus ! Dans le détail, cette proportion s'abaisse même parfois sensiblement ; plusieurs communes ont moins de 30 % de propriétaires-exploitants autochtones : La Roquette, Mougins, Châteauneuf-de-Grasse, Vence-campagne, Carros, Saint Martin et Saint-Blaise. A l'opposé, Tourrette-Levens atteint les 80 %.

On doit tenir compte pour l'interprétation de la carte n° 26 du fait que deux facteurs contradictoires jouent pour le départ ou le maintien, et pour l'immigration, des propriétaires-exploitants.

— Les possibilités de l'agriculture attirent l'immigration : les propriétaires immigrés surclassent les autochtones (La Roquette, Vence, Carros).

— L'abandon des terres et l'absence de rénovation agricole laissent sur place une majorité de propriétaires autochtones, la commune n'attirant pas l'immigration, agricole (Roquefort, Le Broc, Castagniers, etc...).

— Mais, dans certains cas, la transformation de l'agriculture peut maintenir sur place les propriétaires traditionnels (Saint-Jeannet, Tourrette-Levens, etc...).

Constatons, enfin, d'après le graphique 32 :

— que les villes du département fournissent un appréciable contingent (17 %),

— que 9 % des propriétaires-exploitants ne proviennent ni de la région, ni d'Italie.

2° Le groupe des agriculteurs-dépendants (aides familiaux exclus) présente des caractéristiques fort différentes : les autochtones y sont beaucoup moins nombreux : moins du quart ! A peine plus que les voisins-de-la-campagne (21 % contre 23 %). La main-d'œuvre agricole est, certes, bien plus mobile que le patronat. Mais, ensemble, autochtones et « voisins » ne forment pas la moitié du groupe. Les villes régionales, d'une part, et l'Italie, d'autre part, sont des fournisseurs aussi importants (21 % et 20 %).

Ce groupe provient donc des horizons les plus variés : la dispersion de ses origines est le témoin de son instabilité.

(1) Parmi ceux qui proviennent de la campagne voisine, une partie représente des autochtones déplacés pour raison familiale, et une autre de vrais immigrés. La véritable autochtonie doit donc représenter environ 50 % du groupe.



Carte n° 26. — La pourcentage des propriétaires-exploitants nés dans la commune (1954).

3° Commerçants, artisans et divers (patrons ou indépendants) constituent le groupe dont l'autochtonie est la plus faible. On aurait pu s'attendre à ce que, attirés par les gains plus faciles et plus importants, les villageois s'improvisent commerçants ou artisans pour profiter du mouvement général des affaires ; on aurait pu imaginer un transfert de la population locale des activités primaires vers les activités commerciales, comme cela se produit quelquefois dans des villages soudain touchés par la grâce du tourisme... Les faits répondent « non » à cette hypothèse. Les commerces sont, en général, ouverts par des « colonisateurs » : plus de la moitié du groupe socio-professionnel envisagé provient des villes régionales (31 %) ou extra-régionales (24 %). Peu d'Italiens et de montagnards. Quant à l'élément autochtone, il ne fournit en moyenne que 22 % des commerçants et artisans.

Dans sa répartition géographique, le pourcentage de l'élément autochtone varie ici souvent et beaucoup : il atteint des minima excessivement bas. Ainsi 4 % seulement des 49 commerçants et artisans de Peymeinade sont nés dans la commune. La proportion est de 5 % pour ceux de Roquefort qui sont 42, de 8 % pour ceux de Carros (26), de 10 % pour ceux de Saint-Paul (90). L'importance relative des commerçants *allogènes* pourrait-elle être considérée comme une marque d'essor de la commune ? Là où il y aurait essor — donc là où il y a développement du commerce —, il y aurait « colonisation » commerciale par les immigrés.

(Thèse admissible puisque les pourcentages inférieurs à 20 % se réfèrent à des communes dynamiques (1) (à une exception près : Gattières). Mais ce témoignage est incomplet, car certaines communes dynamiques ont des pourcentages plus élevés).

4° Le groupe des salariés non-agricoles tient, pour ses origines, le milieu entre le groupe des propriétaires-exploitants et celui des commerçants. Car il n'est pas aussi allogène et divers que ce dernier !

En général, on trouve en effet une plus grande proportion d'autochtones chez les ouvriers que chez les commerçants. La moyenne — salariés travaillant dans la commune et en ville — est de 31 %. (Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette proportion n'est pas la moyenne de l'opposition entre la provenance des ouvriers en ville et des ouvriers sur place, puisque les ouvriers logeant dans la commune et travaillant dans les villes sont, eux seuls, pour 30 % des autochtones).

Les ouvriers provenant des villes régionales forment la seconde catégorie la plus nombreuse : 25 %, à mi-chemin entre

les paysans et les commerçants. Ils sont aussi dans cette position intermédiaire pour ce qui concerne les provenances extra-régionales, 17 %.

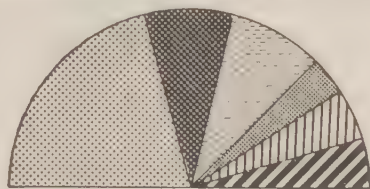
En définitive, encore que toutes les provenances se trouvent représentées dans chaque catégorie socio-professionnelle, on peut constater de nettes variations de l'une à l'autre : les propriétaires-exploitants se distinguent par leurs autochtones, les paysans-dépendants par leurs Italiens, les commerçants par leurs citadins et leurs extra-régionaux, les ouvriers par une répartition plus égale. Ces variations, parce qu'elles se déterminent à l'intérieur de limites relativement étroites, excluent cependant toute vraie singularisation des groupes socio-professionnels d'après leurs origines : encore une fois, il faut constater l'ampleur, la profondeur et la générale ubiquité des perturbations migratoires.



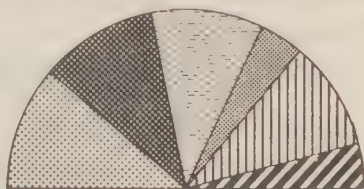
La provenance des retraités.

1.350 retraités déclarés habitent la région. Le graphique 34 montre comme la répartition proportionnelle de leurs provenances est différente de celle de la population active. Peu d'autochtones et de campagnards, très peu de montagnards et d'Italiens ; mais les citadins régionaux (32 %) et extra-régionaux (42 %) occupent les trois quarts de la place. Le retraité est bien, dans la campagne azurée, un « colonisateur » d'un type particulier.

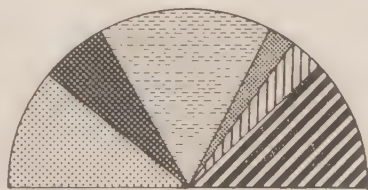
(1) Peymeinade, Mouans-Sartoux, Mougins, La Roquette, Pégomas, Auribeau, Châteauneuf-de-Grasse, Le Rouret, Roquefort, Tourette-sur-Loup, La Colle, Saint-Paul, Villeneuve-Loubet, Vence, La Gaude, Gattières, Carros, Drap.



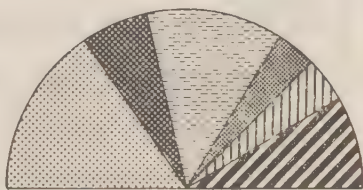
Propriétaires - exploitants



Fermiers, métayers, Salariés agricoles.

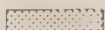


Commerçants - artisans



Ouvriers (en ville et dans commune)

Nés dans la commune.

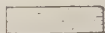


VENUS DE:

la campagne environnante.



la ville (A.M.).



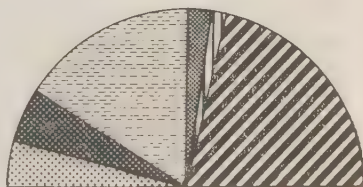
la montagne voisine



Italie.



ailleurs (France étranger)



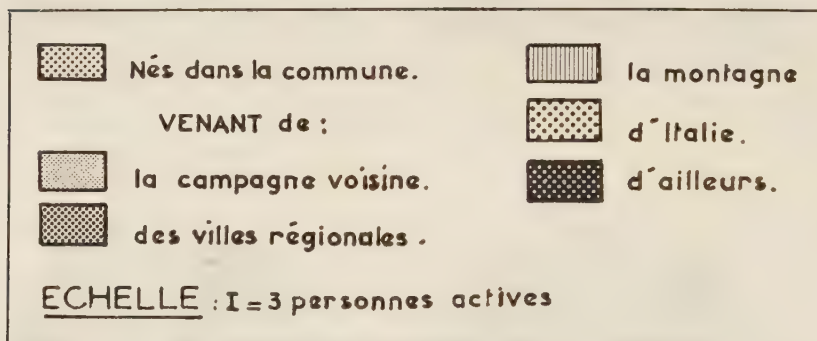
Retraités.

Graphique n° 34. — La provenance des catégories professionnelles (1954).

b. Quelques communes choisies comme types.

Les diagrammes les plus typiques, choisis parmi ceux qui furent dressés pour l'étude de la provenance socio-professionnelle dans chaque commune, illustreront ces vues générales :

Légende



N. B. — Cette légende vaut pour les graphiques 35 à 43. Pour leurs sigles, voir page 177

Trois communes rurales traditionnelles.

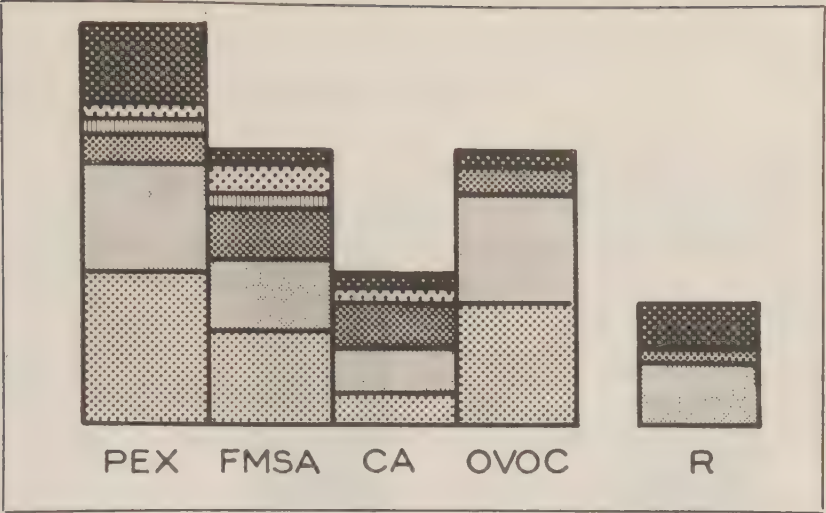
A *Callian*, *Valbonne* et *Tourrette-Levens*, qui ont des indices de dispersion assez faibles (inférieurs à 130), l'agriculture constitue la principale activité des habitants.

A *Callian*, tous les groupes professionnels sont perturbés par l'immigration, mais inégalement. Ce sont les ouvriers (presque tous ouvriers sur place, d'ailleurs) qui comptent la plus grande proportion d'autochtones ou de « voisins », alors que les commerçants et artisans sont, eux, le plus souvent allogènes. Mais les agriculteurs témoignent aussi d'un allogénisme accentué.

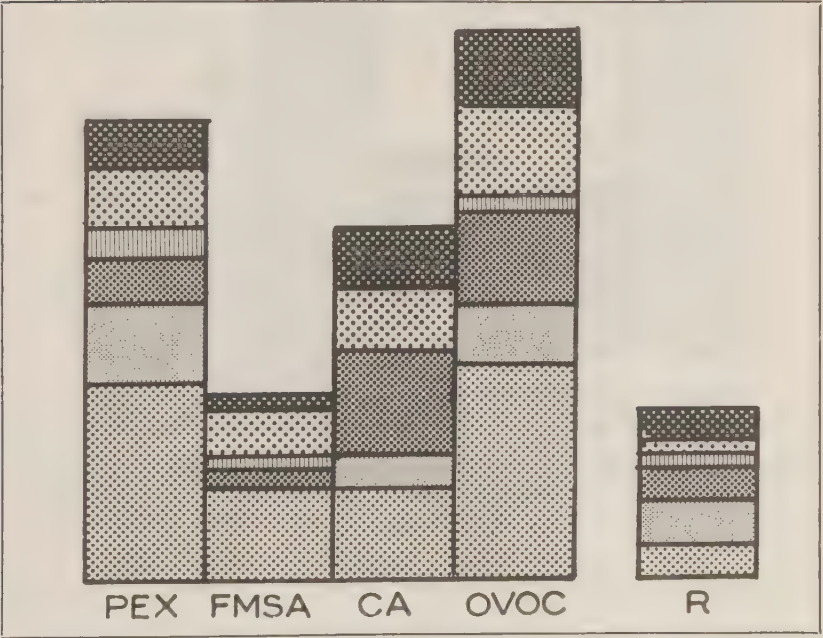
L'importance des Italiens dans tous les secteurs est caractéristique de *Valbonne*, où le fonds de population autochtone garde partout une place considérable. Les commerçants sont, là encore, les plus allogènes. L'influence urbaine et extérieure marquée s'explique par la plus grande proximité de la ville.

Tourrette-Levens se distingue des deux communes précédentes par une très nette opposition des catégories socio-professionnelles : la base autochtone est très largement majoritaire chez les propriétaires-exploitants, alors que, chez les ouvriers, son infériorité n'est pas moins manifeste. De plus, les autochtones, s'ils ont abandonné le secteur « cultivateur-dépendant », conservent la plus grande partie du secteur commercial.

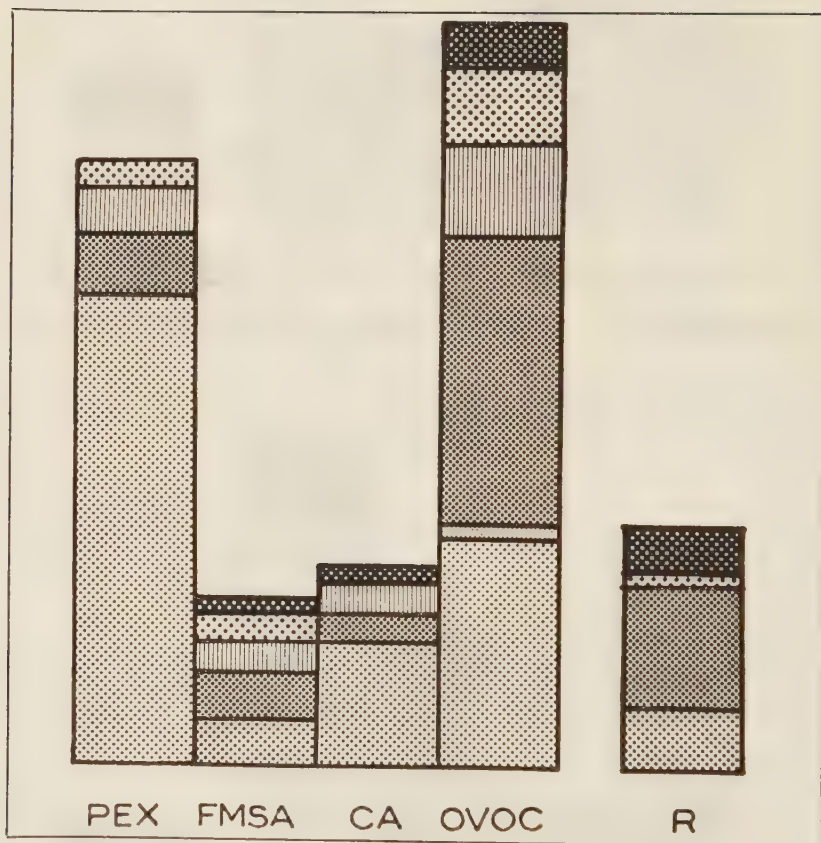
Ainsi, à *Tourrette-Levens*, la perturbation migratoire n'atteint pas l'ensemble du corps social, alors qu'elle l'a profondément marqué, dans sa totalité, à *Valbonne* et *Callian*. L'examen de ces trois communes rurales traditionnelles conduit à penser que *Valbonne* et *Callian* seraient à un stade plus « avancé » que *Tourrette-Levens*.



Graphique 35. — La provenance par catégories professionnelles à Callian (1954).



Graphique n° 36. — La provenance par catégories professionnelles à Valbonne (1954).



Graphique n° 37. — *La provenance par catégories professionnelles à Tourrette-Levens (1954).*

voir légende 204

Deux communes agricoles renouvelées.

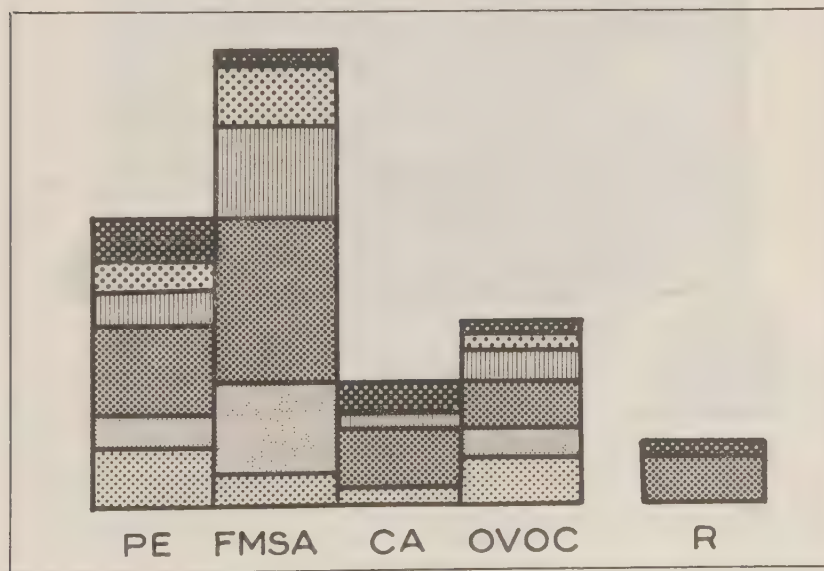
La Roquette-sur-Siagne et *Carros* disposent d'une agriculture maraîchère et fruitière moderne, et leur population est en rapide essor.

La relative faiblesse de la population active autochtone caractérise dans les deux communes les quatre groupes socio-professionnels.

Parmi les agriculteurs, la part fournie localement (autochtones et voisins) est très faible à Carros : Nice et la montagne nicoise dominent ce peuplement. A La Roquette, par contre, malgré l'important contingent urbain, les agriculteurs locaux dominent. C'est que l'exploitation spéculative à La Roquette est nettement plus ancienne, et que l'environnement rural est plus riche et plus spécialisé : différence de stade et différence de « milieu ».

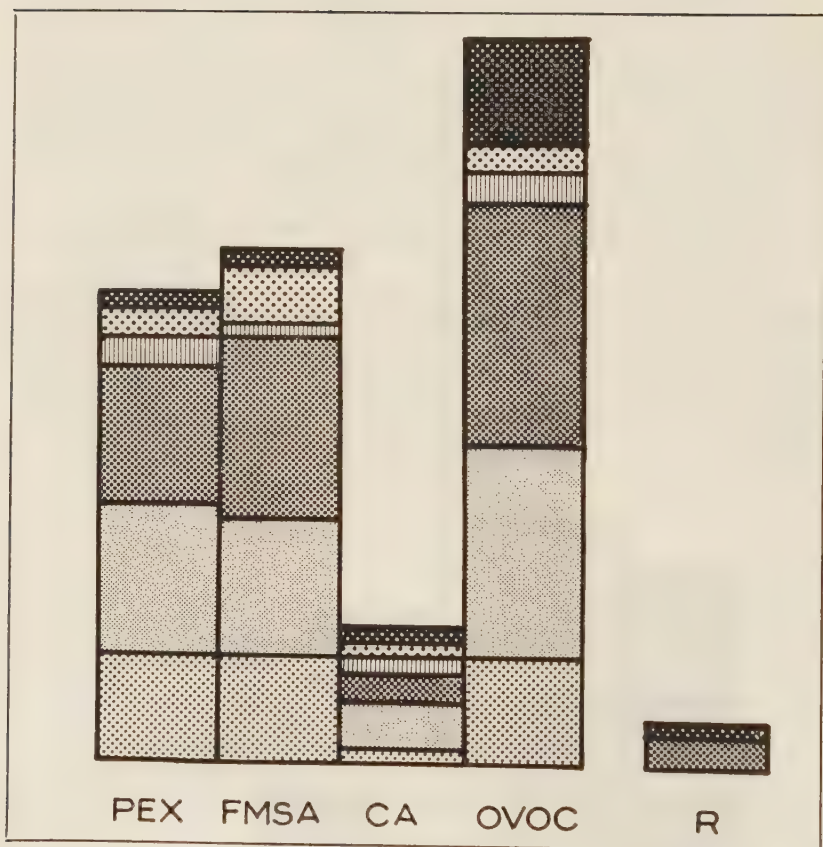
Pour la même raison, le commerce et l'artisanat, presque totalement aux mains des immigrés à Carros, n'échappent pas tout à fait aux locaux à La Roquette.

Mais la grande différence entre les deux communes est surtout d'ordre professionnel : La Roquette, outre sa fonction agricole, a une fonction de banlieue résidentielle. Le groupe des ouvriers revêt une grande importance, et compte, pour les trois quarts, des salariés urbains. Parmi eux, la proportion des « locaux » ressemble à celle des autres groupes. Malgré la séparation des fonctions agricole et suburbaine, la perturbation migratoire ne différencie pas les catégories socio-professionnelles.



Graphique n° 39. — La provenance par catégories professionnelles à Carros (1954).

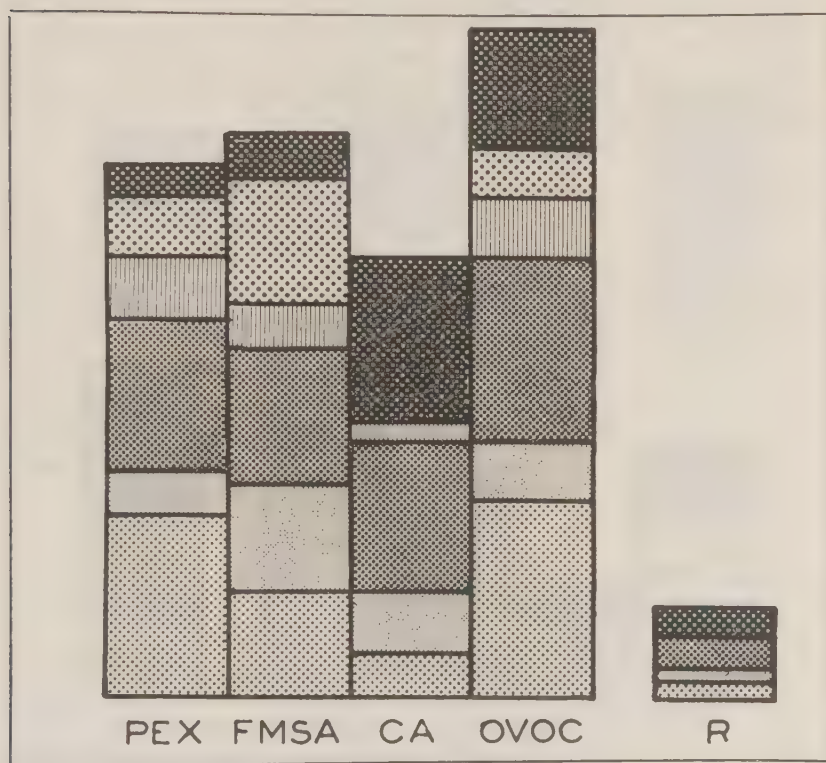
voir légende 204



Graphique 38. — *La provenance par catégories professionnelles à La Roquette-sur-Siagne (1954).*

Deux communes touristiques.

Pour n'avoir pas la même fonction touristique, *Saint-Paul* et *Roquefort* doivent cependant tous deux leur développement moderne au tourisme, la première par le passage et la villégiature, la seconde par la villégiature seulement. Leur indice de dispersion est très fort (plus de 160), leur essor démographique rapide.



Graphique n° 40. — La provenance par catégories professionnelles à Saint-Paul-de-Vence (1954).
voir légendes p. 204

A Saint-Paul, les quatre catégories socio-professionnelles ont le même ordre de grandeur. Les villes régionales fournissent aux quatre catégories un ample contingent, presque équivalent dans chaque cas : si les ouvriers et les commerçants comptent respectivement 37 et 30 originaires des villes, les propriétaires-exploitants en comptent 29, et les cultivateurs-dépendants 27. Les quatre groupes présentent donc à peu près la même réceptivité à l'immigration de provenance urbaine.

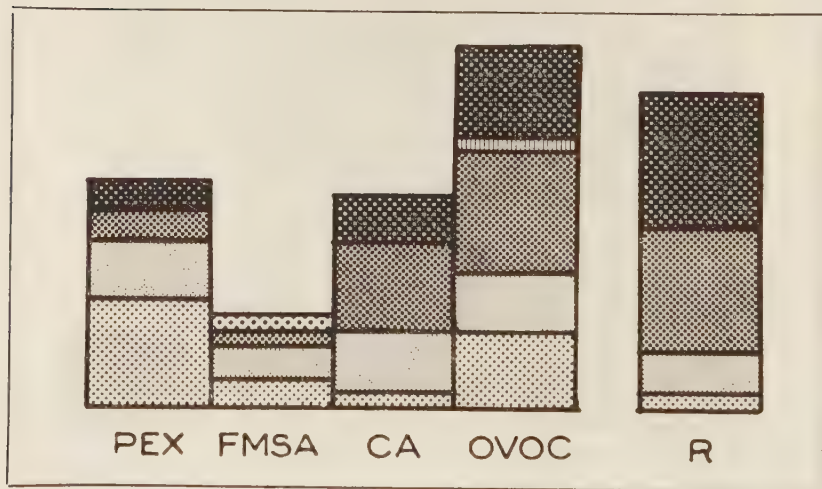
Par contre, alors que les Italiens tiennent une place importante parmi les agriculteurs, ce sont les autres « extra-régionaux » qui fournissent, après les villes, le deuxième secteur de l'immigration chez les commerçants et les ouvriers.

Un certain clivage peut donc être observé parmi les catégories socio-professionnelles de Saint-Paul d'après la provenance de certains de leurs immigrés.

Il n'en va pas de même à Roquefort, où pourtant existe aussi une nette différenciation.

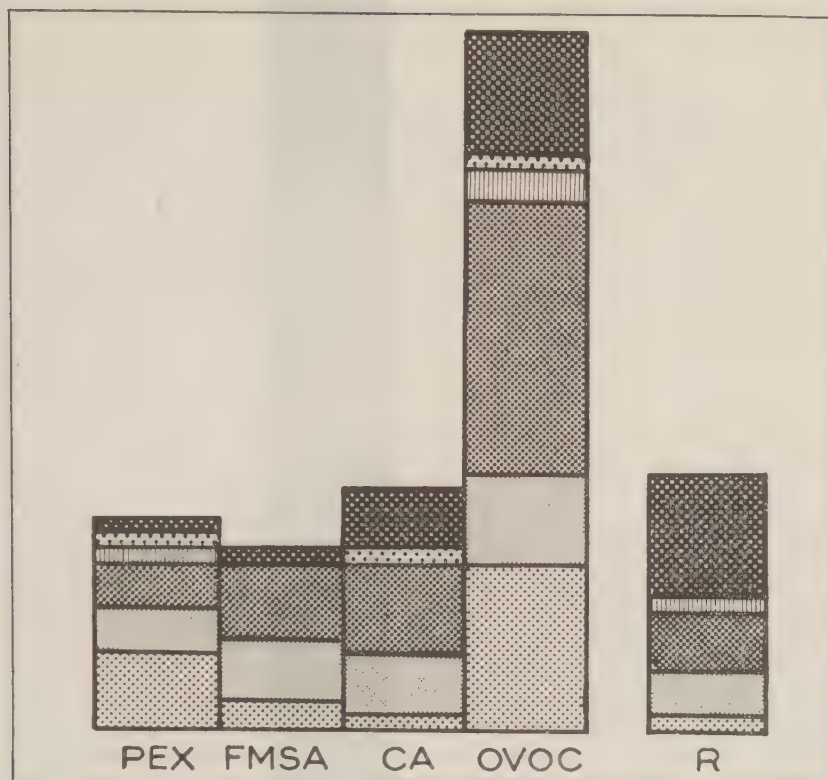
A Roquefort (dont la cohorte de retraités fait la singularité), l'agriculture ne s'est pas spécialisée comme à Saint-Paul, et elle n'attire pas l'immigrant. Les deux catégories agricoles sont ainsi à très nette dominante locale. A l'inverse, commerçants et ouvriers sont surtout des immigrés de provenance citadine régionale et extra-régionale.

Le clivage est, pour une raison économique simple, basé sur des critères différents de celui de Saint-Paul.



Graphique n° 41. — La provenance par catégories professionnelles à Roquefort-les-Pins (1954).

voir légende p. 204



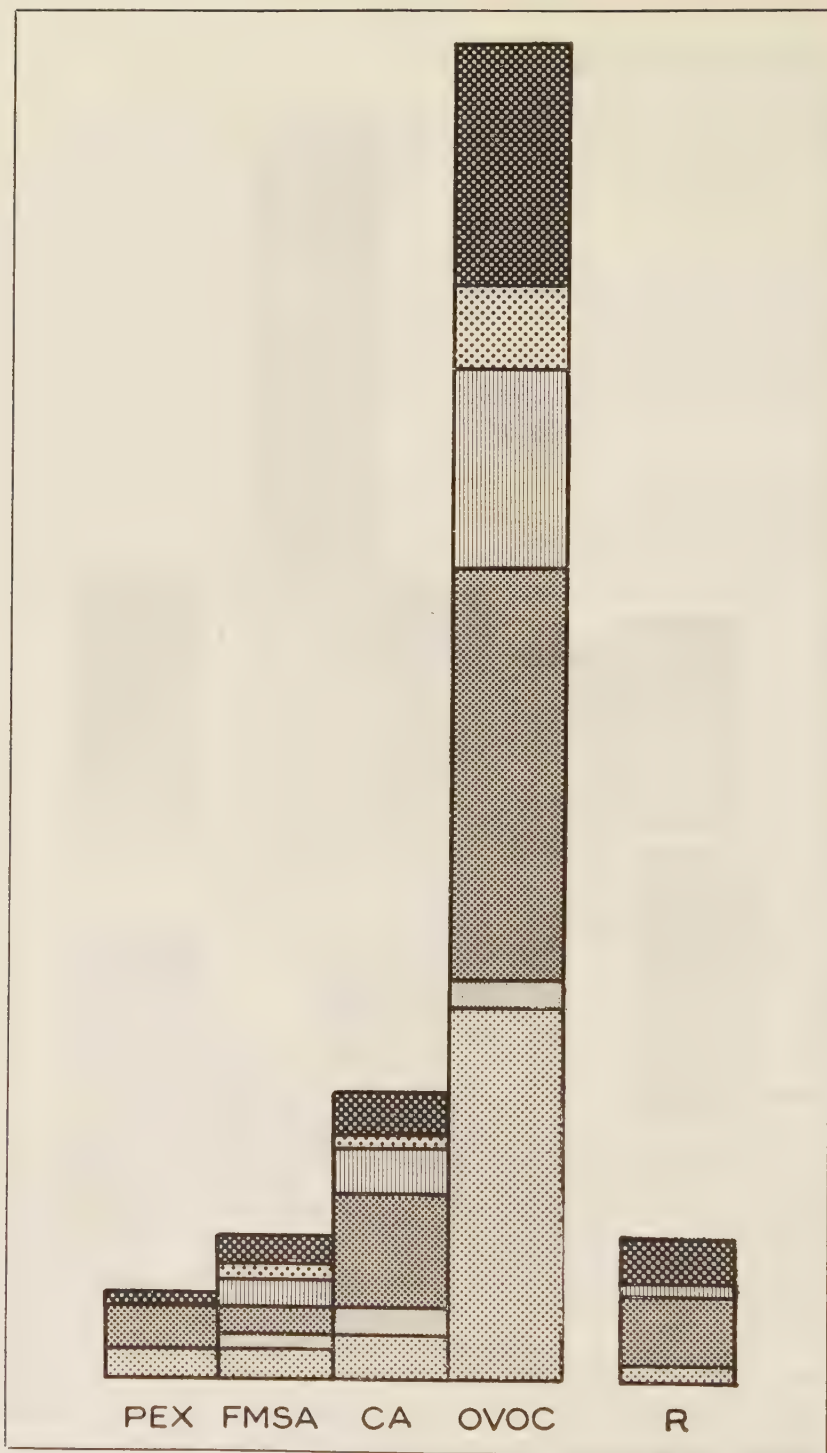
Graphique n° 42. — *La provenance par catégories professionnelles à Peymeinade (1954).*
voir légende p. 204

Deux banlieues.

Limitrophe de Grasse, *Peymeinade* loge un grand nombre d'ouvriers travaillant dans la cité industrielle voisine. L'agriculture y garde une certaine importance. Mais l'élément autochtone parmi les ouvriers y est plus nombreux que dans les autres catégories réunies : les « enfants du pays » sont en majorité des ouvriers.

Cela n'empêche pas que le secteur urbain régional soit de loin le plus important fournisseur de population (37%, contre 21% aux autochtones).

A *Drap*, dans des proportions différentes, les caractéristiques sont les mêmes : on compte, sur 104 autochtones, 78 ouvriers. Et le secteur urbain d'immigration est l'essentiel : 32%. Ainsi, à Drap la plus grande partie de la population est formée d'ouvriers refluant de Nice pour se loger au village, ou arrivant au village en provenance de tous les points de l'horizon pour aller travailler à Nice.



Graphique n° 43. — *La provenance par catégories professionnelles à Drap (1954).*
voir légende p. 204

Ces quelques exemples ont permis de montrer la diversité des situations locales face à l'immigration. Les villages traditionnels, tout en gardant une base autochtone assez forte, sont pénétrés profondément d'immigrés de toute provenance et pour deux d'entre eux dans toutes les catégories professionnelles. Les communes agricoles rénovées sont encore plus transformées dans leur démographie, mais une certaine stabilisation s'y observe. Les communes touristiques montrent des différences accentuées entre les catégories non agricoles (d'origine beaucoup plus dispersée) et les catégories agricoles. Les deux banlieues sont caractérisées évidemment par la domination du contingent urbain d'immigration.

c . Apports des grands secteurs d'émigration au point de vue socio-professionnel.

Jusqu'à quel point la diversité des origines constatée dans les groupes socio-professionnels se vérifie-t-elle dans la ventilation par groupes professionnels des immigrés classés par provenance ? Autrement dit : y a-t-il une spécialisation de tel ou tel secteur d'émigration ?

Le tableau suivant donne, en pourcentage, la répartition professionnelle des immigrés par secteur de provenance.

<i>Provenance</i>	<i>Cam- pagne environ- nante</i>	<i>Villes A.-M.</i>	<i>Mon- tagne environ- nante</i>	<i>Italie</i>	<i>Ailleurs</i>
Propriétaires-exploitants	20	14	20	15	12
Aides familiaux	13	9	12	13	5
Cultivateurs-dépendants.	24	16	19	33	9
Commerçants et artisans	11	17	9	8	23
Ouvriers	32	44	40	31	51
	100	100	100	100	100

On peut en tirer les observations suivantes :

— 31 % est le minimum de ce que fournit à la catégorie ouvrière chaque secteur d'émigration. L'Italie mise à part (de peu), tous les secteurs d'émigration fournissent, *en premier lieu*, des salariés non agricoles.

— Par contre, 20 % est le maximum de ce que fournit à la catégorie des propriétaires-exploitants chaque secteur d'émigration. Jamais plus d'un cinquième des immigrants ne devient cultivateur à son compte.

— La répartition des professions d'immigrés par secteurs de provenance s'établit, dans ses grandes lignes, ainsi :

La campagne environnante fournit surtout des ouvriers, mais aussi une proportion appréciable des autres catégories professionnelles.

Les villes des Alpes-Maritimes fournissent surtout des ouvriers et des commerçants, ne donnant que 39 % aux catégories agricoles.

La montagne environnante fournit, en premier lieu, des ouvriers, mais, comme la campagne environnante, elle donne plus de la moitié de ses émigrés aux divers secteurs de l'agriculture.

L'Italie fournit, elle, à l'agriculture, 61 % de ses émigrés ; le tiers des émigrés venus (directement) d'Italie sont fermiers, métayers ou salariés agricoles. Par contre, c'est l'Italie qui fournit le moins de commerçants et le moins d'ouvriers par rapport au total de ses émigrés.

C'est dans le secteur extra-régional d'émigration que l'agriculture tient la plus petite place : les trois quarts des émigrés de ce secteur sont ouvriers et commerçants.

6 . ÉTUDES SPÉCIALES SUR LE GROUPE CITADIN

Cannes, Grasse, Antibes, Cagnes, Vence sur la rive droite, et Nice sur la rive gauche, ces six villes fournissent le nombre le plus élevé d'immigrés dans les communes étudiées : 3.711 sur 11.000 personnes actives immigrées, soit un peu plus du tiers.

Deux processus très différents, d'ailleurs, partagent ces immigrants en deux catégories dissemblables : certains — environ 2.000 — sont *nés* à la ville (voir p. 189) et refluent de celle-ci vers la campagne par la ville où ils n'ont fait que passer.

La répartition régionale de l'émigration urbaine, on l'a vu, ne pose pas de problème particulier. Toutes les communes ont un pourcentage appréciable de leur population active formé d'ex-citadins. On peut même préciser que la majorité des communes compte entre 30 et 40 % d'émigrés urbains parmi leurs immigrés ; quelques rares villages de la rive gauche du Var dépassent les 50 % ; quelques autres se tiennent autour de 20 %, à l'extrémité occidentale de la région. Dans l'ensemble donc, la moyenne du tiers est valable.

On sait encore, enfin, quelles professions embrassent ou conservent les ex-citadins demeurant à la campagne : une minorité dans les professions agricoles, près de la moitié dans le salariat non agricole, près du cinquième dans le commerce et l'artisanat.

Ces grands traits d'ensemble étant connus, il n'en reste pas moins que des questions se posent auxquelles des enquêtes précises, des sondages locaux, pourront seuls répondre : quelle est l'origine des personnes redistribuées par la ville dans la campagne ? Quel est le « rayon d'influence » des différentes villes ?

A . L'ORIGINE DES EX-CITADINS.

Un échantillonnage a été effectué dans la zone niçoise (Castagniers, Aspremont, Tourrette-Levens, Cantaron), dans la zone vençoise (Carros, Gattières, Saint-Jeannet, La Gaude), dans la zone canno-grassoise (Pégomas, La Roquette, Mouans-Sartoux), pour rechercher les lieux de naissance de la population active en provenance des villes. En voici les résultats :

a . Quatre communes du pays niçois : lieux de naissance des individus actifs en provenance de Nice.

Sur 172 habitants actifs provenant de Nice dans ces quatre communes, 75 sont nés à Nice. Mais 40 sont nés en Italie et 43 ailleurs hors de la région. Quelques unités seulement, venant de la montagne ou de la rive droite du Var, sont passées par Nice avant de gagner la campagne. En pourcentage, on compte : nés à Nice : 43 %, en Italie : 23 %, ailleurs : 25 %.

Le rôle de redistribution joué par Nice a donc une importance considérable.

b . Quatre communes du pays vençois : lieux de naissance des individus actifs en provenance de Nice.

Là, sur 229 habitants actifs provenant de Nice, 92 sont nés à Nice, soit 40 % : peu de différences avec le cas précédent. Mais les Italiens redistribués sont plus nombreux (74) et proportionnellement plus importants : 32 %. Les gens de la rive droite, passés par Nice pour revenir dans cette campagne, ne sont, comme dans l'exemple précédent, que quelques unités. Les extra-régionaux ont, par contre, beaucoup moins d'importance : 13 %.

Nice a, ici aussi, un important rôle de redistribution et plus de la moitié des « redistribués » sont des Italiens.

c . Quatre communes du pays vençois : lieux de naissance des individus actifs en provenance des villes de la rive droite.

Sur 88 habitants actifs provenant des villes (R.D.), 29 sont nés dans ces villes (33 %). La fonction redistributrice concerne surtout, encore une fois, des Italiens (28 %) et des extra-régionaux (21 %).

d . Trois communes du pays canno-grassois : lieux de naissance des individus actifs en provenance des villes de la rive droite.

Sur 335 habitants actifs provenant de ces villes, 131, soit 39 %, y sont eux-mêmes nés. Mais 102 (30 %) sont nés en Italie et ont été redistribués dans la campagne, et 64 (18 %) sont encore des extra-régionaux.



De ces sondages divers et concordants, une idée principale se dégage : les villes régionales servent d'étape vers la campagne à nombre d'extra-régionaux, surtout Italiens. Les immigrés ex-citadins ne sont donc pas des gens de la campagne ou de la montagne drainés par la ville puis réexpédiés dans les villages : ce sont, soit des citadins de naissance, soit des étrangers à la région (le plus souvent des étrangers tout court) que les villes accueillent puis refoulent.

La ville prend à nos yeux, d'après ces constatations, son allure de pompe aspirante-partiellement-refoulante, s'approvisionnant à l'extérieur et gonflant la région.

Mais chaque ville a-t-elle en propre une zone-déversoir ? C'est l'important problème géographique qu'on doit tenter maintenant d'élucider.

B . LES ZONES D'INFLUENCE URBAINE D'APRÈS LEUR ÉMIGRATION.

On a déjà fait le départ entre Nice et les villes de la rive droite pour ce qui est des individus nés dans les villes régionales et habitant les villages (p. 189 et carte n° 24), et on a vu que le « front » entre Nice et les villes « grassoises » se situait en plein arrondissement de Grasse. L'étude des provenances urbaines, beaucoup plus nombreuses que les naissances, permet de préciser les contours de cette « lutte d'influence ». Ainsi, non seulement les communes de la rive gauche du Var sont presque fermées à l'influence « grassoise », mais les villages bordiers du Var lui tournent aussi le dos. A l'est de Vence, l'influence niçoise décroît, mais reste majoritaire. Ce n'est qu'à quelques kilomètres de Grasse et Cannes que ces villes envoient dans les villages plus de monde que Nice même. Mais plus à l'ouest, l'influence décroît de nouveau et c'est Nice qui reprend, à Callian et Montauroux, un rôle plus important.

Du reste, l'influence niçoise n'a rien pour étonner ; le poids démographique de cette ville est le double de celui de toute la rive droite urbaine cumulée, et le Var n'est plus une frontière.

Considérant le rayon d'influence des villes de l'arrondissement de Grasse on a pu déterminer la provenance précise des immigrés ex-citadins dans quelques communes réparties dans l'arrondissement de Grasse ; le résultat en a été d'une simplicité surprenante : le « rayon d'action » de ces villes, quelle que soit leur importance, est étroitement limité à ses proches alentours. Le schéma n° 44 le montre très clairement.

Cannes est la ville la plus proche et la plus facile d'accès pour Mougins (8 kilomètres) et Pégomas (10 kilomètres) : aussi Mougins a-t-il 79 % d'ex-Cannois parmi ses immigrés des villes régionales (R.D.), et Pégomas 69 %. Mais Mouans-Sartoux est plus près de Grasse (7 kilomètres) que de Cannes (10 kilomètres) et se trouve presque au pied de la ville de la parfumerie : 63 % de ses ex-citadins sont des Grassois, alors que les Cannois ne sont déjà plus que 31 %. A Châteauneuf (6 kilomètres) et Le Bar (9 kilomètres), Grasse n'a pas de concurrent pour la proximité : Châteauneuf a 88 % et Le Bar 75 % de Grassois parmi ses immigrés de la ville (R.D.).

Antibes n'a qu'un dynamisme réduit, comparée à Nice, Cannes ou même Grasse, mais elle domine son proche environnement. A Biot, 74 % des ex-citadins (R.D.) sont des Antibois.

Vence et Cagnes sont distantes l'une de l'autre de 10 kilomètres : les villages du secteur voient l'influence des deux villes

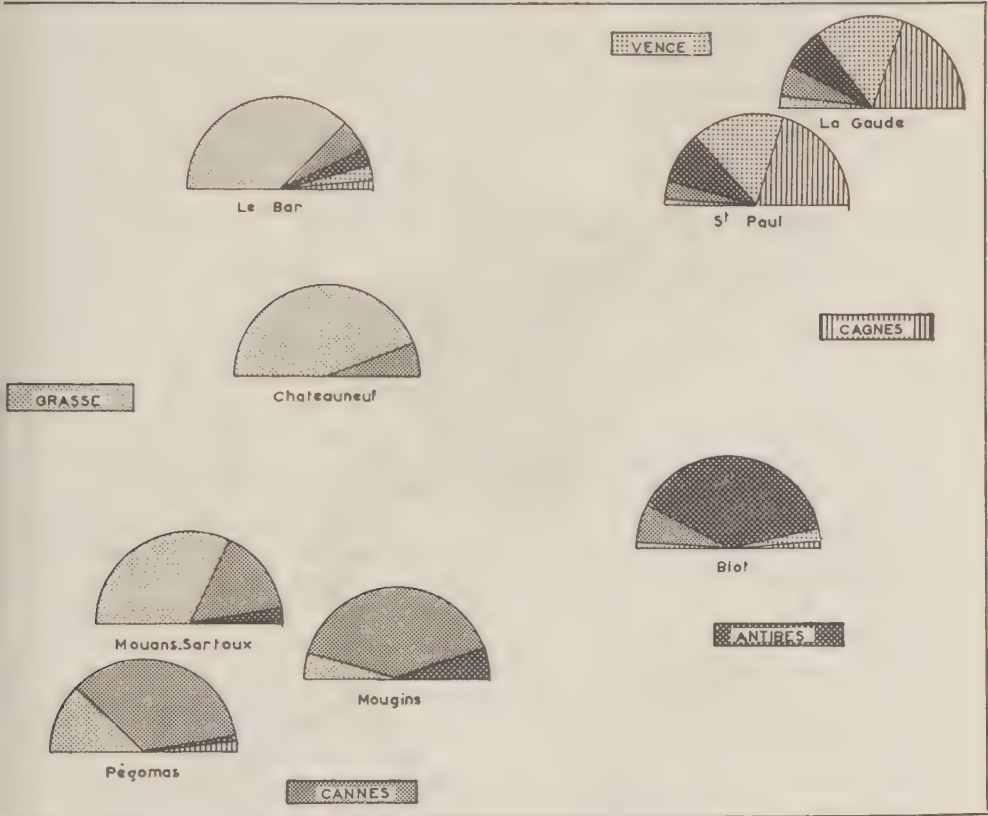


Figure n° 44. — Part respective de chaque ville de l'arrondissement de Grasse dans la composition de l'immigration citadine de quelques communes (1954).



Carte n° 27. — Limites des zones d'influence urbaine, d'après la provenance des immigrants citadins.

s'équilibrer : Saint-Paul a 41 % d'ex-Cagnois, 33 % d'ex-Vençois ; La Gaude a 39 % d'ex-Cagnois, 31 % d'ex-Vençois.

Ces exemples permettent d'affirmer sans hésitation :

1° Ce n'est pas le littoral, la Côte d'Azur, qui seul fonctionne comme pompe aspirante-refoulante. Les villes, *toutes* les villes de la région jouent ce rôle qui est une de leurs caractéristiques.

2° L'étroite répartition des « zones-déversoirs » entre les villes permet de supposer qu'il s'agit là de vraies « zones d'influence ». En effet, si l'émigrant citadin limite sa migration à quelques kilomètres, ce n'est ni par facilité ni par économie, mais parce qu'un complexe de liens très serrés (1) entre la ville et son environnement lui *désigne* sa nouvelle résidence.

3° L'expansion urbaine se limite, même celle de Nice, à des zones géographiquement définies, très petites pour les villes de l'arrondissement de Grasse.

La carte n° 27 les présente.

7 . COMPOSITION DE LA POPULATION TOTALE

Toute l'étude que nous venons de mener repose, comme nous l'avons déjà dit, sur un choix méthodologique qui est un compromis entre la nécessité de cumuler le maximum de résultats pour toute la zone considérée et l'impossibilité matérielle de dépouiller *tous* les documents. Ce compromis a abouti à ne considérer pour certaines recherches statistiques que les caractéristiques de la *population active*.

Toutefois, les résultats d'une étude complète dans trois communes nous permettent de rapprocher les données pour la population totale des connaissances de la population active. Le fait que le sondage concerne trois communes voisines a des inconvénients évidents ; cependant, comme ces trois communes — Le Bar, Châteauneuf et Opio — sont, malgré leur voisinage, très diverses au point de vue social et économique, ce triple sondage valait d'être mené à bien et ses résultats valent d'être exposés.

(1) Dont les traits se dégageront au fur et à mesure des chapitres suivants.

A . LES LIEUX DE NAISSANCE DE LA POPULATION TOTALE.

(Les lieux de naissance des enfants nés en maternité urbaine ont été rapportés par nous dans la commune domiciliaire de leurs parents.)

La présence des enfants, dans la statistique des origines de la population totale, tend évidemment à accroître la part des autochtones. Mais, si on néglige ce facteur « déformant », la répartition des lieux de naissances extérieurs à la commune permet d'utiles comparaisons entre la population active et la population totale.

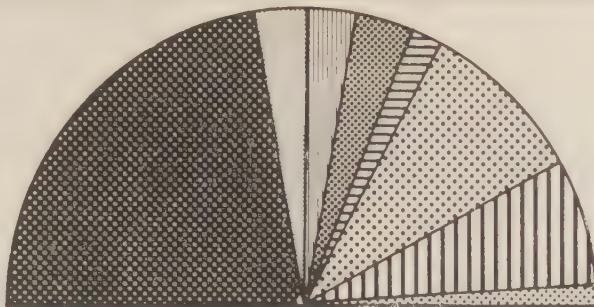
Rapprochons le graphique des origines de la population totale de celui des origines de la population active, totalisée pour le Bar, Châteauneuf et Opio.

La ressemblance, exception faite des naissances locales, est frappante. Les pourcentages des divers « lieux de naissance » dans la population immigrée active et totale donnent en effet :

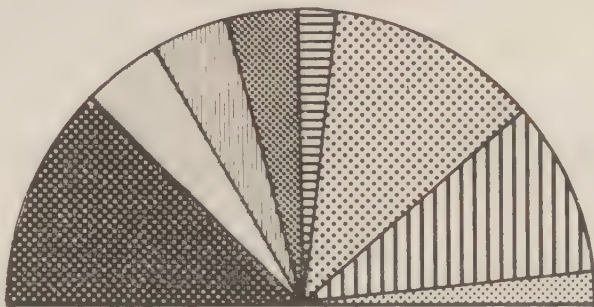
<i>Lieux de naissance</i>	<i>Population active</i>	<i>Population totale</i>
Campagne environnante	12	12
Montagne environnante	11	10
Villes rive droite	11	12
Nice	5	6
Italie.....	32	31
Ailleurs en France.....	25	25
Etranger	4	4

Cette correspondance presque parfaite indique sans aucun doute que l'immigration est familiale. Indépendamment de la question des autochtones, l'origine de l'immigration peut donc être valablement étudiée dans la seule population active, pour ces trois communes.

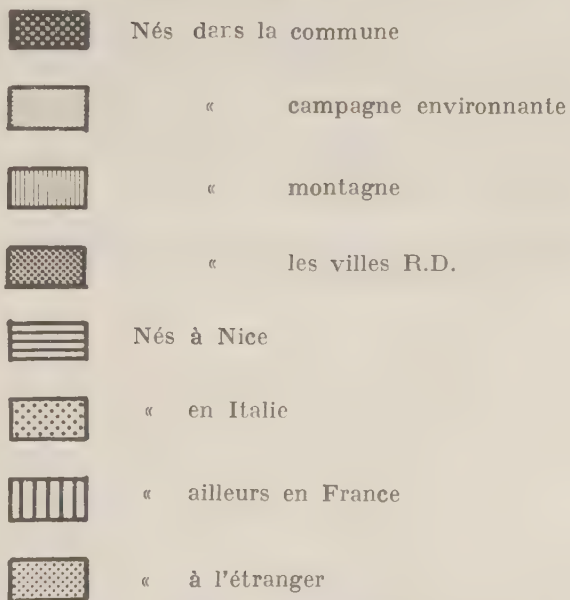
Notons, de plus, la correspondance des formes d'immigration : à Châteauneuf, le Bar, Opio, la moitié exactement des immigrés actifs sont venus directement de leur lieu de naissance. Il en va de même de tous les immigrés au Bar, Châteauneuf et, presque, à Opio (55 %).



POPULATION TOTALE



POPULATION ACTIVE



Graphique n° 45. — Comparaison des origines de la population totale et de la population active (1954).

B . LES LIEUX DE PROVENANCE DE TOUS LES IMMIGRÉS.

De la même façon, les correspondances sont bonnes entre les lieux de provenance directe des immigrés actifs et de tous les immigrés.

<i>Lieux de provenance</i>	<i>Immigrés actifs</i>	<i>Immigrés totaux</i>
Campagne environnante	25	22
Montagne environnante.....	11	12
Villes rive droite	20	22
Nice	9	8
Italie.....	15	15
Ailleurs en France.....	19	19
Etranger	1	2

Il n'est pas utile de dissenter longuement sur ces résultats. Pour les trois communes du sondage, ils sont probants : au point de vue de ses origines, l'immigration des personnes actives représente très bien l'immigration totale. En l'absence d'autres résultats statistiques, on ne tirera aucune règle de ces trois exemples cumulés. Ils permettent cependant d'y trouver une confirmation de la valeur réelle de l'échantillonnage imposé par les circonstances pour l'étude des origines de la population immigrée.

Nous étendons ainsi à toute la population, les observations consacrées à la seule population active.

L'IMMIGRATION

1 . CARACTÈRE RÉCENT DE L'IMMIGRATION

Il est possible, grâce à la connaissance de la date d'arrivée des immigrés dans la commune, de chiffrer, par périodes, ou même par année, le résultat de l'immigration : certes, il ne s'agit que de l'immigration stabilisée à l'époque du recensement, c'est-à-dire des immigrés fixés dans la commune. L'immigration temporaire n'étant pas enregistrée, les chiffres que nous produirons seront donc les chiffres minima de l'immigration.

Au point de vue qualitatif, on pourrait contester la valeur des résultats en affirmant que la stabilisation de l'immigration suppose de la part du groupe des immigrants fixés des caractères particuliers. En fait, si l'objection vaut pour les tranches anciennes, pour ce qui concerne l'immigration récente — de 1950 à 1954, ou même depuis la guerre — la stabilisation est si fraîche ou éventuellement si provisoire, qu'aucun clivage ne doit se produire encore entre la fraction « restée jusqu'à présent » et la fraction « repartie ».)

Quoi qu'il en soit, nous *savons* que les immigrés étudiés ne représentent qu'une tranche de l'immigration totale : particulière sans doute pour la période d'avant-guerre, et sans doute à l'image du « groupe » complet pour la période récente. (L'expression « immigrés » englobe dans ce travail les « immigrés demeurés dans la commune jusqu'en 1954 ».)

Les deux-tiers des 16.500 personnes actives de la région sont des immigrés. 1.255, soit 11 % d'entre eux, sont arrivés avant la guerre de 1914; 5.201 sont arrivés entre les deux guerres (statistiquement de 1914 à 1944), soit 47 % d'entre eux. Et les 42 % restants sont arrivés depuis 1945 : 1.788 entre 1945 et fin 1949 (16 %), 2.943 entre 1950 et mai 1954 (26 %).

Près du cinquième (18 %) de la population active est donc arrivé dans les quatre dernières années ; pas loin du tiers (29 %) n'habite les villages que depuis la guerre. Il y a donc un mouvement d'une vigueur remarquable !

Le tableau suivant présente les chiffres absolus, et les proportions respectives, des « tranches » d'arrivée des immigrés, par régions :

Régions	Arrivés depuis 1950		Arrivés de 1945 à 1949		Arrivés de 1920 à 1945		Arrivés avant 1920	
	%		%		%		%	
Coteau préalpin	285	30	156	17	411	44	89	9
Campagne grassoise	1.066	23	700	15	2.263	49	615	13
Plateau valbonnais	409	29	273	19	610	42	143	10
Campagne bas-vençoise .	466	26	276	15	845	47	218	12
Campagne haut-vençoise.	201	25	144	17	402	48	82	10
Campagne niçoise	516	34	239	15	670	44	108	7
Total	2.943	26	1.788	16	5.201	47	1.255	11

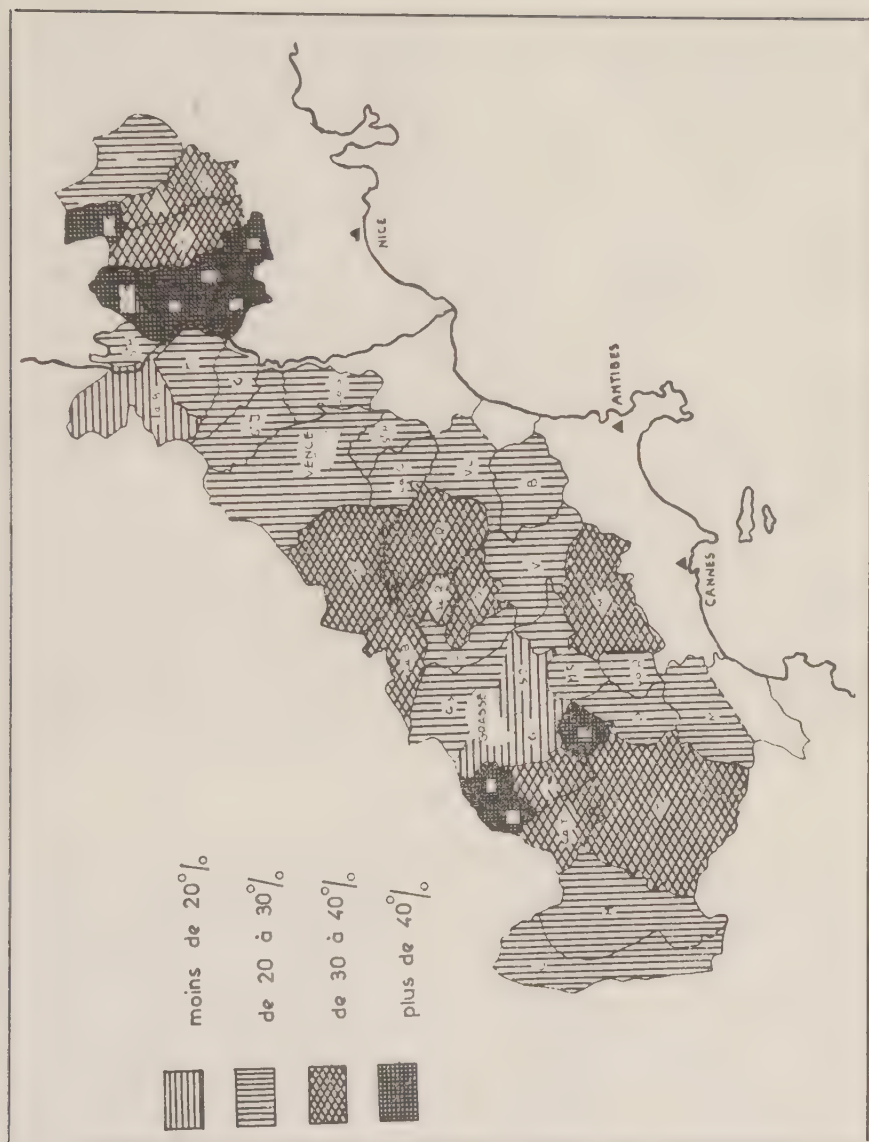
Comme dans la plupart des autres études comparatives déjà menées, on ne remarque pas de différence très sensible entre les régions, qui ont toutes des valeurs comparables à la moyenne. Cependant, à l'intérieur de ces faibles variations, on doit remarquer que la campagne niçoise, le plateau valbonnais et le coteau préalpin occidental, sont en tête pour la nouveauté de l'immigration. Ce sont justement les régions dont le chiffre de population évolue le moins (0,5 % entre 1936 et 1954). Or, alors que la moyenne générale de l'immigration récente (depuis 1950) s'établit à 26 %, les immigrés récents dans la campagne niçoise sont 34 % (1), sur le plateau valbonnais 29 % et sur le coteau préalpin 30 %.

La carte n° 28 met cette distribution en évidence, soulignant la cohésion des groupes régionaux.

L'explication de la répartition de l'immigration récente ressortit à plusieurs éléments. C'est que les immigrés ne restent pas dans les régions défavorisées, disent les pessimistes. C'est que, ces régions entamant un redressement, les immigrés ne s'y précipitent que depuis peu, disent les optimistes. Les deux explications ne s'excluent pas.

Elles sont complétées par une troisième : c'est dans les vil-

(1) A l'intérieur de la campagne niçoise même, alors que Saint-Martin et Contes industriels n'ont que 24 et 26 % d'immigrés récents, les vieux villages de Castagniers, Aspremont et Colomars en comptent 45 %.



Carte n° 28. — *L'immigration. Pourcentage des immigrants actifs arrivés entre 1950 et 1954.*

lages les plus abandonnés qu'un grand nombre de logements libres a pu être offert à ceux qui cherchaient à s'installer dans la région.

Si on cherche maintenant à préciser la place du groupe des immigrés récents au sein de toute la population active — et non plus des seuls immigrés —, leur importance s'affirme non moins énergiquement. En moyenne, 29 % de la population active sont arrivés depuis 1945 (9 % entre 1945 et 1949, 20 % depuis 1950).

La carte n° 29 présente, par commune, la place des immigrés récents dans la population active. Elle diffère sensiblement de la carte n° 28, même compte tenu du fait qu'il s'agit sur la première des immigrés depuis 1950, sur la deuxième des immigrés depuis 1945. D'importants groupes de communes dépassent la proportion de 30 %. Le groupe Cabris-Peymeinade-Spéracédès-Le Tignet compte 41 % de sa population active immigrée depuis la guerre. Le plateau valbonnais (sans Valbonne) en compte 36 %. Le groupe des communes riveraines du Var sur la rive gauche (sans Saint-Martin) en compte 37 %. L'immigration récente a donc dans ces groupes une importance considérable. Mais il ne semble pas qu'elle puisse caractériser à nos yeux des « qualités » socio-géographiques définies.

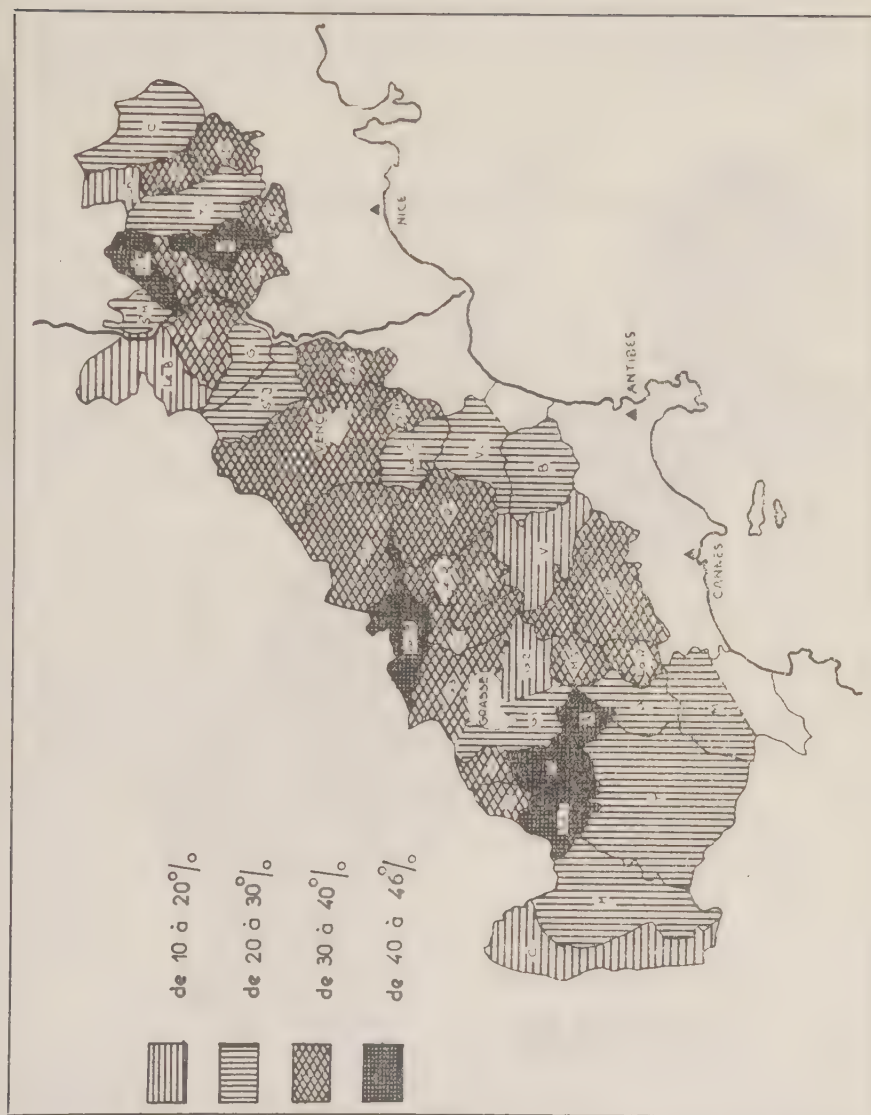
Il ne faut pas, enfin, perdre de vue la notion de quantité pure : la carte n° 30 qui donne la répartition des immigrés récents (depuis 1945), d'après leur nombre (immigrés actifs, plus retraités) rétablit une image plus habituelle. S'y distinguent en effet surtout la campagne grasseoise et la campagne bas-vençoise, débordant légèrement à l'Est et à l'Ouest. Ailleurs, l'immigration est, dans l'absolu, assez faible : moins de 100 immigrés récents par commune, sauf à Tourrette-Levens, Contes et Drap.



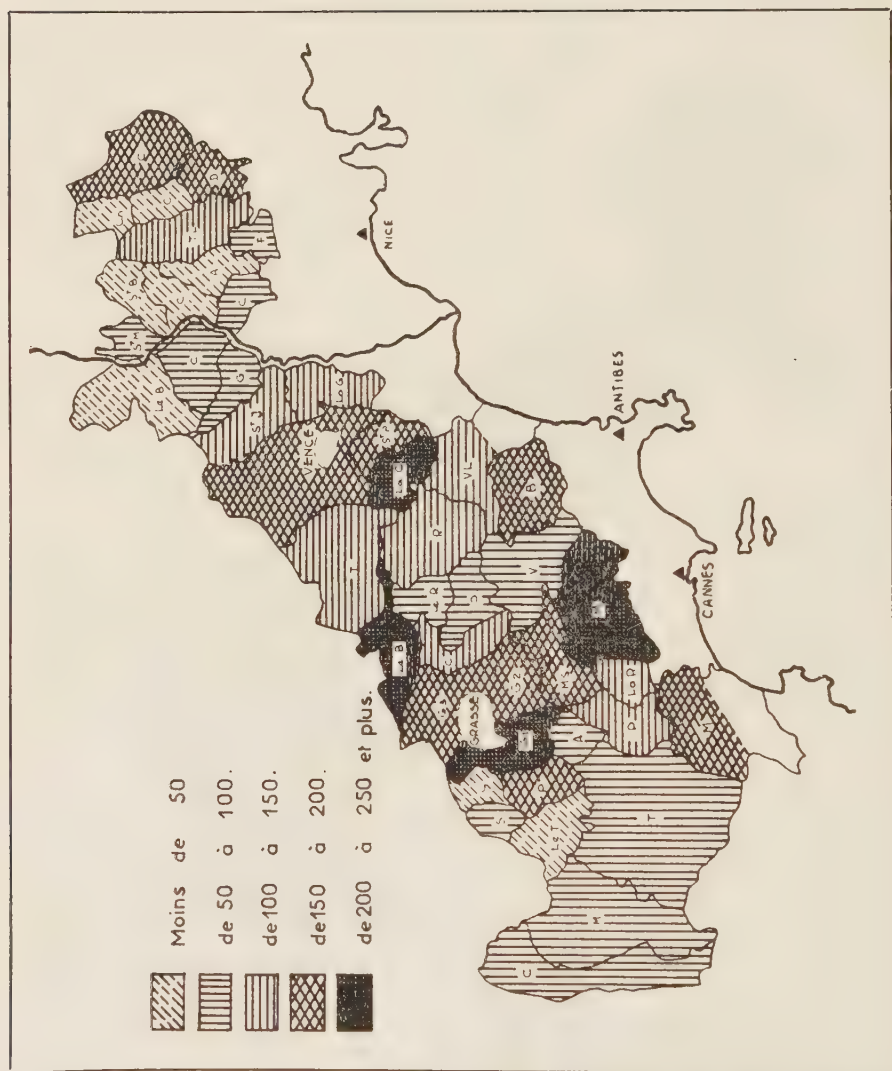
On a pu (1) évaluer la population immigrée totale au double de la population immigrée active. Pour évaluer l'importance de l'immigration, on rapportera le chiffre d'immigration totale (chiffre minimum, puisqu'il ne comprend pas les immigrés repartis) au chiffre de la population totale. Ces calculs sont particulièrement intéressants pour la période 1946-1954. Rapportée à la population totale recensée en 1946, l'immigration minimum pendant sept ans en a représenté, dans la région (2), plus du quart (26 %) : sans l'intervention d'autres facteurs, l'immigration au rythme actuel ferait gagner à la population 3,7 % par an ; la population pourrait doubler en vingt-sept ans. Ce pourcentage d'accroissement s'échelonne, entre les régions,

(1) Voir page 133.

(2) Calculé pour toutes les communes entières. Donc, sans Grasse, Vence, Villeneuve-Loubet ni Mandelieu.



Carte n° 29. — *L'immigration. Place des immigrés récents (de 1945 à 1954) dans la population active.*



Carte n° 30. — *L'immigration. Nombre d'immigrants actifs et de retraités installés de 1945 à 1954.*

de 22 % (campagne niçoise) à 31 % (campagne grasse). Le record est détenu par Aspremont (40 %), isolé dans la campagne niçoise, suivi de Peymeinade, la banlieue grasse (39 %). Par contre, Châteauneuf de Contes *n'aurait* grandi que de 10 %, le Broc de 12 % (ce sont des villages mourants)... et Valbonne — décidément mal en point dans un environnement dynamique — de 14 %.

2 . D'OU VIENNENT LES NOUVEAUX IMMIGRÉS ?

Pour étudier les provenances des immigrés (actifs, plus retraités) d'après leurs dates d'arrivée dans les communes, un sondage étendu a été effectué dans dix communes (1).

Les pourcentages indiquant la répartition des immigrés des diverses tranches par périodes d'arrivée sont indiqués par le tableau suivant :

<i>Provenance</i>	<i>Arrivés depuis 1950</i>	<i>Arrivés depuis 1945</i>	<i>Arrivés avant 1945</i>
Campagne grasse	12	14	20
Var	4	4	6
Montagne grasse	2	2	2
Montagne niçoise	7	8	11
Villes rive droite	16	16	16
Nice	24	22	20
Alpes	3	2	1
Sud-Est	4	3	2
France	21	20	4
Italie	5	6	17
Etranger	3	3	1
Totaux	100	100	100

Ce tableau, et des calculs connexes sur la répartition entre les tranches d'arrivée de l'immigration venue d'une provenance définie, permettent les remarques suivantes :

— La campagne et la montagne environnantes perdent beaucoup d'importance relative : avant la guerre, la campagne grasse fournissait 20 % des immigrés. Campagne et montagne

(1) Montauroux, La Roquette, Mouans-Sartoux, Le Bar, Opio, La Colle, Gattières, Carros, Tourrette-Levens, Drap.

en fournissaient les 39 %. Depuis la guerre, cette proportion est réduite à 28 % ; et même depuis 1950 à 25 %. Les deux tiers des immigrés provenant de la campagne grasseoise se sont installés avant-guerre, de même que les deux tiers de ceux qui viennent de la montagne niçoise.

— Les villes de la rive droite constituent un réservoir à débit régulier. Par contre, le rôle de Nice augmente sensiblement. Avant 1945, Nice fournissait un cinquième des immigrés ; depuis 1950, elle en fournit près du quart. La moitié des immigrés niçois se sont installés depuis 1945.

— L'Italie qui tenait une place très importante a sérieusement perdu : de 17 % avant 1945, elle ne fournit plus que 6 % depuis la fin de la guerre, et même que 5 % depuis 1950. Les trois-quarts des immigrés venant d'Italie étaient sur place avant guerre.

Il semble cependant que, depuis le recensement de 1954, l'immigration italienne ait repris une certaine vigueur dans la campagne. Importante sur le littoral où l'appel de main-d'œuvre du bâtiment est considérable, elle redevient depuis peu plus considérable dans l'arrière-pays qui peut servir d'étape et de tremplin. C'est ainsi que certains villages jouent un rôle particulier :

Le Bar-sur-Loup héberge depuis plusieurs années des familles de Calabrais, mais ces familles se renouvellent rapidement. Le but du Calabrais qui arrive au Bar en « touriste », appelé par un ami ou un parent en instance de déménagement, est d'obtenir un contrat de travail, puis une carte d'identité. Dès qu'il est en possession de celle-ci, après quelques mois, il file vers le littoral, et appelle à sa place un compatriote.

Certains villages recherchent cette clientèle et favorisent l'immigration par un octroi libéral (avis favorable) des cartes d'identité : on cite le Bar, Peymeinade, la Colle. Par contre, d'autres communes — les villages qui voudraient attirer le tourisme aristocratique, par exemple — essaient de rejeter cette population de « second ordre » et y arrivent quand leur municipalité s'est faite une réputation de rejet (par avis défavorables au Préfet) des demandes de cartes d'identité.

— La place de la France extra-régionale, septième avec 4 % avant la guerre, est maintenant la seconde avec 21 %. 78 % des immigrés venus de France (hors de la région sud-est) ne sont là que depuis 1945.

Ainsi, les principaux fournisseurs de l'immigration récente sont Nice, la France extra-régionale, les villes de la rive droite. L'indice de dispersion de l'immigration calculé pour l'avant-guerre est de 166 ; celui de la période 1950-1954 est de 243.

L'immigration est de plus en plus extérieure et urbaine. La campagne azuréenne ne se remplit plus, comme avant, par

l'afflux des migrations à faible rayon (y compris italienne). Elle reçoit directement, ou indirectement, des immigrants qui viennent de plus en plus loin.

3 . QUE FONT LES NOUVEAUX IMMIGRÉS ?

Le clivage entre « vieux » et « jeunes » immigrés n'est pas moins net en ce qui concerne les professions. Mais là n'arguerait-on pas que la « sédentarisation » des immigrés peut provoquer des transformations d'activité professionnelle, que les villages peuvent faire peu à peu des paysans de tous ceux qu'ils absorbent ? L'étude des catégories professionnelles par périodes d'arrivée n'aurait alors qu'un intérêt relatif.

En réalité, un coup d'œil sur les chiffres montre des différences si nettes qu'il est permis d'en tirer des conclusions solides :

<i>Catégories socio-professionnelles</i>	<i>Arrivés depuis 1950</i>	<i>Arrivés depuis 1945</i>	<i>Arrivés avant 1945</i>	<i>Place des catégories dans population active</i>
Propriétaires - exploitants	6	7	24	20
Aides familiaux (agricoles)	3	5	16	14
Agriculteurs dépendants	18	18	19	16
Commerçants, artisans.	20	16	11	12
Ouvriers dans la commune	20	23	14	17
Ouvriers en ville	33	31	16	21
Totaux.....	100	100	100	100

Dans chaque colonne visant une période d'arrivée, les chiffres indiquent la répartition de 100 immigrés actifs entre les différentes catégories socio-professionnelles. On remarque :

— 6 % seulement des immigrés arrivés entre 1950 et 1954 sont des propriétaires-exploitants : il n'y a pas « colonisation » paysanne. Mais le travail de la terre continue à attirer du monde, puisque 27 % des immigrés actifs de cette période s'y consacrent ;

ceux-ci sont pour les deux tiers fermiers, métayers ou salariés agricoles. 35 % des agriculteurs dépendants sont d'ailleurs immigrés depuis la guerre.

— Les « commerçants, artisans, patrons divers » s'abattent avec une force accrue sur la région : le quart d'entre eux vient seulement d'arriver (depuis 1950) et 39 % ne sont là que depuis la guerre ! Les commerçants ne sont en moyenne que 12 % de la population active, mais, depuis 1950, ils représentent 20 % des apports (extérieurs) à cette population active.

— La place des ouvriers est celle qui s'est le plus modifiée ; avant guerre, ils ne représentaient que 30 % de l'immigration : ils en représentent maintenant 58 %. Parmi eux, la proportion des salariés non agricoles travaillant dans la commune (ou les environs ruraux) a certes changé : 14 % avant 1945, 23 % depuis. Mais ce sont surtout les salariés travaillant en ville qui occupent une place grandissante dans l'immigration : 16 % avant 1945, ils comptent pour 31 % depuis 1945 — et même pour 33 % si on se limite à 1950.

Plus du quart des salariés non agricoles a immigré depuis 1950 (27 %). Depuis 1945, 44 % de tous les salariés non agricoles se sont installés dans les villages où ils sont domiciliés en 1954.

4 . TROIS PYRAMIDES D'IMMIGRATION

Pour pousser une dernière pointe dans le détail de la connaissance, nous passerons maintenant de l'étude de l'immigration par « tranches » à son étude « en continu ».

Celle-ci permettra de mesurer la permanence des phénomènes analysés : cette immigration, avec ses caractéristiques, est-elle épisodique dans le temps et ses aspects qualitatifs évoluent-ils brusquement — ou non ?

La réponse sera fournie en suivant, par année, l'immigration dans trois communes types, selon la provenance des immigrants et leur profession (actuelle).

Le Bar-sur-Loup.

Le Bar-sur-Loup compte 370 immigrés sur 515 personnes actives.

Les graphiques 46 et 47 présentent ces immigrés par année d'arrivée dans la commune. Depuis la fin de la guerre 1914-1918, il n'y a pas d'année qui n'ait légué quelque immigré ! L'immigration a un caractère permanent ; d'après ce qu'il en reste, ne peut-on même pas dire qu'elle a un caractère régulier ? Car, en gros, les quantités annuelles d'immigrés fixés sont d'autant plus faibles que l'époque est plus lointaine et qu'a

crû le nombre des exils et des décès. De la fin de la première guerre jusqu'aux environs de 1930, chaque année n'a laissé (en 1954) que 2, 3 ou 4 immigrés ; entre 1930 et 1945, ce nombre est porté en général à 6 ou 7 ; il passe à une quinzaine entre 1945 et 1949, et croît depuis 1950 jusqu'à atteindre une trentaine. La régularité de la pyramide doit traduire la régularité de l'immigration.

En examinant cette pyramide d'après la provenance des immigrés (graphique 46), on constate aussi une régularité frappante : l'environnement campagnard, montagnard et urbain fournit presque chaque année, depuis 1930, des contingents proportionnels. Les sources régionales se maintiennent donc et ne varient pas. Par contre, l'Italie semble un fournisseur à éclipse : avant 1925, après 1948. Et la France extra-régionale ne prend réellement d'importance que depuis la seconde guerre.

Le graphique 47 met lui aussi en relief une régularité certaine. Si les professions des immigrés ont pu varier, l'apport régulier de chaque année dans toutes les catégories socio-professionnelles actuelles n'en est pas moins frappant. Peu d'années sans agriculteurs : la plupart amènent un propriétaire-exploitant. Mais le nombre des cultivateurs-dépendants est beaucoup plus important depuis la seconde guerre : n'est-ce pas parce que ceux d'avant-guerre ont réussi à devenir propriétaires ou se sont prolétariés ? Commerçants et ouvriers gagnent aussi en importance dans les années récentes, mais il faut surtout remarquer qu'ils ne sont point absents des années anciennes.

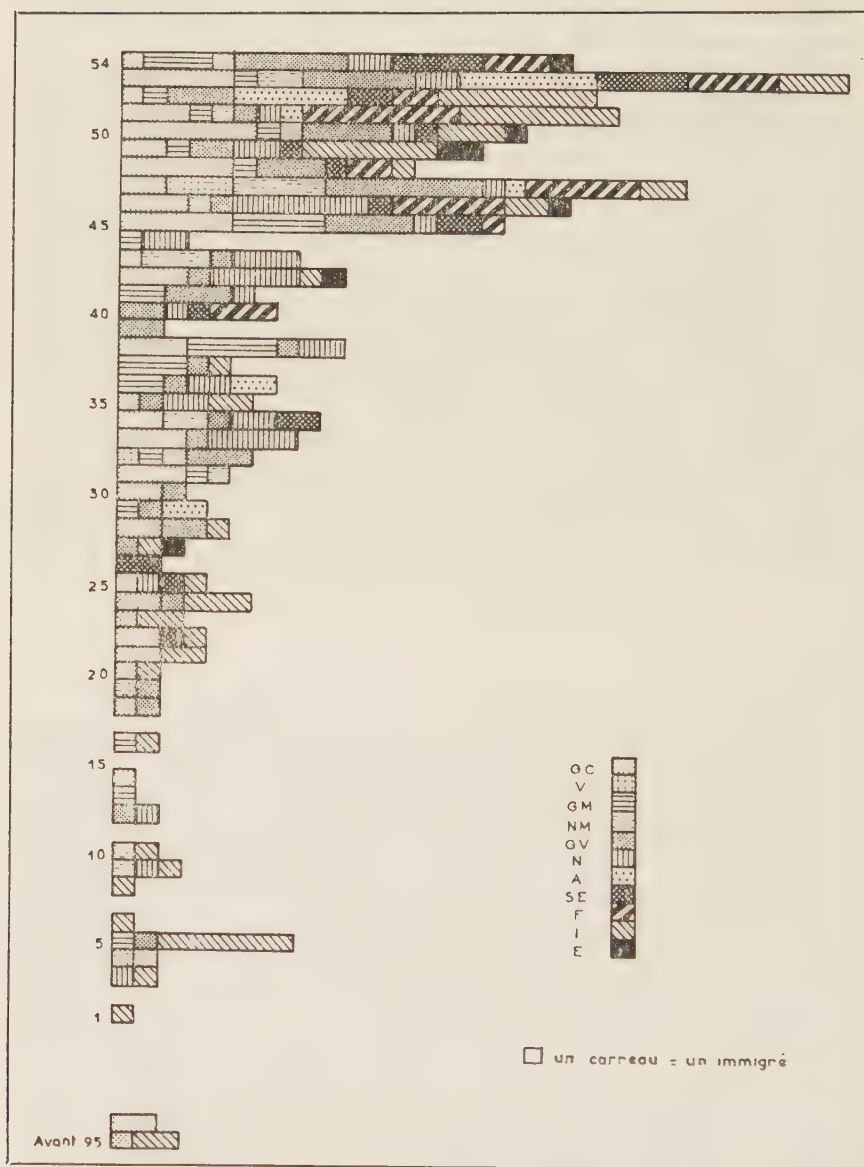
L'étude détaillée des immigrés du Bar-sur-Loup corrige donc légèrement les conclusions qu'on pouvait tirer du sondage sur les « nouveaux immigrés » : si la proportion des provenances extérieures et des professions non rurales est effectivement plus forte parmi les immigrés récents, il n'y a pas pour autant rupture et opposition brutales. La régularité de la « pyramide », tel est le caractère essentiel.

Tourrette-Levens.

Cette régularité n'est certes pas aussi frappante dans la pyramide des immigrés de Tourrette-Levens (graphique 48 et 49), qui sont 162 pour une population active de 375 personnes.

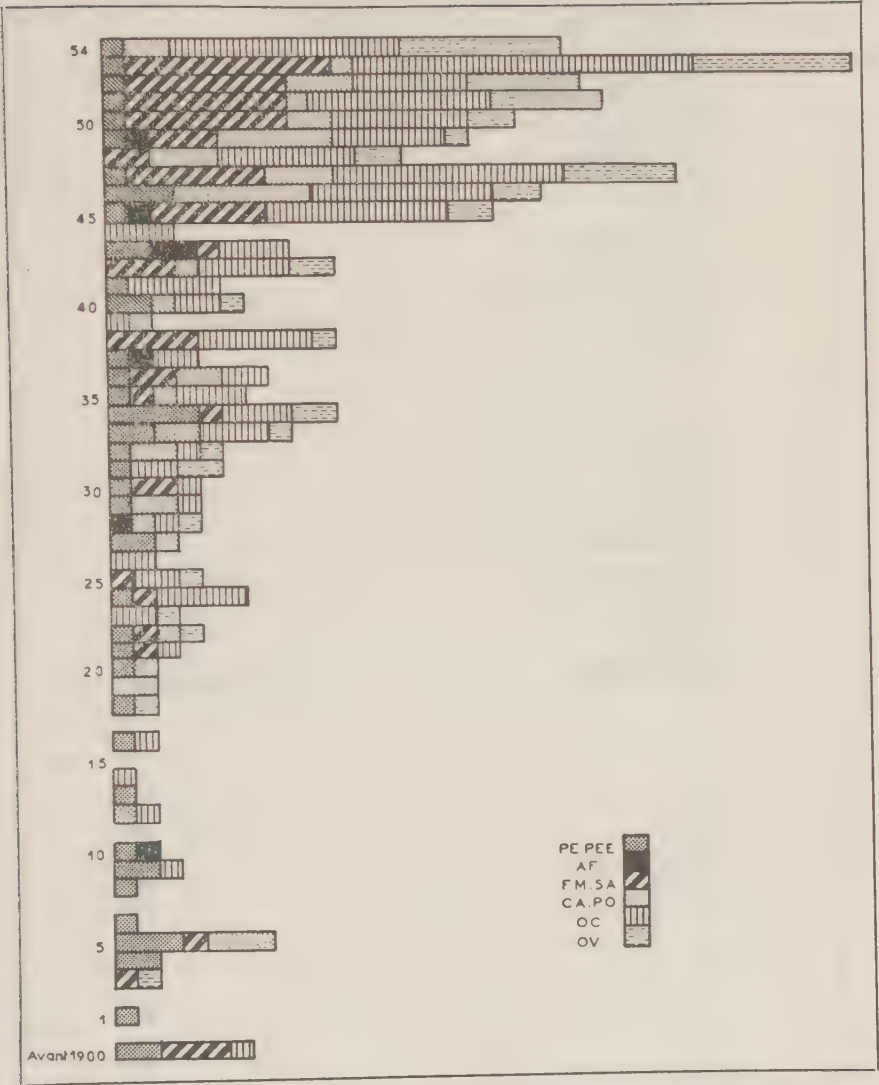
Mais, compte tenu de la relative étroitesse du contingent d'immigrés, l'aspect de régularité l'emporte sur les lacunes : depuis la fin de la première guerre, 5 années seulement sur 35 n'ont pas « fourni ». La discontinuité, en tout cas, ne met pas en relief des *périodes* d'immigration.

Dans la représentation des provenances, une période italienne entre 1920 et 1930 mise à part, on remarque que la montagne niçoise et la ville de Nice, conjointement, fournissent en permanence l'immigration. Mais alors que le contingent montagnard reste stable (c'est-à-dire diminue relativement), le contingent niçois prend une place de plus en plus importante. A ce phénomène correspond étroitement (voir graphique 49) l'accroissement de la part prise par les immigrés travaillant à Nice — image d'un reflux résidentiel. A partir de 1950, les immigrés niçois (par la provenance et le travail) deviennent chaque année plus nombreux. Peut-être, compte tenu des pertes, sont-ils seulement chaque année aussi nombreux ? Nouvelle preuve de la régularité et de la permanence de l'infiltration des immigrés dans la population villageoise.

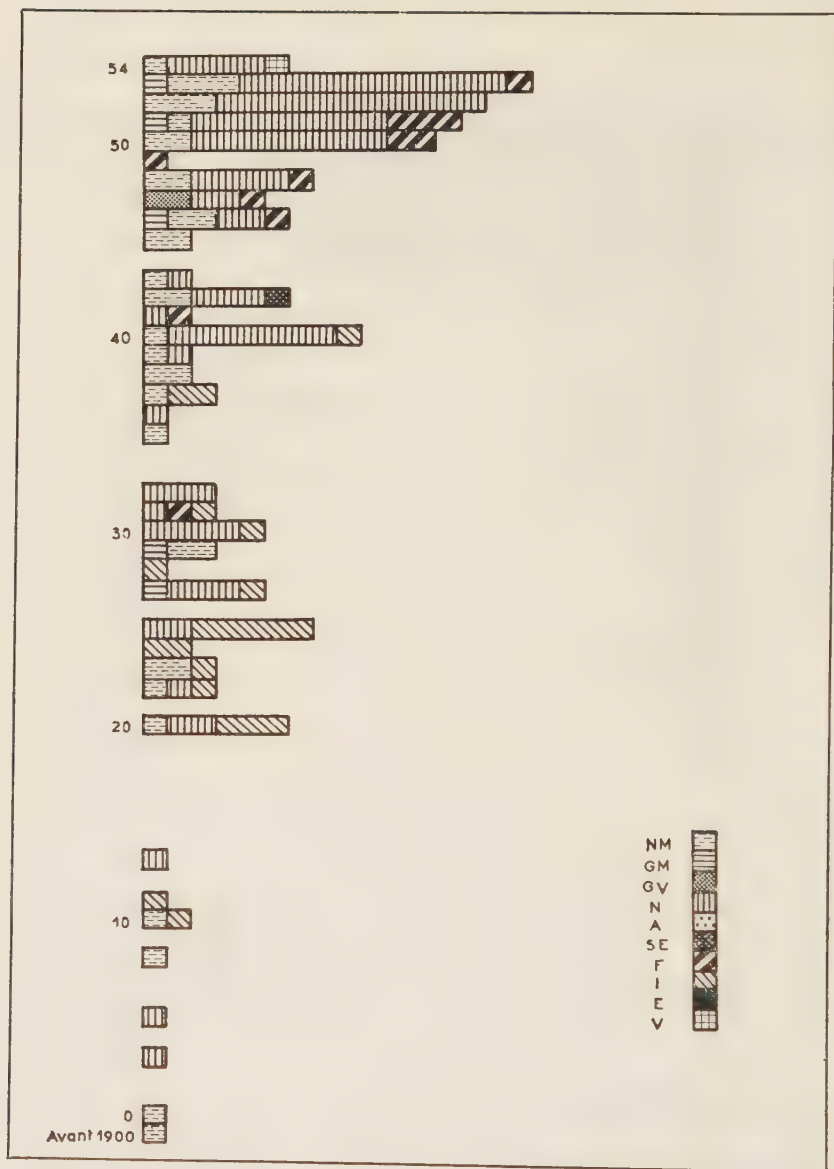


Graphique n° 46. — *Dates d'arrivée et provenances des immigrés présents en 1954 au Bar-sur-Loup.*

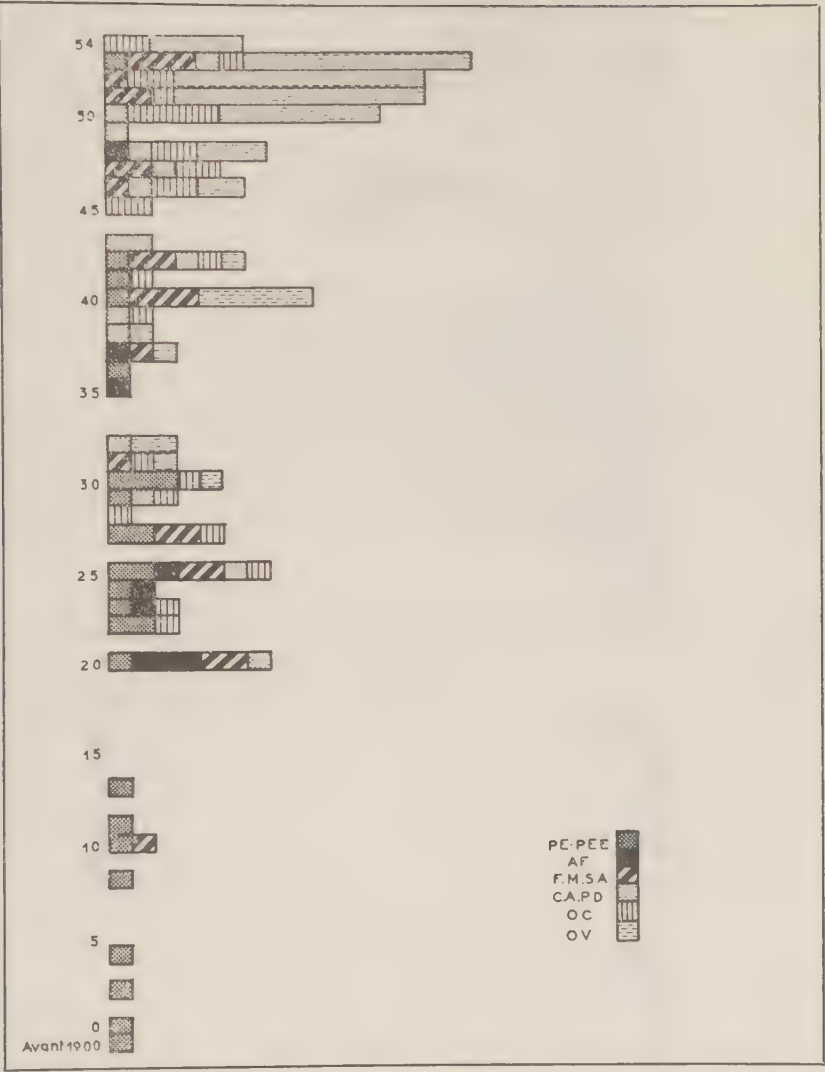
(Pour les sigles des légendes des graphiques 46 à 51, voir p. 176)



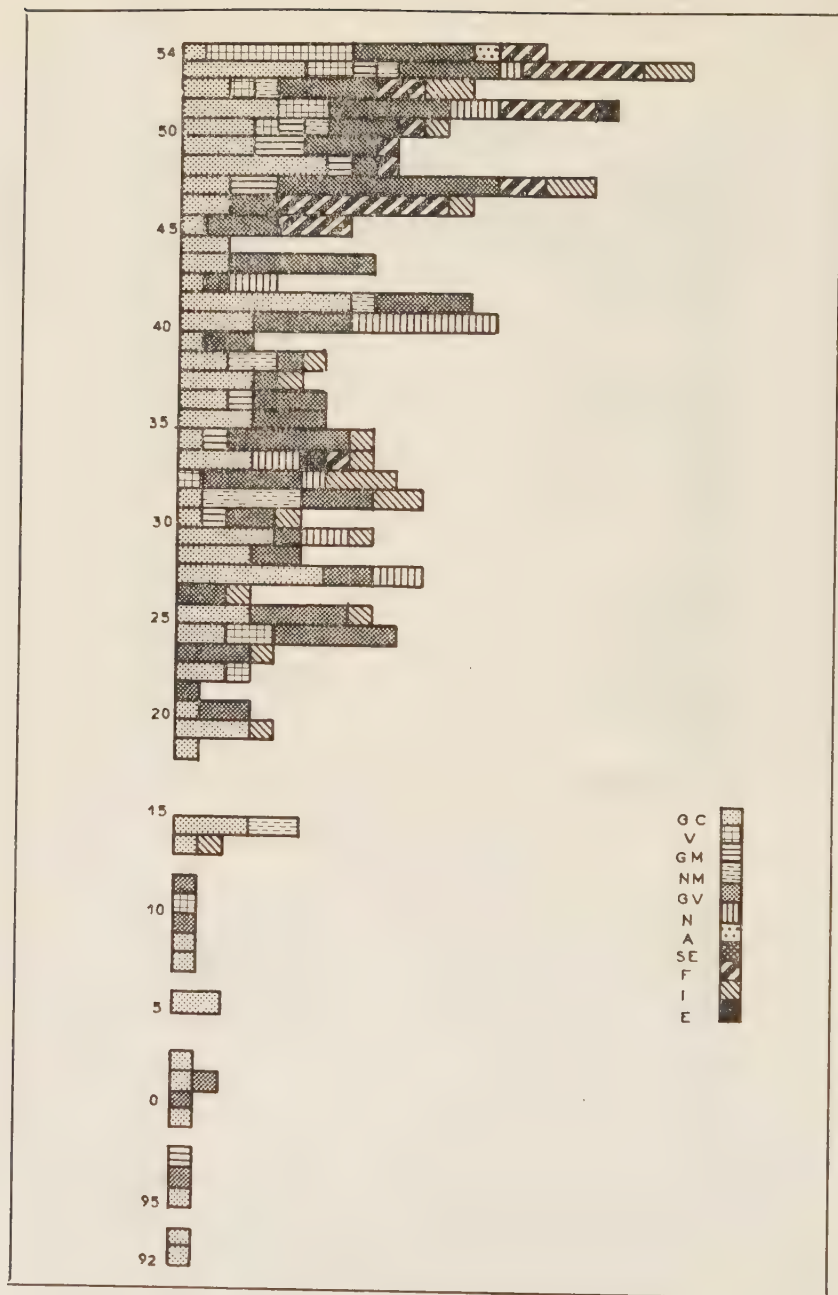
Graphique n° 47. — Dates d'arrivée et professions des immigrants présents en 1954 au Bar-sur-Loup.



Graphique n° 48. — Dates d'arrivée et provenances des immigrants présents en 1954 à Tourrette-Levens.



Graphique n° 49. — Dates d'arrivée et professions des immigrants présents en 1954 à Tourrette-Levens.



Graphique n° 50. — Dates d'arrivée et provenances des immigrants présents en 1954 à La Roquette-sur-Siagne.

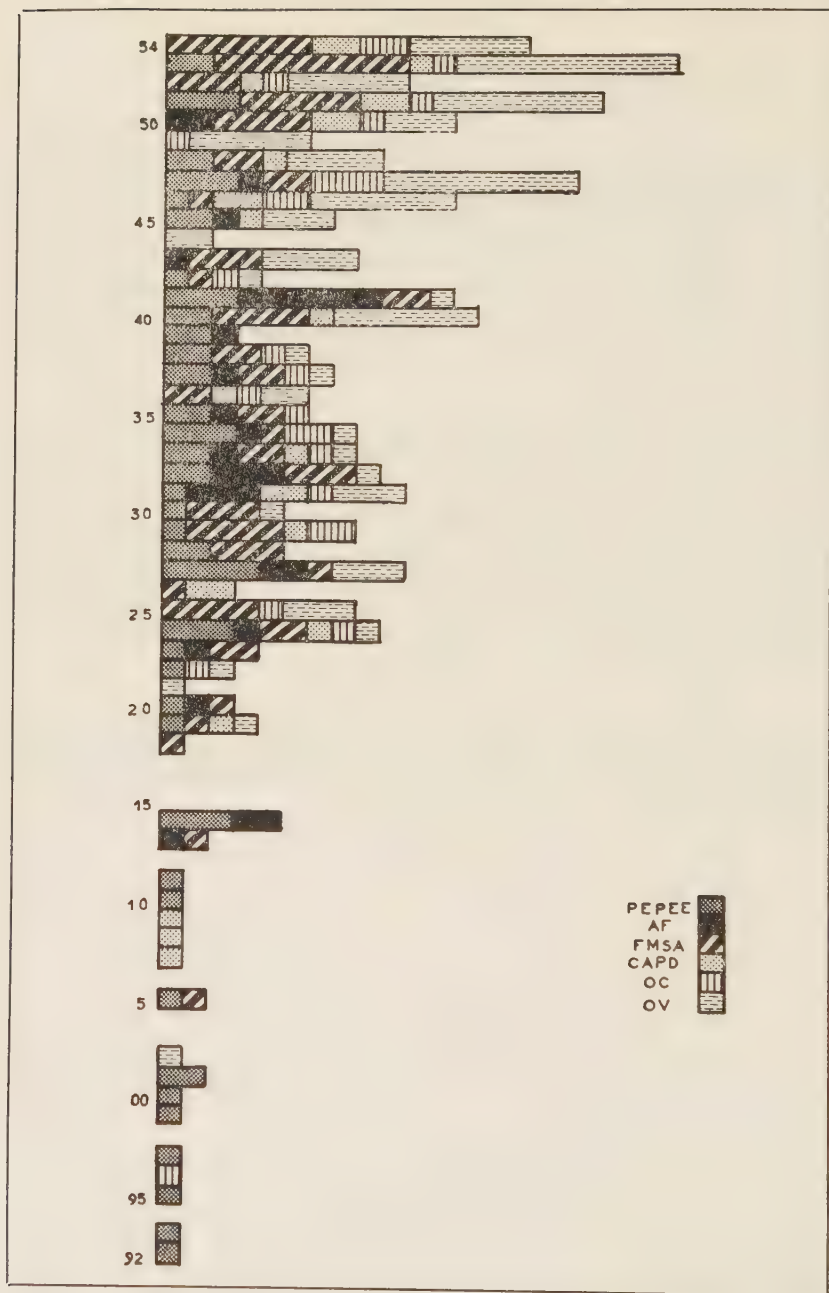
La Roquette-sur-Siagne.

La Roquette-sur-Siagne à 322 immigrés dans une population active de 415 individus. Leur arrivée dans la commune est remarquablement échelonnée à partir de 1919 : la courbe cumulative par année d'arrivée des immigrés présents en 1954 (graphique 52) n'est-elle pas, de ce point de vue, saisissante ? Elle grimpe régulièrement, à peine concave : pas d'année vide et trente années sur trente-cinq lèguent chacune plus de 3 personnes actives ; la seconde guerre renforce les apports plutôt qu'elle ne les limite. L'accroissement du nombre des immigrés après 1945 n'est même pas extraordinaire. (Est-ce parce que le déchet est très rapide, ou est-ce parce qu'il est, avant comme après la guerre, très faible ?)

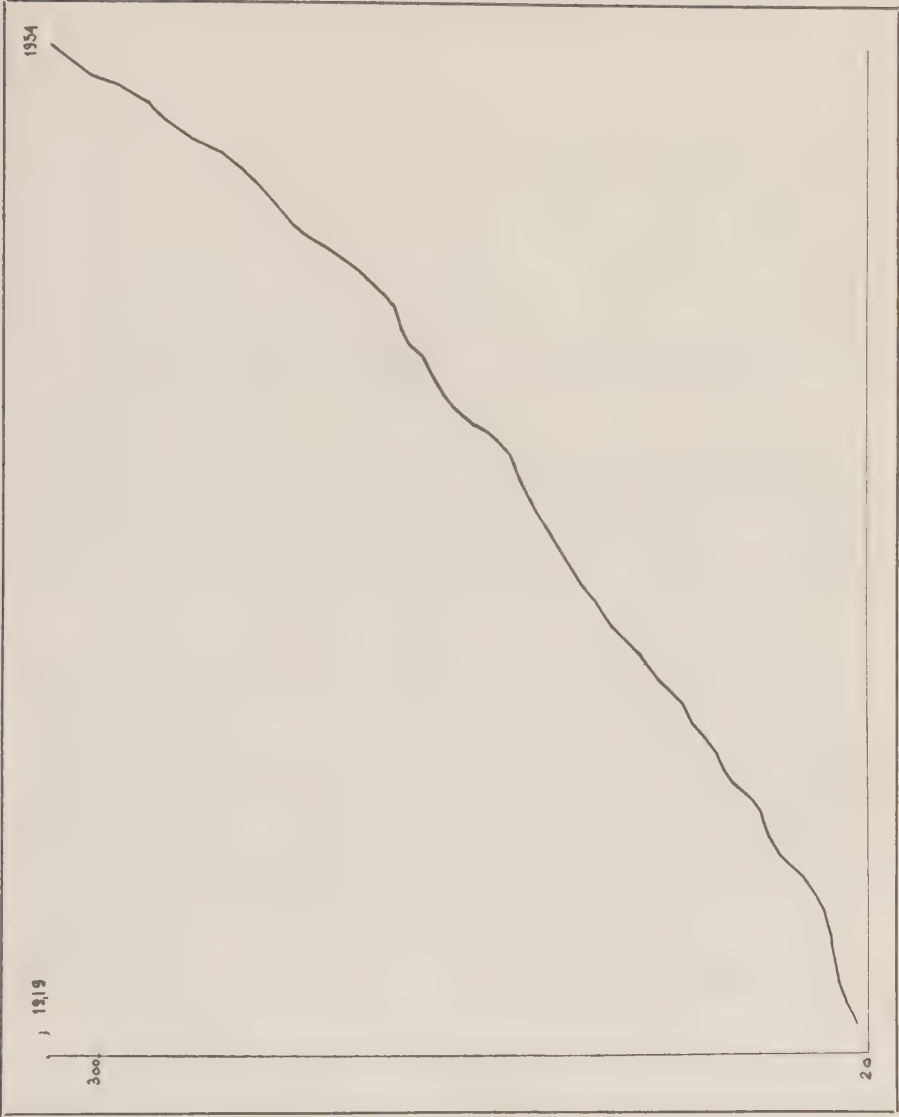
L'environnement campagnard et Cannes fournissent régulièrement l'essentiel du contingent (graphique 50). Mais, depuis 1945, la France extra-régionale prend une place importante : pas d'année où elle ne dirige vers La Roquette quelque nouvel immigrant.

La pyramide de l'immigration selon la catégorie socio-professionnelle (graphique 51) montre, encore une fois, l'étonnante régularité de l'immigration. Trois années sur trente-cinq ne fournissent pas d'agriculteurs ; presque toutes laissent un ou deux propriétaires-exploitants et deux ou trois agriculteurs-dépendants. Les commerçants et artisans émaillent la pyramide. Et surtout les salariés travaillant à Cannes, s'ils sont plus nombreux depuis la guerre, figurent néanmoins chaque année, avant la guerre, parmi les immigrés.

Ces trois exemples permettent de rétablir dans leur continuité les divers aspects de l'immigration, découpée en tranches pour l'étude générale, et de formuler maintenant des conclusions plus proches de la réalité dynamique.



Graphique n° 51. — Dates d'arrivée et professions des immigrants présents en 1954 à La Roquette-sur-Siagne.



Graphique n° 52. — Courbe cumulative par année d'arrivée des immigrants présents en 1954 à La Roquette-sur-Siagne.

Conclusion.

Les immigrés représentent les deux tiers de la population active. Plus de 40 % d'entre eux ne sont arrivés que depuis la seconde guerre mondiale.

Aucune des communes de la zone étudiée n'est épargnée par cette profonde perturbation. Mieux, plus la commune ou le groupe micro-régional est retiré, défavorisé au point de vue économique, retardé au point de vue démographique, plus il est marqué par ce dynamisme particulier : ainsi, si, en moyenne, 29 % de la population active sont immigrés depuis 1945, ce pourcentage s'élève à 41 % dans les villages du coteau de Cabris.

On a chiffré à 26 % l'augmentation de population qui aurait été engendrée par la seule immigration (sans autres facteurs d'évolution) entre 1946 et 1954. Mais la considération du résultat actuel de l'immigration d'avant-guerre permet de penser que l'importance de ce phénomène n'est pas nouvelle : la régularité et la force des traces laissées par l'immigration ancienne montrent que cette perturbation démographique n'est pas, pour la région, une caractéristique de l'époque actuelle.

Quoi qu'il en soit, la société d'aujourd'hui est profondément marquée par la présence imposante des nouveaux venus. C'est qu'ils viennent de plus en plus loin — et non plus du seul environnement rural, montagnard ou urbain — et que, si l'immigration agricole continue, l'immigration actuelle se caractérise comme une véritable « colonisation » par les commerçants-artisans (le quart d'entre eux est arrivé depuis 1950), et par les salariés des secteurs secondaire et tertiaire (ils représentent 56 % de l'immigration actuelle, contre 30 % de l'ancienne).

L'immigration atteint donc des proportions très considérables et présente un aspect qualitatif lourd de conséquences. N'est-elle pas déjà le facteur déterminant de l'aspect actuel de la société villageoise ?

L'ÉMIGRATION

1 . ESSAI DE CALCUL DE L'ÉMIGRATION ACTUELLE

La connaissance numérique de l'émigration minimum (c'est-à-dire compte non tenu de l'éventuelle émigration d'individus arrivés après 1946 et avant 1954) peut être obtenue par des calculs faciles dont les résultats approchent de près la réalité. Les éléments du calcul pour la période 1946-1954 sont les suivants :

— La différence de population, qui est donnée par les résultats des deux recensements.

— Le nombre des immigrés, qui est (1), en moyenne, le double du nombre *connu* des immigrés actifs.

— Le solde du mouvement naturel, donné par la statistique pour 1951-1952-1953 (les naissances étant rapportées au domicile de la mère), et dont la moyenne est généralisée pour la période.

Le calcul du nombre théorique d'émigrés combine ces trois éléments, mais différemment suivant l'évolution négative ou positive de la population.

1^{er} cas : Perte de population entre 1946 et 1954.

Le nombre théorique des émigrés est égal à :

a) La différence des deux chiffres de population, à laquelle on retranche le solde du mouvement naturel s'il est négatif, à laquelle on l'ajoute s'il est positif. Cette différence représente des émigrés non remplacés.

(1) Sondages sur la population totale, p. 221. Les erreurs d'évaluation que comporte cette méthode arbitraire de calcul expliquent quelques légères aberrations (nombre réel d'immigrés inférieur au nombre théorique. Voir plus loin.)

b) Le nombre connu d'immigrés, qui est compris dans le chiffre de la population en 1954. Ce nombre représente les remplaçants d'une seconde tranche d'émigrés.

La formule est la suivante :

P : population Sn : solde du mouvement naturel

I : immigrés Et : émigrés théoriques

$$\text{Sn} < 0 : ((P\ 46 - P\ 54) - \text{Sn}) + I = \text{Et}$$

$$\text{Sn} > 0 : ((P\ 46 - P\ 54) + \text{Sn}) + I = \text{Et}$$

2^e cas : *Maintien ou gain de population entre 1946 et 1954.*

a) Le solde naturel est négatif.

Si la population a augmenté de x habitants, le nombre théorique des *immigrés* est égal à : $x + \text{Sn}$.

b) Le solde naturel est positif.

Si la population a augmenté de x habitants, le nombre théorique des immigrés est égal à : $x - \text{Sn}$.

c) Mais on connaît le nombre réel des immigrés.

Si le nombre théorique et le nombre réel des immigrés sont égaux, il n'y a pas d'émigration.

Si le nombre réel des immigrés est supérieur au nombre théorique d'une quantité « n », on peut dire que « n » immigrés ont remplacé « n » émigrés.

Le nombre réel des immigrés n'est jamais, et ne peut pas être inférieur au nombre théorique.

Donc, la formule est la suivante :

$$\text{Sn} < 0 : I - ((P\ 54 - P\ 46) + \text{Sn}) = \text{Et}$$

$$\text{Sn} > 0 : I - ((P\ 54 - P\ 46) - \text{Sn}) = \text{Et}$$

Ces formules, appliquées à toutes les communes *sauf* celles dont nous ne possédons que des données partielles (Grasse, Vence, Mandelieu, Villeneuve-Loubet), ont montré que la population totale étant passée (1946-54) de 28.515 à 32.944 (augmentation de 15 %), l'immigration comptant 7.560 personnes (26 % de la population de 1946), le déficit naturel étant de 356 individus (— 1 %), *l'émigration théorique*, l'émigration minimum, était très peu différente des 10 % de la population de 1946 (3.121 unités).

Géographiquement, les pourcentages d'émigration, s'ils ne s'éloignent pas très souvent de la moyenne, offrent une distribution intéressante à considérer, et à comparer à celle des pourcentages d'immigration.

Dans chaque micro-région, les émigrés sont quelques centaines, et leur nombre rapporté à celui de la population de 1946, avoisine la moyenne générale : 552 dans le coteau préalpin (15 %), 764 dans la campagne grasseoise (12 %), 619 dans le plateau valbonnais (12 %), 392 dans la campagne bas-vençoise (10 %), 362 dans la campagne haut-vençoise (13 %), 432 dans la campagne niçoise (6 %). Mais, à l'intérieur des micro-régions, les communes offrent toujours des différences appréciables.

L'importance de l'émigration dans certaines communes n'étonne pas : à Châteauneuf-de-Contes (37 %), à Saint-Blaise (32 %), au Bar (26 %), à Opio et à Callian (23 %), qui sont parmi les communes les moins actives. Par contre, certains rapprochements sont troublants : Montauroux — village endormi comparable à Callian — et Peymeinade — banlieue en plein essor — ont le même pourcentage d'émigration (17 %). Gattières et Carros, voisins dissemblables puisque le second brille par son agriculture spécialisée, ont presque le même pourcentage d'émigration (18 et 16 %).

Les pourcentages en eux-mêmes, et même les chiffres absolus, ne donnent rien séparés de leur « contexte ». L'émigration de Montauroux, accompagnée d'un mouvement naturel déficitaire et d'une immigration inférieure à l'émigration, produit une baisse de population importante ; l'émigration de Peymeinade, compensée et dépassée par une forte immigration, n'est que le signe d'une instabilité. Gattières, à cause de son émigration peu compensée par une immigration à peine plus forte et accompagnée d'un solde naturel déficitaire, maintient à peine la stabilité numérique de sa population ; tandis que Carros progresse rapidement, malgré son émigration, grâce à une forte immigration et un mouvement naturel positif.

L'émigration n'est donc pas forcément un signe de mauvais état. Elle est seulement, en elle-même, le signe négatif des profondes perturbations démographiques que subit la campagne azurée. Presque toujours, l'immigration, à elle seule, la compense.

2 . QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DU GROUPE ÉMIGRANT

On a donc maintenant une idée assez exacte des mouvements migratoires, puisqu'on en connaît le double aspect.

Mais il manque incontestablement à la connaissance totale du phénomène une analyse aussi serrée des caractéristiques du groupe émigrant que celle fournie par le Recensement de 1954 pour le groupe immigrant.

Pourtant, les difficultés d'ordre documentaire étant cette fois pratiquement insurmontables, on n'atteindra pas à la même profondeur d'analyse.

L'examen critique d'éventuelles sources ne donne que des résultats décevants :

— Le fichier électoral (tenu par la Direction des Statistiques), qui enregistre les mutations d'électeurs, n'apporte pas grand-

chose pour les petites communes : d'abord, il ne tient compte que des électeurs (1) nés dans la commune quittée ; ensuite, il nécessite, pour être à jour, la volonté d'inscription personnelle de l'électeur à son nouveau domicile ; enfin, il est renouvelé chaque année, et ses archives ne sont conservées que pour la période très récente. Aussi le fichier électoral des petites communes rurales ne contient-il que quelques fiches, en nombre sans rapport avec l'émigration réelle.

— *La comparaison des deux derniers recensements est presque impossible à effectuer.* Certes, on obtiendrait une excellente connaissance de l'émigration en comparant, individu par individu, les listes nominatives de 1946 et 1954, et en repérant les décès dans les listes d'état civil. Mais, outre l'énorme travail que cela représenterait, il faut aussi considérer que :

— la liste nominative n'a pas été établie en 1954 dans toutes les communes (confection facultative) ;

— la nomenclature est souvent différente sur les deux listes (cas des femmes mariées).

On a donc dû se contenter d'indications et de sondages, ressortissant à trois séries d'analyses : comparaisons partielles de recensements, enquêtes orales, exploitation éventuelle des Fichiers 1bis de 1946 (cartes d'alimentation). Les précieuses données ainsi obtenues permettent, malgré tout, de tenter de caractériser *l'émigration récente*.

A . L'ÉMIGRATION D'APRÈS LA COMPARAISON DES RECENSEMENTS.

Le principe de la comparaison de deux recensements récents a été appliqué ici pour quelques communes-types où les renseignements étaient complets et où l'enquête totale était à priori rentable. Dans l'impossibilité de travailler sur tous les habitants, on s'est borné à travailler sur une tranche d'âge : c'est ainsi qu'on ne s'est intéressé qu'au destin des individus nés entre 1920 et 1936 et recensés en 1936. L'établissement d'une fiche pour chacun d'entre eux a facilité la recherche de leur éventuelle présence sur la liste nominative de 1954 ou dans la mémoire de nos interlocuteurs au village. La diversité des sources de renseignements explique que toutes les monographies n'atteignent pas à la même précision : suivant les cas, on ne connaît que les jeunes gens (les jeunes filles ayant souvent changé de nom), on ignore la résidence actuelle des émigrés et leur profession... En tout cas, le pointage des fiches de 1936 a permis

(1) Les Français seulement par conséquent.

de former, et d'étudier, deux catégories : les individus encore présents au village et les émigrés. (On a négligé de compter les morts qui n'excèdent pas 2 à 3 % de la catégorie « émigrés ».)

LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE.

A La Roquette-sur-Siagne, commune maraîchère tendant à devenir suburbaine, 133 jeunes gens du sexe masculin, nés entre 1920 et 1936, ont été recensés en 1936. Ce sont en majorité des fils d'Italiens (1) (64 %) ; ce sont en majorité des fils de cultivateurs (67 %). Que sont-ils devenus en 1954, d'après le recensement ? *La moitié d'entre eux a quitté la commune !*

Des restants, les pères sont, dans 70 % des cas, des Italiens. Eux-mêmes, dans 62 % des cas, sont devenus des cultivateurs.

De 67 émigrés, on ne connaît que les renseignements concernant leurs pères : leur destination et leur profession nous sont inconnues. Mais la répartition des origines et des professions paternelles donne des indications non négligeables :

<i>Lieux de naissance des pères d'émigrés</i>		<i>Professions (en 1936) des pères d'émigrés</i>	
	%		%
La Roquette	12	Propriétaires-exploitants	51
Campagne environnante	3	Salariés agricoles	21
Villes environnantes	6	Commerçants-artisans	9
Montagne niçoise	6	Ouvriers	14
Var	7	Sans profession	5
Ailleurs en France	6		
Italie	60		

On peut en déduire que les fils d'Italiens n'émigrent pas plus que les autres, et même que les fils d'autochtones émigrent plus souvent qu'ils ne restent (8 émigrent, 6 restent).

Les fils de cultivateurs, eux-mêmes, n'émigrent pas moins (et à peine plus) que les autres : sur 89 fils de cultivateurs recensés en 1936, 48 (52 %) ont disparu de la commune en 1954, 29 (32 %) y sont restés comme cultivateurs, 6 sont ouvriers dans la commune, 3 sont artisans et 3 sont ouvriers à Cannes mais résident encore au village.

Il n'y a donc pas de nette différenciation entre partants et restants, et guère de transformation sociale des restants. L'émigration, à La Roquette-sur-Siagne, est déjà, après 1936, un phénomène général et non sélectif.

TOURRETTE-SUR-LOUP.

A Tourrette-sur-Loup, 29 seulement des 74 garçons de 0 à 16 ans recensés en 1936 sont encore présents dans la commune en 1957 (enquête orale). L'émigration, dans cette tranche de population, atteint une proportion de 61 % !

(1) Au sens : nés en Italie.

Certes, une sélection s'est opérée : sur 24 fils de Tourettans, 8 seulement sont partis ; tandis que la plupart des fils d'extra-régionaux ont quitté le village : 26 sur 32. Et la moitié seulement des pères d'émigrés étaient cultivateurs.

Cependant, 55% des jeunes gens qui sont restés au village sont encore cultivateurs, ce qui indique peu d'évolution sociale. Et, si on se réfère au contraire aux fils des cultivateurs de 1936, on constate que 50% d'entre eux ont émigré, 34% sont encore cultivateurs, 9% ouvriers et 7% artisans.

L'émigration est plus importante qu'à La Roquette, mais relativement moins destructrice du corps social.

CASTAGNIERS.

Sur l'émigration de Castagniers, nous avons quelques détails supplémentaires. La tranche d'âge 1920-1936 comptait en 1936 : 54 garçons. On n'en retrouve en 1957 (enquête orale) que 20 : l'émigration touche 57% du groupe (il y a trois décès).

La destination de l'émigration est simple : 18 émigrés sont à Nice (58%), et 6 (19%) dans le village industriel voisin de Saint-Martin-du-Var. Deux sont partis hors de la région en France ; et de 5, enfin, on n'a pas de nouvelles.

L'origine des émigrés est un peu plus hétérogène que celle des « restés » : 65% des « restés » sont fils d'originaires de Castagniers, tandis que 45% des émigrés seulement le sont. Mais on trouve la même proportion de fils d'Italiens partis et restés.

La vraie caractéristique de cette tranche d'hommes nés entre 1920 et 1936 est ici la fuite devant l'agriculture : 6 seulement sont encore cultivateurs au village, les autres étant ouvriers, artisans, commerçants. De 30 fils de cultivateurs recensés en 1936, 5 sont restés dans l'agriculture !

Et l'ensemble de ces 30 fils de cultivateurs s'est réparti, suivant leur destin, dans les catégories suivantes :

Emigrés	57%
Cultivateurs	17—
Ouvriers dans la commune	10—
Ouvriers à Nice	10—
Artisans-commerçants	6—

MONTAUROUX.

A Montauroux, les émigrés sont encore plus nombreux et plus dispersés : sur 214 garçons et filles nés entre 1920 et 1931, on n'en retrouve au village en 1957 (enquête orale) que 50, soit 23% seulement. 80% des fillettes de 1931 ont quitté le village et 72% des garçons en ont fait autant.

De 60 d'entre eux, nous ne savons pas la destination : 40 sont d'ailleurs des enfants d'étrangers (salariés agricoles italiens et espagnols)

dont la famille a disparu — repartie peut-être dans son pays d'origine. Les 96 autres se sont dispersés de la façon suivante :

<i>Villes</i>		<i>Campagnes</i>	<i>Hors de la région</i>		
Toulon.....	11	Var occidental	12	Sud-Est	9
Nice	11	Campagne azuréeenne	13	Ailleurs en France ..	17
Fréjus	5	Montagne grasseise .	1	Outre-mer et étranger	6
Cannes.....	5				
Draguignan .	4				
Grasse	2				

Les jeunes enfants du pays (fils d'hommes nés à Montauroux) sont plus empressés encore que les autres à partir : sur 45 jeunes enfants du pays recensés en 1931, 13 seulement sont encore là en 1957, mais 32 sont partis ! Les jeunes restés au village sont en majorité enfants d'extra-régionaux (60 %).

Des émigrés, les origines des pères se répartissent ainsi :

Montauroux	21 %	Ailleurs en France.....	10 %
Région (Var et Alpes-M.)..	22—	Etranger (sauf Italie)	19—
Italie	28—		

Leurs professions étaient : 71 % de cultivateurs, 21 % de commerçants et artisans, 7 % d'ouvriers.

On ne s'étonnera pas, donc, de constater que la plupart des fils de cultivateurs ont émigré : 110 sur 145. Mais, parmi ceux qui restent, l'énorme majorité n'a pas pu sortir de l'agriculture : 5 seulement y sont parvenus !

VALBONNE.

Valbonne fournit l'exemple le plus détaillé. 55 % des 230 garçons et filles, nés entre 1920 et 1936, et recensés en 1936, ont émigré (1) (enquête orale).

La proportion des partants est la même chez les jeunes gens que chez les jeunes filles. On connaît l'adresse actuelle de beaucoup d'entre eux.

Jeunes Valbonnais de 1936, émigrés à :		H. F.
Communes rurales voisines		27 22 %
Cannes		25 20—
Grasse		2 2—
Antibes		5 4—
Nice		14 11 %
Sud-Est		12 10—
Ailleurs en France		13 11—
Adresse inconnue		24 20—

Si on se rapporte aux lieux de naissance des pères de ces jeunes gens, on apprend que 46 % des enfants de Valbonnais ont émigré, comme l'ont fait 54 % des enfants d'Italiens, 61 % des enfants « régionaux » et 78 % des enfants « extra-régionaux ».

(1) ... et 7 sont morts.

Les jeunes qui n'ont pas émigré sont restés au village, non par tradition agricole, mais en raison des nouveaux horizons de travail : on compte en effet parmi eux 20 commerçants et artisans, 20 ouvriers locaux, 8 ouvriers en ville (42 sans profession)... et seulement 10 cultivateurs.

Des 116 enfants de pères cultivateurs en 1936, 57 % ont émigré et 7 % seulement ont continué le métier paternel !

Ces cinq exemples fournissent l'image d'une émigration très importante : elle creuse les rangs des jeunes gens de l'avant-guerre dans les proportions de 50, 55, 57, 61 et 77 % ! Elle ne semble pas sélectionner entre eux. Partent aussi bien les enfants des vieilles familles locales que les enfants d'immigrés italiens, les enfants de cultivateurs que ceux d'artisans. D'après la totalisation des cinq sondages, 53 % des enfants de familles locales ont émigré ; 62 % des fils de cultivateurs ont émigré et 19 % seulement sont restés dans l'agriculture. 61 % des fils de commerçants et artisans sont partis eux aussi.

B . L'ÉMIGRATION D'APRÈS LE FICHER DE 1946.

Le fichier 1bis des cartes d'alimentation a été établi en 1946 à des fins de contrôle : chaque commune a eu en dépôt le duplicata des cartes d'alimentation de tous les allocataires nés dans la commune. Lorsqu'il n'a pas été détruit, ce dépôt constitue une source documentaire de premier ordre quoique :

1° Il ne permette pas d'évaluer la re-migration, très forte dans la campagne azurée ;

2° Il ne donne de renseignements que sur la période qui s'arrête à la fin de la guerre.

Les huit communes dans lesquelles les fichiers de 1946 ont été découverts et exploités, donnent heureusement une assez bonne représentation de la région. A part le coteau préalpin occidental, toutes les micro-régions sont représentées : la campagne grasse par Pégomas et la Roquette, le plateau valbonnais par le Bar, Tourrette et Valbonne, la campagne bas-vençoise par La Colle, haut-vençoise par Gattières, la campagne niçoise par Castagniers. Totalisations et moyennes peuvent être faites à bon escient, et le sondage doit être considéré comme valable.

Les destinations.

Sur 2.077 émigrés des huit communes, 1.547 soit 74 % ne sont pas sortis des Alpes-Maritimes. (On ne compte que 530 émigrés à grande distance.) Les villes du département, à elles seules, ont concentré 47 % des émigrés.

Ces deux constatations, les plus importantes, valent pour la moyenne comme elles valent pour chaque commune. Ainsi, le pourcentage maximum d'émigration hors des Alpes-Maritimes n'atteint que 32 % (La Colle), et le pourcentage d'émigration vers les villes des Alpes-Maritimes n'oscille qu'entre 42 % (Le Bar) et 58 % (Gattières).

En détail, les lieux de destination sont les suivants :

— Dans les communes limitrophes rurales (de la commune native de l'émigré) : 13 %.

— Dans les autres communes rurales des Alpes-Maritimes 14 %.

— A Nice : 17 %. A Cannes-Le Cannet : 12 %. A Grasse : 9 %. A Antibes : 3 %. A Vence : 3 %. A Cagnes : 3 %.

— Hors de la région : 26 %.

Constatons d'abord l'importance relative assez considérable de l'émigration inter-villageoise ; elle révèle la part non négligeable de ce qu'on pourrait appeler *instabilité* par opposition à la migration caractéristique.

Il y a lieu ensuite de préciser les destinations extra-régionales :

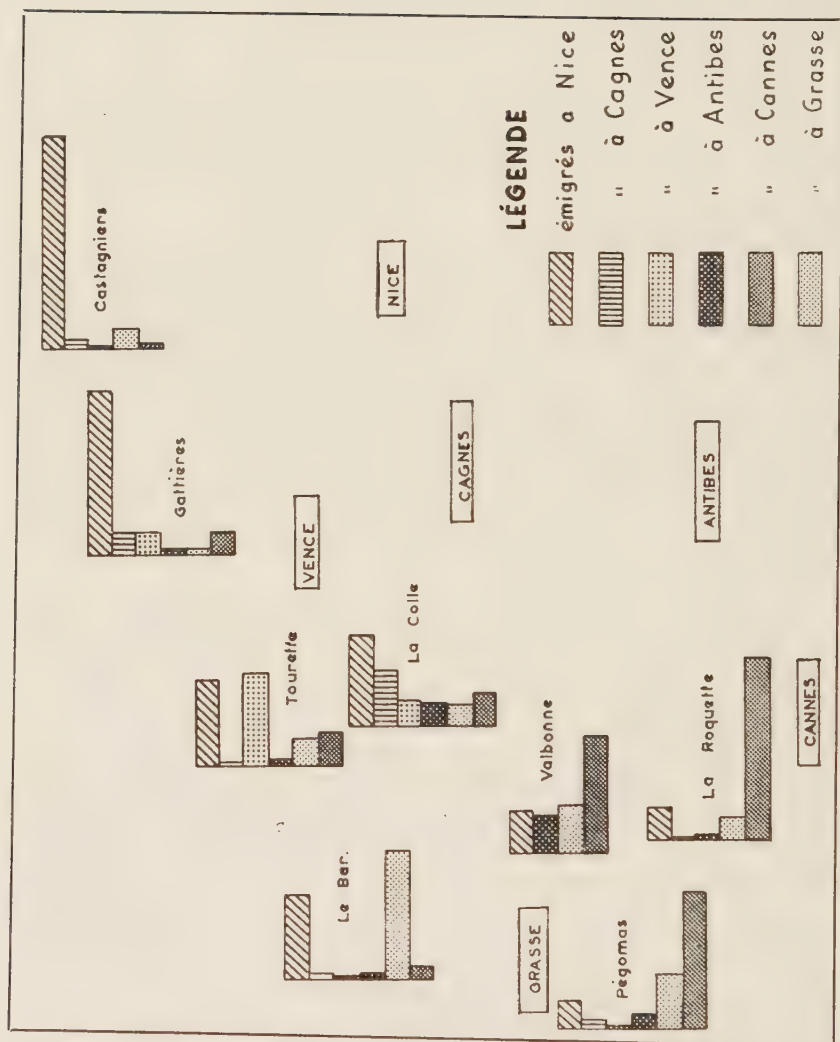
— A Gattières, sur 36 émigrés « à longue distance », on en compte 9 dans le Sud-Est (dont 6 dans les villes), 10 dans la région parisienne. Les autres sont dans le reste de la France, sauf un à l'étranger.

— A la Roquette, sur 43 émigrés « à longue distance », on en compte 33 dans le Sud-Est (dont 4 dans les villes).

— A Valbonne, sur 87 émigrés « à longue distance », on en compte 44 dans le Sud-Est (dont 37 dans les villes), 9 dans la région parisienne, et 16 dans les grandes villes provinciales.

Enfin, la répartition entre les villes du département des émigrés pour chacune des huit communes donne d'utiles indications. Elle est schématisée par le graphique n° 13, qui représente le pourcentage d'émigration vers chaque ville dans le groupe d'émigrés de chaque commune.

L'influence de la proximité n'est pas sans rappeler un graphique du même type réalisé pour l'immigration : on écrivait alors que l'immigration la plus forte provenait de la ville la plus proche. On peut maintenant écrire que l'émigration la plus forte se dirige vers la ville la plus proche. Mais, comme dans le cas de l'immigration, Nice empiète largement sur la rive droite.



Graphique n° 53 — Les émigrés des villes régionales dans quelques communes (répartition en pourcentages) en 1954.

La Roquette est vraiment dirigée vers Cannes, Pégomas aussi, mais Grasse y prend une place plus importante et gagne, au Bar, la première place. A Valbonne, Cannes dominant cède cependant un certain rôle à Grasse, Antibes et Nice. A Tourrette, Vence domine, mais c'est Nice qui s'impose dès la Colle où pourtant Cagnes a une large place. A Gattières et Castagniers, enfin, Nice règne sans conteste.

Selon la destination des émigrés, les zones d'influence des villes semblent pouvoir coïncider avec celles établies selon la provenance des immigrants.

Les professions.

Les calculs ne concernent que 1.219 individus, 42 % des émigrés n'ayant pas déclaré de profession.

417 sont cultivateurs (34 %) ; 198 sont commerçants, artisans, professions libérales ou cadres supérieurs (15 %) ; 581 sont des ouvriers ou employés (49 %) (1).

Il y a donc une forte émigration de population agricole : les paysans constituent 49 % à Castagniers, 44 % à La Roquette, 42 % à Pégomas du groupe d'émigrés ayant une profession. Ils forment la plus grande partie des émigrés qui se dirigent vers la campagne voisine, évidemment : 85 %. (2)

Vers les villes, s'en vont des émigrés (une bonne partie doit être, avant l'émigration, employée dans l'agriculture) qui deviennent salariés ou indépendants. La « promotion » sociale n'est pas très rare : 13 % des émigrés sont commerçants ou artisans, 2 % cadres supérieurs ou professions libérales. Mais la « prolétarianisation » est bien entendu beaucoup plus courante : si 8 % seulement des émigrés sont fonctionnaires, 19 % d'entre eux sont, en 1946, des employés, et 22 % des ouvriers.

Les caractères socio-professionnels de l'émigration se résument donc ainsi : importance des courts déplacements d'agriculteurs ; plus de commerçants-artisans que de fonctionnaires ; les salariés urbains forment la moitié du groupe des émigrés actifs.

Les âges.

A défaut de la date de départ des émigrés — inconnue — leurs dates de naissance donnent quelques indications. A Valbonne, par exemple, sur 342 émigrés, 231 sont nés avant la guerre de 1914, et 111 depuis. Chaque tranche décennale d'âge donne, entre 1870 et 1940, un chiffre du même ordre : 38, 37, 40, 68, 55, 48, 41. Le gonflement correspond à la période 1900-

(1) Divers : 28 (2 %).

(2) On peut supposer que, cultivateurs en 1946, ils l'étaient aussi en quittant leur village.

1920. On peut supposer, toutes les tranches d'âge ayant « fourni », que l'émigration est un phénomène continu, plus important entre les deux guerres comme le montre le gonflement de la tranche 1900-1920.

Mais, à Gattières, la tranche dominante est celle de 1890-1900 (de 1870 à 1940, par décennie : 11, 24, 44, 28, 30, 30, 5), et la dernière tranche est presque vide. Par contre, à La Roquette, ce sont les deux dernières tranches qui s'imposent : 6, 12, 14, 40, 28, 55, 53.

Ces différences dans l'âge des émigrés des différentes communes attirent l'attention sur la possibilité de périodes locales d'émigration. Mais aucune autre indication ne vient confirmer cette hypothèse.

L'origine des émigrés.

Tous les émigrés connus par le Fichier de 1946 sont nés dans les communes respectives. Mais une étude de leurs *patronymes* peut apporter quelques éléments à la connaissance de leurs origines.

On n'est pas étonné, après les sondages 1936-54, de la relative faiblesse des émigrés de « vieille souche » (1). Dans les quatre communes où cette étude a été menée à bien, les membres des vieilles familles locales, déclarés émigrés en 1946, ne sont à Pégomas que 121 sur 210 (57 %), à La Colle que 158 sur 356 (44 %), au Bar que 170 sur 387 (43 %), à Tourrette que 84 sur 206 (41 %). Les autres sont donc des descendants re-migrant de familles récemment installées. En effet, la plupart sont de souche italienne : ils sont 80 pour Pégomas, 156 pour La Colle, 66 pour Tourrette-sur-Loup.

Au Bar, les origines des émigrés se décomposent de la façon suivante :

— De vieille souche : 170.

— De familles immigrées entre 1890 et 1911, françaises : 43 ; italiennes : 31.

— De familles immigrées après 1920, françaises : 12 ; italiennes : 33.

— De familles « instables » : 93.

(Ces familles instables sont celles qui n'ont pas été repérées aux recensements étudiés : 1872, 1891, 1911, 1921, 1936.)

Ces chiffres montrent qu'une grande partie des émigrés sont repartis souvent très jeunes de la commune où leurs parents immigrés pour peu de temps les avaient mis au monde. Encore une preuve de l'instabilité caractéristique des migrations.

(1) Patronymes figurant au Recensement de 1872.

Sans avoir pu faute de documentation être aussi fournie que celle de l'immigration, l'étude de l'émigration a néanmoins permis de mettre en lumière deux caractères importants.

Quantitativement, l'émigration fut considérable et l'est restée jusqu'à un temps très récent (sondages de 1935-34) d'après les chiffres de 1946. Qualitativement, l'émigration n'est pas sélective, mais elle se caractérise par le double mouvement de cultivateurs vers la proche campagne et de « prolétaires » ou prolétariats vers les villes de la région, affectant plus encore les familles récemment immigrées que les vieilles familles locales.

L'émigration peut être comparée à l'immigration. Comme elle, au point de vue géographique et au point de vue sociologique, elle allie les caractéristiques d'une profonde perturbation, d'un véritable tourbillon démographique avec celles d'une étroite limitation du champ d'action.

CONCLUSION

Place des différents facteurs dans l'évolution de la population

L'étude de la population actuelle, telle qu'elle résulte du mouvement naturel et des migrations, dans ses aspects quantitatif et qualitatif, révèle la complexité des facteurs qui l'ont fait évoluer. Et cette complexité se traduit par des difficultés considérables dans la tentative — maintenant autorisée par le volume des renseignements recueillis — en vue de *définir* la catégorie géographique de cette population.

Ses caractéristiques essentielles sont au nombre de cinq :

1° Quoique le mouvement naturel (fort peu actif, d'ailleurs) se solde en définitive par zéro (125 naissances et 125 décès pour 10.000 personnes), la population est en expansion numérique marquée : elle augmente, entre 1946 et 1954, de 15 %. Même si cet essor récent ne conduit pas beaucoup au-dessus des chiffres du milieu du siècle dernier, il n'en reste pas moins la preuve d'un dynamisme indiscutable.

2° L'immigration explique l'évolution numérique de la population. Les villages voient arriver, dans ces dernières années, des dizaines et des centaines de nouveaux habitants ; les autochtones sont, à peu près partout, en infériorité manifeste.

3° Mais l'immigration, toute seule, aurait fait augmenter de plus du quart le nombre des habitants entre 1946 et 1954. La variation, nettement inférieure, des chiffres de population laisse alors apparaître la présence d'un mouvement de sens contraire : l'émigration minimum a atteint plus de 10 % de la population dans cette même période.

4° Les échanges migratoires ont lieu surtout avec les six villes de la région : le tiers des immigrants en provient et près de la moitié des émigrants s'y dirige. De ce point de vue, on constate que chaque ville possède une « zone d'influence » propre, limitée et peu étendue, sauf celle de Nice qui déborde largement sur les autres.

5° La distribution géographique des différents indices caractéristiques de la population fait apparaître avec beaucoup de netteté l'individualisation de deux bandes méridiennes : l'une allant de Cannes à Grasse, et l'autre d'Antibes à Vence. Ces deux ensembles de communes montrent toujours le maximum d'intensité dans les caractères progressifs.

Ce résumé des cinq données essentielles résultant de l'étude de la population peut s'éclairer à la lumière des trois facteurs, imbriqués de façon complexe et réagissant les uns sur les autres, qui dominent toute explication de la région.

La *base rurale* de la région, qui n'a besoin d'autre preuve que le paysage, doit influencer sur l'émigration, dont le caractère d'« exode rural » n'est pas effacé.

Le développement du *tourisme* et de la villégiature, favorisés par les conditions naturelles et la contagion du littoral, peut en partie expliquer l'immigration et a sans aucun doute un rôle décisif dans le vieillissement de la population.

La présence de six *villes*, totalisant plus de 350.000 habitants et dominant une campagne en hébergeant 45.000, — dont par ailleurs aucun village n'est distant de plus d'une quinzaine de kilomètres, — semble, enfin, le facteur fondamental de l'évolution actuelle de la population. Les échanges migratoires, eux-mêmes la source des principaux caractères démographiques (puisque les deux tiers des habitants actifs sont des immigrés), donnent à la ville une place principale dans la formation de la population villageoise. La présence des deux groupes de communes unissant par deux larges « ponts », deux à deux, les quatre villes importantes de la rive droite du Var, témoigne jusque dans la réalité cartographique de l'importance de ce facteur.

La population de la campagne azuréeenne n'est-elle donc, démographiquement, qu'une population de « banlieue » ? M. Juillard le dirait puisque, à deux exceptions près, la « migration nette » y est positive (1). Les tendances actuelles de l'habitat le confirmeront (2).

Mais l'aspect du paysage ne peut autoriser cette définition. Tout au plus peut-on prétendre se trouver dans cette catégorie hybride et mal définie qu'on nomme « grande banlieue », ou dans une véritable « région-banlieue » ressortissant à des villes différentes.

La seule étude de la population n'autorise pas à aller plus loin. C'est l'étude économique et sociale qui pourra permettre de caractériser plus complètement la catégorie géographique à laquelle ressortissent ces *villages suburbains*.

(1) Juillard : Essai de méthode pour définir les communes de banlieue, in *Villes et campagnes*, A. Colin, 1953.

(2) Voir Livre III, chapitre troisième.

Annexe : La population dans la montagne.

Alors que la population de la campagne est restée, numériquement, à peu près stable depuis un siècle, et que la population urbaine a pris un essor spectaculaire, la population montagnarde, elle, — comme nous l'avons déjà dit —, s'est effondrée. Entre 1861 et 1954, les trente-cinq communes (comprises dans « l'environnement montagnard ») ont perdu 52 % de leur effectif. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans la campagne, l'évolution n'a jamais cessé d'être décadente : de 1936 à 1946, la population a perdu encore 10 % et ne s'est pas redressée depuis.

Aussi, la montagne est-elle fort peu peuplée : la densité ne s'élève guère au-dessus de 4 à 6 habitants au kilomètre carré dans les Préalpes de Grasse, et de 10 à 20 dans les Préalpes de Nice.

La montagne, « vidée », ne se reconstitue plus, ne se maintient même pas : le mouvement naturel accuse, pour 10.000 habitants, 125 naissances (comme dans l'avant-pays) et 160 décès.

Pourtant, la chute aurait pu être encore plus brutale. En effet, le dépouillement du Recensement de 1954 dans sept de ces communes (1), à titre d'échantillons, révèle que la montagne, elle aussi, se renforce d'une précieuse immigration.

Au lieu de la population « relicte » d'autochtones à laquelle on pourrait s'attendre, la statistique fait apparaître que 40 % des personnes actives *ne sont pas* nées dans leur commune domiciliaire.

Mais la répartition des provenances de ces immigrés montre une curieuse dispersion : 30 % proviennent des communes de la montagne elle-même ; Nice fournit 20 % et les autres villes régionales 10 % ; l'Italie fournit aussi 10 % ; la campagne produit 13 % du contingent des immigrés ; et le reste est représenté par des bribes extra-régionales représentant en tout 17 %.

Pas de dominante, pas de provenance caractéristique de l'immigration dans la montagne ; mais le nombre d'immigrés (une trentaine par commune en moyenne) est trop mince pour tirer des conclusions de cette constatation. Y a-t-il reflux des villes, passage d'hommes à la recherche de travail, afflux vers quelques chantiers qui ne peuvent se contenter de la main-d'œuvre locale, début de colonisation touristique ?

Les professions des immigrés nous éclaireront-elles ? Les propriétaires-exploitants et leurs aides familiaux (qui sont 37 % de la population active totale) ne sont que 13 % des immi-

(1) La Bollène-Vésubie, Caille, Cipière, Conségudes, Lucéram, Roquestéron, Saint-Auban.

grès. L'exploitation agricole n'attire pas ; mais les besoins en cultivateurs ne trouvent pas à se satisfaire sur place : les métayers et salariés agricoles sont 16 % des immigrés, contre 9 % de la population active. Les salariés forment le contingent le plus important : les services et les petites industries locales faisant appel à la main-d'œuvre extérieure, 56 % des salariés non agricoles sont des immigrés. Les commerçants et artisans forment 19 % des immigrés. Enfin, on trouve même quelques salariés travaillant en ville (et revenant sans doute seulement en fin de semaine), qui comptent pour 12 % des immigrés actifs.

La stabilité de cette immigration, malgré son assise professionnelle, peut valablement être mise en doute.

Qu'on recherche les dates d'immigration, on verra que 43 % des immigrés sont arrivés entre 1950 et 1954 (12 % de 1945 à 1950, 37 % entre les deux guerres et 8 % avant 1914).

Qu'on recherche la quantité théorique d'émigrés récents, on verra que, entre 1946 et 1954, pour une population globale de 1.575 habitants (1946), si l'immigration a représenté 15 % de la population, l'émigration en a représenté 19 %, soit près de 300 individus (1).

Ainsi, la population montagnarde est, non seulement en décadence numérique persistante, mais elle n'est pas non plus qualitativement stable. Par ce dernier trait, la montagne peut se comparer à la campagne.

Somme toute, les ordres de grandeur du mouvement naturel, de la répartition des provenances des immigrés, des catégories socio-professionnelles et de la ventilation des immigrés parmi elles, de l'échelonnement des arrivées, de l'émigration, ne sont pas très différents dans le haut et dans le bas pays. On peut en conclure que la perturbation, le mouvement tourbillonnaire qui affecte la population au contact de la dynamique zone urbaine du littoral, poursuivent leurs effets relativement loin dans l'intérieur.

Mais on ne peut assimiler, malgré ces ressemblances, les populations montagnarde et campagnarde : le facteur quantitatif intervient pour interdire cette démarche de la pensée, quand ce n'est pas l'aspect même du paysage humain. La perturbation affecte dans la montagne de petits groupes d'hommes, le plus souvent en marge de la vie régionale, n'ayant sur leur terroir qu'une emprise restreinte. Et ces groupes d'hommes « fondent » à vue d'œil.

Le spectacle et les problèmes sont tout autres, et même complètement opposés, dans la campagne.

(1) D'après le fichier de 1946, exploité pour la vallée de la Vésubie, sur 3.613 immigrés, 1.602 se sont fixés à Nice (44 %). 1.854 ont déclaré une profession dont : 477 agriculteurs (26 %), 887 employés, 164 fonctionnaires... (*Histoire et Géographie des Alpes-Maritimes*, par le Syndicat National des Instituteurs, Cannes, 1949.)

LIVRE II

LA TERRE ET LA FONCTION AGRICOLE

L'étude de la population de la campagne azuréeenne a montré les singularités du peuplement et les caractéristiques originales du groupe humain qui habite les communes rétro-littorales : aucun rapport, aucune comparaison possible avec une population rurale traditionnelle. La connaissance de la fonction agricole, avec tout ce qu'elle implique d'analyses structurales et de pénétration concrète dans l'espace et dans la vie de la région, doit permettre maintenant de définir correctement le « milieu » transformé par l'influence urbaine et dans lequel cette influence se propage encore.

Après avoir défini la place et l'importance relative de l'agriculture, nous l'étudierons suivant le schéma classique, en exploitant une documentation souvent originale. La structure agraire sera analysée dans ses éléments fonciers (la propriété), puis dans ses éléments sociaux (l'exploitation). Le système de cultures sera envisagé du point de vue géographique, économique et technique.

Une comparaison pourra s'établir aussi point par point avec la situation ancienne, décrite dans la première partie. Mais il serait vain, et artificiel, de chercher à créer une véritable symétrie des développements : l'inégalité des sources documentaires, la transformation de la hiérarchie des éléments, font que l'étude qui va suivre a été traitée pour elle-même, et indépendamment des références historiques.

LA PLACE DE L'AGRICULTURE

1 . LA SURFACE CONSACRÉE A L'AGRICULTURE

La Statistique Agricole de 1954 établit que les 42 communes de la campagne, qui comptent 62.400 hectares, en consacrent 16.245 — soit 27 % — aux cultures.

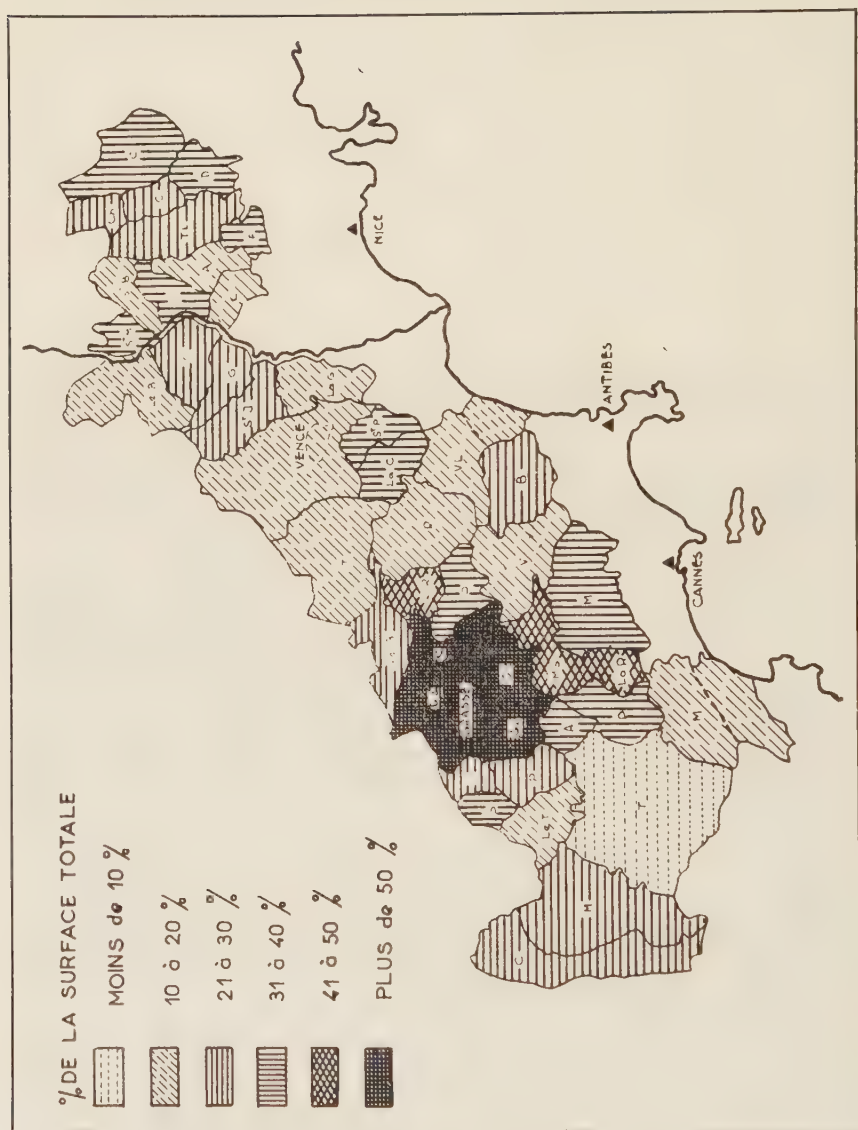
Cette évaluation doit être sérieusement révisée car le récent recul des cultures n'y apparaît pas intégralement.

Comparons, en effet, la statistique de 1954 avec celle de 1946.

Les chiffres de 1946, issus des enquêtes agricoles de 1942-1946 et relativement justes dans le domaine de la répartition du territoire, ont connu depuis leur publication une fortune diverse. Dans certaines communes, ils restent officiels aujourd'hui. Dans d'autres communes, la Commission locale de statistiques a procédé d'autorité à des rectifications importantes. Dans d'autres enfin, c'est la Direction des Services Agricoles qui, après « enquête de redressement » ou, mieux, « contrôle en profondeur », a modifié l'ancienne statistique agricole. Selon la date de ces modifications (la plupart antérieures à 1950), les chiffres de 1946 et 1954 sont plus ou moins différents les uns des autres. En tout, la campagne a *statistiquement* perdu près de 2.500 hectares de cultures entre 1946 et 1954, soit 12 % de la superficie cultivée à la fin de la guerre.

Mais les chiffres n'ont pratiquement pas varié dans 22 communes. Parmi les autres, seules trois communes (Biot, Auribeau, Mandelieu) ont gagné quelques dizaines d'hectares de cultures, pendant que Tourrette-sur-Loup, Mougins, Peymeinade, Le Tignet, La Gaude, Colomars, Tourrette-Levens, Callian accusaient des pertes de 100 à 500 hectares par commune dans le rajustement des cultures qui a suivi la période exceptionnelle de la guerre.

De ces différences, on peut accuser la sclérose des statistiques



Carte n° 31. — Les terres cultivées en 1954.

dans la plupart des communes. Aussi, tirant exemple des superficies réévaluées, on en vient à estimer que le tiers des terres cultivées en 1946 a pu être abandonné. Ce calcul ramènerait à peu près à la situation d'avant-guerre : environ 12.000 hectares cultivés.

C'est aussi l'estimation des urbanistes qui, dans le Rapport pour le Groupement d'Urbanisme Cannes-Grasse (1), affirment que « la zone rurale protégée pour le maintien du patrimoine agricole régional » ne dépasse guère le cinquième de la surface territoriale.

En dépit de l'inégale valeur des statistiques communales, on a dressé la carte de l'étendue relative, par commune, des terres cultivées (carte n° 31). Elle montre des groupements extrêmement nets, qu'une correction de la statistique ne viendrait que confirmer :

Une seule grande « région » de cultures : la campagne grasso-cannoise. De Grasse à Cannes, de Pégomas au Rouret, plus du tiers, et quelquefois plus de la moitié de la terre est mise en culture.

Le petit groupe Saint-Paul-La Colle se distingue, lui aussi, à la limite de la campagne vençoise assez stérile. Enfin, dans la campagne niçoise, quelques petites communes éparses, et Contes, offrent un coefficient de cultures (30 à 40 %) relativement honorable.

Mais la carte souligne surtout le caractère exceptionnel des territoires communaux laissant plus du tiers de la surface aux cultures. (Donnée qui doit être encore accentuée en tenant compte de l'exagération habituelle des statistiques de terres cultivées.)

2 . PLACE DES CULTIVATEURS DANS LA POPULATION ACTIVE.

a . Une question de méthode.

Les résultats du Recensement de 1954 ont déjà largement été utilisés dans l'étude de la population ; mais ils comportaient — nous l'avons dit — une erreur souvent sensible en ce qui concerne les « aides familiaux » de l'agriculture, ceux-ci ayant été inégalement inventoriés par les recenseurs. Cette erreur par défaut n'avait que peu d'importance dans l'étude qualitative

(1) Rapport pour le Groupement d'Urbanisme Cannes-Grasse (ronéotypé), Marseille 1954.

de la population ; mais elle en aurait beaucoup plus si elle demeurait dans l'analyse de l'activité agricole. Pour régler le problème des aides familiaux, leur suppression des comptages aurait été une mauvaise solution car elle aurait faussé toutes les proportions ; le maintien tel quel des chiffres connus ne se justifiait pas non plus car il aurait interdit toute comparaison entre les communes, les unes comptant les femmes d'agriculteurs comme actives, les autres négligeant les cultivatrices. Force a donc bien été d'interpréter les résultats et de fixer arbitrairement des chiffres, plus vrais que les chiffres officiels. Nous avons donc examiné la corrélation entre le nombre d'exploitants et le nombre d'aides dans les communes où le recensement de ceux-ci fut fait convenablement. Avec cette corrélation, et compte tenu du caractère de l'agriculture dans les communes, nous avons rectifié les chiffres d'aides familiaux.

Cette rectification porte le nombre des aides familiaux agricoles de 2.160 à 2.810, soit de 13 % à 16 % de la population active (qui passe ainsi de 16.500 à 17.200).

Les chiffres globaux et communaux de la population active seront donc dorénavant, sauf avis contraire, ces chiffres *rectifiés*.

b . La population occupée à l'agriculture.

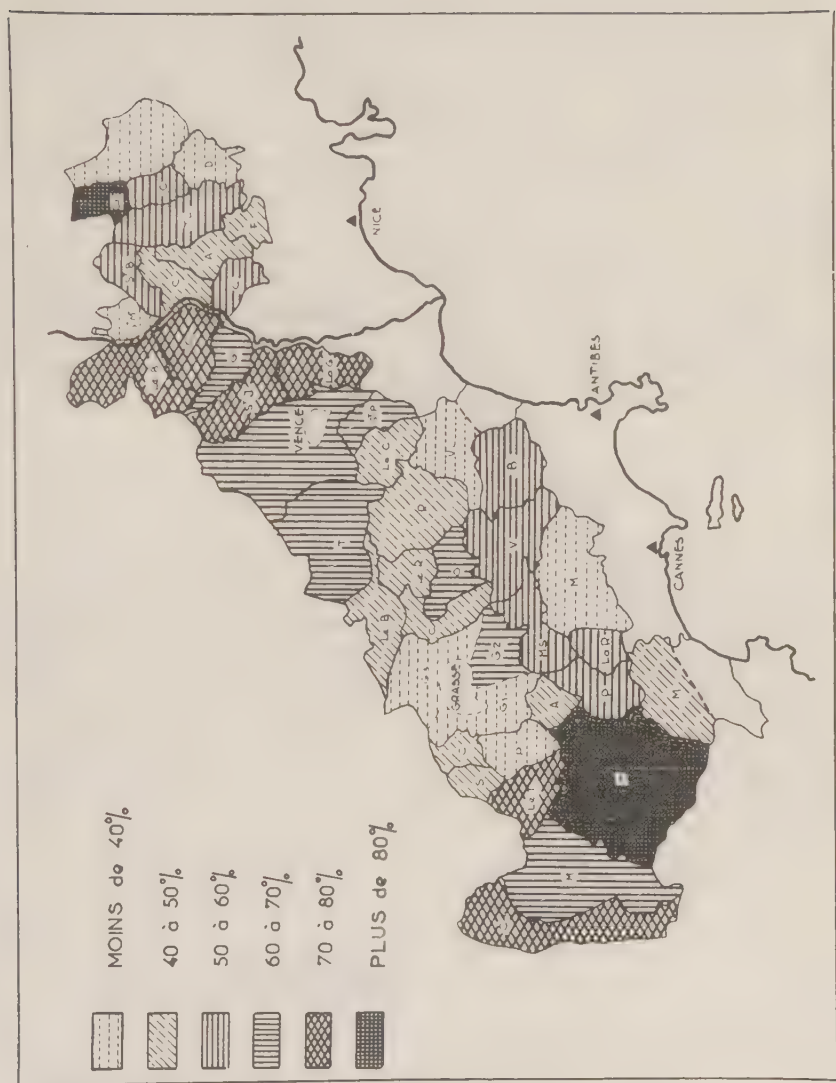
La population occupée à l'agriculture ne représente, dans la campagne azurée, qu'à peine la moitié de la population active totale : 49 %, soit à peu près 2.900 propriétaires-exploitants, 2.850 fermiers, métayers et salariés agricoles, et 2.800 aides familiaux.

Cette totalisation, cependant, donne une image trop simplifiée de la réalité, que la carte n° 32 révèle sous un jour plus nuancé.

Si deux communes seulement ont toujours plus de 80 % de leur population active occupé à l'agriculture (deux petites communes presque inaccessibles : Tanneron et Châteauneuf-de-Contes), une demi-douzaine ont gardé un pourcentage supérieur à 70 %, et ce sont des communes qui comptent : Callian, La Gaude, Saint-Jeannet, Carros, ainsi que Le Tignet et Le Broc. Sept autres dépassent 60 %.

Mais il n'y a pas 50 % de cultivateurs dans la population active de près de la moitié des communes parmi lesquelles se trouvent les plus peuplées et les plus vivantes : Peymeinade (37 %), Mandelieu (40 %), Mougins (39 %), Grasse-Nord (20 %), Saint-Martin (22 %), Contes (26 %), Drap (15 %).

Sauf la dépérissante extrémité occidentale de la région, le seul ensemble de communes vraiment paysannes est le pays



Carte n° 32. — *La population agricole. Proportion de la population active occupée à l'agriculture (1954).*

vençois : de Tourrette-sur-Loup et Saint-Paul-de-Vence jusqu'au Broc, la population active compte près des deux tiers d'agriculteurs.

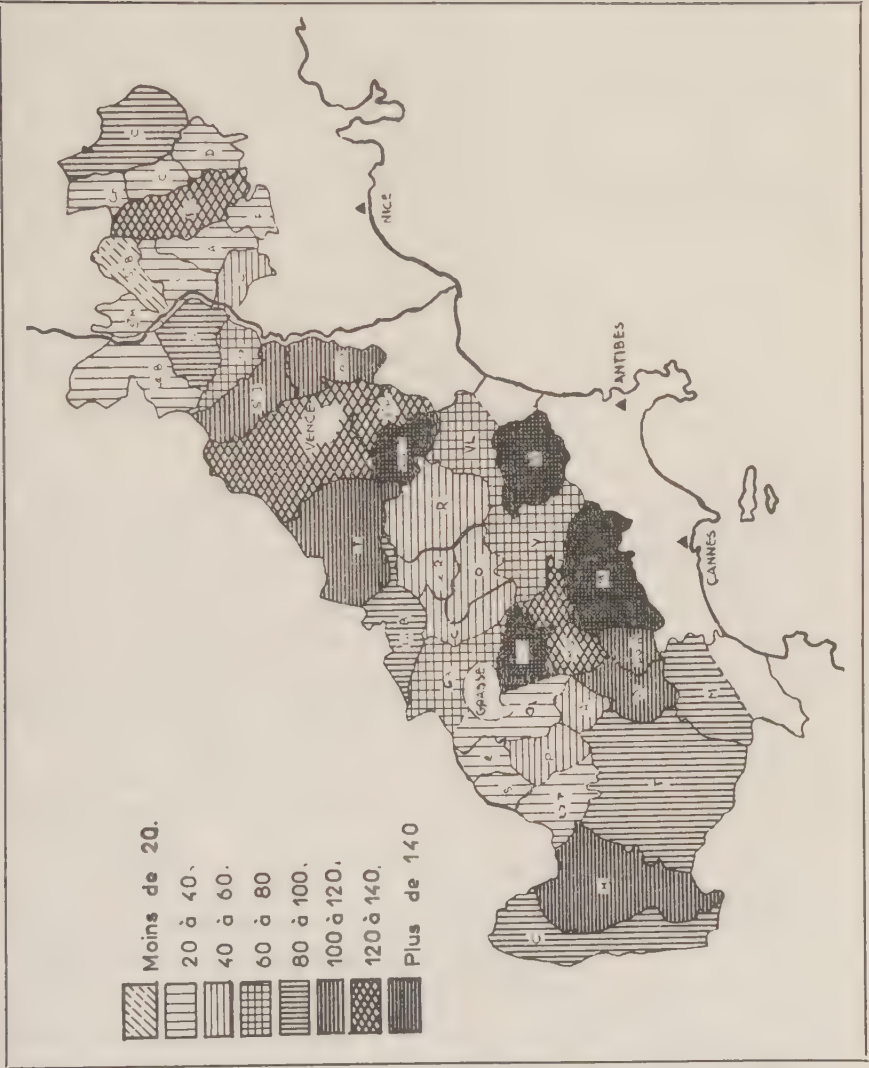
A l'inverse, la campagne grasse (plus encore que la campagne cannoise qui bénéficie de la vallée de la Siagne), pourtant bien placée en ce qui concerne la proportion des terres cultivées, n'est même plus à demi paysanne, ainsi que le plateau valbonnais et la campagne niçoise elle-même.

Il est bon de compléter cette carte des valeurs relatives par une carte du nombre absolu des exploitants agricoles dans la région (carte n° 33). Elle révèle des aspects un peu différents : des communes noyées dans la carte n° 32 émergent, avec un nombre d'exploitants qui témoigne du maintien d'une forte vie agricole : Tourrette-Levens, La Colle, Biot, Mougins. Mais les groupements régionaux ne changent pas essentiellement : la campagne cannoise et surtout la campagne vençoise s'affirment comme les plus agricoles, non seulement par la proportion des paysans, mais encore par leur nombre.



Cet aperçu général sur la faiblesse de l'agriculture dans la campagne azurée ne doit pas faire perdre de vue que le « milieu paysan » — pour garder volontairement une expression peu définie — reste la base et le fond de la géographie régionale.

Aussi l'étude de la terre, de son appropriation, de son mode d'exploitation, de la production, constitue-t-elle une partie essentielle de notre enquête sur les conséquences de l'urbanisation dans la campagne azurée. Par elle, on doit découvrir en même temps le milieu fondamental impressionné et les stigmates de l'évolution.



Carte n° 33. — Nombre d'exploitants agricoles (1954).

LA STRUCTURE AGRAIRE : LA PROPRIÉTÉ

1 . QUESTIONS DE MÉTHODE

Elles ne diffèrent pas, en général, de celles exposées dans le chapitre sur la structure foncière au XIX^e siècle. Si, par le choix de l'état *actuel* des matrices cadastrales et le resserrement sur deux ou trois années des différentes enquêtes, les difficultés d'ordre chronologique sont supprimées, si la confection du nouveau Cadastre ne remonte pas à plus de vingt ans dans presque toutes les communes étudiées (1), rendant la consultation très facile, les questions méthodologiques essentielles, concernant l'interprétation des résultats statistiques, demeurent.

Ainsi, la notion de « cote foncière » n'est toujours que par une concrétisation abusive — mais inévitable — assimilée à la personnalité de propriétaire, avec les inconvénients qui en découlent (2).

Les chiffres et les proportions donnés comme expression de la structure foncière n'ont qu'une valeur concrète approximative. Ils n'indiquent que des ordres de grandeur, des tendances, malgré leur rigoureuse exactitude.

C'est, comme pour le XIX^e siècle, la surface *totale* des cotes foncières qui a été prise comme critère de classification, l'analyse étant complétée à plusieurs reprises par des recherches plus approfondies sur la structure foncière des seules terres cultivées, ou de certaines parties des terroirs.

(1) A Grasse, le cadastre n'a pas encore été refait ; c'est la matrice de 1914 qui sert.

(2) Tel propriétaire citadin, ou extérieur, peut avoir des terres dans plusieurs communes. Or, il apparaîtra à chaque dépouillement cadastral comme un propriétaire différent. L'inconvénient serait gros si le cas se produisait souvent. Heureusement, il est très rare.

Enfin, la formation des catégories de surfaces se modèle sur la réalité moyenne reconnue : ces catégories n'ont pas varié (1).

2 . ANALYSES MONOGRAPHIQUES

L'analyse approfondie de la structure foncière a porté sur treize communes (Callian, Cabris, La Roquette-sur-Siagne, Mougins, Opio, Valbonne, Le Bar, La Colle, Gattières, Castagniers, Tourrette-Levens, Cantaron, Drap), une sur trois dans la région.

Nous nous bornerons, pour chaque exemple, à en donner le tableau schématique et les quelques conclusions essentielles.

Il ne s'agira ainsi que d'étayer les raisonnements synthétiques qui trouveront place dans le chapitre suivant, et particulièrement de dégager le « contexte » dans lequel s'inscrit la présence foncière des citadins régionaux dans la campagne azurée.

A . AUX LIMITES DE LA RÉGION.

CALLIAN.

<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	91	45	101	50	60	30	49	24
1 à 2 ha	42	63	30	45	14	21	16	24
2 à 10 ha . . .	96	483	40	149	35	145	22	91
Plus de 10 ha	19	348	8	134	6	208	2	42

La commune..... 611 hectares

Total..... 2.510 hectares

- (1) — Microfondiaires, les propriétaires de cotes inférieures à 1 ha.
 — Petits propriétaires, les propriétaires de cotes comprises entre 1 et 2 ha.
 — Moyens propriétaires, les propriétaires de cotes comprises entre 2 et 10 ha.
 — Gros propriétaires, les propriétaires de cotes supérieures à 10 ha.

La catégorie des moyens propriétaires locaux — les paysans de Callian — est nettement la plus importante : à 100, ils détiennent le quart de la surface appropriée. C'est une proportion *relativement* élevée.

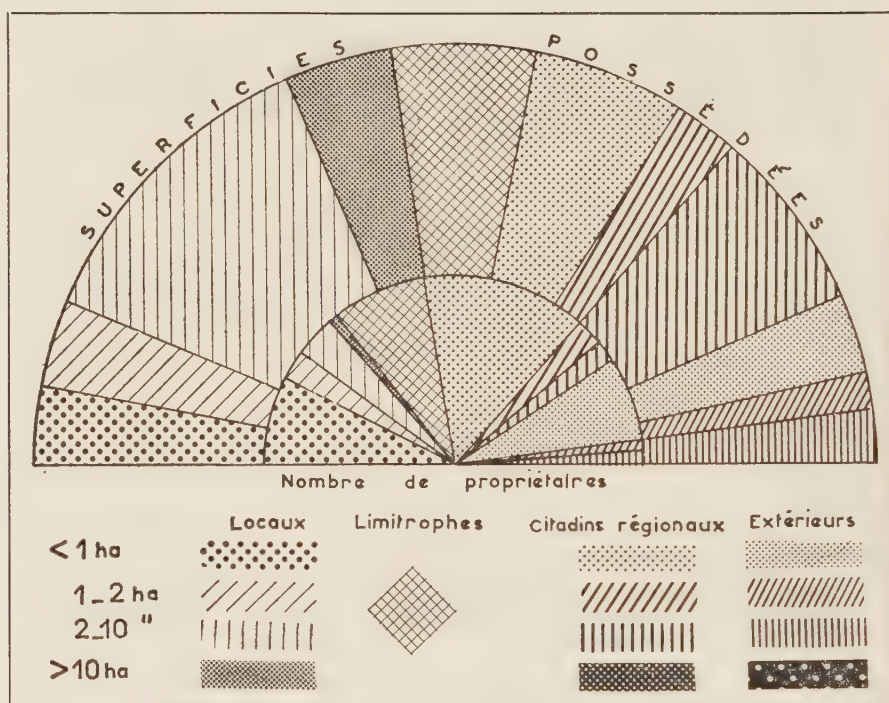
Autre fait frappant : le nombre élevé des grosses propriétés, 35 cotes foncières sont supérieures à 10 hectares, dont 13 supérieures à 20 hectares. Mais la plupart de ces « domaines » sont des forêts aux mains de propriétaires locaux ou voisins. On n'en dénombre que six qui puissent être considérés comme des propriétés capitalistes (représentant 200 hectares).

Les microfondiaires, enfin, sont en nombre non négligeable : une centaine résidant au village, une centaine dans les communes voisines, une centaine dans les villes et au loin (les émigrés). Mais la surface totale qu'ils détiennent est maigre : 150 hectares, soit 7 % du territoire approprié, pour 48 % des cotes.

B . DANS LA RÉGION GRASSOISE.

Gabris.

<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	50	25	43	21	93	46	47	23
1 à 2 ha	18	27	6	9	14	20	7	10
2 à 10 ha	24	94	5	17	14	55	5	15
Plus de 10 ha	2	33						
La Commune					149 hectares			
Total					547 hectares			



Graphique n° 54. — La structure foncière de Cabris.

Les moyens propriétaires locaux forment encore, pour la surface possédée, la catégorie essentielle (24%) avec cependant seulement 8% des cotes. Au-dessus d'eux, pas de gros propriétaires : les seuls « domaines » sont en réalité deux ensembles fonciers récemment réunis par des sociétés immobilières.

Les propriétaires les plus nombreux sont les microfondiaires locaux (50) et surtout extérieurs et urbains (140) : ils représentent près des trois quarts des cotes, pour seulement 29% de la surface appropriée.

Les cotes domiciliées à Cabris totalisent 179 hectares, contre 169 hectares aux cotes « extérieures » et « urbaines régionales ». Cette confrontation ne donne cependant qu'une idée fautive de l'aliénation du terroir car beaucoup de cotes de Cabris appartiennent à des sociétés immobilières et à des « étrangers » venus s'y établir pour retraite ou villégiature. Sur les 11 cotes supérieures à 5 hectares, 7 appartiennent à des vieilles familles locales (présentes ou émigrées) et 4 à des capitalistes extérieurs.

Le Bar-sur-Loup.

Surface possédée	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha	
Moins de 1 ha	141	59	43	21	63	28	39	18
1 à 2 ha	57	85	15	22	14	21	7	10
2 à 10 ha	48	197	14	50	21	76	13	47
Plus de 10 ha	4	77	2	50	4	175	2	163
La Commune et l'Etat					406 hectares			
Total.....					1.408 hectares			

Les 48 moyens-propriétaires barois n'ont qu'à peine 20% du territoire approprié. Ils sont fortement concurrencés par les 12 domaines de plus de 10 hectares, qui totalisent 465 hectares, près de la moitié du territoire approprié.

Il est vrai que les 4 domaines citadins et les 2 extérieurs comprennent surtout des bois et des landes. Mais l'aliénation du terroir n'est pas que le fait des domaines : 34 moyens-propriétaires extérieurs détiennent 123 hectares ; 102 microfondiaires extérieurs détiennent 46 hectares.

En définitive, les Barois ne possèdent que 42% de la propriété privée, alors que les propriétaires urbains régionaux en ont quelque 30%.

Les trois quarts de toutes les cotes sont inférieurs à 2 hectares, près de la moitié est inférieure à 1/2 hectare.

Au Bar, comme à Cabris, la caractéristique la plus importante de la structure foncière sera donc définie comme la limitation de la propriété paysanne (moins du quart de la superficie) par les domaines, la propriété extérieure et le pullulement de parcelles infimes.

C . DANS LA RÉGION CANNOISE.

Mougins.

Surfaces possédées	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha	
Moins de 1 ha	480	166	240	102	340	124	120	48
1 à 2 ha	100	157	62	84	49	68	24	31
2 à 10 ha	91	317	29	102	28	100	16	69
Plus de 10 ha	9	216	2	49	4	120	8	506
La Commune et l'Etat ...					150 hectares			
Total.....					2.500 hectares			

Les moyens-propriétaires locaux ne sont que 91 (soit 6% de tous les propriétaires) avec seulement 12% de la superficie totale privée. Au classement, par catégorie, ils passent derrière les domaines extérieurs.

Cette infériorité a pour cause l'extrême dispersion de la propriété, phénomène général dans la région. Mais quelques faits caractérisent nettement l'originalité de la structure foncière à Mougins :

— Les grosses propriétés et les domaines occupent une place très importante : 23 cotes ont plus de 10 hectares, dont 18 plus de 20 hectares. Ces 23 propriétés totalisent 891 hectares, soit 37% de la surface privée. Les Mouginois n'en ont qu'une part très limitée d'ailleurs, puisque la plupart des grosses cotes domiciliées à Mougins représentent des propriétés de villégiature.

— La foule des microfondiaires (480 Mouginois, 240 limitrophes, 340 urbains régionaux, 120 extérieurs, en tout les trois quarts des cotes), émigrés ou villégiateurs, finit par occuper une place non négligeable : 440 hectares, soit 18% du terroir privé, sont totalisés par d'infimes propriétés. En y ajoutant les toutes petites propriétés, qui ne dépassent pas 2 hectares, l'« atomisation » porte sur 780 hectares (le tiers du terroir).

— Les propriétaires citadins régionaux et extérieurs, de toutes catégories, occupent plus de 1.000 hectares, soit 44% de la surface appropriée. Et la supériorité des propriétés « extérieures » marque l'originalité de Mougins : les extérieurs détiennent 654 hectares, contre 412 hectares aux citadins régionaux.

La Roquette-sur-Siagne.

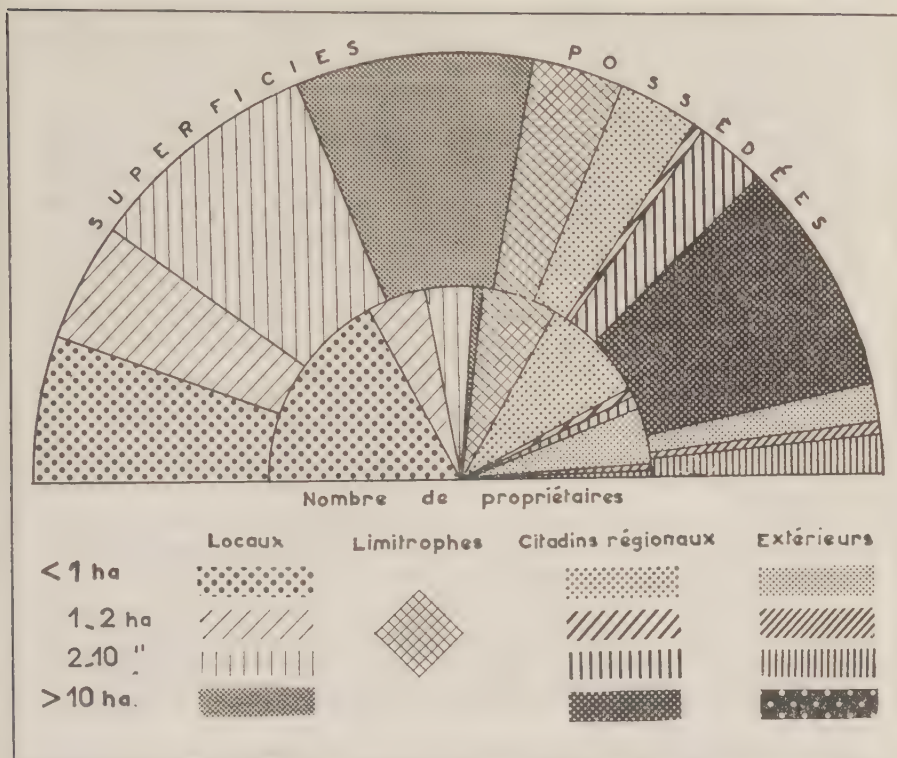
Les microfondiaires sont, certes, toujours très nombreux, tant parmi les Roquettans que parmi les « étrangers », émigrés ou autres : 252 microcotes (soit 63% des cotes) occupent 16% du terroir. Mais les 7 grosses propriétés (dont 2 seulement atteignent une vingtaine d'hectares) ne totalisent guère plus : 17%.

Ce sont les moyens-propriétaires locaux, en principe les paysans, qui occupent de loin la première place : 151 hectares, dont 79 pour 24 propriétés de 2 à 5 hectares, et 72 pour 11 propriétés de 5 à 10 hectares.

Leurs principaux « concurrents » sont les propriétaires citadins régionaux : ils accaparent en tout 133 hectares, dont près de la moitié appartiennent à des cotes moyennes.

Ainsi apparaît, dans la structure foncière de La Roquette le caractère double de sa vie fonctionnelle : agricole, d'une part, suburbaine de l'autre.

<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	105	38	63	29	65	21	19	6
1 à 2 ha	33	46	15	23	18	23	4	6
2 à 10 ha	35	151	10	39	14	62	6	22
Plus de 10 ha	3	42	1	11	2	27	1	25
La Commune					1 hectare			
Total					596 hectares			



Graphique n° 55. — La structure foncière de La Roquette-sur-Siane

D . AUX LIMITES DES INFLUENCES CANNOISE ET GRASSOISE.

Valbonne.

Surface possédée	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha	
Moins de 1 ha	115	44	23	10	70	32	57	22
1 à 2 ha	50	68	4	6	12	17	10	13
2 à 10 ha	52	201	7	58	17	68	15	63
Plus de 10 ha	13	402			5	182	10	458
La Commune					184 hectares			
Total.....					1.800 hectares			

28 propriétés supérieures à 10 hectares totalisent 1.042 hectares, soit les deux tiers de la surface appropriée de Valbonne. En se bornant aux propriétés de plus de 20 hectares, on en trouve encore 17 — 7 valbonnaises et 10 extérieures — qui disposent de la moitié du terroir. La concentration est poussée.

Elle est très considérable parmi les villageois valbonnais puisque les 7 gros propriétaires locaux possèdent presque autant de terre que les 220 autres. Les 115 microfondiaires et les 50 petits-propriétaires, s'ils représentent le nombre, n'ont guère d'importance spatiale avec leurs 112 hectares (7% du territoire). Et les 52 moyens-propriétaires n'occupent eux-mêmes qu'une place limitée (12% du territoire), la plupart avec moins de 5 hectares (41) ; les 11 propriétaires ayant de 5 à 10 hectares sont déjà favorisés.

A la concentration s'ajoute l'aliénation. Car les propriétaires domiciliés à Valbonne — villégiateurs ou « colons » exclus — n'ont que la moitié des cotes et pas la moitié du territoire.

Les microcotes d'extérieurs sont assez nombreuses, comme toujours. Mais, ce qui compte surtout ce sont les domaines, avec 640 hectares, soit 40% du territoire valbonnais.

Quoiqu'hébergeant une foule de microfondiaires, le terroir de Valbonne est donc surtout la possession des gros propriétaires locaux ou absentéistes.

Peut-on voir là une relation avec les caractères particuliers de l'utilisation du sol ? Le problème a été étudié : une seconde analyse de la structure foncière a été menée en ne tenant compte que des superficies cultivées, pour éliminer le facteur « forêt ». En effet, Valbonne ne compte au cadastre que 405 hectares de *cultures*. Là-dessus, les Valbonnais ne possèdent que 258 hectares (64%) ; si on ajoutait aux terres cultivées les terres cultivables (les friches sont surtout le fait des propriétaires absentéistes), on reviendrait sans doute à un partage par moitié de la surface agricole. Le phénomène d'aliénation est confirmé, comme l'est celui de la concentration.

7 propriétaires valbonnais seulement ont plus de 5 hectares de cultures, mais détiennent plus du quart de la superficie cultivée par leurs concitoyens. 31 propriétaires ayant plus de 2 hectares cultivés possèdent autant que les 180 qui en ont moins.

Opio.

<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	27	16	102	49	31	15	13	6
1 à 2 ha	21	29	23	32	7	10	2	3
2 à 10 ha . . .	31	122	12	41	8	30	6	32
Plus de 10 ha	1	10	2	45	6	113	6	297
La Commune					41 hectares			
Total					895 hectares			

Parmi les propriétaires locaux, les moyens-propriétaires sont les plus importants, et même les seuls importants. Or, ils ne détiennent que 14% de la surface appropriée.

C'est que la propriété autochtone est peu de chose : 21% des terres privées en tout. Par contre, les propriétaires extérieurs et citadins régionaux, peu nombreux, en possèdent les deux tiers. C'est le fait de quelques grosses propriétés : elles sont 11, non domiciliées à Opio ou dans les communes voisines, et totalisent 410 hectares (48% du total).

L'aliénation et la concentration, voilà les phénomènes dominants, soulignés par la présence — exceptionnelle pour cette région — d'une propriété de 220 hectares, « La Bégude », propriété de rapport appartenant à des capitalistes étrangers.

E . DANS LA ZONE D'INFLUENCE NIÇOISE (RIVE DROITE).

Tourrette-sur-Loup.

La confection du nouveau cadastre en 1953 nous donne l'assurance d'une relative exactitude de la désignation par parcelles des natures de cultures ; c'est pourquoi il a semblé intéressant d'étudier la structure foncière des surfaces agricoles (cultivées ou en friches) prises isolément.

<i>Surface agricole possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	123	61	79	39	52	25	54	27
1 à 2 ha	52	66	15	22	16	22	15	22
2 à 5 ha	48	155	8	22	4	13	11	33
5 à 10 ha	8	49	5	30	1	9	1	5
Plus de 10 ha					1	147	2	99
La Commune et l'Etat ...					164 hectares			
Total.....					1.010 hectares			

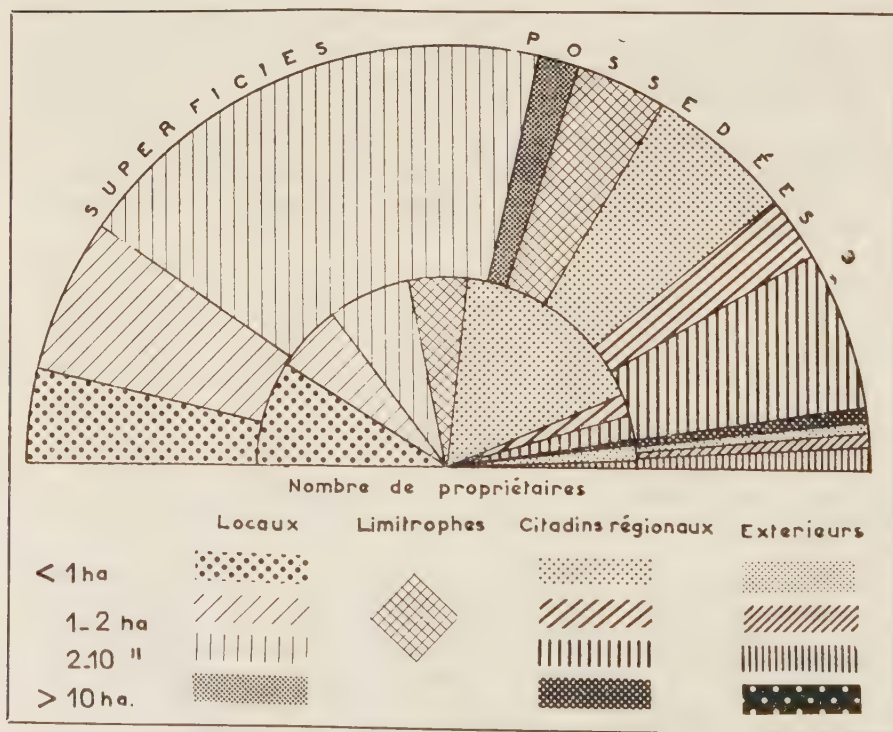
Les propriétaires locaux n'ont que 332 hectares, soit le tiers seulement de la surface agricole de la commune.

Le phénomène d'aliénation reste donc essentiel. Encore faut-il ajouter qu'au moins une trentaine d'hectares, sur les 332 appartenant à des Tourrettans, reviennent à des immigrés de fraîche date. Parmi les propriétaires locaux, la moyenne propriété domine, mais elle ne représente certes que 15% de la superficie totale.

Par contre, les 3 grosses propriétés, toutes trois « étrangères », totalisent 246 hectares, le quart de la surface agricole de Tourrette.

La Colle-sur-Loup.

Surface possédée	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha	
Moins de 1 ha	228	113	71	34	127	63	67	33
1 à 2 ha	61	90	9	12	9	13	7	10
2 à 10 ha	52	182	5	17	14	50	8	30
plus de 10 ha	9	183	1	11	3	184		
La Commune						3 hectares		
Total						1.010 hectares		



Graphique n° 56. — La structure foncière de La Colle-sur-Loup.

Les propriétaires collois possèdent plus de la moitié de la superficie communale (57%).

Une partie seulement d'entre eux sont des Collois d'origine ». Les 570 hectares se répartissent en 326 hectares aux Collois d'origine, 170 hectares aux « Italo-Collois », 83 hectares aux villégiateurs et retraités. Le tableau suivant donne les résultats plus détaillés de cette enquête spéciale :

<i>Surface possédée</i>	<i>Collois d'origine</i>		<i>Italo-Collois</i>		<i>Villégiateurs et retraités</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>
Moins de 1 ha	86	43	111	55	31	15
1 à 2 ha	33	49	21	31	7	10
2 à 10 ha	36	123	10	34	6	26
Plus de 10 ha .	4	101	3	50	3	40

On remarque un clivage social : les originaires d'Italie sont les plus nombreux des microfonciaires, mais la moyenne et la grosse propriété, si elle n'est pas inconnue chez les autres, est avant tout le fait des Collois d'origine.

Les gros propriétaires extérieurs sont moins nombreux et aussi riches que les Collois : à 3, ils détiennent 18% du terroir. L'aliénation n'est pas sans importance, renforcée par une foule de microcotes d'émigrés (127 venant des villes régionales).

Enfin, sur le plan de la concentration, notons que près de 300 propriétaires de moins de 2 hectares n'ont guère plus de terre que les 9 propriétaires de plus de 10 hectares.

Gattières.

<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>	<i>Nombre</i>	<i>ha</i>
Moins de 1 ha	84	34	19	9	75	23	28	11
1 à 2 ha	17	25	25	37	18	25	7	12
2 à 10 ha ...	50	225	7	23	26	100	12	53
Plus de 10 ha	3	37	2	38	4	62	2	30
La Commune et l'Etat ...					240 hectares			
Total.....					950 hectares			

La structure foncière est donc ici moins défavorable aux propriétaires locaux, parmi lesquels les microfonciaires mêmes ne sont pas en nombre excessif.

Les moyens-propriétaires gattérois dominent de très haut les autres catégories : ils détiennent près du tiers des terres appropriées. Les « domaines » n'en occupent pas le quart.

Mais les Gattérois ne possèdent en tout que 320 hectares, soit le tiers de la superficie communale, les 44% de la surface appropriée.

Un examen détaillé des cotes gattéroises révèle enfin que les 20 plus grosses propriétés représentent presque autant de terres (147 ha) que les 134 autres (174 ha).

L'aliénation et la concentration restent importantes. On les retrouve particulièrement dans la plus riche des sections, celle des « bassins », terres regagnées par endiguement et colmatage sur le lit du Var. Là encore, les Gattérois n'ont que 40% de la superficie. Et un seul propriétaire, extérieur, en détient les 30%.

F . DANS LA ZONE D'INFLUENCE NIÇOISE (RIVE GAUCHE).

Castagniers.

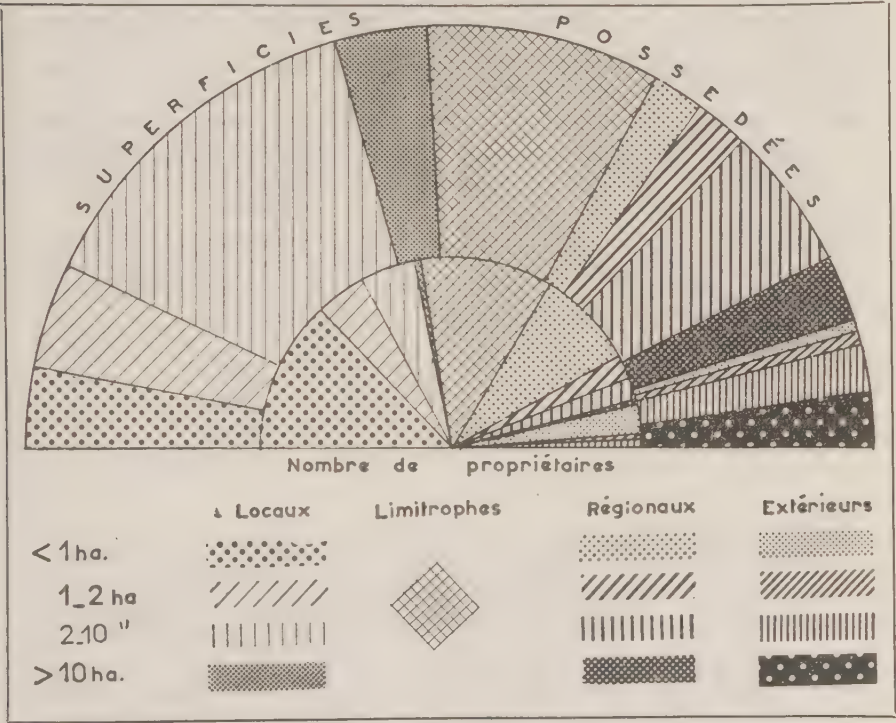
<i>Surface possédée</i>	<i>Propriétaires locaux</i>		<i>Propriétaires limitrophes</i>		<i>Propriétaires citadins régionaux</i>		<i>Propriétaires extérieurs</i>	
	<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>		<i>Nombre ha</i>	
Moins de 1 ha	18	9	58	29	61	30	18	9
1 à 2 ha	19	29	16	24	20	30	5	7
2 à 10 ha....	37	159	20	65	25	95	2	7
Plus de 10 ha	4	79			3	41		
La Commune					11 hectares			
Total					623 hectares			

La moyenne propriété locale domine : elle occupe plus du quart de la superficie et constitue la catégorie la plus nombreuse puisque les microfondiaires locaux sont particulièrement rares.

Mais les propriétaires citadins régionaux détiennent le tiers de la superficie communale ; il ne reste aux propriétaires locaux que les 44% des terres, dont les 4 « gros » occupent plus du quart.

Tourrette-Levens.

Surface possédée	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha		Nombre ha	
Moins de 1 ha	127	63	50	25	220	100	28	13
1 à 2 ha	70	105	8	12	32	45	4	6
2 à 10 ha	90	358	4	14	28	108	5	18
Plus de 10 ha	3	33	1	13	1	14		
La Commune					720 hectares			
Total					1.660 hectares			



Graphique n° 57. — La structure foncière de Tourrette-Levens.

Les Tourrettans possèdent 560 hectares, soit les 59 % de la surface appropriée. Parmi eux, les moyens-propriétaires sont particulièrement nombreux et puissants : cette propriété paysanne représente près de 40 % de la surface appropriée.

La propriété est minuscule : 126 propriétaires drapois détiennent moins de 1/2 hectare.

Les moyens propriétaires drapois, peu nombreux, possèdent à peine plus que l'ensemble des microfondiaires niçois. Une seule propriété locale dépasse 10 hectares, et les 5 grosses propriétés ne totalisent que 104 hectares, soit le cinquième du terroir.

Mais cette dispersion n'empêche pas que les Drapois ne totalisent que 192 hectares (36%), c'est-à-dire moins que les propriétaires citadins régionaux ; les Niçois, qui sont les propriétaires les plus nombreux, détiennent 238 hectares, près de la moitié de la commune.

3 . LA STRUCTURE FONCIÈRE

A . LE MORCELLEMENT ET LA DISPERSION DE LA PROPRIÉTÉ.

L'examen de la structure foncière serait incomplet s'il se limitait à la définition des diverses catégories de propriétés et de leurs places respectives dans le terroir. Leur distribution géographique peut en effet jouer un rôle important dans la vie rurale, et imposer à l'agriculture des caractéristiques que la simple distribution statistique ne laisse pas déceler.

Dans la campagne azurée, pourtant, les problèmes de localisation ne sont en général pas déterminants : la *dispersion* universelle des innombrables parcelles est vraiment un trait dominant de structure.

De ce morcellement, de cette dispersion, quelques analyses rendront compte :

a . Callian.

A Callian, 4.700 parcelles divisent un terroir de 2.500 hectares. La parcelle moyenne a 52 ares, mais la parcelle moyenne des sections cultivées ne mesure que 24 ares.

Les 52 moyens-propriétaires ont des fonds morcelés et dispersés. Morcelés ? Un seul propriétaire a moins de 5 parcelles ; mais la moitié des propriétaires a plus de 15 parcelles (34 ont entre 10 et 20 parcelles, c'est la formule habituelle). Ce morcellement modéré (l'immense majorité des parcelles appartient aux petits propriétaires) correspond pourtant à une importante dispersion : 4 propriétaires seulement ont leur bien dans une seule section, 4 dans deux sections et 5 dans trois sections. Par contre, la grande majorité dispose ses parcelles aux quatre coins du terroir : 21 propriétaires ont leur bien en 4 et 5 sections ;

17 dans 6 et 7 sections. Un propriétaire même réussit ce prodige d'avoir de la terre dans 8 sections qui s'étendent sur plus de quinze kilomètres.

b . La Colle.

Le morcellement et la dispersion n'épargnent pas les propriétés de plus de 10 hectares à La Colle : les 13 gros propriétaires réunissent en effet 600 parcelles, soit en moyenne 46 parcelles par propriétaire. Trois propriétés groupées ne concernent que des bois ; une seule propriété groupée, rassemblant 31 parcelles pour 13 hectares, constitue un bel ensemble cultivé. Les 9 autres gros propriétaires ont leurs fonds aussi morcelés que dispersés : 5 d'entre eux possèdent de la terre dans toutes les sections et comptent respectivement 38, 49, 65, 71 et 93 parcelles ! La propriété formée de 38 parcelles (16 hectares), dispose, au maximum, d'une étendue d'un seul tenant de 1,5 hectare...

c . Gattières.

Les belles propriétés de Gattières (plus de 5 hectares) subissent la même loi : des 22 propriétaires, 17 ont leurs parcelles dans toutes les sections, avec 51 parcelles par propriété en moyenne. 8 propriétaires ont de 50 à 80 parcelles et 3 même, plus de 80 : 81, 98 et 104.

d . Castagniers.

A Castagniers, la statistique des moyennes et belles propriétés (plus de 2 hectares) établit que, avec 2.033 parcelles pour 92 propriétaires, le nombre moyen des parcelles par propriétaire avoisine 22. (La superficie moyenne de la parcelle, pour le territoire entier est de 19 ares.) 38 propriétaires ont leurs fonds dans une seule section : les parcelles n'y sont pas groupées pour autant. 21 propriétaires sont à cheval sur deux sections. 33 propriétaires possèdent de la terre aux quatre coins du terroir. Cette dispersion est, comme ailleurs, soulignée par le morcellement : 9 propriétaires possèdent plus de 50 parcelles (record : 172 parcelles appartiennent à un propriétaire de

37 hectares). En ajoutant les propriétés de ses enfants, on constate que la famille détient 300 parcelles sur 75 hectares. 29 propriétaires comptent de 20 à 50 parcelles.

e . Tourrette-Levens.

A Tourrette-Levens, enfin, dispersion et morcellement sont à leur comble ; ils constituent une telle entrave à une économie rentable que les paysans, interrogés, les dénoncent eux-mêmes. Chaque moyen-propiétaire possède, en moyenne, 21 parcelles : 49 sur 75 en possèdent plus de 20. 19 seulement les ont un peu rassemblées dans une seule section. Par contre, 13 propriétaires ont leurs fonds dans 2 sections, 20 les ont dans 3 sections, 18 dans 4 sections, et 5 dans toutes les sections.

Parmi les 62 plus gros propriétaires (plus de 5 hectares), on ne trouve que deux fermes d'un seul tenant : un paysan tourettan, A., possède, en 8 parcelles, les 5,5 hectares de la « Combe d'A. » qui porte son nom ; et un Niçois possède, dans le sud du terroir, 7,5 hectares, groupés en 7 parcelles. Ces cas sont exceptionnels : 36 propriétaires sur les 62 n'ont pas un *tenant* cultivé, dans leur trentaine de parcelles, qui mesure *un* hectare !

Chaque gros propriétaire possède en moyenne 32 parcelles, rarement dans une section (16 propriétaires), plus souvent dans 2, 3 ou même 4 sections (17, 14, 14) sur 5. X., par exemple, a 10,70 hectares en 52 parcelles dans 4 sections et 25 lieux-dits différents. Y. a 9,20 hectares en 60 parcelles dans 3 sections et 21 lieux-dits. Z. a 12,60 hectares en 58 parcelles dans 2 sections seulement, mais dispersés en 28 lieux-dits !

L'universalité dans la campagne azurée de cette dispersion et de ce morcellement fondés sur l'évolution de la structure foncière et les conditions topographiques, est certaine. Pas un serroir traditionnel qui échappe à ces règles. Mais les « terres neuves » n'ont pas subi le même sort : de beaux groupements peuvent être observés dans les plaines maraîchères et fruitières plus ou moins récemment exondées. A Castagniers, une grande partie de la petite plaine conquise sur le lit du Var est concentrée dans les mains d'une famille locale ; à Gattières, un important arboriculteur niçois détient une trentaine d'hectares des belles terres de « bassin », en 5 ou 6 parcelles contiguës. A La Roquette-sur-Siagne, la plaine, qui n'exclut pas les microfondiaires, abrite de belles propriétés (plus de 10 hectares), 2 seulement se présentant en morceaux dispersés. Les 7 autres sont à peu près d'un

seul tenant, même quand les parcelles qui les composent sont nombreuses. On y trouve des « jardins » de plusieurs hectares.

Mais en définitive le morcellement, mis à part certains cas dans les plaines alluviales, impose sa réalité à la vie rurale concrète ; la dispersion des parcelles accentue encore son influence. De plus, dans ce vaste ensemble de collines et de versants, morcellement et dispersion excluent tout phénomène d'appropriation géographique. Nulle part on n'observe que les microfondiaires soient rejetés dans une partie reculée, ou malaisée, du terroir : ils participent, comme les moyens et gros propriétaires, à la possession de l'ensemble des quartiers. Pourquoi en serait-il autrement, d'ailleurs, dans ce pays où la valeur des terres change plus d'un point à un autre que d'un secteur à l'autre, où l'irrigation par les sources locales n'a servi qu'à des productions auto-consommables, où une bonne partie des riches sols de plaine ont été partagés, au fur et à mesure de leur drainage ou de leur exondation, par les paysans riverains ?

La notion de domaine, clos et d'un seul tenant, pas plus que celle de ségrégation géographique d'origine sociale, n'a de valeur dans la région. A l'exception des belles propriétés de semi-villégiature de la campagne grasse, et de quelques morceaux de terroir de plaine, la campagne azurée se résout en un infini morcellement où s'entremêlent tous les types de propriétaires, gros et petits, paysans et citadins.

B . LES GRANDES CATÉGORIES FONCIÈRES.

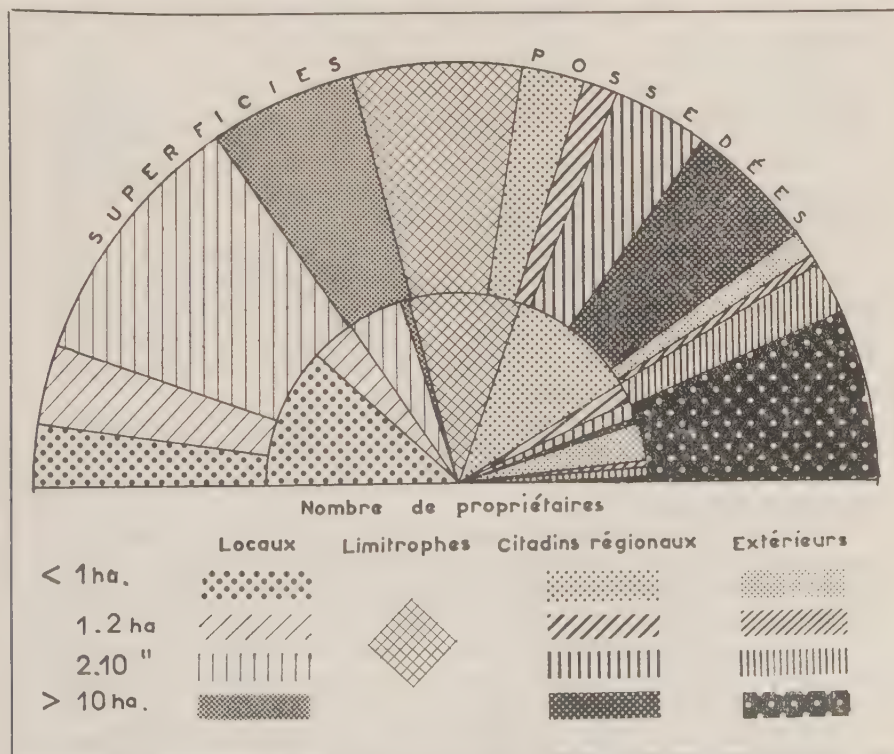
Ceci dit, il convient de rechercher les traits communs de la structure foncière qui se dégagent des analyses monographiques.

La totalisation statistique des treize tableaux communaux permet la synthèse suivante :

La surface soumise à l'analyse représente 15.700 hectares, dont 2.450 sont des biens publics. 13.250 hectares sont donc partagés entre plus de 7.000 cotes. La moyenne mathématique des propriétés se trouve inférieure à 2 hectares — ce qui est minime — ; mais on sait que cette moyenne n'a qu'une signification abstraite. La définition des diverses catégories donnera, par contre, une image assez concrète.

Surface possédée	Propriétaires locaux			Propriétaires limitrophes			Propriétaires citadins régionaux			Propriétaires extérieurs		
	Nbre	ha	%	Nbre	ha	%	Nbre	ha	%	Nbre	ha	%
Microfondiaires .	1.650	700	5	952	450	3,5	1.500	650	5	516	230	2
Petits	530	800	6	240	350	2,5	250	350	2,5	100	150	1
Moyens	650	2.600	20	160	600	4,5	250	1.000	7,5	120	470	3,5
Gros	70	1.500	11,5	18	400	3	40	1.350	10	34	1.650	12,5
Total	2.900	5.600	42,5	1.370	1.800	13,5	2.040	3.350	25	770	2.500	19

La Commune et l'Etat 2.450 hectares
 Total privé 7.080 cotes
 13.250 hectares



Graphique n° 58. — La structure foncière de la campagne azurée, d'après les treize communes choisies comme types.

Les *microfondiaires locaux* constituent la catégorie la plus nombreuse : à 1.650, ils forment presque le *quart* des propriétaires, mais ils ne disposent que du *vingtième* de la terre. Parmi les propriétaires locaux, ils sont bien plus de la moitié (57 %), mais n'ont que 12 % des surfaces.

Cette moyenne reflète la généralité des cas. Car la proportion des microfondiaires oscille à peu près entre 10 et 30 % de tous les propriétaires, tandis qu'ils ne possèdent que 2 à 10 % des terroirs communaux. Le tableau suivant en fait foi :

**Pourcentage des microcotes
par rapport au nombre total de cotes (A)
et pourcentage des possessions des microfondiaires
par rapport au terroir (B)**

<i>Communes</i>	<i>A</i> %	<i>B</i> %	<i>Communes</i>	<i>A</i> %	<i>B</i> %
Callian	14	2,5	La Colle	34	11
Cabris	15	6	Gattières.....	22	5
Le Bar	28	6	Castagniers.....	6	1,5
Mougins	30	7	Tourrette-Levens	19	7
La Roquette	25	6	Cantaron	9	2
Valbonne	26	3	Drap	29	10
Opio	9	2			

Même dans les communes où ils sont les plus nombreux (Mougins, La Colle, Drap), les microfondiaires restent très infériorisés sur le plan des possessions.

L'importance du microfondiaire sur le plan social et sa faiblesse sur le plan foncier sont encore soulignés par l'étude des seules terres cultivées. A Valbonne, les microfonds cultivés représentent 38 % des fonds, mais seulement 15 % de leur surface totale ; à Tourrette-sur-Loup, ces proportions sont de 25 % pour les cotes et 7 % pour les surfaces.

Plusieurs exemples, enfin, ont montré que, parmi les microfondiaires, les plus petits étaient souvent les plus nombreux : à Drap, 126 inférieurs à 0,50 hectare contre 29 supérieurs, à Gattières, 60 contre 24...

Les *petits propriétaires locaux*, disposant de 1 à 2 hectares, sont trois fois moins nombreux que les microfondiaires et n'ont guère plus d'importance en ce qui concerne l'occupation du sol : ils détiennent 6 % des terroirs.

Les *moyens propriétaires locaux* (2 à 10 hectares) disposent de 2.600 hectares et sont, après les microfondiaires, les plus nombreux : 650, c'est-à-dire 9 % des cotes.

Parmi les villageois, leur domination est très nette : 22 % des cotes et 46 % des superficies.

L'importance relative des moyens propriétaires locaux a

été remarquée dans la plupart des analyses communales. Mais des différences significatives sont apparues, que nous allons tenter d'interpréter.

Dans 4 communes, les moyens propriétaires ne sont pas à la tête des catégories : à Mougins, Valbonne, Opio et Cantaron. Ils ne détiennent dans ces communes qu'environ 10 % des terres, limités qu'ils sont par l'expansion de la grosse propriété, locale ou extérieure.

Dans 2 communes, Gattières et Tourrette-Levens, la part des moyens propriétaires atteint ou dépasse le tiers de la superficie totale.

En ces deux groupes extrêmes s'opposent les communes les plus paysannes et les communes les moins paysannes, la moyenne propriété étant en règle générale caractéristique des cultivateurs traditionnels :

Et la classification des 13 communes, d'après la part de terroir aux mains des moyens propriétaires s'établit ainsi :

	%		%
Tourrette-Levens	40	Le Bar	20
Gattières	32	La Colle	18
Castagniers	26	Drap	17
Callian	25	Opio	14
La Roquette	25	Valbonne	12
Cabris	24	Mougins	12
		Cantaron	9

Ce tableau ne nous incite-t-il pas à remarquer quelle faible place tiennent finalement les « paysans » dans l'appropriation du terroir ?

Dans la campagne azurée (les propriétés très petites, très grandes ou absenteïstes étant par définition éliminées) les propriétaires-exploitants ne possèdent, en gros, que le cinquième de la surface des terres.

Les gros propriétaires locaux. — Cette catégorie est sans doute la plus hétérogène. Elle groupe quelques gros propriétaires-paysans, des exploitants forestiers possédant plusieurs dizaines d'hectares d'une valeur limitée, les maîtres d'anciens domaines féodaux devenus biens nationaux et acquis par la bourgeoisie villageoise, etc.

Dans 9 communes, il y a moins de 5 domaines. Mais on en dénombre 13 à Valbonne et 19 à Callian, communes forestières.

70 domaines des 13 communes occupent pourtant, en moyenne, 11,5 % du terroir.

En définitive, les propriétés *autochtones* n'occupent que 42,5 % du terroir, pour 41 % des cotes. La majorité du territoire échappe donc aux habitants des villages ; c'est l'aliénation qu'ont fait ressortir tous les exemples.

A l'intérieur des catégories locales, malgré la relative faiblesse des domaines, une certaine concentration se remarque. Les microfondiaires (12,5 %) et les petits propriétaires (14,5 %) n'ont guère plus du quart des surfaces, tandis que les moyens propriétaires, seuls, approchent de la moitié, et, joints aux gros propriétaires, atteignent presque les trois quarts des surfaces.

Sur 100 propriétaires, les 8 plus importants (qui dépassent 5 hectares) représentent une superficie presque égale (45 %) aux 92 autres.

On n'est pas loin de la formule : sur 10 propriétaires, l'un d'eux possède autant que les 9 autres.

Et il ne s'agit, ne l'oublions pas, que des propriétaires *autochtones* !

Les *propriétaires limitrophes* (1). — Puisque, en somme, les propriétaires limitrophes sont bien des propriétaires locaux, la synthèse de structure foncière permet de préciser :

Les propriétaires locaux (limitrophes compris) auraient réellement un peu plus de la moitié des territoires communaux : 56 %. L'aliénation reste évidente.

Les parcelles minuscules sont caractéristiques des possessions de propriétaires villageois dans les communes voisines : 86 % d'entre elles ont moins de 2 hectares.

Les moyennes propriétés locales (limitrophes compris) s'étendraient sur près du quart des terroirs, pour 11 % des cotes.

Les grosses propriétés seraient loin d'atteindre ces proportions : 14,5 % des terroirs en tout.

Les *propriétaires extérieurs*. — Les propriétaires extérieurs forment la catégorie la moins nombreuse : à peine le dixième des cotes.

Ils présentent une structure de catégorie très particulière, en ce sens qu'y dominent largement les gros propriétaires.

Les microfondiaires, certes, ne sont pas absents : plus de 500 propriétaires extérieurs n'ont que des propriétés inférieures à un hectare. Leur présence, qui accroît le morcellement, n'a guère d'importance spatiale : ils occupent 2 % du sol. Ils sont d'ailleurs très inégalement répartis entre les communes.

(1) Comme on sait, « limitrophe » n'est pas pris ici dans son acception administrative stricte (voir p. 67).

Les petits propriétaires sont peu nombreux et les moyens le sont à peine plus : leur place est, relativement à celle qu'ils tiennent dans les autres catégories, très limitée (3,5 % de la surface).

Mais une trentaine de propriétaires extérieurs, les « gros », détiennent 1.650 hectares, soit 12,5 % des surfaces totales, près des trois quarts des propriétés extérieures. On n'en trouve pas dans chaque commune : Tourrette-Levens, Castagniers, La Colle, Cabris, n'en ont pas. 6 communes n'en ont qu'un ou deux. 3 communes seulement, voisines d'ailleurs, et caractéristiques de la zone canno-grassoise, sont sérieusement colonisées : Mougins, Valbonne, Opio. Elles totalisent 24 grosses propriétés extérieures sur 34 et 1.250 hectares sur 1.650.

Voici, pour ces 3 communes, comment se répartissent les origines de ces « domaines » :

— 11 propriétés de « placements », surtout de bois : 653 hectares ;

— 4 domaines agricoles de rapport : 315 hectares ;

— 3 sociétés immobilières : 136 hectares ;

— 2 villégiatures : 77 hectares.

— 4 biens familiaux d'émigrés : 139 hectares.

Au total, les propriétés extérieures occupent près du cinquième du terroir. Dans le phénomène d'aliénation, elles ont cependant moins d'importance que les propriétés citadines régionales.

C . LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PROPRIÉTÉ CITADINE.

La propriété citadine représente le *quart* de la superficie appropriée des 13 communes étudiées : ses 3.350 hectares sont aux mains de 2.040 propriétaires (soit 29 % des cotes foncières).

Toutes ces communes ont une implantation citadine non négligeable : les proportions de la propriété citadine par rapport à la superficie communale privée y varient de 17 à 45 %. Mais la considération de la répartition géographique de ces coefficients n'apporte aucun élément de généralisation. En effet, les deux extrêmes se trouvent, par rapport aux villes, dans une même situation : Mougins (17 %) et Drap (45 %). Les coefficients forts se trouvent dans les cas les plus divers : Castagniers (32), Cantaron (31), La Colle (31), Cabris, Le Bar, Gattières (30). Or, Cantaron se meurt tandis que La Colle se développe, Cabris bâtit tandis que Gattières tombe en ruines... Tourrette-Levens est dans la moyenne (26). Mais la dynamique Roquette-sur-Siagne (22) est au même point que Callian l'endormie (21), que suivent Opio (20), Valbonne (19) et enfin Mougins.

Sous quelles formes l'implantation foncière citadine se produit-elle ?

Les *microfondiaires citadins* pullulent ; ils sont presque aussi nombreux que leurs semblables villageois : 1.500 cotes domiciliées dans les villes de la région sont inscrites sur les 13 cadastres. Mais leur importance spatiale est faible : 5 % de la surface totale.

Les *petits propriétaires citadins*, beaucoup moins nombreux, ne possèdent que 2,5 % de la surface totale.

Les *moyens propriétaires citadins*, à 250, tiennent une place plus appréciable (1.000 hectares, 7,5 % de la surface totale) : chaque commune en héberge généralement une vingtaine.

Les *gros propriétaires citadins* ne sont qu'une quarantaine, mais détiennent 10 % de la surface totale. Chaque commune en a quelques représentants.

L'origine des propriétés citadines n'est décelable que par une enquête directe souvent délicate. Mais les six communes où nous avons pu la mener donnent des résultats assez concordants.

Microfondiaires et petits propriétaires citadins sont surtout des émigrés, encore liés à leur village d'origine : les partages successoraux ou la conservation de leur ancien lopin leur donnent une possession foncière qu'ils n'oublient pas. Parfois, ils la confient en métayage à des voisins, ou viennent la travailler en cultivateur-du-dimanche, bâtissant ou restaurant parfois un « cabanon » ; souvent, ils la laissent à l'abandon complet. Mais ils gardent presque toujours des rapports sociaux avec la communauté villageoise ; c'est ainsi, par exemple, que d'assez nombreux citadins, forts de leur propriété campagnarde, s'inscrivent sur les listes électorales des villages où leur « voix » leur semble avoir plus de poids qu'en ville.

Les petites propriétés citadines résultent aussi d'achats récents par les gens des villes (ou rarement, d'héritages de vieilles propriétés citadines) : tel commerçant a voulu « placer » un peu d'argent, tel fonctionnaire préparer les bases d'une future retraite...

L'origine des petites propriétés citadines se répartit ainsi, d'après nos enquêtes :

A Cabris, l'enquête a porté sur l'ensemble des propriétés citadines et extérieures inférieures à 2 hectares (2/3 de propriétés citadins régionaux, 1/3 d'extérieurs). Les résultats sont les suivants : émigrés ou héritages d'émigrés : 65 %, achat récent : 30 %, ancienne propriété extérieure : 5 %.

A Gattières, pour le même type de propriétés, la proportion des parcelles d'émigrés est beaucoup plus importante : 83 % des cotes citadines et extérieures inférieures à 2 hectares reviennent à des émigrés ou à leurs héritiers. 17 % seulement résultent d'achats.

A Tourrette-Levens, les propriétés citadines inférieures à 2 hectares appartiennent aux émigrés dans la proportion de 83 %. Au Bar-sur-Loup, cette proportion est de 76 %. A la Colle-sur-Loup, elle descend à 67 % et à La Roquette-sur-Siagne à 66 %.

Ainsi, les deux-tiers au moins des lopins de terre possédés par les habitants des villes régionales ne sont pas dus à des investissements volontaires de « colonisation », mais seulement à l'inertie de la propriété foncière des émigrés.

Le phénomène est du même ordre en ce qui concerne les propriétés citadines supérieures à 2 hectares, dans les communes rurales traditionnelles. A Gattières, 34 propriétés d'émigrés contre 2 propriétés achetées ; à Tourrette-Levens, 23 propriétés d'émigrés sur 29 ; au Bar-sur-Loup, 15 sur 19. Mais, dans les communes touchées par le tourisme ou économiquement renouvelées, l'attrait est certainement plus grand : Cabris a 7 propriétés d'émigrés, 5 propriétés achetées et 3 vieilles possessions citadines. La Colle a 5 propriétés d'émigrés et 3 propriétés achetées. La Roquette a 4 propriétés d'émigrés, 5 propriétés achetées et 2 vieilles possessions citadines.

De la quarantaine de gros propriétaires citadins dénombrés dans l'ensemble des analyses cadastrales, on a pu « situer » la personnalité de la plupart (33 sur 42).

10 gros propriétaires possédant 307 hectares sont les héritiers, émigrés à la ville, de vieux domaines familiaux. 3 gros propriétaires seulement sont les héritiers directs de propriétés bourgeoises citadines traditionnelles : 74 hectares. 20 gros propriétaires enfin sont des immigrés dans les villes de la région, dont les terres forment un investissement de date récente, souvent très récente. Ils détiennent 694 hectares.

En définitive, les possessions citadines régionales dans la campagne azurée sont, en premier lieu, pour la superficie totale et surtout pour le nombre de cotes, le fruit de l'émigration : le mouvement de la population détermine la géographie sociale. En second lieu, les possessions citadines résultent d'investissements volontaires : elles ne concernent qu'une surface limitée, répartie entre des dizaines de petits acheteurs qui s'approprient du terrain à bâtir, et quelques gros acheteurs qui acquièrent plus souvent des domaines de villégiature que des propriétés agricoles de rendement.

La propriété citadine, qui enlève aux paysans une bonne partie de leur terroir, ne constitue d'ordinaire qu'un facteur négatif dans l'évolution économique : loin d'apporter les capitaux nécessaires à la mise en valeur, elle retire des terres à l'espace agricole.

Les zones d'influence urbaine.

Quelques nouveaux sondages montreront comment se répartit géographiquement la propriété foncière citadine, en fonction de la proximité des villes.

— *Cabris*. Les Grassois y détiennent 87 hectares et notamment 65 microfonds ; tandis que les Cannois n'y possèdent que 24 hectares.

<i>Surfaces possédées</i>	<i>Propriétés cannoises</i>	<i>Propriétés grassoises</i>
Moins de 1 ha	14 ha	32 ha
1 à 2 ha	4 ha	15 ha
2 à 5 ha	6 ha	19 ha
5 à 10 ha		21 ha

Bien que quelques kilomètres seulement le séparent de Grasse et quarante de Nice, il subit fortement l'influence du chef-lieu. 40 cotes foncières sont domiciliées à Nice, contre 34 à Grasse, 13 à Cannes, 5 à Antibes, 2 à Vence et une à Cagnes. La supériorité niçoise s'affirme surtout parmi les microfonds :

<i>Surfaces possédées</i>	<i>Nombre de propriétés appartenant à des</i>					
	<i>Niçois</i>	<i>Grassois</i>	<i>Cannois</i>	<i>Antibois</i>	<i>Vençois</i>	<i>Cagnois</i>
Moins de 1 ha ...	27	19	11	3	2	1
1 à 2 ha	6	5				
2 à 5 ha	4	5	2	1		
Plus de 5 ha	3	5		1		

— *Opio*, à la limite des influences cannoise et grasse, compte 76 hectares cannois et seulement 15 hectares grassois : il n'y a que 2 microfonds grassois et 19 cannois.

— *La Roquette-sur-Siagne* compte près du cinquième de son territoire occupé par les Cannois (106 hectares), tandis que les Grassois n'y détiennent qu'une vingtaine d'hectares.

La structure de la propriété cannoise est la suivante :

Moins de 1 ha	43 cotes	18 ha
1 à 2 ha	13 cotes	19 ha
2 à 5 ha	6 cotes	17 ha
5 à 10 ha	4 cotes	30 ha
10 à 20 ha	1 cotes	10 ha

— *Tourrette-sur-Loup* (surface cultivée seulement), limitrophe du Bar, voit Grassois et Cannois écrasés par les Nîgois : ceux-ci possèdent 199 hectares, contre 7 et 10 hectares à ceux-là. Il y a 45 microfondiaires nîgois, contre 23 cannois et grassois.

— *La Colle-sur-Loup*. Même supériorité nîgoise : 285 hectares à Nice (127 propriétaires), contre 26 hectares à Cannes-Grasse-Antibes (25 propriétaires).

— *Dans les Bassins de Gallières*, pourtant sur la rive droite du Var, plus de Grassois ni de Cannois. Un propriétaire de Cagnes (1 hectare) et 2 de Vence (2,5 hectares) ; mais 14 propriétaires nîgois qui détiennent 44 hectares, plus de la moitié des Bassins.

— *Sur la rive gauche*, Nice règne sans partage. A peine trouve-t-on, dans chaque commune, une ou deux cotes domiciliées dans les villes de la rive droite.

Chaque ville conserve donc au point de vue foncier sa zone d'influence : strictement limitée aux environs pour Cannes et Grasse, bien plus étendue pour Nice qui empiète vers l'Est. Ces constatations, malgré leur caractère de sondages, ramènent assez bien, et sans étonnement, au découpage des zones d'influence désigné par les mouvements migratoires.

4 . L'ÉVOLUTION ET LE MOUVEMENT FONCIER

Deux séries de documents peuvent nous permettre d'essayer de dégager les tendances de la structure foncière. D'une part, la comparaison des matrices cadastrales, dans leur état de l'immédiat avant-guerre (au moment de la confection du nouveau Cadastre) et des matrices actuelles, permettra certaines déductions que, d'autre part, l'étude du mouvement foncier — des achats et des ventes — permettra de préciser.

A . L'ÉVOLUTION RÉCENTE.

La comparaison des matrices cadastrales a été effectuée dans 4 communes-témoins.

Cabris.

Surfaces possédées	Propriétaires de Cabris				Propriétaires limitrophes				Propriétaires citadins régionaux				Propriétaires extérieurs			
	1934		1955		1934		1955		1934		1955		1934		1955	
	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha
Moins de 1 ha	44	22	50	25	83	40	43	21	46	23	93	46	32	16	47	23
1 à 2 ha	21	30	18	27	10	15	6	19	13	19	14	20	3	4	7	10
2 à 10 ha	23	99	24	94	7	30	5	17	12	49	14	55	1	5	5	15
Plus de 10 ha	3	35	2	33												

A Cabris, le nombre des microfondiaires citadins croît rapidement entre 1934 et 1955 ; le nombre des propriétaires extérieurs et la superficie qu'ils détiennent augmentent aussi. Les changements se font au détriment des limitrophes, les propriétaires de Cabris restant à peu près intacts.

Valbonne.

A Valbonne, la propriété citadine et extérieure augmente encore plus nettement et à tous les échelons ; mais surtout parmi les microfondiaires dont les possessions ont presque doublé. En revanche, la petite et la moyenne propriété locale diminuent nettement. L'aliénation a tendance à se renforcer, la concentration se confirme.

Surfaces possédées	Propriétaires valbonnais				Propriétaires limitrophes				Propriétaires citadins et extérieurs			
	1938		1951		1938		1951		1938		1951	
	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha
Moins de 1 ha	174	68	115	44	44	16	23	10	73	28	127	54
1 à 2 ha	58	83	50	68	8	12	4	6	17	20	22	30
2 à 10 ha	69	250	52	201	8	36	7	58	24	106	32	131
Plus de 10 ha	13	388	13	402	3	170			12	590	15	640

Gattières.

A Gattières, la propriété citadine et la propriété extérieure font, en général, de sérieux progrès : on n'enregistre de recul que chez les moyens-propriétaires citadins et de stagnation que chez les gros propriétaires extérieurs. Ailleurs, et notamment parmi les petits, l'accentuation de l'aliénation est sensible. Mais ce n'est ni la petite ni la moyenne propriété gattéroise qui en pâtissent ; seule, la grande est touchée et se démantèle au profit des citadins.

Surfaces possédées	Propriétaires gattérois				Propriétaires limitrophes				Propriétaires citadins				Propriétaires extérieurs			
	1941		1951		1941		1951		1941		1951		1941		1951	
	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha
Moins de 1 ha	80	35	84	34	30	15	19	9	50	20	75	23	13	6	28	11
1 à 2 ha	19	25	17	25	8	12	25	37	11	16	18	25	4	2	7	12
2 à 10 ha	45	203	50	225	10	31	7	23	28	135	26	100	3	8	12	53
Plus de 10 ha	7	105	3	37	1	11	2	38	2	31	4	62	2	29	2	30

Castagniers.

A Castagniers, enfin, l'évolution se fait encore dans le même sens. Les microfondiaires locaux perdent du terrain, ainsi que les limitrophes. Propriétaires citadins et extérieurs en gagnent petits et gros surtout.

Surfaces possédées	Propriétaires de Castagniers				Propriétaires limitrophes				Propriétaires citadins				Propriétaires extérieurs			
	1936		1954		1936		1954		1936		1954		1936		1954	
	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha	N	ha
Moins de 1 ha	44	22	18	9	79	39	58	29	50	25	61	30	9	4	18	9
1 à 2 ha	18	27	19	29	25	37	16	24	18	27	20	30	2	3	5	7
2 à 10 ha	36	158	37	159	22	73	20	65	26	114	25	95	3	10	2	7
Plus de 10 ha	5	82	4	79					1	15	3	41	1	11		

Ces quatre exemples montrent surtout les progrès rapides de la propriété extérieure et citadine : qu'elle gagne sous la forme de microfonds (le plus souvent dus à l'émigration) ou de « domaines » (achetés par des villégiateurs), son avance est caractéristique de l'actualité des processus d'aliénation.

B . LES TRANSACTIONS FONCIÈRES.

L'examen de toutes les transactions foncières passées dans la région (1) en 1953 va confirmer et illustrer cette première conclusion.

(1) Les bureaux de l'Enregistrement de Grasse, Vence et Levens couvrent la plupart des communes : Peymeinade, Le Tignet, Cabris, Grasse, Auribeau, Pégomas, Châteauneuf, Le Bar, Opio, Valbonne, Roquefort, Le Rouret, Tourrette-sur-Loup, Vence, La Gaude, Saint-Jeannet, Gattières, Carros, Le Broc, Colomars, Aspremont, Castagniers, Saint-Martin, Saint-Blaise, Tourrette-Levens.

La répartition des acheteurs et des vendeurs, d'après leurs profession et domicile, s'établit ainsi :

	<i>Nombre de vendeurs domiciliés</i>		
	<i>dans les villages</i>	<i>dans les villes régionales</i>	<i>à l'extérieur</i>
Cultivateurs	86	3	1
Propriétaires	28	2	—
Sociétés et négociants	—	6	3
Industriels	—	7	1
Commerçants et artisans ...	22	24	5
Professions libérales et cadres	—	11	8
Ouvriers et employés	11	33	7
Retraités.....	7	12	6
Sans profession et profession inconnue	187	88	18
Total	341	186	49

Ces chiffres montrent clairement que ce sont en grande majorité les villageois qui vendent de la terre.

L'aliénation foncière est bien un phénomène actuel, comme le confirme le tableau statistique des acheteurs :

	<i>Nombre d'acheteurs domiciliés</i>		
	<i>dans les villages</i>	<i>dans les villes régionales</i>	<i>à l'extérieur</i>
Cultivateurs	81	5	2
Propriétaires	5	2	2
Sociétés et négociants	13	9	6
Industriels	—	2	3
Commerçants et artisans ...	29	65	12
Professions libérales et cadres	2	28	39
Ouvriers et employés	22	65	24
Retraités.....	7	5	7
Sans profession et profession inconnue	47	70	28
Total	206	251	123

C'est dans les villes de la région que se recrutent le plus d'acheteurs.

La comparaison des deux tableaux, qui portent sur 580 transactions, souligne certains traits caractéristiques du mouvement foncier.

Globalement il faut remarquer : que les villageois sont les 59 % des vendeurs et seulement les 35 % des acheteurs ; que les proportions sont inversées chez les citadins de la région — 32 % des vendeurs et 43 % des acheteurs — ; que les « extérieurs » peu souvent vendeurs (8 %), se portent plus fréquemment acheteurs (21 %), mais restent en minorité parmi les transactionnaires.

De l'examen de détail se dégagent les particularités suivantes :

— Les paysans se portent aussi souvent acheteurs que vendeurs : il s'agit, en général, d'ajustements de détail, de règlements familiaux, qui n'affectent que de petites parcelles. Mais les « propriétaires » villageois, rentiers de la terre, qui ont autrefois joué un rôle social important, s'affaiblissent : 28 vendent et 5 seulement achètent.

— Commerçants et artisans entretiennent un mouvement important ; mais, alors qu'acheteurs et vendeurs sont à peu près le même nombre parmi les commerçants villageois, les commerçants citadins sont surtout acheteurs. Et, dans l'ensemble, cette catégorie sociale achète deux fois plus souvent qu'elle ne vend.

— Dans ce pays de villégiature, rien d'étonnant à voir les personnes appartenant aux professions libérales, aux « cadres » se porter fréquemment acheteurs. Peu d'entre eux vendent, mais beaucoup, surtout parmi ceux qui ne résident pas dans la région (c'est, parmi les « extérieurs », la catégorie la plus importante) achètent des propriétés.

— L'emprise urbaine se révèle accessoirement par l'importance des salariés citadins, ouvriers, employés, dans le mouvement des affaires. On compte parmi eux un nombre appréciable de vendeurs : ce sont les émigrés qui se défont de leurs parcelles. Mais il y a parmi eux deux fois plus d'acheteurs que de vendeurs.

Mieux que par le lieu de leur domicile, l'importance croissante des étrangers à la région est attestée par la statistique des lieux de naissance :

Sur 580 vendeurs, 188 sont nés hors de la région.

Sur 580 acheteurs, 380 sont nés hors de la région.

L'examen du nombre des transactionnaires par origines et catégories sociales fournit des indications intéressantes ; mais

Transactions supérieures à un million de francs

<i>Vendeurs</i>	<i>Nombre</i>	<i>Sommes déclarées (en millions)</i>
Paysans locaux	1	5
Non paysans villageois (1)	4	7,9
Sans profession villageois (2)	10	17,3
Bourgeoisie citadine	9	24,8
Retraités et salariés citadins	2	3,2
Sans professions citadins	15	26,4
Extérieurs	8	30,2

elles n'ont qu'une valeur limitée tant qu'on ne connaît pas les capitaux (3) engagés par ces différentes catégories.

Les recherches sur les capitaux en jeu montrent l'infériorité manifeste des villageois dans les ventes importantes, quoiqu'ils soient en nombre la majorité des vendeurs (59 %).

Nombre et montant des achats de terres

<i>En milliers de francs</i>	<i>Paysans locaux</i>		<i>Non-paysans villageois</i>		<i>Retraités et salariés villageois</i>		<i>Sans profession villageois</i>	
	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>
0 à 100	51	1.528	27	1.004	27	704	26	904
100-500	22	4.706	29	6.677	8	1.420	16	4.360
500-1.000	5	3.100	4	2.620	1	500	2	1.200
1.000-2.000 ..	4	4.950	3	3.885			1	1.000
Plus de 2.000	2	5.250	1	4.000	1	2.500		
Totaux...	84	19.534	64	18.186	37	5.124	45	7.464

(1) Dans cette catégorie sont classés les propriétaires, négociants, sociétés, commerçants, industriels, artisans, professions libérales... qui habitent au village mais ne vivent pas directement de la terre.

(2) Ou profession inconnue.

(3) La connaissance de ces capitaux est seulement relative, puisqu'il n'est déclaré à l'Enregistrement qu'un montant représentant environ 65 à 70 % de la vente réelle. Mais cette valeur relative, pour une étude relativiste, suffit.

Les grandes opérations se traitent surtout en dehors des villageois : les citadins et les « extérieurs » vendent aussi facilement qu'ils achètent. On connaît, notamment dans la région grasse, de beaux « domaines », valant une à plusieurs dizaines de millions de francs, qui changent de main assez souvent et dont les propriétaires sont des « grands noms » de la bourgeoisie française.

La statistique des achats permet de préciser encore les tendances du mouvement des affaires foncières.

<i>En milliers de francs</i>	<i>Bourgeois citadins</i>		<i>Retraités et salariés citadins</i>		<i>Sans profession citadins</i>		<i>Extérieurs</i>	
	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>	<i>N.</i>	<i>M.</i>
0 à 100	32	964	46	2.024	29	1.109	30	1.475
100-500	30	9.560	28	6.215	18	3.054	53	13.144
500-1.000	7	4.700	5	3.000	2	1.200	25	15.795
1.000-2.000 ..	7	9.000	1	1.200	2	2.900	10	14.300
Plus de 2.000	3	12.250					16	59.350
Totaux...	79	36.474	80	12.439	51	8.263	134	104.064

Les affaires foncières ont porté officiellement, en 1953, sur plus de deux cents millions (211.548.000 francs) répartis en près de 600 opérations.

Les paysans locaux n'ont même pas réalisé 10 % des achats. Les habitants des villages, à eux tous, pas même le quart. Par contre, les bourgeois des villes effectuent à eux seuls 17 % des achats (davantage puisqu'une bonne partie des « sans profession » se rattache à cette catégorie).

Mais les plus gros acheteurs sont les « extérieurs » qui comptent pour la moitié dans le mouvement foncier : 16 extérieurs font, à eux seuls, plus d'affaires que tous les villageois réunis : 28 % au total. Ils n'ont que peu de rivaux : 3 bourgeois régionaux, seulement, et 4 villageois ont acheté des propriétés valant plus de 2 millions.

Les petites opérations — jusqu'à 500.000 francs — sont fréquentes dans toutes les catégories : on compte 206 petits acheteurs parmi les villageois et 138 parmi les citadins, tandis que les « extérieurs » s'y intéressent moins (83 achats).

Signalons, de plus, de sensibles différenciations locales. Le mouvement est surtout actif dans la région grasse : le coteau préalpin occidental, la campagne valbonnaise, la campagne grasse, totalisent 175 millions d'affaires, alors que la campagne haut-vençoise ne dépasse pas 23 millions, et la campagne niçoise occidentale 10 millions !

Dans la région grasse, les « extérieurs » effectuent 57 % des achats, contre 25 % aux citadins et 18 % aux villageois ; dans la campagne haut-vençoise, ces proportions sont : 22 %, 19 %, 59 % ; dans la campagne niçoise occidentale : 10 %, 48 %, 42 %.

La campagne cannoise et la campagne bas-vençoise (qui ne sont pas comprises dans les Bureaux d'Enregistrement étudiés) sont du même type que la campagne grasse. Toutes trois s'opposent aux autres micro-régions par une plus grande richesse et une plus profonde pénétration des influences extérieures.

CONCLUSION

A travers l'inévitable échantillonnage, la plupart des observations et des statistiques sur la structure foncière concordent.

D'une part, le morcellement des terres, exprimé par la multitude des microfondiaires, est le phénomène le plus général et le plus universel : il caractérise la structure agraire. Mais, d'autre part, les possessions des citadins, et des propriétaires extérieurs à la région, par microfonds ou grosses propriétés, s'étendent sur une partie de plus en plus importante du sol. Ainsi, se trouve fort réduite la superficie revenant aux paysans, au moins pour leur faire-valoir direct. La structure foncière crée des conditions défavorables à l'exploitation.

CHAPITRE III

LA STRUCTURE AGRAIRE : L'EXPLOITATION

1 . MÉTHODE D'ÉTUDE

L'analyse structurale des exploitations peut être conduite d'après les « Cadastres » de la Mutualité Agricole (1), dépouillés en 1956. La structure sociale dans les communes y apparaîtra, non tant d'après les superficies déclarées — encore qu'elles aient un certain intérêt — que d'après le rendement des exploitations exprimées par le coefficient de base : celui-ci, en effet, en donnant la somme *pondérée* (2) des diverses parties de l'exploitation, représente une valeur concrète, sensiblement exacte.

Exemple : Une exploitation dispose de :

1 hectare de bois	0,5 hectare de vigne
1 hectare d'oliviers	0,1 hectare de jasmin
0,5 hectare de terres labourables	

Son coefficient de base, c'est-à-dire le nombre de journées de travail que nécessite théoriquement l'exploitation, est calculé de la façon suivante :

$$(1 \times 2) + (1 \times 40) + (0,5 \times 40) + (0,5 \times 140) + (0,1 \times 400) = 172.$$

Un calcul d'équivalence établi par les services économiques et financiers (3) a évalué la « journée de travail théorique » qui sert de coefficient à environ 700 francs de « salaire forfaitaire », ou de revenu théorique moyen.

(1) Une étude critique de ces documents sera donnée au moment de leur utilisation sur le plan économique. Voir p. 337.

(2) Voir la note de la page 342.

(3) Circulaire ministérielle n° 9 ASM 7 (1953).

Ainsi, l'exploitation prise comme exemple aurait un revenu théorique de $172 \times 700 = 120.000$ francs par an (en 1953).

Pour avoir un revenu annuel de 350.000 francs, l'exploitant doit atteindre le coefficient 500.

Ces corrélations grossières donnent un contenu concret à la notion de « coefficient de base » ; c'est pourquoi nous n'hésiterons pas à écrire richesse ou revenu à la place de coefficient.

2 . ANALYSES MONOGRAPHIQUES

Nous décrirons, à l'aide de cette documentation, les aspects essentiels de la structure numérique des exploitations, dans quelques communes-types.(1)

Cabris.

A Cabris, dont la structure foncière est extrêmement dispersée, la surface vraiment exploitée ne s'élève qu'à 12% de la surface totale de la commune, et le nombre d'exploitants n'atteint pas la cinquantaine.

Les exploitations sont donc petites par la taille (62 hectares de cultures à se partager à 48) : 6 d'entre elles dépassent, grâce aux bois, 5 hectares, tandis que 28 sont inférieures à 2 hectares. La pauvreté caractérise ces exploitations : aucune n'a un « coefficient de base » supérieur à 500.

<i>Coefficients de base</i> Total : 3.277								
	<i>Moins de 50</i>		<i>50-100</i>		<i>100-200</i>		<i>200-500</i>	
	<i>N.</i>	<i>C.</i>	<i>N.</i>	<i>C.</i>	<i>N.</i>	<i>C.</i>	<i>N.</i>	<i>C.</i>
Chiffres bruts .	29	773	10	722	5	626	4	1.156
Pourcentages ..	60	24	22	22	10	19	8	35
N = Nombre exploitants C = Coefficient total								

(1) Les exemples sont choisis dans les différents types de systèmes de culture (voir p. 358). Cabris, Tourrette-Levens, Castagniers sont de sous-type 1 A ; Le Bar, Tourrette-sur-Loup de sous-type 1 B ; Gattières, Valbonne, de type 2 ; La Roquette, de type 3.

La plus importante n'atteint que le coefficient 313.

Mais cela n'empêche pas que les 4 plus grosses exploitations — les 4 seules vivables — détiennent 35% de la richesse, que les 8 premières exploitations ont un coefficient total aussi élevé que les 40 dernières.

Donc, à Cabris : pas une exploitation « intéressante », mais une nette hiérarchie dans la pauvreté.

Tourrette-Levens.

A Tourrette-Levens, la propriété autochtone, de taille moyenne, est exceptionnellement développée, mais l'économie est précaire.

Aussi l'exploitation est-elle à la fois peu hiérarchisée et fort pauvre.

	Coefficients de base							
	Total : 16.415							
	Moins de 50		50-100		100-200		200-500	
	N.	C.	N.	C.	N.	C.	N.	C.
Chiffres bruts .	36	1.143	56	4.074	43	5.912	21	5.422
Pourcentages ..	23	7	36	25	27	35	14	33

La moitié des exploitations mesure, certes, de 2 à 5 hectares et 20 plus de 5 hectares. Mais ces hectares sont de faible revenu. Car les cultures jardinatoires ne représentent en tout que 11 ha 58, partagés entre 113 exploitants. Le plus important jardinier ne possède que 40 ares !

Si les coefficients sont faibles, le nombre de coefficients *relativement* élevés est important : 41 % des exploitants, ayant un coefficient supérieur à 100, détiennent 68% de la richesse totale. Il n'en reste pas moins que les micro-exploitations sont les plus nombreuses : près du quart des exploitations, avec moins de 50 de coefficient, ne produisent que 7% de la richesse totale.

Castagniers.

A Castagniers, les moyens-propriétaires locaux sont les plus nombreux, comme à Tourrette, mais, à l'inverse, les gros propriétaires disposent d'une fraction appréciable du terroir.

Cette hiérarchie apparaît dans les exploitations. Ainsi, la répartition des 57 hectares d'oliviers se fait de la façon suivante entre 48 exploitants :

14 en ont moins de	1/2 ha
10 en ont entre	1/2 et 1 ha
14 en ont entre	1 et 2 ha
5 en ont entre	2 et 3 ha
3 en ont chacun	3 ha
1 en a	4 ha
1 le plus gros en a	6 ha

L'éventail des coefficients est assez ouvert, mais la grande masse reste à un niveau très bas.

Deux exploitants détiennent le quart de la richesse, plus que les 27 petits et micro-exploitants qui ne totalisent pas le cinquième de la richesse totale.

Sur un fond général de pauvreté s'inscrit en relief une assez belle exploitation, suivie de loin par une demi-douzaine d'exploitations vivables.

		<i>Coefficients de base</i> Total : 7.518											
		<i>Moins de 50</i>		<i>50-100</i>		<i>100-200</i>		<i>200-500</i>		<i>500 à 1000</i>		<i>Plus de 1000</i>	
		<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>
Chiffres bruts .	11	248	16	1.233	16	2.256	6	2.012	1	520	1	1.249	
Pourcentages .	22	3	31	16	31	30	12	27	2	7	2	17	

Le Bar-sur-Loup.

Le Bar-sur-Loup compte beaucoup de microfondiaires et quelques grosses propriétés : la moyenne propriété paysanne y est faible. Quant à la richesse agricole, elle n'apparaît guère : les seules productions rentables, le jasmin et l'oranger, n'occupent que 19 ha 5, répartis entre 95 exploitants. 5 d'entre eux seulement en ont plus de 1/2 hectare !

La taille globale des exploitations est assez réduite :

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>
Moins de 1 hectare	39
De 1 à 2 hectares	36
De 2 à 5 hectares	31
De 5 à 10 hectares	15
Plus de 10 hectares	1

Aussi, les coefficients sont-ils en général très bas :

	<i>Coefficients de base</i> Total : 13.247									
	<i>Moins</i>		<i>50-100</i>		<i>100-200</i>		<i>200-500</i>		<i>500-1000</i>	
	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>
Chiffres bruts .	41	1.199	43	3.051	25	3.526	11	3.251	3	2.221
Pourcentages .	33	9	35	23	20	27	9	25	3	16

Plus des deux tiers des exploitants ont un coefficient inférieur à 100, ne représentant que le tiers de la richesse totale. A l'autre bout de l'échelle, le quart de la richesse totale est entre les mains de moins du dixième des exploitants : ce sont pourtant encore des « petits ». Trois exploitations seulement dominent — dont aucune d'ailleurs n'atteint le coefficient 1000 — avec 16% de la richesse totale.

Au Bar, la plus grande partie des exploitations agricoles se trouve, d'après la statistique, hors de possibilité de faire vivre une famille.

Tourrette-sur-loup.

A Tourrette-sur-Loup, dont le terroir est fortement aliéné, la moyenne propriété locale ne détient que 15% de la superficie cultivée. La culture florale y pénètre depuis peu et permet aux paysans de valoriser leurs exploitations.

Dans la statistique des exploitations, ces progrès se marquent par la domination de la catégorie moyenne.

	<i>Coefficients de base</i> Total : 18.258											
	<i>Moins de 50</i>		<i>50-100</i>		<i>100-200</i>		<i>200-500</i>		<i>500 à 1000</i>		<i>Plus de 1000</i>	
	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>
Chiffres bruts .	17	533	28	2.094	29	3.953	34	9.741	1	817	1	1.120
Pourcentages .	15	3	25	11	27	23	31	53	1	4	1	6

La moitié de la richesse est détenue par les exploitations aux coefficients compris entre 200 et 500, qui représentent près du tiers des exploitations. Les 2 fermes qui dominent le lot n'absorbent que le dixième de la richesse.

La société paysanne y semble un peu plus équilibrée que dans les communes précédemment étudiées.

Gattières.

Les paysans gattiérois, moyens propriétaires, sont les plus nombreux, mais à leur extension en surface ne correspond pas une grande prospérité. 108 exploitants sur 127 se partagent les 49 hectares de vigne et arbres fruitiers (catégorie 4,) mais seulement 6 en possèdent plus d'un hectare.

Aussi le grand nombre est-il fort mal doté.

Près des des deux tiers des exploitants, avec un coefficient inférieur à 100, n'ont guère plus que le cinquième de la richesse, c'est-à-dire moins que les 2 plus grosses exploitations, dont la plus belle atteint un coefficient record. Quant aux exploitants moyens (200-500), s'ils ne sont que 18 (14%), ils détiennent le tiers de la richesse.

	Coefficients de base Total : 16.512											
	Moins de 50		50-100		100-200		200-500		500 à 1000		Plus de 1000	
	N	C	N	C	N	C	N	C	N	C	N	C
Chifres bruts	46	1.313	34	2.358	27	3.630	18	5.425	1	814	1	2.964
Pourcentages	36	8	27	14	21	22	14	33	1	5	1	18

Valbonne.

Malgré une structure foncière plus défavorable aux paysans qu'à Gattières, la structure des exploitations est du même ordre.

En superficie spécialisée, 114 exploitants sur 135 se partagent les 64 hectares de vigne et arbres fruitiers.

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>
Moins de 1/2 hectare	75
De 1/2 à 1 hectare	25
De 1 à 2 hectares	11
2 hectares	2
8 hectares	1

La structure, d'après le coefficient, est la suivante :

	<i>Coefficient de base</i> Total : 14.159											
	<i>Moins de 50</i>		<i>50-100</i>		<i>100-200</i>		<i>200-500</i>		<i>500 à 1000</i>		<i>Plus de 1000</i>	
	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>	<i>N</i>	<i>C</i>
Chiffres bruts .	61	1.801	36	2.556	21	2.828	13	3.762	1	512	2	2.407
Pourcentages .	45	13	27	19	15	20	10	27	1	4	2	17

Les très petites exploitations (moins de 100), qui constituent les trois quarts des exploitations, n'atteignent pas le quart de la richesse dont la moitié est détenue par 13% des exploitants.

La Roquette-sur-Siagne.

La Roquette-sur-Siagne possède, contrairement à tous les exemples vus jusqu'ici, un terroir où les cultures spéculatives ont une grande extension, quoiqu'une partie du territoire communal reste assez traditionnel. La structure foncière, malgré une aliénation considérable due à la proximité de Cannes, avantage les paysans locaux, moyens propriétaires.

La structure des exploitations reflète ces conditions. Leur taille est généralement petite :

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>
Moins de 1 hectare	41
De 1 à 2 hectares	48
De 2 à 5 hectares	31
De 5 à 10 hectares	17
Plus de 10 hectares	6

Mais la hiérarchie qui s'établit montre que le sommet de la pyramide est moins aigu qu'ailleurs.

Il en va de même en ce qui concerne la structure d'après le coefficient :

	Coefficients de base Total : 42.530											
	Moins de 50		50-100		100-200		200-500		500		Plus de 1000	
	N	C	N	C	N	C	N	C	N	C	N	C
Chiffres bruts	25	634	23	1.709	37	5.584	37	11.291	12	8.618	9	14.684
Pourcentages	18	1	16	4	26	13	26	27	8	20	6	35

21 belles exploitations totalisent plus de la moitié de la richesse ; et les moyennes exploitations en représentent plus du quart.

A l'autre bout de l'échelle, les petites exploitations (coefficient moins de 100), qui ne totalisent qu'un revenu infime, constituent pourtant plus du tiers des exploitations.

3 . SYNTHÈSE

Des résultats généraux se dégagent de cette étude analytique, malgré les différences locales.

Ce qui frappe, en premier lieu, c'est le nombre élevé de toutes les petites exploitations, au coefficient de base inférieur à 100, ou même à 50. Ce sont de *vraies* exploitations agricoles, puisque ne sont pas compris dans la Statistique les non-agriculteurs cultivant directement de petites superficies. Or, elles représentent 82 % du nombre total d'exploitations à Cabris, 59 % à Tourrette-Levens, 53 % à Castagniers, 68 % au Bar, 40 % à Tourrette-sur-Loup, 63 % à Gattières, 72 % à Valbonne — et encore 34 % à La Roquette-sur-Siagne.

D'après les calculs déjà cités, chacune de ces exploitations ne procurerait pas un revenu annuel supérieur à 70.000 francs.

La plus grande partie des exploitations agricoles n'est donc pas « vivable ». Même si les chiffres de leurs revenus sont un peu sous-évalués, il est clair qu'elles ne peuvent pas constituer le moyen principal d'existence des familles qui les mènent.

L'impossibilité d'assurer totalement la vie de la famille exploitante ne caractérise d'ailleurs pas que les micro-exploitations : on peut considérer que, malgré l'autoconsommation et

les cultures « dérobées », toutes les exploitations dont le coefficient de base est inférieur à 200 sont incapables de produire un minimum vital (1).

Mais combien y a-t-il alors d'exploitations économiquement suffisantes ? Une ou deux unités par commune, dans les terroirs où subsiste le système de culture traditionnel — et quelquefois aucune ! Quelques exploitations, en plus, avec un coefficient situé entre 200 et 500, vivent et parviennent peut-être à réaliser un certain équilibre.

Ainsi se dégage une hiérarchie, ou plutôt une stratification sociale qui met en valeur la rareté de l'émersion au-dessus du lot commun de pauvreté agricole.

Les exploitations *éventuellement* vivables (coefficient au-dessus de 200) sont partout en minorité.

**Pourcentage des exploitations
à coefficient au-dessus de 200
par rapport au nombre total d'exploitations**

Cabris	8	Tourrette-sur-Loup	33
Tourrette-Levens	14	Gattières	16
Castagniers	16	Valbonne	13
Le Bar-sur-Loup	12	La Roquette-sur-Siagne	40

Mais elles détiennent toujours au moins le tiers et souvent plus de la moitié de la richesse totale des communes.

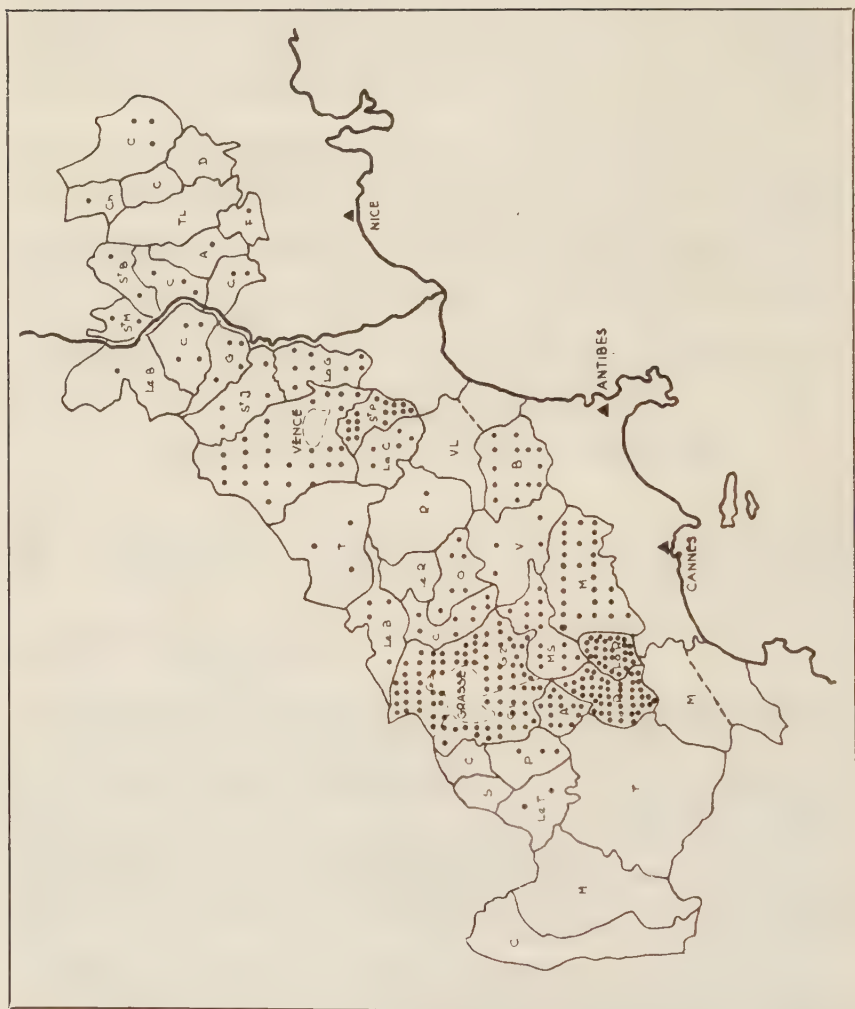
Quant aux « belles » exploitations (coefficient au-dessus de 400), leur rareté frappe.

La carte n° 34 présente leur nombre par commune. Sur 343 au total, 86 se comptent sur le seul terroir de Grasse. Cinq communes seulement en ont plus de 20, neuf plus de 10. Et six communes n'en ont aucune !

La concentration des belles exploitations dans la campagne grasso-cannoise est remarquable. 214, soit 62 % du total, s'y répartissent entre 6 communes. Seule la campagne bas-vençoise soutient la comparaison, avec Biot, Saint-Paul et Vence (2).

(1) La capacité de production a peu varié depuis le XIX^e siècle, mais les exigences du niveau de vie sont bien supérieures.

(2) A titre de comparaison : on trouve à Nice 271 belles exploitations, 182 à Antibes, 76 à Cagnes et 69 à Saint-Laurent-du-Var.



Carte n° 34. — Les exploitations importantes. Nombre d'exploitations
au coefficient de base supérieur à 400.
(Un point = une exploitation)

4 . LE MODE DE FAIRE-VALOIR

Les statistiques officielles chiffrent avec précision les diverses catégories de cultivateurs : au recensement de 1954, les fermiers sont 482 dans les 44 communes ou sections de la région étudiée (3 % de la population active — 5,5 % des cultivateurs), et les métayers 383 (2 % — 4,5 %). On compte aussi 1.987 salariés agricoles, soit 11 % de la population active, et 23 % de la population active agricole.

Le faire-valoir direct serait ainsi le mode d'exploitation de très loin le plus répandu, avec l'aide des membres de la famille : propriétaires-exploitants et aides familiaux sont 5.747, soit le tiers de la population active (et les deux tiers des cultivateurs).

Aucune statistique ne contredit ce tableau : la Mutualité Agricole le confirme. Et pourtant, l'observateur direct sait bien qu'il est faux et donne une image qualitativement inexacte de la réalité.

Le faible nombre officiel des métayers attire l'attention ; on sait que la région est traditionnellement attachée au métayage comme mode principal de faire-valoir indirect. L'enquête montre que la tradition est largement conservée ; mais elle ne s'est pas modernisée et le métayage garde la forme juridique ancestrale de contrat *oral*. Aussi sa « déclaration » n'est-elle pas nécessairement produite dans les actes officiels.

Le nombre assez important de salariés agricoles déclarés ne semble pas non plus en rapport avec la réalité : les ouvriers agricoles sont peu nombreux — très recherchés sur le marché et relativement bien payés — ; dans beaucoup de villages, on ne rencontre guère de professionnels permanents du salariat agricole. Mais certaines questions d'intérêt font souvent enregistrer comme main-d'œuvre salariée la main-d'œuvre familiale.

Comment donc définir la société rurale à l'aide des seules statistiques ? Le cultivateur azuréen échappe au dénombrement catégorique parce qu'il est en général un être social hybride : exploitant direct de son lopin de terre, métayer amiable sur une propriété d'émigré citadin, salarié périodique de plusieurs employeurs, présents ou absents... La complémentarité des ressources qui proviennent de cette situation hétérogène explique que des dizaines d'exploitants puissent subsister là où la Statistique des revenus (coefficient de base) ne dénombre que quelques unités capables de faire vivre une famille.

Par exemple, T. C., 50 ans, est le seul fils resté à Tourrette-Levens d'une famille tourrettane de 7 enfants. Propriétaire-exploitant, il met d'abord en valeur ses 4 ou 5 hectares de terres, dispersés dans tout le terroir et consistant surtout en « planches » de cultures traditionnelles, avec quelques dizaines de mètres carrés de cultures spécialisées.

Mais pour subvenir aux besoins de sa famille (4 personnes) :

— Il avait complété son exploitation par la laiterie : 2 vaches, vendues maintenant car non rentables.

— Il est fermier d'un bon propriétaire, retraité local.

— Saisonnièrement, il quitte sa maison pour aller travailler dans l'hôtellerie (Juan-les-Pins) ou dans l'arboriculture (Fréjus).

— Occasionnellement, il est maçon.

Métayage « noir » et salariat partiel sont deux éléments socio-économiques essentiels de la vie rurale dans la campagne azurée, mais presque impossibles à présenter scientifiquement.

Une étude nominale, cadastre et registre d'exploitations en mains, menée par interrogation de villageois très « au courant » nous a permis dans un seul cas, à Valbonne, de serrer la réalité d'un peu près. Plus de 30 propriétaires-exploitants sont connus comme louant à volonté leurs services, leur revenu agricole (coefficient de base entre 11 et 152) ne leur permettant pas de vivre. Cela représente un bon tiers des propriétaires-exploitants. Mais un nombre presque égal jouit de « contrats » fixes (oraux) qui leur assurent des ressources complémentaires : ils ne sont pas flottants sur le marché du travail, mais ne peuvent se suffire de leur exploitation. Le tiers qui reste vit-il du produit de ses terres ? C'est d'autant plus douteux qu'il compte un grand nombre de vieillards terminant leur vie à un niveau incroyablement bas.

Ainsi, la hiérarchie sociale officielle de la paysannerie azurée ne doit pas faire illusion : une autre enquête monographique en témoigne avec plus de précision.

5 . LA VIE DES PETITES EXPLOITATIONS : UN EXEMPLE

Un rare concours de circonstances a permis de mener l'enquête, au Bar-sur-Loup, sur la véritable situation sociale des propriétaires locaux. Le carnet de notes mérite d'être retranscrit : voici les caractéristiques des propriétaires locaux possédant plus de 2 hectares.

<i>Surface ha</i>	<i>Nature des cultures</i>	<i>Caractéristiques</i>
2,52	Oliviers.	Exploitation familiale, plus retraite.
3,77	Jasmin, vigne, oliviers.	Exploitation familiale, emploi de la main-d'œuvre, s'étend sur d'autres communes
13,89	Oliviers, inculte.	Exploitation familiale.
2,57	Orangers et polyculture.	Propriétaire fonctionnaire. Donne en métayage à l'amiable.
5,63	Jasmin orangers, polyculture	Exploitation familiale plus fermage.
10,26	3 ha oliviers, orangers, inculte.	Exploitation familiale.
5,63	Oliviers.	Exploitation familiale, plus secours et allocations familiales.
3,54	Oliviers.	Exploitation familiale, plus salariat agricole occasionnel.
4,01	Oliviers, orangers.	Exploitation familiale plus commerce et pension.
2,01	Orangers.	Veuve, emploi un ouvrier.
2,99	Oliviers.	Veuve, plus fils fonctionnaire.
5,56	Oliviers, inculte.	Propriétaire commerçant, donne en fermage à un propriétaire exploitant.
2,35	Oliviers, vigne, inculte.	Exploitation familiale plus retraite S.N.C.F.
2,72	Oliviers, inculte.	Exploitation familiale plus commerce.
4,04	Vigne, oliviers, chèvres.	Exploitation familiale.
7,50	Jasmin, orangers, vigne, oliviers.	Exploitation familiale.
2,93	Oliviers.	Exploitation familiale plus secours.
5,84	Jasmin, oliviers, prairie.	Industriel, le donne en fermage.
2,82	Oliviers, fleurs.	Exploitation familiale plus commerce.
11,61	Oliviers, orangers, inculte.	Exploitation familiale plus retraite des vieux (70 ans).
2,71	Pâturage.	Rentier.
3,47	Oliviers, inculte.	Exploitation familiale plus secours.
3,22	Oliviers, pré.	Veuve pensionnée.
3,23	Vigne, orangers.	Commerçant, le donne en fermage.
3,26	Oliviers.	Rentière, le donne en métayage.
4,60	Oliviers, orangers.	Commerçant, le donne en fermage.
9,50	Jasmin, orangers, oliviers.	Industriel, le donne en fermage.
2,12	Orangers, jasmin.	Exploitation familiale (plus propriétés sur d'autres communes).
3,40	Oliviers, orangers, jasmin.	Exploitation familiale, plus rentes.
5,04	Oliviers, bois.	Exploitation familiale, plus commerce.
2,43	Inculte.	A la charge de l'Etat (Ministère de la Justice).
5,24	Oliviers, inculte.	Hypothéqué, à la charge de l'Etat (Ministère de la Santé Publique).
2,12	Oliviers.	Commerçant, le fait faire par des ouvriers.
2,04	Oliviers, orangers.	Pensionné, le fait faire par des ouvriers.
2,90	Oliviers.	Veuve retraitée.

<i>Surface ha</i>	<i>Nature des cultures</i>	<i>Caractéristiques</i>
2,76	Oliviers.	Exploitation familiale, plus salaires occasionnels.
3,87	Jasmin, orangers, oliviers.	Exploitation familiale.
2,42	Jasmin.	Exploitation familiale (plus propriétés sur autres communes).
5,56	Oliviers, inculte.	Exploitation familiale, plus commerce.
3,17	Oliviers, orangers.	Exploitation familiale.
4,83	Oliviers, orangers, inculte.	Vieillard seul.
55,66	Oliviers, orangers, divers.	Propriété bourgeoise locale en décadence, partagée entre six fermiers.
2,31	Oliviers, bois.	Exploitation familiale, plus salaire non agricole.

Le bilan n'est pas moins éloquent que l'énumération. Des 43 propriétés baroises de plus de 2 hectares, bien peu font vivre leurs détenteurs. 13 propriétaires-exploitants seulement, parmi lesquels des vieillards sans famille, vivent sur leur terre. Et 15 propriétaires-exploitants à titre principal ajoutent au maigre produit de leur propriété des revenus provenant d'autres sources : commerce, salariat, fermage, pensions, voire secours. Les 15 autres propriétaires ne sont même pas exploitants : leurs terres sont en fermage, en métayage, entretenues par des ouvriers... ou abandonnées.

La même enquête menée pour les petits propriétaires, de $\frac{1}{2}$ à 2 hectares, donne les résultats suivants :

— Propriétaires-exploitants familiaux (ils ont surtout du jasmin, possèdent parfois des terres hors de la commune, touchent dans plusieurs cas la retraite des vieux) : 34.

— Propriétaires non exploitants faisant travailler : 19.

— Propriétaires non exploitants ayant abandonné : 14.

— Propriétaires-exploitants familiaux ayant une autre source de revenus (pensions, commerce, salaires...) : 43.

Sur 110 petits propriétaires locaux, moins du tiers vivent de leur exploitation !

Au Bar, la propriété extérieure est très développée : elle occupe près de la moitié du terroir approprié ; aussi l'image du système d'exploitation n'est-elle pas intégralement donnée par les résultats des enquêtes ci-dessus. Pour la rétablir, il faut tenir compte du fait que le faire-valoir indirect est très répandu.

Mais la « Mutualité » ne signale que 4 fermiers et 6 métayers !

C'est que justement cette propriété extérieure est par excellence livrée au métayage amiable et au salariat occasionnel qui aident à vivre la centaine d'exploitants dont le coefficient de base est inférieur à 200, et les quelques dizaines de paysans sans terre qui stationnent dans la commune.

6 . LES BELLES EXPLOITATIONS

La connaissance qualitative des belles exploitations est dans une certaine mesure, plus facile à obtenir que celle des myriades de microfonds. Nous tenterons de décrire, d'après des enquêtes, les caractéristiques principales.

Sur les terroirs du coteau préalpin occidental, consacrés à l'olivier depuis l'antiquité, quelques « novateurs » investissent des capitaux pour lancer une arboriculture scientifique et se spécialisent dans le pommier (Callian). Ce sont des Cannois ou des Niçois ; deux d'entre eux, appartenant à de vieilles familles locales, ont valorisé par l'injection de capitaux accumulés en ville les terres ancestrales ; deux autres, commerçants en bois attirés par la forêt callianaise, ont acheté des propriétés qu'ils mettent en valeur. Ainsi peut-on voir sur quelques hectares, dans le terroir quasi abandonné de Callian, de magnifiques vergers. L'avenir, conditionné par le marché, condamnera-t-il ou approuvera-t-il cette expérience ?

La plaine, quoique peu fertile, a tenté une famille de riches industriels parisiens : en y installant un domaine de villégiature, ils espèrent lui donner une rentabilité agricole : des pêcheurs ont été plantés après de gros travaux de défrichement.

Cette exploitation est déjà du « type grassois » : grosse propriété de plaisance où sont investis, sans grand souci d'orthodoxie économique, les capitaux nécessaires à une mise en valeur spectaculaire.

Dans la campagne grasso-cannoise en effet, et plus particulièrement sur le riche terroir de Grasse, les exploitations *sompluaires* ont souvent remplacé les grosses fermes bourgeoises d'autrefois. Industriels, négociants et hommes de loi grassois s'effacent maintenant devant les représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie française, nord-africaine, étrangère, qui s'installent, au milieu des terres, dans de splendides bâtiments habités quelques semaines par an. Mais, aux yeux de ces nouveaux propriétaires, les hectares, voire les dizaines d'hectares, qui entourent la maison de campagne, doivent rapporter, ou sembler rapporter. Les nécessités du prestige, et de l'agrément des yeux, réclament une exploitation soignée, dans le style provençal traditionnel ou suivant les méthodes modernes. On cite de nom-

breuses expériences, risquées parfois à fonds perdu, dans le domaine floral, maraîcher, fruitier ; mais il s'agit rarement d'une exploitation rationnelle et scientifique.

Les « Sociétés immobilières » cachent, en général, l'identité des propriétaires ; mais chacun connaît, dans son quartier, les noms illustres des possesseurs de domaines : rois et princes, grands industriels parisiens et provinciaux, artistes, défraient la chronique locale.

Le caractère prédominant de villégiature explique, de plus, l'instabilité de la propriété. Les « domaines » grasseois se vendent et se revendent avec la plus grande rapidité (certains agents immobiliers font « carrière » sur ces seules transactions), comme par exemple cette ferme de 10 hectares, dans le quartier des Moulières, qui appartient en 1932 à une famille d'industriels grasseois et marseillais : elle est vendue en 1933 à un industriel parisien qui la revend deux ans plus tard. Elle change de mains en 1935, 1937, 1943, 1947, 1948, 1949, et échoit en 1952 à un industriel provincial. Autre exemple : une ferme de 9 hectares, propriété grasseoise, vendue en 1922 à un marchand de bois fraîchement immigré dans la ville, qui s'en dessaisit en 1929. De 1929 à 1948, la ferme passe entre les mains de 9 propriétaires successifs ! La plupart des grosses propriétés grasseoises ont, depuis la fin de la guerre 1914-1918, changé de maître deux, trois et quatre fois.

On compte une quinzaine de grands domaines de ce genre dans le territoire de Grasse même, et plusieurs autres dans les communes avoisinantes d'Auribeau, Pégomas, La Roquette, Mouans-Sartoux et surtout Mougins.

Le « genre » a même débordé sur la marge du plateau valbonnais, sur les territoires de Valbonne et d'Opio, où, par exemple, « La Bégude », qui appartient à un « Mexicain » de Barcelonnette, occupe plus de 200 hectares d'un seul tenant.

Le domaine familial, ancestral, est bien plus rare, il est même exceptionnel aujourd'hui. Il diffère généralement des autres par son conservatisme ou son état d'abandon. On ne trouve pas de belle propriété traditionnelle qui ait à l'heure actuelle un certain standing productif, à part celle où un souffle venu de l'extérieur a pu relancer l'affaire. Un beau domaine valbonnais, par exemple, est resté la propriété de la noblesse citadine régionale, mais c'est un entreprenant gendre roturier qui l'a transformé en le modernisant (viticulture). Et la plus belle exploitation de Pégomas, si elle a une origine locale (l'un des co-exploitants est le descendant d'une très vieille et riche famille du pays), n'a pris de l'ampleur que grâce à la présence de l'autre co-exploitant, allié à la famille, et qui tire l'essentiel de ses capitaux de l'industrie : l'exploitation couvre une soixantaine d'hec-

tares, travaillés par une dizaine d'ouvriers permanents (et des dizaines de saisonniers). 10 hectares d'arboriculture fruitière, autant de culture maraîchère, autant de plantes à parfum, et 15 hectares de mimosas constituent l'essentiel des surfaces cultivées.

On ne trouve nulle part autant d'investissements somptuaires que dans la région canno-grasse ; mais la campagne vençoise abrite aussi, dans ses parties les plus favorisées, quelques riches domaines étrangers, moins nombreux et moins opulents en général. Dans la zone bas-vençoise, même lorsque la propriété est étendue, tout l'intérêt et toutes les dépenses se concentrent sur la villa. Dans la zone haut-vençoise, les grandes exploitations sont exceptionnelles : on en compte 2 à Gattières, situées dans les bassins de colmatage. L'une appartient à une vieille famille locale, hardiment « descendue » dans la plaine du Var, et qui plante de beaux vergers ; mais elle ne soutient pas la comparaison avec l'autre, une des plus importantes de toute la région. Cette exploitation, qui compte sur Gattières plus de 20 hectares de pêcheurs, n'est que l'annexe d'une magnifique propriété fruitière et maraîchère de la rive niçoise, un des fleurons de l'agriculture littorale.

Dans le *pays niçois*, la belle exploitation est encore plus exceptionnelle. Les rares domaines somptuaires gardent leur caractéristique d'instabilité foncière, mais n'ont pas de dynamisme économique : pas de tentatives culturelles, peu d'entretien du capital agricole.

Un seul exemple intéressant concerne Castagniers : par achats et alliances successives, une vieille famille locale, patriarcale, dont le chef est industriel (scierie) est parvenue à la tête d'une importante propriété rurale, cultivée intensivement surtout en vigne et cultures maraîchères. Mais ce n'est pas la capitalisation dans l'agriculture qui a permis le lancement de l'industrie ; au contraire, c'est la réussite industrielle (scierie) qui a donné au propriétaire les disponibilités nécessaires à la modernisation agricole.

De cette revue rapide, se dégagent quelques caractéristiques qualitatives.

— La transformation autonome des vieilles exploitations familiales est un phénomène exceptionnel. Non seulement les exemples d'auto-investissements se limitent aux exploitations situées dans les rares terroirs riches, mais encore, même là, les fermes modernisées sont le plus souvent créées de toutes pièces par l'opiniâtreté des Piémontais colonisateurs.

— Fruits d'injections de capitaux extérieurs à l'agriculture, les belles exploitations proviennent quelquefois de capitaux dégagés du commerce ou de l'industrie des villes, mais bien plus

fréquemment de capitaux extérieurs à la région attirés par la villégiature. Le caractère artificiel de ces domaines apparaît dans la fréquence des mutations et dans la véritable jonglerie avec les tentatives culturelles. En fait, ces exploitations se situent « hors » de l'agriculture régionale.

— Les belles exploitations, économiquement valables, ne sont sans doute qu'une vingtaine sur tout l'ensemble de la campagne azurée : concentrées sur les quelques dizaines d'hectares de terres les plus favorables de la plaine de la Siagne et de la plaine du Var, elles sont en somme des prolongements — quelquefois même de véritables annexes — de la culture scientifique de la zone littorale.

Si l'essentiel est l'opposition marquée des centaines de petites exploitations « invivables » et des quelques grandes exploitations financées de l'extérieur, il ne serait pas conforme à la réalité d'omettre de signaler enfin l'existence d'une catégorie intermédiaire, peu nombreuse, qui se rattache par le système de cultures aux petites exploitations traditionnelles, mais les domine par la quantité de terre possédée : il s'agit des propriétés fossilisées des « grandes » familles villageoises, qui n'ont plus qu'un rendement infime, mais entretiennent encore une élite traditionnelle à laquelle le travail, la sobriété — et les vieux placements extra-agricoles — permettent souvent un standing envié. Pas de rôle dirigeant en matière technique et économique, pas d'oppression sociale, mais la respectabilité des élites, qui mène aux responsabilités politiques municipales. Ainsi, le maire de X..., avec une dizaine d'hectares d'oliviers, de la vigne à raisins de table, de la rose à parfum, des orangers, dans 20 ou 30 parcelles dispersées aux quatre coins du terroir, fait figure de « gros propriétaire ». Comme le maire de Y..., avec ses six maisons, et ses 20 hectares en 70 parcelles de toutes natures. Ou le notaire et conseiller général de Z..., qui possède des dizaines d'hectares de bois, avec une bastide, 4 maisons au village et 28 parcelles de cultures traditionnelles diverses.

Dans presque chaque commune, se trouvent, vivant parmi les pauvres paysans, mais avec des sources de revenus plus importantes et plus complexes, deux ou trois de ces « bons propriétaires » d'un autre âge, survivances de la société traditionnelle désarticulée.

N'attirent-ils pas l'attention, par leur seule présence, sur la désintégration de la structure agraire qui caractérise la campagne azurée de notre temps ?

CHAPITRE IV

LE SYSTÈME DE CULTURE

1 . LE PAYSAGE AGRICOLE

A . SURVOL DE LA RÉGION.

La discontinuité de l'agriculture est l'élément frappant du paysage. Entre la bande horticole et urbaine du littoral et l'olivaie dégradée du coteau préalpin s'étend, sur la rive droite du Var, une vaste forêt qui enserre et fractionne des zones plus ou moins réduites d'agriculture cohérente ; sur la rive gauche du Var, la disposition du relief provoque une dispersion encore plus sensible.

De Callian au Bar, le pied du rebord montagneux est assez régulièrement couvert d'oliviers, parmi lesquels se dissimulent villages et hameaux. Dans sa partie inférieure, l'olivaie fait place à des cultures irriguées spécialisées (jasmin) sur des parcelles étroites et dispersées. Mais l'olivaie se prolonge dans le bas-pays, sur des versants que la carte dessinerait en tentacules : une mince bande figure la « cuesta » de Mouans-Sartoux, et un bras plus large s'étire de Magagnosc à Roquefort en assiégeant Châteauneuf, Opio, Le Rouret. Des flots s'en séparent pour former de véritables massifs, comme autour de Valbonne et de Mougins à La Roquette ; mais les autres olivaias ne sont que de petits groupes d'arbres épars dans la campagne ou en clairière dans la forêt.

De la campagne grasso-cannoise — que l'olivier ne domine pas — apparaissent la variété et la relative densité des terrains de culture. En amphithéâtre, au pied de Grasse, la vigne occupe

de nombreuses « planches » presque continues ; mais surtout les cultures florales et maraîchères déroulent en direction de Cannes, par Mouans-Sartoux et Mougins, un large ruban entrecoupé de vignes et d'arbres fruitiers, tacheté d'innombrables bosquets. Dans l'autre sens, un isthme de cultures intenses remonte la vallée de la Siagne : prés entretenus, cultures maraîchères, arboriculture fruitière, cultures florales pour la parfumerie, se relaient de Mandelieu à Auribeau. Sur le haut des versants et dévalant parfois jusqu'à la plaine, plantations de type moderne, les mimosaises figurent même une agriculture conquérante.

Ainsi, sur 7 ou 8 kilomètres de large, et 12 à 13 de long, l'agriculture domine sans contester dans le paysage. A l'ouest, c'est le Tanneron, avec ses chênes verts, ses châtaigniers, ses pins — et quelques défrichements pionniers. A l'est, c'est la forêt de Valbonne.

Sur la rive gauche du Loup, après le Bar, l'olivaie septentrionale continue à ourler le pied de la montagne, prenant avec elle le grand virage vers le nord qui souligne la limite du Var ; mais, puissante de Tourrette à Vence, envoyant même des tentacules vers Saint-Paul et La Gaude, elle se déchire à partir de Saint-Jeannet et de la bordure du fleuve.

De Vence vers la Côte, se distingue une nouvelle zone agricole — mais qui n'a pas l'ampleur de la première. La vigne, les cultures florales, fruitières, maraîchères, composent, à travers les terroirs de Vence, La Colle, Saint-Paul, Villeneuve-Loubet, Cagnes, un joli ensemble de paysage humanisé, mais la forêt le contient dans des limites fort étroites. Face au Var, le coteau, en bois ou broussailles dans sa partie supérieure, s'ouvre dans le bas à l'économie agricole de la vallée : le versant oriental de La Gaude, prolongeant celui de Saint-Laurent-du-Var, se couvre de terrasses horticoles ; les « bassins » de Gattières, les « plans » de Carros permettent les plus riches cultures spéculatives.

La vallée utile du Var, conquise par le resserrement du fleuve entre les digues, avec ses magnifiques vergers et ses jardins minutieusement travaillés a, bien plus que la vallée de la Siagne encore sous-exploitée, le caractère d'une huerta — huerta de fleuve, et aussi huerta de ville car elle appartient territorialement à la commune de Nice. Niçois sont aussi les coteaux à œillets, qui s'échelonnent par petites planches jusqu'à la vallée. Hors des limites de Nice, la campagne reprend son aspect traditionnel : plus de « zone cultivée » comme sur la rive droite, mais, cette fois, des terroirs aux couvertures enchevêtrées, bois, oliviers, vignes. L'olivaie domine largement sur les pentes cultivables, dissimulant entre ses terrasses, ou sous ses arbres, de la vigne, des

cultures maraîchères, quelques fruitiers, quelques fleurs. Mais la plupart des pentes ne sont pas — ou ne sont plus — cultivables, et c'est le maigre bois de pins qui en prend possession.

Malgré la différence évidente entre les secteurs boisés et les secteurs cultivés, et à cause de leur imbrication et de la répartition permanente, à l'échelle la plus petite, de leur coexistence dynamique, malgré l'opposition certaine entre l'olivaie traditionnelle et le jardinage spéculatif ancien ou récent et à cause de la présence des formes les plus variées de cultures allant de l'un à l'autre, la région révèle au géographe comme au voyageur une homogénéité frappante. Celle-ci dépend d'un certain nombre d'éléments pas toujours faciles à saisir.

La nécessité, après ce bref survol, d'une définition correcte du paysage agricole, nous conduit donc à analyser les éléments d'homogénéité les plus apparents. Car ils sont les éléments d'observation géographique à partir desquels peut s'étudier concrètement le système de cultures.

B . MORCELLEMENT DES TERRES ET « PROMISCUITÉ » DES CULTURES.

La configuration du relief et son aménagement traditionnel en terrasses, provoquent, indépendamment de toutes conditions juridiques et historiques, un morcellement extrême : c'est l'élément le plus frappant du paysage agricole.

Les parcelles d'exploitation, à l'exception des parcelles forestières qui peuvent atteindre d'assez grandes dimensions (en moyenne un demi-hectare), sont en règle générale minuscules. Dans les collines, elles mesurent de 2,5 mètres à 5 mètres de large et de 10 mètres à 40 mètres de long, séparées par des murettes de pierre ; dans les zones de topographie assez plane, elles se tiennent entre le double et le triple de ces dimensions. Ce qui revient à dire qu'une parcelle de « planche » a d'ordinaire environ un are et demi et qu'une parcelle en plaine n'excède guère, d'habitude, une quinzaine d'ares.

La photographie aérienne met ce phénomène en relief, mieux encore que les plans cadastraux. Le terroir de Mougins, par exemple (*photo 1*) est photographié au sud de la butte, dans une zone de collines moyennes. Le nanisme des parcelles de culture, qui subdivisent les parcelles cadastrales, ne masque pas leur enchevêtrement : elles n'ont ni taille, ni forme, ni orientation systématique.

Un terroir de plaine, comme celui du Plan de Grasse (*photo 2*), consacré au jardinage irrigué, n'échappe pas à la règle générale ; cependant, en comparant le secteur le plus plat (à l'ouest de la voie ferrée) au rebord de collines situé de l'autre côté, on remarque une différence moyenne en faveur des parcelles de plaine. Les parcelles de 45 mètres sur 10 mètres sont très fréquentes de part et d'autre, mais on trouve dans la plaine un nombre assez élevé de parcelles de l'ordre de 25 ares, inconnues dans la colline.

Sur le versant de Cabris, la vieille olivaie abrite, par endroits, quelques parcelles de jasmin, de vigne, de légumes (*photo 3*).

Les zones de culture nouvelle, enfin, gardent le même aspect morcelé : ainsi la *photo 4* présente, au sud de La Gaude, des terrasses à œilletons. Elles ont parfois moins d'un are (10 mètres sur 7,5 mètres) et mesurent le plus souvent entre deux et six ares.

Les matrices cadastrales confirment ces indications photographiques.

Dans la section de plaine de La Roquette, par exemple, les 250 parcelles ont une taille moyenne de 35 ares — 30 ares en faisant abstraction des prés. Dans les bassins de colmatage de Gattières, si 30 parcelles ont plus d'un hectare, 25 ont de 50 à 100 ares et 71 moins d'un demi-hectare (dont 26 moins de 10 ares).

En terroir de colline, les parcelles foncières sont bien plus menues. La section G de Callian, située sous le village à flanc de coteau, est divisée en 957 parcelles pour une étendue de 153 hectares. La section A de Castagniers, qui comprend le bas du versant et un petit morceau de plaine, est divisée en 1.081 parcelles pour 151 hectares. Et, au Rouret (1), on compte :

« 2.800 parcelles de propriétés, 3.500 parcelles de cultures, pour 700 hectares : la parcelle moyenne a 20 ares ; mais nombreuses sont les parcelles inférieures à 5 ares, ayant souvent trois à quatre cultures différentes. »

Trois plans, représentatifs des aires cultivées, illustreront mieux que de longs commentaires, ce phénomène d'extrême morcellement.

Callian.

Juste au-dessus du village de Callian, le lieu-dit Petit-Pinée contient 16 ha 55, traversés par un petit canal d'irrigation, partagés en une quarantaine de parcelles cadastrales, et sur lesquels on trouve une

(1) Procès-verbal du contrôle en profondeur de la Direction des Services agricoles des Alpes-Maritimes (1950).

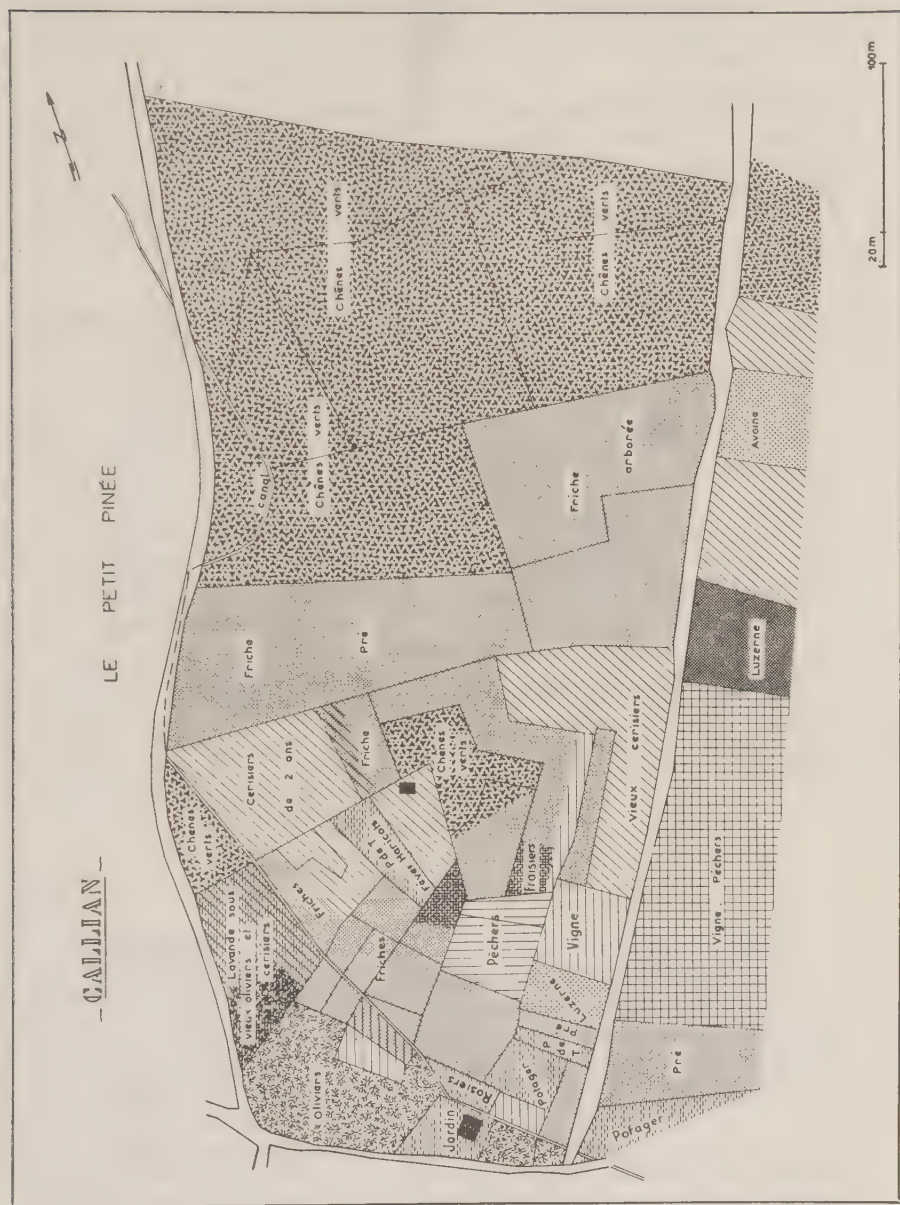


Figure n° 59. — *Le morcellement des cultures à Callian (quartier du Petit Pinée).*

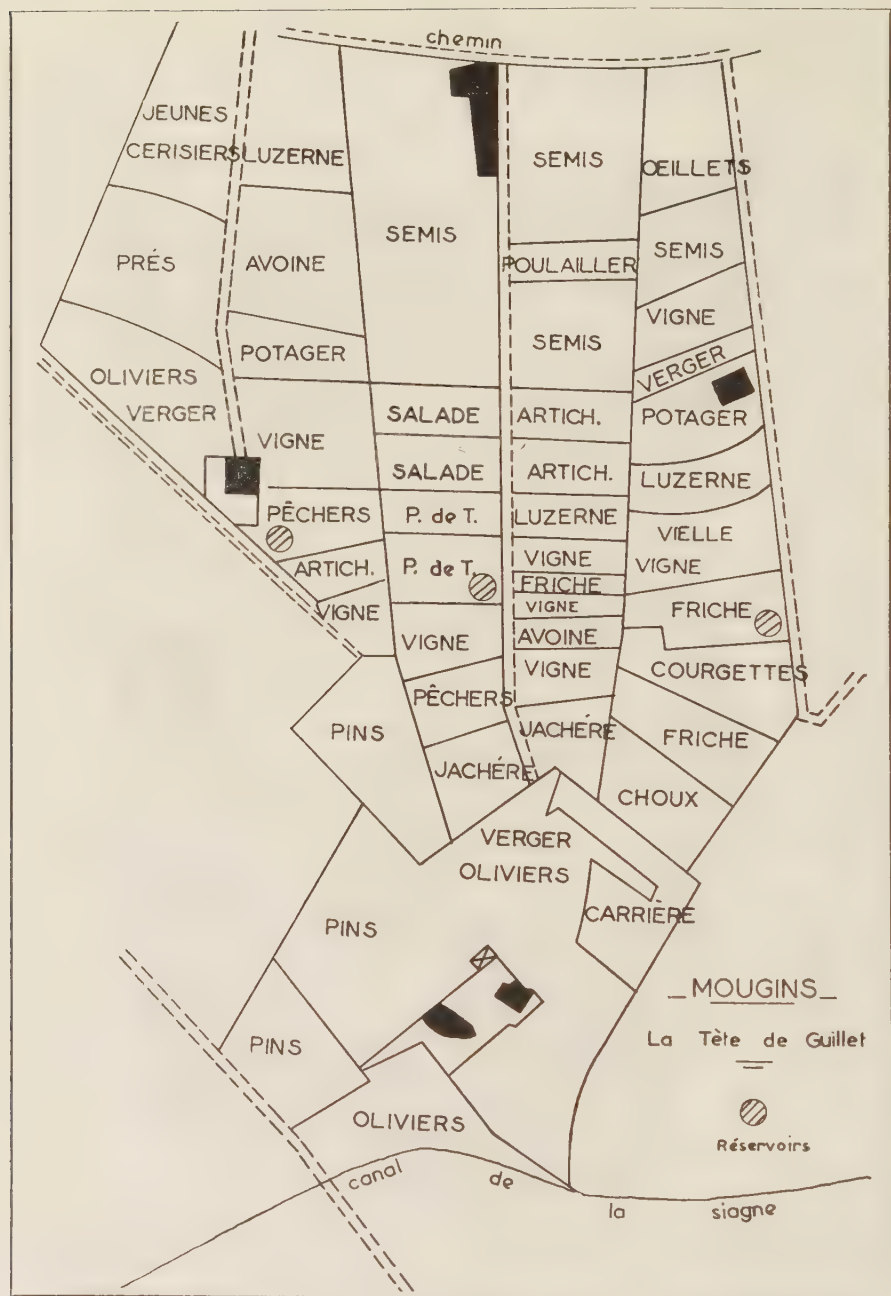


Figure n° 60. — Le morcellement des cultures à Mougins (quartier de la tête de Guillet).

maison habitée et un cabanon. La propriété y est divisée entre plusieurs villageois et un citadin qui a restauré la maison pour en faire une villégiature. Des terres attenantes à la maison, le citadin tente de faire une exploitation de rapport, en maintenant la micro-polyculture traditionnelle qui sied au caractère agreste du paysage.

Sur des parcelles de culture mesurant 1 à 2 ares, les plantations les plus disparates se succèdent et s'entremêlent ; on trouve, dans un espace de 7 hectares : du bois, de la friche, de la jachère, du pré, de la luzerne, des oliviers, de la vigne, des rangs de pêchers, des vergers de cerisiers (jeunes, vieux, abandonnés), des fraisiers, quelques sillons de pommes de terre, de haricots, un potager familial, une planche de rosiers de mai et un champ de lavande ! (graphique n° 59).

Mougins.

Le second plan (graphique n° 60) représente le versant maraîcher d'une colline située au sud de Mougins et nommée Le Colombier. La photographie n° 1 contient la zone levée et fait bien apparaître le découpage régulier par les parcelles de cultures des lanières qui se déroulent le long du relief, entre les chemins. Au sommet de la colline, passe le canal de la Siagne et le haut du versant possède trois grands réservoirs d'eau d'irrigation. 19 parcelles cadastrales se partagent les 4 hectares du polygone étudié, mais sont recouvertes par près de 50 parcelles de culture. Les deux lanières centrales appartiennent au maraîcher qui les exploite et qui habite dans la maison sise au bas de sa colline. Les abords sont partagés entre divers petits propriétaires, qui habitent Cannes pour la plupart.

L'exploitation maraîchère qui occupe surtout le bas de la colline, monte à l'assaut des planches à terrasses : salades, pommes de terre, artichauts s'y succèdent. Mais la polyculture reprend possession du sol en haut du versant, et sur les limites. On y voit des pins et de la friche, des prés et de la luzerne, de la jachère, de l'avoine, des oliviers, de la vigne, des pêchers... et, au hasard, de minuscules étendues de cultures spécialisées, maraîchères ou florales.

Carros.

Le croquis levé sur le terroir de Carros illustre la diversité des cultures qui peut régner dans une exploitation « sérieuse », utilisant un versant d'oliviers (graphique n° 61). Au lieu-dit Le Gourq, entre la route et le fond d'un des nombreux ravins qui découpent la rive droite du Var, un fermier exploite, pour un important arboriculteur des Plans, 15.000 mètres carrés d'une ancienne olivaie, installée sur quelques longues terrasses aux murettes croulantes. La *photo 5* représente le terrain même du croquis : les oliviers dominent ; d'insolites taches claires à leurs pieds dénotent un soin cultural inhabituel.

Les planches ont une centaine de mètres de long, mais sont le plus souvent partagées entre plusieurs cultures. Outre les oliviers, friches, prés et roselière, on peut y voir les arbres fruitiers les plus divers, des traditionnels (figuiers, cerisiers, pêchers) aux plus récents (pommiers, poiriers, qui constituent un essai), contigus aux cultures fourragères (trèfle, maïs, betterave), séparés par des rangs de vigne, enserrant des minuscules jardins maraîchers et dissimulant quelques vieux orangers à fleurs.

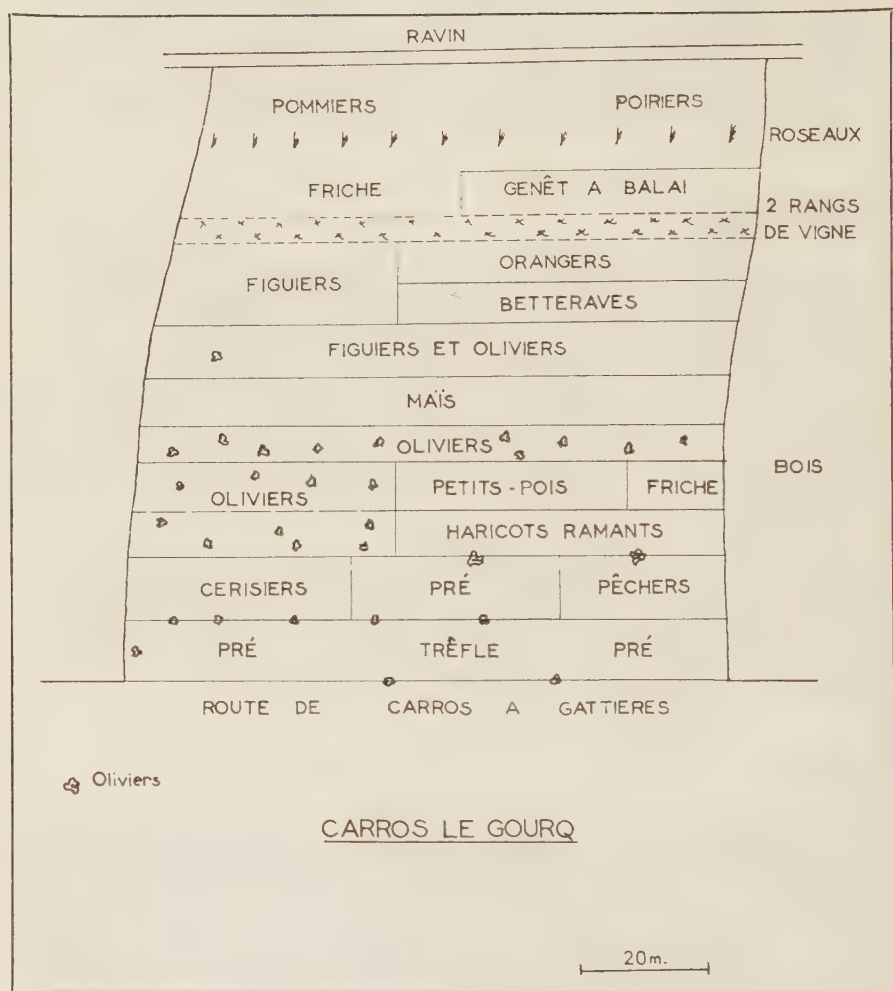


Figure n° 61. — Le morcellement des cultures à Carros (quartier du Gourq).

La présence de grosses propriétés devrait, en principe, introduire un élément original dans ce paysage agricole uniformément varié. En fait, elles se remarquent peu : l'entrée du « domaine » est certes souvent soulignée par un portail monumental, une dénomination aristocratique ou voyante, quelques hectomètres de clôture construite. Mais les types de cultures ne détonnent pas sur le fond habituel de micro-polyculture. Tout au plus admire-t-on parfois une grande belle vigne, un verger scientifiquement traité, un vaste défrichement.

Ce sont les grosses maisons qui attirent les regards, les simili-châteaux des maîtres de ces propriétés et les jolis jardins d'agrément qui les entourent. Mais on peut dire que l'ensemble des grandes propriétés, morcelées, boisées, divisées elles aussi, s'intègre au paysage agricole sans jamais lui donner une note vraiment particulière.

C . LES OLIVIERS-TÉMOINS.

Second élément frappant du paysage agricole, qui ressort déjà des quelques exemples analysés ci-dessus, l'olivier, culture traditionnelle fondamentale, n'est absent d'aucun terroir, ni même d'aucune zone de cultures. Mais sa présence n'a souvent plus qu'une allure fantomatique.

L'olivaie continue s'accroche au rebord préalpin, plus ou moins vaillamment, maintenant pour la grande joie des touristes l'aspect escompté des paysages méditerranéens. De plus, on retrouve, un peu partout, sur des aires limitées, des lambeaux-témoins de l'ancienne olivaie.

Mais l'olivaie typique est quasi-abandonnée, peu taillée, livrée aux herbes folles, faite de très vieux arbres et dont les morts ne sont plus remplacés. Au détour d'un chemin, en pleine forêt (Roquefort-les-Pins), en voici une vision fugitive : quelques dizaines d'oliviers, cernés par les bois, meurent mais ne se rendent pas. Plus loin, au faite des collines taillées en planches d'horticulture (La Gaude), un bouquet d'oliviers domine fièrement tout un versant et sert, au moins, de point de repère. Dans la vallée du Paillon, déchaussée par l'érosion, malmenée par le lotisseur de terrains à bâtir, l'avant-garde des belles oliveraies de Contes bat en retraite en laissant sur le terrain de symboliques prisonniers.

Partout, et jusque dans les jardins d'agrément, la frondaison argentée imprime au paysage une allure spécifique. Mais presque partout sa présence est marquée des stigmates de la décadence.

La friche est un élément dominant du paysage, recouvrant tant et tant de parcelles enchevêtrées, noyant le pied des oliviers dans une herbe sans valeur. En fait, on trouve plus précisément les *traces* des cultures « dérobées » que les cultures elles-mêmes ; et les planches de vignes, de terres labourables, d'oliviers, entremêlées, opposées les unes aux autres, ont le plus fréquemment en commun leur état d'abandon.

Le terme de *désordre* vient à l'esprit pour caractériser l'ambiance culturelle. Il s'impose plus encore si on examine les relations du paysage agricole et de la forêt.

D . PROGRÈS ET RECULS DE LA FORÊT.

Les relations du paysage agricole avec la forêt forment le troisième élément caractéristique de l'aspect du pays. A vrai dire, cet élément se trouve constitué par deux rapports diamétralement opposés, où le paysage agricole se trouve tour à tour en position de conquérant et de vaincu.

Les défrichements s'observent un peu partout, limités ou étendus : pas de commune où quelque tentative ne soit faite d'arracher à la forêt — ou à l'olivaie ensauvage — quelques dizaines d'ares pour tenter sur ce sol neuf une culture spéculative nouvelle. La *photo* 6, prise de la plaine de La Roquette-sur-Siagne, montre sur deux plans le coteau noir couvert de pins et le coteau blanc, tout pelé : le défrichement récent et somptuaire d'un gros propriétaire n'y a conservé que quelques arbres.

Les *photos* 7 et 8 soulignent, vus d'avion, les progrès d'une certaine culture au détriment des bois : près du village de La Roquette (*photo* 7), sur le sommet du versant Est de la vallée de la Siagne, les mosaïques récentes découpent de longues lanières dans la forêt.

Sur les collines qui dominent la Cagne (*photo* 8), dans le terroir de Saint-Paul-de-Vence, la rectitude des limites cultures-forêts attestent le défrichement récent : les taches claires des planches horticoles pénètrent géométriquement dans la masse sombre de la pinède.

Et les *photos* 9 et 10, prises à Colomars, montrent, choisi parmi bien d'autres, un défrichement tout nouveau au détriment de la lande.

Mais cet aspect ne doit pas faire illusion, car des spectacles contraires, par les hasards d'une terre sous-exploitée, peuvent se trouver à proximité, la forêt réensemencant en pins et en buissons toute surface de terre découverte laissée à elle-même. Les terrasses subsistant au milieu des bois témoignent des anciens lieux de culture abandonnée, mais surtout l'envahissement visible de nombreuses planches de vieille vigne, voire de vieille olivaie, par la forêt, imprime en de nombreux endroits au paysage agricole un air de délabrement et d'abandon presque émouvant. D'après les *photos* aériennes 11 et 12, le versant d'adret du vallon de La Bégude (terroir de Valbonne) est fait de terrasses abandonnées en voie de colonisation par la forêt, ainsi que le quartier de Villebruc, situé à proximité. La *photo* 13, prise à Biot, illustre, le même abandon ; tandis que la *photo* 14 d'un versant de Carros montre comment, peu à peu, les pins (sombres) s'installent sur les terrasses parmi les oliviers à la claire frondaison.

Morcellement et enchevêtrement des cultures, omniprésence de l'olivier, lutte entre le champ et la forêt, tels sont donc les éléments dominants qui donnent sa personnalité au paysage agricole. Cette description réclame maintenant des explications.

2. . LES CULTURES

Seuls deux documents fournissent des données numériques sur les cultures.

1) La statistique officielle qui est très insuffisante : on a vu (v. p. 265), les limites du crédit qu'on peut lui accorder : crédit assez large pour les quelques communes où fut effectué récemment un « contrôle en profondeur », crédit presque nul là où la statistique se borne à la transcription du registre des matrices cadastrales vieilles de dix ou vingt ans.

2) Le « Cadastre » des exploitations (1) de l'Union Départementale de la Mutualité Agricole des Alpes-Maritimes, qui gère les Caisses d'allocations familiales et d'assurances sociales agricoles. Ce document est plus robuste mais non sans défaut : il fixe le montant des cotisations d'après le rendement supposé de chaque exploitation, connaissant la superficie de ses principaux

(1) Document unique en France.

groupes de cultures. La totalisation par commune de ces renseignements, contrôlés par enquêtes récentes, donne une statistique admirable ; mais elle a deux défauts, pour l'utilisation que nous voudrions lui donner :

1° Elle ne distingue pas chaque culture, fixant seulement six catégories. Les oliviers, par exemple, sont groupés avec les châtaigniers, les terres labourables, les céréales, les plantes sarclées et les prairies (1).

2° Elle n'englobe que les cultures faisant partie de véritables exploitations agricoles : un exploitant, qui n'est pas considéré comme agriculteur à titre principal — un ouvrier résidant au village, par exemple — n'entre pas dans les comptes de la Mutualité s'il ne possède pas, par exemple, 9 ares de cultures maraîchères ou 40 ares de vigne, ou 1,5 hectare d'oliviers. On conçoit que, dans ce pays, cette méthode (excellente pour le but qu'elle poursuit) minimise la statistique des superficies cultivées.

Que nous apprennent ces deux séries de chiffres sur la répartition des cultures ?

Officiellement, les oliviers occupent 7.100 hectares, les terres labourables 3.100, la vigne 2.900, les cultures maraîchères et florales 2.900. D'après la Mutualité, donc, en ne comptant que les surfaces cultivées par les agriculteurs, on compte :

3.500 hectares de terres labourables et oliviers ;

1.800 hectares de vigne et arbres fruitiers ;

1.000 hectares de cultures maraîchères et florales (2).

Dans le système de cultures actuel, certains éléments sont des fossiles du système traditionnel que nous avons analysés dans la Première Partie ; d'autres sont des conquêtes récentes, les résultats de modernisation. D'où la division en deux parties distinctes de l'analyse qui suit.

A . LES ÉLÉMENTS DU SYSTÈME FOSSILE DE CULTURES.

L'éclatement de l'économie traditionnelle ne laisse plus subsister aujourd'hui que des éléments épars, fortement dégradés, de l'oléi-viticulture et de la céréaliculture.

(1) Car toutes ces cultures représentent le même nombre de journées de travail théorique à l'hectare (40 journées).

(2) Les trois communes du Var (Callian, Montauroux, Tanneron.) qui sont du ressort d'une Mutualité sans cadastre, ne figurent jamais dans les chiffres donnés comme extraits des Statistiques de la Mutuelle agricole.

a . Les oliviers.

Ils restent la trace la plus évidente d'un passé révolu. Les méthodes de culture, de fumure, de récolte n'ont pas changé : le spectacle qu'elles donnent aujourd'hui — quand les arbres ne sont pas abandonnés — est désuet et poétique à souhait, mais navrant. Car l'oléiculture n'est plus qu'une culture marginale : elle ne vaut pas, le plus souvent, la peine qu'on s'y donne. L'hectare d'oliviers peut rendre, en 1956, 15.000 à 40.000 francs par an (1) ; cela représenterait, en comptant le travail de l'exploitant (on ne fait guère de frais) au salaire normal de l'ouvrier agricole, un bénéfice... inférieur à zéro. En 1946 — et les ciseaux ont tendance à se fermer depuis par la croissance décalée des prix de revient et de vente — le prix de revient d'une récolte sur un hectare d'oliviers était déjà estimé à près de 20.000 francs (2).

On a aussi calculé, récemment, que le revenu de l'heure de ramassage des olives, pour le propriétaire, est d'environ 30 francs. Seule, une certaine pesanteur du marché local du travail, due à l'abondance des vieillards sans ressource et à la présence de jeunes filles sans emploi, permet, dans certains endroits, la récolte des olives.

Le déclin de l'olivier est général. Plus de jeunes plants, le quart des arbres dépassent 150 ans d'âge, moins du quart n'ont pas 50 ans ! Les arbres subsistent parce que l'arrachage est lent (parfois interdit) et aussi parce que la dernière guerre avait ranimé pour un temps le marché : la diminution est cependant d'au moins 2 % par an (3).

Selon la Statistique officielle, 8 communes ont encore plus de 200 hectares d'olivaie : Grasse, Contes, Callian, Mougins, Le Bar, Tourrette-sur-Loup, Vence et Tourrette-Levens. 13 ont moins de 100, dont les plus dépourvues sont Auribeau, Pégomas et La Roquette, La Colle, Saint-Paul et Villeneuve-Loubet, Colomars. Deux petites régions seulement restent un peu moins décadentes que les autres : le coteau préalpin occidental avec Cabris, Peymeinade, Montauroux — le haut Paillon avec Contes. Mais ni l'une ni l'autre n'ont vivifié, ou transformé l'oléiculture : tout au plus ont-elles modernisé et collectivisé l'usinage des olives récoltées.

(1) Concrètement, le double, mais seulement tous les deux ans.

(2) Enquête du Contrôle Economique, décembre 1946. Archives départementales du Var.

(3) Le gel de 1956, au moins dans la campagne grasseoise et sur le coteau occidental, précipite le déclin de l'oléiculture et rend plus triste encore le spectacle des olivaies.

b . La vigne.

La vigne a subi un destin mouvementé, et présente, en conséquence, des aspects assez divers : elle n'est pas aussi complètement « fossilisée » que l'olivier.

La vigne s'étend (statistique officielle) sur 2.900 hectares. C'est, en majorité, de la vigne à vin sans caractéristique et sans destination commerciale. Comme le microfondiaire s'attache plus facilement à sa vigne qu'à son olivaie, parce qu'il la travaille plus facilement et qu'elle lui fournit, sans intervention extérieure, un produit de consommation courante, la vigne est d'ordinaire assez soignée. Elle s'accommode fort bien, d'ailleurs, du travail qui lui est fourni, à la main et sans technique compliquée ; mais, presque sans engrais, elle rend peu. Le produit brut de cette culture familiale, dans les rares cas de commercialisation, est supérieur à celui de l'oléiculture : un hectare de vignes peut rapporter 150 à 300.000 francs, alors que le prix de revient de la culture — travail exclu — se situe entre 50 et 100.000 francs.

Les perspectives du marché national et international ont encouragé, à certaines époques, la production de raisin de table et il reste dans quelques communes un produit important, sinon toujours rémunérateur. Saint-Jeannet, spécialisé, montre de magnifiques treilles, mais déjà la culture y recule ; Biot célèbre chaque année la fête de ses raisins, au mois de janvier. Comme Valbonne, il cultive une espèce à conserver, le servan qui, rentré en chambres à l'automne, peut être jeté sur le marché à Noël. La concurrence étrangère, le prix élevé des multiples soins à donner pendant la saison de conserverie, ont malheureusement provoqué de nombreux déboires et, après quelques bonnes années, les producteurs essaient maintenant de se débarrasser le plus tôt possible de leur produit sur le marché local.

La vigne, même sous sa forme spéculative, n'est donc pas un élément dynamique du système de cultures. Elle occupe, dans la plupart des communes, même d'après la Statistique officielle, une place assez limitée : moins de 50 hectares dans 24 communes. Plus de 100 hectares y sont consacrés à Callian et Montauroux, à Grasse, Mougins, Mouans-Sartoux et Châteauneuf, à Valbonne, Biot et La Colle, à Vence et Saint-Jeannet. En tout, la vigne représente moins de 4 % de la surface régionale totale, bien moins que le cinquième des terres officiellement cultivées.

c . Céréales et légumineuses.

Céréales et légumineuses ne sont plus même des fossiles : ce sont des fantômes.

Pour nourrir les animaux de basse-cour et le rare cheptel vif, par habitude et sans soin particulier, des exploitants agricoles ensèmentent, dans presque chaque commune, quelques hectares de blé, d'avoine, de maïs ; le rendement en est des plus faibles, surtout lorsque la culture est faite dans l'oliveraie même ou entre les rangs de vigne — cas fréquent.

Un peu plus répandues sont les cultures de légumineuses : les fèves et les haricots restent chez les paysans comme chez beaucoup de petites gens des villages un élément de poids du régime alimentaire. C'est pourquoi nombreux sont au printemps les « carrés » de fèves, en été les « carrés » de haricots, plus ou moins arrosés, et qui donnent à manger sans nécessiter de dépenses considérables. Mais cela ne représente encore que quelques hectares autour des villages et des hameaux.

d . L'exploitation sylvo-pastorale.

La forêt ne joue pratiquement plus aucun rôle dans le système de cultures. Elle est abandonnée à elle-même — ce qui favorise plus la broussaille que la vigueur des fûts — aux rares exploitants forestiers et surtout aux incendies dévastateurs, de plus en plus fréquents. Comme le bois mort, les produits de cueillette, les buissons ne valent plus la peine qu'on se donnerait pour les ramasser — sauf pour la fabrication de quelques fagots destinés aux fours des boulangers — la forêt n'est plus nettoyée et se trouve dans un état déplorable. Quelques chênes verts, quelques chênes-lièges, de très rares chênes à feuilles caduques, l'émaillent, mêlés au pin d'Alep, l'arbre fondamental, souvent chétif et tordu. Encore faut-il s'estimer heureux quand la « forêt » a des arbres : il arrive souvent que le maquis reste seul maître du terrain.

Dans ces conditions, l'association élevage-forestage, pour le maintien de laquelle se battirent si opiniâtement les ancêtres, a, elle aussi, disparu.

L'élevage existe encore, pourtant. Près des villes, des laitiers, nourrissent leurs bêtes à l'étable avec le produit des prairies artificielles des vallées, continuent une tradition : ils portent parfois eux-mêmes le lait aux consommateurs citadins. Mais cette production, localisée le plus souvent sur le territoire des villes elles-mêmes (dans la campagne, se distinguent le Plan de Grasse, Pégomas, Mandelieu, Colomars, Drap, Contes), ne représente pas le quart de la consommation urbaine.

Quant à l'élevage ovin, il n'a presque aucune importance. Quelques communes laissent pâturer sur leurs rares herbages des moutons, transhumant de la montagne niçoise (Tende, et la Brigue surtout) ; 5 à 10.000 bêtes environ pâturent pendant les 6 à 8 mois « froids » dans la campagne azurée. Les troupeaux appartiennent soit aux montagnards, soit aux bouchers de bas-pays — à peu près jamais aux cultivateurs. Leur passage enrichit les terres, mais ne laisse guère d'autres traces qu'organiques.

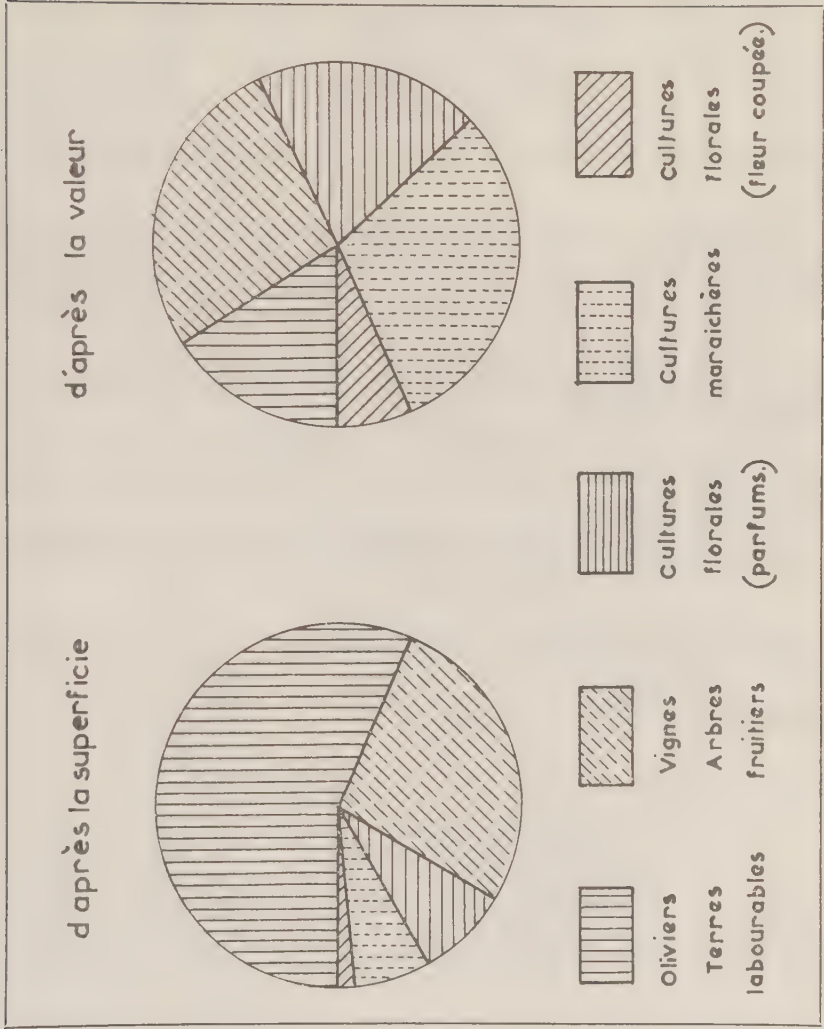


Que reste-t-il donc, en définitive, du système ancien de cultures ? L'olivier, en voie de lente disparition, la vigne à vin, « bricolée » plutôt que cultivée, quelques champs de blé et quelques carrés de fèves, une vingtaine de troupeaux de moutons — rien qui compte dans un système agricole moderne ! Mais la présence de ces éléments, occupant d'importantes surfaces dans une région peu dotée en espace cultivable, impose à l'agriculture d'aujourd'hui une tournure particulière : l'actuel système de cultures *associe* ces éléments agonisants aux éléments les plus spéculatifs, de technique avancée, qui représente la vraie source des revenus agricoles.

La statistique dressée d'après les documents de la Mutualité Agricole donne en effet la répartition suivante d'après les surfaces (1) :

(1) Catégorie 1 : cultures maraîc. intensives, fleurs coup.	coef. 1.200
2 : cultures légumières	— 600
3 : cultures de fleurs à parfum et mimosa	— 400
4 : arbres fruitiers, vigne à vin et à fruits	— 140
5 : plantes sarclées, terres labourables, oliviers	— 40
6 : bois et forêts	— 2

Les coefficients (dits journée de travail théorique) servent à calculer la cotisation de l'adhérent, qui se calcule d'après le coefficient de base personnel, c'est-à-dire la somme des produits des surfaces de culture par les coefficients afférents.



Graphique n° 62. — La répartition des cultures, selon les statistiques de la Mutualité Agricole, dans la campagne azuréenne.

<i>Catégories</i>	<i>Cultures</i>	<i>Hectares</i>	<i>% des cultures</i>
5	Oliviers, terres	3.425	56
4	Vigne, arbres fruitiers	1.726	28
3	Fleurs à parfums	450	8
2	Cultures maraîchères	430	7
1	Fleurs coupées	56	1
—	Bois, landes et friches déclarés	10.900	—

Les éléments du système traditionnel de culture qui forment toute la catégorie 5 et une partie de la catégorie 4 ont une majorité considérable. Près d'eux, les cultures jardinaoires n'ont qu'une faible importance (graphique n° 62).

Mais si, d'après la même statistique, on dépasse la notion de surface pour approcher de celle de valeur, la répartition change complètement.

D'après le calcul en coefficients (journées de travail), donc, plus ou moins, en valeur, les diverses cultures se distribuent ainsi (cf. graphique) :

Les cultures du système traditionnel perdent leur prééminence au profit des cultures spéculatives nouvelles.

<i>Catégories</i>	<i>Cultures</i>	<i>Nombre de journées (Coefficient de base)</i>	<i>%</i>
5	Oliviers, terres	137.000	16
4	Vignes, arbres fruitiers	241.640	27
3	Fleurs à parfum	180.000	20
2	Cultures maraîchères	258.000	30
1	Fleurs coupées	67.200	7

B . LES CULTURES SPÉCULATIVES NOUVELLES.

Dispersées, souvent même dérobées, les cultures maraîchères, fruitières et florales apportent à l'agriculteur moderne l'essentiel de ses revenus.



Carte n° 35. — Les cultures maraîchères et florales.

D'après la Statistique officielle de 1954, ces cultures occupaient environ 5 % du territoire total, soit un peu moins du cinquième du territoire cultivé : 2.900 hectares. Mais ce nombre représente le double de celui donné par la Statistique de la Mutualité Agricole, qui n'enregistre que 1.100 hectares en cultures maraîchères et florales, plus de 3 ou 400 hectares en fruitières.

La répartition géographique des cultures maraîchères et florales (l'arboriculture fruitière étant confondue dans la Statistique avec l'oléiculture) montre un nombre limité de concentrations importantes, à côté des surfaces très réduites présentées par la plupart des communes (carte n° 35). La région grasse-cannoise domine, et de très loin : Grasse et Mougins consacrent chacun plus de 300 hectares de leurs vastes terroirs à ces cultures spécialisées — tandis que la plaine de la Siagne, avec Pégomas, La Roquette et Mandelieu, en compte près de 700 hectares, et et des dizaines d'hectares de pêcheurs. Les surfaces consacrées aux cultures maraîchères et florales dans la région grasse-cannoise représentent environ la moitié de la superficie totale qu'elles occupent dans la campagne azuréeenne.

A l'ouest, les plantes à parfum du coteau préalpin, le mimosa du Tanneron, tiennent une certaine place ; à l'est, le pauvre plateau valbonnais crée un vide avant la campagne vengoise. Celle-ci, sans atteindre l'importance de la campagne grasse, offre des étendues appréciables de cultures spécialisées : beaucoup d'arbres fruitiers dans le terroir de Vence et la plaine du Var, des fleurs et des légumes en abondance dans les communes sublittorales du bas-pays vengois. La rive gauche du Var, enfin, est pauvre : Tourrette-Levens et Contes, avec une cinquantaine d'hectares chacun, s'y distinguent seuls.

La localisation géographique des cultures spécialisées coïncide donc assez bien avec diverses localisations de « richesse », déjà repérées.

a . Les cultures fruitières.

Les cultures fruitières trouvent dans la campagne azuréeenne des conditions climatiques très favorables (ensoleillement et absence de brouillards), des conditions de sols très diverses, mais souvent mauvaises (forte teneur en calcaire actif et texture argileuse), des conditions sociales négatives (absence de grandes exploitations-modèles et de main-d'œuvre). Aussi n'utilisent-elles pas, et de loin, toute leur aire virtuelle. Seuls, quelques terroirs sont spécialisés en arboriculture à destination commerciale.

De petits vergers de pêcheurs parsèment la campagne vengoise où la culture fruitière a connu un certain essor depuis l'entre-deux-guerres ; mais l'espèce habituellement cultivée ne fournit qu'un rapport très faible, car la date de la récolte (en pleine saison) lie étroitement la production au marché régional. Certaines années, la valeur de la pêche n'égale pas le prix de son ramassage. Par contre, dans les vallées alluviales, la production scientifique des pêches, sélectionnées à la récolte, peut affronter le marché national et réussit en général à rapporter des revenus intéressants.

Les cerisiers, presque toujours dispersés, constituent une culture des plus faciles, mais une spéculation délicate : la nécessité d'une main-d'œuvre nombreuse pour le ramassage fait de la cerise une production typiquement familiale. Elle se développe encore et connaît même un essor depuis la guerre, dans l'arrière-pays niçois (Tourrette-Levens, Châteauneuf-de-Contes).

La culture des fraisiers, depuis peu d'années, trouve une faveur certaine parmi les cultivateurs. Son produit n'alimente pas que le marché local, mais, précocement, approvisionne le marché national. La fraise de Tanneron, qui peut mûrir dès le mois de février, provoque des défrichements importants (*photo n° 15*) et s'associe bien à la plantation de mimosas : pendant que les mimosas grandissent, les fraises constituent sur le même terrain une appréciable source de revenus. Ailleurs, les fraisiers s'installent sur les planches de polyculture traditionnelle : à Tourrette-Levens notamment, la fraise est devenue la spéculation essentielle.

b . Les cultures maraîchères.

Les cultures maraîchères, comme les cultures fruitières, sont réparties dans tous les terroirs, exploitées familialement pour le ravitaillement familial et pour le marché local. Mais, en dehors de cette économie marginale, certaines zones bien placées ont pris un caractère purement spéculatif : la plaine de la Siagne à La Roquette et Pégomas, le Plan de Grasse, la plaine intérieure de Villeneuve-Loubet, la plaine du Var. Primeurs, haricots, salades, courgettes, tomates, etc., affluent sur les marchés urbains locaux pendant toute l'année — mais sans arriver (sauf pour quelques productions d'hiver) à les saturer.

Ni les cultures fruitières ni les cultures maraîchères ne sont en général rationalisées (les exploitations scientifiques sont très rares) ; leur production et leur commercialisation ne sont pas

organisées. Il s'agit d'une agriculture de « circonstance », à la courbe très irrégulière, statistiquement insaisissable. En tout état de cause, son rôle social est secondaire. Il n'en va pas de même des cultures spécialisées traditionnelles du pays : les cultures florales.

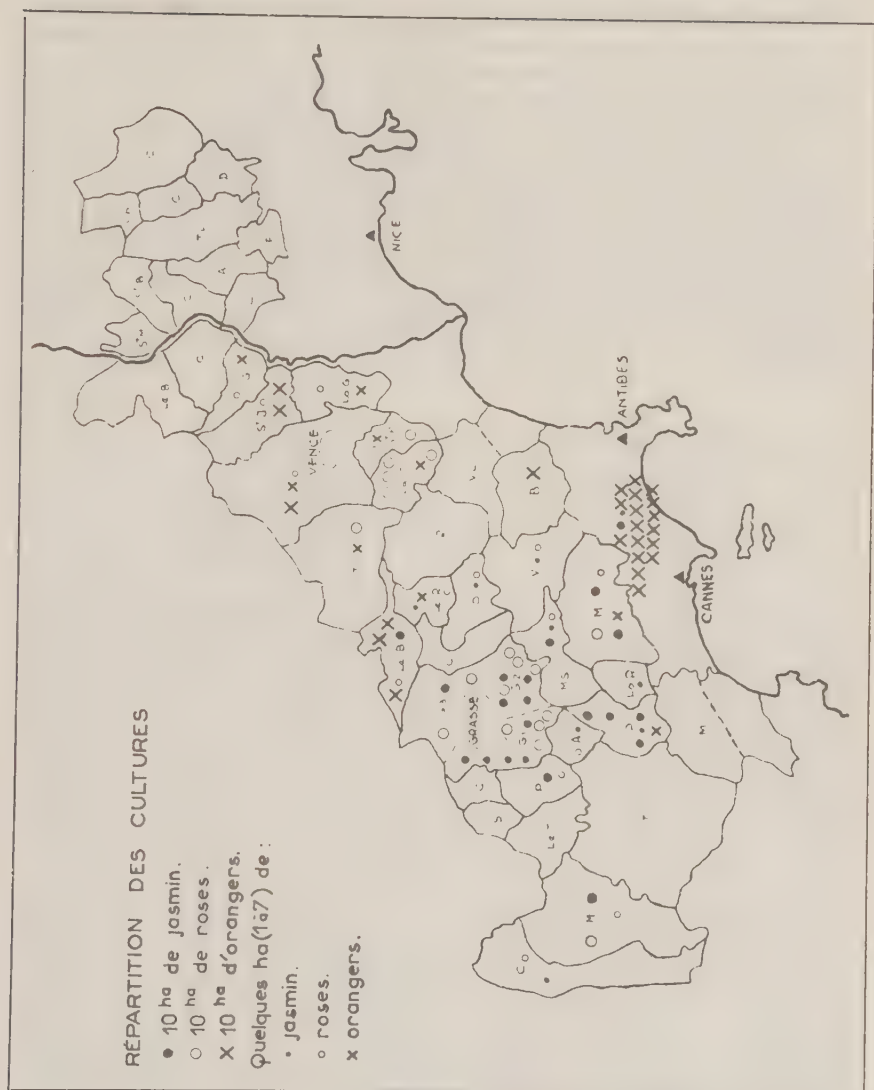
c . La fleur à parfum.

La fleur à parfum est la culture commerciale dominante de la région grasse. Elle n'occupe pas une surface très considérable (moins d'un millier d'hectares), mais représente une source de travail et de revenus plus importante que les autres activités agricoles. Outre 50 hectares de plantes diverses (basilic, cassie, chèvrefeuille, estragon, genêt, géranium, immortelles, jonquilles, laurier, lys, menthe, narcisses, sauge sclarée, tubéreuse, verveine, violettes), on compte 300 hectares d'orangers, 280 hectares de jasmin et 250 hectares de roses-de-mai. Très sensibles à la conjoncture commerciale comme aux conditions climatiques, ces productions subissent des variations très rapides. Mais, du fait des conditions techniques, leur extension change peu (1938 : roses 200 hectares, jasmin : 300 hectares, orangers : 400 hectares).

Car la mise en culture des plantes à parfum n'est pas une petite affaire. L'oranger « bigaradier » commence à produire dix ans après la plantation et se trouve en pleine production vers vingt et trente ans. Peu exigeant pour les sols, ne nécessitant pas d'irrigation, l'oranger est installé sur les planches les plus ensoleillées et les mieux abritées ; mais les fortes gelées le mettent en péril : le gel de février 1956 en a anéanti une centaine d'hectares.

Le jasmin réclame des soins d'établissement et d'entretien très considérables, des terres profondes, bien exposées et irrigables. La création d'une plantation nécessite un défonçage à 80-90 centimètres : le treuil tirant une charrue ne remplace pas toujours dans cette opération l'homme, qui ne peut travailler qu'une vingtaine de mètres carrés par jour. Le nivelage du terrain, la plantation, le greffage du *Jasminum Grandiflorum* sur le jasmin commun, sont des travaux pénibles et lents. Le jasmin n'est en pleine production qu'à la quatrième année, mais la plante peut durer longtemps. Il faut enfin au jasmin des façons culturales annuelles minutieuses et nombreuses, dont bien peu peuvent être mécanisées.

Le rosier-de-mai, cultivé franc de pied, commençant à donner dès la seconde année, est la moins astreignante et la plus souple des trois grandes cultures florales destinées à la parfumerie.



Carte n° 36. — Les cultures de fleurs à parfum.

Elle n'exige pas l'irrigation, se contente d'un défonçage à 50 centimètres, mais réclame, outre labours et binages, une longue taille (26 journées par hectare) et la longue ligature des arceaux (32 journées par hectare).

Ainsi, les conditions techniques de la culture florale, imposent la stabilité des exploitations et l'emploi de nombreuses heures de travail. A ce titre, elles contribuent sûrement au maintien en place de ce qui reste d'agriculteurs dans la région.

L'oranger est cultivé par environ deux mille producteurs. La seule commune littorale de Vallauris compte plus de la moitié des arbres entretenus : 168 hectares. Le Bar-sur-Loup en a 29, Saint-Jeannet 19, Vence 14, Saint-Laurent-du-Var 12. Les autres terroirs en ont moins de 10 hectares. L'oranger décline fortement et on n'envisage pas de remplacer les vergers récemment détruits. La production de fleurs, qui était de 1.500.000 kilos en 1938 et de 1.050.000 kilos en 1946, est la suivante :

En 1952.....	1.024.000 kilos
En 1953.....	875.000 kilos
En 1954.....	616.000 kilos
En 1955.....	580.000 kilos
En 1956 (gel)	2.400 kilos
En 1958.....	320.000 kilos

La calamité de 1956 redressera peut-être la situation économique de l'oranger, concurrencé « à mort » par les cultures de Calabre et d'Afrique du Nord. Mais les petits propriétaires — il n'y a pas d'exploitation importante — quoique groupés pour la plupart dans la vieille coopérative Nérolium qui les défend contre les industriels, ne semblent pas de taille à lutter. Les prix qui leur sont payés ont pourtant augmenté : 100 francs en 1950, 155 francs en 1951, 145 francs en 1954, 225 francs en 1955, 380 francs en 1958. Mais les charges de la cueillette et de l'entretien sont trop lourdes en dehors du travail familial.

Le jasmin est mieux placé : il constitue la principale source d'« argent frais » du cultivateur de la région grasse. Il produit, pour le rendement habituel de 3.000 kilos par hectare, environ 1.800.000 francs. Défalquant 600.000 francs au moins de frais de récolte et environ autant de frais de culture, il resterait un bénéfice net de 600.000 francs par hectare — c'est-à-dire, mesure plus commune pour les exploitations de jasmin, 60.000 francs pour une plantation de 1.000 mètres.

On compte environ 2.000 producteurs de jasmin, sur lesquels six seulement possèdent une grande exploitation (1 à 8 hectares). 99,5 % des producteurs de jasmin en cultivent moins d'un hectare ! Géographiquement, ils sont concentrés dans un nombre

restreint de communes de la région grasse : la commune de Grasse à elle seule contient 40 % des 250 hectares consacrés au jasmin. Pégomas, ensuite, en contient 18 % (45 hectares). Mougins, Vallauris, Mouans-Sartoux, Montauroux, Le Bar-sur-Loup, sont les seules autres communes productrices importantes (carte n° 36).

La production de jasmin se stabilise aux environs de 700.000 kilos. Elle avait atteint 1.600.000 kilos en 1929, mais dès 1938 était revenue à 750.000 kilos, chiffre retrouvé en 1946. Depuis, la production oscille entre 600 et 800.000 kilos. Le prix payé au producteur est en nette augmentation : 365 francs par kilo en 1950, 465 francs en 1951, 495 francs en 1954, 525 francs en 1955, 590 francs en 1956, 750 francs en 1958. Mais, quoique le jasmin grasse soit le plus coté en parfumerie, l'équilibre commercial de la culture ne se maintient que difficilement. Car la Sicile et la Calabre concurrentes peuvent livrer du jasmin dont le rendement cultural est double (6 à 700 kilos par hectare), récolté par une main-d'œuvre payée moitié moins cher qu'en France.

La rose-de-mai, enfin, cultivée par 1.500 producteurs sur 250 hectares, est maintenant la plus rémunératrice, car elle ne nécessite pas les investissements et les frais de culture du jasmin et, très recherchée par les parfumeurs, elle est bien payée. Le kilo de roses, parti de 100 francs en 1950, est monté à 200 francs en 1953, 220 francs en 1954, 240 francs en 1955 et 1956, 290 francs en 1958. La cueillette ne représente que le sixième du prix de vente, au lieu du tiers dans le cas du jasmin. Les travaux de plantation et d'entretien sont plus à la portée d'une petite main-d'œuvre familiale. Aussi, même si, théoriquement, la culture de la rose n'est pas aussi rémunératrice que celle du jasmin (frais de culture 290.000 francs, frais de cueillette 120.000 francs ; produit brut 720.000 francs à l'hectare, donc, bénéfice : 310.000 francs), pratiquement elle se trouve accessible aux plus petits exploitants et, pour eux, constitue une culture avantageuse.

La localisation géographique de la culture de la rose-de-mai n'est pas moins précise que celle des autres cultures florales, mais elle comporte une exception, La Colle-sur-Loup, qui est située un peu à l'écart de la concentration habituelle. Grasse (102 hectares) à elle seule, fait 40 % de la surface cultivée en rosiers ; pourtant, La Colle-sur-Loup est considérée comme la capitale des roses : elle en cultive 37 hectares et ses producteurs se serrent dans une vieille et efficace coopérative. Entre 10 et 15 hectares, on trouve Saint-Paul, Montauroux, Mougins, Pégomas, Mouans-Sartoux, Tourrette-sur-Loup. Une douzaine d'autres communes sont de petites productrices. (1)

(1) Production en 1958 : 400.000 kilos.

Les cultures de plantes à parfum représentent-elles l'activité agricole la plus importante de la campagne azurée ? Elles n'occupent qu'une fraction limitée des terres cultivées et sont concentrées dans une petite zone.

La rive gauche du Var les ignore. Pourtant, on peut considérer qu'avec 750 millions de francs, elles représentent près de la moitié du produit brut de toute l'agriculture régionale. De plus, l'organisation économique et professionnelle des producteurs de plantes à parfum leur donne un poids et une importance sans égal parmi les cultivateurs. En effet, quatre grandes coopératives et plusieurs coopératives locales effectuent la concentration du produit et fournissent aux paysans les engrais et le matériel dont ils ont besoin. Un « Groupement Interprofessionnel des Fleurs et Plantes Aromatiques » (G.I.F.P.A.) rassemble producteurs, coopératives et industriels pour fixer les dates du début et de la fin des récoltes, les prix d'achat de la fleur, pour agir éventuellement sur le marché et pour orienter la culture. Quatre mille producteurs ont leur sort lié directement au G.I.F.P.A., à l'évolution de l'industrie des parfums.

De la même façon, deux cents producteurs de *mimosa*, étroitement spécialisés, dépendent du syndicat des exportateurs qui siège à Cannes et se trouve dominé par quelques grosses entreprises. Les « mimosistes » sont des industriels et des commerçants : le forçage en usine de la fleur, son emballage, son expédition sont sans conteste les opérations les plus importantes du cycle économique. Les mimosistes ont souvent leurs propres plantations, mais la culture s'effectue aussi par l'intermédiaire de petits et moyens exploitants qui se bornent à entretenir la mimosaie : ils vendent sur pied la récolte pour un prix fixé à l'avance et laissent l'industriel s'occuper du ramassage, du forçage, de l'expédition. La plantation leur demande ainsi peu de travail : labour, taille.

Le mimosa occupe environ un millier d'hectares sur les collines cristalophylliennes du Tanneron et des « maures » cannoises, à Biot, Contes et Berre — c'est-à-dire sur les marges de la région étudiée. Son extension, sur les défrichements accélérés, est assez rapide. Mais il reste très localisé et ne concerne que quelques dizaines de spécialistes. Le mimosa ne fait pas partie du système général de cultures.

d . La fleur « coupée ».

On ne peut dire la même chose de la culture de la fleur « coupée », pourtant à ses débuts dans la région et encore fort peu étendue. Car la fleur coupée s'intègre dans le système.

La fleur coupée est l'objet essentiel de la culture dans la zone littorale : dans les vastes terroirs de Nice et d'Antibes, elle occupe plusieurs centaines d'hectares d'exploitation intensive répartis entre 3.000 horticulteurs environ. Son produit brut ne souffre pas de comparaison avec celui de l'agriculture intérieure, puisqu'il doit atteindre une dizaine de milliards de francs.

Cette horticulture s'était longtemps tenue à proximité des grandes villes littorales, mais tout récemment elle a fait son apparition dans la campagne de l'arrière-pays.

A partir de 1950-1953, — et avec un nouvel essor en 1955-1957 — la pression centrifuge exercée par l'expansion urbaine, et les perspectives favorables du marché, ont favorisé les tentatives pionnières : les horticulteurs littoraux colonisent des terroirs nouveaux et les paysans locaux s'essayaient à les imiter.

Dès le début, cette culture nouvelle revêt donc deux aspects différents.

Correspondant à des investissements extérieurs, des installations modernes s'édifient dans la campagne. Elles ne sont pas à la portée des paysans : une installation comportant deux serres permanentes et trois serres amovibles (4.000 mètres carrés couverts), représente en effet un capital de près de 5 millions.

L'horticulture campagnarde a commencé d'une façon modeste. Défrichement sommaire ou labour hâtif sous les oliviers, défense primitive contre les intempéries par de simples paillassons, système d'arrosage sans précision, les méthodes de culture témoignent de la faiblesse des investissements. Bien plus : un certain nomadisme destiné à éviter l'épuisement et l'infection des sols n'est pas inhabituel.

Le produit en est beaucoup moins beau que la fleur scientifiquement poussée, bien que parfois plus robuste. L'œillet de l'intérieur est de seconde catégorie — un « œillet de pauvre » dit-on parfois. Aussi sa culture a-t-elle soulevé, au début, les plus vives protestations des professionnels, qui craignent la concurrence. Mais, à l'étonnement général, l'œillet-du-pauvre s'est fait sa propre place sur le marché et son développement n'est plus dénoncé que par ceux qui regrettent les défrichements et les arrachages d'oliviers.

Dans un cas comme dans l'autre, la fleur coupée représente sans conteste le produit de la terre le plus rentable dans cette région : une exploitation d'œillets, sur 1.500 mètres carrés, peut procurer un revenu brut annuel de 300 à 350.000 francs.

Biot a été l'un des premiers terroirs de l'expansion. Plusieurs Antibois ont acquis, derrière le village, sur de vieilles planches de culture et jusqu'en plein bois, des terrains bon marché : ils défrichent, arasent, construisent, installent. Quelques petits

cultivateurs tentent leur chance auprès d'eux ; et les Biotois eux-mêmes, enfin, s'y mettent. L'arrivée récente d'eau d'irrigation sous pression dans presque tous les quartiers les incite en effet à abandonner les cultures traditionnelles (ils arrachent même le raisin de table à conserver).

En 1957, une quarantaine d'exploitants produisent des œillets sur le territoire de Biot. 20 sont des Biotois d'origine ; quelques-uns ont des serres (3 serres en moyenne), d'autres cultivent en plein air. 18 autres producteurs viennent de l'extérieur. 5 d'entre-eux ont installé les plus belles exploitations, notamment un Italo-Cagnois qui a construit en pleine forêt un magnifique ensemble vitré. Les 13 petites et moyennes exploitations horticoles non biotoises se répartissent entre 5 Antibois, 4 Niçois, 2 extra-régionaux, 1 Cagnois et 1 Italien. Le mouvement est en plein essor : on dit même que les fleuristes du Cap d'Antibes envisagent de vendre leurs terrains et devenir s'installer à Biot.

L'exode des Niçois vers l'intérieur est déjà commencé : fuyant les sols de Fabron, infestés de verticilliose, les horticulteurs de la rive gauche ont acheté de la terre dans l'arrière-pays niçois, mais surtout dans les collines dominant la rive droite du Var (commune de La Gaude, *photo* 16). Les sols vierges y ont été rapidement défrichés, des métayers italiens installés : l'ensemble est une annexe de l'horticulture niçoise.

Plus à l'intérieur, on trouve dans presque chaque commune, quelques nouveaux horticulteurs (1) ; mais un seul terroir lointain (mis à part Vence qui cultive des roses depuis longtemps) se détache : Tourrette-sur-Loup. Grâce à l'arrivée récente d'eau d'irrigation par le canal de la Gravière, 4 « capitalistes » étrangers (2 Suisses, 1 Belge, 1 Hollandais) ont installé des serres, tenues par des fermiers spécialisés.

L'initiative en revient à un ancien ouvrier horticulteur de Saint-Laurent-du-Var qui, engagé à Tourrette comme métayer, y introduit les œillets. Il épouse une fille du pays, et quatre de ses six beaux-frères se mettent à sa suite à l'horticulture. Actuellement, la plupart des exploitants locaux cultivent quelques fleurs pour leur compte : œillets, anémones, glaïeuls.

Il ne s'agit là que de cultures rudimentaires. Et, dans ce domaine, les progrès sont encore plus rapides. Pas un terroir n'y échappe. A Saint-Jeannet, on arrache la magnifique vigne pour tenter de l'œillet ; à Saint-Paul, vigne et artichauts sont abandonnés, mais la culture florale donne à la campagne une nouvelle activité (il est vrai que ce sont souvent des métayers

(1) On rencontre, parfois, des serres perdues dans le paysage traditionnel. Voir *photo* 17.

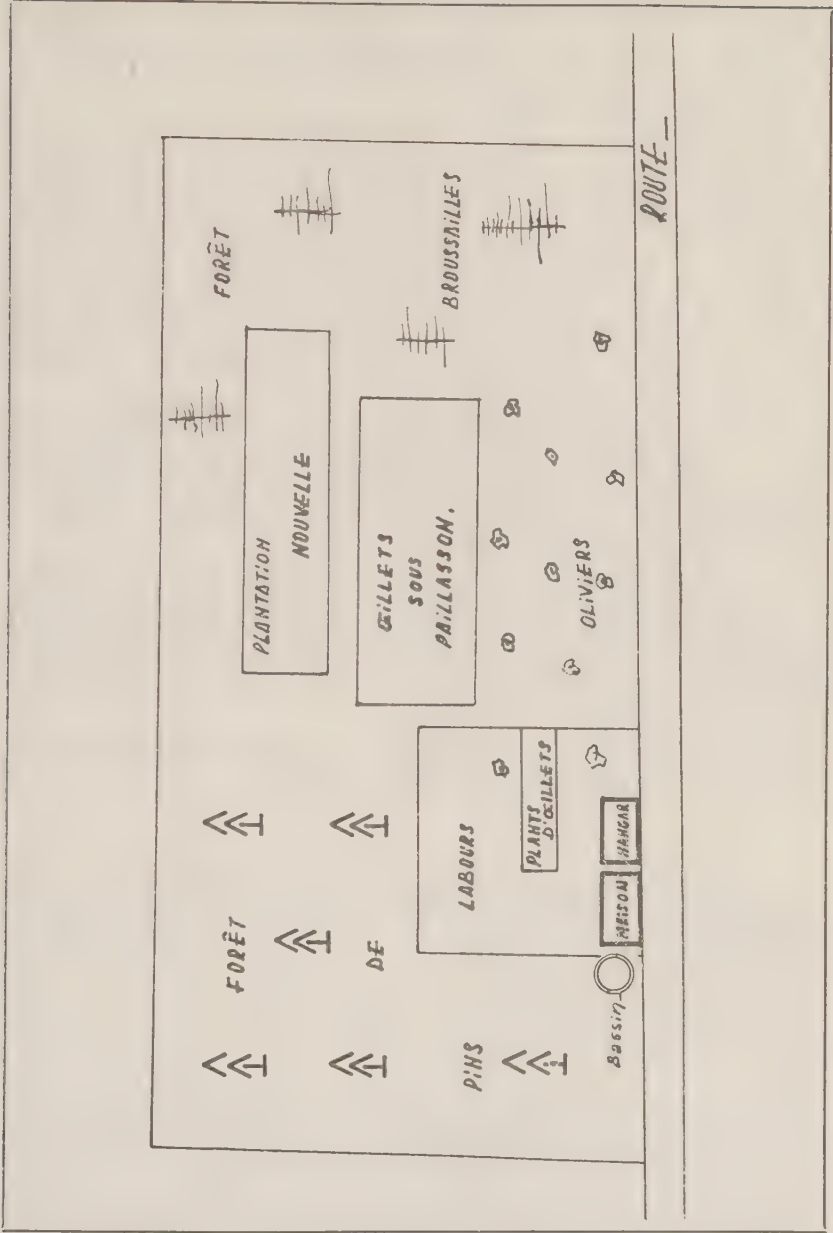


Figure n° 63. — Plan d'une exploitation horticole pionnière à Carros.

italiens, venus de Nice ou de Cagnes qui la pratiquent). A Falicon, Colomars et jusqu'à Aspremont, grâce à l'eau de la Vésubie, fleurissent des œillets. Les *photos* 9 et 10 montrent à quel point ce sont des cultures pionnières : le défrichement en pleine forêt, pour une parcelle si petite soit-elle, ne répugne pas aux nouveaux horticulteurs.

Observons à Carros une de ces exploitations. Sous la route, sur une pente forte, le bulldozer a mis à plat, dans les oliviers et la forêt de pins, trois espaces de 500 mètres carrés chacun. L'un contient la maison en construction (on habite dans le chantier), le hangar, le bassin d'irrigation, les semis d'œillets ; l'autre porte la plantation de l'année dernière, abritée sous paillassons ; sur la troisième s'étend la plantation nouvelle. Les exploitants, un couple d'Italiens venus directement de leur pays, travaillent d'arrache-pied, mais se déclarent satisfaits du résultat (graphique n° 63, *photo* 18).

La culture de la fleur coupée introduit un élément nouveau dans le paysage habituel. Mais on ne comptait en 1956 que quelques centaines d'exploitants s'adonnant dans la campagne à l'horticulture ; et la plupart d'entre eux intégraient ce nouvel élément à leur ancien système de culture.

Aussi peut-on dire qu'actuellement et pour quelques années encore sans aucun doute, le système de culture général dans la campagne azurée reste basé sur la coexistence des éléments fossiles, occupant une large place et produisant peu, et des éléments spéculatifs modernes, occupant peu de place, mais fournissant l'essentiel des revenus.

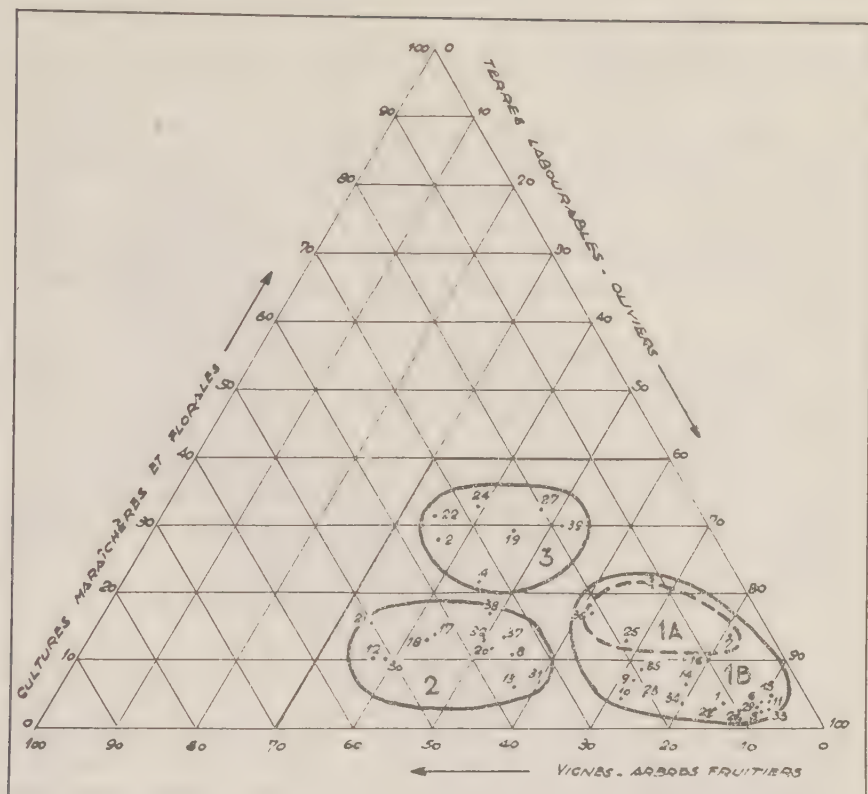
Nous le vérifierons maintenant par une étude statistique à l'échelon des communes et des exploitations.

3 . ÉTUDE STATISTIQUE DU SYSTÈME DE CULTURE.

A . A L'ÉCHELON COMMUNAL.

Le système de culture peut être scientifiquement connu grâce à l'exploitation rationnelle d'une Statistique tirée des Cadastres d'exploitations de la Mutualité Agricole.

Le graphique triangulaire représente pour chaque commune, la place relative des catégories 5, 4 et 3, 2, 1 — c'est-à-dire, en gros, des oliviers, de la vigne, des cultures maraîchères et florales.



Graphique n° 64. — Types communaux de systèmes de cultures

L'importance gardée par l'élément primordial du système fossile apparaît dès l'abord, par le groupement de tous les points dans le bas du triangle : toutes les communes ont plus de 30 % en 5, et la plupart même plus de 50 %. Par contre, presque tous les points restent vers la base du côté de la catégorie 4 : la plupart des communes n'ont pas 40 % de vignes et d'arbres fruitiers. Enfin, le groupement le plus significatif est celui de la moitié des points à proximité immédiate de la base 3-2-1 : il prouve que plus de la moitié des communes ont moins de 10 % de leur surface exploitée consacrés aux cultures maraîchères et florales.

Trois types principaux de communes se dégagent de cet ensemble, dont la cohérence mérite surtout d'être soulignée puisqu'aucun point ne sort d'un trapèze qui représente 40 % de la surface du triangle.

1° **Premier type.** — Le système fossile domine largement.

Sous-type A : plus de 70 % d'oliviers, terres labourables et plantes sarclées, moins de 10 % de cultures maraîchères et florales, moins de 25 % de vignes et arbres fruitiers.

Spéracédès, Drap, Châteauneuf-de-Contes, Le Broc, Cabris, Saint-Blaise, Roquefort, Aspremont, Le Rouret, Contes, Falicon, Le Tignet, Tourrette-Levens, Castagniers, Opio, Châteauneuf-Grasse.

Ce groupe comprend les terroirs où l'agriculture se meurt, en restant fidèle à la tradition, que la commune vive par une nouvelle fonction (résidentielle : Drap), ou se vide peu à peu (Châteauneuf-de-Contes).

Sous-type B : les cultures maraîchères (à Cantaron) et florales (fleurs à parfum) se sont faites une petite place au sein de l'agriculture traditionnelle, représentant plus de 10 % de la superficie cultivée.

Peymeinade, Le Bar, Tourrette-sur-Loup, Cantaron.

2° **Second type.** — La viticulture et l'arboriculture contrebalancent l'oléiculture traditionnelle. La place des cultures maraîchères et florales se développe. Chacune des communes de ce type a sa particularité. Parfois, une grande partie du terroir est transformée ; d'autres fois, la spécialité est limitée à un secteur précis. Et le dynamisme n'est certes pas identique dans tous les cas.

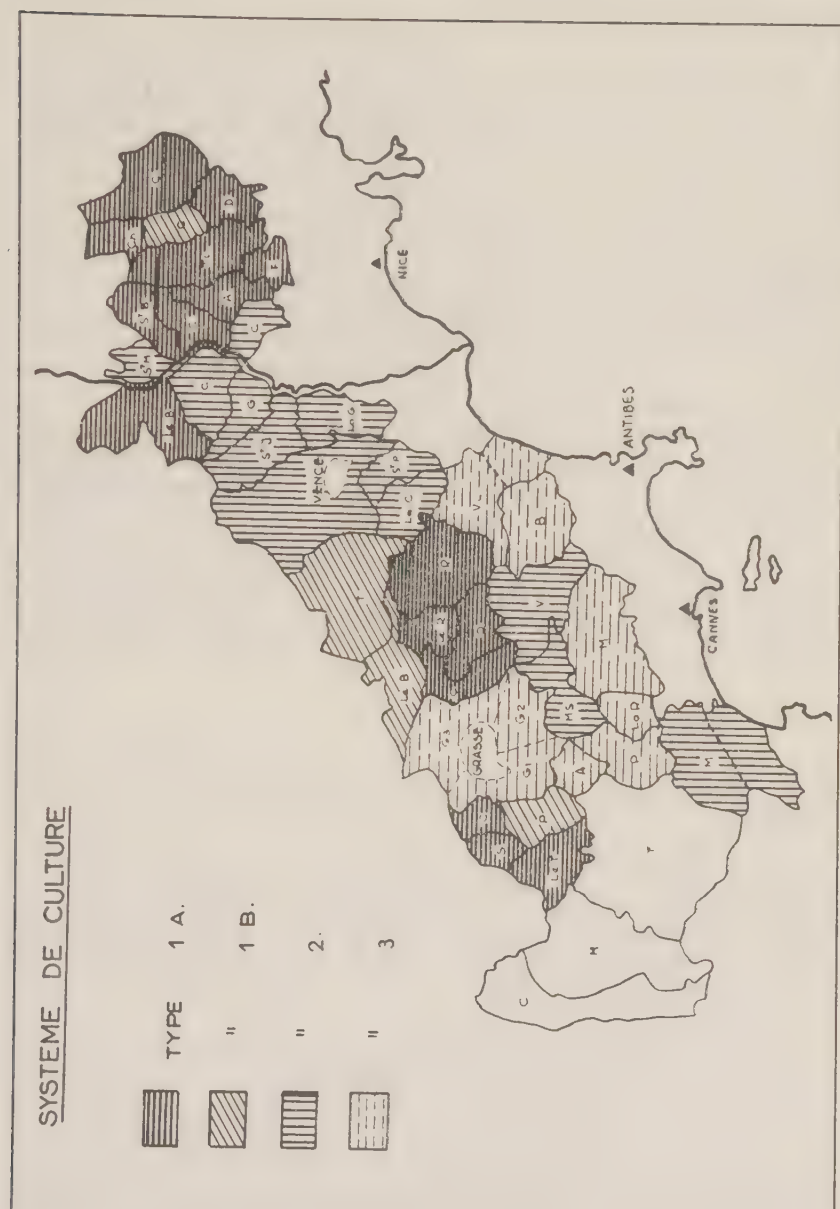
Valbonne, Saint-Jeannet (raisin à conserver, en déclin).

Mouans-Sartoux, La Colle, La Gaude, Saint-Paul (vigne et fleurs).

Saint-Martin, Colomars, Carros, Gattières (vergers dans la plaine du Var).

Mandelieu (vergers et mimosaias).

3° **Troisième type.** — Groupé au centre du graphique, il est caractérisé par un certain équilibre numérique entre les trois éléments : cela signifie que les cultures spéculatives ont pris une importance considérable. La vigne, les arbres fruitiers et les cultures maraîchères et florales occupent plus de place que les restes du système traditionnel de culture. Peu de terroirs atteignent ce relativement haut niveau de modernisme et de rentabilité.



Carte n° 37. — Les divers types de systèmes de cultures.

Auribeau, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Grasse, Mougins, Biot, Villeneuve-Loubet.

Ces différents types se distribuent géographiquement d'une façon assez nette. (Les communes du littoral, laissées en blanc, ressortiraient à un quatrième type, où les catégories 3-2-1 seraient majoritaires.)

Le premier type a son bastion sur les collines de la campagne niçoise, encore couvertes d'oliviers et peu aptes à se transformer ; il règne aussi sur la plus grande partie du canton du Bar, pauvre en eau, et sur le coteau préalpin, à l'ouest de Grasse.

Le second type est fortement implanté dans la campagne vençoise, d'où il déborde par deux fois outre Var. Il fait tache, enfin, dans la campagne cannoise.

Mais la campagne cannoise et grassoise est vouée au troisième type : la plus riche zone agricole dessine en effet comme un pont entre les deux villes. Seul le groupe de Biot-Villeneuve ne s'y rattache pas. (Carte n° 37.)

Telles sont les premières considérations géographiques qu'on peut tirer de la Statistique de la Mutualité Agricole ; mais la connaissance réelle du système de culture nécessite un examen plus approfondi, au niveau de l'exploitation cette fois.

B . A L'ÉCHELON DE L'EXPLOITATION.

La spécialisation, en effet, pourrait se situer à ce niveau unitaire. Si la plupart des exploitations pratiquaient la polyculture traditionnelle. Et si quelques-unes avaient implanté sur une vaste échelle les cultures spéculatives, le total communal ne changerait pas ; mais la définition du système de culture serait bien différente.

Cette hypothèse est immédiatement contredite par l'examen des statistiques à l'échelon de l'exploitation.

La plupart des 6.000 exploitants agricoles cotisant à la Mutualité Agricole dans la campagne azuréenne, détiennent tous les éléments principaux du système de culture, 87 % d'entre eux ont des oliviers, terres labourables, etc. (catégorie 5), 60 % ont de la vigne ou des arbres fruitiers, plus de 50 % ont des cultures maraîchères et florales (les cultures de plantes à parfum sont exécutées par 39 % des exploitants, les cultures maraîchères par 37 %, les cultures florales (fleur coupée) par 13 %). 95 % des

exploitants, enfin, ont sur le terrain dont ils disposent du bois ou de la friche.

Ce résultat, calculé sur l'ensemble des communes, est illustré par le tableau suivant, qui donne, pour les 12 communes-types choisies parmi les quatre groupes, le pourcentage d'exploitants pratiquant les diverses catégories de cultures :

Communes	Type	Pourcentage des exploitants pratiquant les cultures			% d'exploitants ayant du bois ou de la friche (catégorie 6)
		d'oliviers (catégorie 5)	de vigne et fruitiers (catégorie 4)	maraisières et florales (catégories 3-2-1)	
Cabris	1 A	94	40	25	93
Tourrette-Levens	1 A	98	94	71	100
Castagniers	1 A	94	70	40	96
Tourrette-sur-L...	1 B	91	75	81	96
Le Bar-sur-Loup.	1 B	93	80	77	98
Cantaron	1 B	81	35	58	100
Gattières	2	91	85	59	95
La Colle-sur-L...	2	79	92	62	98
Valbonne	2	70	84	12	93
La Roquette-s.-S.	3	81	64	65	88
Biot	3	85	70	65	94
Grasse	3	84	86	75	99

Plus détaillé encore, un sondage pratiqué dans la plus vaste commune de la campagne, qui est aussi la plus développée au point de vue agricole, Grasse, fait toucher du doigt le système individuel de culture. L'étude des 86 moyennes et importantes exploitations grassoises (coefficient de base supérieur à 400) montre que 60 d'entre elles comptent des terres entrant dans les cinq catégories, de 6 à 2 (1) : bois, landes et friches, oliviers, vignes et fruitiers, cultures florales, cultures maraîchères. Cette polyculture fondamentale est donc le fait de 70 % des « bons » exploitants grassois. Mais, à 23 autres, il ne manque qu'un élément pour mériter le brevet du parfait polyculteur : 7 ont tout sauf de la culture florale, 6 ont tout sauf des cultures maraîchères, 6 autres ont tout sauf des oliviers, et 4 tout sauf de la vigne. 27 % des « bons » exploitants sont très près de la norme générale. Il n'y a finalement sur 86 exploitants que 3 monoculteurs : l'un se consacre aux oliviers, l'autre à la vigne, le troisième aux fleurs coupées.

(1) Négligeons les quatre producteurs de fleurs coupées, dont trois d'ailleurs sont polyculteurs.

Les combinaisons se présentent donc ainsi :

<i>Nombre d'exploitants</i>		<i>Combinaison (1)</i>				
60		6	5	4	3	2
6		6	5	4	3	.
7		6	5	4	.	2
4		6	5	.	3	2
6		6	.	4	3	2

Tout ceci confirme l'impression donnée par le paysage agricole, et les résultats statistiques globaux.

Le morcellement, une fois de plus, est attesté par cette source statistique (2). Prenons-en quelques exemples variés :

Oliviers : A Vence, 363 exploitants (sur 417) en possèdent ; mais 46 seulement en ont plus d'un hectare, et le maximum déclaré par individu est de 3,80 hectares. A Cabris, les 45 exploitants (sur 48) qui en possèdent, se partagent 58 hectares, et l'exploitation la plus grande n'a que 3,5 hectares. A Castagniers, 48 exploitants (sur 51) ont de l'olivier. Les surfaces se répartissent ainsi :

<i>Surfaces en oliviers</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>
Moins de 1/2 ha	14
1/2 à 1 ha	10
1 à 2 ha	14
2 à 3 ha	5
3 ha	3
4 à 6 ha	2

Vignes, fruitiers : A Valbonne, 113 exploitants (sur 135) déclarent des superficies en catégorie 4 : 75 pour moins de 1/2 hectare, 100 pour moins de 1 hectare, 2 pour 2 hectares, un seul pour davantage (8 hectares). A Gattières, 108 exploitants (sur 127) se partagent 49 hectares de vignes et fruitiers : 6 seulement ont plus de 1 hectare.

(1) Les numéros indiquent les catégories de cultures.

(2) Même si les chiffres sont minorés quelque peu par rapport à la réalité, ils restent toujours en vérité dans ces ordres de grandeur caractéristiques.

Cultures maraîchères et florales : A plus forte raison, les cultures maraîchères et florales sont-elles divisées en parts microscopiques. Au Bar-sur-Loup, par exemple, 95 exploitants (sur 123) font de la fleur à parfum (jasmin, oranger), mais 5 seulement d'entre eux disposent de plus d'un demi-hectare ! A Tourrette-Levens, 113 exploitants (sur 156) entretiennent quelques planches de cultures maraîchères : le plus important sur 40 ares ! A La Roquette-sur-Siagne, 5 exploitants-maraîchers seulement ont plus d'un hectare de jardin légumier, tandis que 62 plus petits se répartissent ainsi :

<i>Surfaces maraîchères</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>
Moins de 10 ares	15
10 à 25 ares	25
25 à 50 ares	18
50 à 75 ares	2
75 à 100 ares	2

Tel est donc, quasi-universel et parfaitement caractérisé dans la campagne azurée, le système de culture. Sa connaissance permet d'envisager concrètement le bilan et les problèmes de l'économie agricole.

PROBLÈMES ET BILAN DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Analysée et jugée en elle-même et pour elle-même, l'agriculture de la campagne azurée ne fournit certes pas les éléments d'un tableau brillant ou optimiste. Mais il faut encore répondre à une question : Que représente, dans l'ensemble régional complet, l'agriculture de la campagne azurée ?

Diverses voies permettent d'approcher des solutions qualitatives et même quantitatives de ce problème conclusif majeur. La comparaison des données statistiques connues pour le littoral et pour l'arrière-pays apportera les éléments bruts d'appréciation. Mais à travers plusieurs problèmes, ceux du marché, de l'équipement technique, du prix des terrains, les aspects relatifs de l'agriculture dans la campagne azurée se dessineront plus concrètement encore.

1 . LE LITTORAL ET L'INTÉRIEUR. RÉPARTITION DE LA RICHESSE AGRICOLE

Les cultures florales du littoral urbanisé font, on le sait, la réputation agricole des Alpes-Maritimes : le prestige mondial de Nice et d'Antibes n'est pas dû qu'au tourisme. Supériorité qualitative ? Oui, mais pas exclusivement. Sans fouiller la statistique, disons seulement que 18 % de la population agricole de tout le département résident dans le terroir du chef-lieu ; que le nombre d'exploitations niçoises (2.800) égale presque les trois quarts de ce qu'on en compte dans toute la campagne

azuréenne (1) ; que la population active occupée à l'agriculture dans la zone littorale — environ 16.000 (2) — égale à peu près *toute* la population active de la campagne.

La comparaison de la richesse agricole entre les zones est édifiente. La connaissance des totaux communaux des « coefficients de base » calculés par la Mutualité Agricole permet une représentation cartographique assez bonne des variations locales. L'indice choisi (3) — qui donne les résultats les plus conformes à l'observation directe — n'est pas le coefficient total brut, mais le résultat de sa division par les superficies déclarées. L'éventail est sans doute un peu fermé (Antibes, indice 234, est sûrement plus de dix fois plus riche, à l'hectare, que Saint-Blaise, indice 24), mais la hiérarchie est fort bien respectée (carte n° 38).

L'écrasante supériorité des communes littorales apparaît avec le maximum de netteté : Cannes, Vallauris, Antibes, Cagnes, Saint-Laurent-du-Var et Nice dépassent, seuls, l'indice 150. Tandis que les communes semi-littorales (dont nous englobons une partie dans notre étude), quoique bien douées, n'atteignent pas ce haut niveau : Mandelieu, Villeneuve-Loubet.

Il n'y a pas, à partir du littoral, d'appauvrissement progressif ; ce phénomène peut éventuellement se produire dans les communes côtières mêmes, qui sont vastes. Mais, en dehors de ces limites, l'indice de richesse s'établit seulement en fonction de facteurs locaux.

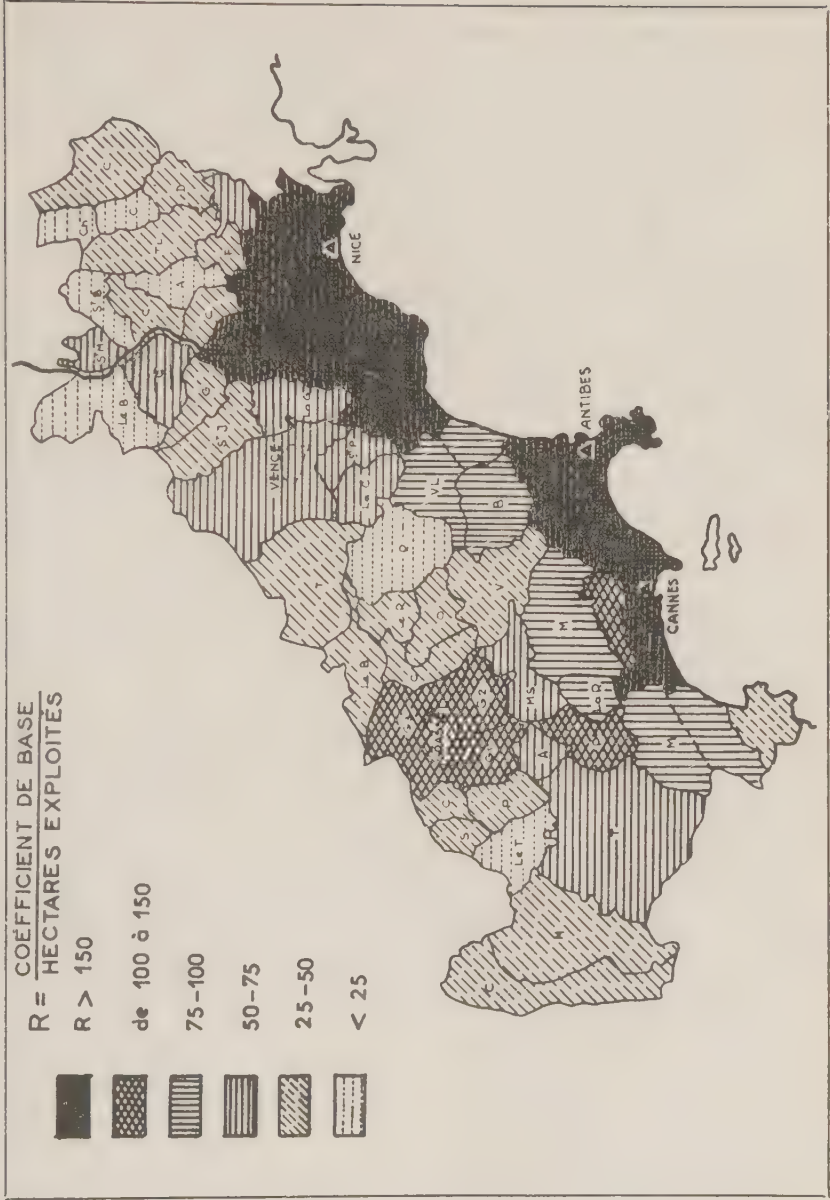
Voilà pourquoi les deux zones favorisées habituelles apparaissent : elles semblent lier les villes intérieures — Grasse, Vence — à la Côte d'Azur par un cordon de prospérité. En arrière de Cannes, d'une part, dans la vallée alluviale de la Siagne, dans les plaines marneuses et les collines calcaires au pied des Préalpes et du plateau valbonnais, les terroirs sont riches. En arrière de Cagnes, d'autre part, dans les collines de La Colle, Saint-Paul, La Gaude et Vence, qui abritent des cultures fruitières et florales en développement récent et sont incontestablement mieux dotées que celles du plateau valbonnais ou du coteau du Var. Carros et Saint-Martin, avec leur portion de plaine du Var se détachent seuls de ces ensembles.

Est-ce la proximité urbaine, la puissance plus considérable de l'influence citadine qui ont déterminé cette localisation hiérarchique de la richesse agricole ? Ainsi posé, ce problème pourrait paraître un des problèmes-clés de notre étude. Pourtant, ce n'est qu'une apparence : cette question complexe de la déter-

(1) Recensement de 1954.

(2) Recensement de 1946.

(3) L'indice de Klatzmann, valable pour la grande culture et à l'échelon régional ne peut avoir d'application ici.



Carte n° 38. — La richesse agricole des communes.

mination des aires géographiques distinctes ne trouve pas sa solution dans l'étude de l'action des villes.

En effet, le déterminisme naturel tient d'abord une place essentielle : la plaine de la Siagne, la plaine de Grasse, la plaine du Var, sont les zones les plus riches parce que les plus favorisées par la nature. A ceux qui font valoir qu'elles ne sont pourtant exploitées que depuis peu, on répondra qu'elles le sont depuis que la technique moderne le permet.

Ensuite, les axes de communication partant des villes ou reliant les villes ne semblent pas jouer de rôle majeur : La Roquette développe son agriculture en dehors de la ligne directe Cannes-Grasse, la Colle en dehors de la ligne Cagnes-Vence.

Enfin, si la propriété citadine se développe surtout dans les terroirs proches de chaque ville, elle n'a, comme nous l'avons vu, pratiquement aucune action de progrès — au contraire — sur l'agriculture.

Ces trois arguments évitent qu'on s'obnubile sur l'influence des villes dans le développement géographique de la prospérité agricole.

Ne part-on pas d'une conception plus sage en rattachant les deux ordres de localisation — urbaine et agricole — à un déterminisme généralisé qui a fait se placer les villes de l'intérieur au contact des passages naturels entre le littoral et la montagne, par les régions les moins difficiles de l'arrière-pays — régions évidemment les mieux cultivées ?

En fait, d'ailleurs, l'homogénéité maintes fois constatée de la campagne azurée ne se vérifie-t-elle pas encore une fois dans la répartition régionale de la richesse agricole ? Malgré les cas exceptionnels de Grasse et Pégomas et de cinq communes rétro-littorales, on peut dire que l'ensemble de la campagne a une richesse d'indice R inférieur à 75.

L'évaluation de la valeur concrète de la production agricole confirme cette opposition fondamentale. La campagne azurée ne doit pas produire plus d'un milliard et demi, tandis que la Côte, rien qu'en fleurs, produit une dizaine de milliards !

L'infériorité agricole de la zone étudiée se révèle d'ailleurs dans tous les domaines.

2 . LE MARCHÉ

La commercialisation ne concerne que pour une quantité très limitée et une valeur faible les produits de l'agriculture traditionnelle : la plupart des olives récoltées sont détritées pour le compte des cultivateurs qui consomment l'huile de

leur propriété ; les « mouliniers » ne disposent que d'un excédent vendable, variable suivant les années, mais qui ne permet pas l'organisation d'une vente compétitive : pour soutenir sa petite production d'huile d'olive locale, un industriel entreprenant (venu du Nord d'ailleurs), ayant un moulin moderne dans un vieux village, vend sous sa marque de l'huile d'olive de provenance extérieure... et de l'huile d'arachide.

Le vin se fait à la ferme et ne se vend pratiquement pas.

Les produits de culture nouvelle, purement spéculatifs, animent un marché actif. Mais la campagne, même dans ce domaine, est très dépendante et peu sûre d'elle-même.

Certes, l'organisation du marché des plantes à parfum est une garantie de stabilité : de l'équilibre entre l'offre et la demande, du rapport des forces entre cultivateurs et industriels, sort, sous l'autorité du G.I.F.P.A., la formation d'un prix annuel fixe. Les intermédiaires n'en sont pas moins actifs car la connaissance de la fleur, qui demande un métier sûr, est indispensable à l'acheteur : les courtiers et commissionnaires exercent une influence et une pression non négligeables. Mais les coopératives sont, depuis longtemps, des organismes efficaces qui simplifient les rapports entre producteurs et consommateurs, en défendant au mieux les intérêts des premiers.

Grasse est le grand centre de transformation des plantes à parfum, mais il n'y existe pas de marché au sens matériel du terme : le collectage des récoltes se fait par automobiles et camions, qui livrent directement du producteur, de la coopérative ou du magasin du courtier, la fleur cueillie de bon matin, périssable à bref délai, à l'usine.

La stabilité de ce système commercial est intéressante en conjoncture favorable : le producteur est assuré de prix rémunérateurs ; mais les cycles dépressifs sont fréquents. D'ailleurs, la parfumerie traite, en valeur, beaucoup moins de fleurs locales que de produits d'importation ou de produits synthétiques.

Aussi le marché, vu dans une certaine perspective, n'apparaît pas comme un facteur vraiment impulsif.

Les marchés aux fleurs coupées se trouvent à Nice et à Antibes : la très petite proportion de fleurs en provenance de notre région s'y intègre facilement ; les paysans s'y rendent en voiture pour présenter leur marchandise. Celle-ci trouve en général preneur *après* les produits de la Côte, sélectionnés et connus de longue date. Elle est donc spécialement sensible à la saturation du marché.

C'est pourquoi certains producteurs tentent l'expédition directe (1). Comment pourraient-ils pourtant rivaliser sérieusement avec les organisations commerciales du littoral ?

(1) Le mimosa est expédié directement de Cannes, mais les producteurs de mimosa, semi-industriels, sont bien organisés pour cela.

Les fruits et légumes ont leur débouché sur place, comme les fleurs à parfum, mais se trouvent, contrairement à elles, en concurrence permanente. Ils intéressent de nombreux paysans à qui ils procurent des recettes complémentaires indispensables.

Quelle est donc, pour les maraîchers et les arboriculteurs de l'intérieur, la situation commerciale ? Leur rôle est l'approvisionnement des grands centres consommateurs du littoral.

En effet, des centaines de paysans descendent deux ou trois fois par semaine, à Nice et à Cannes surtout, porter, pendant les récoltes — qui coïncident heureusement avec la période du tourisme — leurs fruits et leurs légumes. S'entassant dans les cars « de marché », s'élançant en bicyclette ou motocyclette attelée d'une remorque sur les routes sinueuses, affrétant guimbarde ou camionnette, ils gagnent nuitamment leur place sous la halle. La « mise en place » se fait à minuit ou à une heure — quand ce n'est pas, en période de mévente, la veille au soir — et les plus tôt arrivés sont, parmi les petits producteurs qui n'ont pas de place réservée, les mieux placés pour vendre. De trois ou quatre heures à huit, c'est le marché de gros ; mais si toute sa marchandise ne s'écoule pas alors, le paysan passera encore la matinée à tenter de vendre au détail.

Car le « marché » des fruits et légumes n'est pas favorable au paysan de l'intérieur. Il est dominé par une centaine de commissionnaires et de ramasseurs, négociants en gros, qui déversent sur le marché les deux-tiers du tonnage total dont, en général, les deux-tiers encore proviennent de régions extérieures. Des tractations de ces grossistes — certains d'entre eux achètent à Nice pour revendre à Cannes, mais Cannes comme Nice sert de centre régional de redistribution —, dépend la tenue du marché, qui est, pour le petit producteur, une sorte de loterie. La fraîcheur de ses produits fait qu'il ne part pas toujours perdant, mais sa faiblesse le met à la merci de toute chute des prix. Rares sont les organisations de ramassage avantageux — on se méfie du ramasseur —, plus rares encore les coopératives de ventes pouvant s'équiper en chambres froides et soutenir la concurrence.

Mais l'adversaire le plus difficile à vaincre, c'est pour le paysan de l'intérieur, le maraîcher professionnel de la zone littorale. Si Cannes est ravitaillée — pour la part régionale de son approvisionnement — par la plaine de la Siagne, la plaine de Grasse, Mouans-Sartoux et Mougins, elle reçoit aussi les produits de la vallée du Var, de Cagnes et de Saint-Laurent, qu'apportent les grossistes-ramasseurs. Et Nice, sur 1863 producteurs autorisés à stationner sur le marché (1), en compte 870 venant de la commune même, 174 de Saint-Laurent-du-Var et 184 de Cagnes, contre 499 venant de toute la « campagne ». Après le grossiste, le maraîcher du littoral fait la loi sur le mar-

(1) Chiffres de 1956.

ché ; le paysan essaie de s'y adapter. Pour l'instant, l'événement qui dément cette règle reste l'exception : en 1953, les producteurs de plantes à parfum touchés par la crise déversèrent sur le marché de Nice une telle quantité de salades que le cours, à cause d'eux, s'effondra.

L'infériorité du paysan de la campagne azurée, peu assuré par ailleurs dans le domaine de la fleur, est manifeste dans le domaine du marché de consommation citadine. Les particularités de l'économie, qu'il voit de si près, lui inspirent un ordre de réactions caractéristiques : la tentation d'une commercialisation individuelle « de luxe ». De même que certains laitiers-nourrisseurs vont porter chaque matin le « lait de la ferme » dans les étages, certains oléiculteurs se créent une petite clientèle pour quelques dizaines de bocaux d'olives, quelques dizaines de litres d'huile « vierge », certains viticulteurs vendent du moût à des citadins restés assez proches de la vie rurale pour vouloir « se faire » leur vin, certains maraîchers et arboriculteurs s'abouchent avec des propriétaires de restaurants ou de grandes villas pour leur apporter leurs produits les plus frais, et certains horticulteurs expédient, par petits colis, à Paris et dans les grandes villes, des fleurs coupées à des particuliers fidèles.

Cette énumération montre la variété du « bricolage » agricole qui procure aux paysans une source supplémentaire d'argent frais. Sur le grand marché, le paysan de l'intérieur est souvent en difficulté ; il tient l'équilibre par de petits moyens qui confirmeraient, si on en pouvait établir la statistique, la précarité de son « système » économique.

3 . LE PROBLÈME DE L'EAU

Bien peu de choses sont entreprises pour la transformation de ce système : la question de l'eau, décisive en cette contrée pour toute intensification de la culture, en apporte une preuve évidente avec le régime d'exécution des canaux d'irrigation et les modalités de la répartition.

Ce n'est pas que l'eau manque vraiment : depuis quelques années, il y en a presque partout. Mais son prix et les investissements que nécessite son installation dans l'exploitation, prohibent trop souvent son utilisation.

Des progrès techniques et des améliorations sensibles se sont produits dans le domaine agricole depuis le milieu du XIX^e siècle : les colmatages des deux rives du Var — la rive droite est encore inachevée — le drainage de la plaine de la Siagne, ont donné

à la campagne azurée ses meilleures terres de culture ; la construction de canaux d'irrigation a permis le développement des cultures florales et maraîchères.

Mais l'eau a été trop parcimonieusement mise à la disposition des paysans, trop chèrement — et surtout trop tard — pour permettre de grandes transformations : le canal du Var ne s'est pas fait et tous les petits et moyens canaux ont longtemps laissé le pays sur sa soif.

D'autant plus que — c'est le fait essentiel — l'eau d'irrigation sert surtout à l'alimentation des villes et des villas ; l'agriculture ne reçoit que le surplus.

Le canal de la Siagnole, qui prend sous Mons (Var) l'eau d'une source vauclusienne, achevé en 1891, a deux branches : l'une apporte l'eau à Fréjus - Saint-Raphaël, l'autre la distribue sur le rebord de la montagne, à Callian, Montauroux. Seulement en été, quand l'eau est nécessaire à l'agriculture, elle doit être « considérablement rationnée, de la moitié environ » (1) pour permettre l'approvisionnement de la Côte.

Le canal Belletrud, sur le versant de Cabris, célébré à son inauguration en 1931 comme l'élément décisif d'une renaissance agricole locale, ne dessert que quelques carrés de fleurs à parfum. Il a surtout servi à l'alimentation des villages. Maintenant, les concessions sont réservées aux constructions neuves que les villégiateurs égaillent dans la campagne : plus d'eau Belletrud pour l'agriculture !

Le canal de la Siagne, achevé en 1868, est à l'origine un canal d'irrigation : ses eaux s'écoulent à ciel ouvert sur plus de 40 kilomètres. Mais, malgré la création en 1911 du canal des sources du Loup qui doit alimenter Cannes en eau potable, l'agriculture devient vite un client très secondaire de la compagnie qui exploite les deux canaux. Certes, la région de Grasse doit à l'irrigation une grande partie de sa prospérité ; mais l'expansion des cultures arrosées se trouve rapidement bloquée par la priorité donnée aux besoins urbains. Les villages eux-mêmes ont du mal à être servis. Et la riche plaine de la Siagne ne possède que des moyens d'irrigation de fortune.

En fait, les canaux de la Siagne et du Loup, sur les 130.000 mètres cubes seconde qu'ils débitent au départ quotidiennement, ne fournissent guère à l'agriculture qu'une trentaine de milliers de mètres cubes.

Le canal de la Gravière, qui suit le rebord préalpin à partir de l'Estéron, progresse lentement vers son aboutissement, la

(1) Nicod : Situation actuelle du problème de l'eau en Provence. *Etudes rhodaniennes*, 1-57.

vallée du Loup. Il a surtout desservi, jusqu'à ces dernières années, le bas-pays vençois avec sa zone urbaine littorale (Cagnes) et sa zone maraîchère, et joue un rôle important depuis 1950 : c'est grâce à lui que s'installent maintenant les petites exploitations horticoles qui permettent au paysan de tenir.

Le canal de Levens, techniquement le plus prestigieux, est alimenté par le pompage des eaux de la Vésubie sur le plateau de Levens : il s'écoule en direction de Nice en « arrosant » au passage de beaux terroirs accidentés. Créé depuis une quinzaine d'années, ce vrai canal agricole n'a cependant pas encore transformé l'agriculture. Les prix de revient et de vente de l'eau, les prix des installations irrigatoires sont trop élevés pour le paysan de la campagne niçoise : sa terre ne lui permet pas d'accumuler le capital nécessaire à l'installation, et son revenu ne lui permet pas de payer cher l'eau bienfaitrice. Alors, dans cette campagne qui a soif, l'eau circule sans trouver preneur. Le jardinage se fait toujours à partir des petites sources locales (Tourrette-Levens, Cantaron), et ne se développe guère.

Et, finalement, les nouvelles constructions résidentielles sont devenues les meilleures clientes du canal d'irrigation de Levens.

Cette brève revue ne montre pas de perspectives très favorables pour le développement de l'agriculture. Débile, infériorisée, parasitée, la campagne azurée ne trouve pas en elle, ni hors d'elle, les ressources techniques et économiques indispensables à sa renaissance agricole.

4 . LE PRIX DES TERRES

L'étude géographique du prix des terres achève d'en convaincre.

Une petite propriété agricole comprenant 3 à 4.000 mètres carrés de jasmin ou de roses et de 2 à 3 hectares de polyculture, avec son matériel peu moderne et ses bâtiments médiocres, ne vaut guère plus d'un million et demi. C'est-à-dire environ 50 francs le mètre carré.

On peut se baser sur cet ordre de grandeur pour estimer la valeur des terres agricoles (1) : une enquête rapide fait apparaître que le terrain cultivable vaut environ 50 francs au Bar, autant dans le canton de Levens, guère plus dans le plateau valbonnais. Mais le terrain spécialisé et arrosable vaut plus cher : 120 francs dans la région grassoise, et 200-300 francs sur les

(1) Enquêtes de 1955-56.

collines à roses de La Colle, 400-500 francs dans la zone florale de La Gaude, 500-600 francs dans les plaines maraîchères.

Ces prix restent bas quand on les compare à ceux du terrain « à bâtir » (1). Ils sont pourtant élevés si on songe à la faiblesse du revenu d'un capital engagé dans ces conditions, et si on les met en parallèle avec les prix pratiqués dans d'autres régions.

Face à ces réalités, le paysan constate que la vente de beaux terrains, quoi qu'ils portent, est la plus rémunératrice des activités : la fièvre de spéculation gagne tous les villages et les moindres aménagements de services (viabilité, eau, électricité, etc.) sont mis à profit par l'heureux propriétaire pour pousser ses avantages en face d'une concurrence pullulante.

Le paysan azuréen est animé par l'espoir et la volonté de vendre *bien* les parcelles dispersées qui composent son exploitation. Il a l'exemple de son collègue de la zone urbaine pour qui, incontestablement, un terrain, même horticole, qui peut se vendre plus de 5.000 francs le mètre carré, n'a plus de meilleure rentabilité que la vente.

Ces transactions sont encore un élément qui apporte de l'argent frais dans la campagne. Elles expliquent, elles aussi, pour une part, le maintien d'une vie paysanne malgré l'étroitesse incroyable des revenus ; elles font partie des moyens d'existence !

(1) Voir le chapitre : Habitat.

CONCLUSION

L'ensemble des analyses statistiques et des résultats d'enquêtes présentés dans ce chapitre a fait ressortir les caractéristiques essentielles du « milieu rural » dans son emprise sur le sol et dans sa fonction agricole.

Dans sa complexité, mais aussi dans son homogénéité fondamentale, l'agriculture de la campagne azurée laisse voir sans difficulté ses plaies. La structure foncière est nettement défavorable à l'exploitation : elle l'est par le morcellement, par le caractère non progressif des grosses propriétés, et aussi par l'aliénation d'une part considérable du terroir. La forme des exploitations, sous l'influence de la structure foncière, laisse, de plus, peu d'espoir de progrès autonome, dans les conditions actuelles techniques et commerciales. Et l'économie des cultures, asphyxiées par une arboriculture moribonde, ne porte pas en elle les éléments dynamiques capables d'un véritable renouveau.

Dès lors, l'opposition entre cette campagne délabrée et l'essor remarquable du littoral ne s'impose-t-elle pas comme la donnée la plus immédiate permettant de saisir les faits de causalité ?

En fait, il serait erroné d'imaginer, par une vue théorique, que l'affaiblissement de l'une et le renforcement de l'autre sont liés organiquement. Car les deux phénomènes sont indépendants. L'étude de l'agriculture campagnarde montre bien que la base des rapports villes-campagne dans la région de la Côte d'Azur n'est pas fondée sur la domination urbaine, mais plutôt sur son indépendance, sur son ignorance. Mis à part un début de colonisation horticole spécialisée, le littoral urbanisé tourne le dos à la campagne. En règle générale, il ne compte pas sur elle pour son ravitaillement, il y néglige ses possibilités d'investissement, il y méconnaît ses intérêts.

Si on dit : « fonction agricole », il faut donc bien garder à l'esprit que ce n'est pas d'une fonction régionale, d'une fonction externe qu'il s'agit. Ne pourrait-on pas plus justement parler du *mode agricole de vie* (de survie ?) de la campagne azurée ?

LIVRE III

LA VIE
ET LES FONCTIONS NON AGRICOLES

L'étude de la vie agricole n'a donné qu'une connaissance incomplète de la campagne azuréeenne : c'est que l'agriculture est bien loin d'en constituer la base exclusive. Mais les autres fonctions actives ne peuvent certes prétendre faire vivre la région : en les examinant d'abord, puis en étudiant les caractéristiques de la main-d'œuvre locale, nous essaierons de représenter leur véritable importance. La voie sera ouverte dès lors à l'analyse de la vie fonctionnelle *passive* de la campagne azuréeenne. L'examen approfondi des caractéristiques du groupe « résidant » (et travaillant au dehors), puis la géographie de l'habitat, fortement influencé par la fonction résidentielle, nous amèneront au terme de la longue réponse à notre question primordiale : comment réagit la campagne à la grande poussée urbaine ?

L'étude statistique de quelques caractères externes, enfin, comme la consommation, les finances, l'expression politique, illustrera, éclairera l'image ainsi formée de la campagne azuréeenne.

CHAPITRE PREMIER

PROFESSIONS ET ACTIVITÉS NON AGRICOLES

1 . STRUCTURE PROFESSIONNELLE DES POPU- LATIONS VILLAGEOISES.

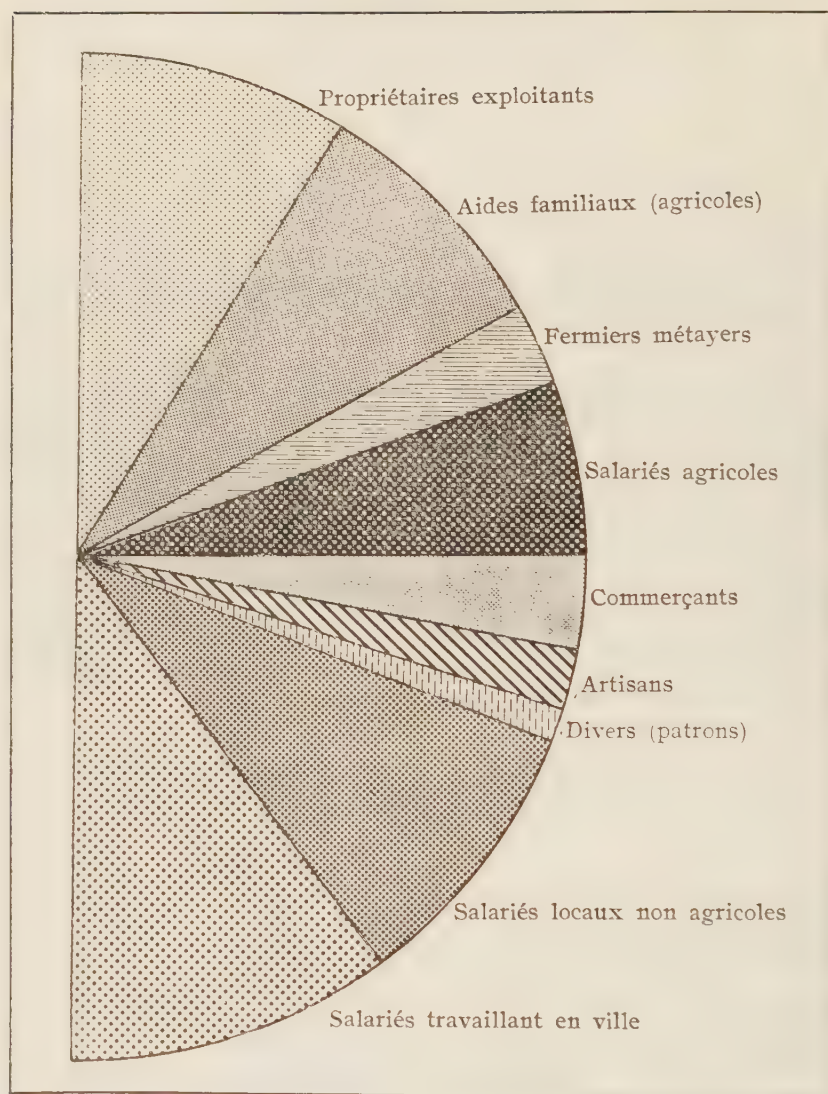
Dans les quarante-quatre communes ou sections de communes, la structure professionnelle, telle qu'elle ressort du Recensement de 1954 (rectifié en ce qui concerne les aides familiaux, v. page 267), ne comporte qu'une minorité d'agriculteurs. Plus de la moitié de la population active est occupée hors de l'agriculture.

Mais la population secondaire et tertiaire forme une minorité inférieure au tiers. Car si une fraction importante de la population active réside dans les villages, elle n'y travaille pas.

Ainsi, la structure professionnelle comprend trois groupes principaux, très différents, et dont aucun ne détient la majorité absolue, comme en témoigne ce diagramme.

Structure professionnelle dans la campagne azurée

		%
Propriétaires exploitants	2.937	17
Aides familiaux (agricoles)	2.810	16
Fermiers et métayers	865	5
Salariés agricoles	1.987	11
Agriculture	8.599	49
Commerçants	1.032	6
Artisans	802	5
Divers (patrons et indépendants)	272	1
Salariés (non agricoles) locaux	3.127	18
Activités secondaires et tertiaires.....		
locales	5.227	30
Salariés travaillant en ville	3.389	21
Population active totale	17.215	100



Graphique n° 65. — La structure professionnelle dans la campagne azuréenne (1954).

La population non agricole est en majorité dans dix-huit communes, qui sont les plus peuplées, comptant à elles seules la moitié de toute la population active. Leur répartition géographique présente des groupements originaux (carte n° 39).

A l'ouest et à l'est de Grasse, deux groupes englobant des communes d'agriculture morte et d'autres bien vivantes. Au nord de Nice, le long du Var, les communes rurales décadentes. Et aux limites de la région, les trois communes sublittorales et Contes.

Qu'ont en commun ces unités géographiques, sinon leur majorité de population non agricole ? Mandelieu et Mougins bénéficient d'une agriculture intensive et rentable, alors que Roquefort ne cultive plus que quelques hectares ; La Colle a des plantations de roses non négligeables, alors qu'Aspremont n'a plus que quelques malheureuses planches d'oliviers ; Contes a une industrie, mais Peymeinade n'en a aucune.

La population active *résidant*, mais ne travaillant pas sur place, fausse les proportions de la structure professionnelle des communes. Elle peut faire situer sur le même plan des unités radicalement différentes, comme la banlieue ouest de Grasse qui ne compte que 9 % de salariés travaillant sur place et Villeneuve-Loubet qui en compte 24 %.

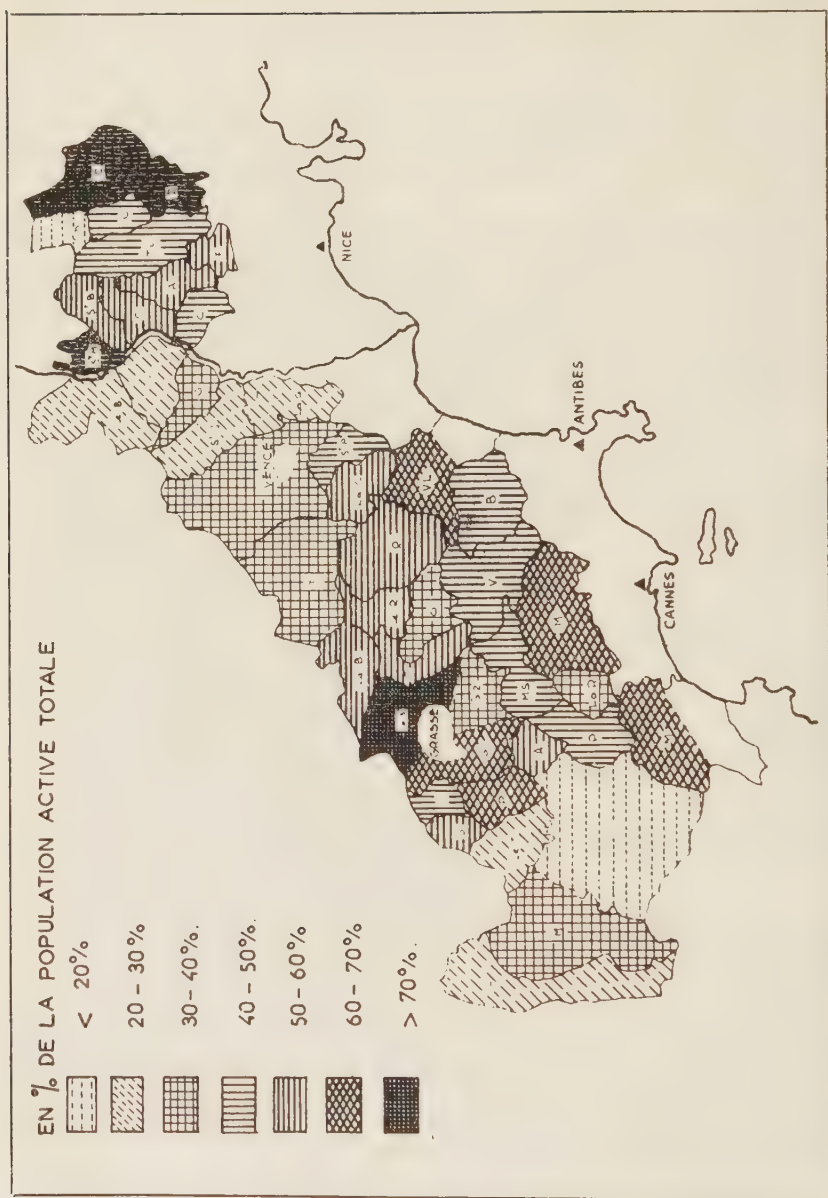
Aussi la hiérarchie et la localisation des types de structure professionnelle est-elle mieux représentée par une carte (carte n° 40) des proportions de population secondaire et tertiaire employée sur place dans la population active totale. Cette fois, ce sont bien les communes dont l'activité non agricole est — relativement — importante qui se détachent :

A part Contes, isolé, industriel, et Drap, Mougins, Mandelieu, banlieues immédiates sur qui rejaillit une part d'activité urbaine, les communes à vie non agricole se groupent étroitement :

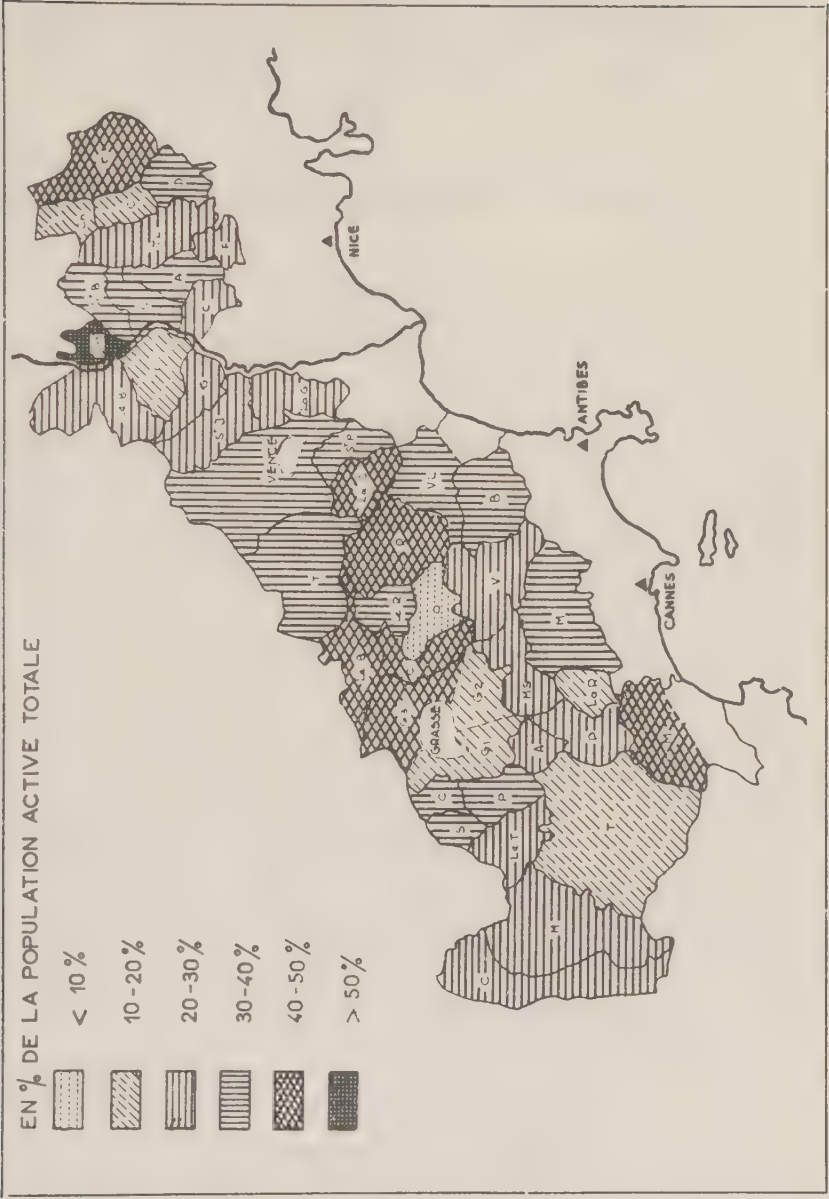
— A l'ouest de Grasse, Cabris, Spéracédès, Peymeinade ont un tiers de population active qui gravite autour du commerce et de l'artisanat.

— De Grasse à Vence, du Bar à La Colle, une douzaine de communes ont entre le tiers et la moitié de population active non agricole et employée sur place : le commerce, l'artisanat, le tourisme, la petite industrie — et la décadence de l'agriculture presque partout — redonnent à cette région une vie, qui s'oppose à celle de la campagne haut-vençoise.

— Mais c'est, par contre, la faiblesse de toutes les activités qui fait « percer » les professions non agricoles au nord de Nice (sauf Saint-Martin). L'agriculture est si basse, la population si peu nombreuse, que les quelques établissements artisanaux ou commerciaux prennent une grande importance relative.



Carte n° 39. — La population active non-agricole (1954).



Carte n° 40. — La population secondaire et tertiaire (1954).

La répartition géographique de la population secondaire et tertiaire présente donc des caractéristiques assez inattendues. Ces surprises pourraient être le fait du point de vue *relativiste* où l'on s'est placé. L'étude des activités non-agricoles, en elles-mêmes mettra en lumière leur véritable importance.

2 . L'ÉCONOMIE NON-AGRICOLE DANS LA CAMPAGNE.

A . LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES (1).

Ce ne sont pas les « industries » qui peuvent enlever à la campagne azurée son caractère rural fondamental. Elles sont peu nombreuses, dispersées et ne prennent qu'exceptionnellement la forme d'usines. L'immense majorité des entreprises productives se compose de petits ateliers artisanaux, comptant de zéro à une demi-douzaine de salariés.

On ne compte dans la campagne et les villages (les écarts de Grasse et de Vence exclus, cette fois) que six usines.

Deux sont de grandes usines. La parfumerie Mane, dans la commune du Bar-sur-Loup, emploie plus de cent salariés. Fondée en 1871, elle est la seule grande entreprise de cette branche qui soit située en dehors de Grasse. Elle n'a été longtemps qu'un atelier artisanal, distillant la lavande de la proche montagne. Appelée un jour à travailler d'autres produits « à façon » pour une maison grasse, elle s'érige peu à peu en véritable parfumerie. Mais la petite entreprise végète jusqu'en 1939. Il faut les circonstances exceptionnelles de la guerre et de l'occupation pour que l'usine moderne se bâtisse. Elle reste, depuis, parmi les toutes premières entreprises de la région, indépendante semble-t-il de la parfumerie grasse (elle n'adhère pas au Syndicat des Parfumeurs), mais non opposée à elle.

(1) *Sources*. — Outre le dépouillement du recensement de 1954, les éléments de cette étude sont basés sur la confrontation des documents de deux sources principales :

— Le Fichier des Établissements, tenu par la Direction régionale de l'I.N.S.E.E. à Marseille (dépouillement en janvier 1956) ;

— L'Annuaire et Indicateur de Nice et des Alpes-Maritimes, édité par l'Agence Havas (édition 1954).

La liste des établissements artisanaux, industriels et commerciaux par commune, établie d'après ces deux sources et corrigée par les observations personnelles, est à la base de toute l'étude géographique et sociale de l'économie non agricole.

C'est cette usine décentralisée qui est, avec les 130 salariés, la raison de vivre du Bar, et qui y maintient un niveau de population assez élevé.

L'usine de Contes, fondée en 1878 par la Société Lafarge, pour la production de chaux et ciments, utilise les ressources minérales des carrières locales. Elle emploie environ 250 salariés. Plus encore que la parfumerie du Bar, elle constitue l'élément essentiel de fixation de la population.

A l'échelle de la région, ces deux usines paraissent des organismes de taille considérable : il n'y a, dans toutes les Alpes-Maritimes, que 49 entreprises de plus de 100 salariés, dont une vingtaine seulement sont des entreprises de production. Mais ces deux usines n'exercent pas une influence géographiquement étendue : la main-d'œuvre locale et environnante (ou celle qui vient se fixer sur place) leur suffit ; les matières premières sont, dans un cas, extraites dans l'établissement même, dans l'autre prélevées sur le marché de concentration grassois ; la distribution des produits fabriqués se fait à partir de la ville voisine (Grasse, Nice). En somme, ces usines n'ont créé aucun réseau et se présentent, dans la campagne, comme des organismes isolés.

Quatre usines plus petites, ayant de 20 à 50 ouvriers chacune, jouent encore, dans quatre autres villages, un rôle relativement important :

— A Biot, une fabrique de poteries, qui émerge un peu au-dessus des autres, avec une vingtaine d'ouvriers ;

— A Castagniers, la vieille scierie, en plein essor depuis la dernière guerre, emploie vingt-cinq salariés et constitue, dans ce petit village, un centre attractif.

— A Mouans-Sartoux, une chaudronnerie est venue s'installer en 1951, décentralisée par une société parisienne pour se rapprocher de sa clientèle du Sud-Est (bouteilles de butagaz). Trente salariés.

— A Saint-Martin-du-Var, qui a connu une histoire industrielle pleine d'aléas, la tuilerie Vêran est, parmi plusieurs ateliers, la seule utilisatrice importante de main-d'œuvre : cinquante ouvriers.

A Biot et à Mouans-Sartoux, l'activité secondaire ne se concentre pas dans les petites usines qui n'emploient que le cinquième et le tiers des salariés de la commune ; à Castagniers et Saint-Martin, par contre, l'usine domine largement le marché de main-d'œuvre. En ce sens, ces deux communes peuvent être considérées, avec le Bar et Contes, comme des communes (partiellement) industrielles : ce sont les seules.

Les ateliers artisanaux, traditionnels ou nouveaux, sont, par contre, habituels dans les villages. La carte 41 montre cette ubiquité. Mais ces ateliers artisanaux ne forment pas une section autonome, spécifique, de l'activité productive villageoise. Si une commune comme Biot en tire une part appréciable de ses revenus, dans la plupart des autres communes, cette activité ne joue qu'un rôle extrêmement faible.

Les moulins à huile — et parfois à farine — sont les premiers par le nombre : on en compte 33 pour 38 communes (1). Ils emploient en général peu de main-d'œuvre, et seulement pendant quelques mois de pointe. Sauf quelques entreprises axées sur la consommation touristique, ils ne servent qu'à l'auto-consommation paysanne.

Les scieries, au nombre de 13, sont (sauf à Castagniers) de très petites entreprises, qui servent surtout les entreprises de construction locale. A Saint-Martin-du-Var, une petite concentration du travail du bois est due à la localisation géographique, au débouché de la montagne.

Une trentaine de carrières (non inscrites sur la carte) sont ouvertes dans la région et réclament, par moment, une main-d'œuvre assez importante ; l'expansion de la construction et des Travaux Publics fournit une clientèle locale non négligeable.

Deux fabriques de meubles rustiques, à la production réduite, servent, très partiellement, les villageois. Une vieille papeterie, au Bar, continue depuis des dizaines d'années la production du papier d'emballage.

Les neuf petites parfumeries de la région grassoise ont un faible débit, et vivent surtout de la clientèle touristique de passage, l'attirant par leur publicité et leur faux-semblant d'industrie traditionnelle. Une confiserie, au débouché des gorges du Loup, a le même genre.

Les poteries et fabriques de céramiques se présentent souvent, elles aussi, sous un tel aspect. A Biot, certes, la poterie, spécialisée depuis des siècles dans la fabrication des jarres, produit assez, dans ses neuf principaux ateliers, pour animer de véritables courants commerciaux ; à Valbonne, dans le quartier retiré des Clausonnes, une briqueterie possède une clientèle régulière et organise son marché. Mais, en général, le petit céramiste de village, artiste-artisan presque toujours étranger à la région, produit pour le touriste et lui vend directement, comme à Mougins et Saint-Paul-de-Vence.

Il n'y a encore (Biot compris) qu'une vingtaine de poteries dans la campagne (2).

(1) Pour leur mode d'activité, voir page 369.

(2) Il est vrai que la capitale de la poterie est Vallauris.

Sept autres ateliers sont aussi liés au tourisme : les tissages à main (Tourrette-sur-Loup, Saint-Paul de Vence), une fabrique de jouets, etc.

Quant à l'artisanat de banlieue, de décongestion urbaine, il ne procure pas à la campagne une activité plus stimulante. Les ateliers banlieusards ne sont que 17 en tout, dans 8 communes, et aucun n'emploie 10 salariés : biscuiterie, fabrique de sirop, de charcuterie, chemiserie, miroiterie, broserie, fabrique de carreaux-de-ciment, de chaussures, de chaussons, d'accessoires d'automobiles.

L'urbanisation ne provoque donc pas « l'industrialisation » de la campagne : les deux grandes usines sont indépendantes de l'essor urbain, trois des quatre petites sont traditionnelles. Les ateliers artisanaux sont le plus souvent traditionnels, ou bien liés à l'expansion touristique. A peine peut-on citer, comme fruit de l'urbanisation, la chaudronnerie de Mouans-Sartoux, exemple de décentralisation (mais elle est plus liée à Marseille qu'aux villes de la Côte d'Azur), et les quelques minuscules fabriques d'objets hétéroclites, débordant de la banlieue sur la campagne.

L'essor de la construction, déterminé par le congestionnement des grandes villes et le développement de la villégiature, a donné aux métiers du bâtiment dans les villages une place souvent prépondérante. Alors que la centaine d'entreprises productives énumérées ci-dessus occupent environ 800 personnes actives (dont 500 dans les 6 usines), les entreprises du bâtiment, à elles seules, en emploient sans aucun doute au moins autant.

On ne peut certes établir de statistique précise de l'industrie rurale du bâtiment, à cause de ses caractères hybrides et contractiles : tel ouvrier maçon est, pour un trimestre, entrepreneur à son compte et redevient, son chantier terminé, compagnon pour plusieurs mois ; tel salarié migrateur, sans qualification, fait le manœuvre ou le terrassier ; tel journalier agricole, en saison de chômage, ou même tel petit exploitant, pendant l'hiver, s'embauche comme maçon... Dans les villages, le bâtiment, au même titre que l'agriculture, mais à une échelle plus réduite, fait partie du micro-système économique et social. S'il y a une activité artisanale qui puisse rappeler celle du siècle dernier, telle qu'elle se pratiquait dans le Var par exemple, faisant vivre au village de nombreuses familles exclues du terroir trop réduit, c'est bien l'artisanat de la construction.

240 entreprises attachées aux métiers du bâtiment sont officiellement déclarées dans la campagne azurée : maçonnerie surtout, menuiserie, électricité, peinture. Toutes sont de petites entreprises, comprenant le maître et, en général,

un ou deux ouvriers permanents, auxquels viennent s'ajouter par moments des manœuvres « à la journée ».

6 communes sur 38, seulement, n'ont pas de maçon déclaré : les plus petites, ou les plus délaissées (Le Broc, Cantaron, Châteauneuf-de-Contes, Saint-Blaise, Tanneron, Le Tignet). En moyenne, on trouve dans les autres villages 7 à 8 patrons maçons, menuisiers et peintres ; quelques petites communes n'en ont que 2 ou 3, les grosses en comptent plus de dix, voire plusieurs dizaines : Mougins 40, La Colle 22, Mouans-Sartoux 18 !

Le bâtiment représente la première des activités productives non agricoles. Contrairement à la plupart des autres, il est lié au grand mouvement d'expansion urbaine. Il est un *signe*, dans la campagne, de l'urbanisation.

B . LES ACTIVITÉS NON PRODUCTIVES.

De la même façon qu'il n'y a pas entre les villages, ou unissant les villages, de réseau industriel ou artisanal, il n'y a pas en général de réseau commercial ou administratif : chaque village n'est que le centre de son terroir. Il n'y a jamais de hiérarchie entre les communes.

a . Administration.

Au point de vue administratif, d'ailleurs, la plupart des cantons ont leur chef-lieu à l'extérieur de la zone campagnarde : *Fayence* est une petite ville varoise tandis que ses trois administrées azuréennes regardent plus ou moins vers Cannes ; *Saint-Vallier* est dans la montagne, sans problème commun avec le coteau préalpin qui en dépend ; *Levens* aussi est plus préoccupé de la montagne que de la périphérie niçoise ; 16 communes campagnardes — parmi lesquelles les plus grosses — dépendent des villes périphériques : Cannes, Grasse, Antibes, Vence, Cagnes, Nice. Deux villages seulement sont des chefs-lieux de canton, *Le Bar* et *Contes*. Comme ils abritent les deux seules grosses usines, on ne peut justifier l'importance relative de leur population par leur fonction administrative ; et, en fait, celle-ci est discrète, strictement limitée aux organismes officiels obligatoires.

La direction administrative concrète de la vie rurale, dans les secteurs public et privé, se situe dans les villes dont aucun village n'est distant, on le sait, de plus d'une quinzaine de kilomètres.

Mais l'administration locale, dans les plus gros de ces villages — ceux qui dépassent le millier d'habitants — fournit une source d'emplois, permanents ou temporaires, qui fixe aussi une petite quantité de population active : le nombre des fonctionnaires locaux atteint et dépasse souvent la douzaine.

Ce chiffre semble pourtant dérisoire à côté de ceux de la population employée aux activités du secteur tertiaire non public, non administratif — c'est-à-dire essentiellement au commerce.

b . Commerce.

On compte dans les 38 communes étudiées, 1.140 établissements commerciaux et artisanaux-commerciaux, c'est-à-dire 35 par tranche de 1.000 habitants.

Voici, par exemple, un village de moins d'un millier d'habitants, *Valbonne*. La liste de ses établissements commerciaux est impressionnante :

4 boulangers-épiciers	1 bouilleur
4 épiciers	
1 laitier	1 coiffeur
3 bouchers	1 pharmacien
2 droguistes	1 agent immobilier
1 marchand de journaux	2 cafés-restaurants
	2 restaurants
2 mécaniciens-réparateurs	1 café
2 cordonniers	1 tabac
	1 pension
1 maréchal-ferrant	
1 marchand d'engrais	1 transporteur de voyageurs (cars)
1 commissionnaire en fleurs	1 transporteur de marchandises
1 grossiste en fruits et légumes	1 taxi
	2 marchands forains

Or, contrairement à ce que pourrait indiquer ce suréquipement commercial, *Valbonne* n'a rien d'un village exceptionnel. Presque parfaitement groupé, situé à une dizaine de kilomètres de Cannes auquel il est bien relié, peu touché par le tourisme et la villégiature, il n'étend pas son influence hors du territoire communal.

C'est dans tous les villages que le secteur commercial est anormalement gonflé. Mais la palette des commerces évoque plus celle d'un quartier urbain que celle d'un village agricole. Les gros commerces sont rares et concernent les produits de l'agriculture et les transports. Par contre, les petits commerces prolifèrent et se multiplient.

Le commerce pour agriculteurs présente un caractère assez spécial. Ce n'est pas celui des engrais, ou de l'outillage, dont la plupart des communes sont dépourvues : ce genre de magasins se trouve dans les villes et sert à l'approvisionnement des campagnards en desservant, d'abord, l'horticulture littorale. Le commerce agricole typique des villages, c'est le courtage des fleurs, accessoirement des fruits et légumes. 23 communes sur 38 ont un ou plusieurs courtiers, commissionnaires, grossistes ou ramasseurs — en tout 57 : ils expertisent, concentrent, paient, acheminent la marchandise, servent au cultivateur de conseiller technique, parfois de créancier.

A ce niveau de « gros » commerçant, se tiennent aussi les transporteurs. 33 entreprises de transport sont déclarées, dans 16 communes, sur lesquelles on n'en dénombre que 6 spécialisées dans le transport des voyageurs. On assiste à une petite décentralisation : tous les autocars qui sillonnent les routes de la campagne n'appartiennent pas aux entreprises urbaines. La tendance à l'équipement tertiaire atteint, dans certains villages, un niveau élevé puisqu'elle arrive à faire créer des services autonomes de transport de voyageurs.

Mais le suréquipement, la prolifération concernent surtout le secteur de l'approvisionnement alimentaire. Ainsi, on compte dans les 38 communes, 197 épiceries, soit 6 épiceries pour 1.000 habitants. Ce sont en général de petites boutiques indépendantes. Leur nombre témoigne de la déruralisation des villages : quand un épicier arrive à vivre « sur » 50 à 60 familles, c'est bien le signe que la terre ne nourrit plus.

L'épicier, le petit commerçant, a parfois plus d'une corde à son arc : il pratique plusieurs commerces et même plusieurs métiers ; il a parfois — mais pas souvent, car le commerçant n'est pas un « enraciné » — des intérêts agricoles et cultive ou fait cultiver un lopin de terre.

Et surtout, il peut espérer recueillir des miettes sur les centaines de millions dépensés en quelques semaines par la grande ruée touristique du littoral. Il vivote dix mois, car il calcule en fonction de « la saison ». En été, il vendra « de tout » aux villégiateurs, aux passants et fera ainsi les réserves qui lui permettent de tenir sur sa faible clientèle habituelle.

Il ne dépend donc pas du village, ni de la campagne, mais en bonne partie du tourisme littoral.

Quelles sont donc les possibilités d'absorption et d'attraction touristiques de la campagne azuréenne ?

Malgré des qualités naturelles exceptionnelles, elles sont faibles et localisées.

c . Le Tourisme.

L'équipement touristique de la campagne ne représente pas grand-chose en comparaison de l'immense concentration du littoral.

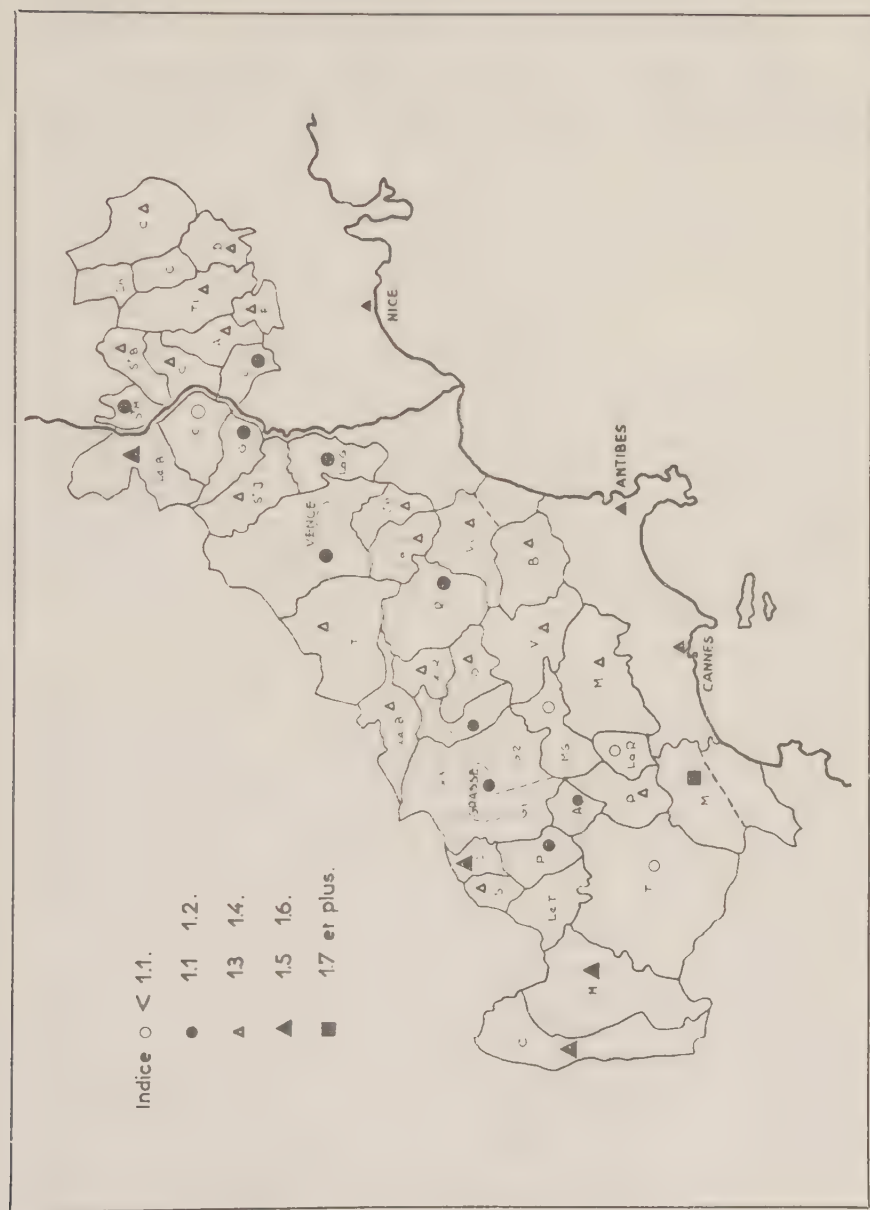
Certes, plus de la moitié des communes possèdent un ou plusieurs hôtels : 23 villages en ont ensemble 74. Mais 6 communes ayant plus de 4 hôtels chacune en totalisent ensemble 41 : Biot, La Colle, Roquefort (5 chacun), Tourrette-sur-Loup (6), Mougins et Saint-Paul (10). Le reste de la campagne ne dispose que de 33 hôtels dispersés dans les villages.

Cette dissémination pourrait être tenue pour un facteur favorable, si ces hôtels représentaient une véritable infrastructure touristique ; or, dans la plupart des cas, et sauf dans les six villages favorisés, les hôtels ne sont que de petites auberges campagnardes, vieilles maisons rafistolées ou gîtes d'étapes traditionnels. Il est douteux que le nombre de chambres d'hôtels disponibles dans la campagne azuréenne dépasse le millier. Si chaque chambre est utilisée cinq mois par an, le produit brut de l'hôtellerie (logement) serait de l'ordre de cent millions. Le chiffre est dérisoire, comparé aux milliards du littoral, et même aux revenus agricoles de la campagne.

Malgré l'absence des statistiques, on a tout lieu de croire que l'activité hôtelière ne représente qu'une fraction minoritaire du commerce touristique campagnard.

Les restaurants, les cafés — même lorsqu'ils ne sont pas modernisés — voient défiler pendant l'été une clientèle surabondante. Le tourisme n'est sans doute le promoteur que d'une minorité d'entre eux, mais tous profitent du tourisme. On n'en dénombre pourtant que 210, dont 40 restaurants-auberges, 40 cafés-restaurants et 130 cafés. A peine plus que les épiceries.

Même pour ce commerce, élémentaire pionnier du tourisme, la campagne est encore dans l'enfance !... ou sur la marge. Il n'y a d'industrie touristique — l'équipement le prouve — que dans de rares villages favorisés : Saint-Paul-de-Vence au premier chef, avec ses remparts moyenâgeux et surtout ses villas d'artistes, étape obligatoire d'une visite de la Côte d'Azur, Mougins, Biot et La Colle qui accueillent le reflux, le trop-plein



Carte n° 42. — Indices de la consommation de farine en 1955.

du littoral, Tourrette-sur-Loup et Cabris, charmants villages provençaux, buts de promenade, qui jouissent d'une renommée ascendante et reçoivent chaque année davantage de visiteurs.

Ailleurs, beaucoup de passages ; pas de tourisme au sens commercial du mot. Dans les six villages cités, l'industrie touristique débute ; ailleurs, ce n'est pas même de l'artisanat, c'est un bricolage touristique.

Et pourtant, pendant l'été, toute la campagne s'anime, tous les commerçants font des affaires, les villages se peuplent et les écarts revivent. Les olivaias abritent des terrains de camping ; les villageois se serrent dans une pièce pour louer leur maison, meublée, aux villégiateurs ; les villas s'emplissent.

La statistique de la consommation en farine des boulangeries donne une certaine mesure de ce gonflement (1). Au cours de l'année 1955, les 38 villages étudiés ont consommé 2.316 quintaux de farine en janvier, 3.129 quintaux en août. La consommation — donc la population — de l'été est supérieure de 35 % à celle de l'hiver. Cela représente, pour l'ensemble des villages, un afflux d'une douzaine de milliers de touristes et villégiateurs estivaux — chiffre appréciable vu la faiblesse de l'équipement touristique, mais ridiculement bas à côté des grandes masses du tourisme littoral.

Il est intéressant de constater, de plus, la diffusion de ces gonflements de population. La carte n° 42 présente la hiérarchie géographique du rapport du mois d'été de consommation de farine le plus fort sur la moyenne mensuelle annuelle. Tanneuron n'a pas de vocation touristique, ni La Roquette-sur-Siagne ou Le Plan de Carros, tous occupés d'agriculture. Mais 27 communes atteignent ou dépassent le coefficient 1,3. C'est dire que la grande majorité des villages bénéficient effectivement du grand afflux estival. (Les « centres » touristiques, qui ont plusieurs périodes de pointe dans l'année et un nombre appréciable de visiteurs toute l'année, ne ressortent pas sur cette carte.)

Il convient donc de tenir compte, à l'échelle individuelle, de cet appoint venu de l'extérieur, même si son produit total est peu élevé. Il permet en effet de vivre à de nombreux villageois, commerçants ou même paysans, qui font sur le dos du touriste les réserves indispensables pour la mauvaise saison. Ces sortes de « revenus invisibles », qui permettent l'existence d'une masse de familles au revenu régulier extrêmement bas, s'élèvent sans doute à des sommes assez considérables. Sur la base de 12.000 passagers au mois d'août, on peut compter que de mai à septembre,

(1) Cette méthode de recherche, qui nous a été suggérée par la Direction Régionale du M.R.U. à Marseille, a été employée par M. Juillard dans son étude sur la Côte des Maures (art. cité).

25.000 personnes environ ont vécu un mois *théorique* dans la campagne azurée. A 20.000 francs de dépenses par personne, en moyenne, cela représente déjà 500 millions de francs.

L'importance du tourisme n'est donc pas niable, dans l'ensemble des activités, et surtout des activités du secteur tertiaire. Disons même que, dans ce secteur, il est la cause prédominante du pullulement des petits commerces qui caractérise la structure sociale des villages.

d . Allogénie du groupe patronal.

Or, on connaît les caractéristiques socio-géographiques du groupe patronal des secteurs secondaire et tertiaire. Les artisans, commerçants, patrons divers, ne sont pas, dans leur majorité, issus des villages où ils exercent. L'étude de la population a montré au contraire que les villageois ne s'improvisent pas commerçants pour profiter du mouvement général des affaires. Commerces et boutiques d'artisans sont, en majorité, ouverts par des « colonisateurs ». Si le cinquième des personnes actives de ce groupe est né sur place seulement, près du tiers provient des villes régionales, et près du quart d'autres régions de France. De plus, cette « colonisation » est souvent de fraîche date : le quart des commerçants villageois n'est installé que depuis 1950, les 40 % depuis la fin de la guerre. Comme le nombre des établissements n'a pas beaucoup augmenté, cela signifie que dans les professions commerciales et artisanales se produit aussi cette turbulence qui est une des caractéristiques principales de la population villageoise azurée.

Ainsi, en même temps que son caractère économique de petitesse et de pullulement, s'affirme un caractère complémentaire décisif du secteur tertiaire : son allogénie. Non seulement les activités commerciales et artisanales sont peu organisées, dispersées à l'échelon individuel, de rendement économique douteux, mais encore, du point de vue humain, elles sont pour la plupart instables et ne correspondent pas à une implantation véritable. N'y a-t-il pas là un caractère commun avec le secteur agricole ? Dans les deux cas, la majorité des hommes vit d'activités circonstancielles, de revenus aléatoires.

L'enracinement et la fixité sociale deviennent de plus en plus rares, les cadres de la vie traditionnelle ont été abattus sans que rien ne vienne les remplacer.

3 . LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE

La ventilation exacte des activités socio-professionnelles, par village d'après le Recensement de 1954, n'est pas encore connue. Mais la connaissance que nous avons acquise des « établissements » permet de faire foi à une estimation globale, pour la campagne azuréenne, des occupations de la main-d'œuvre.

Sur 3.100 salariés villageois, le commerce doit en employer 1.200, le bâtiment (et l'artisanat d'entretien) 800, les 6 usines 500, l'artisanat de production 300, les services publics et divers 300; le secteur tertiaire emploie donc la moitié de la main-d'œuvre. Concrètement, dans la plupart des communes, la proportion est même beaucoup plus élevée : si on retire du calcul les 6 communes « usinières », la main-d'œuvre tertiaire s'élève au moins à 60 % de la main-d'œuvre non agricole... Dans le calcul global, les pourcentages sont les suivants :

**Emploi des salariés non agricoles :
pourcentages de la répartition par activités**

	%
Commerce	38
Services publics et divers	10
Bâtiment	26
Artisanat de production	10
Industrie	16

Cette main-d'œuvre est peu spécialisée : les usines emploient surtout des manœuvres, le Bâtiment ne demande pas un long apprentissage, le commerce s'improvise, ou presque.

La place des salariés locaux non agricoles dans la population active est faible et varie peu d'une commune à l'autre : la proportion moyenne est de 18 %. Carrément au-dessus, on ne trouve que le Bar 34 %, Contes 40 %, Saint-Martin 42 %, villages industriels. Bien en dessous, quelques villages agricoles spécialisés ou décadents : Carros 10 %. La Roquette-sur-Siagne 8 %, La Gaude 10 %, Valbonne 8 %, Opio 3 %, Saint-Jeannet 10 %.

La carte n° 43 exprime nettement l'ubiquité du phénomène et confirme, une fois encore, l'homogénéité sociale de la région.

Mais, ceci dit, l'analyse détaillée de la main-d'œuvre locale amène à une conception nouvelle du village comme marché du travail.

A . L'OUVERTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL.

Le problème est posé par l'importance des jeunes, et parfois des femmes, dans la main-d'œuvre villageoise.

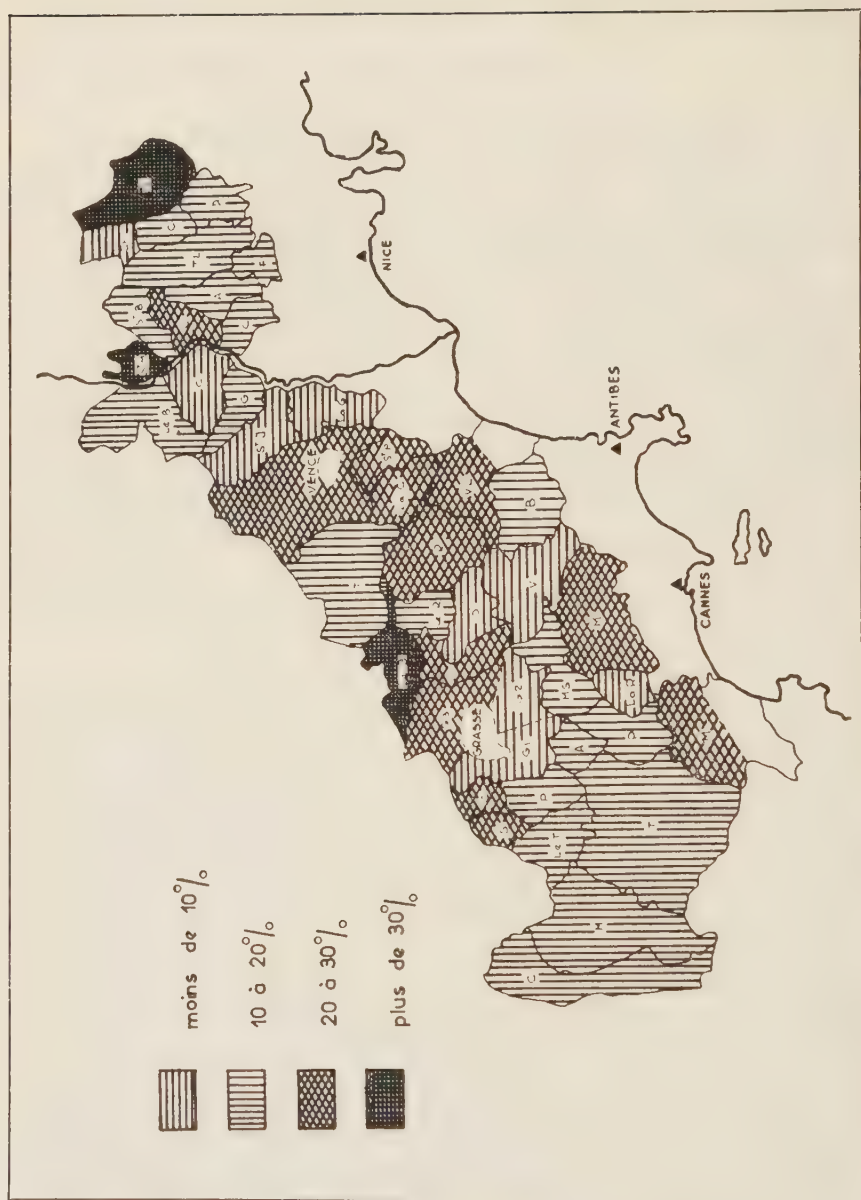
Près de la moitié des salariés locaux ont moins de 35 ans : 46 % exactement (contre 40 % environ pour l'ensemble du département). Dans 17 communes, même, cette proportion dépasse 50 %. Certains villages isolés ou décadents ont une main-d'œuvre très jeune : Callian, 57 % de moins de 35 ans, Valbonne, 71 %. Mais aussi des villages actifs, agricoles (Pégomas, 58 %), ou non (Drap, 56 %).

Aucune différenciation géographique ne permet de découvrir un élément susceptible de faire comprendre pourquoi les jeunes, un tiers de l'ensemble de la population active, constituent près de la moitié de la main-d'œuvre locale non agricole. Mais ce fait implique la présence, dans les villages, d'un marché du travail très ouvert. Cette première indication doit rester maintenant présente à l'esprit.

Car l'examen de la place des femmes dans la main-d'œuvre villageoise, si elle montre une infériorité par rapport à la moyenne départementale (26 % contre 38 %), met en vedette certains villages et la répartition géographique du coefficient donne lieu à des observations utiles. Les communes industrielles procurent peu d'emplois à l'élément féminin : à Contes, 14 % seulement des salariés sont des femmes, à Castagniers 5 %, à Saint-Martin 16 % (au Bar, il est vrai, 29 %). Mais la première commune touristique, Saint-Paul, détient par contre le record d'emplois féminins : 56 % ; et les communes à dominante commerciale sont, en général, bien placées. Finalement, dans 9 villages, la moyenne départementale d'emploi féminin est atteinte ou dépassée, dans 8 autres, elle est approchée de très près.

La jeunesse et la féminité de la main-d'œuvre employée localement, dans la plupart des villages, attirent l'attention sur un complexe de phénomènes sociaux dont l'analyse est maintenant nécessaire : l'ouverture du marché du travail, en effet, peut se vérifier par une méthode géographique en étudiant les origines de la main-d'œuvre locale.

Mais la proximité de la zone urbaine crée un vide en aspirant la main-d'œuvre villageoise, favorisant ainsi l'ouverture du marché local de main-d'œuvre. Tandis qu'en refoulant, pour rai-



Carte n° 43. — La place des salariés locaux (non-agricoles) dans la population active (1954).

son de logement, des salariés dans la campagne, elle peut l'encombrer. La situation, très complexe, évolue en fonction de facteurs contradictoires.

B . SALAIRES ET RECRUTEMENT.

La question des salaires et du recrutement de la main-d'œuvre, pour autant qu'on a les moyens de l'évoquer, ne manque pas de le prouver clairement.

Les salaires payés à la main-d'œuvre villageoise sont inférieurs à ceux payés dans les villes : dans la parfumerie, on peut compter qu'un ouvrier au Bar doit toucher environ 20 % de moins qu'à Grasse ; dans les entreprises locales du Bâtiment, surtout dans les villages éloignés, l'heure de maçon subit un abattement qui peut aller jusqu'au tiers par rapport au salaire de la ville. Cette réduction des salaires, compensée partiellement par le moindre coût de la vie et l'économie de moyens de transport, est sans conteste un élément défavorable du marché du travail.

Pourtant, la zone de recrutement de la main-d'œuvre s'étend parfois en dehors de la commune même. Ainsi, au Bar-sur-Loup, 84 salariés seulement, sur 133, habitent le village. Si 18 cadres et administratifs habitent la ville de Grasse, 25 autres salariés viennent, eux, de la campagne avoisinant le Bar (Maga-nosc, Châteauneuf). A Saint-Martin-du-Var, l'extension de l'aire de recrutement est encore plus nette : alors que les Saint-Martinois vont, de plus en plus nombreux, travailler à Nice, d'autres salariés descendent de la montagne où ils habitent pour travailler à Saint-Martin. Sur 250 salariés travaillant au village, 16 habitent Gilette, 18 habitent Levens et Plan-du-Var, 11 habitent La Roquette-sur-Var ou son hameau Bau-Rous.

Le lieu actuel d'habitation de la main-d'œuvre ne témoigne d'ailleurs que très partiellement de l'extension de son recrutement. Ainsi, à la chaudronnerie de Mouans-Sartoux, 41 % des salariés habitaient le village et 44 % la campagne environnante (15 % à Grasse-Ville et Cannes) en 1951. Mais 14 % seulement étaient nés à Mouans-Sartoux. Voici, en pourcentage, les lieux de naissance des 82 ouvriers embauchés :

<i>Nés à</i>	<i>%</i>
Mouans-Sartoux	14
Communes rurales limitrophes	21
Grasse	17
Cannes	12
Autres villes des Alpes-Maritimes	6
Montagne des Alpes-Maritimes	3
Ailleurs en France	18
Italie	6
Outre-mer et Etranger	3

Ces premières indications sur les caractères particuliers de ce marché villageois de la main-d'œuvre poussent évidemment à rechercher de nouvelles données dans le domaine démographique.

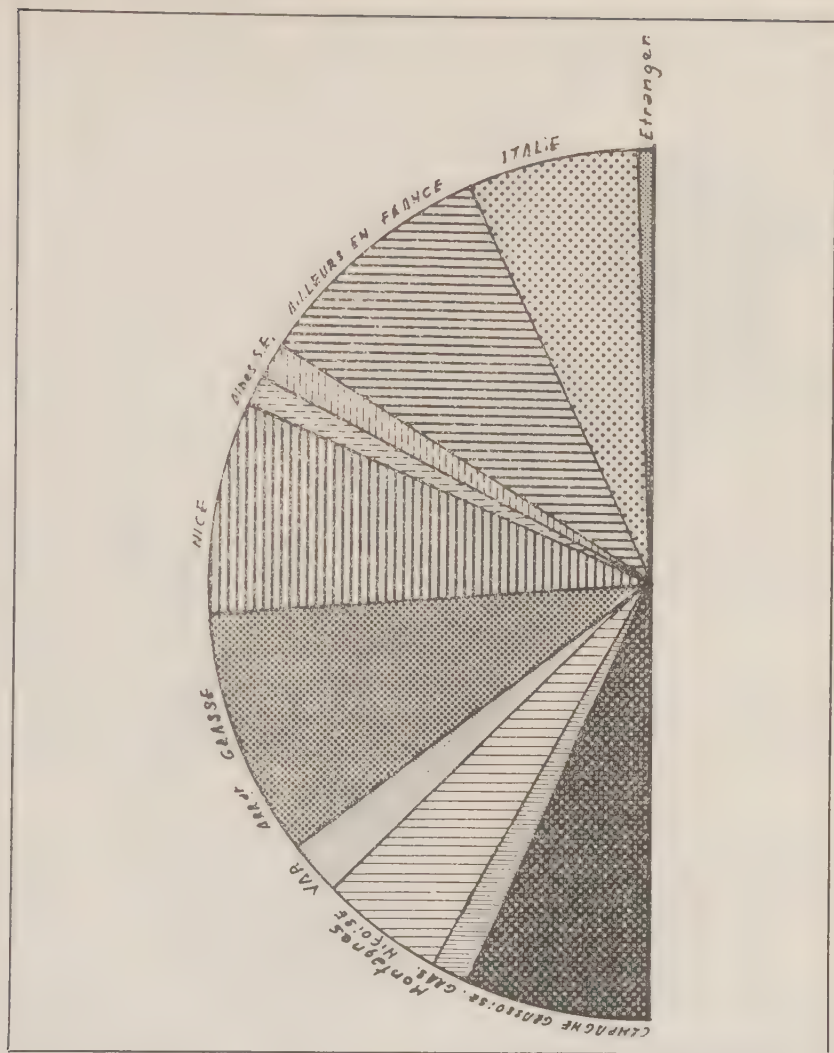
C . PROVENANCE DES SALARIÉS LOCAUX.

Les 69% des salariés locaux ne sont pas des autochtones. Ils ont *immigré* dans la campagne azurée, attirés par l'emploi ou pour toute autre raison.

Leurs provenances sont extrêmement dispersées, comme en témoignent graphique et tableau ci-dessous :

<i>Provenance des salariés locaux</i>	<i>%</i>
Campagne avoisinante	13
Montagne grasseoise	3
Montagne niçoise	9
Var	4
Villes de l'arrondissement de Grasse	18
Nice	16
Alpes	2
Autres départements Sud-Est	3
Ailleurs en France	18
Italie	13
Etranger	1

Les petites migrations locales fournissent peu de main-d'œuvre et, de la montagne environnante, plus beaucoup d'hommes ne descendent pour s'embaucher dans les villages ; mais, ensemble, les salariés en provenance de la campagne et de la montagne voisines, forment quand même le quart de la catégorie immigrés.



Graphique n° 66. — La provenance des salariés locaux immigrés (1954).

Les villes voisines lui fournissent le groupe le plus compact, plus du tiers : Grasse, Cannes et les petites villes de l'arrondissement 18 %. Nice seule 16 %. Ainsi, le marché de main-d'œuvre est approvisionné, pour une grande part, par la zone même qui réclame le plus de main-d'œuvre.

Et ce phénomène n'est pas limité à quelques communes particulières. A peu près tous les villages reçoivent un notable contingent de salariés en provenance des villes régionales (carte n° 44). 6 communes seulement en ont moins de 10 %.

L'immigration à faible rayon d'action est à l'origine de la présence des deux tiers des salariés non autochtones.

Venant directement d'Italie, 280 salariés sont employés dans la campagne azurée, moins du dixième de la main-d'œuvre non agricole, 13 % de la main-d'œuvre immigrée.

Ils sont fortement concurrencés par les immigrants français venant de tout le pays (et d'Algérie — une minorité). Comptant pour 18 % dans la main-d'œuvre immigrée, ce nouveau contingent prouve encore la remarquable ouverture du marché du travail villageois.

Il y afflue donc, non seulement des Italiens — ce qui est traditionnel — mais encore des Français venant de tout le pays, comme sur la Côte elle-même. Et, de plus — fait majeur — des citadins de Cannes, Grasse, Nice quittent leur ville pour venir travailler dans les villages ! Il y a de quoi faire douter de l'analyse économique des activités non agricoles d'où ressortait en définitive un tableau peu favorable.

Et pourtant, à ce tableau peu favorable correspond un élément humain confirmatif : alors que les villages attirent la main-d'œuvre, les autochtones sont peu nombreux à y rester travailler !

Les autochtones forment moins du tiers de la main-d'œuvre non agricole villageoise : 976 salariés locaux (31 %) seulement sont nés dans les communes où ils travaillent. Il n'y a pas plus, proportionnellement, de salariés locaux parmi les autochtones que parmi l'ensemble de la population active.

Mais trouve-t-on, parmi les salariés locaux, une grande proportion d'autochtones spécialement là où, théoriquement, d'après l'étude économique, le marché du travail est le plus large ? Non. La carte n° 45 montre que, Contes à part, les communes à la main-d'œuvre la plus autochtone sont les communes les moins dynamiques : Tourrette-Levens, Le Broc, Valbonne, Callian...

L'activité économique non agricole dans la campagne azurée attirerait-elle les « étrangers » et repousserait-elle les « enfants du pays » ? Valable en d'autres lieux, cette explication ne peut l'être ici, d'après ce que nous connaissons de cette activité.

L'hétérogénéité est un caractère *démographique*, que vient souligner encore l'instabilité.



Carte n° 45. — Les autochtones dans la main-d'œuvre villageoise (1954).

D . L'INSTABILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

La population villageoise, comme on le sait, est, dans son ensemble, non seulement hétérogène, mais encore, en forte proportion, d'installation récente. Sans que le chiffre de population ait sensiblement changé, sa composition, par suite de la turbulence démographique, s'est modifiée pour près du tiers depuis la guerre.

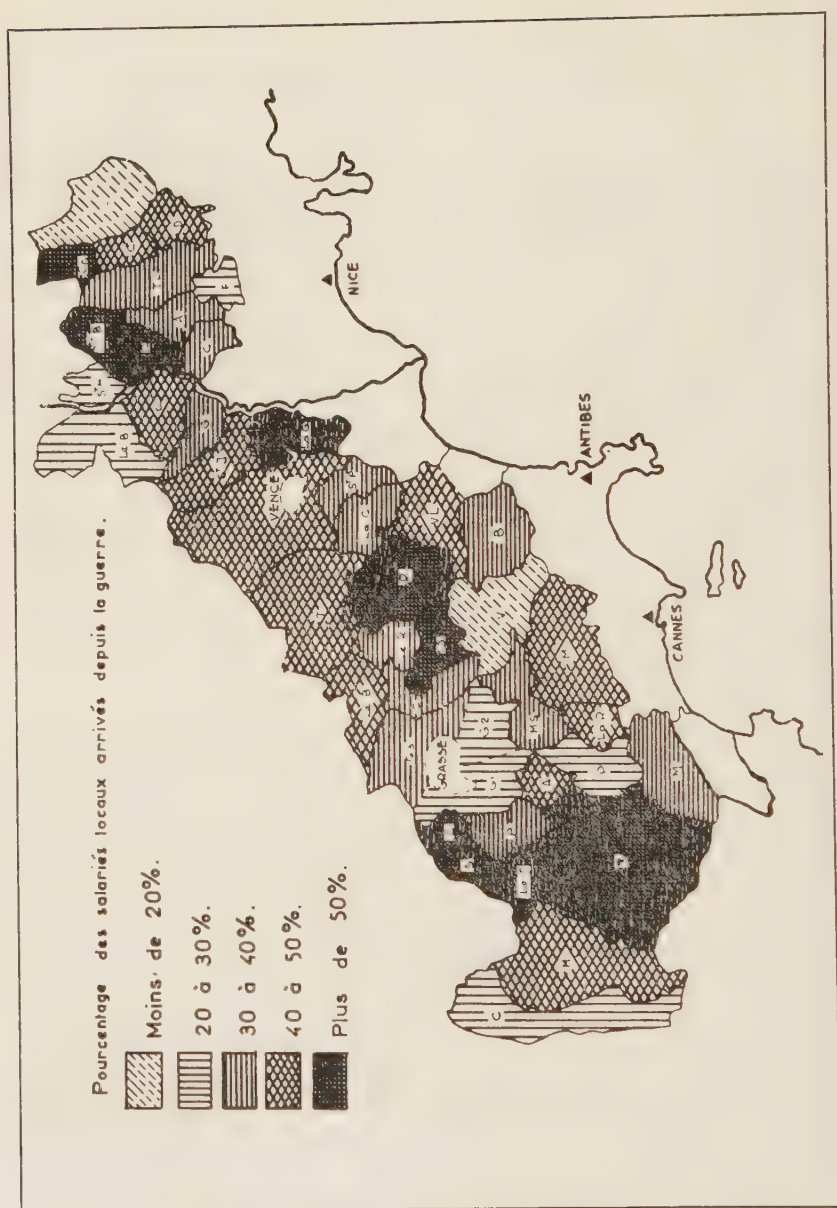
La nouveauté des apports, qui souligne l'instabilité, est encore plus accentuée parmi les salariés locaux (non agricoles). 1.116 d'entre eux (35 % de la main-d'œuvre) ne sont dans leur commune de résidence actuelle que depuis la guerre. En particulier, de janvier 1950 à mai 1954, pendant à peine plus de quatre ans, il en est arrivé 715, soit près du quart (23 %) de la main-d'œuvre totale : l'« ouverture » du marché du travail villageois dans la période récente apparaît très considérable.

La carte n° 46 présente la répartition géographique du phénomène : comme on voit, il est extrêmement généralisé, 35 communes (sur 44) ont plus de 30 % de leur main-d'œuvre locale qui n'a élu domicile dans la commune que depuis la guerre. La moitié des communes en ont plus de 40 %.

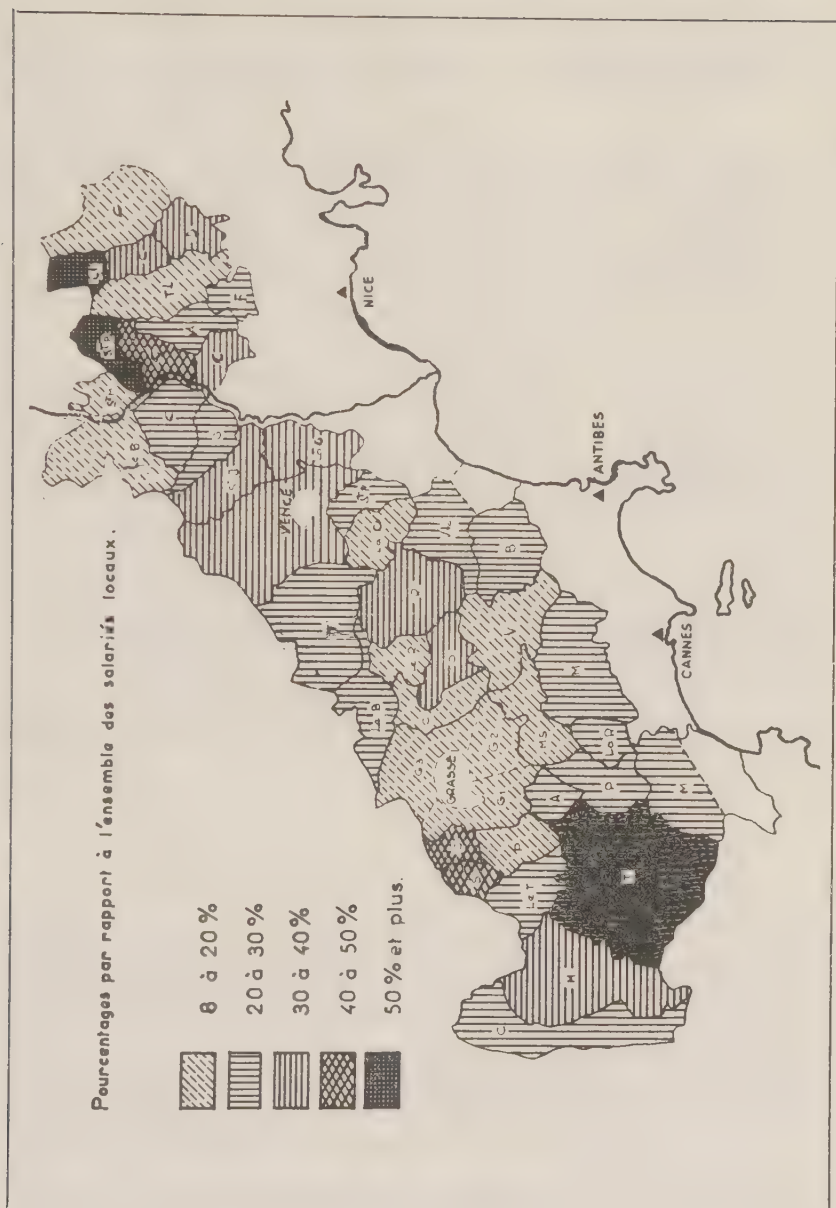
Mais l'examen de cette carte en fonction de l'activité économique des villages ne fournit que des indications contradictoires. Villages « usiniers » l'un et l'autre, Contes et Le Bar se situent aux deux extrêmes pour le coefficient de « nouveauté » de la main-d'œuvre : 16 % et 43 %. Villages de banlieue, Drap et Falicon, pourtant voisins, s'opposent aussi : 42 % contre 25 %. Villages agricoles traditionnels, Valbonne et Tourrette-Levens sont même, pour une fois, dissemblables : 10 % et 34 %. Ce ne sont certainement pas les *fonctions* de chaque commune qui déterminent l'« ouverture » du marché du travail.

(La carte n° 47 confirme encore : on y a représenté le pourcentage des salariés locaux les plus fraîchement immigrés — depuis 1950 — par rapport à l'ensemble des salariés locaux. Aucune explication économique ne peut éclairer les résultats, puisqu'on trouve, dans la même catégorie, Peymeinade, active banlieue, Valbonne, village agricole traditionnel, Contes avec sa grosse usine, par exemple.)

On rejoint là le problème posé à propos de l'hétérogénéité de la main-d'œuvre locale, qui devrait définir un marché du travail très ouvert. Et on touche à sa solution. Mais deux éléments encore permettent de cerner de plus près la réalité.



Carte n° 46. — Les salariés locaux (non-agricoles) immigrés entre 1945 et 1954.



Carte n° 47. — Les salariés locaux (non-agricoles) immigrés entre 1950 et 1954.

a . La provenance des migrations récentes.

Dans les dix dernières années, en effet (1945-1954), d'après un sondage effectué dans dix communes (1) et portant sur 260 individus, l'éventail des provenances est aussi ouvert qu'il l'est apparu dans l'étude de tout le groupe immigré des salariés locaux : les petites migrations locales fournissent 34 % du groupe récent (contre 29 % pour le groupe entier), les villes voisines 31 % (contre 34 %), le reste de la France 23 % (contre 23 %), l'Italie et l'étranger 12 % (contre 14 %).

A La Gaude, dont 55 % des salariés locaux ne sont installés que depuis 1945, le tiers d'entre eux viennent des villes de la rive droite du Var, le quart de Nice. A Tourrette-Levens, le tiers des nouveaux salariés locaux (34 % du total) viennent de Nice et 45 % de la montagne avoisinante. A Saint-Paul, dont 34 % des salariés locaux sont des nouveaux-venus, le quart d'entre eux viennent de Vence, Grasse et Cannes, 15 % de Nice et 34 % de France hors de la région. A Spéracédès, le groupe des nouveaux venus forme les deux tiers du salariat local : parmi eux, un tiers proviennent des villes du département, un tiers de France extra-régionale.

La variété permanente des provenances, malgré les situations différentes des villages, témoigne assez du caractère *actuel* de l'« ouverture » du marché du travail.

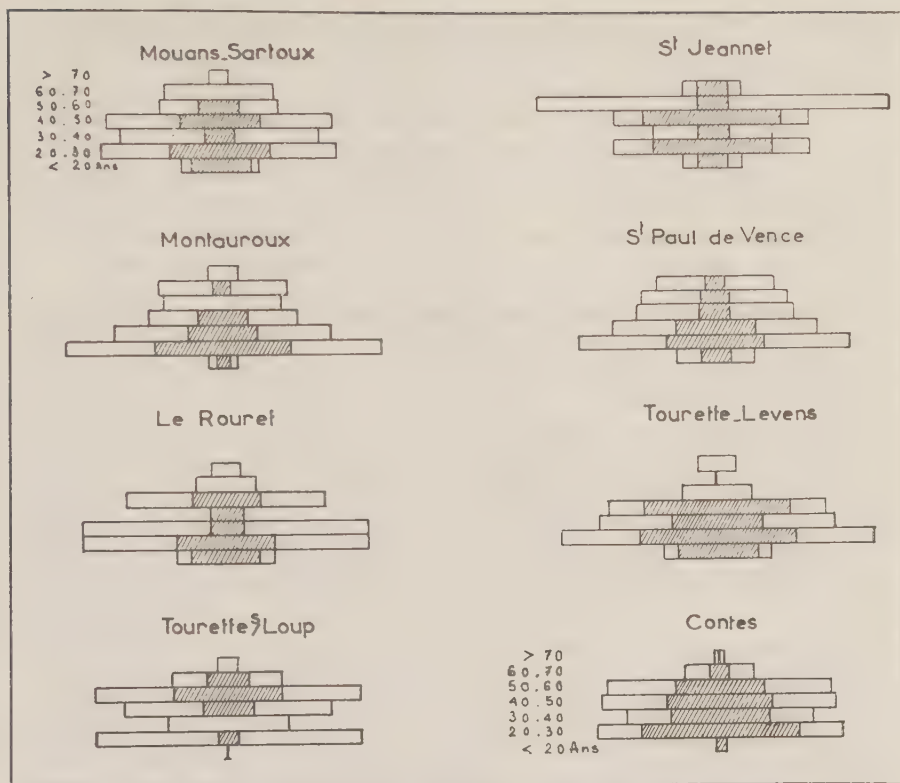
b . La structure d'âge par groupes d'origines.

On peut encore s'en rendre compte, complémentirement aux premières indications données sur la jeunesse des salariés locaux, par quelques sondages dans la structure par âge et origine de cette main-d'œuvre.

Le tableau présente les pyramides d'âge, pour 8 communes très diverses, de la main-d'œuvre non agricole employée dans les villages. Dans les diverses tranches, on a distingué les autochtones des immigrés.

Trois pyramides régulières : A *Montlauroux*, il y a 57 % de moins de 40 ans. Et la plus grande partie des autochtones sont

(1) Callian, Spéracédès, Pégomas, Tourrette-sur-Loup, Saint-Paul, La Gaude, Castagniers, Tourrette-Levens, Contes, Drap.



Graphique n° 67. — Pyramides des âges des salariés travaillant dans les communes (1954). (en grisé : autochtones)

aussi des jeunes. Par contre, les tranches élevées sont composées surtout d'immigrés. A *Saint-Paul-de-Vence* revient la pyramide la plus régulière : elle est très jeune aussi (57 % de moins de 40 ans). Et les trois quarts des autochtones se massent dans les basses tranches ; mais la pyramide des autochtones elle-même est régulière. *Mouans-Sartoux*, village mixte, présente une pyramide plus tassée, mais encore typique : 52 % des salariés locaux ont moins de 40 ans. Et les deux tiers des autochtones sont des jeunes.

De trois villages fort différents, il ressort, de ce point de vue, une image identique.

Le Rouret a 68 % de moins de 40 ans, mais la tranche 40-50 est très faiblement représentée. Plus de la moitié des autochtones ont moins de 30 ans. *Tournette-Levens* n'a presque pas de vieux

salariés locaux : les neuf dixièmes des salariés ont moins de 50 ans et tous les autochtones se rangent dans ces tranches inférieures.

A *Tourrette-sur-Loup*, 40 % des salariés locaux ont plus de 50 ans. Et les autochtones, peu nombreux il est vrai, se trouvent cette fois parmi les vieux (les deux-tiers au-dessous de 50 ans). Mais à *Saint-Jeannet*, qui a 42 % de ses salariés locaux au-dessus de 50 ans, et surtout une tranche impressionnante de 50-60 (36 % du total), 85 % des autochtones ont moins de 50 ans.

Contes, enfin, a une répartition de salariés locaux plus égale entre les tranches d'âge. De 20 à 60 ans, 25 %, 19 %, 24 %, 23 %. Plus nombreux parmi les jeunes, les autochtones sont bien représentés partout.

Il ressort de ces observations que, malgré sa diversité, les répartitions par âge des salariés locaux dans les villages offrent des points communs notables. La seule commune à avoir un marché du travail important, *Contes*, est aussi la seule à présenter une pyramide originale : adultes représentés sans clivage par âge, autochtones présents en nombre dans toutes les tranches.

C'est par opposition à ce type que les autres pyramides définissent et, tous comptes faits, se ressemblent assez. En règle générale, d'une part, et comme on savait déjà, les jeunes y sont nombreux : même à *Saint-Jeannet* et à *Tourrette-sur-Loup*. Leur proportion (38 et 39 %) n'est pas si éloignée de celle obtenue à *Contes* (45 %). Et, partout ailleurs, la proportion des moins de 40 ans dépasse largement les 50 %. D'autre part, sauf à *Tourrette-sur-Loup*, les autochtones sont surtout présents parmi les jeunes salariés locaux.

Ces deux constatations fournissent une nouvelle indication. Si la main-d'œuvre locale est, en règle générale, fort jeune, c'est que le marché du travail n'est pas encombré par les hommes mûrs. Et il y a relativement peu d'hommes mûrs et de vieux dans la main-d'œuvre locale parce qu'ils sont partis, qu'ils ont émigré. Cette déduction est justement confirmée par la faiblesse des autochtones dans les tranches d'âges élevées : contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, les vieux salariés locaux ne sont pas des autochtones, mais des immigrés (venus anciennement et récemment). Les autochtones n'encombrent pas le marché local du travail.

Mais si les hommes mûrs et les autochtones ne restent pas comme salariés dans les villages, n'est-ce pas un signe que le marché du travail y est étroit, contrairement à l'indication donnée par la jeunesse de la main-d'œuvre qui prouverait l'ouverture de ce marché ?

La vérité ne peut concilier cette antinomie. C'est qu'en fait les caractéristiques du groupe des salariés locaux ne dépendent pas, généralement, de l'état du marché du travail.



L'étude des origines de la main-d'œuvre villageoise, de son instabilité, de sa structure par âges, nous amène à une seule conclusion : l'« *attraction* » exercée par les villages n'est pas fonction de leur activité. Mais elle s'explique par les conditions mêmes de la population. La « turbulence » démographique crée un milieu très hétérogène et met ainsi à la disposition des employeurs une main-d'œuvre d'origine très diverse ; elle maintient une grande instabilité parmi les habitants des villages, qui se répercute d'autant plus directement sur la main-d'œuvre que les emplois sont peu spécialisés et peu fixes, et les salaires relativement bas. Creusant de perpétuels vides, la turbulence démographique contribue à maintenir ouvert le marché du travail.

Les caractéristiques essentielles de la catégorie des salariés locaux non agricoles ne sont pas dues à des particularités de l'activité économique ou de la structure sociale des communes de la campagne azurée ; elles sont imposées du dehors, par une série de phénomènes qui dépendent, en définitive, de l'urbanisation, puisque c'est au contact des villes que s'établit la turbulence démographique.

Elles sont une « conséquence de l'urbanisation » au même titre, quoique moins directement, que l'hébergement dans les villages de la deuxième catégorie des salariés : ceux qui travaillent à la ville.

CHAPITRE II

LA FONCTION RÉSIDENTIELLE

Si on s'en tient au nombre des salariés des secteurs secondaire et tertiaire, la fonction résidentielle a le pas sur toutes les fonctions non agricoles : on ne compte en effet que 3.089 salariés locaux contre 3.421 salariés travaillant en ville, dans les villages de la campagne azurée.

D'autres chiffres attestent cette légère mais réelle supériorité. Parmi les autochtones, 1.052 « actifs » vont travailler dans les cités tandis que 976 seulement restent dans leurs villages. On aurait pu préjuger d'une préférence des villageois d'origine pour un emploi dans les lieux de leur enfance ; mais — nous l'avons vu — ils laissent volontiers le travail local à des immigrés et s'en vont en nombre au dehors.

A La Roquette-sur-Siagne, ainsi, les autochtones fournissent 4 salariés locaux, mais 16 salariés urbains ; à Châteauneuf-de-Grasse, 9 contre 24 ; à Aspremont 2 contre 6 ; à Cantaron 3 contre 13.

L'importance de la fonction résidentielle croît sans cesse, tandis que les autres fonctions non agricoles ne se développent guère. Il est difficile de comparer les chiffres de la main-d'œuvre calculés d'après chaque recensement : celui de 1946 représente une période très exceptionnelle, celui de 1936 n'indique pas toujours la profession et le lieu d'exercice avec précision (et on ne sait où classer les chômeurs). On est donc embarrassé pour donner des éléments quantitatifs sur l'évolution du nombre des « résidents ». Néanmoins, les comparaisons possibles sont édifiantes.

Dans 11 communes représentatives (1) où l'étude quantitative a une valeur certaine, la confrontation des dénombrements

(1) Callian, Cabris, Opio, La Roquette, Tourrette-sur-Loup, La Colle, Gattières, Carros, Castagniers, Tourrette-Levens, Drap. Population totale, en 1936 : 8.141 habitants ; en 1954 : 9.006 habitants.

de 1936 et 1954 montre que le nombre des salariés locaux est resté stable (550 contre 549), alors que celui des salariés urbains a beaucoup augmenté (140 contre 634). A La Roquette-sur-Siagne, par exemple, où le nombre des salariés locaux est passé de 24 à 32 (population en augmentation de 259 habitants), le nombre des salariés urbains est passé de 22 à 110. A Cabris (population en augmentation de 61 habitants), salariés locaux : 28-27, salariés urbains : 2-21. A La Colle (population en augmentation de 115 habitants), salariés locaux : 162-137, salariés urbains : 15-85. A Drap, enfin (population en augmentation de 163 habitants), les salariés locaux fléchissent sérieusement (115-76) pendant que la fonction « dortoir » devient prépondérante (73-224).

Le groupe des salariés urbains représente 21 % de la population active dans la campagne azurée, et 40 % de la population active non agricole. Si on ajoute à ces données que le Recensement de 1954 a permis de compter 1.346 retraités *déclarés* installés dans cette campagne, on n'a pas à insister davantage sur l'ampleur du phénomène.

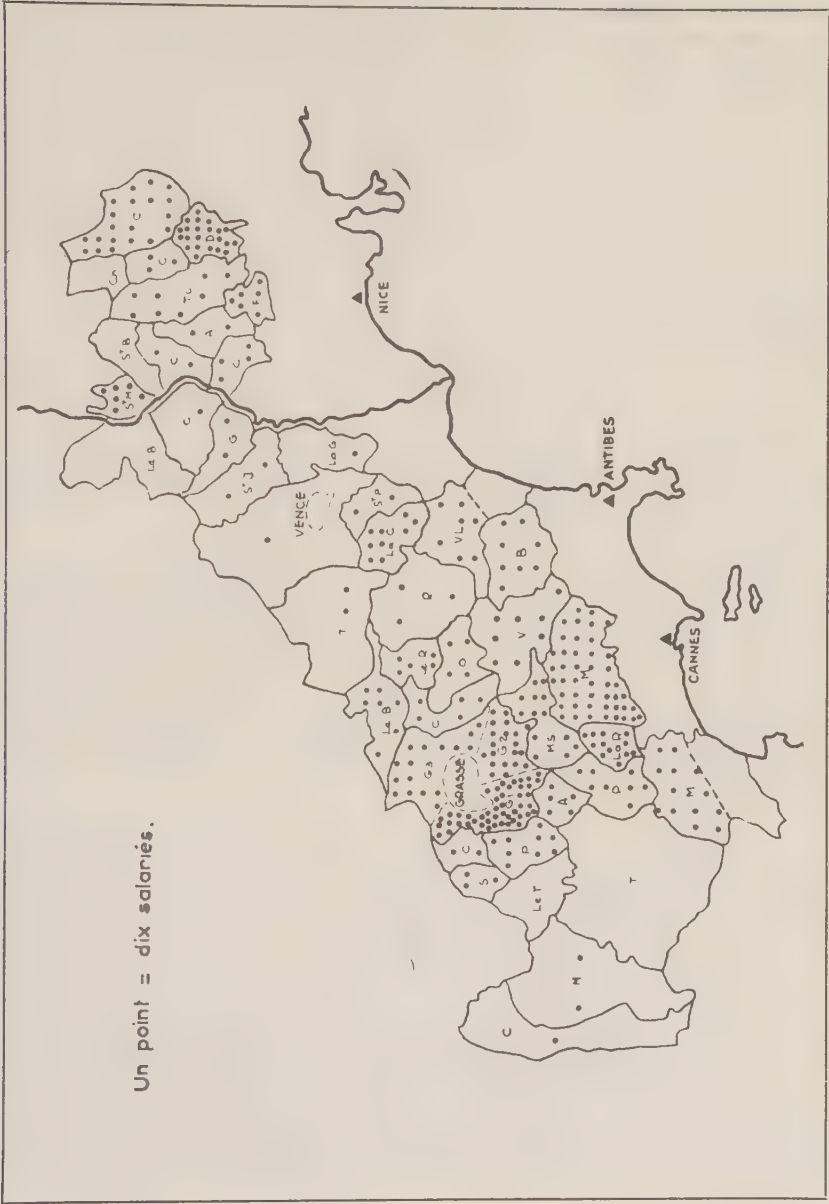
1 . LOCALISATION DE LA FONCTION RÉSIDENTIELLE.

A . LA DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE.

Il n'y a pas, dans les 44 communes ou sections de la campagne azurée, d'unité qui soit complètement dépourvue de salariés urbains. Il est vrai que les petits villages perchés de la limite montagnaise n'en recèlent pas beaucoup : 6 communes en ont moins que 7 (Callian, Tanneron, Le Tignet, Le Broc, Saint-Blaise et Châteauneuf-de-Contes). La Gaude, malgré sa proximité des villes, n'abrite aussi que moins de 10 salariés urbains (1).

La « contenance résidentielle » des autres communes est très variable, comme en témoigne la carte n° 48.

(1) Dans plusieurs études statistiques, on a tenu comme négligeable le nombre de salariés urbains dans la population éparse de Vence (12). Ce nombre n'est pas sûr, car les « banlieusards » vengois qui travaillent en ville, à Vence, se déclarent travaillant dans la commune. Cet inconvénient n'existe pas pour Grasse dont les sections éparses ont une dénomination et une grande personnalité géographique.



Carte n° 48. — Nombre des salariés travaillant en ville (1954).

Les communes à grosse contenance dominant très largement le lot : à 5 (Grasse-Ouest, Mougins, Drap, Grasse-Est, Contes), elles totalisent les 46 % des salariés urbains hébergés dans toute la campagne. Mais peut-on parler d'un groupement géographique net ?

Des 6 micro-régions étudiées, 2 seulement sont importantes et comptent à elles seules les trois quarts du groupe :

Coteau préalpin occidental	172
<i>Campagne grasso-cannoise</i>	1.811
Plateau valbonnais	326
Campagne bas-vençoise	277
Campagne haut-vençoise	63
<i>Campagne nicoise</i>	739

Rien d'étonnant, puisque ce sont les plus proches des villes. Mais quelques « anomalies » attirent l'attention sur le fait que la proximité n'est pas le seul facteur favorable.

— *Cantaron*, sur la rive droite du Paillon, n'a que 34 salariés urbains contre 224 à Drap, situé à un kilomètre de l'autre côté de la rivière. C'est que le village du bas est très petit et confiné, l'habitat étant surtout épars en hameaux juchés à flanc de montagne. Bien que 10 salariés urbains habitent ces hameaux (dont ils sont presque tous originaires), on peut dire que la faiblesse relative de Cantaron en face de la dynamique banlieue de Drap est à porter au compte du déterminisme géographique. C'est l'exemple le plus simple. Il vaut pour Cabris, pour Auribeau, pour Falicon même.

— Mais le cas de *Saint-Martin-du-Var* se pose très différemment. Les communes riveraines du Var, sur la rive niçoise, ont un nombre décroissant de salariés urbains en s'éloignant de Nice : Colomars 40, Aspremont 22, Castagniers 18. Mais, plus loin encore, Saint-Martin en a 63.

Première explication de cette anomalie : aucun des trois premiers villages ne se trouvant dans la vallée (ils sont perchés à 310, 530 et 350 mètres), ils seraient moins bien placés que Saint-Martin, qui s'étale au bord du Var et de la route nationale. Mais Saint-Martin est à 25 kilomètres de Nice, contre 18 pour Castagniers, 13 pour Aspremont et 12 pour Colomars. A Colomars, d'ailleurs, les salariés urbains ne répugnent pas à habiter

(1) De nombreux jeunes gens de Saint-Martin ont été dirigés sur les Centres de Formation Professionnelle ; de nombreux adultes ont appris à travailler dans les chantiers de barrage, après la guerre. Le Saint-Martinois est, presque traditionnellement aujourd'hui, un ouvrier spécialisé du bâtiment.

la hauteur puisque, sur les 40, 13 habitent le village même et 12 les écartes dans la colline contre seulement 16 dans la plaine (dont 11 au hameau de la Manda).

Il faut fuir l'explication géographique. L'explication sociologique s'impose. Saint-Martin est une « vieille » commune industrielle, qui forme, qui « produit » des ouvriers (1). La tuilerie a depuis quelques années réduit son personnel : voilà des candidats au voyage de Nice. La présence au village de logements ouvriers attire, en cas de vide, des mal-logés : voilà encore de quoi grossir la cohorte des salariés « résidant ». Contre ces facteurs favorables, la proximité ne peut rien.

D'ailleurs, pour que la carte n° 48 ne s'explique que par la proximité urbaine, il faudrait encore prouver que les salariés « résidant » vont effectivement travailler dans la ville la plus proche. Et ce n'est pas toujours le cas.

Sur la rive gauche du Var, le problème ne se pose pas : l'attraction niçoise est tellement plus forte que les autres. Mais sur la rive droite, certains groupes éclatent.

Le tableau suivant en donne les exemples les plus nets :

Salariés urbains résidant à	Nombre total	travaillant à					
		Nice	Cannes	Grasse	Antibes	Cagnes	Vence
Carros	13	13					
La Colle (1)	85	32	4	1	3	25	5
Le Rouret (2)...	51	11		24	1		
Châteauneuf- Grasse (3)	46	2	2	32	1		
Mouans-Sartoux.	125	1	97	27			
Mandelieu	129	5	124				
Auribeau	51	1	41	7	2		
Pégomas	75	2	68	5			
Peymeinade	91	2	13	75			
Grasse-Ouest ...	504	6	43	454	1		
Grasse-Est	202	12	72	118			
Grasse-Nord	159	9	6	143			1

(1) 15 « inconnu ».

(2) 15 « inconnu ».

(3) 9 travaillant au Bar-sur-Loup.

Nice, comme toujours, étend sa zone d'influence sur la rive gauche.

Cannes a, en superficie de « drainage », une nette supériorité sur Grasse : à Mouans-Sartoux (10 kilomètres de Cannes, 7 kilomètres de Grasse), les trois quarts des salariés résidant vont vers la Côte. A Auribeau (12 kilomètres de Cannes, 8 kilomètres de Grasse), c'est 80 %. A Pégomas (11 kilomètres de Cannes, 10 kilomètres de Grasse), c'est 90 %.

Dans la propre commune de Grasse, au sud-est de la ville, Cannes séduit encore : 35 % des salariés résidant dans les hameaux de la plaine de Grasse travaillent à Cannes (40 % de ceux du Plan de Grasse (1)).

Mais Grasse a, dans la campagne même, une puissante banlieue : de l'ouest et du sud-ouest de son territoire, et de Peymeinade, lui arrivent chaque matin des centaines d'ouvriers, 454 de Saint-Jacques, Sainte-Anne et Saint-Antoine.

En somme, la connaissance de l'implantation des salariés urbains dans les villages de la rive gauche amène à substituer la notion de force d'attraction urbaine à celle de simple proximité, valable pour d'autres phénomènes.

Certains facteurs de localisation précise échappent cependant aux règles générales : la question se pose à propos de la comparaison entre Saint-Paul et La Colle, communes voisines mais très différentes au point de vue résidentiel : La Colle a 95 salariés urbains et Saint-Paul 17. Cela ne peut s'expliquer autrement que par la vocation touristique de Saint-Paul, l'importance du marché local du travail et la rareté, la cherté des loyers.

Pour préciser les causes de la hiérarchie des villages sur le plan résidentiel, trop d'éléments sont en définitive hors de portée, il faudrait pouvoir suivre le remplissage des vides laissés par l'exode rural, mesurer la « pression » sur le marché des logements, expertiser les valeurs morales, les réactions psychologiques...

D'ailleurs, la hiérarchie résidentielle ne peut pas être jugée seulement dans l'absolu, la place du groupe résidant dans la population villageoise, donnée par le rapport du nombre des salariés urbains à celui de la population active, permet un point de vue complémentaire très utile.

La carte n° 49 le présente : on en voit tout de suite les caractéristiques géographiques. La fonction résidentielle n'a nulle part autant d'importance qu'à proximité immédiate des villes :

(1) Il est intéressant de noter que, au Plan de Grasse, parmi les 55 salariés citadins, travaillant à Grasse, on compte 29 autochtones ; tandis qu'on n'en compte que 4 parmi les 41 travaillant à Cannes.



Carte n° 49. — *Place dans la population active des salariés travaillant en ville (1954).*

Peymeinade (30 %), les hameaux de Grasse-Ouest (45 %), ceux de Grasse-Nord (39 %), Falicon (32 %) et Drap (51 %). Les six unités à atteindre une proportion de 30 % de salariés urbains dans leur population active sont des banlieues. 10 communes ou sections dépassent encore la moyenne de 20 % : elles constituent une frange au-dessus de l'agglomération cannoise et le long du Paillon niçois, mais elles s'insèrent aussi en plein plateau valbonnais : la banlieurisation résidentielle progresse vers l'intérieur.

Les districts les moins touchés sont, d'une part, les communes retirées du Var, d'autre part, la campagne vençoise. Là, les salariés résidant ne représentent jamais le dixième de la population active. On peut tenir encore pour négligeable leur importance relative.

Une meilleure précision de la localisation résidentielle peut enfin être atteinte par une vision dynamique.

L'étude du pourcentage des salariés résidant arrivés dans chaque commune de 1950 à 1954 indique assez bien (1) la tendance de la localisation.

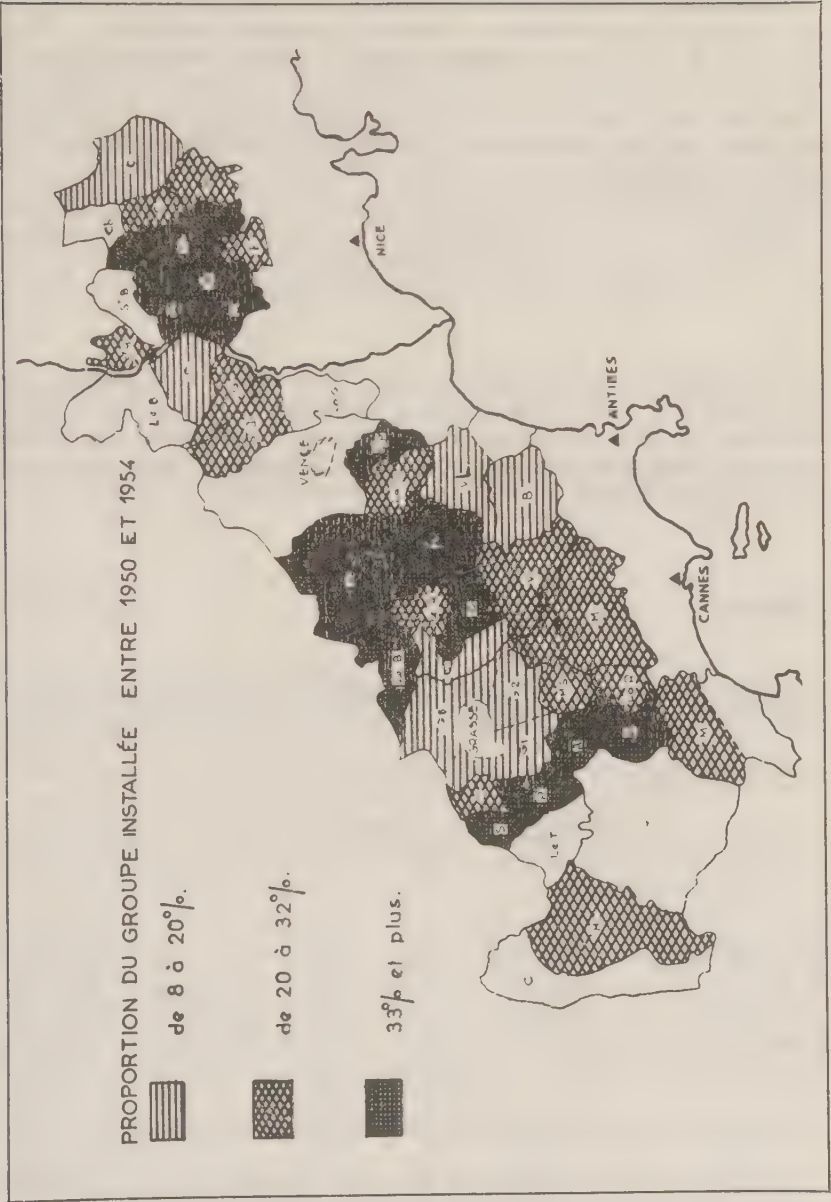
Les communes à fort pourcentages sont en principe celles dont la fonction résidentielle s'accroît actuellement. (Il faut tenir compte du fait que le calcul en pourcentage dissimule des phénomènes quantitatifs qui peuvent être importants : seuls Mougins, 119 salariés urbains d'installation récente — Grasse-ouest, 41 et Drap, 59, sont d'ailleurs dans ce cas.)

La carte n° 50 montre les groupements géographiques de l'essor résidentiel ouvrier : plaine de la Siagne-Ouest de Grasse (Auribeau 41 %) ; plateau valbonnais (Opio 49 %, Tourrette-sur-Loup 50 %) ; campagne Nord de Nice (Tourrette-Levens 54 %). La tendance actuelle est à l'éloignement des villes : la colonisation résidentielle gagne des communes nouvelles.

Il n'est pas inutile d'ajouter, enfin, quelques indications concernant la résidence des retraités.

Ils sont nombreux et dispersés : chaque commune a un contingent appréciable. Mais incontestablement certaines sont plus spécialisées. Ne parlons pas des communes mourantes dont les retraités forment 5 à 6 % de la population totale ; mais les villages bien vivants dont la fonction résidentielle comporte l'hébergement de nombreux retraités : Peymeinade (51, soit 6 % de la population) — Le Rouret (39, soit 6 %) — La Colle (86, soit 5 %), et surtout Roquefort (61, soit 9 %), la petite capitale des anciens fonctionnaires et des vieux commerçants.

(1) On objectera que de 1950 à 1954 un salarié a pu changer de métier et de lieu de travail. Les salariés urbains *actuels* n'étaient pas forcément salariés urbains à leur arrivée au village. Certes. Mais, en si peu de temps, les changements sont faibles, et les proportions, à titre indicatif, sont valables.



Carte n° 50. — Les salariés travaillant en ville immigrés de 1950 à 1954.

En définitive, la géographie de la fonction résidentielle dans la campagne azuréeenne comporte des traits actuels fort accentués — la moitié des « résidant » dans cinq grosses banlieues —. Mais la force d'attraction urbaine tend à se faire sentir de plus en plus loin. Les villages « se remplissent » peu à peu et il n'est pas vain de remarquer que ceux du plateau valbonnais, décadents et isolés, sont en train de se faire, par la fonction résidentielle, une nouvelle jeunesse.

B . LA LOCALISATION INTERNE.

L'analyse de la fonction résidentielle peut être poussée un peu plus loin dans le domaine géographique par l'étude de la localisation des habitants travaillant en ville dans les divers quartiers des communes campagnardes. Quelques exemples sont assez démonstratifs.

Contes.

A Contes, commune de hameaux dispersés, les 196 salariés citadins n'ont pas d'habitat préférentiel.

	% de la <i>Population</i> <i>totale</i>	% <i>des salariés</i> <i>citadins</i>	<i>Dont</i> % <i>d'autochtones</i>	% <i>d'installés</i> <i>depuis 1950</i>
Au village...	35	20	50	25
A Sclos	15	20	67	25
A la Vernéa .	8	7	28	28
A la Pointe .	14	15	60	11
Epars	28	38	57	14
	100	100		

Qu'ils soient autochtones ou installés récemment, leur dispersion est du même ordre que celle de la population totale.

Plascassier. Le Plan. Peymeinade.

A Plascassier, pas plus qu'au Plan — hameaux grassois — on ne trouve de localisation résidentielle précise : dans le premier, où le tiers de la population vit aggloméré, le quart des salariés citadins résident dans le hameau même. Dans le second, l'agglomération contient 15% de la population et 12% des salariés citadins. Même situation à Peymeinade, où les salariés citadins, comme la population totale, se partagent par moitié entre le village et les écarts.

Carros.

A Carros, conformément à la distribution de la population, les salariés citadins se répartissent entre le village (4) et les Plans (9).

Pégomas.

De la même façon, les salariés citadins sont dispersés dans tous les quartiers de Pégomas ; on n'y trouve aucune localisation, la route elle-même (quartier du Logis) n'attirant pas spécialement :

	<i>Population totale</i>	<i>Salariés citadins</i>	<i>Dont autochtones</i>
Saint-Pierre	51	2	1
Mitres-Muls	119	10	3
Perissols	40	4	2
Cavaliers-Château	350	20	4
Tapets	35	4	1
Martelly	31	1	0
Tuileries	15	1	0
Fènerie	105	9	4
Cabrol	17	1	0
Le Logis	212	10	6
Castellaras	40	5	3
Arnauds	110	7	0

La Colle.

A La Colle, leur concentration est plus forte : elle dépasse nettement celle de la population. Sur 85 salariés citadins, 71 habitent le village (concentration de la population 75%).

Cette prédilection pour l'ancien village n'est pas exceptionnelle : la relative disponibilité des logements peut l'expliquer. C'est ainsi que le vieux village de La Roquette-sur-Siagne se peuple de salariés citadins : on en compte 29, pour 51 habitants.

Aspremont.

A Aspremont, 17 citadins sur 22 habitent le village, la population y est concentrée dans la proportion de 80%.

Colomars.

A Colomars, la colonisation du vieux village semble une tendance récente. Les 40 salariés sont, dans la commune, dispersés comme la population même ; mais on remarque que, sur les 13 salariés citadins résidant au village, 6 ne sont installés que depuis 1950.

Tourrette-Levens.

De Tourrette-Levens, enfin, le vieux village central est l'unité la plus éloignée de Nice. Les trois quarts des salariés citadins vivent épars, comme les neuf dixièmes de la population. Mais le village est maintenant en voie de colonisation résidentielle : sur 18 salariés citadins qui y habitent, on compte 5 autochtones ; 5 se sont installés en 1951, 2 en 1952, 4 en 1953. La fonction résidentielle « remonte ».

Malgré quelques « cas », la règle dominante est l'absence généralisée de localisation. Ou, plus exactement, la dispersion généralisée des salariés citadins, dans une mesure toute comparable à celle de la population.

2 . CARACTÈRES PROFESSIONNELS DU GROUPE « RÉSIDANT »

Sachant maintenant où gisent ces hommes et ces femmes que le travail conduit chaque jour à la ville, loin de leur habitation villageoise, essayons encore d'apprendre *qui* ils sont.

On aurait voulu savoir d'abord avec quelque précision leur qualification professionnelle et leur emploi. Malheureusement, bien peu de données ont pu être rassemblées à ce sujet.

Parmi les 80.000 salariés qui travaillent dans les villes, les 3.400 « villageois » se perdent. (L'enquête dans les grandes entreprises du littoral est décevante — quand elle est autorisée.)

Ainsi, aux T.N.L. (Tramways de Nice et du littoral), sur 489 salariés, 28 seulement habitent hors de Nice, dont 6 dans les communes de la campagne azuréeenne.

(L'examen des lieux de naissance des salariés des T.N.L. apprend que 200 sont nés à Nice, 80 dans la montagne nicoise, 29 dans les autres villes des Alpes-Maritimes, et 45 seulement dans la campagne azuréeenne (9 % du personnel). 135 sont nés ailleurs en France, 30 en Corse, 16 dans le Rhône, 9 dans le Var, 26 en Italie et 9 outre-mer ou ailleurs à l'étranger.)

Le dépouillement des listes établies pour les élections aux Caisses de Sécurité Sociale donne, quand on peut les atteindre, des statistiques assez nombreuses pour être intéressantes.

A Cannes, on a analysé des domiciles des salariés de 5 grandes entreprises (1), soit de près de 2.000 personnes. Le nombre des salariés domiciliés hors de l'agglomération cannoise est insignifiant parmi le personnel communal : 31 sur 750, soit 4 %. Il a encore assez peu d'importance dans le personnel du Gaz de France (15 %) ou des Chantiers Navals de l'Esterel (17 %), et il n'en aurait pas plus dans celui de la Société Aéronautique S.N.C.A.S.E. si on excluait du calcul les salariés habitant à Mandelieu, commune toute proche de l'usine (sur 347 salariés, 270 habitent dans l'agglomération et 28 à Mandelieu ; en dehors, il ne reste que 14 % de personnel).

Mais la grosse entreprise des Aciéries du Nord échappe à cette règle ; plus du tiers de son personnel réside en-dehors de l'agglomération cannoise :

(1) Commune de Cannes : Gaz de France, Chantiers Navals de l'Esterel, S.N.C.A.S.E., Aciéries du Nord.

<i>Salariés résidant à</i>		
Cannes-le-Cannet	390	
Grasse-Ville		33
Grasse-campagne		39
Mandelieu		29
Pégomas		19
Mougins		15
Mouans-Sartoux		14
La Roquette		12
Auribeau		8
		169
Campagne grasso-cannoise	169	
Canton de Saint-Vallier	7	
Canton du Bar	5	
Canton d'Antibes	29	
Divers	13	
Total	613	

Cette exceptionnelle dispersion, due sans doute au nombre important des ouvriers, à la diversité des qualifications requises, toujours manuelles (menuisiers, serruriers, peintres) (2), répond aussi aux conditions économiques particulières de cette entreprise, qui fut plusieurs fois fermée pendant de longs mois : ses recrues campagnardes hésitent, devant l'instabilité de l'emploi, à se fixer en ville.

N'en va-t-il pas de même des entreprises de Travaux Publics de Grasse ? Dans les deux grosses maisons de Travaux Publics, qui comptent environ 200 salariés, le pourcentage des ouvriers résidant dans la ville de Grasse n'est que de 60 % : les 40 % restant habitent dans la campagne ou les villages environnants.

Grasse-Ouest	26	Montagne grasse	4
Grasse-Sud	9	Spéradécès, Châteauneuf	2
Grasse-Nord	10	Opio, Mougins	1
Le Bar-sur-Loup	11		
Peymeinade	4		

Par contre, les parfumeries ont une main-d'œuvre beaucoup plus citadine : des deux plus grosses entreprises, 82 % des 500 salariés habitent dans la ville même.

(2) L'entreprise est spécialisée dans la réparation des wagons de chemin de fer.

3 . STRUCTURE PAR AGES DU GROUPE RÉSIDANT.

On reviendra maintenant à l'analyse, par l'intérieur, du groupe résidant.

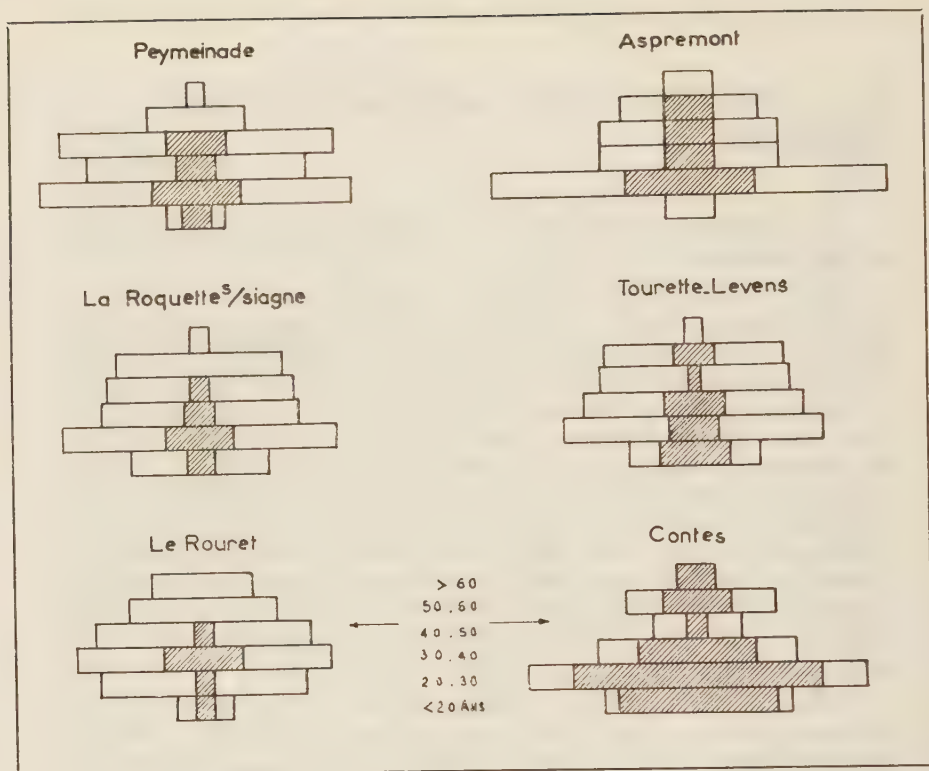
On a dit déjà que les jeunes n'étaient pas moins disposés que les autres à aller travailler à la ville : parmi les moins de 35 ans, 1.786 sont salariés urbains contre 1.420 salariés locaux. Mais l'étonnant n'est-il pas que la proportion ne soit pas plus accentuée en faveur des salariés urbains ? On a remarqué plus haut l'inattendue jeunesse relative de la main-d'œuvre locale ; on remarque ici par opposition la maturité relative de la main-d'œuvre résidant : 48 % des salariés qui vont travailler en ville ont plus de 35 ans et surtout il n'y a que les 32 % de la jeunesse (moins de 35 ans) des villages qui aillent travailler en ville. Certes, il part chaque matin une proportion plus grande de jeunes que d'hommes mûrs (32 % de ceux-là contre 15 % de ceux-ci), mais on ne peut pourtant pas constater un « rush » de la jeunesse hors des villages.

L'étude, commune par commune, du comportement de la jeunesse vis-à-vis du travail en ville n'apporte pas de révélation extraordinaire. Dans 4 unités seulement, plus de la moitié des jeunes villageois travaillent en ville : Cantaron et Le Rouret (52 %), Drap et Grasse-Ouest (66 %). 28 communes ou sections ont moins de 40 % de leur jeunesse qui va travailler au-dehors ; et 4 même, moins de 10 % (Tourrette-sur-Loup 7 %, Saint-Jeannet 5 %, Saint-Paul-de-Vence 4 % ...et Montauroux 0 % !).

Les pyramides d'âge des salariés résidant permettent de mieux se représenter la réalité, d'après six communes types.

1° La forme des pyramides confirme la jeunesse (relative) des salariés résidant : la tranche la plus importante est d'ordinaire celle des 20 à 30 ans. Mais il faut remarquer que les tranches « mûres » n'ont jamais une place négligeable. Il n'y a pas réellement de déséquilibre d'âge.

2° Pas de vrai déséquilibre non plus entre les tranches d'âges, selon les origines des salariés urbains. Certes, il n'y a pas, ou guère, d'autochtones vers le sommet des pyramides : les « vieux » salariés résidant sont presque tous des immigrés. Mais il n'y a pas vraiment de regroupement des autochtones au bas des pyramides : les jeunes salariés résidant sont aussi bien — et souvent même plus — des immigrés que des autochtones.



Graphique n° 68. — *Pyramides des âges des salariés urbains résidant dans les villages (1954). (— En grisé : autochtones.)*

3° Comme la pyramide des salariés locaux, la pyramide des salariés résidant de *Contes* est exceptionnelle. Les moins de 20 ans, fils d'ouvriers, tiennent une place importante dans le groupe, et les jeunes en général dominent très largement. Parmi eux, aussi, les autochtones ont une place prépondérante.

C'est que l'implantation à *Contes*, depuis trois générations, de la grosse usine de chaux et ciments, influence toute la structure démographique, comme la structure géographique, de la population.

En dehors de *Contes*, le groupe des salariés résidant n'a pas de caractère d'âges vraiment distinctifs de l'ensemble de la population active. Se distingue-t-il alors par ses origines ?

4 . PROVENANCE DU GROUPE RÉSIDANT

On ne peut pas dire que les salariés urbains soient des villageois convertis au travail à la ville : car 31 % d'entre eux seulement sont effectivement des villageois — c'est-à-dire nés dans leur commune domiciliaire.

Un tel ordre de proportions est assez général : 22 communes ont entre 20 et 40 % d'autochtones parmi leurs salariés résidant. 2 seulement en ont plus de la moitié (Contes 52 %, Châteauneuf-de-Grasse 52 %). Par contre, les pourcentages minimes sont fréquents : quoiqu'anciennement résidentielles, du fait de leur proximité urbaine, Falicon (18 %) et Mouans-Sartoux (19 %) se trouvent dans cette catégorie. On s'étonne moins d'y trouver La Roquette (14 %), Le Rouret (14 %) et Opio (13 %), communes agricoles. Et les records étaient prévisibles : Roquefort, qui se peuple sous nos yeux (7 %) et Tourrette-sur-Loup, éloignée et fraîchement tirée du sommeil (0 %).

Il n'y a donc pas un mouvement très ample du village vers la ville, à ce point de vue particulier. Des villageois autochtones, d'ailleurs, les salariés urbains représentent les 20 % ; les quatre cinquièmes des villageois autochtones travaillent dans leur village et leur campagne.

Mais y aurait-il, au contraire, un fort déplacement de la ville vers le village ? Les salariés urbains résidant, s'ils ne sont pas villageois en exode de travail, seraient-ils des citadins en exode de logement ?

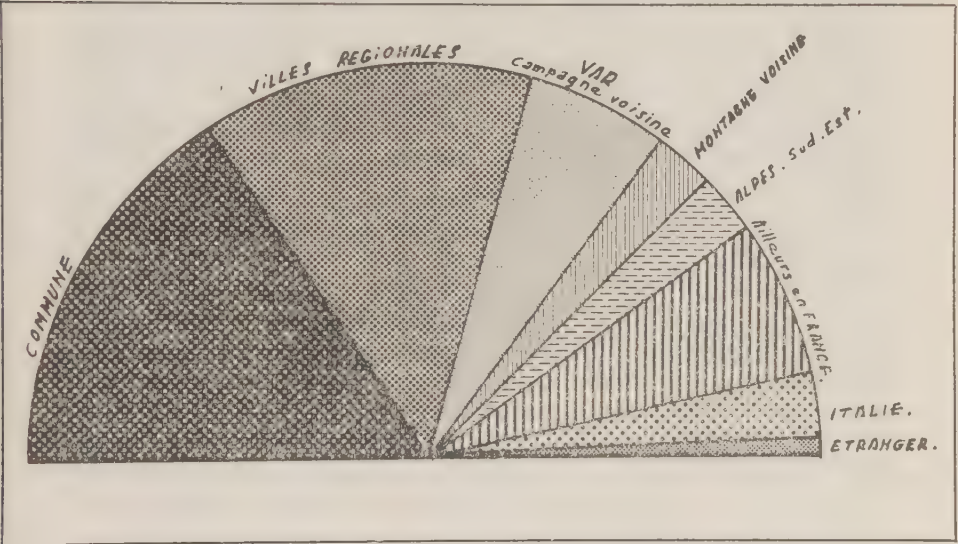
Non, la proportion de citadins exilés parmi les salariés résidant est encore moins forte que celle des autochtones : 27 % au total.

Comme le montre la carte n° 51, la plupart des communes ont des coefficients moyens : 3 seulement atteignent 50 %. Elles enregistrent ensemble une nouvelle direction du reflux niçois : Aspremont (59 %), Colomars (50 %), Tourrette-Levens (56 %). De 40 à 50 %, on trouve les théâtres du reflux cannois (Mougins, 41 %), canno-grassois (Mouans-Sartoux, 41 %) et grassois (Peymeinade, 45 %). Ailleurs — à l'exception de Villeneuve-Loubet et Roquefort — la présence des émigrés de la ville parmi les salariés citadins n'a plus une importance significative.

Donc, ni le mouvement village-ville, ni le mouvement ville-village n'est véritablement déterminant dans la fonction résidentielle de la campagne azurée. Certes, à eux deux, ils fournissent plus de la moitié (58 %) de la population active

« résidant ». Dans 12 communes, ils fournissent même plus des deux tiers, atteignant exceptionnellement 86 % à Aspremont, 80 % à Tourrette-Levens, 76 % à Cantaron (3 villages de la campagne niçoise). Mais ce n'est pas cette majorité absolue détenue par les deux mouvements qui constitue le phénomène important. L'important, c'est qu'aucun des deux ne détient la majorité relative, et qu'en définitive, le plus considérable des groupes de salariés habitant les villages et travaillant à la ville n'est ni celui des originaires des villages, ni celui des originaires des villes, mais celui des originaires de localités non directement intéressées par la migration de travail.

En effet, la répartition par provenances des salariés résidant se présente de la façon suivante :



Graphique n° 69. — Les provenances des salariés urbains résidant dans la campagne azurée (1954).

	%
Nés dans la commune	31
Venant des villes régionales	27
Venant de la campagne voisine et du Var	12
Venant de la montagne voisine	5
Venant des Alpes et du Sud-Est	5
Venant du reste de la France	13
Venant d'Italie	6
Venant des autres pays étrangers	1

Certes, le groupe des provenances « non intéressées » est très hétérogène. Les éléments les plus divers y ont leur place : les originaires de la campagne avoisinante représentent en général des ajustements de résidence, car la plupart d'entre eux ne sont pas nés dans les villages, mais arrivent à leur domicile actuel en « remigrants ». Une bonne partie des 12 % serait donc à répartir dans les autres catégories.

Les originaires de la montagne, à un palier entre leur lieu de provenance et la ville où ils travaillent déjà, forment un groupe caractéristique d'un phénomène de « descente » par étapes déjà plusieurs fois décrit ; mais ils ne forment ici qu'un groupe minime.

Tous les autres sont carrément extérieurs : on a distingué les gens des départements alpins et provençaux, à coup sûr les plus nombreux parmi les Français non régionaux. Les Italiens sont moins nombreux qu'on aurait pu s'y attendre : c'est que, bougeant beaucoup, ils sont souvent enregistrés comme provenant de la région.

Comment ne pas remarquer, enfin, que l'éventail des provenances des salariés résidant ressemble à celui de toute la population ? En ce qui concerne leur structure par âges, les salariés urbains n'ont pas de traits vraiment distinctifs ! Ils en ont moins en ce qui concerne leurs origines, participant à la turbulence démographique générale.

La fonction résidentielle n'est pas la conséquence des relations simples villes-campagnes : elle est un des points d'appui du grand brassage de populations qui accompagne les villes comme un halo.

5 . PROBLÈMES ET CAS DE RÉSIDENCE

A . TRANSPORT.

Nous n'avons aucune indication quantitative sur les moyens de transport individuels, dont on sait qu'ils ont une importance décisive sur la localisation de la population résidant : nul doute que si les salariés urbains ont commencé à escalader les collines de l'arrière-pays niçois, ou ne se sont pas bloqués dans les seules plaines de la campagne cannoise, la récente motorisation des bicyclettes en est une des causes principales. Le moyen de trans-

port individuel a de plus en plus la faveur des salariés : l'élasticité des horaires, la possibilité d'heures supplémentaires, font ardemment désirer l'automobilité. Nous ne serions pas étonnés qu'entre le quart et la moitié des salariés urbains résidant dans la campagne, se déplacent la plus grande partie de l'année à bord de véhicules individuels.

Pourtant, les moyens de transport en commun mis à leur disposition ne sont ni négligeables, ni méprisables : l'ambiance touristique oblige les compagnies à mettre en service des cars rapides et luxueux dont les salariés sont souvent les bénéficiaires.

Vingt-deux compagnies indépendantes assurent les divers itinéraires de la campagne azurée : elles couvrent environ 40.000 kilomètres de parcours en une semaine.

Côte à côte, se trouvent de grands services sur les voies les plus fréquentées, et de petites liaisons reliant les villages ou les hameaux à l'écart. Ainsi, le trajet Cannes-Grasse par la grande Nationale 567 — Les Barraques de Mougins, Mouans-Sartoux — est effectué par le service régulier 280 fois, aller et retour, par semaine. Par contre, le trajet Nice-Aspremont-Castagniers-Saint-Blaise-Nice n'est réalisé qu'une fois par jour. Dans plusieurs cas, deux ou trois lignes sont parallèles ; mais elles ne desservent jamais exactement les mêmes points.

D'après le nombre de navettes, on compte 7 itinéraires de première importance et 8 de moyenne importance. Quels sont leurs rapports avec la fonction résidentielle ?

Sur la ligne Cannes-Grasse directe, de très loin la première, on ne peut distinguer les fonctions : la capacité de transport quotidien d'un millier de voyageurs dans chaque sens n'est évidemment pas calculée en fonction des seuls salariés dispersés. Les liens administratifs et commerciaux entre Cannes et Grasse suffiraient à expliquer l'intensité du trafic.

La ligne Cagnes-Vence (73 navettes) est la réplique de la ligne Cannes-Grasse : même orientation, mêmes aspects multiples. On peut en dire presque autant, toutes proportions gardées, de la ligne Antibes-Biot.

La fonction résidentielle de la campagne (et non plus la fonction commerciale de la ville) a plus d'importance dans le trafic de la ligne Cannes-Moulin-Vieux-Grasse, par la vallée de la Siagne : desservant Pégomas, La Roquette et la banlieue ouest de Grasse, elle ramasse, dans ses 77 navettes, un nombre important de salariés urbains. Mais c'est aussi en grande partie la ligne des paysans.

Par contre, les trois autres services importants misent incontestablement sur les migrations de travail : de Peymeinade à Grasse (45 navettes), de Grasse à Pont-du-Loup par Château-neuf et Le Bar (56 navettes), et surtout de Nice à Contes par Drap (84 navettes).

En kilomètres de parcours par semaine, les services créés ou maintenus pour les migrations de travail sont, sur les grandes lignes, en nette infériorité : même en comptant pour elles le service de la vallée de la Siagne, elles n'atteignent pas 4.000 kilomètres contre plus de 6.000 kilomètres aux autres types de liaisons.

Indépendamment de ces grandes lignes, de multiples services, moyens ou petits, relient les villages aux villes, en sorte qu'aucun d'eux n'est isolé. Mais la raison d'être de tous ces services est en général double, collant aux deux principales fonctions de la campagne. Non seulement ils amènent de la main-d'œuvre en ville, mais ils y amènent les paysans, avec leurs produits, ou au retour leurs cabas remplis d'objets de consommation. Le départ est impossible à faire entre les deux fonctions.

Ce bon réseau et cette abondance de services ne doivent pas cacher que des problèmes de communications restent encore à résoudre. On le verra clairement à Contes, pourtant bien desservi : le site perché du village, la dispersion dans les collines de nombreux hameaux, ne rendent pas facile la satisfaction des besoins en matière de transport. Elle était obtenue pourtant avant la guerre, nous a-t-on dit, car alors deux compagnies concurrentes « s'arrachaient » la clientèle et desservaient sans broncher les agglomérations d'accès le plus difficile. Aujourd'hui, une seule société assure le trafic. La plupart des voyageurs doivent faire à pied le début et la fin de leur chemin, car presque tous les cars restent dans la plaine et finissent leur service à la Grave de Contes, sans monter jusqu'au village. Malgré cela, pour obtenir une amélioration, c'est la communauté elle-même — en l'espèce la commune — qui paie : pour les deux navettes qui relient la Grave au village de Contes, la municipalité paie 10 francs par voyageur ; pour le service qui joint les hameaux de la Vernéa et Sclos de Contes, la municipalité paie (à la société) 150.000 francs par an.

On saisit par cet exemple un aspect peu connu de la charge que représente pour les villageois cette volonté — ce besoin — d'aller travailler en ville. Mais il est évident que l'inconvénient principal de ce mode de vie est l'allongement considérable de la « journée de travail ». Quel que soit le mode de transport, la résidence villageoise, lointaine, oblige l'ouvrier à un rythme de vie plus dur.

Quels avantages y trouvent-ils ? Nous n'entrerons pas dans les détails d'une étude psycho-sociologique ; mais il est temps, pour illustrer les affirmations de ce chapitre, de rapporter quelques cas précis.

B . AGRICULTURE ET RÉSIDENCE (ENQUÊTES).

Un ouvrier paysan. — La maison typiquement rurale est isolée dans la campagne grassoise ; le locataire qui l'habite travaille toute la semaine aux Aciéries du Nord (Cannes), et, théoriquement, exploite en fermage 14.000 mètres carrés de terre, avec 56 oliviers, un peu de jasmin et de rose, quelques légumes. Il part le matin en motocyclette à 6 h. 30 et revient entre 17 et 18 heures ; il consacre à la terre ses fins de journées et ses dimanches. L'exploitation est médiocre et rend fort peu.

Origine de son installation rurale : en 1936, il perd un enfant à Grasse du fait de l'humidité du logement qu'il y habite ; les loyers sont trop chers en ville, il se résout à habiter la campagne. Ouvrier métallurgiste, il passe par plusieurs places : certaines ne l'emploient qu'à mi-temps ce qui lui permet de travailler convenablement sa ferme. Depuis son embauche aux Aciéries, qui ont fermé de longs mois, il conserve cette terre : elle lui donne une sécurité que l'emploi lui refuse.

Mais son attitude trahit l'adversité contre la combinaison ouvrier-paysan : « Dès que le dernier de mes fils sera rentré du régiment, que tous mes enfants auront donc un emploi, je liquiderai la campagne. »

Cohésion résidentielle et éclatement professionnel d'une famille paysanne. — Sur une propriété familiale d'un ou de deux hectares, vivent, dans la grande maison du père défunt, trois frères et une sœur encombrés d'un troupeau commun de dix enfants en bas âge : chaque famille dispose de deux pièces, sans le moindre confort — pas même l'eau. Le beau-frère et l'aîné des frères sont ouvriers à Grasse depuis plusieurs années. Le cadet est resté paysan jusqu'en 1950 sans avoir connu d'autre métier ; mais écœuré par une série d'échecs dans la culture maraîchère, il abandonne alors pour devenir manoeuvre en ville. Il part en motocyclette à 5 heures du matin et rentre à 16 heures. Il déclare « s'en sortir » grâce aux allocations familiales. Le troisième frère est resté paysan ; sur la terre paternelle, il a réussi à faire pousser des fleurs et, avec les bénéfices de la vente, il a monté des serres qui lui assurent une exploitation à peu près rentable.

Trois générations. — Les représentants de trois générations habitent dans la maison familiale, à Biot. Le grand-père, né là-même, de parents immigrés d'Italie, est propriétaire de quelques hectares de cultures. Ses deux fils ont d'abord travaillé avec lui. Entre les deux guerres, l'un d'entre eux a quitté l'exploitation paternelle et s'est installé à Marseille, acquérant un petit commerce. L'autre continue à travailler les terres familiales. Mais ce sont ses deux enfants (les petits-fils) qui s'en sont éloignés : le garçon est « monté » à Paris, et la fille, qui habite la maison ancestrale, travaille à la ville comme vendeuse. 50 % de « déchet » à la première génération, 100 % à la seconde. Le cas est fréquent chez les villageois, comme en témoigne cette famille, considérée pourtant comme « enracinée ».

Destin d'une propriété familiale durement constituée. — Les parents sont des immigrés italiens ; à force de travail et de privations, ils ont réussi à se constituer une petite propriété de 3 à 4 hectares de polyculture et jardinage en pied de versant et plaine de la Siagne. Les revenus de la famille sont tirés de l'exploitation et complétés par le travail intermittent à l'extérieur des trois fils journaliers — quelquefois même des deux filles. La vente du lait de deux vaches compte aussi.

Au partage successoral, les cinq enfants morcellent la propriété : un frère, métayer et ouvrier agricole, reçoit la maison seule ; un autre frère, journalier agricole, reçoit 1.500 mètres carrés de terrain qu'il cultive pour son compte ; les deux sœurs, toutes deux mariées en ville, ont reçu un bout de terrain qu'elles louent à des paysans de l'endroit ; le dernier frère, enfin, a reçu en héritage l'écurie.

La maison des parents. — Venant en 1927 de Nice, les parents s'installent commerçants à Saint-Jean (La Roquette). La fille se marie à Cannes où grandit son enfant. Père et fils travaillent dans la maçonnerie, la mère dans un bureau. Mais, en 1952, la maison des parents, à Saint-Jean, se trouve libre : comment résister au raisonnable désir de s'installer « chez soi ». Père et fils continuent à aller à Cannes, l'un en bicyclette, l'autre en cyclomoteur, mais la mère abandonne. Aucun des trois n'aime cette solution : « Etre à la campagne et n'avoir même pas le temps de faire un jardin ! »

Reconstruction d'une maison paysanne. — Ils se fiancent à la ville où l'un et l'autre travaillent. Mais la seule solution de logement est proposée par la future belle-mère du fiancé, une villageoise, qui a trouvé une chambre à louer non loin de chez elle. Arrivent des jumeaux ! L'objectif n° 1 devient la trouvaille d'un logement suffisant. On achète alors une vieille maison paysanne délabrée et abandonnée depuis longtemps, toute seule dans la colline. L'homme y consacre pendant des mois, des années, ses dimanches et ses nuits pour la remettre en état et la rendre habitable. Il lui faut encore tous ses dimanches pour l'entretenir. Comment songer à jardiner ?

Un exil provisoire à la campagne. — Ce jeune couple de Niçois (lui stucqueur, elle couturière) a vécu les sept premières années du mariage dans des appartements meublés. En 1956, un appartement est à louer vide, dans un immeuble en construction à Tourrette-Levens : ils s'y installent avec leurs trois enfants début 1957. Lui, chaque jour, part travailler en cyclomoteur à 6 heures du matin et rentre entre 19 et 21 heures ; elle reçoit, par le car, du travail de confection à domicile.

L'appartement est clair et spacieux, de loyer élevé. Mais c'est pour eux une solution temporaire : « Ce n'est pas le retour à la terre ! » Aussitôt qu'ils trouveront un logement dans leur ville natale, ils y rentreront sans hésiter.

L'attrait de l'agriculture littorale. — L'émigration n'est pas toujours une perte définitive pour l'agriculture. Voici, par exemple, le destin d'une grande famille de Tourrette-Levens. Le père, héritier de deux hectares de terre, et descendant d'une très vieille famille locale, a eu 7 enfants, dont le dernier naît en 1911. Que sont-ils devenus ? Les deux premiers garçons ont été tués à la guerre et une fille est morte à 20 ans. La seconde fille s'est mariée à Saint-Isidore (banlieue de Nice) avec un maraîcher niçois : elle travaille la terre et sa fille unique participe encore à l'exploitation. Le troisième garçon, retour de la guerre, a émigré ; pas loin ! Il cultive des œillets, comme métayer, sur la colline niçoise avec l'aide de son fils unique. Le quatrième garçon, après son service militaire, réussit à entrer dans l'Administration des Tabacs et revient

à Nice après plusieurs postes éloignés. Le cinquième et dernier garçon reste, avec ses parents, sur la terre familiale, et l'exploite, complétant ses revenus par une émigration saisonnière.

Sur quatre enfants vivants, trois sont restés dans l'agriculture. L'exploitant de la propriété familiale a un fils unique. Ses projets ? Rester dans l'agriculture ! Mais pas sur l'exploitation paternelle. Après avoir suivi les cours de l'Ecole d'Horticulture d'Antibes, son ambition est de devenir jardinier-fleuriste à la ville de Nice ; à défaut de quoi il prendra une exploitation d'œillets, en métayage, sur le coteau niçois.

L'attrait de l'industrie littorale. — Le père, italien naturalisé, enraciné au village, a été fermier, a possédé son propre lopin et vécu en « faisant des journées ». Mais il n'est plus, aujourd'hui, que salarié agricole. Ses deux fils, comme lui, ont été salariés agricoles. Mais l'un d'eux, au retour du régiment, a lâché l'agriculture, entrant à Cannes, au Centre de Formation Professionnelle Accélérée du Bâtiment. A 23 ans, il est maintenant plâtrier, en ville, et rapporte des payes doubles de celles de ses parents. L'autre est encore salarié agricole. Mais le cadet lui a ouvert la voie : il vient de décider, lui aussi, d'entrer au C.F.P.A. !

Toute la famille réside au village, mais elle n'a plus qu'une frêle attache avec l'agriculture.



Ces illustrations confirment dans la diversité des cas et des problèmes de la résidence, l'indifférence vis-à-vis de la terre et de l'agriculture locale, et la prédominance absolue du facteur « logement ». Sont-elles assez représentatives ? Plus ou moins ressemblants dans toutes les régions, on a trouvé les mêmes types : le fils du paysan qui s'est éliminé du secteur agricole mais a conservé le logement familial à la campagne, et le citadin rejeté de la ville par la crise du logement. Mais on a trouvé aussi, plus instable, plus difficile à reconnaître et à interviewer, l'immigré de fraîche date, mal installé, encore hésitant sur les perspectives de son avenir, mais auquel le village offre, plus facilement que la ville, un toit.

CHAPITRE III

L'HABITAT

1 . MORPHOLOGIE

L'aspect toujours saisissant des villages perchés peut induire l'observateur superficiel en une erreur complète : même quand les sites anciens ne sont pas désertés, l'habitat rural azuréen est nettement *dispersé* !

Vu de la plaine d'Opio, par exemple, rien de plus typiquement méditerranéen que les maisons serrées de *Châteauneuf-de-Grasse* : le village est juché, étroitement groupé, sur le sommet d'une colline calcaire, taillée dans le noyau bajocien d'un joli synclinal perché. Et pourtant, presque les deux tiers de la population de Châteauneuf vivent en dehors de cette agglomération !

Qui penserait, en arrivant en face de *Tourrette-sur-Loup* (*photo 19*), que ce village parfaitement serré et perché n'abrite que 62 % de la population d'une commune qui ne connaît pourtant aucun hameau secondaire ?

Mieux encore : enserré dans ses murailles médiévales, juché, à la limite des cailloutis pliocènes, sur une étroite digitation méridienne, voici le célèbre *Saint-Paul-de-Vence* (*photo 20*) : plus de 60 % de la population municipale vit extra-muros ! On s'en rend mal compte sur terre, mais on le voit bien d'avion (*photo 21*) : les maisons se rangent en files sur la crête des collines, ou se tassent, face au sud, derrière le village.

Vue d'avion, il est vrai, la dispersion de l'habitat apparaît flagrante. Témoin cette photo aérienne (*photo 22*) qui montre à la fois le village tassé, la bastide rectangulaire de *Valbonne*, et le village perché, radioconcentrique, de *Mougins* : quel fourmillement de maisons, petits rectangles blancs dans la campagne, complètement indépendantes de l'habitat concentré !

Gattières et *Carros*, sentinelles dominant la rive provençale du Var, accrochées aux flancs de la montagne, ont un site défensif indéniable, si traditionnel que cet amas de maisons serrées semble faire corps avec la nature (*photos 23, 24, 25*).

Mais le cinquième de la population de *Gattières* est déjà descendu sur les rives du fleuve. Et le vieux *Carros* n'héberge plus que le tiers de la population communale : les paysans se sont fait construire, en ordre dispersé, leurs maisons dans les « Plans » plus fertiles (*photo 26*).

Aspremont, leur homologue, sur l'autre rive du Var (*photo 27*), malgré l'érection en communes de ses anciens hameaux, ne concentre dans ses murs que 70 % de la population totale.

Et comment ne pas remarquer, enfin, que d'autres habitats communaux sont, originellement ou très anciennement, dispersés ? Les 70 % de la population du *Rouret* vivent dans des maisons isolées, ou de petits hameaux. Et la conque de *Tourrette-Levens*, malgré l'antique perchement du petit-chef-lieu de la commune, est toute parsemée de maisons paysannes (*photos 28 et 29*) : un dixième seulement de la population communale vit à l'ombre de la vieille tour.

Sur les 40 communes du secteur, 12 seulement ont un coefficient d'éparpillement (1) égal ou inférieur à 30. Moins du tiers des communes ont un habitat aggloméré. Par contre, 18 communes, soit 45 %, ont un coefficient d'éparpillement égal ou supérieur à 65. Et, dans 22 cas sur 40, il est établi que plus de la moitié de la population vit à l'extérieur de l'agglomération villageoise.

Ces chiffres qui marquent le résultat d'une longue évolution, sont aussi les fruits d'une évolution actuelle, rapide, caractéristique. De 1936 à 1954, les coefficients d'éparpillement ne diminuent que dans trois cas ; par contre, ils augmentent sérieusement dans une quinzaine de cas : la dispersion de la population ne cesse de s'accroître.

(1) Le coefficient d'éparpillement est le pourcentage de la population éparse par rapport à la population totale.

L'habitat rural peut être classé de la façon suivante :

<i>Habitat concentré ancien maintenu</i>	<i>Habitat dispersé ancien</i>	<i>Habitat descendu</i>	<i>Habitat dispersé nouveau</i>	<i>Habitat en voie de dispersion</i>
Aspremont Le Bar Le Broc Cabris Callian La Colle Drap Gattières Saint-Jeannet Saint-Martin Spéracédès Valbonne	<i>a) En hameaux</i> Cantaron Châteauneuf- Contes Colomars Contes Pégomas Tourrette- Levens Tanneron <i>b) En fermes isolées</i> Opio Roquefort Le Rouret Saint-Blaise	Carros La Roquette- sur-Siagne	Auribeau Châteauneuf- Grasse Falcon Mougins Peymeinade Saint-Paul Le Tignet	Biot La Gaude Mouans- Sartoux Montauroux Tourrette- sur-Loup

De la première catégorie — un habitat concentré ancien et maintenu — le vieux village semi-montagnard du Broc, à la limite de notre zone, est un exemple presque exagéré. Perché, avec ses vieilles maisons en lignes concentriques, à demi-mort, il représente une momie de l'habitat ancien. Il a perdu près des trois quarts de sa population en un siècle : de nombreuses maisons, même, ont été détruites par le temps — une quarantaine, si l'on en croit les cadastres. Mais, loin d'« éclater » comme font d'autres, il s'est plutôt contracté. Les hameaux ont été abandonnés, certains ont disparu. 17 % de la population totale seulement vit hors du village. Le renforcement de la concentration est une marque de sénilité !

Pégomas, commune neuve donnée comme « lieu inhabité » au ^{xv}^e siècle, et en plein essor, peut illustrer la seconde catégorie, celle d'un habitat dispersé originel (graphique n° 70). Pégomas n'a pas de centre : le quartier de « Saint-Pierre » où se trouvent la mairie, l'église et l'école, est à l'écart, au bout d'une petite voie sans issue.

Deux gros hameaux se partagent la moitié de la population : le long de la route de Mouans-Sartoux, le Château est le principal. Il groupe environ 350 habitants, simple agglomération de maisons paysannes. Le second est le quartier commercial du Logis, situé aux quatre routes, et abritant 212 personnes.

Tout le reste de la population se groupe en petits hameaux, aux éléments desserrés, de quelques dizaines d'âmes : plusieurs noms en rappellent l'origine familiale : les Muls, les Périssols, les Arnauds...

La dispersion est là un phénomène aussi ancien que l'implantation humaine, plus récente il est vrai que celle des villages perchés.

La Roquette-sur-Siagne présente l'exemple du classique habitat « descendu ». Loin de rester concentrée dans le vieux village, tout petit, installé sur le plateau (*photo 7*), la population a préféré la plaine dès que le drainage l'a rendue habitable. Elle a construit un hameau, Saint-Jean, mais s'est surtout égaillée au bord, et au centre même du riche terroir. Après la dernière guerre, on y a construit la mairie et l'école nouvelles. C'est le vieux village qui fait maintenant l'effet d'une annexe du centre vital de la commune transporté dans la plaine.

Mougins, par contre, n'a pas vu la population descendre de son perchoir pour un emplacement prédestiné. La coexistence actuelle du vieux village de piton et de la dispersion en tous sens des maisons à travers la campagne mouginoise évoque la quatrième catégorie d'habitat : elle procède d'un éparpillement, d'un éclatement.

Enfin, Biot peut être pris comme l'exemple d'une déconcentration progressive mais lente. La population éparsée qui ne représentait que 24 % de la population totale en 1936, en représente maintenant les 37 %. Ce village tassé, d'artisanat et d'agriculture traditionnels, en s'ouvrant à la vie moderne, finit par laisser s'échapper certains habitants hors des murs : des paysans s'installent auprès de leurs cultures spéculatives, des villégiateurs bâtissent des villas en pleine nature. Mais le desserrement n'est qu'à ses débuts. L'habitat ne semble pas avoir une forme stabilisée.

Recherches sur la ségrégation de l'habitat.

On le sait, aucune commune n'a échappé au grand courant de migrations, au remplacement partiel de la population originelle. Ce mouvement peut-il être perçu à travers l'habitat ? S'agit-il, à l'intérieur des communes mêmes, de simples « prises de places » laissées par les émigrés, ou se produit-il une « colonisation » marquée par une localisation nouvelle de l'habitat — une ségrégation démographique ? Trois exemples peuvent permettre de connaître la réponse à cette question.

La Roquette-sur-Siagne.

Le vieux village et ses faubourgs gardent-ils une population « originaire » et les quartiers nouveaux, dans la plaine (hameau de Saint-Jean) sont-ils peuplés d'« étrangers » ?

La réalité contredit cette attente.

Certes, dans la plaine, les habitants (actifs) nés dans la commune sont peu nombreux : 22 % (66 sur 302). Ceux qui viennent des villes voisines (23 %) ou des communes de la campagne avoisinante (27 %) les dominent ; on compte aussi 12 % d'extra-régionaux. En envisageant les naissances, on constate que la plupart des Roquettans nés en Italie habitent la plaine (32 % de la population active) et que dans la plaine (72 % de la population active) 84 % des habitants sont nés en Italie.

Mais ces chiffres ne permettent pas une distinction très nette. Car le village est à peine moins composite : 70 personnes actives résident sur le plateau et celles qui y sont nées ne constituent aussi qu'une faible minorité : 14, soit 20 %. 30 % des personnes actives, par contre, ont immigré des villes de l'arrondissement de Grasse.

Carros.

A Carros non plus, la ségrégation des populations n'existe pas. Le vieux Carros n'est pas le refuge d'une population autochtone s'opposant aux modernes immigrants des Plans.

Car le village ne compte que 26 % de personnes actives nées dans la commune ; alors que 31 % sont nées en Italie, et 19 % outre-Var.

Sur la belle terrasse du Var, évidemment, les immigrés dominent plus encore : les « autochtones » actifs ne sont que 11 %. (Au sud, même, — c'est-à-dire au plus loin du village — dans les quartiers des Selves et des Mourlanchiniés, on ne compte qu'un seul autochtone actif sur 86). 42 % de la population active, par contre, proviennent de Nice ; et 31 % sont *nés* en Italie.

La dispersion des provenances est plus accentuée sur la terrasse, mais le caractère fondamental de dispersion est applicable aussi bien au village (1) qu'aux Plans.

Colomars.

Le troisième exemple, pris dans un troisième « milieu », concerne encore une commune à terroir divisé, dont une partie résulte d'une colonisation : Colomars, ancienne section d'Aspremont, est formé par un versant abrupt où niche le village (un cinquième de la population seulement y habite) et par une belle plaine de colmatage, où un quartier neuf, la Manda, s'établit.

(1) Et d'autant plus si on sait que 33 % de sa population active n'y réside que depuis la seconde guerre mondiale.

La proportion des individus nés dans la commune est relativement forte. Dans les éparcs de la « montagne », elle est de 61 %, au village de 47 %, et aussi de 50 % dans la plaine. Mais, la Manda fait bande à part : 7 individus actifs seulement sur 55 (13 %) sont nés dans la commune. Il y en a autant qui viennent de l'arrondissement de Grasse ! Près de la moitié de la population (active) vient de Nice (47 %) et près du cinquième de la campagne ou de la montagne nicoises.

Ainsi, la Manda est vraiment un quartier original par la composition de sa population. Mais c'est le seul que nous ayons trouvé qui dénote une certaine ségrégation de la population.

S'il est l'exception qui confirme la règle, on peut affirmer que l'extraordinaire brassage de population révélé par l'étude générale des provenances et des naissances de la population active est un phénomène étendu à la plus petite échelle géographique.

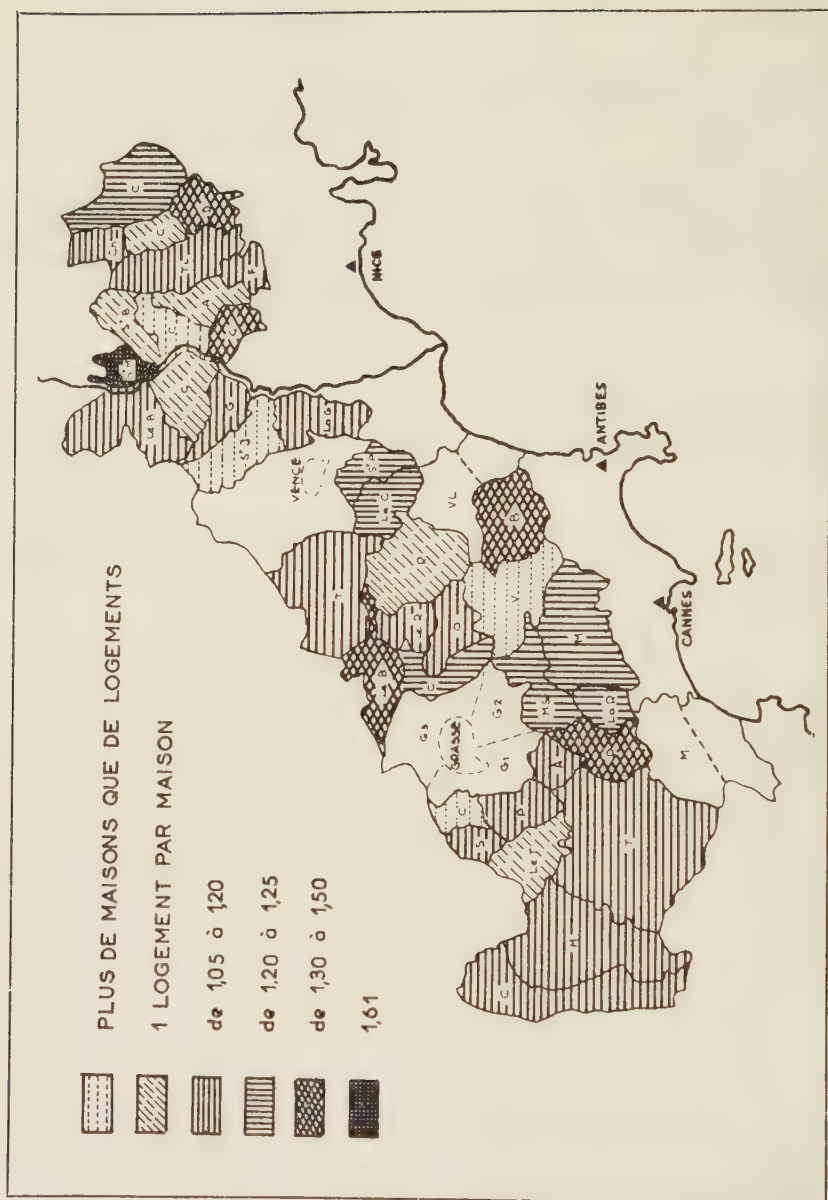
2 . L'HABITATION

Evitant d'entrer dans la description morphologique de l'habitation, nous donnerons ici les éléments caractéristiques qui doivent accompagner l'étude de l'habitat et renforcer la connaissance sociale de la campagne.

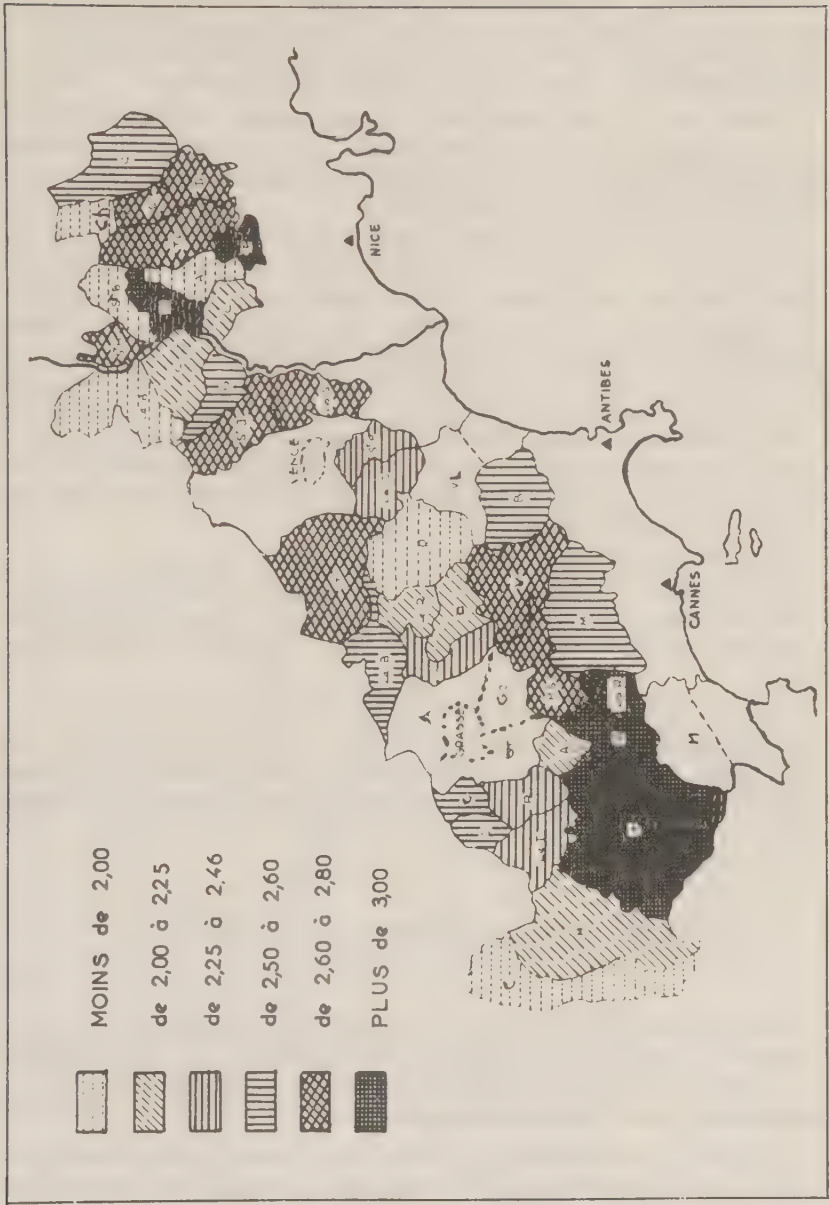
La carte du nombre des logements par maison, dans chaque commune, permet d'intéressantes distinctions (carte n° 52). Pas un village n'approche du type statistique urbain des habitations : Nice a 4,5 logements par maison ; Saint-Martin-du-Var, bien que loin devant les autres communes rurales, n'en compte que 1,6.

La majorité des villages compte entre 1 et 1,2 logement par maison. Il n'est pas sans intérêt de repérer ceux qui dépassent ce coefficient. Dans la zone grasso-cannoise, comme à Drap et Colomars, n'est-ce pas un signe de l'influence urbaine que l'augmentation du nombre de logements par maison ? Un petit nombre d'immeubles locatifs pour les ouvriers peut faire monter le coefficient. Mais l'explication n'est pas valable pour Le Bar : là, c'est la présence traditionnelle de la maison méditerranéenne en hauteur, spécialement haute, qui fait comprendre. Biot, La Colle, Saint-Paul, villages gagnés par le tourisme littoral, ont des coefficients élevés. De Saint-Martin-du-Var et Contes, enfin, le caractère industriel, le caractère ouvrier de la population, expliquent directement la relative importance du nombre de logements par maison.

Partout ailleurs, l'habitation typique est la maison paysanne monofamiliale, qui demeure la caractéristique de la campagne et des villages de la région.



Carte n° 52. — Le nombre de logements par maisons en 1954.



Carte n° 53. — Le nombre d'habitants par logements en 1954.

Mais si l'habitation rurale s'oppose, sur ce point, à l'habitation urbaine — et ressemble à l'habitation montagnarde (1,26 logement par maison) —, il est, par contre, un autre aspect où elle s'assimile à l'habitation urbaine et diffère de l'habitation montagnarde : la charge du logement en habitants.

Alors que le logement moyen des villages montagnards (1) abrite moins de deux personnes (1,94), que le logement cannois héberge 2,34 habitants et le logement niçois 2,57, le logement campagnard compte 2,47 habitants.

Mais la carte (carte n° 53) du coefficient d'hébergement ne permet pas de comprendre les lois de sa variation. Certes, la répartition des coefficients les plus faibles est logique, puisqu'ils ne représentent que des communes décadentes (Callian, Le Broc, Saint-Blaise, Aspremont, Châteauneuf-de-Contes) et la commune des villas de rentiers (Roquefort-les-Pins). Les coefficients les plus forts se trouvent à Pégomas et La Roquette, villages en essor, fort bien ! Mais aussi à Tanneron l'isolé, à Falicon et à Castagniers qui ne sont guère vivants. Cette carte semble surtout utile à consulter comme une illustration de l'indéterminisme des phénomènes d'habitat dans la région !

La population de la campagne azuréenne, maintenue à peu près dans son nombre, vit dans un habitat resté typiquement rural d'apparence, dans de petites maisons groupées ou dispersées, mais le plus souvent individuelles, dans un cadre vieillot, usé.

Mais l'observateur ne peut pas ne pas être frappé, depuis peu d'années, il est vrai, par l'essor de la construction. La répartition géographique, les facteurs et les conditions de cet essor permettront de préciser, et d'actualiser, l'étude de l'habitat.

3 . L'ESSOR DE LA CONSTRUCTION

L'obligation faite à tout entrepreneur de demander officiellement à la mairie qui administre le territoire de son chantier, un « permis de construire », rend possible une statistique assez correcte de l'essor de la construction.

Séparant constructions neuves (que nous avons seules gardées) et aménagements d'habitations, il a suffi de compter les

(1) Chiffres obtenus par sondage dans les proches Préalpes de Grasse et de Nice.

permis pour savoir — approximativement — le nombre des constructions commencées chaque année (1).

Le nombre des maisons (2) construites de 1947 à 1956 dans la campagne azurée, qui comptait 13.200 immeubles recensés en 1946, s'élève à 2.800. C'est-à-dire qu'en dix ans, le nombre des constructions a augmenté de 21 %.

Cet essor est symbolisé par le graphique 71. Il montre que, si la construction a marché au ralenti de 1947 à 1950, elle a pris, à partir de ce moment, un rythme accéléré : 340 maisons environ de 1947 à 1950, puis 300 pour la seule année 1951 et autant pour 1952, 400 en 1953 et autant en 1954 et 1955... et 600 en 1956 !

La carte n° 54 présente, par commune, la proportion de constructions neuves par rapport au nombre d'immeubles dénombrés en 1946.

Le pourcentage moyen s'élève à 21. Mais il atteint dans 4 communes plus de 50 % :

	%
Vence-campagne	86
Mandelieu	65
Villeneuve-Loubet	55
Roquefort	53

Classées suivant les divisions habituelles, les 6 régions sont dotées de coefficients très variables. La campagne bas-vençoise (37 %) et la campagne grasso-cannoise (29 %) dominent largement, suivies par la campagne haut-vençoise (18 %) et le plateau valbonnais (16 %). Et les deux extrémités restent, comme toujours, aux derniers rangs : campagne niçoise (11 %) et coteau préalpin occidental (10 %).

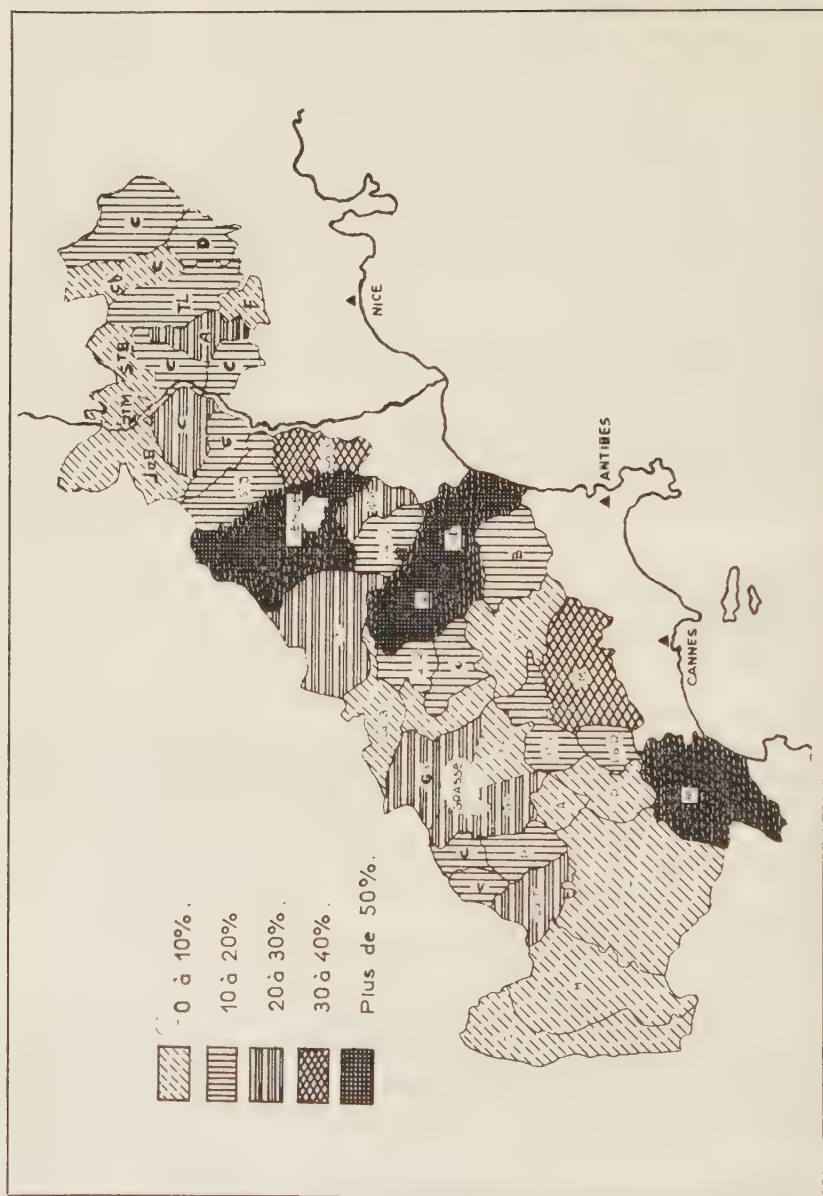
Pourtant, si on considère le rythme de la construction, on constate qu'il est partout satisfaisant.

Le graphique 72 A montre que, dans l'ensemble de la campagne azurée, ce rythme est rapide et à tendance accélérée.

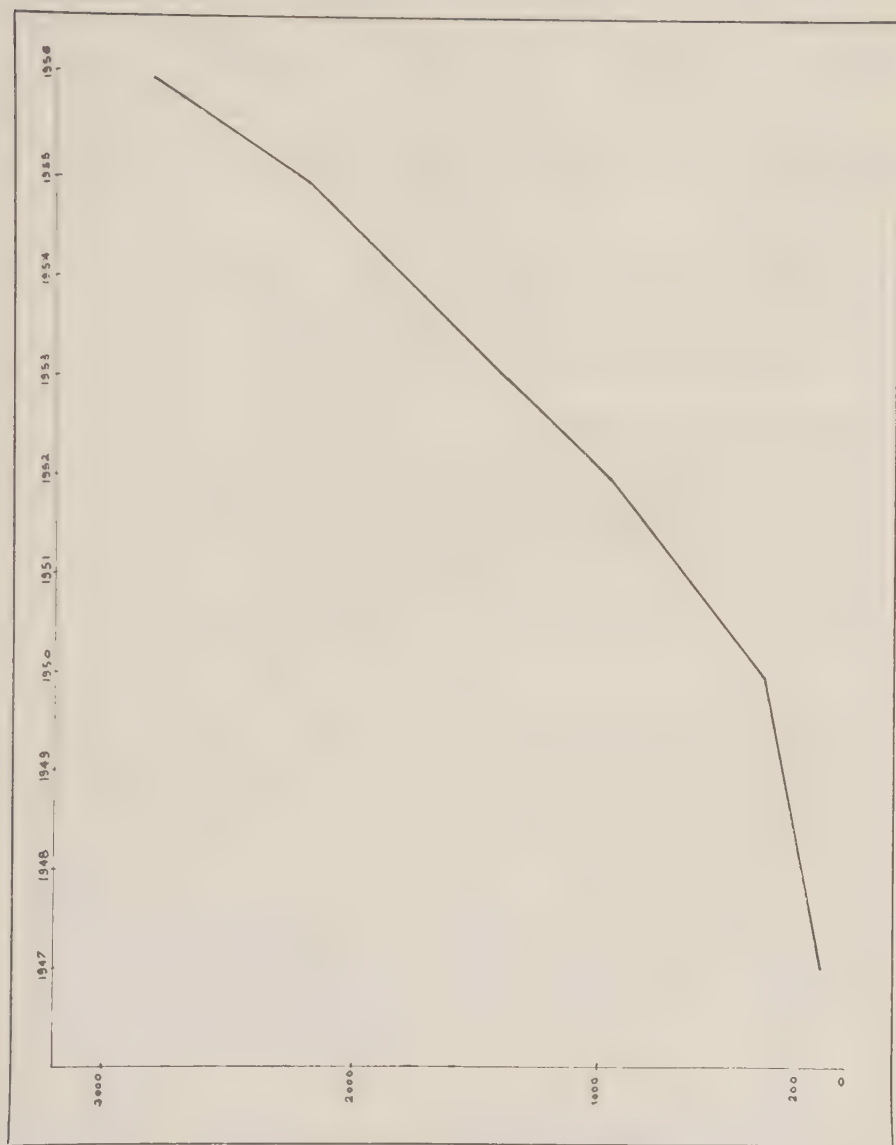
Si nous établissons maintenant les courbes pour les régions homogènes au point de vue construction (*à fortiori* sera-ce valable

(1) Pour les fractions de communes, le travail se complique, mais n'est pas impossible grâce à la localisation des chantiers. Nous avons réussi à conserver nos cadres territoriaux habituels pour Grasse et Vence, mais nous avons compté, en bloc, tous les permis délivrés pour Mandelieu et pour Villeneuve-Loubet.

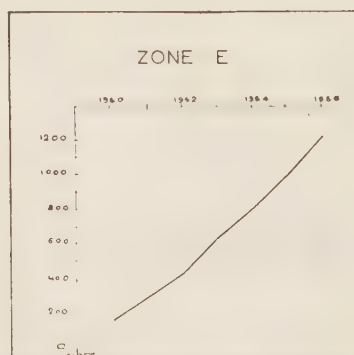
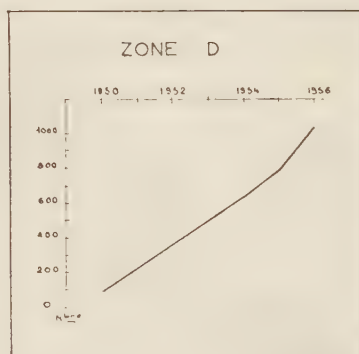
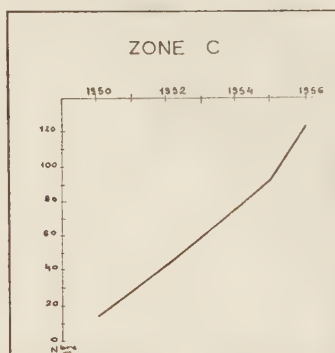
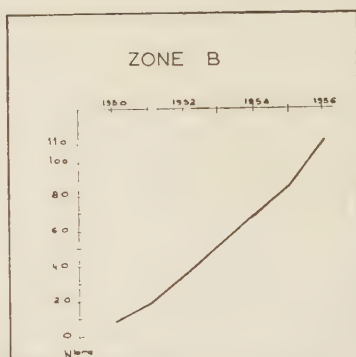
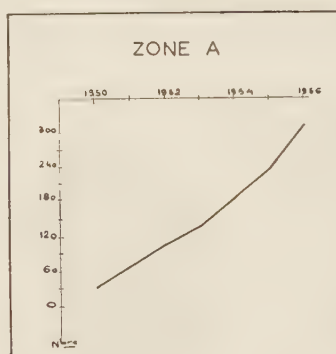
(2) Nous assimilons maison construite et permis de construire.



Carte n° 54. — La proportion des constructions neuves (1947-1956) par rapport au nombre d'immeubles recensés en 1946.



Graphique n° 71. — Développement des constructions neuves dans la campagne azurée de 1947 à 1956 (courbe cumulative par année).



Graphique n° 72.

Le développement des constructions neuves, par zones.

pour les régions habituelles), nous pouvons constater partout cette régularité.

Les extrémités « déshéritées » tiennent le rythme, ou progressent et marquent comme les autres le « boom » de 1956. (Graphiques 72 B, C.)

La zone « vide » du plateau valbonnais ne connaît pas de relâche dans son petit rythme de construction : 16 maisons neuves par an dans les 5 communes... sauf 32 en 1956. (Graphique 72 C.)

Enfin, les deux zones les plus favorables ne connaissent évidemment, elles non plus, aucune trêve. (Graphiques 72 D, E.)

La carte n° 55, qui présente le nombre absolu des habitations neuves par commune, montre le plus concrètement les aspects régionaux de l'essor de la construction.

Au milieu de la région, un large bloc, exceptionnellement chargé, apparaît : de Biot à Vence, du littoral au rebord préalpin, 6 communes totalisant 874 maisons neuves, bâties depuis 1947 : on trouve environ une maison neuve par 12 hectares de terrain sur la superficie totale de Biot, Villeneuve, Roquefort, La Colle, Saint-Paul et Vence-campagne. De plus, quatre communes limitrophes — Tourrette, Le Rouret, La Gaude et Saint-Jannet — totalisant près de deux cents maisons donnent à ce groupe régional plus de poids encore.

C'est la grande zone de villégiature : sur les collines de Vence et de Saint-Paul, autour du pittoresque village de Tourrette-sur-Loup, dans les petites plaines de Villeneuve-Loubet, proches de la mer, et jusque dans les bois de Roquefort et La Colle, l'engouement pour les maisons de campagne est extrême : c'est sans doute parmi les pins de Roquefort, réputés bienfaisants, que le spectacle est le plus frappant : cabanons rustiques ou villas, souvent du type « Mon Rêve » ou « Mon Labeur », naissent comme des champignons au milieu d'un enclos grillagé (la première des opérations de construction ne consiste-t-elle pas à se « fermer chez soi »?). En 1956, une cinquantaine de ces pavillons ont surgi à Roquefort où se sont, en même temps, implantés les trois premiers lotissements (deux de huit lots, et un de quatre-vingts).

Roquefort, sur la route de Grasse à Nice, bien desservi (un car toutes les heures), a vu sa vocation touristique s'affirmer dès avant la guerre : ses pins attirent les Niçois qui viennent « piqueniquer » le dimanche. Mais, depuis 1951 et surtout 1953-1954, le tourisme de résidence éclipse le tourisme de passage.

Deux agences (l'une montée peu à peu par un immigré venu pour raison de santé, l'autre tenue par une retraitée pour le compte d'une importante agence du littoral) effectuent la plupart



Carte n° 55. — Nombre de permis de construire demandés entre 1947 et 1956.

des transactions. Plus de la moitié des pavillons sont construits par les petites entreprises locales ou voisines, une imposante minorité revenant aux constructeurs niçois.

La statistique des permis de construire apprend que, sur 131 maisons neuves, 71 servent de résidence principale, mais 35 sont construites pour la villégiature (résidence secondaire) et 25 l'ont été dans un but spéculatif (location ou vente).

Le caractère particulier de la construction à Roquefort ressort encore des domiciles des demandeurs de permis :

Roquefort-Le Rouret	35
Nice	49
Cagnes	5
Antibes	4
Autres villes du département	2
Ailleurs en France	17
Afrique du Nord	10
Etranger	7

Aux demandeurs locaux n'iront d'ailleurs pas toutes les maisons qu'ils projettent de construire, puisque certains construisent pour vendre. 15 % seulement des maisons construites échoient aux habitants de Roquefort.

Ailleurs, le type des constructions peut être différent.

Ainsi, certains sites, plus chers parce que mieux placés, ayant vue sur la mer, collectionnent les faux châteaux et les luxueuses demeures ultra-modernes : les alentours de Saint-Paul-de-Vence en sont devenus célèbres.

Des maisons de paysans voient aussi le jour dans cette zone : récemment défrichés et livrés à la culture de l'œillet, les coteaux de La Gaude, surtout, comptent de plus en plus d'habitations d'horticulteurs, simples et solides, modernes avec leur garage et leur hangar pour la préparation des expéditions.

L'habitat de banlieue fait, naturellement, des progrès considérables. Dans toute la région canno-grasse, il envahit la campagne sous la forme de pavillons, individuels ou sur lotissements. Mais les immeubles collectifs y apparaissent aussi, notamment dans le quartier de Saint-Jacques, au sud-ouest de Grasse.

Ils sont typiques à Saint-Martin-du-Var et à Tourrette-Levens. A Saint-Martin, la Municipalité construit en régie directe une série de « logements économiques et familiaux » en grands immeubles, réservés à la population locale, 41 familles ayant demandé à être relogées en 1954. Le premier groupe de 11 loge-

ments a été terminé en 1956 et un groupe de 30 logements est en voie d'achèvement (1957). De loyer très bas, ces immeubles constituent un élément de fixation de la population ouvrière.

Les entrepreneurs privés suivent cet exemple. A Saint-Martin, une entreprise bâtit un groupe de 12 appartements. A Tourrette-Levens, un commerçant local se lance dans la construction : en 1956, il termine deux immeubles « Plan Courant » de 12 appartements chacun, et commence un immeuble de 24 appartements. Il projette un quatrième groupe, cette fois de 36 logements (1).

Mais le haut prix des loyers (double et quadruple de ceux de Saint-Martin) décourage la clientèle ouvrière. A ce prix, on peut trouver à Nice ; il s'ensuit que les salariés niçois n'occupent ces logements qu'en attendant de trouver l'équivalent en ville. C'est un nouveau facteur d'instabilité de la population.

Dans ces immeubles, par contre, se fixe une immigration particulière : la plupart des appartements sont maintenant occupés par des rapatriés d'Afrique du Nord.

4 . LE PRIX DES TERRAINS

La course vertigineuse des prix des terrains à bâtir donne une autre indication sur l'essor de la fonction résidentielle et de l'habitat. Il serait intéressant d'établir une carte des zones de prix, mais, exacte, elle se présenterait comme une véritable mosaïque. Les prix changent suivant l'orientation, la viabilité, la proximité des villes et de la mer, les diverses commodités ; ils changent d'un point à un autre d'un même terroir et semblent, par-dessus tout, influencés par la « vocation » touristique de la commune. Il n'y a pas de lignes d'« isoprix » entourant les villes, ou parallèles au littoral ; mais seulement une certaine égalité de prix entre des points, ou de petites zones caractérisées.

Le terrain agricole moyen (2) vaut (ordre de grandeur) 50 francs. Mais le terrain à bâtir le plus ordinaire vaut déjà, lui, de 200 à 500 francs. Cette valeur servirait de fond à notre carte. Or, sur ce fond, se surimprimeraient un tacheté de zones bien plus foncées.

(1) Il est douteux que les capitaux investis dans cette grosse affaire soient entièrement locaux ; on a de bonnes raisons de supposer que certains capitaux citadins l'ont aidée à démarrer.

(2) Prix de 1956-1957.

En bordure des grandes routes, et non loin des villages ordinaires, le terrain vaut de 500 francs (Le Bar) à 800 francs (Roquefort). Mais ces prix peuvent être atteints ou dépassés dans les mauvais secteurs des terroirs les plus enviés (Saint-Paul).

1.000 francs au mètre carré est un prix des plus répandus : à proximité immédiate des villages non touristiques (Saint-Martin), dans les terroirs touristiques un peu éloignés (Aspremont), dans les jolis sites mal desservis non loin des villes colline de La Roquette-sur-Siagne), ou assez en retrait des villages touristiques (derrière Biot).

1.000 francs le mètre (un million pour s'enclore dans 1.000 mètres carrés), c'est un prix ordinaire, mais déjà un bon prix. Au-dessus, l'échelle grimpe pourtant assez vite : 1.200 francs à La Colle-sur-Loup, 1.500 francs à Biot près du village, 1.500 francs à 2.500 francs à Cabris, 2.500 francs sur les collines du Mougins. Les prix supérieurs sont limités à des zones très étroites : aux approches de Grasse, le terrain vaut jusqu'à 10.000 francs, près de Saint-Paul-de-Vence, face au sud, il vaut 4.000 francs.

Comme l'essor de la construction, ces prix témoignent du dynamisme de la fonction résidentielle.

Mais ce dynamisme n'est pas sans inquiéter. Si on ne le canalise pas, il risque de faire tarir sa propre source, le site naturel, et de créer en matière de services publics des problèmes économiquement, sinon techniquement, insolubles.

C'est pourquoi, malgré le libéralisme de principe, une planification coercitive de l'habitat s'instaure peu à peu.

5 . LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE L'HABITAT

Les lois et décrets aujourd'hui en vigueur ne laissent pas une liberté totale à la construction des habitations : des interdictions et des prescriptions limitent quelque peu les dégâts consécutifs à l'emprise anarchique de l'homme sur la nature.

Les Pouvoirs Publics — en l'espèce, le Ministère de la Reconstruction et du Logement — préparent aussi tout un programme d'aménagement, visant à harmoniser le développement de la construction avec la défense du patrimoine naturel et du paysage, à éviter les obstacles au progrès régional en les prévoyant et en y parant à l'avance, à créer la meilleure infrastructure possible pour la mise en valeur.

Pour la Côte d'Azur et sa campagne, l'urbaniste a commencé des études approfondies pour un « zonage » rationnel de l'habitat.

La fixation du périmètre d'agglomération est en général le premier acte de l'urbaniste qui essaie, par une limitation de l'essor des collectivités, de donner leur rendement optimum aux dépenses exposées. Il détermine les zones que les communes, compte tenu de leurs perspectives d'avenir et de leurs ressources, peuvent équiper raisonnablement pour la construction. Hors de ce périmètre, on considère que le sol doit être réservé à la culture. Les constructions ne peuvent s'y implanter qu'à titre exceptionnel, et les lots attribués ne doivent pas avoir moins de 5.000 mètres carrés pour conserver le caractère agreste du paysage et assurer l'assainissement individuel.

Cette doctrine est difficilement applicable dans la région sous peine de considérer l'ensemble d'une large bande littorale comme une seule agglomération urbaine, dont l'équipement ferait peser des charges excessives sur les budgets des collectivités.

C'est pourquoi l'on a déterminé une zone intermédiaire, dite zone touristique, où les communes ne seront pas tenues d'effectuer les travaux de service public, et où la densité d'habitations laissera au paysage un caractère naturel.

La zone touristique n'admet, en principe, que des « constructions de plaisance ». La densité de 5 ou 6 maisons à l'hectare commande des lots individuels d'environ 1.500 à 1.300 mètres à l'intérieur des lotissements, d'au moins 2.000 mètres carrés dans les parcelles isolées.

La détermination de cette zone constitue une grande nouveauté et un pas important sur la voie d'une planification de l'espace régional.

En dehors de ces zones d'habitat — aggloméré, touristique — le territoire est divisé en zone rurale et zone forestière.

Les zones rurales ordinaires sont menacées, à plus ou moins longue échéance, par l'expansion touristique : on ne les défend pas quand la valeur du sol n'en vaut pas la peine. La seule préoccupation est de leur conserver, pour le plaisir du touriste, un caractère campagnard : pour cela, si toutes les constructions sont autorisées, elles doivent disposer d'une surface minimum de 5.000 mètres carrés.

Par contre, les zones rurales riches, maraîchère et florale, sont dites « protégées » : n'y seront autorisées que les constructions à usage d'exploitation agricole.

Enfin, les zones forestières sont strictement délimitées : protégées, elles n'admettent pas de maison ; normales, elles n'en admettent qu'une par deux hectares. Il s'agit, par cette mesure, de préserver le manteau forestier.

Ce zonage s'accompagne d'un projet de table des Servitudes qui sera, dans les mains de l'urbaniste, un instrument de dictature terriblement puissant. Les servitudes d'aspect (refus du permis de construire pour raison esthétique), de vue (interdiction des constructions ou clôtures trop hautes), de défense contre l'incendie, et surtout de « conservation des sols » font dépendre pratiquement de l'urbaniste toute l'évolution du paysage.

La carte n° 56 présente schématiquement les projets essentiels de l'Urbanisme. Périmètre aggloméré et zone touristique forment le long du littoral une large bande continue qui envoie vers l'extérieur de longues tentacules : la zone cannoise comprend et dépasse Mougins, la zone cagnoise monte jusqu'à La Colle et Saint-Paul, la zone niçoise s'étale le long des routes méridiennes. Au pied du coteau préalpin, une seconde zone transversale réplique à l'agglomération littorale : le périmètre grassois dépasse Peymeinade à l'ouest et Châteauneuf à l'est, le périmètre vençois s'étale presque sans interruption de Tourrette-sur-Loup à Saint-Jeannet.

En gros, ces zones réservées à la construction couvrent le cinquième de la région considérée. La zone forestière couvre plus de la moitié de ce qui reste, et la zone rurale, donc, moins des deux cinquièmes de la région !

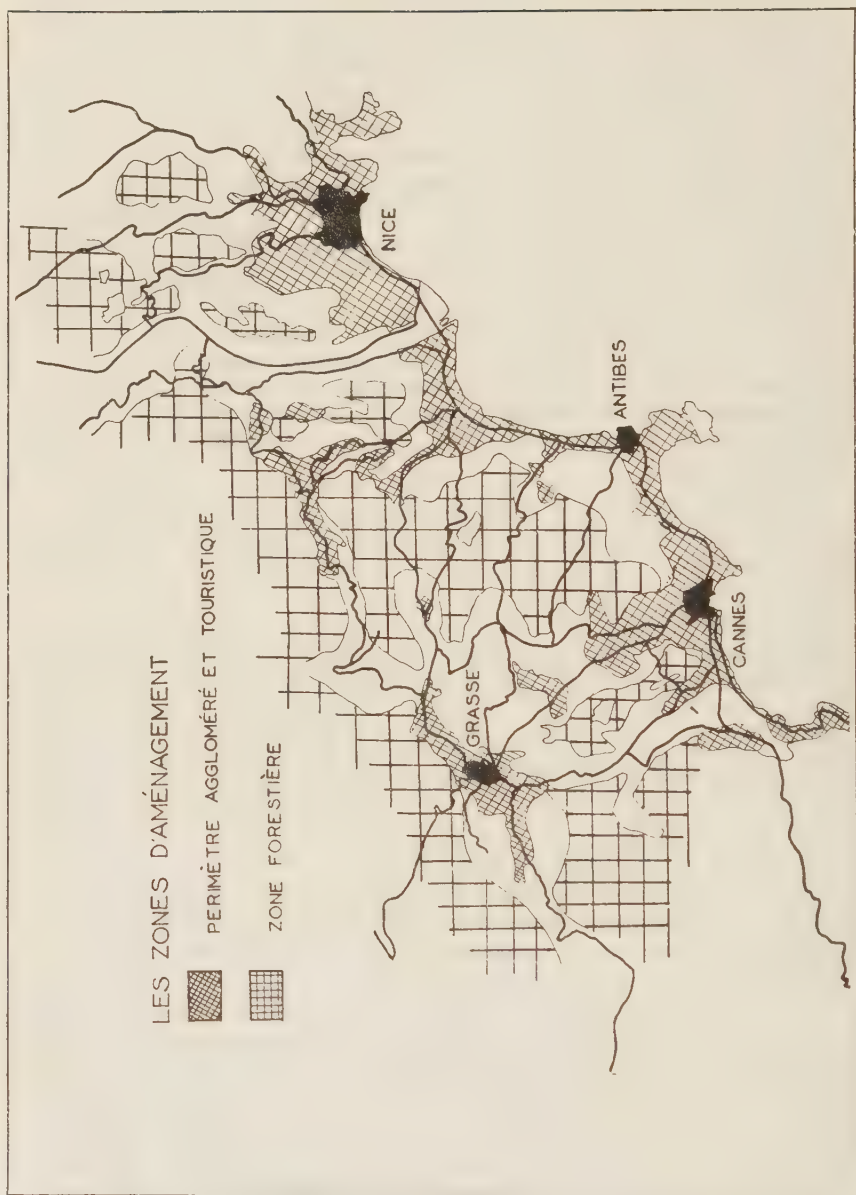
Mais les intérêts locaux, les municipalités, se battent pour la réduction de la zone forestière au profit de la zone touristique. « Le projet », écrit une délibération du Conseil Municipal de La Roquette-sur-Siagne (1), « présente une entrave à l'expansion de la commune en empêchant la construction d'habitations destinées à des particuliers qui ne peuvent disposer que d'un capital réduit... La zone classée forestière représente un site naturel de première importance et il serait inadmissible d'y empêcher l'édification de demeures résidentielles ».

Les communes — et La Roquette est pourtant une riche commune agricole — comptent plus sur le tourisme et sur la villégiature que sur n'importe quel autre facteur pour leur expansion.

Les villages moins agricoles luttent avec plus d'énergie encore contre l'Urbanisme. On cite comme exceptionnel l'accord immédiatement donné par le Conseil Municipal de Tourrette-sur-Loup (11 mars 1956) qui se déclare d'accord sur la répartition des différentes zones prévues, et, de plus, « demande que la zone *non-aedificandi* soit prévue non seulement à l'ouest, mais encore à l'Est du village pour protéger les points de vue ».

D'ordinaire, les réponses municipales contiennent des contre-propositions opposées à l'esprit de l'urbaniste, sinon des menaces

(1) 16 janvier 1955.



Carte n° 56. — Les zones d'aménagement urbanistique.

ou des défis. « La zone rurale, écrit le Conseil Municipal de Peymeinade (8-10-1955), telle qu'elle est déterminée, ne correspond plus aux conditions sociales, économiques et touristiques actuellement réunies. » Quant au Conseil Municipal d'Aspremont, il « rejette l'ensemble du projet » (28-2-1956). Cependant que Castagniers, « s'insurgeant contre cette nouvelle atteinte au droit de propriété et à la liberté individuelle... prend l'engagement de s'opposer au projet actuel par tous les moyens en son pouvoir jusques et y compris sa démission collective si nécessaire » (6-12-1955).

Des concessions sont alors faites par l'Urbanisme ; mais, à l'heure actuelle, les communes, dans leur soif de construction, les jugent encore insuffisantes. Qui ne comprendrait, sur un exemple local, les raisons de cette lutte pour l'intérêt *immédiat* ? A Peymeinade, après une rectification du *projet* de zonage, autorisant dans une zone prévue forestière deux constructions par hectare, les prix de certains terrains sont passés, du jour au lendemain, de 200 à 600 francs le mètre carré !

L'évolution de l'implantation de l'habitat suit ainsi des voies complexes. Les projets d'aménagement élaborés par l'Urbanisme y jouent un rôle avant même d'être réalisés et d'avoir force de loi. La fièvre de spéculation s'y ajoute comme facteur important. Le site, la viabilité, l'adduction d'eau, la proximité des villes, sont, en principe, des facteurs de renchérissement ; mais le propriétaire ne recherche-t-il pas quelquefois aussi, dans cette région, l'isolement et l'éloignement ?



L'entrée de la région dans le cadre d'un programme d'aménagement, d'un « groupement d'urbanisme », est en tout cas fort révélatrice des conséquences directes de l'accroissement des villes et témoigne d'un premier degré d'urbanisation.

CHAPITRE IV

INDICES DE L'URBANISATION

Pour rechercher et présenter quelques indices permettant de mesurer l'influence urbaine à travers des phénomènes sociaux statistiquement connus, nous avons fait appel à quatre sources de documentation qui n'ont qu'un rapport lointain avec nos recherches, mais qui les éclairent indirectement.

1 . DEUX SÉRIES DE DÉDUCTIONS TIRÉES DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ.

A . L'ÉQUIPEMENT URBANISTIQUE. STATISTIQUE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC.

Trop d'éléments subjectifs entrent en ligne de compte pour qu'on puisse donner aux chiffres de consommation publique d'électricité une signification rigoureuse : un maire aura des goûts somptuaires, un autre l'avarice des deniers publics. Mais l'éclairage des rues tient une grande place dans le « standing » d'un village et fournit donc quelques indications sur le degré de civilisation, de citadinisation de la commune.

La consommation d'électricité pour l'éclairage public a peu progressé entre 1938 et 1955 : 354.000 à 410.000 kilowatts-heure dans les 38 communes de la campagne azurée. On peut en déduire que la phase électrique de l'équipement urbanistique des villages n'est pas encore commencée.

La consommation en éclairage public, *par tête*, est plus de cinq fois supérieure dans les villes que dans les villages.

L'examen de détail de la comparaison 1938-1955 montre une localisation démonstrative de l'évolution de la consommation. Ont sérieusement augmenté les villages qui s'assimilent de plus en plus à des banlieues, comme Drap (11.500-18.500 kilowatts-heure) ou Peymeinade (9.000-14.500 kilowatts-heure), et ceux qui s'ouvrent depuis peu à la vie touristique (Tourrette-sur-Loup 6.500-15.000 kilowatts-heure).

A l'heure actuelle, les seuls centres « brillamment » éclairés doivent leur équipement à des circonstances particulières : Biot, La Colle-sur-Loup, Mougins, Saint-Paul, touchés par le tourisme. Drap banlieue et Contes industriel — sans compter Villeneuve-Loubet et Mandelieu littoraux — qui dépensent tous plus de 15.000 kilowatts-heure par an d'éclairage public (carte n° 57). La plupart des villages restent encore dans l'obscurité campagnarde !

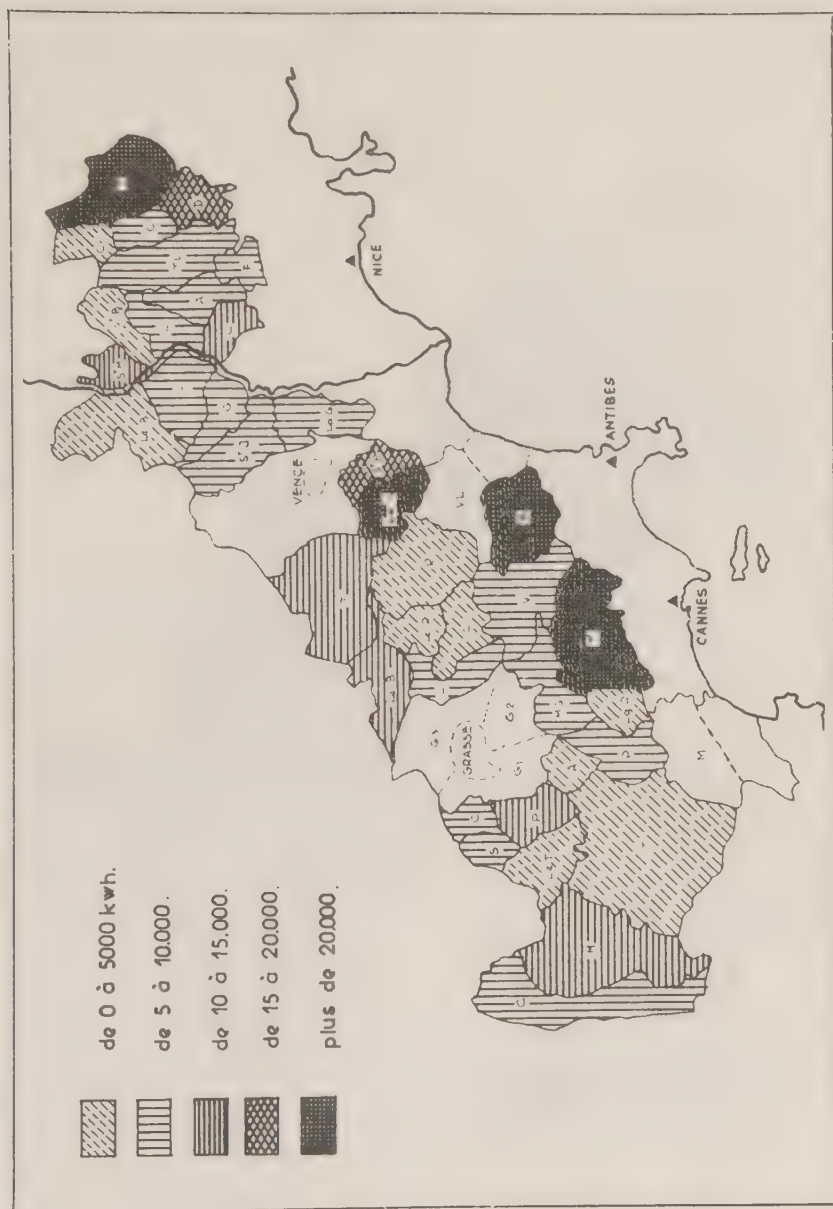
B . UN MODE DE VIE CITADIN ? STATISTIQUE DE LA CONSOMMATION DOMESTIQUE D'ÉLECTRICITÉ.

La consommation domestique d'électricité au village a fait, elle, des progrès prodigieux. Elle est multipliée par 3,5 depuis 1938 !

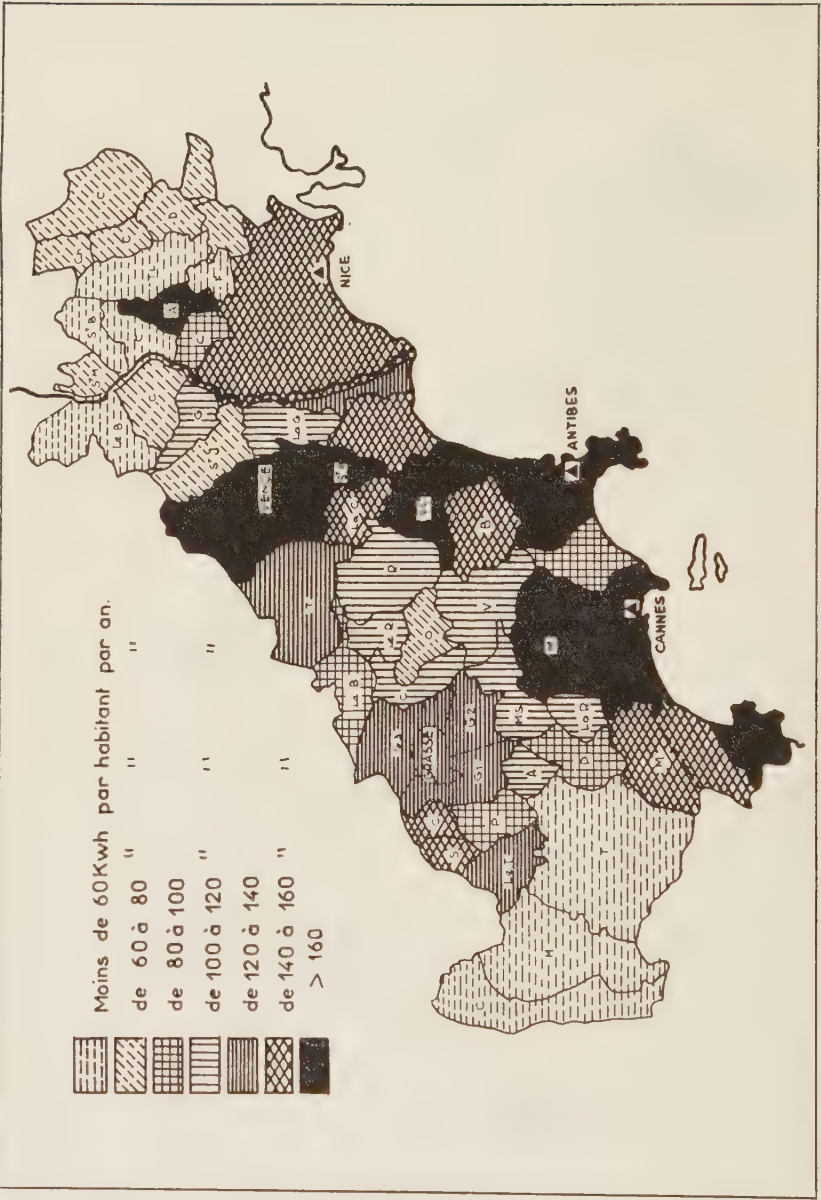
Dans les 38 communes rurales, la consommation en « éclairage et usages domestiques » représente, en 1955, 3.780.000 kilowatts-heure, soit, en moyenne, 116 kilowatts-heure par an par habitant. La moyenne est plus qu'honorable : dans la France entière, elle n'est que de 100, et dans certains départements ruraux, elle est inférieure à 50 ! Dans les Alpes-Maritimes même (moyenne : 150), cette consommation villageoise est à un niveau relatif assez élevé. Le Niçois ne consomme que 159 kilowatts-heure par an, le Cannois en consomme 224. Quant au montagnard, il en consomme en général moins de 60 (carte n° 58).

Comment ne pas donner à ces indices de consommation une signification de richesse et d'urbanisation du niveau de vie ? Certes, le clivage social a plus d'importance que le mode de vie. Dans les villes et leurs abords, les quartiers pauvres ont une consommation faible. Mais, au village, la consommation d'électricité ne reflète pas seulement le niveau de vie, elle démontre l'extension des modes de vie citadins.

A cause de ces deux facteurs, l'explication de la carte procèdera de deux types d'explication. Elle montre la répartition de la consommation par tête dans les zones campagnardes et littorales.



Carte n° 57. — La consommation d'éclairage public (1955).



Carte n° 58. — La consommation d'électricité domestique (1955).

La zone littorale jouit d'une importante supériorité (Théoule, commune de luxe, détient le record avec 379 kilowatts-heure par personne et par an). Mais il n'est pas sans intérêt de constater que le niveau citadin de consommation a déjà gagné plusieurs villages : entre Cagnes et Vence, le pont est établi, par La Colle et Saint-Paul (149 et 187), riches de villégiateurs et de retraités, comme Biot (146) et Mougins (237).

A Aspremont, à Cabris et Spéracédès, où la villégiature gagne aussi alors que l'agriculture ne représente plus grand-chose, le niveau est très élevé.

Mais, en dehors de ces exceptions, ne voit-on pas reparaître sur cette carte l'habituelle supériorité de la région centrale par rapport aux extrêmes ? Les campagnes grasso-cannoise et vençoise sont plus profondément transformées, plus riches, que leurs voisines : elles consomment plus d'électricité. Callian, Montauroux, Tanneron sont au-dessous de 60 ; presque toute la campagne niçoise est au-dessous de 80 ; la campagne haut-vençoise n'atteint qu'exceptionnellement 100 ; tandis que presque toutes les communes du bloc central dépassent 100.

Là où la pénétration urbaine se surimpose à un milieu rural pauvre et ne s'accompagne pas d'une colonisation touristique, le niveau de consommation reste faible (Tourrette-Levens : 52). Mais la villégiature, richesse rurale, et la pénétration urbaine coexistent pour former les communes les plus riches (Mougins : 237).

Ceci dit, l'ensemble de la campagne est sans exception en essor du point de vue de la consommation électrique. Alors que, dans tout le département, la consommation domestique n'est passée, entre 1938 et 1955, que de 112 à 150 kilowatts-heure par habitant, elle a fait, dans les plus petits villages, des bonds considérables : Auribeau (29-101), Cantaron (9-72), Châteauneuf-de-Contes (14-79), Spéracédès (30-141), Tourrette-sur-Loup (21-135). Les progrès vont de 40 % d'augmentation (Drap), à plus de 1.000 % (Le Tignet).

A pas de géant, les villages se rapprochent du niveau urbain de consommation électrique ; s'il n'y a pas là, en soi, un test d'urbanisation, la connaissance du milieu permet cependant d'y voir une preuve de la diffusion toujours plus poussée de l'influence urbaine, une preuve de la pénétration accentuée de l'« économie » citadine et résidentielle.

2 . LE PARC AUTOMOBILE VILLAGEOIS (1)

La statistique du parc auto fournit, comme celle de la consommation électrique, d'intéressantes indications sur le niveau et le mode de vie. En moyenne, la campagne azurée, avec 2.364 voitures particulières et 567 voitures commerciales, compte 11 habitants pour une voiture. Et ce chiffre se rapproche de la moyenne départementale (10,5) alors qu'il est largement inférieur à la moyenne des communes rurales (13,6).

Encore une fois, les villages ont un « niveau de consommation » assez proche de celui des villes. Si Grasse compte 10,5 habitants par voiture, Nice 10,1, Cannes 9,5 et Antibes 8,1, 14 villages atteignent le même ordre de grandeur, ne dépassant pas 11. Le record est détenu par Roquefort-les-Pins, commune de villégiature, avec une voiture pour 7,8 habitants.

La carte n° 59, qui représente par commune le rapport Population-Parc auto, se rapproche de la carte 58 représentant la consommation d'électricité domestique. Les extrémités sont encore une fois défaillantes, et le bloc central le mieux doté. Dans la campagne niçoise, Aspremont et Colomars sont seuls en vedette. Les campagnes vençoise et grasso-cannoise ont gagné à leur mode de vie le plateau valbonnais. Mais le coteau pré alpin n'est toujours pas à la hauteur !

La possession d'automobiles donne une indication évidente de niveau de vie. Certes, le village le plus urbanisé, Drap, n'a une voiture que pour 14 habitants, car la banlieue est plus pauvre que la ville. Mais, dans l'ensemble, le signe de richesse donné par le parc automobile révèle, comme la consommation d'électricité, dans ce milieu rural connu et défini, l'influence urbaine, la redistribution de la richesse urbaine.

3 . QUELQUES INDICATIONS FOURNIES PAR LES STATISTIQUES FINANCIÈRES

Malgré tout ce qu'on peut, théoriquement, en espérer, les statistiques financières et fiscales sont dressées avec des préoccupations trop différentes des nôtres pour être utilisées à plein :

(1) D'après la statistique établie par l'I.N.S.E.E. sur les véhicules en circulation le 1^{er} janvier 1956.



Carte n° 59. — Le parc automobile au 1^{er} janvier 1956. — Nombre de personnes par voiture.

trop de facteurs « faussent » les chiffres pour qu'on puisse leur accorder une signification géographique.

Pourtant, quelques indications générales émergent des flots de chiffres et méritent une mention.

La valeur de la propriété bâtie, inscrite au cadastre en revenu imposable, permet quelques conclusions pour les communes sans usine. Cette valeur atteint et dépasse 5 à 600 francs par habitant dans les villes et sur la Côte : Villeneuve-Loubet a 503 francs de propriété bâtie par habitant, Cagnes, 555 francs, Mandelieu 663 francs. Mais, parmi les villages dont l'ordre de valeur est de 200-300 francs par habitant, certains atteignent déjà des chiffres proches du niveau urbain : Biot (372), La Colle (372), Roquefort (378), Cabris (386), Mougins (422), Saint-Paul (476). On reconnaît les communes de tourisme et de villégiature. Par certains caractères, et spécialement donc par le revenu imposable de leurs propriétés bâties, quelques villages azuréens commencent à s'assimiler au littoral.

Mais tous, bien entendu, sont encore très loin des cités littorales pour les revenus municipaux, les « recettes ordinaires » du percepteur. En moyenne, les villes « reçoivent » trois fois plus par habitant que les villages. Et, en chiffres absolus, alors que les recettes de Cannes dépassent le milliard, celles de Nice 3 milliards, celles des villages tournent autour de 10 millions. Seuls, Le Rouret, Biot, Roquefort et Mougins, dépassent 15 millions : encore le tourisme.

Peu à peu, les budgets villageois gonflent, mais moins vite que s'accroissent les besoins des municipalités. Sauf pour les communes touristiques, les possibilités financières restent en deçà des perspectives ouvertes par les conséquences de l'urbanisation.

4 . CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'URBANISATION

On peut, enfin, essayer de mesurer les conséquences de l'urbanisation jusque dans l'opinion publique par la consultation des résultats électoraux et la composition des conseils municipaux.

L'étude complète du scrutin législatif de janvier 1956 dissoudrait le problème géographique dans des discussions politiques et sociales et nous conduirait loin de nos sujets de préoccupation. La liste modérée traditionnelle (Médecin) n'a pas de contenu sociologique : les (très relatifs) succès de la liste du mouvement poujadiste n'ont pas de relation systématique avec l'abondance des classes moyennes (quoique Valbonne et sa

multitude d'épiciers tiennent le record avec 15 % des voix) ; les résultats obtenus par le Parti socialiste (très faible) et le Front républicain ne s'expliquent que sous l'influence de personnalités locales. Seuls, les résultats obtenus par la liste communiste ont une signification sociale qui peut nous servir.

La liste communiste a dans la campagne azurée des succès plus marqués que dans le reste du département. Elle y obtient 41 % des voix (contre 33 % dans l'ensemble des Alpes-Maritimes et à Nice, contre 28 % à Cannes).

La carte n° 60 montre la répartition des pourcentages obtenus : elle n'enregistre pas de très violentes oppositions car le communisme a pénétré, depuis des dizaines d'années, dans le monde rural des Alpes-Maritimes. Mais elle met en relief la campagne grasse-cannoise et la campagne niçoise étendue au coteau droit du Var, c'est-à-dire les régions les plus proches des villes, sinon les plus urbanisées.

D'ailleurs, la comparaison des résultats de 1951 à 1956, alors que les pourcentages d'ensemble n'ont pas varié, confirment l'influence urbaine : les progrès sont nets dans les communes qui se peuplent d'ouvriers citadins.

Pourcentage des voix communistes

	1951	1956		1951	1956
Le Bar	27	41	Cantaron	29	44
Châteauneuf-Grasse ..	31	36	Drap	55	63
Roquefort	25	38	Saint-Martin	65	74
Le Rouret	29	33	Tourrette-Levens	38	45
Valbonne	27	33			

Le visage politique de la campagne n'évolue-t-il pas sous l'influence de la classe ouvrière des villes et sous l'influence des perturbations migratoires ?

Cependant, la traduction de cette opinion sur le plan municipal est très différente.

Les municipalités sont, socialement, démographiquement, très en retrait sur la population. Face aux personnalités locales, le choix de l'électeur est beaucoup plus conservateur que face au programme des grands partis. C'est un phénomène habituel.

Démographiquement, la politique locale est encore faite, le plus souvent, par les « enfants du pays ». Par exemple : à Opio, 9 conseillers sur 11 sont issus de vieilles familles (pourcentage d'autochtones dans la population : 23 %). Au Bar, où l'autoch-

tonie est de 28 %. 10 conseillers sur 13 sont des Barois de vieille souche. A Cantaron, deux listes se sont opposées : l'une a 8 autochtones sur 11, dont 5 nommés Dalbera ; l'autre 7 sur 9, dont 3 Dalbera. A La Colle, 12 conseillers sur 17 sont du pays alors que la population ne compte que 29 % d'autochtones.

On peut généraliser. Mais certains « décrochements » commencent à se produire : à La Roquette-sur-Siagne, les deux listes adverses ne présentaient que 4 « vieux Roquettans » sur 13 ; à Biot, le conseil ne comprend que 4 représentants des anciennes familles.

Professionnellement, la tradition qui donne le pouvoir local à l'alliance des propriétaires et des commerçants, est peu ébranlée (1). Un recensement portant sur 14 communes montre que 50 % des conseillers municipaux sont exploitants agricoles — presque tous propriétaires — et 24 % commerçants ou artisans. Les salariés locaux ne tiennent qu'une place infime (7 %) et les salariés citadins à peu près la même.

Rares sont les communes où les citadins se sont emparés, comme cela se passe dans la montagne niçoise, des leviers de commande. Mais encore bien plus rares celles où la population résidant est appelée aux responsabilités municipales : seul, Drap a, de ce point de vue, un conseil socialement représentatif avec, outre 2 cultivateurs et 1 commerçant, 3 salariés locaux, 6 salariés résidant et 1 retraité.

Bien que son maire soit un paysan, et d'une très vieille famille locale, Drap est la seule commune qui soit arrivée au bout de l'évolution socio-politique qui en fait une vraie banlieue.

(1) Les conseillers sont le plus souvent élus avec au moins les trois quarts de voix.

CONCLUSION

La situation actuelle de la campagne azurée a révélé les conditions particulières du métamorphisme péri-urbain.

L'étude de l'agriculture a amené à enregistrer comme un facteur essentiel l'opposition entre le littoral urbain et la campagne, non seulement opposés dans leurs formes, mais encore presque indépendants dans leurs intérêts : l'influence urbaine sur l'agriculture est essentiellement passive.

L'étude des fonctions industrielle, commerciale et résidentielle, a fait constater l'insignifiance de ces fonctions envisagées dans leur ensemble au point de vue économique, mais leur considérable importance relative dans chaque village. La seule fonction résidentielle « rapporte » autant à la campagne que l'agriculture, en ce sens que, si le produit brut de celle-ci avoisine un milliard et demi, la masse des salaires touchés par les ouvriers citadins habitant les villages, doit atteindre un milliard et quatre cents millions.

Mais ce que l'étude des « fonctions » de la campagne a révélé de plus important, c'est la prédominance, la tyrannie des facteurs démographiques dans tous les secteurs de l'évolution actuelle. L'explication de la plupart des phénomènes ressortit aux caractères dynamiques de la population.

Or, ces caractères sont le fruit de la proximité urbaine, les conséquences du développement des villes : les mouvements migratoires tourbillonnants font de la campagne qui y est soumise une « zone de réserve », où ils influencent toute la vie, et commandent même en partie le développement économique.

Cette caractéristique est décisive pour la définition du type de zone péri-urbaine. Elle est due sans doute en premier lieu aux particularités mêmes des villes entourées : villes récentes, à secteur hypertrophié, abâtardies par les caractères spéciaux du tourisme et de la villégiature... Mais elle est due aussi, peut-être, aux processus d'une évolution centenaire.

TROISIÈME PARTIE

LES PROCESSUS DE L'ÉVOLUTION

La première partie de ce travail a été consacrée à un aperçu de géographie historique, en vue de dresser le tableau de la réalité humaine antérieure aux grands bouleversements économiques et sociaux. Elle voulait être un premier élément d'explication de la situation actuelle, comme description de la base traditionnelle sur laquelle s'était greffée l'évolution moderne.

La seconde partie de ce travail a été un essai, plus approfondi, de définition des divers éléments géographiques de la campagne azurée à la lumière des conséquences, décisives pour elle, de l'urbanisation du littoral. Sans être statique, cette étude, comme la précédente, a été d'un dynamisme très limité. L'étude historique s'est bornée aux vingt années médianes du XIX^e siècle, l'étude actuelle aux vingt années médianes du XX^e siècle.

Il reste, pour aller au fond des explications, à rétablir les ponts de l'histoire.

CHAPITRE PREMIER

BILAN D'UN SIÈCLE DE TRANSFORMATIONS

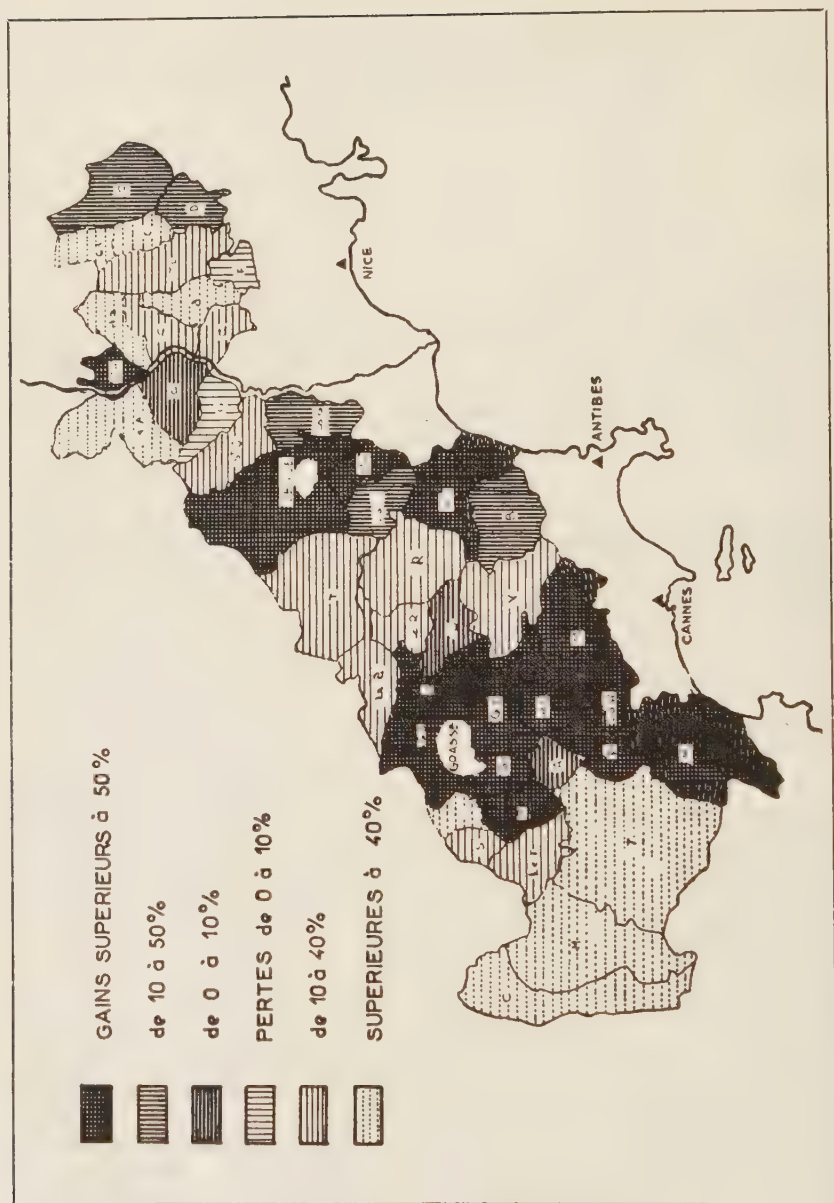
1 . LA POPULATION

A . LES CHIFFRES.

Le nombre des habitants qui peuplent la campagne azurée n'a pas très sensiblement changé entre le milieu du xix^e siècle et le milieu du xx^e siècle. Il ne varie que de 39.000 habitants (1861) à 45.000 (1954), 15 % ,soit une augmentation théorique de 0,15 % par an. Or, pendant le même temps, la zone littorale passait de 72.000 à 364.000 habitants, et la montagne environnante de 9.600 à 4.000.

L'originalité statique de la campagne, prise dans son ensemble et comparée à son environnement, est soulignée par la carte n° 62. Alors que les communes littorales s'affirment comme doublant au moins leur population, alors que la montagne avoue la perte d'au moins la moitié de la sienne, la campagne se distingue, elle, par des teintes indiquant une relative stabilité ou une retraite honorable. Globalement, elle ne semble pas avoir évolué malgré sa « prise-en-sandwich » entre un littoral et une montagne en évolutions ultra-rapides.

Mais un examen plus détaillé nous fait revenir sur cette première impression : la carte n° 61 montre en effet à l'intérieur



Carte n° 61. — L'évolution de la population de 1861 à 1954
la campagne azuréeenne.

de la campagne de notables différenciations, soulignées aussi par le découpage des habituelles micro-régions :

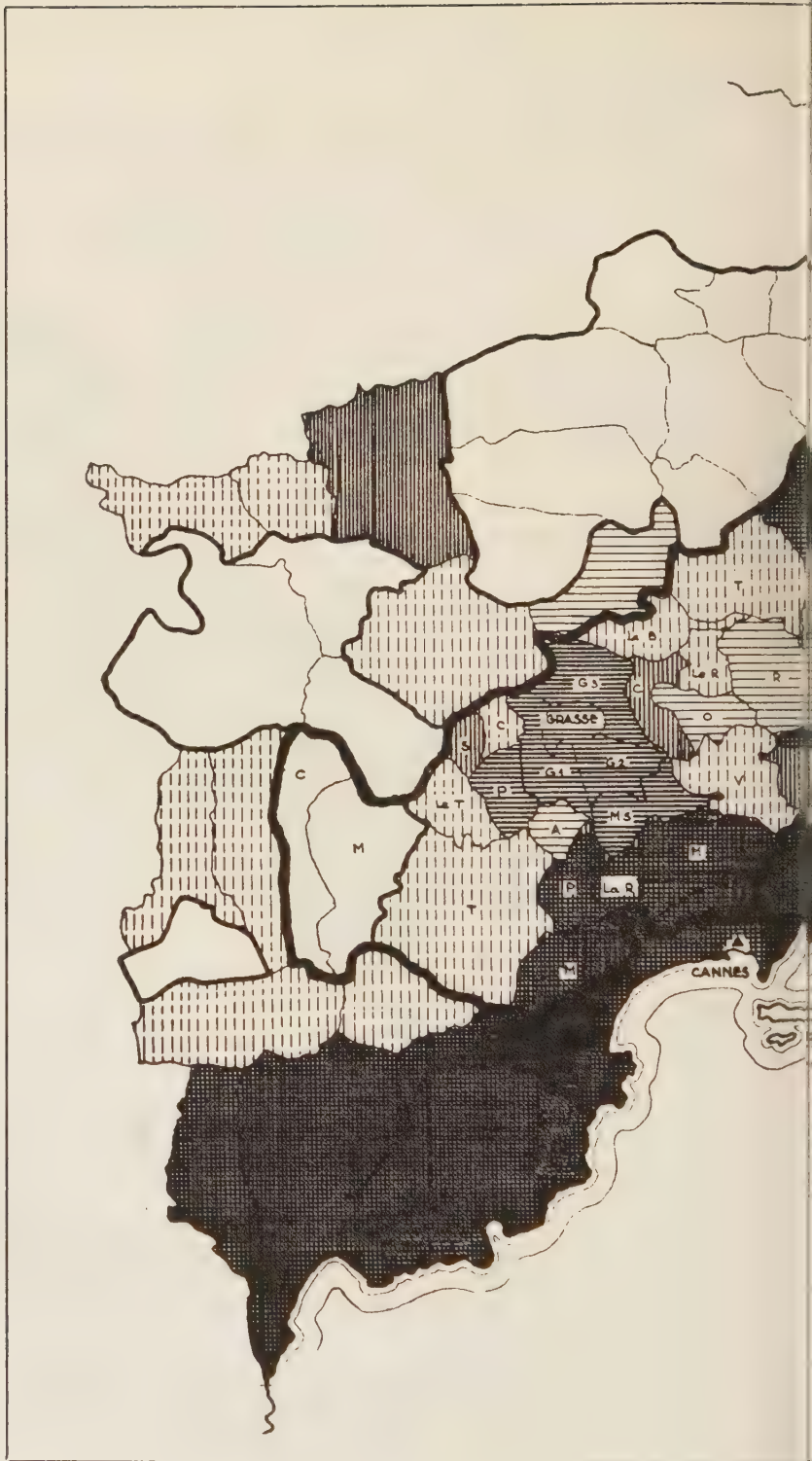
<i>Groupelement</i>	<i>Population 1861</i>	<i>Population 1954</i>	<i>Différence</i>	<i>Différence en %</i>
1. Coteau occidental	6.000	3.000	— 2.300	— 38
2. Campagne grasso-cannoise	8.950	17.570	+ 8.620	+ 96
3. Plateau valbonnais	6.500	5.700	— 800	— 12
4. Campagne bas-vençoise ..	4.900	6.950	+ 2.050	+ 42
5. Campagne haut-vençoise.	4.000	3.100	— 900	— 22
6. Campagne niçoise	8.450	7.850	— 600	— 7
Total	38.800	44.870	+ 6.070	+ 15

Ces données mettent en valeur les progrès des deux groupements, campagne grasso-cannoise et campagne bas-vençoise, remarqués de nombreuses fois pour leur supériorité. La géographie démographique présente une succession de régions maigres et grasses : au vide relatif de l'extrême-ouest succède le gonflement victorieux du « pont » Cannes-Grasse ; puis le plateau valbonnais montre une nouvelle dépression avant le « pont » Cagnes-Vence. Mais la campagne niçoise — ou d'influence niçoise — de part et d'autre du Var, ne souffre à sa décadence généralisée que de rares exceptions : Saint-Martin et Contes, industriels, Carros, à l'agriculture spécialisée, et Drap, banlieue.

B . RÉPARTITION DE LA POPULATION : DENSITÉ ET HABITAT.

Malgré ces différences, deux éléments contribuent à maintenir la notion d'une campagne évoluant peu. D'une part, si la densité de population a légèrement varié, sa répartition géographique a gardé une permanence. La carte de la densité en 1846 (p. 53) et la carte de la densité en 1954 (p.150) sont à rapprocher : dans les deux cas, les plus fortes concentrations se trouvent dans la région canno-grassoise, les villages sub-littoraux (Biot, La Colle, Saint-Paul) se distinguant, et la campagne niçoise, même, gardant une certaine vigueur.

D'autre part, l'habitat lui-même est resté assez statique, dans la coexistence de la concentration des villages perchés et d'une dispersion ancienne en hameaux ou maisons isolées.



Carte n° 62. — L'évolution de



ANTIBES



GAIN SUPERIEUR à 100%.



" de 50 à 100%.



" de 10 à 50%.



STABILITE de -10 à + 10%.



PERTE de 10 à 50%.



" SUPERIEURE à 50%.

On ne peut douter, malgré le manque de mesures précises (1), que la concentration recule ; mais l'abandon de certains hameaux et de nombreuses fermes habitées autrefois, compense dans une certaine mesure la dispersion moderne.

Certes, la plupart des villages tassés se déconcentrent un peu. Le coefficient de concentration du Bar passe de 77 à 70 %, celui de Tourrette-sur-Loup de 89 à 62 %, celui de Valbonne de 87 à 80 %, celui de Saint-Jeannet de 95 à 80 %. Les communes d'habitat dispersé conservent à peu près la même proportion de population éparse : à Tourrette-Levens 70 à 65 %, à Peymeinade 63 à 71 %. Les ordres de grandeur (sauf de rares cas comme La Roquette-sur-Siagne et Carros) restent les mêmes.

C . LES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES NATURELLES.

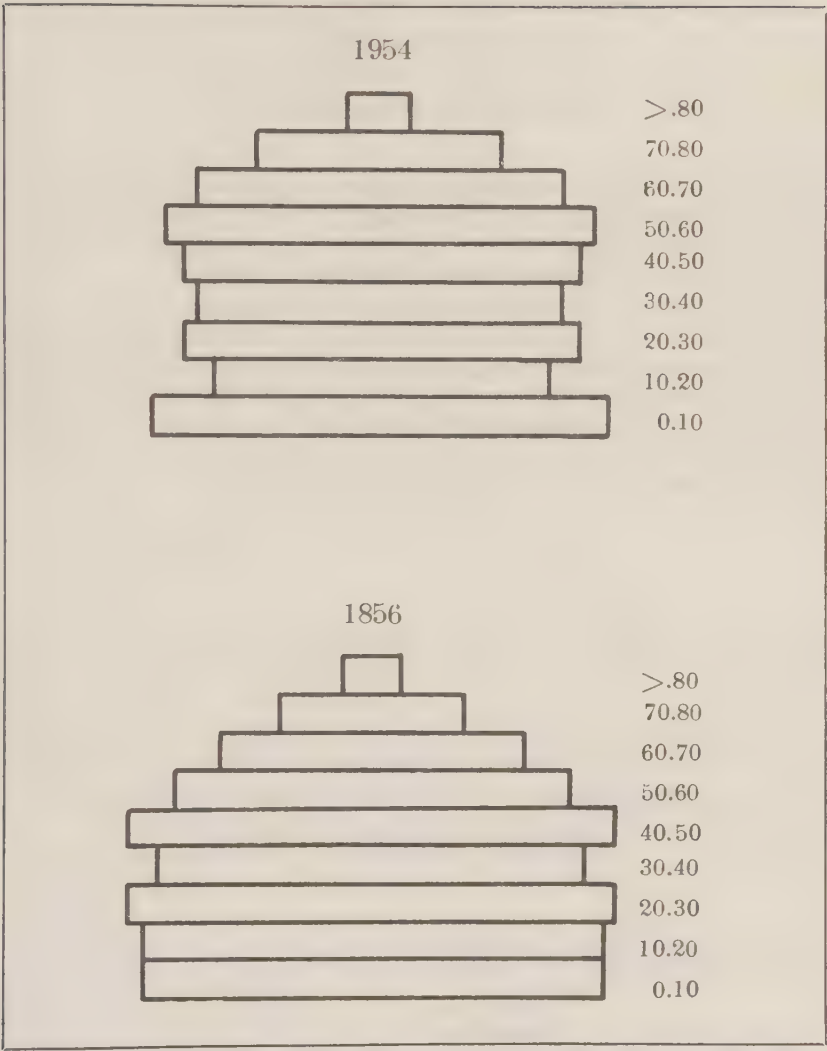
Sans être semblables, les données du mouvement naturel de la population, à cent ans de distance, aboutissent au même résultat : aucun progrès du nombre de la population ne peut en provenir. De 1851 à 1860, la balance des naissances et décès accusait le minuscule déficit de 0,2 %. En 1951-1953, le fléau se trouve exactement à 0.

Mais le compte des naissances et des décès ne se ressemble évidemment pas : 226 naissances et 228 décès pour 10.000 habitants autrefois contre 125 naissances et 125 décès aujourd'hui. La différence de ces nombres a d'ailleurs moins d'importance que leurs différences respectives avec la moyenne nationale, qui présente un solde créditeur de 41,2 pour mille en 1850, et de 5,9 pour mille en 1950. La campagne offre toujours un mouvement naturel extrêmement défavorable.

Mais la situation actuelle est meilleure que l'ancienne. Car, en 1850, le solde naissance-décès venait de « virer » du positif au négatif ; tandis qu'il vient de « virer », depuis peu d'années, d'un fort négatif au nul.

L'avantage donné aux perspectives actuelles résulte aussi de la comparaison des pyramides d'âges. La pyramide actuelle porte tous les stigmates des graves crises traversées et le poids du vieillissement général. Mais la pyramide ancienne présentait, dans le rétrécissement de sa base, les signes précurseurs des plus graves difficultés (Graphique 73).

(1) On ne peut accorder qu'un crédit limité, et localisé, aux chiffres officiels issus des recensements.



Graphique n° 73. — *Comparaison des pyramides des âges de la campagne azurienne de 1856 et de 1954.*

Et c'est, justement, à la base que se trouvent les signes encourageants de la structure actuelle de la population rurale azuréenne : les récents progrès de la natalité font de la tranche de 0 à 10 ans la plus importante.

D . LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES.

Cette structure par âges n'est pas l'expression du seul mouvement naturel, qui n'a qu'une importance relative : l'image complète de la population est en grande partie fonction, autrefois comme aujourd'hui, du résultat des migrations.

Au milieu du xix^e siècle, en effet, la courbe de population est déjà « artificialisée » par les mouvements migratoires : à défaut de preuves statistiques, les preuves déductives et les documents d'archives en ont fait foi. Au milieu du xx^e siècle, les preuves abondent : le mouvement n'est certes plus si simple, mais il est toujours à double sens, et repousse au second plan les facteurs naturels dans l'évolution de la population.

2 . LA TERRE ET L'AGRICULTURE

La comparaison des rapports des hommes avec la terre, d'un siècle à l'autre, est un des principaux éléments du « bilan ».

Cette comparaison fait ressortir un certain nombre de ressemblances formelles et des différences fondamentales.

A . STRUCTURE AGRAIRE.

Sur le plan de la structure foncière, le morcellement était, et est resté, un des traits caractéristiques : il a même un peu augmenté pendant les cent dernières années. La structure foncière n'est plus la même.

Comme en témoignent les tableaux et graphiques ci-après (calculés en pourcentage d'après la totalisation de 6 communes-types) :

Structure foncière
(calculée en pourcentages)

Au milieu du XIX^e siècle

Catégories	Propriétaires locaux		Propriétaires limitrophes		Propriétaires citadins régionaux		Propriétaires extérieurs	
	Nbre	Surf.	Nbre	Surf.	Nbre	Surf.	Nbre	Surf.
Micro (1 ha) .	28	8	16	4	2	0,3	1	0,2
Petits (1-2 ha)	16	10	5	3	0,5	0,3	0,5	0,2
Moy. (2-10 ha)	23	40	4	7	1	2	0,5	1
Gros (10 ha)..	2	17	0,2	2	0,2	3	0,1	4
Total	69	73	25,2	16	3,7	5,6	2,1	5,4

Au milieu du XX^e siècle

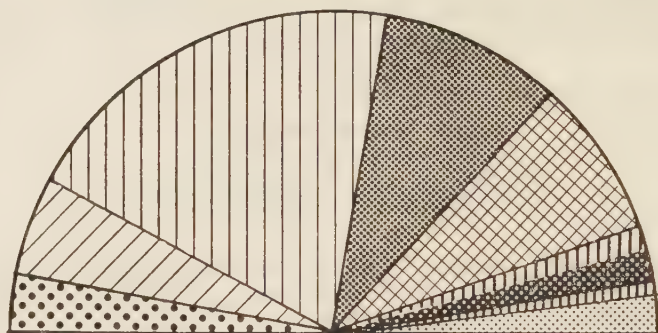
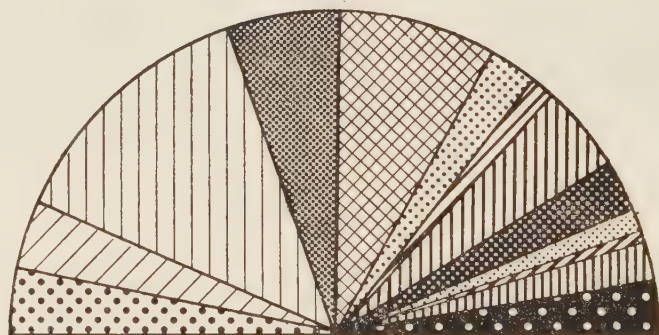
Micro	21	6	13	3	19	5	7	2
Petits	8	7	4	2	3	2	1	1
Moyens	12	26	2	6	5	9	2	4
Gros	1	11	0,5	5	1	5	0,5	6
Total ...	42	50	19,5	16	28	21	10,5	13

Ces changements peuvent être résumés de la façon suivante (1) :

1^o Le recul précipité des propriétaires locaux les met en minorité : ils étaient les 69 % des propriétaires et n'en sont plus que les 42 %, tandis que leurs possessions globales reculent des trois quarts à la moitié du terroir approprié.

2^o Les citadins, en nombre négligeable autrefois, ont maintenant une certaine emprise foncière. Ils sont les 28 % des propriétaires et disposent du cinquième du terroir.

(1) Si on se reporte à la structure foncière d'après les treize communes-types du XX^e siècle, les caractères actuels sont encore plus accentués : les locaux n'ont que 42,5 % du terroir approprié.

XIX^e siècleXX^e siècle

LOCAUX



LIMITROPHES



CITADINS RÉGIONAUX



EXTÉRIEURS

Graphique n° 74. — *Comparaison des structures foncières de la campagne azuréenne au XIX^e siècle et au milieu du XX^e siècle.*
 (Légende = microfonciaires, petits, moyens et gros propriétaires sont placés dans l'ordre progressif)

3° Les propriétaires extérieurs prennent du poids avec le dixième des cotes (contre le vingtième) et un pourcentage en superficie plus que doublé.

4° La place des microfondiaires s'est considérablement accrue : les propriétaires de moins d'un hectare formaient les 47 % des cotes foncières, ils forment maintenant les 60 % ! On remarque qu'il y a presque autant de microfondiaires citadins que locaux.

De tels changements sont confirmés par la confrontation des statistiques établies pour le mouvement foncier : au milieu du XIX^e siècle, la plupart des transactions se font entre paysans — à l'exception de quelques domaines, objets des spéculations citadines — et les villageois rachètent même de la terre aux citadins. Actuellement, au contraire, citadins et extérieurs sont les acheteurs les plus nombreux, tandis que les paysans se portent vendeurs.

A ces transformations foncières — et en interaction directe avec elles — correspond une évolution non moins nette sur le plan de la société agricole.

Les moyens propriétaires-exploitants formaient une catégorie sinon majoritaire, du moins importante et solide, ils ne sont plus que quelques-uns par commune, vivant difficilement. Statistiquement, pourtant, le faire-valoir direct est plus important aujourd'hui qu'autrefois ; mais la réalité des faits pousse à écrire que de nombreuses métairies du XIX^e siècle doivent être considérées comme des exploitations plus rationnelles et plus vivables que les moyennes propriétés du XX^e siècle. Le métayage et le salariat ont beaucoup reculé, en même temps que toute la population agricole. Mais il est resté l'importante catégorie des microfondiaires et petits propriétaires qui gagnent leur vie en louant leurs services à toutes occasions : malgré l'exode rural, et à cause de l'immigration, ce petit peuple cultivateur continue sa pénible existence. Il ne profite plus, comme jadis, des usages communautaires, mais il bénéficie, par contre, de l'ampleur nouvelle du marché du travail et des possibilités du « maraîchage dérobé ».

L'ancienne société agraire parvient à bout d'une retraite générale : la structure est détruite.

B . SYSTÈME DE CULTURE.

Il ne peut pas ne pas en être ainsi du système de culture. Pourtant, de même que la statistique foncière n'enregistre pas la brutalité de la rupture d'équilibre, la statistique agricole ne donne pas la mesure des transformations. C'est qu'un système

arboricole, quand aucune révolution ne vient le jeter à bas, est mort longtemps avant de s'effacer.

Officiellement, les surfaces cultivées, passant de 24.000 à 16.000 hectares, ont reculé d'un tiers depuis un siècle ; en réalité, ce recul doit approcher de la moitié. Cette importante contraction s'est produite au profit des bois et landes qui représentaient déjà 62 % des terroirs, mais en représentent aujourd'hui 74 % au moins.

Ce recul n'est pas uniforme dans la campagne azurée. De rares communes ont même gagné en espace cultivé : celles de la vallée de la Siagne maintenant mise en valeur et autrefois laissée en prairie (Mandelieu, La Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Auribeau). Quelques communes ont perdu moins de 20 % de leur superficie cultivée : Mougins, au riche terroir sub-littoral, mais aussi Le Bar, Châteauneuf-de-Grasse, Le Broc, Saint-Jeannet, Castagniers, Saint-Martin, communes reculées qui ont conservé leur manteau d'oliviers. Les communes qui ont le plus perdu (plus de 50 %) appartiennent à deux types opposés : Villeneuve-Loubet, La Gaude, Colomars ayant trouvé mieux à faire, près de la Côte, qu'entretenir les vieilles cultures ; au contraire, l'abandon explique la débâcle agricole à Roquefort, Tourrette-sur-Loup, Aspremont, Cantaron et Tanneron.

En tous cas, la contraction des cultures a touché tous les éléments du système traditionnel. Les oliviers passent de 14.000 à 7.100 hectares (22 % à 11 % du terroir), la vigne de 5.000 à 2.900 hectares, les terres labourables de 5.000 à 3.100 hectares. Mais, en proportions, la répartition des cultures n'a pas tellement changé. Les 2.900 hectares de cultures maraîchères et florales d'aujourd'hui, contre quelques centaines autrefois, ne représentent que 4,5 % du terroir.

Sous des dehors similaires, les systèmes de cultures sont cependant fort différents. L'oléi-viticulture, accompagnée par la culture du blé et de légumineuses, était la base même du système ancien. Aujourd'hui, l'oléi-viticulture n'est que le cadre plus ou moins fossile du système : l'essentiel des revenus agricoles provient des cultures florales, maraîchères et fruitières dispersées dans le terroir.

Bilan de cent ans d'évolution agraire : les propriétaires paysans qui disposaient de 40 % du sol, n'en ont plus que le quart... et les cultures, qui représentaient 38 % du terroir, n'en représentent plus que 12 %.

3 . LA DÉRURALISATION

En définitive, la transformation la plus importante de la campagne azuréenne en un siècle est le rejet à un plan secondaire de l'activité agricole, autrefois presque exclusive.

La comparaison des pourcentages de la population vivant de l'agriculture fait ressortir ce phénomène : ayant représenté 85 % de la population totale, elle n'en forme plus que les 40 %. La majorité des villageois ne vit plus de l'exploitation de la campagne.

Pour mesurer ce phénomène, l'indice de déruralisation, très simple, a semblé efficace : il est, en chiffres absolus, la différence entre les pourcentages de population agricole au milieu des deux siècles (1) :

Exemple : Le Rouret. Population vivant de l'agriculture en 1856 : 75 %, en 1954 : 35 %. Indice : 40.

La carte n° 63 montre que la déruralisation est particulièrement forte à proximité des grandes villes : Grasse, Cannes, Nice. Mais cette proximité n'explique pourtant pas tout.

Si la déruralisation de Drap, Mougins, Peymeinade et Grasse-campagne, est due à leur progressive transformation en banlieue urbaine, d'autres facteurs interviennent ailleurs.

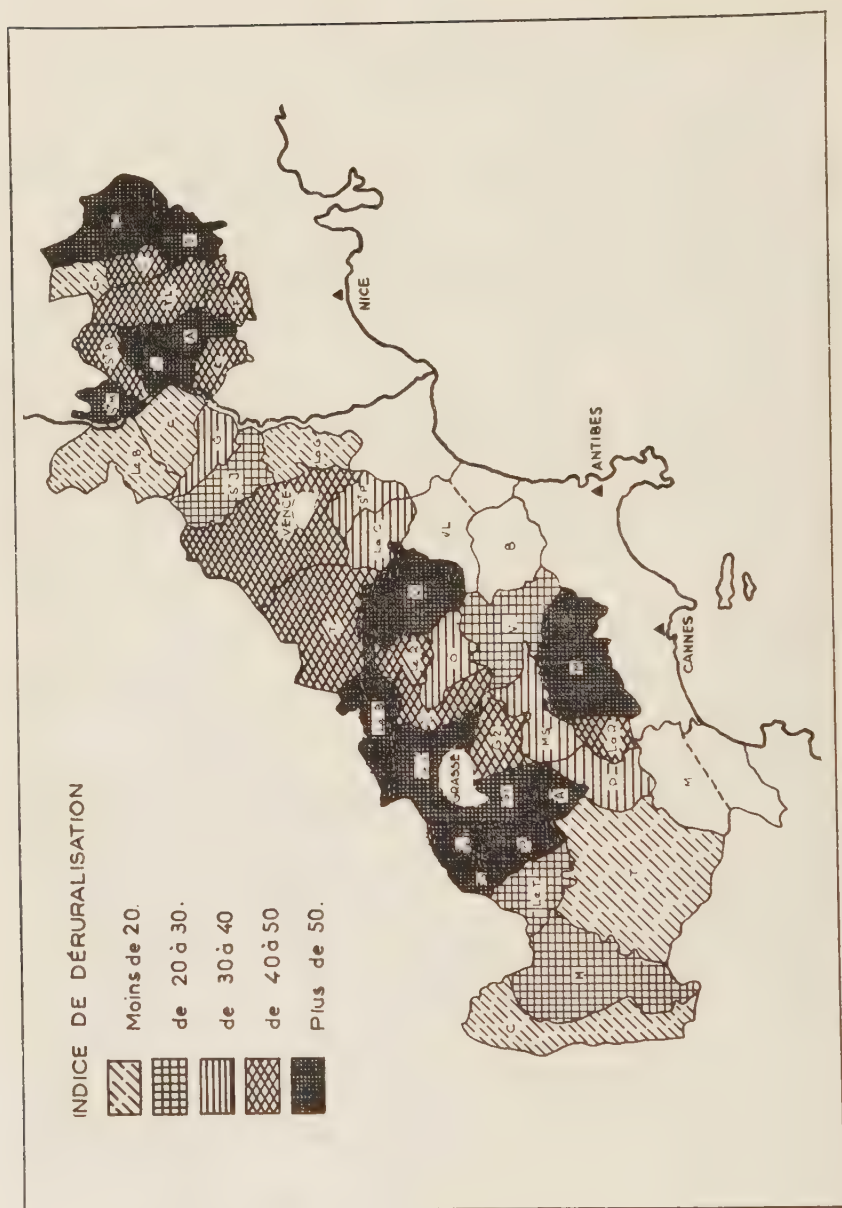
A Contes, Saint-Martin-du-Var et Le Bar-sur-Loup, une industrie a surgi, qui n'existait pas au milieu du XIX^e siècle ; dans les trois villages, l'activité fonctionnelle a complètement changé. Dans un village tout petit, comme Castagniers, il suffit d'une scierie un peu active pour que l'activité rurale passe à l'arrière-plan, la déruralisation se montrant très importante.

A Roquefort et Aspremont, les fonctions tertiaires, excitées par la villégiature, renforcées par la fonction résidentielle, éclipsent largement l'activité agricole.

A Spéracédès et Auribeau, c'est la fonction résidentielle à elle seule qui est responsable de la déruralisation.

Ces villages à indice record font ressortir les principales causes de la déruralisation, qui jouent évidemment dans toute la campagne.

(1) Pourcentage du XIX^e siècle : donné par le recensement de 1856 (rive droite) et la statistique de Roux (rive gauche). Pourcentage du XX^e siècle : calculé d'après la population active de 1954.



Carte n° 63. — La « déruralisation » entre 1856 et 1954.

4 . LES RAPPORTS VILLES-CAMPAGNE

L'opposition évidente qui séparait au milieu du XIX^e siècle les destins des villes et de la campagne azuréennes ne s'est pas réduite. Aujourd'hui, l'immense conurbation littorale s'oppose par son dynamisme sans cesse renouvelé sur tous les plans aux villages languissants et inactifs. La ressemblance s'arrête à ces attitudes : un siècle d'évolution a, en effet, profondément transformé les rapports villes-campagne.

L'essentiel n'est-il pas, d'abord, que, sur les plans démographique, économique, psychologique même, la campagne a perdu beaucoup de son importance relative ? La ville ne dépend plus, en aucune façon, de la campagne. Son ravitaillement lui vient en majorité de l'extérieur, souvent de régions éloignées : on l'a bien vu pendant la guerre, quand la Côte d'Azur avait aussi faim que Paris. Sa population, sa main-d'œuvre, lui sont fournies par des migrations à long rayon d'action. Ses capitaux s'absorbent dans son propre développement.

Par contre, la ville a pris pour la campagne une importance essentielle. Comme marché de vente, d'abord : si les apports locaux comptent peu pour le ravitaillement global des cités, le marché urbain est, pour les paysans, maraîchers et arboriculteurs de profession ou de fortune, une source d'argent frais dont ils ne peuvent se passer, dont ils dépendent. Comme marché du travail, ensuite : aux villageois en surnombre, la ville offre de multiples emplois et, si les villageois sont noyés dans la masse des salariés citadins, les salaires qu'ils rapportent à la campagne y forment une part appréciable des revenus. Comme marché d'approvisionnement, enfin : l'auto-consommation n'a plus qu'une importance très réduite et c'est à la ville que s'approvisionne l'épicier, que s'équipe le villageois.

La croissance urbaine est aussi à la base de certaines transformations rurales. Au XIX^e siècle, l'évolution urbaine tournait le dos à la campagne ; au XX^e siècle, elle rejaillit sur la campagne. C'est ainsi que le réseau de communications, presque nul, il y a un siècle et considéré comme le problème n° 1 de l'équipement rural, est maintenant excellent et dépasse de beaucoup les besoins de la campagne en assurant les liaisons interurbaines les plus diverses. C'est ainsi que la campagne a maintenant sa petite part des bénéfices touristiques. C'est ainsi que certains villages sont devenus des « dortoirs » pour une partie — réduite il est vrai — des travailleurs de la ville. C'est ainsi, enfin, que la campagne

recueille les miettes du formidable essor horticole trop à l'étroit dans la zone urbaine littorale.

Car la moindre des transformations n'est certes pas cette concentration de l'activité agricole la plus riche dans la zone urbaine. La campagne oléicole, céréalicole et viticole arrivait jadis jusqu'aux portes des cités ; à l'heure actuelle, tout autour des villes, au sein de leurs propres murs, dans leurs limites communales, s'étendent, on le sait, les terrains de culture les plus riches et les plus spécialisés qui soient. La vraie zone agricole, c'est la zone urbaine !

On comprend donc que l'intérêt pour la campagne n'ait pas gagné la ville : vers 1850, l'emprise foncière citadine était très faible, sauf aux abords mêmes des cités. Un siècle plus tard, quoique la structure foncière de la campagne révèle une participation non négligeable des citadins, les investissements urbains restent rares : l'appropriation est le plus souvent passive, fait d'émigrés ou de villégiateurs.

Les rapports villes-campagne sont des rapports d'« indifférence ». Mais, alors qu'autrefois la campagne disposait dans la vie régionale d'un poids, d'un rôle, d'une influence, aujourd'hui, elle n'est plus, à l'exception de quelques terroirs favorisés et quelques villages spécialisés, qu'un vaste « terrain vague », qu'une zone de réserve plus ou moins stérilisée.

La personne seule de la ville, énorme et triomphante, a suffi pour cette transformation : attirant les capitaux, donnant de la valeur aux terrains sans qu'ils produisent, créant une vaste perturbation démographique, distribuant des revenus — entre autres « actions » passives — elle a « neutralisé » la campagne.

CHAPITRE II

INDICATIONS SUR L'ÉVOLUTION URBAINE

On ne peut prétendre étudier et comprendre les processus de l'évolution campagnarde péri-urbaine sans une notion claire du développement des villes littorales. Malheureusement, les travaux sur celles-ci sont insignifiants et les conditions de la croissance contemporaine n'ont jamais été caractérisées.

C'est pourquoi nous devons nous contenter de brèves indications puisées dans la documentation administrative. Il nous a semblé préférable, en tout cas, de donner une image très sèche et contractée de la croissance urbaine, que de laisser complètement dans l'ombre cette question, d'intérêt indirect mais évident pour la compréhension finale du sujet de nos recherches.

Les villes de la Côte d'Azur ont commencé leur ascension dès la première moitié du ^{xix}^e siècle ; mais elles ne sont encore, au milieu du siècle, rappelons-le, que des organismes de taille réduite et dépourvus de fonctions progressistes : la ville de Nice n'a en 1848 qu'une vingtaine de milliers d'habitants citadins, vivant d'artisanat, de pêche, des métiers traditionnels aux petits ports méditerranéens. La ville d'Antibes ne concentre pas cinq mille personnes, vivant pour la plupart de l'activité portuaire comme les cinq mille citadins cannois d'ailleurs. Pas de vraie grande ville, aux fonctions régionales, centralisatrice de commerce et de l'activité économique ou foyer d'industrie : Nice vit plus sur elle-même que par sa région ; Cannes est l'avant-port de Grasse.

1 . L'ÉCHEC DES AMBITIONS COMMERCIALES

A la grande époque du saint-simonisme, avant de percevoir totalement leur véritable destin, les villes du littoral cherchent des voies de développement « classique » : leur situation portuaire les autorise à de hautes ambitions commerciales.

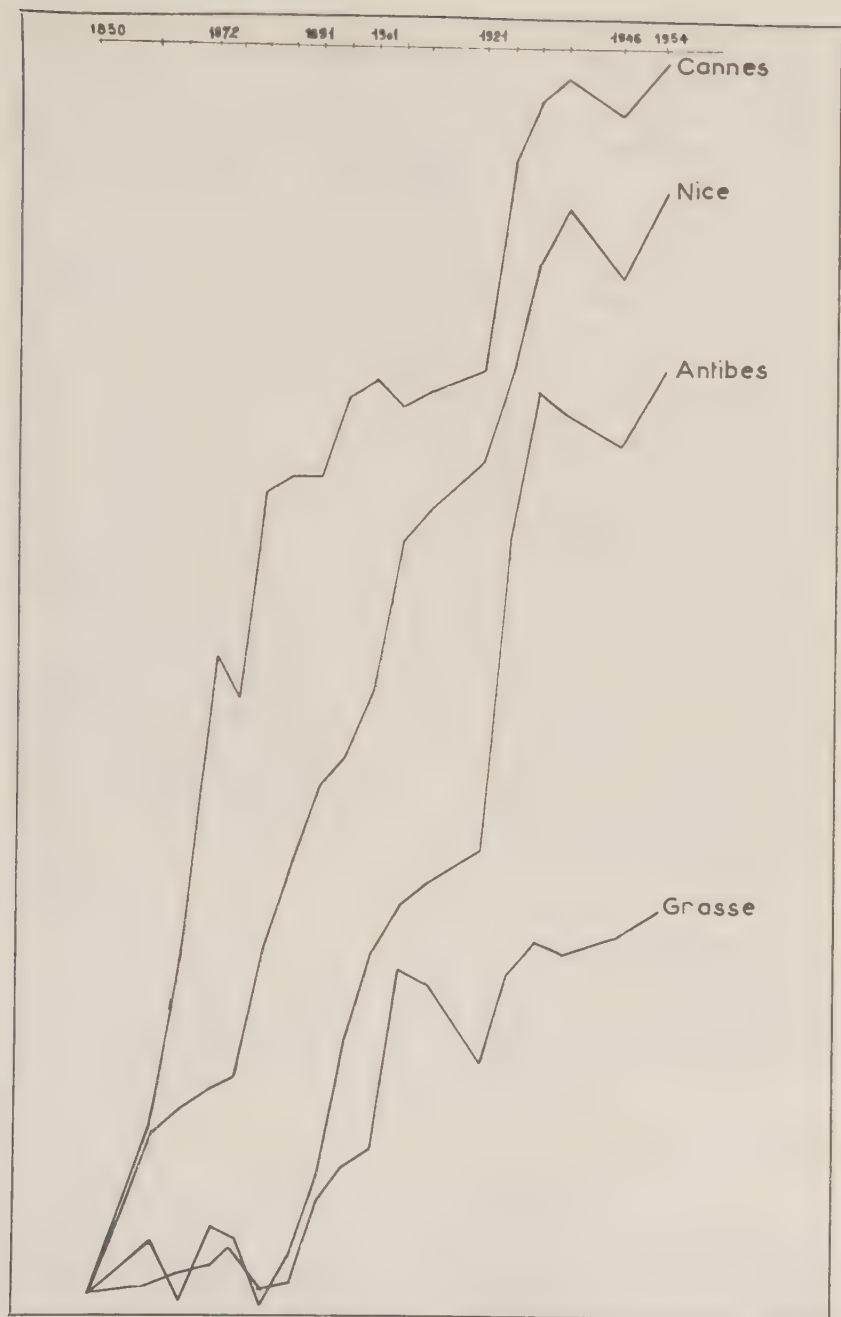
Cannes a lutté pendant la première moitié du ^{xix}e siècle pour obtenir la construction d'un port digne de ce nom. Mais le trafic, après un bond technique dans les années 1840, reste stationnaire, et l'activité portuaire reçoit un coup sérieux avec l'arrivée du chemin de fer. Dès cette époque d'ailleurs, la jeune réalité du tourisme a remplacé les rêves passés d'un destin maritime.

La volonté portuaire niçoise est plus longue à succomber ou à s'endormir. Dès le rattachement, les responsables du destin de Nice proclament leur volonté de faire du port une importante escale de commerce vers le Levant. En 1867, une infrastructure est mise en chantier pour amorcer cette fonction. Après la guerre de 1870, des projets « grandioses » veulent faire de Nice le débouché des Alpes, et le concurrent direct de Marseille ! Mais, avec les Alpes, on communique péniblement : le chemin de fer économique Nice-Digne est terminé en 1911 et le Nice-Coni en 1928 ; vers la mer, le seul client fidèle est... la Corse. Certes, le tonnage transité se multiplie du fait même du développement urbain, passant de 81.000 tonnes en 1865, à 356.000 tonnes en 1913, mais on est loin des 9 millions de tonnes qui transitent à Marseille.

Nice et Cannes n'ont pu devenir de grands ports : ni l'arrière-pays, ni la situation géographique ne le permettaient. Elles seraient restées de petites villes si la faveur de la Nature n'en avait fait, en quelques décennies, des capitales mondiales du tourisme.

2 . LA CROISSANCE URBAINE

Le graphique n° 75, établi d'après les pourcentages cumulés d'augmentation d'un recensement à l'autre, montre bien l'ascension vertigineuse de Nice, Cannes, Antibes. Nice, de 1850 à 1936, présente la courbe la plus régulière, grimpant presque sans fléchissement, gagnant en moyenne près de 25.000 habitants par



Graphique n° 75. — Courbes de croissance de la population de Grasse, Antibes, Nice, Cannes (1850-1954).

décennie. Cannes montre une courbe moins rigide, mais parvenant, grâce à ses deux bonds extraordinaires des périodes 1850-1881 et 1921-1936, à un essor plus marqué encore que celui de Nice. Antibes, enfin, qui part plus tard, offre elle aussi deux flèches magnifiques qui lui permettent de rivaliser avec ses grandes sœurs : 1881-1906 et 1921-1931. En cent ans, la population de Cannes a augmenté de 900 %, celle de Nice de 550 %, celle d'Antibes de 350 % !

Un puissant courant migratoire alimente la Côte d'Azur. Car, alors que la population fait les plus puissants bonds en avant, le mouvement naturel ne lui apporte pas grand-chose.

Jusqu'aux environs de 1880, le solde naissances-décès reste positif dans les villes des Alpes-Maritimes, mais combien faiblement positif ! A Nice, de 1867 à 1876, le mouvement naturel de la population fournit à peu près six nouveaux habitants pour mille chaque année. Mais la situation se renverse, à Nice comme dans les autres villes du département, vers les années 1880 : les décès sont plus nombreux — de quelques centaines chaque année — que les naissances. Un léger redressement se fait sentir vers 1900 et, jusqu'à la guerre de 1914, le solde naturel de la population rapportera chaque année aux villes du département de un à trois habitants supplémentaires pour mille.

Après la guerre, le fléau de la balance incline bien rarement en faveur des naissances : celles-ci équilibrent à grand-peine les décès, dans le bilan final. Et la tendance actuelle, mesurée d'après les données de 1951-1953, est nettement défavorable. Si les petites villes ont un mouvement légèrement positif, les grandes villes ont un taux de natalité si bas qu'il ne compense pas celui, pourtant faible, de mortalité.

<i>Taux de natalité</i>		<i>Taux de mortalité</i>	
Grasse.....	135		125
Antibes.....	127		118
Nice	111		124
Cannes	114		120
pour 10.000			

En combinant les résultats des périodes fastes et néfastes, on arrive à trouver que l'apport de population dans les villes de la Côte d'Azur par leur propre excédent de naissances, ne peut dépasser le cinquième de l'augmentation totale !

L'allogénie de la population des villes de la Côte d'Azur s'accroît sans cesse, au moins jusqu'à la veille de la seconde

guerre mondiale. Elle n'a jamais été mesurée, mais quelques comptages permettent de se rendre compte du phénomène.

A Cannes, en 1906, on ne dénombre que 6.016 personnes nées dans la ville, sur près de 29.000 habitants : 20 % d'autochtones seulement ! Cette proportion ne monte qu'à 27 % en 1936 avec 13.364 Cannois d'origine sur 49.000 habitants.

Pour l'ensemble du département, d'autre part, dont la physionomie est imposée par l'aspect urbain (68 % de population urbaine en 1901, 84 % en 1936), les statistiques font état d'une proportion d'autochtones de plus en plus faible. Or, elles ne tiennent pas compte des migrations à l'intérieur du département. On sait qu'en 1861, 90 % des habitants des Alpes-Maritimes y étaient nés ; les « indigènes » ne représentent plus en 1881 que les trois-quarts de la population départementale ; en 1906, ils ne sont plus que la moitié ! Et la chute va se poursuivre jusqu'en 1931 où ils ne comptent plus que pour 40 % dans la population des Alpes-Maritimes.

Ainsi, en tenant compte des migrations intérieures au département, on peut déduire que, comme à Cannes, la population autochtone des cités azuréennes ne doit guère dépasser, entre les deux guerres, le quart de leur population totale.

Gonflées par une énorme immigration à court et surtout à long rayon d'action, les villes de la Côte d'Azur s'étalent, s'embellissent, prennent des caractères de grandes villes. Des canaux neufs apportent l'eau indispensable (Siagne à Cannes en 1868, Vésubie à Nice en 1886), de grands travaux d'urbanisme fixent les cadres de l'évolution future, les budgets communaux s'enflent. Dans ce développement, les villes bénéficient de l'aide de l'Etat : Nice, par exemple, dont le budget de 1869 (double de celui de 1860) est de 1.800.000 francs, a reçu entre 1860 et 1870 environ 28 millions de francs de subventions.

Déjà la Côte d'Azur, par l'exceptionnel attrait qu'elle exerce sur la haute société française et étrangère, fait figure à part dans le pays : son expansion suit des chemins nouveaux ; la croissance urbaine, dépourvue de traditions mais animée d'un mouvement ultra-rapide, ressortissant à une sorte de génération spontanée, échappe aux règles communes.

3 . LA FONCTION TOURISTIQUE

La fonction touristique apparaît au premier rang des facteurs de croissance urbaine. Aucune industrie de quelque importance ne s'implante dans les villes de la Côte au XIX^e siècle : aux alentours de 1880, les industries de transformation y

emploient moins de 4.000 ouvriers. Le Bâtiment, qui travaille pour le tourisme, emploie, lui, à cette époque, 35 à 40.000 ouvriers !

L'équipement touristique suit les progrès de la population et de l'urbanisme. A Cannes, en 1869, il y a déjà 34 hôtels, mais en 1904 on en dénombre 64 — 6.500 lits. A cette date, on compte aussi 23 restaurants et une dizaine d'agences immobilières, 17 architectes, 7 banques. Nice a, en 1900, 128 hôtels et 182 en 1910, totalisant 10.000 chambres. Les commerçants et autres détenteurs de patentes y passent de 3.104 en 1880 à 12.109 en 1908. Antibes, malgré un lancement difficile, possède à la veille de la grande guerre 30 hôtels : sur son sol, 450 villas se sont construites. Ces chiffres, pourtant, n'évoquent pas aussi bien l'importance du tourisme que la simple constatation du gonflement saisonnier de la population : Cannes et Nice, avant la guerre de 1914, comptent régulièrement, de janvier à mars, autant d'« hôtes » qu'elles ont d'habitants permanents.

En 1911, la gare de Nice a enregistré 1.900.000 départs de voyageurs (n'ayant pas pris le billet retour) et la gare de Cannes 600.000 départs.

L'accumulation de population a fini par faire des stations de la Côte d'Azur de vraies villes. Les besoins de l'Administration, la présence d'une main-d'œuvre saisonnièrement disponible, la création d'un marché de consommation, l'essor ininterrompu de la construction, ont créé les conditions favorables à l'épanouissement de villes complètes. Outre la fonction commerciale hypertrophique, les fonctions administrative et industrielle prennent une importance réelle : Nice et Cannes deviennent de petites capitales régionales.

4 . LA RÉALITÉ URBAINE

En effet, si le secteur tertiaire s'étend démesurément, le secteur secondaire commence à prendre forme entre les deux guerres. Des usines, légères en général, se bâtissent à Nice, et deux importantes entreprises s'installent dans la banlieue cannoise. Mais, en 1954, à Cannes, on ne compte que 5 établissements industriels de transformation employant plus de 50 salariés (métallurgie 3, textiles 1, livre 1) ; et on en compte 20 seulement à Nice (métallurgie 5, chimie 2, alimentation 4, habillement 3, cuirs 2, livre 3). Le nombre total de salariés industriels, à Cannes comme à Nice, ne représente guère plus du cinquième de la population active, tandis que commerce et services en utilisent les deux tiers.

Le tableau suivant (1) et son expression graphique montrent les caractéristiques fonctionnelles des principales villes : Cannes, Antibes et Nice dont le tiers de la population active est employée au commerce, Vence qui leur ressemble et Grasse nettement à part du fait de sa fonction industrielle.

En un siècle, le tourisme a submergé toutes les autres fonctions. Aux historiens de retracer l'évolution de cette conquête, avec ses vicissitudes et ses conséquences internes ; pour nous, il suffit d'avoir présente à l'esprit la supériorité incontestable de cette fonction-clé.

Car, du point de vue des conséquences à la campagne, cette cause et cette modalité du développement urbain azuréen revêt une importance de premier ordre.

En effet, le caractère récent de l'urbanisation, en premier lieu, supprime la possibilité des liens traditionnels entre la ville et sa région. Pas, ou plus de bourgeoisie profondément mêlée à l'activité économique régionale, intéressée au développement de tous ses aspects et, en particulier, vivant partiellement de l'exploitation agricole. Les quelques Grassois qui répondaient à ce type ont disparu, ou se sont fondus dans la masse. Les nouveaux « capitalistes » sont des gens de l'extérieur, qui n'ont aucune attache de principe dans le pays et se bornent aux « affaires » pour lesquelles ils sont venus.

Le caractère non-productif de l'évolution économique urbaine, en second lieu, impose sa marque sur le destin de l'ensemble régional : il limite l'ampleur de l'expansion, et cela d'autant plus que la spéculation joue un rôle considérable dans la politique d'investissement. Des sommes énormes sont immobilisées en terrains et la spéculation foncière ou immobilière est un gouffre où s'engloutissent les capitaux, au détriment de l'activité économique régionale.

Mais les villes — troisième caractère spécial — s'intéressent beaucoup plus au marché extérieur qu'au marché local : elles vivent en fonction de la conjoncture nationale ou mondiale et se soucient fort peu de la situation régionale. Leur clientèle vient de l'extérieur, comme leur approvisionnement. Et cette ouverture sur le plus ample circuit commercial fait que les citadins n'ont pas cherché à développer les possibilités d'approvisionnement local.

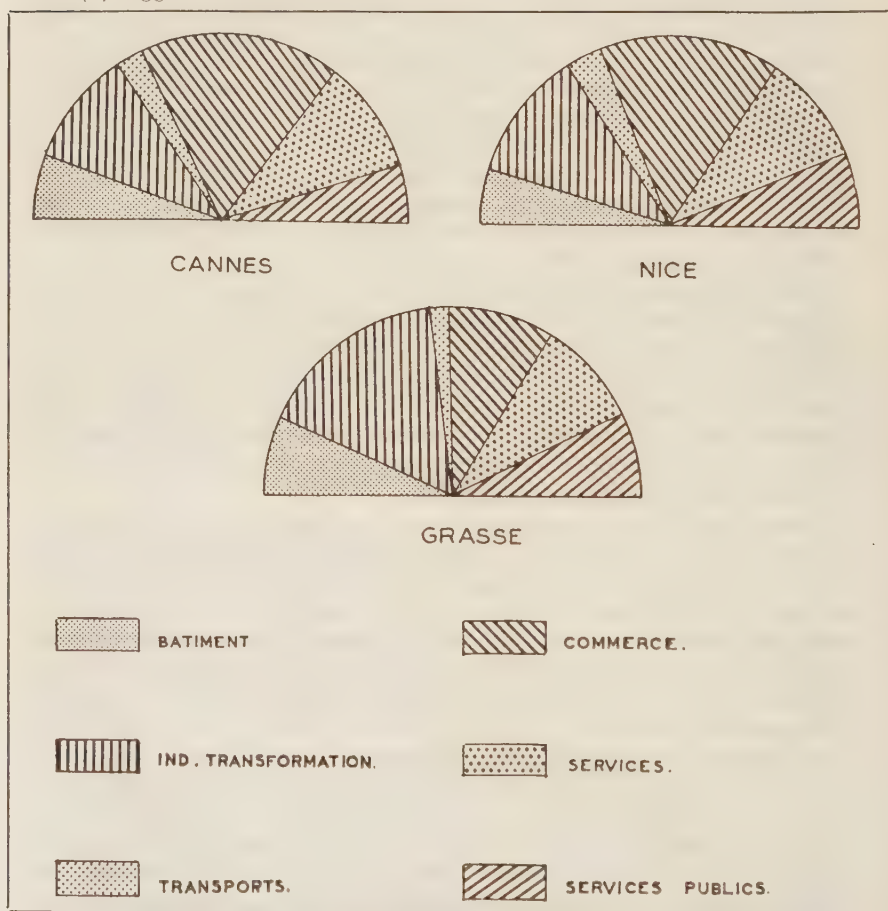
D'ailleurs, le quatrième caractère a, en fait, décidé de tout. La « Côte », poule aux œufs d'or, a absorbé tous les soins (et tous les capitaux) sans jamais se saturer ou cesser de pondre. Il y a eu pendant un siècle, et il y a même encore place sur la seule Côte pour tous les investissements désirés, pour toutes les constructions, pour toutes les implantations commerciales : les

(1) D'après l'I.N.S.E.E. Recensement de 1954.

Répartition en % de la population active non agricole

	Cannes (1)	Antibes	Nice	Vence	Grasse
Bâtiment	11	12	9	16	14
Ind. de transformat..	20	18	23	14	33
Transports	5	4	6	3	2
Commerce	34	35	31	27	19
Services	20	20	19	30	18
Services Publics	10	11	12	10	14

(1) Agglomération cannoise.



Graphique n° 76. — Répartition de la population active non-agricole à Cannes, Nice et Grasse (1954).

périodes de stagnation n'ont jamais été dues à la concurrence interne, mais à la situation mondiale. Aussi les villes ont-elles presque exclusivement bénéficié de l'intérêt des capitaux « parachutés » dans la zone jamais réticente du rendement maximum.

5 . L'ÉVOLUTION PARTICULIÈRE DE GRASSE

Située « en pleine campagne », Grasse a connu une évolution différente de celle des cités littorales. Au XIX^e siècle, Grasse, seule, est une ville complète. Malgré la faiblesse de son chiffre de population (7.500 dans la ville en 1851), elle a des activités de ville régionale, dominant réellement campagne, montagne et même littoral de son arrondissement. Elle a une importante bourgeoisie, riche et à l'emprise étendue. Sur le plan commercial, elle est un marché centralisateur — notamment pour les huiles d'olives et les fleurs à parfum. Sur le plan industriel, elle relance la parfumerie qui va jouer, dans le développement de la ville, un rôle décisif.

Son site différent, ses solides traditions urbaines, sa fonction industrielle, singularisent Grasse dans l'ensemble régional. Mais son impérialisme urbain « naturel » se heurtera à un tel mur (celui des cités touristiques triomphantes) qu'elle ne pourra avoir, n'aura pas une évolution urbaine normale. Le rayonnement régional de la sous-préfecture décroît à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle : malgré son rôle administratif (qui draine encore aujourd'hui vers Grasse quantité d'affaires et de personnes), les communes rurales s'en détachent. « Aujourd'hui, lit-on dans une Délibération municipale de Mouans-Sartoux (1881), les besoins journaliers des communes du canton les amènent plus souvent à Cannes qu'à Grasse. » Le marché agricole n'a plus qu'une existence précaire à la fin du siècle. Et, signe des temps, dès avant la guerre de 1914, la bourgeoisie traditionnelle quitte peu à peu la ville, disperse ses propriétés foncières, perd sa suprématie.

Grasse vit, d'un côté, par le développement de ses fonctions propres, industrielles, de l'autre, par les apports du tourisme littoral qui rejaillit sur la ville des parfums. Au lendemain de la guerre de 1870, Grasse a une vingtaine de parfumeries, chacune avec un nombre assez réduit d'ouvriers ; mais, au fur et à mesure que se développe le marché mondial, les usines prennent de l'importance. Elles sont, encore aujourd'hui, à la première place dans l'activité urbaine, employant 2.400 personnes sur

8.800 personnes actives comptées dans la ville. Le tourisme, malgré les efforts tentés au début du siècle pour lancer Grasse comme station de repos, malgré l'installation de nombreuses villas sur le terroir grassois, n'a pas pris un essor comparable à celui de la Côte. Une vingtaine d'hôtels, dont deux seulement de première ou seconde catégorie, se contentent d'une petite clientèle.

Aussi le développement de la population a-t-il été beaucoup moins énergique que dans les autres villes (graphique). Le seul « boom » a duré de 1886 à 1906, résultat d'une conjonction entre la prospérité industrielle et un certain engouement touristique. Depuis, comme avant, les progrès sont hésitants et relativement peu marqués.

Grasse ne s'assimile pas aux villes littorales. Mais *Vence*, toute petite ville qui passe en un siècle, quoique dans l'intérieur, de 2.000 à 4.000 habitants agglomérés, leur ressemble plus. *Vence* n'a jamais eu d'industrie ni de rôle régional : sa raison d'être était la survivance, le souvenir d'une fonction d'étape et d'une fonction religieuse. Elle a sommeillé jusqu'à la fin du xix^e siècle pour être réveillée, doucement, par le tourisme : le commerce y emploie maintenant la moitié des personnes actives non agricoles.

CHAPITRE III

MODALITÉS ET CONSÉQUENCES DE LA CRISE AGRAIRE

La grande crise qui atteint l'agriculture française dans son équilibre traditionnel aux environs des années 80, se manifeste dans la campagne azurée de façon précoce et violente. D'immenses surfaces, autrefois cultivées, sont abandonnées par leurs propriétaires auxquels la non-rentabilité apparaît aveuglante ; la « reconversion » n'est ni pensée, ni encouragée, et en conséquence ne se pose pas comme un problème décisif, tandis que le développement des cultures spéculatives ne se produit que lentement. L'interaction, enfin, de l'évolution sociale et de cette évolution économique contribue à la transformation rapide de la région.

1 . LA DÉCADENCE DES CULTURES TRADITIONNELLES.

L'aspect proprement régional de la grande crise agricole française consiste sans nul doute dans le recul précipité des cultures traditionnelles : l'association oliviers-vignes-terres labourables cède du terrain partout, et beaucoup.

Au milieu du ^{xix}e siècle, elle occupe environ 25.000 hectares dans la campagne azurée; au début du ^{xx}e siècle (matrices cadastrales nouvelles de 1913), elle a réduit son empire du cinquième : 20.000 hectares. Quelques années plus tard (Statistique agricole de la France, 1929), l'effondrement s'est précisé, accentué : n'ayant plus que 14.000 hectares, le système de culture traditionnel a perdu 30 % de son étendue en seize ans et près de la moitié (45 %) en quelques dizaines d'années !

Ce recul est, dans la campagne azurée, universel : pas un terroir n'y échappe. Et l'examen géographique ne fait apparaître que des différences relatives dans la chute.

Superficie des micro-régions en terres labourables, vignes et oliviers

	Milieu du ^{xix} e siècle		1913		1929	
	Hectares	% de la superficie totale	Hectares	%	Hectares	%
Campagne grasso-cannoise	6.300	43	5.600	39	4.000	30
Coteau préalpin occidental	4.300	26	3.100	22	2.350	17
Plateau valbonnais ...	4.400	40	3.650	34	2.650	25
Campagne bas-vençoise	3.600	41	2.150	24	1.200	13
Campagne haut-vençoise	2.250	37	1.850	29	1.500	23
Campagne niçoise	4.000*	43	3.300	37	2.100	24
Total	24.850	40	19.650	33	13.800	23

(*) Estimation, en 1870-1875.

Une fois de plus, les deux régions « évoluées » se singularisent ; mais, cette fois-ci, en sens inverse. La campagne grasso-cannoise est la région qui résiste le mieux : son activité agricole est en effet restée, à un niveau relatif plus satisfaisant qu'ailleurs. Par contre, la campagne bas-vençoise a enregistré la décadence la plus marquée, perdant les deux-tiers de sa surface agricole traditionnelle : l'évolution moderne, dans cette région naturellement moins favorable, a sacrifié une étendue beaucoup plus vaste de cultures fondamentales.

Quelques documents et commentaires « d'époque », choisis parmi beaucoup, montrent que cette crise a été durement ressentie ; mais, si au début sa description fait l'objet de multiples « attendus » de délibérations municipales ou de nombreux articles de presse, après 1900, elle est devenue tellement habituelle qu'elle ne suscite plus de témoignages écrits.

L'Enquête sur la « situation des ouvriers en France » (1), menée en 1884 dans chaque commune, fait bien apparaître que le recul de l'agriculture s'est amorcé dès le début de la seconde moitié du siècle. Les « mauvaises récoltes » se succèdent sans interruption depuis vingt ans, dit-on au Rouret, à La Gaude, au Tignet, à Châteauneuf-Grasse ; depuis plus de vingt ans, dit-on à Carros ; depuis trente ans, même, d'après les agriculteurs interrogés à Saint-Blaise ou Châteauneuf-de-Contes. La véritable crise que représente ce « manque général de récoltes » se traduit par une chute brutale du prix des terres agricoles : en vingt ans, le prix des terrains a diminué de 30 %, voire de 50 % !

C'est qu'à la crise économique nationale s'ajoute, sur le plan local, une sévère crise biologique : l'arboriculture est terriblement touchée par diverses invasions d'insectes, de cryptogames, de maladies. Et la mévente, provoquée par la concurrence nationale et internationale, empêche jusqu'à la guerre de 1914 l'ensemble de l'agriculture traditionnelle de se relever.

Les céréales sont peu à peu abandonnées, mais elles conservent une place notable jusqu'à la guerre, tandis qu'elles ne comptent plus après. Chaque commune fait, en moyenne, 200 hectares de céréales (les huit ou neuf dixièmes, en froment) en 1850, 150 hectares en 1880, entre 50 et 100 en 1913, quelques hectares « dérobés » entre les deux guerres. Au début de la guerre de 1914, certaines communes traditionnelles ne font même plus du tout de blé : elles vont, comme le Bar-sur-Loup, s'approvisionner dans la montagne qui en fournit encore, pour constituer

(1) Archives nationales C. 3.330.

quelques stocks. Dans le département entier, la superficie en céréales a subi l'évolution suivante :

1862.....	27.000 hectares
1882.....	21.000 hectares
1892.....	22.500 hectares
1913.....	17.700 hectares
1929.....	5.500 hectares

Fèves et haricots, qui se combinent en vagues assolements avec les céréales, disparaissent avec eux, devant les changements des habitudes alimentaires de la population et l'ouverture des marchés.

La vigne, qui subit l'attaque du phylloxera à partir de 1875, perd rapidement du terrain et n'est replantée qu'avec lenteur.

Mais c'est l'olivier, pilier du système, dont l'effondrement est le plus grave et le plus révélateur (1). Il ne s'inscrit guère dans les chiffres car les deux guerres ont sauvé la présence de l'olivaie, mais il est patent dès qu'on se penche sur la documentation historique.

En 1860, un gel catastrophique désorganise les olivaires, attaquées déjà par les insectes : certains arbres meurent, d'autres repartent du pied ; les rendements baissent, et les récoltes sont des plus faibles. La situation, depuis lors, ne s'améliore guère, comme en témoignent les documents suivants :

1873. — Valbonne (D.M. du 9 novembre) : « La fabrication et la vente des huiles constituent la principale industrie de nos pays et font vivre notre agriculture. L'une et l'autre subissent depuis plus de douze ans les douloureux résultats du manque absolu de récoltes, de l'augmentation de la main-d'œuvre et de la concurrence étrangère... »

1873. — La Roquette-sur-Siagne (session de novembre du C.M.) : « Depuis plus de douze ans, le manque presque absolu de récoltes rend encore plus difficile la position du cultivateur tandis qu'il est obligé d'abattre l'olivier à raison de son rendement qui est très médiocre... »

1876. — Gattières (D.M. du 21 mai) : « Après des années de mauvaises récoltes d'olives, et de sueurs infructueuses, la dernière campagne a été un peu meilleure. Mais la concurrence des huiles étrangères et la fabrication des huiles de graines précipitent la ruine. »

1881. — La Colle (D.M. du 7 février) : « Par suite de l'invasion de la mouche « Keiroun », les récoltes, et surtout celle de 1880, ont été complètement nulles. Les pertes éprouvées chaque année par des propriétaires sont telles que le revenu de leurs terrains plantés en oliviers est absorbé et au-delà par les frais d'exploitation et les impôts. »

1889. — Drap (D.M. du 17 novembre) : « La récolte du raisin, des olives et des fruits de toutes sortes, qui constitue l'unique ressource de la population de la commune, a complètement manqué cette année. »

(1) La crise oléicole provençale a été abondamment et savamment commentée. Nous n'apportons ici que quelques documents nouveaux, illustrant la situation dans la campagne azurée.

1897. — Castagniers (session de février du C.M.) : « A cause des diverses maladies, la culture de l'olivier oblige à des dépenses qu'elle ne couvre plus : depuis plusieurs années, les récoltes sont à peu près nulles, et surtout en 1896 et 1897.

1897. — Tourrette-Levens : Le moulin à huile n'a pas fonctionné faute d'olives.

1929. — Canton de Nice (Statistique agricole). Oliviers : « Ces arbres sont particulièrement abandonnés. Une moyenne de 10 kilos de fruits par arbre ne doit pas être dépassée. Beaucoup ne rapportent absolument rien. »

Les causes de la crise se conjuguent, se relaient, enfermant l'oléiculture dans un « cycle infernal » dont elles ne ressuscitera pour quelques années qu'à la faveur des deux guerres. Les causes biologiques sont les premières en date : conséquences du gel en 1860, invasion de la mouche Keïroun. Mais elles sont puissamment soutenues par les causes économiques, qui provoquent l'abandon des soins cultureux : augmentation de plus de 25 % du coût de la main-d'œuvre entre 1850 et 1900, et surtout diminution du prix de vente des olives sous les coups de la concurrence. Le double-décalitre d'olives, qui vaut vers 1860 assez régulièrement de 4 francs à 4 fr. 50, a baissé jusqu'à 2 francs et même moins au début du ^{xx}^e siècle. Les huiles minérales distancent les huiles d'olives « de ressence » dans les domaines de l'éclairage et du graissage. Les huiles de graines exotiques envahissent le marché. Et, enfin, les huiles d'olives des pays méditerranéens créent la concurrence la plus catastrophique. Les oléiculteurs en veulent particulièrement aux huiles tunisiennes, qui rapportent, disent-ils, des bénéfices « faciles » grâce à des concessions et à une main-d'œuvre à bon marché. « La Tunisie, proclame A. Durandy, devant le Conseil général des Alpes-Maritimes en 1906, a été conquise par les ^{XV}^e et ^{XVI}^e Corps, c'est-à-dire par les Enfants de Provence, et aujourd'hui, elle prend sa revanche en les mettant dans l'alternative de grossir la foule des miséreux ou d'émigrer pour se mettre au service des Maltais et des Juifs tunisiens enrichis à nos dépens. »

De fait, les revenus de l'oléiculture baissent, comme baisse violemment la valeur des olivaires. D'après les calculs cités par A. Durandy (au Conseil général, 1906), le revenu d'un hectare d'oliviers cultivé — mais les olivaires abandonnées sont légion — ne dépasse pas 100 francs, tandis que sa valeur foncière oscille entre 2 et 3.000 francs, c'est-à-dire la valeur de la terre et du bois abattu !

Nul ne peut donc s'étonner de l'abandon de l'oléiculture. Elle se reflète tragiquement dans l'abandon des moulins ; voici, en témoignage, l'évolution des prix de location des moulins communaux du Broc :

1830.....	3.060 fr.	1870	720 fr.
1840.....	3.024 »	1880	460 »
1850.....	3.400 »	1890	255 »
1860.....	1.500 »	1900	116 »

Il n'est pas surprenant qu'on arrache un arbre qui ne rapporte que 0 fr. 30 à 0 fr. 50 par an ; même s'il est remplacé par des cultures moins nobles, mais plus nourrissantes, comme en témoigne cette déclaration du Conseil municipal de La Roquette-sur-Siagne (1875) expliquant que les oliviers sont abattus « pour être remplacés par d'autres cultures moins riches », mais qui permettent de vivre.

Ce n'est qu'en 1910 qu'on instituera une prime à l'oléiculture ; malgré sa modicité et à cause du faible choix des cultures de remplacement, elle a une certaine efficacité, renforcée par l'amélioration du marché pendant la guerre. Le patrimoine oléicole, sans être entretenu, est conservé ; et l'entre-deux-guerres sera trop court pour consommer sa destruction.

L'exploitation sylvo-pastorale, dernier terme du système de culture traditionnel, n'est pas moins touché que les autres.

Après avoir lutté jusqu'aux environs de 1880 pour obtenir l'autorisation d'aménager la forêt à leur gré et d'y faire pacager les troupeaux, les municipalités ne se retournent plus ensuite vers l'Administration que pour lui demander des autorisations de coupes. Les pins servent à financer les « grands travaux » communaux.

Mais la forêt et la pâture disparaissent, avant la grande guerre, des préoccupations des agriculteurs. Deux preuves, parmi d'autres, de la décadence pastorale :

Au Bar-sur-Loup, M. M., parfumeur grassois, a demandé en 1895 à acheter les pâturages communaux du Moutet. Belle affaire, se disent les conseillers municipaux, les baux de ces pâturages baissant de prix à chaque location. Le placement du produit de leur vente rapporterait bien plus sûrement à la commune... Mais ce projet de vente échoue, s'étant heurté « à une opposition bien marquée dans le pays ». Or, de ces terrains dont il offrait 20.000 francs en 1897, on retrouve en 1914 M. M. adjudicataire pour la somme de 205 francs par an !

A Castagniers, une lutte judiciaire acharnée oppose les habitants au Comte de Roubion qui possède depuis le XVIII^e siècle le droit de pâturage sur la « bandite » de la Cime : les bergers, soutenus par le Comte, abusent de leurs droits. De guerre las, le Comte vend en 1878 son « droit de parcours » à la commune.

Satisfaction générale... Mais l'époque n'est plus au pâturage : dans les années qui suivent, Castagniers à toutes les peines du monde à affermer ses nouveaux droits !

2 . LIMITES ET DIFFICULTÉS DES CULTURES NOUVELLES

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions de France — et c'est là un trait essentiel de la crise agricole azurée — le déclin des cultures traditionnelles ne provoque pas, par un mouvement contradictoire, l'essor triomphant des cultures nouvelles. Celles-ci, hors du littoral, ont un destin assez hésitant.

Au littoral, il faut plusieurs décennies pour se dégager de sa gangue traditionnelle et échapper à la décadence de l'ensemble rural azuréen. « Il y a quinze ans, écrit F. Gos (1), en 1901, l'horticulture n'était plus dans l'enfance. Il y avait à la Californie, à Golfe-Juan, au Cap d'Antibes, à Nice, au Cap-Martin, de grands établissements horticoles, mais la masse des cultivateurs du littoral se livrait encore aux cultures traditionnelles : oliviers, vigne, blé... Aujourd'hui, tout le monde est horticulteur... » Pourtant, en 1913, M. Foncin (2) constate encore que les paysans de la Côte englobent souvent la culture florale dans le système de culture traditionnel. En fait, la monoculture maraîchère ou florale, sur le littoral, ne règne en exclusivité qu'après la grande guerre.

Mais, dès les années 1880-1890, il n'y a plus aucune mesure entre l'agriculture littorale et intérieure.

Cette dernière s'essaye pourtant, avec des succès mitigés, aux cultures spéculatives. Les premières statistiques communales valables dont nous disposons pour les mesurer ne datent que de 1913. A cette époque, la campagne azurée compte 1.700 hectares de cultures maraîchères et florales, très inégalement réparties. La campagne niçoise n'a guère que des potagers familiaux, représentant quelques hectares par commune ; sur la rive droite du Var, les cultures florales qui approvisionnent les parfumeries de Grasse, et les cultures maraîchères de la vallée de la Siagne, totalisent des centaines d'hectares. Le riche terroir

(1) *Petite Revue horticole du littoral*, 27 janvier 1901.

(2) *Annales de Géographie*, 1913. M. Foncin : Culture et commerce des fleurs et primeurs sur la Côte d'Azur.

de Grasse est en tête, avec près de 350 hectares, suivi de Vence qui en a presque 300 ; La Colle, Villeneuve-Loubet, Pégomas, Mandelieu, Mougins, en ont une centaine. Après la guerre de 1914, l'extension de ces cultures spéculatives fait un bond en avant : globalement, elles passent de 1.700 à 2.800 hectares, entre 1913 et 1929. Mais c'est seulement dans la campagne grasso-cannoise que cet essor se concentre : l'horticulture y progresse entre ces deux dates de 150 % et représente en 1929 près des deux tiers de la surface occupée par les cultures maraîchères et florales dans l'ensemble de la campagne azurée. Elle y recule par la suite, et progresse par contre légèrement de part et d'autre du Var, ce qui maintient le niveau global.

Les conditions techniques sont sans nul doute en partie responsables de la limitation de l'essor des cultures spéculatives : agriculteurs et municipalités ne se lassent pas de revendiquer de grands travaux d'adduction d'eau (1). Si nous avions l'eau d'irrigation, lit-on dans de nombreux documents, tout serait changé ; on pourrait « cultiver avec succès l'œillet, le jasmin, les primeurs... » (La Roquette, 1891), on réussirait « la culture des fleurs et des primeurs, possibles sur nos coteaux à la condition que les terrains qui se prêtent admirablement à la culture florale puissent être largement irrigués » (La Gaude, 1925). Mais l'eau bienfaisante n'est distribuée que parcimonieusement et les travaux de génie rural, projetés depuis des décennies, n'avancent que très lentement. Sauf les canaux de la Siagne et du Loup, les terroirs ne sont arrosés, avant la grande guerre, que par les dérivations de sources locales.

Cependant les difficultés techniques ne sont pas l'obstacle décisif sur lequel butte l'aménagement agricole régional. Le grand problème, c'est de trouver un marché pour les produits de l'horticulture florale et maraîchère : l'éloignement de la région lui interdit le plus souvent, dans les domaines banals, la compétition sur le marché national. Aussi les cultures maraîchères et fruitières subissent-elles les aléas d'un marché local très oscillant et saisonnier.

Par contre, la seule production à débouché régional certain, la culture des plantes à parfum, subit, elle, les variations du marché de luxe international.

Les cultures florales pour la parfumerie prennent de l'ampleur en même temps que se développe l'industrie de la parfu-

(1) Le problème est souvent grave. Ainsi, à Cabris, pendant les étés secs, les habitants vont chercher l'eau et faire boire les troupeaux à plusieurs kilomètres. En 1911, et même encore en 1930, la municipalité doit rationner l'eau et organiser un transport quotidien par charrettes entre Cabris et le canal du Foulon (à 7 km.). En 1931 seulement, un canal est donné à Cabris.

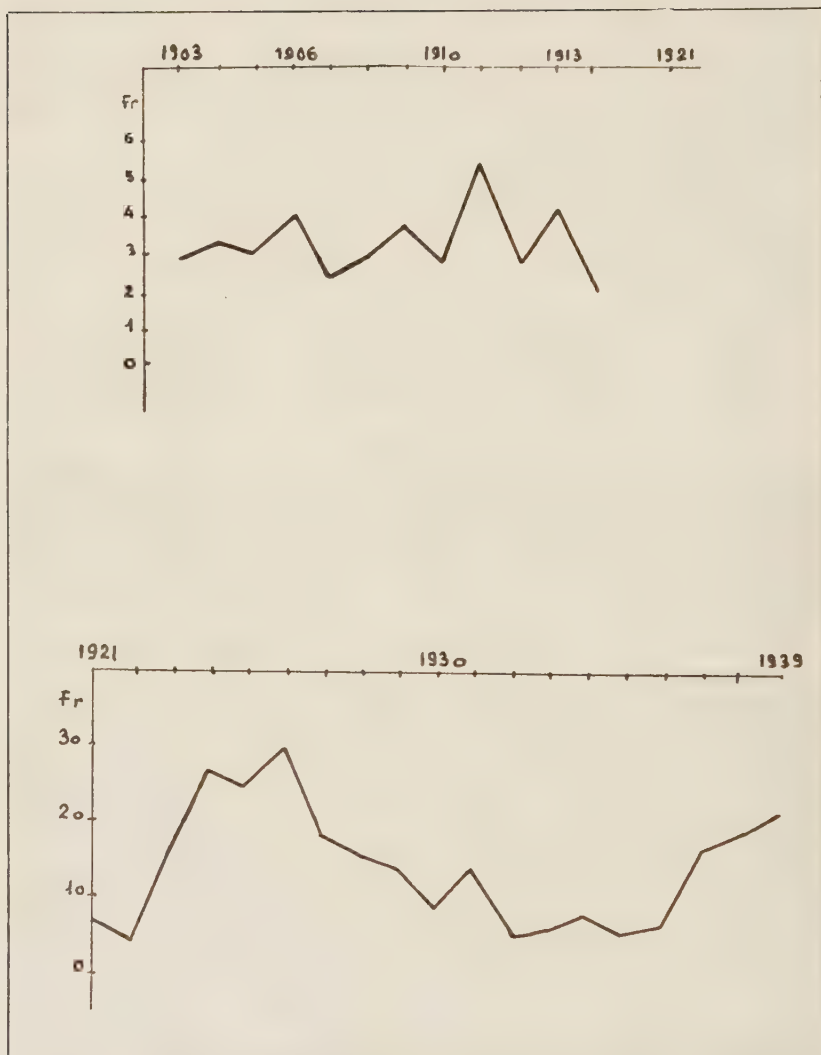
merie. La production de rose passe de 500.000 kilos vers 1855, à 2.000.000 de kilos aux environs de 1900, et autant vers 1925 ; la production de fleur d'oranger, qui est à son apogée au milieu du XIX^e siècle (2.000.000 de kilos) reste à ce haut niveau, ou peu en-dessous, par la suite ; la production du jasmin n'atteint pas 100.000 kilos en 1856, mais sextuple avant la guerre de 1914 et arrive jusqu'au million de kilos à la veille de la Crise. Enfin, de multiples plantes secondaires connaissent des années de vogue, puis disparaissent sans laisser de trace.

Mais ces chiffres ne doivent pas cacher les violentes variations que la situation du marché ou les intempéries font subir à la production d'une année à l'autre. La production de roses, par exemple, aux alentours de 1900, se représente sur un graphique en dent de scie :

1899....	2.000.000 kilos	1908....	1.800.000 kilos
1900....	1.200.000 kilos	1911....	500.000 kilos
1903....	3.000.000 kilos	1914....	1.000.000 kilos

Et à ces variations correspondent, malgré divers systèmes de « conventions », des alternances de prix déconcertantes. Le graphique qui exprime les cours du jasmin de 1903 à 1914 et de 1921 à 1939 montre à quels aléas étaient soumis les cultivateurs. Or l'exemple du jasmin est valable pour toutes les fleurs à parfum.

On ne s'étonnera donc pas que ces cultures spéculatives nouvelles n'aient pas amené la prospérité attendue, et que les protestations des cultivateurs n'aient pas cessé avec leur développement. Ce sont au contraire ces « mésaventures » économiques qui restent fixées dans l'esprit des paysans locaux comme la preuve et le souvenir de la dureté des temps : la culture des roses, nous a dit le maire de La Colle, n'a apporté que « la misère » dans ce village avant la guerre de 1914, tandis que le maire de Gattières évoquait les charretées de fleurs d'oranger déversées dans le Var par ses parents quand les prix étaient insuffisants. « Depuis plusieurs années, écrit en effet en 1899 le maire de Gattières, les prix des fleurs coupées pour la parfumerie ont subi des diminutions considérables, arrivant presque aux trois cinquièmes de leur valeur d'autrefois » ; les plus grandes difficultés s'ensuivent pour les cultivateurs, puisqu'elles constituent la grande ressource du pays. Et, en 1933, le Conseil municipal de Valbonne fait écho, affirmant : « Devant la misère des producteurs de fleurs et plantes à parfum, conséquence d'une mévente de ces produits qui dure depuis trois ans et se poursuit ; devant la constatation de l'abandon progressif de ces cultures qui ont fait jusqu'à ce jour la renommée mondiale de notre région... le Conseil s'est ému de la ruine inévitable de toute une



Graphique n° 77. — Evolution des prix du jasmin payé au producteur (1903-1939).

région agricole qui ne possède déjà plus les ressources indispensables pour entreprendre les cultures de remplacement. »

Alors que le système traditionnel de culture s'effondre, les cultures nouvelles ne peuvent transformer les perspectives, ni le mode de vie des paysans azuréens. Les cultures nouvelles ne sont pas un palliatif à la crise, puisqu'elles connaissent elles-mêmes des crises fréquentes. La spéculation agricole dans l'ensemble (1) connaît au début du ^{XX}^e siècle des difficultés mortelles sous les coups répétés des catastrophes naturelles et humaines.

3 . L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRAIRE

^{CHAP.} Le milieu social dans lequel se produit cette transformation économique négative est, lui aussi, en rapide évolution: l'examen de la structure agraire en témoigne.

On sait que l'évolution foncière s'est soldée par le recul des propriétaires villageois, l'intrusion des propriétaires citadins et extérieurs, l'accentuation du morcellement et du micro-fondisme. En suivant la marche de cette évolution, on se rend compte qu'elle a été très progressive, régulière : la comparaison des matrices cadastrales des différentes époques, comme les enquêtes sur le destin historique des propriétés, montre que le recul des villageois au profit des citadins est, dans la campagne restée traditionnelle, une règle générale, valable avant comme après le hiatus de la Grande Guerre. Il n'y a pas de « colonisation » précipitée, ni de période marquée de transformation foncière : on ne remarque partout qu'un lent grignotage. Et cela se comprend. Les causes de l'évolution foncière sont les mêmes qui provoquent l'évolution générale de la région : l'émigration détache parcelle par parcelle la terre du patrimoine villageois ; l'afflux résidentiel ou villégiateur, chaque année se saisit de quelques bribes du terroir.

Entre la période des tranquilles transactions paysannes et la période actuelle des raisonnables achats citadins et « extérieurs », l'examen du mouvement foncier à la veille de la Grande Guerre montre justement les caractères évolutifs de la structure foncière.

(1) Il faudrait exclure quelques spéculations maraîchères, étroitement localisées.

En 1911 (1), les vendeurs sont encore des villageois locaux, mais aussi des émigrés dans les villes voisines. Sur 387 vendeurs, 30 seulement sont domiciliés hors de la région ; 196 sont des villageois et 161 des citoyens azuréens. Parmi les acheteurs, les « extérieurs » forment une infime minorité (10) : on est loin de la colonisation de villégiature. Mais les citoyens régionaux, commerçants, salariés, effectuent nombre de petits achats : 104. Ils attachent donc déjà, surtout autour des villes, une certaine importance à la possession foncière, prélude à l'installation résidentielle. Les plus nombreux des acheteurs restent pourtant les villageois et surtout les paysans. L'engouement pour la propriété n'a-t-il donc pas cédé à des décennies de difficultés économiques ? En réalité, ces achats sont effectués pour une grande part par les paysans locaux de fraîche date : dans les circonscriptions de Grasse, Le Bar et Vence, 40 % des acheteurs sont nés hors de la région, généralement en Italie.

La confrontation des cadastres de 1913 avec ceux du xix^e siècle et ceux du milieu du xx^e siècle confirme l'évolution de la propriété urbaine : par l'intermédiaire des émigrés ou des petits amateurs citoyens, elle se développe nettement.

— *Du XIX^e à 1913.* — Tout près des villes, les citoyens gagnent notablement en superficie. Les propriétés cannoises passent de 92 à 343 hectares sur le territoire de Mougins, améliorant leurs positions dans toutes les catégories foncières. Les propriétés niçoises, à Drap, font plus que doubler, de 124 à 275 hectares. Plus loin, en pleine campagne, les progrès des citoyens ne sont pas moins nets : leurs propriétés (auxquelles on a ajouté les propriétés « extérieures ») passent à Castagniers de 80 à 149 hectares, à Gattières de 15 à 92 hectares, à Valbonne de 119 à 415 hectares...

— *De 1913 au milieu du XX^e.* — Le mouvement se poursuit en général. Mais là où, par exception, l'agriculture s'est affirmée en progrès, comme à La Roquette, commune maraîchère, l'évolution foncière est, aussi, exceptionnelle : les citoyens et extérieurs y possédaient 256 hectares contre 188 aux villageois ; ils ont reculé à 196 hectares, tandis que les villageois progressaient à 277. Tout près des villes, l'urbanisation s'essouffle : c'est que le développement de la fonction résidentielle fixe des citoyens dans les villages, et qu'ils comptent désormais pour des locaux. A Mougins, les propriétés cannoises reculent de 343 à 341 hectares ; à Drap, les propriétés niçoises de 275 à 238 hectares. Mais dans l'ensemble de la campagne traditionnelle, les progrès de l'implantation citadine s'affirment. A Cantaron, les propriétés niçoises passent de 152 à 221 hectares ; à Castagniers, les pro-

(1) Dans les bureaux d'enregistrement de Grasse-Le Bar, Vence et Levens.

priétés citadines (régionales et « extérieures ») de 149 à 229 hectares ; à Gattières de 92 à 316 hectares ; à Valbonne de 415 à 855 hectares ; à Cabris de 109 à 169 hectares...

Cette possession foncière citadine n'a pas un caractère capitaliste, ne développe pas l'agriculture. Cela se vérifie dans l'évolution des rapports sociaux. Aucun signe que le prolétariat agricole se développe, aucun signe que le faire-valoir indirect se renforce : au contraire, tous les documents consultés font état de l'abandon de la campagne par la main-d'œuvre — qui n'était pourtant pas en surnombre au milieu du XIX^e siècle — et de la désaffection du métayage.

Les salaires agricoles ont monté vigoureusement : en moyenne le journalier non nourri qui recevait 1 franc par jour sous la Restauration, touche de 1 fr. 70 à 2 francs en 1862, 2 fr. 20-2 fr. 40 en 1882, 3 francs en 1900, 3 fr. 50 en 1913, 24 francs en 1918, 30 francs en 1929, 33-36 francs en 1940... Mais les salaires sont insuffisants à retenir au village les cultivateurs attirés par la ville. La plupart des journaliers, dès les années 80, sont des Piémontais. (Chaque commune interrogée pour l'enquête de 1884, signale que quelques dizaines d'étrangers viennent, chaque année, renforcer la main-d'œuvre locale pour la grosse saison.)

Quant aux métayers, fermiers ou petits-propriétaires-métayers, leur nombre diminue aussi : « la position difficile où se trouvent aujourd'hui les familles de fermiers ou petits propriétaires est la seule cause des migrations qui ont lieu dans nos campagnes... (1) ». Le faire-valoir indirect perd de son intérêt pour le propriétaire et tend à régresser. Quoique sans doute « chargée », la description donnée dans la *Petite Revue* (2) en 1900, témoigne de la désagrégation des rapports sociaux engendrée par la décadence économique et démographique.

« Aujourd'hui, le fermier qui s'attache à son propriétaire est devenu un oiseau rare, pour ne pas dire introuvable ; aucun de ces liens d'antan ne s'établit plus entre eux ; rien ne fixe plus le fermier à la terre, ce n'est qu'un étranger qui passe, un mercenaire se préoccupant peu de l'avenir du moment qu'il vient avec l'arrière-pensée de partir le plus tôt qu'il pourra, quelquefois après avoir pris une récolte d'olives ou de blé.

« ... Le métayer sème, récolte et c'est tout ; d'amélioration, il n'en a cure. Aucun souci non plus de la taille des oliviers ni de l'entretien des murs de soutènement dont les coutumes locales, ayant force de loi, lui font pourtant une obligation.

(1) Déclaration de la Municipalité du Tignet pour l'Enquête de 1884.

(2) J. Grec. Le métayage dans les Alpes-Maritimes. *Petite Revue Horticole du littoral*, 12 août 1900.

« ... Les métayers exploitent les propriétaires, et non leurs terres. »

Mais le même auteur, l'année suivante (1), donnait une note plus juste en écrivant : « Le métayer végète tristement, le propriétaire se ruine et l'agriculture est dans le marasme. »

En fait, la transformation la plus importante peut-être mais la plus insaisissable, de la structure agraire est la transformation qualitative de la population paysanne : le fermier n'est plus qu'un « *étranger qui passe* », écrit J. Grec, mais il en va de même de l'ouvrier agricole et la classe même des petits propriétaires (cf. le mouvement foncier) se vide et se remplit à la fois. L'« exode rural » bat son plein au moment de l'Enquête de 1884 et dure depuis quinze et vingt ans ; l'immigration italienne comble une partie des vides.

En définitive, la crise agraire est générale et permanente. Nulle période de répit d'après laquelle on puisse définir des phases historiques. Nul élément nouveau qui justifie une accentuation du phénomène et provoque des transformations brusques. Le dernier siècle de l'évolution agricole azurée est l'histoire d'une interminable décadence.

(1) *Petite Revue*, 27 janvier 1901.

CHAPITRE IV

LES TRANSFORMATIONS FONCTIONNELLES

Tandis que la crise agricole suit cette pente, les changements fonctionnels sont, dans la campagne azurée, extrêmement lents et, par là, difficiles à déceler. La transformation fonctionnelle n'est pas un moteur mais une conséquence. Cela aussi est caractéristique des processus d'évolution de la campagne azurée : un bref survol historique en portera témoignage.

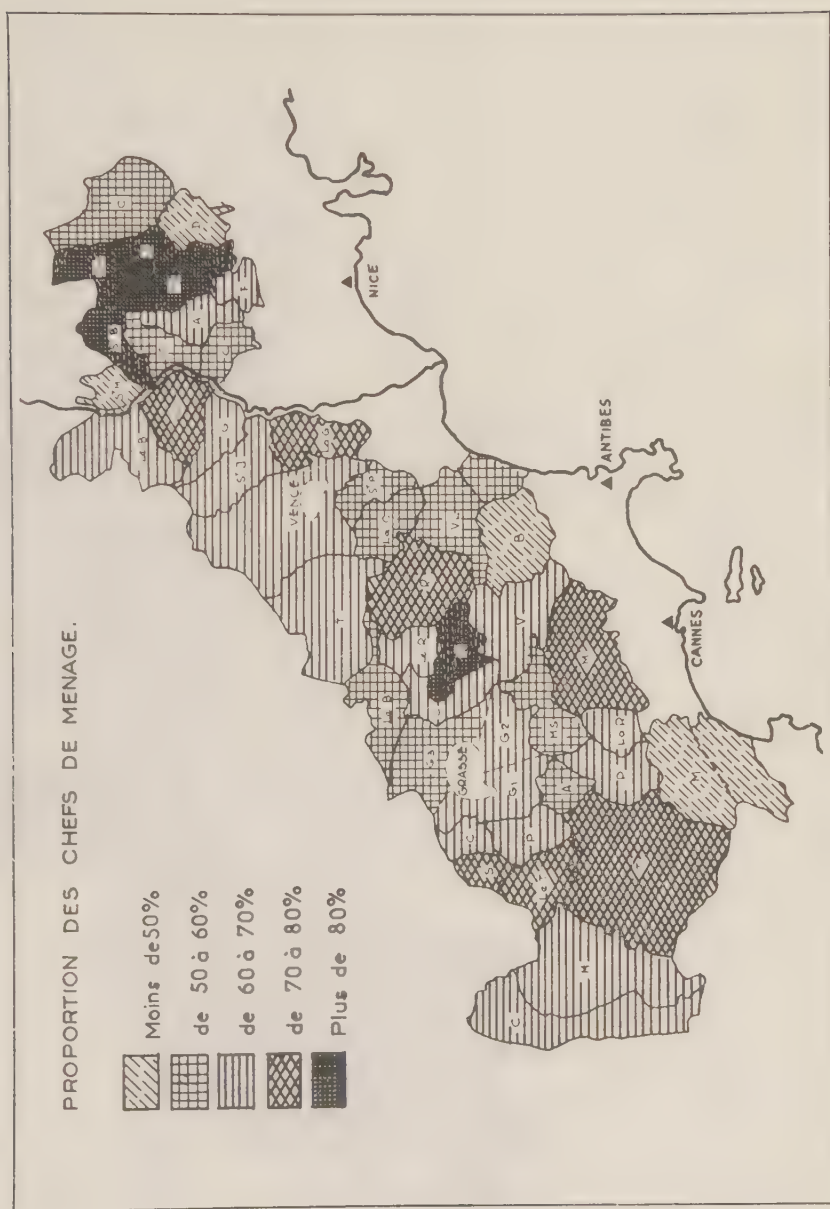
1 . PERSISTANCE DE L'ANCIENNE STRUCTURE PROFESSIONNELLE

Au milieu du ^{xix}e siècle, 85 % de la population des villages vivent directement de l'agriculture. Pendant de longues années, cette proportion reste à peu près invariable, car, malgré la décadence agricole, aucune fonction nouvelle n'est venue apporter aux hommes d'autres horizons de travail. D'après le recensement de 1872, la moyenne n'a guère baissé : une quinzaine de sondages effectués dans les communes ont montré des taux de population agricole oscillant entre 75 et 95 %. Drap fait exception avec 65 % ; mais l'ensemble non urbain du canton de Cannes et Valbonne présente un taux de 75 %, Cabris et Opio 80 %, Le Bar, Callian et Castagniers 83-85 %, Tourrette-Levens 90 % et Cantaron 94 %.

Quarante ans plus tard, en 1911, la moyenne générale n'est tombée qu'à 61 %, malgré une situation économique désastreuse. Toutes les communes ont enregistré une baisse sensible de leur taux. Cependant, cinq communes de la campagne niçoise ont encore plus de 80 % de population agricole, et 21 communes ou sections sur 44 — presque la moitié — ont un taux égal ou supérieur à 66 %. La carte n° 64 montre la relative dispersion et la rareté des unités déruralisées. Seuls, Mandelieu littoral, Biot artisanal et Drap suburbain, abritent une population dont moins de la moitié vit directement de l'agriculture.

L'évolution exceptionnelle de quelques communes s'annulant par contradiction (la proportion de population agricole progresse à Carros et La Roquette, mais régresse à Drap ou Contes du fait de l'évolution économique), et la majorité des communes restant stationnaires, le taux moyen de population agricole ne varie guère entre 1911 et 1936 : d'après les sondages, il ne recule que de deux centièmes. Petit à petit, l'influence agricole est grignotée, mais elle reste encore, entre les deux guerres, facilement majoritaire.

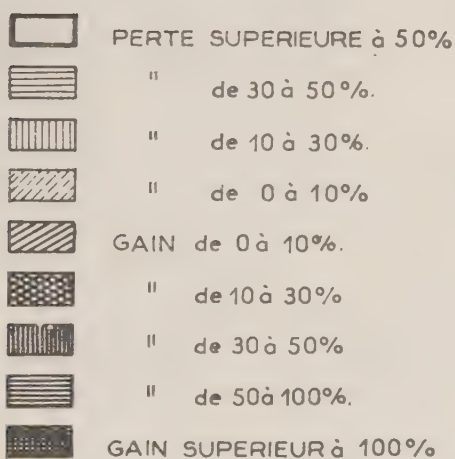
L'importance des commerçants et artisans ne peut tromper : ils représentent 11 % parmi les chefs de ménage en 1911, mais ils étaient aussi nombreux, ou presque, au ^{xix}e siècle. Et le nombre des salariés non agricoles est, à cette date, peu important : 2.185, soit à peine 10 % de la population active. Dans 28 communes (carte n° 66), ces salariés en représentent moins du dixième. Dans 5 seulement, ils représentent 20 % ou plus : Biot, La Colle, Contes, Mouans-Sartoux, Saint-Martin-du-Var.

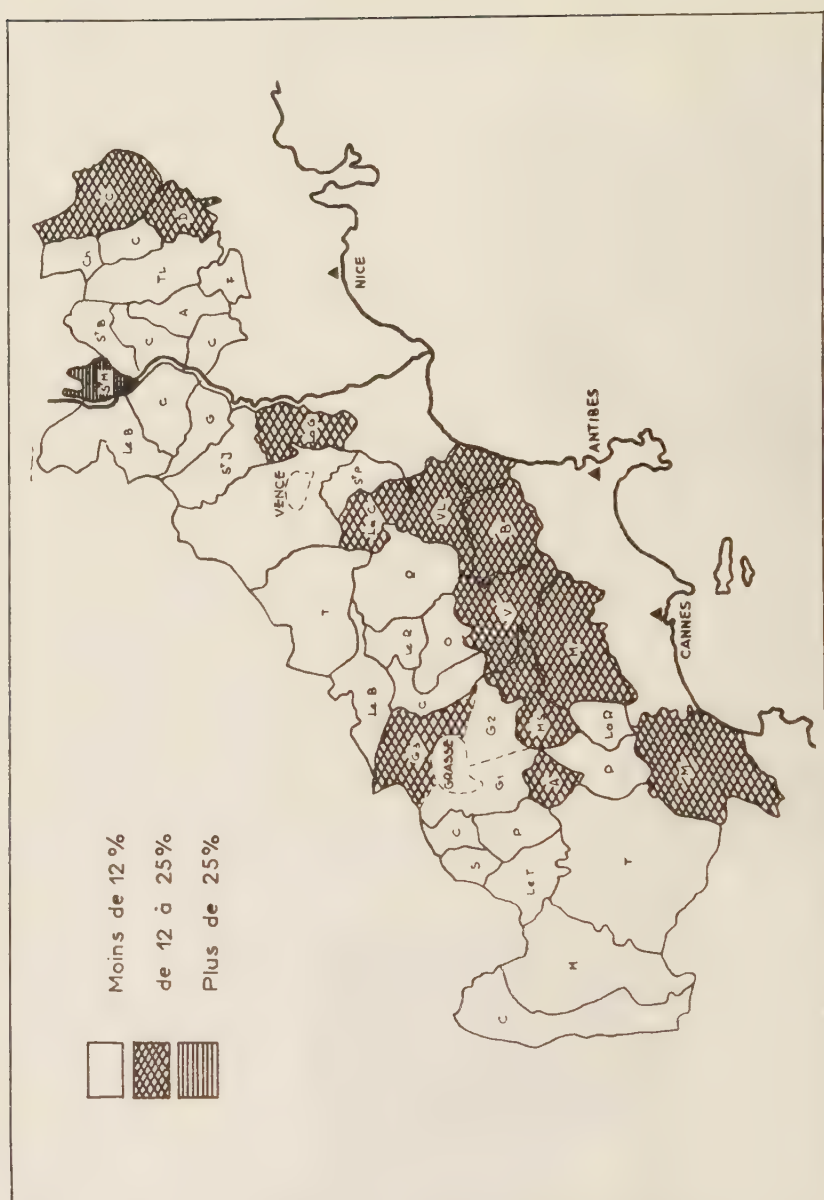


Carte n° 64. — Place des cultivateurs en 1911.



Carte n° 65. — L'évolution





Carte n° 66. — Les salariés non-agricoles dans la population active (1911).

Le changement brusque est récent : après la seconde guerre mondiale, les villages se remplissent de non agriculteurs et la nouvelle composition de la population, on le sait, traduit une orientation fonctionnelle nouvelle.

Mais, en règle générale, la fonction agricole a gardé son écrasante et décevante suprématie jusqu'à la guerre.

2 . RARETÉ DU DÉVELOPPEMENT EXTRA-AGRICOLE.

L'activité industrielle et commerciale est restée excessivement faible.

Les industries urbaines, peu développées elles-mêmes, n'ont pas éprouvé le besoin de conquérir de l'espace à l'extérieur, alors qu'elles n'en manquaient pas à l'intérieur même des agglomérations ; elles n'ont pas essaimé : seul Drap fait figure, dès l'entre-deux-guerres, de banlieue semi-industrielle, par ses multiples ateliers et malgré l'absence d'usines.

L'implantation d'industries est restée subordonnée à un déterminisme extrêmement étroit, aucune volonté de création ne s'étant manifestée avant la seconde guerre mondiale (1). A Contes et à Saint-Martin-du-Var, les conditions naturelles appellent l'installation d'exploitations minières, financées par de grandes sociétés. C'est en 1867 que débute l'exploitation des carrières pour la fabrication de la chaux à Contes et en 1883 qu'y commence la fabrication du ciment, qui continue sans interruption ; quand la plâtrière, à Saint-Martin-du-Var, disparaît vers 1936, la cheminée de la tuilerie domine seule, désormais, le village. Quant aux usines actuelles de Castagniers et du Bar, elles ont été fondées certes bien avant la guerre, mais ne commencent à prospérer et à prendre une allure industrielle qu'après.

Pour le développement commercial, on constate que les communes qui, presque toutes, avaient décidé aux environs de 1880-1890 la tenue de foires annuelles ou bisannuelles, demandent dès avant la Grande Guerre leur annulation.

(1) Quand les populations locales, elles-mêmes, ne repoussent pas les initiatives : en 1883, par sept voix contre deux, le Conseil municipal de Peymeinade refuse d'autoriser la construction dans un quartier de la commune d'une usine pour le traitement des tourteaux d'olives, en invoquant la salubrité à conserver.

Le réseau de communication, trouvé dans un état de déficience catastrophique vers 1860 par la nouvelle administration des Alpes-Maritimes, ne deviendra satisfaisant qu'à la veille de la guerre de 1914. Auparavant, les communes se plaignent facilement de n'être pas ou d'être mal reliées au littoral, source de toutes les richesses : Valbonne, par exemple, se battra sans succès pendant des décennies pour l'amélioration des communications Cannes-Le Bar, par Valbonne, (Une ligne de tramway sur cet itinéraire, indique une Délibération municipale de 1902, permettrait aux hivernants d'aller visiter les gorges du Loup.) Et Aspremont ne sera relié à Nice jusqu'à la Grande Guerre, que par un courrier de chevaux mettant trois heures pour accomplir le trajet : les voyageurs prenaient le tram jusqu'à Tourrette et un mauvais chemin muletier de Tourrette à Aspremont.

Pourtant, dans l'ensemble, un effort tel qu'il en a été peu fait dans d'autres régions, a équipé l'arrière-pays d'un réseau de tramways très dense : 185 kilomètres de voie ferrée pour trams sillonnent la région en 1910, et notamment sur les itinéraires Cannes-Grasse, Nice-Grasse, par Villeneuve-Loubet, Cagnes-La Colle-Vence, Nice-Levens, etc., la moitié des communes de la campagne azurée est traversée.

Mais l'activité touristique reste longtemps insignifiante. Presque toutes les communes connaissent des visiteurs curieux ; ce sont des oiseaux rares et aucun équipement spécial n'est installé pour les recevoir. Les auberges n'ont pas été transformées. Le mode touristique est celui de l'*excursion* ; les villageois vendent à leurs visiteurs de quoi manger et boire : « chasseurs et touristes grimpent dans le courant de leurs excursions jusqu'au village d'Aspremont où ils trouvent à prendre leurs repas et ce qui leur est nécessaire, ce qui apporte un peu de bien-être aux habitants » (1).

Ce n'est qu'après la guerre que débute vraiment, dans la campagne, le tourisme. En 1920, Saint-Paul-de-Vence demande son classement comme « station de tourisme » : la commune offre, dit le Conseil municipal, des curiosités artistiques et naturelles, est reliée au P.L.M. et au Sud-France par le tram de Cagnes à Vence, dispose de 3 hôtels et pension (35 lits) et de 8 villas et appartements meublés (25 lits), n'a pas connu d'épidémie depuis dix ans, enfin reçoit pendant l'année environ 500 personnes, la saison d'été s'étendant du 1^{er} juin au 15 octobre et la saison d'hiver du 1^{er} novembre au 15 avril... Les débuts du premier des villages touristiques azuréens sont modestes. Mais c'est la volonté intelligente des deux hôteliers, héritiers tous deux de l'auberge ancestrale, qui détermine le lancement : ils

(1) Délibérations municipales d'Aspremont, 14 août 1910.

intéressent les sociétés d'autocars, créent la « mode » du thé à Saint-Paul car, le village étant trop près de Nice pour être un but de déjeuner, on y fait halte au retour d'excursion.

La villégiature gagne, peu à peu, sous des dehors moins brillants, et devient un sujet essentiel de préoccupations : la route qui mène à La Colle, se plaint-on en 1926 (1) est en si mauvais état que « les touristes ne voulant plus exposer leurs voitures à de pareils cahots évitent de passer chez nous, ce qui porte un sérieux préjudice aux hôteliers, commerçants et au développement du pays ». En 1934 (2), pour « la population gaudoise et les nombreux étrangers en villégiature », le Conseil municipal de La Gaude demande le classement du plateau de la Croix comme site touristique. En 1936 (2), Roquefort proteste contre l'insuffisance des panneaux signalisateurs de la commune, « ce qui nuit au commerce local ». En 1937 (2), Aspremont se félicite de l'amélioration de la route de Nice, qui est devenue « une voie de grand tourisme ».

Mais en réalité, sauf de très rares cas (Mougins, Saint-Paul-de-Vence), aucun équipement touristique n'est encore créé à la veille de la seconde guerre mondiale : la campagne azuréenne se contente d'*attendre* le client.

3 . LA FONCTION RÉSIDENTIELLE ET LES RELATIONS VILLES-CAMPAGNE

Pour autant que le dépouillement des recensements de population permette de l'apprécier, le nombre des salariés travaillant à la ville est resté jusqu'à la seconde guerre, dans la plupart des villages, extrêmement réduit. En 1936, le nombre total (Grasse et Vence épars exclus) n'atteint pas 600, c'est-à-dire moins de 5 % de la population active. Mougins (115), Drap (73), Cantaron, Châteauneuf-Grasse, Contes, Mandelieu, Mouans-Sartoux, La Roquette, seulement, ont plus d'une vingtaine d'ouvriers résidant. Et, en 1911, seule la campagne communale de Grasse en comptait un nombre appréciable : 102 dans la partie Ouest (aujourd'hui encore la plus résidentielle), 43 dans la partie Nord-Est, 17 dans le district maraîcher du Sud. Ailleurs, quelques traces, à peine plus de 10 à Drap, Cantaron, Contes pour Nice, Mandelieu, Mougins pour Cannes.

On ne s'étonnera donc pas que la campagne ait gardé vis-à-vis de la ville, l'attitude traditionnelle de méfiance et de jalousie. Grasse, représentante des intérêts ruraux, est, par

(1) Délibérations municipales.

exemple, en opposition permanente avec Cannes : un dialogue violent oppose le *Courrier de Cannes* au *Commerce de Grasse* en 1891, au sujet des lois douanières. Le journal grassois écrit que « la dépréciation des immeubles dans l'intérieur est catastrophique et le fruit d'une évolution presque irréparable », et accuse Cannes d'agir contre l'intérêt général en se refusant à appuyer les revendications protectionnistes. « On voit que la prospérité des villes du littoral va toujours croissant. Et c'est pour cela que ces mêmes villes du littoral combattent avec acharnement les communes rurales qui, elles, ne connaissent depuis trente ans qu'appauvrissement et décadence » (1).

De ce genre de récriminations, les Délibérations municipales sont pleines :

— La Roquette-sur-Siagne écrit (1871) : « Quand il s'agit de secours aux communes, nous sommes toujours des oubliés pour toute l'administration supérieure. La commune de La Roquette appartient au canton de Cannes ; cette ville présente le luxe, mais il n'est pas moins vrai que notre commune en souffre beaucoup. »

— Aspremont, « au nom de la liberté du commerce », refuse en 1871 d'approuver la demande de création d'un marché aux huiles sur la place de Nice.

— Mandelieu affirme en 1912 que les communes rurales subissent tous les inconvénients de la présence des maisons de jeux (cherté du marché d'approvisionnement) et n'en retirent aucun avantage. Il propose de prélever 5 à 10 % sur les jeux au profit exclusif des communes non touristiques.

— Roquefort, comme tant d'autres communes, se bat contre l'augmentation des prises d'eau en rivière au profit des villes. En 1927, il proclame qu'« il serait anormal de voir Cannes faire un prélèvement complémentaire dans le lit du Loup alors que les collectivités usagères du Foulon ne peuvent actuellement prélever la totalité d'une source qui est leur bien propre ».

— Peymeinade, en 1927, se plaint que le goudronnage des routes nuit à la traction animale et émet le vœu que les routes soient partagées en deux, goudron d'un côté, terre battue de l'autre : « Le tourisme et l'automobilisme, ces deux facteurs importants de la prospérité de nos régions... ne doivent pas faire perdre de vue les intérêts essentiels et primordiaux de l'Agriculture. »

Cette attitude critique de « la campagne » renforce par des arguments psychologiques cette constatation maintes fois répétée de la distorsion entre le destin des communes urbaines et celui des communes rurales de la Côte d'Azur.

(1) Le Commerce de Grasse, 6 septembre 1891.

CHAPITRE V

LA CRISE PERMANENTE DE LA POPULATION

A la décadence simple et régulière, si évidente dans tous ses aspects, de l'économie rurale, il manque le corollaire habituel : le dépeuplement. En un peu plus d'un siècle (1846-1848 à 1954), la campagne azuréenne a gagné 11 % de population. N'y aurait-il pas eu, dans ce domaine, une crise comparable, parallèle à celle de l'économie ?

Pour le savoir, nous nous méfierons de l'utilisation des seules statistiques quantitatives, qui peuvent voiler, d'énormes transformations qualitatives.

1 . L'ÉVOLUTION NUMÉRIQUE

L'évolution de la population de la campagne azurée (qu'on y comprenne ou non les villes de Grasse et Vence, graphique n° 78) suit une courbe très peu caractérisée, surtout si on l'oppose à l'impressionnante flèche du littoral ou à la décadence sans rémission de la montagne.

1846-1848.....	40.398	1886	35.180	1921	32.959
1861	38.860	1891	34.212	1926	39.158
1866	38.424	1896	34.595	1931	41.146
1872	35.524	1901	33.554	1936	40.894
1876	35.348	1906	35.012	1946	39.350
1881	35.631	1911	35.425	1954	44.929

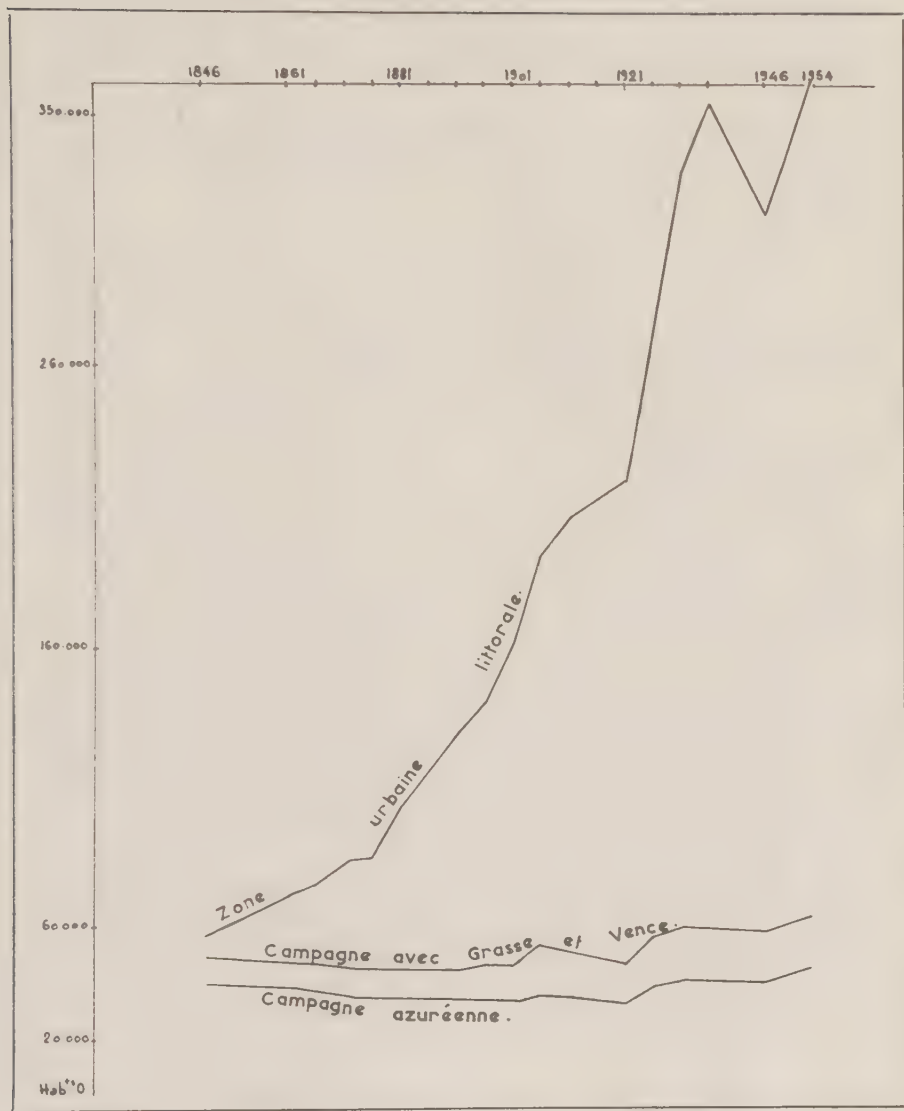
La courbe de la population campagnarde se décompose en deux mouvements assez différents, malgré leur faible accentuation. Jusqu'à la guerre de 1914 — jusqu'au recensement de 1911 exactement — c'est, compte tenu de deux accidents (décrochage de 1872, remontée de 1906), une baisse très légère, souvent imperceptible pendant dix et quinze ans.

Après la guerre de 1914 (le recensement de 1921 a marqué le creux le plus profond), c'est au contraire une hausse par paliers : 6.000 habitants de 1921 à 1926, 5.500 de 1946 à 1954.

Dans le détail des micro-régions homogènes, les courbes ne sont pas toujours parallèles. Partout, pourtant, il y a chute au début ; jusqu'au recensement de 1872, le dépeuplement est général. A partir de cette base commune, les évolutions diffèrent :

— La campagne grasso-cannoise a « touché le fond » en 1876 ; elle grimpe ensuite régulièrement jusqu'à la guerre, dépassant son « record » dès 1891, gagnant 21 % de population en trente-cinq ans (1876-1911). Mais surtout, seule entre toutes les micro-régions, sa courbe prend après la grande guerre une allure triomphante qui l'apparente au « boom » littoral. En dix ans, la population gagne près de 50 % (1921-1931), et 69 % entre 1931 et 1934.

— Toutes les autres régions perdent, et souvent beaucoup, jusqu'en 1901. Le coteau préalpin, qui recule le plus, perd plus du tiers de sa population ; la campagne bas-vençoise qui résiste



Graphique n° 78. — Courbes de l'évolution de la population de 1846 à 1954.

le mieux, en perd cependant 13 %. L'immédiat avant-guerre marque partout une stabilisation : l'hémorragie est arrêtée au début du siècle (où plutôt la transfusion devient bénéfique). Mais les suites de la guerre entraînent les régions au point le plus bas qu'elles aient jamais atteint (1) ; dès lors, leur évolution se différencie nettement.

— La campagne bas-vençoise se redresse et, sans suivre tout à fait l'ascension brutale de la campagne grasso-cannoise, rompt avec les autres régions : progressant régulièrement, elle gagne 60 % de 1921 à 1954.

— Le coteau préalpin se stabilise avec peine et végète au très bas niveau de 1921.

— Le plateau valbonnais progresse mieux, mais la seconde guerre mondiale le ramène à la situation de 1921. En 1954, il n'a pas retrouvé le niveau de 1876.

— La campagne haut-vençoise a arrêté sa chute en 1936, mais ne réussit guère mieux qu'une stabilisation très en dessous du niveau ancien.

— La campagne niçoise, enfin, présente la courbe la plus heurtée ; elle a regagné, entre 1901 et 1906, une partie de ses pertes : et de 1921 à 1926, un bond lui a fait retrouver le niveau de 1881. Mais la seconde guerre l'a trop éprouvée pour qu'elle retrouve en 1954 cette population relativement importante.

Au niveau des communes, ces caractéristiques d'ensemble sont valables. La carte qui présente l'évolution de la région entre 1861 et 1901 montre la tendance à la chute de presque toutes les communes : le front de dépeuplement serre de près les agglomérations littorales et ne recule vers l'intérieur qu'à l'endroit des « ponts » Cagnes-Vence et Cannes-Grasse.

A la veille de la guerre de 1914, et surtout pendant les années qui la suivirent, la campagne se remplit à nouveau : presque partout, la chute fut enrayée et souvent une courbe ascendante remplaça la courbe descendante. Le maximum de 1846-1848 fut dépassé en 1931.

La carte n° 65 essaie de représenter à la fois les caractéristiques de l'évolution de 1861 à 1911 et de 1911 à 1954.

Le principe de cette carte réside dans la définition qualitative du mouvement biphasé, d'après les coefficients d'évolution connus. Le pourcentage d'évolution caractéristique est celui de 15 % : selon le comportement de chaque phase par rapport

(1) La campagne niçoise a, seule, été un peu plus bas en 1901.

à ce coefficient 15 %. des catégories sont établies. Si, par exemple, la chute pendant la première phase est supérieure à — 15 % et pendant la seconde phase inférieure à — 15 %, on la définira : chute ralentie.

Dans ces conditions, la légende de la carte correspond au tableau suivant :

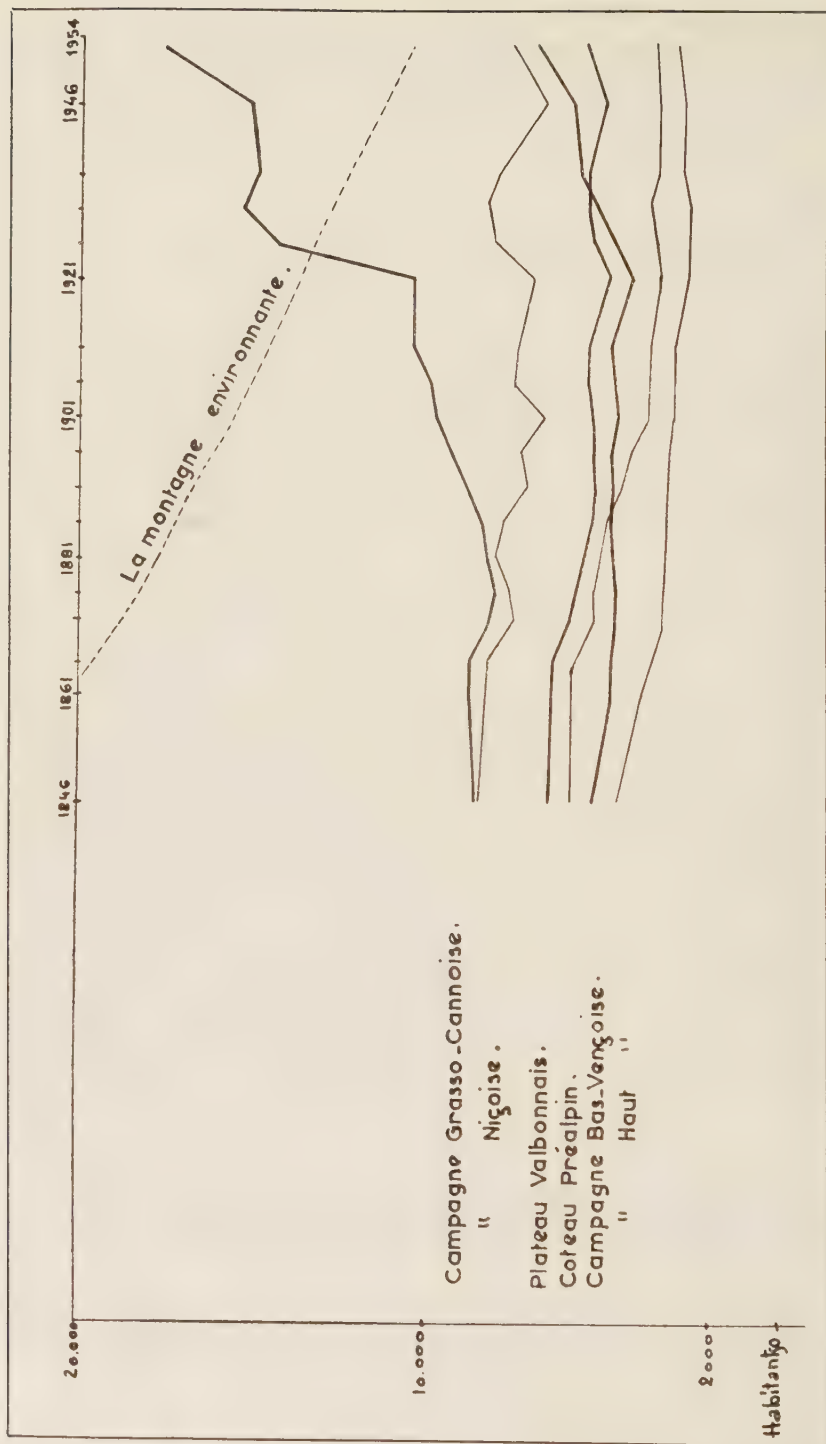
<i>Qualification</i>	<i>1^{re} phase %</i>	<i>2^e phase %</i>
Chute persistante.....	Pertes... > 15	Pertes... > 15
Chute accélérée	Pertes... < 15	Pertes... > 15
Chute ralentie.....	Pertes... > 15	Pertes... < 15
Stabilité négative	Pertes... < 15	Pertes... < 15 sup. à 1 ^{re} phase
Stabilité positive	Pertes... < 15	Pertes... < 15 inf. à 1 ^{re} phase
Redressement faible ...	Pertes...	Gains ... < 15
Redressement sérieux ..	Pertes...	Gains ... > 15
Gain ralenti	Gains ...	Gains inférieurs à 1 ^{re} phase
Gain accéléré	Gains ...	Gains supérieurs à 1 ^{re} phase

La campagne azuréenne est loin d'avoir l'homogénéité du littoral ou de la montagne : dans son ensemble, elle est en « redressement sérieux » (première phase : — 8 % ; deuxième phase : + 27 %), mais dans le détail c'est une véritable mosaïque d'évolutions diverses. La chute, ralentie, persistante et même accélérée, caractérise 12 communes dont 6 sont situées aux extrémités de la zone. La stabilité caractérise 8 communes, et 9 communes sont en redressement. Enfin 9 communes (sans y compter Grasse et Vence, ni Mandelieu et Villeneuve-Loubet) sont en gain. Mais cette mosaïque n'est pas sans faire apparaître les habituels groupements régionaux, dont on a déjà parlé.

L'évolution numérique, dans son bilan régional ou ses variations locales, avec ses particularités, se solde donc en définitive par la séquence de deux mouvements, l'un de dégorgeement, l'autre d'absorption. Comment s'expliquent-ils ?

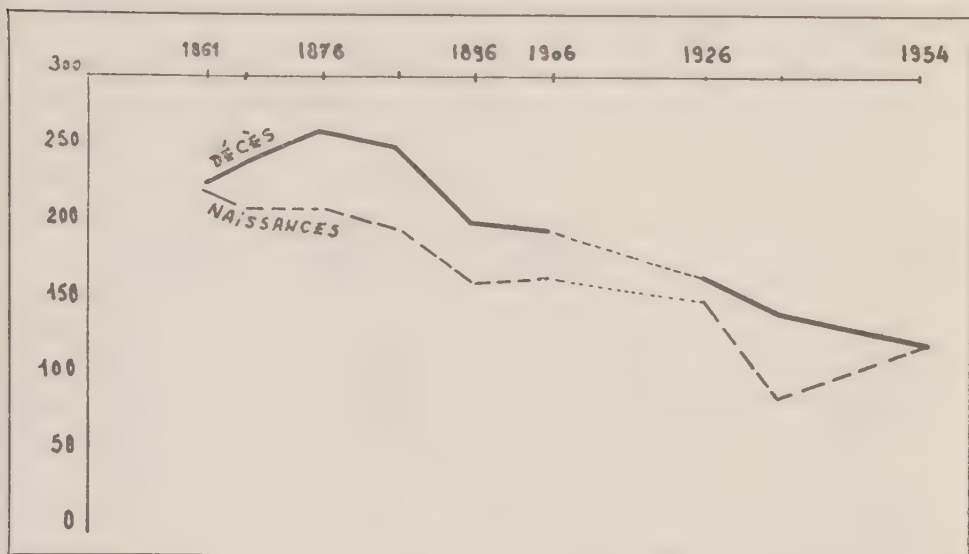
2 . MÉCANISME DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Le sens du *mouvement naturel* est à l'opposé du sens général de l'évolution numérique : pendant un siècle, le solde Naissances-



Graphique n° 79. — Courbes de l'évolution de la population de 1846 à 1954.

Décès n'est jamais positif. Le graphique montre que, par leur tendance grossièrement parallèle à la baisse, les taux de natalité et mortalité ne s'équilibrent que dans la toute dernière période.



Graphique n° 80. — Evolution des taux de natalité et mortalité de 1861 à 1954.

Calculés d'après les registres d'Etat-Civil des treize communes-types (1) et les chiffres de leur population, ces taux s'établissent comme suit à différentes époques-repères.

	Taux pour 10.000 habitants	
	de natalité	de mortalité
1861	226	228
1866	214	246
1876	214	263
1886	201	257
1896	164	210
1906	170	200
1926	154	168
1936	89	143
1954	125	125

(1) Voir deuxième partie.

En appliquant ces taux à l'ensemble de la population de la campagne azurée, décennies par décennies, on arrive au résultat suivant : de 1860 à 1940, le chiffre de la population aurait baissé, par le jeu du seul mouvement naturel, de plus de 12.000 unités, soit près d'un tiers. Or, il a, pendant cette période, gagné 2.000 unités.

Quelques exemples, synthétisés dans le tableau suivant, montrent cette distorsion entre le mouvement naturel et le mouvement réel :

	<i>Population réelle 1861-1931</i>	<i>Evolution naturelle théorique</i>	<i>Bilan migratoire apparent</i>
Callian.....	1460— 851	1460— 917	— 66
Valbonne	1275—1063	1275— 709	+ 354
La Roquette	286— 772	286— 255	+ 517
Le Bar.....	1629—1403	1629—1071	+ 332
Tourrette-sur-Loup .	1027— 834	1027— 542	+ 292
La Colle	1267—1563	1267— 808	+ 755
Gattières	657— 586	657— 382	+ 204
Tourrette-Levens ...	1472— 925	1472—1285	— 360
Drap	900—1183	900— 833	+ 350

On ne peut accorder à ces calculs qu'un intérêt théorique ou contradictoire. La preuve des mouvements migratoires doit s'appuyer sur d'autres documents :

De l'immigration, la composition de la population sera témoin. Sur l'émigration, des calculs et des comparaisons apporteront quelque lumière.

3 . LA COMPOSITION DE LA POPULATION

A . LES ÉTRANGERS.

Les Italiens qui forment la quasi-unanimité de l'immigration étrangère, ne sont pas inconnus au milieu du XIX^e siècle, mais ils sont peu nombreux et font surtout des séjours saisonniers. Au dénombrement de 1872, il s'en faut encore qu'on en trouve

dans chaque commune. Mais quelques villages abritent déjà une colonie piémontaise importante : Mandelieu (81 soit 18 % de la population), Biot, Valbonne, Mougins, Callian, Montauroux, Pégomas, ont chacun plus de 30 étrangers.

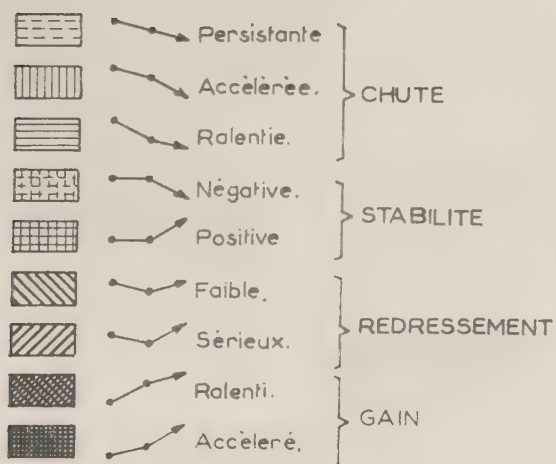
Quinze ans plus tard (dénombrement de 1886), les étrangers représentent déjà une force importante, soit 7 % de la population. Mandelieu, avec 321 étrangers, a déjà 38 % de population immigrée ; La Roquette en a 20 %. La Colle 19 %, Pégomas 14 %, Contes 11 %. Ces communes sont parmi les plus actives ; les communes décadentes, au contraire, végètent sans attirer l'immigration.

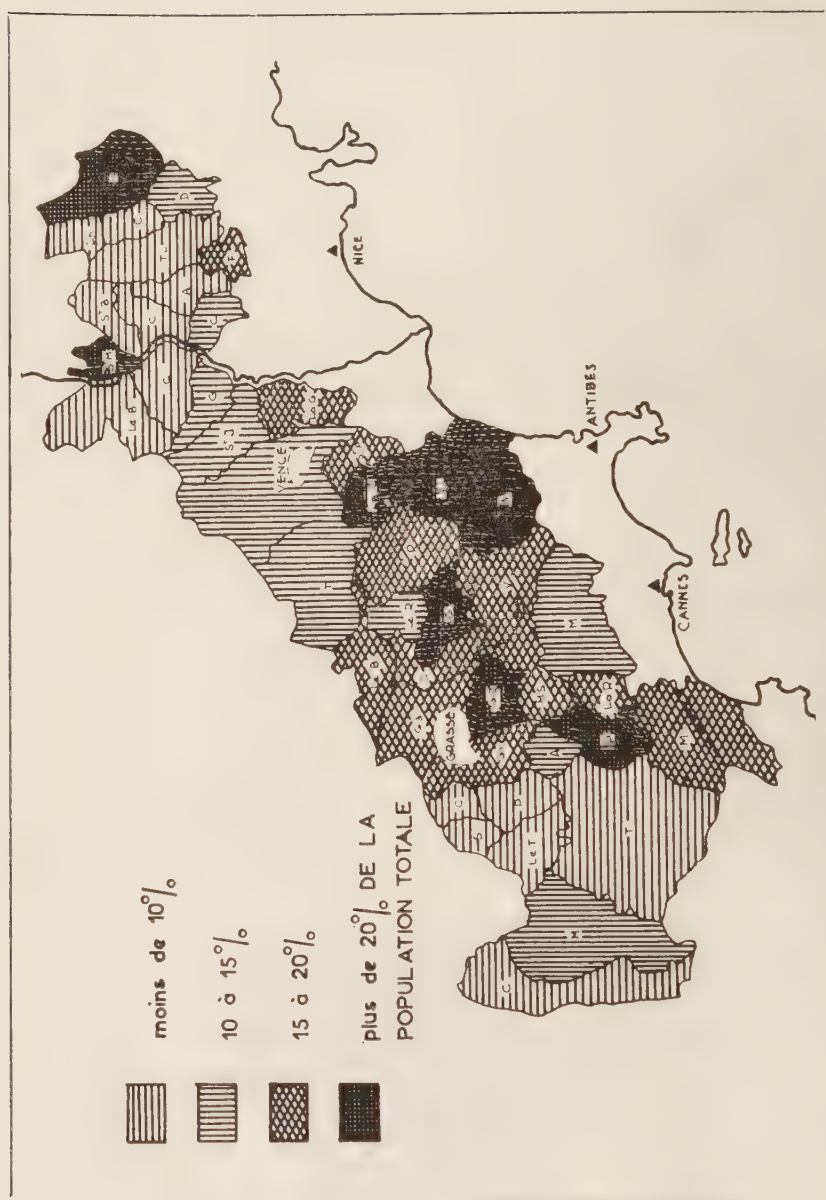
Cependant, cette immigration fait tache d'huile : dès 1891, la proportion d'étrangers dans la campagne azurée atteint près de 10 % ; et, en 1901, avec près de 4.000 individus, elle représente les 15 % de la population. Les deux-tiers des communes ont dépassé les 10 %, et près de la moitié atteint ou dépasse les 20 %. Cette fois, les communes décadentes sont touchées comme les communes dynamiques : Pégomas qui progresse, La Colle qui reste stable, Roquefort qui diminue, gagnent tous trois, typiquement, en population étrangère.

	1886	1901	Différence en %
<i>Pégomas :</i>			
Population	664	735	+ 10 %
Etrangers	94	195	+ 106 %
Proportion d'étrangers de la population	14 %	26 %	
<i>La Colle :</i>			
Population	1.464	1.454	0 %
Etrangers	286	458	+ 60 %
Proportion d'étrangers de la population	19 %	31 %	
<i>Roquefort :</i>			
Population	628	550	— 12 %
Etrangers	25	102	+ 308 %
Proportion d'étrangers de la population	4 %	18 %	

En 1911, la progression de l'immigration étrangère revêt des proportions considérables : la population de la campagne azurée compte 22 % d'étrangers ! Presque toutes les communes atteignent un haut niveau : la population de plus de la moitié des villages compte au moins un cinquième d'étrangers.







Carte n° 68. — La population d'origine italienne en 1911.

La représentation cartographique de ce phénomène, en 1911, montre certaines particularités de répartition. La carte n° 68 du pourcentage d'individus *nés en Italie* (1), d'après les dénombremments de 1911, indique les principales concentrations et révèle le faible coefficient des communes décadentes de la campagne niçoise et du coteau préalpin occidental (les centres industriels de Contes et Saint-Martin exclus). Par contre, la campagne grasso-cannoise et valbonnaise se montre la plus réceptive : des villages actifs comme des villages assoupis participent à ce généreux accueil ; les raisons qui attirent l'immigrant dans les uns ou les autres ne doivent pas être les mêmes. La faveur dont bénéficie le plateau valbonnais — par opposition à la défaveur des deux extrémités de la région — serait-elle due à la moindre pression démographique ?

La proportion d'étrangers ne change pas entre 1911 et 1921 (le nombre baisse, comme celui de la population). Mais c'est en 1931 que tous les records sont battus (2) : près de 9.000 étrangers constituent dans la campagne azurée un groupe qui représente 30,5 % de la population entière. Dans presque tous les villages, les étrangers (presque exclusivement Italiens) se comptent par centaines. Deux minuscules communes ont gardé un pourcentage de Français supérieur à 90 % (Saint-Blaise, Châteauneuf-de-Contes), mais à Mougins, à La Roquette-sur-Siagne, on ne trouve guère qu'une moitié de population française ; à Mandelieu, Villeneuve-Loubet, Châteauneuf-de-Grasse, Roquefort, Valbonne, Biot, La Colle, Saint-Paul, Saint-Martin, Contes et Drap, la proportion des étrangers dépasse le tiers.

Entre 1872 et 1911, la population de la campagne azurée était demeurée au même chiffre quoique la proportion des étrangers fût passée d'environ 2 % à 22 %. Entre 1911 et 1931, cette population dans son ensemble a progressé de 18 % ; mais ses éléments étrangers de 38 % !

Ainsi, il n'y a pas de correspondance directe entre l'immigration étrangère et l'évolution de la population ; les phénomènes migratoires sont complexes.

B . ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DE LA POPULATION.

En 1872, d'après les dénombremments — assez imparfaits —

(1) Proportions donc un peu différentes de celles des étrangers

(2) 1936, grâce aux naturalisations, marque une régression (25 %)

qui ont été dépouillés (1), l'autochtonie de la population villageoise est très forte, sauf de rares exceptions (Mandelieu et Châteauneuf-de-Grasse). Le pourcentage d'individus nés dans la commune dépasse 70 %, parfois même 90 % ; le reste, pour l'essentiel, est composé de personnes nées dans la campagne environnante. Car bien peu nombreux sont, à cette époque, les villageois nés dans les villes régionales, dans la montagne ou en Italie : ces trois catégories ne dépassent pas en général les 10 %.

La répartition moyenne, par origine, de la population en 1872 se trouve donc exprimée par les proportions approximatives suivantes : autochtones 80 %, villageois régionaux 10 %, citadins régionaux 4 %, montagnards régionaux 4 %, Italiens 2 %, extérieurs : « traces ».

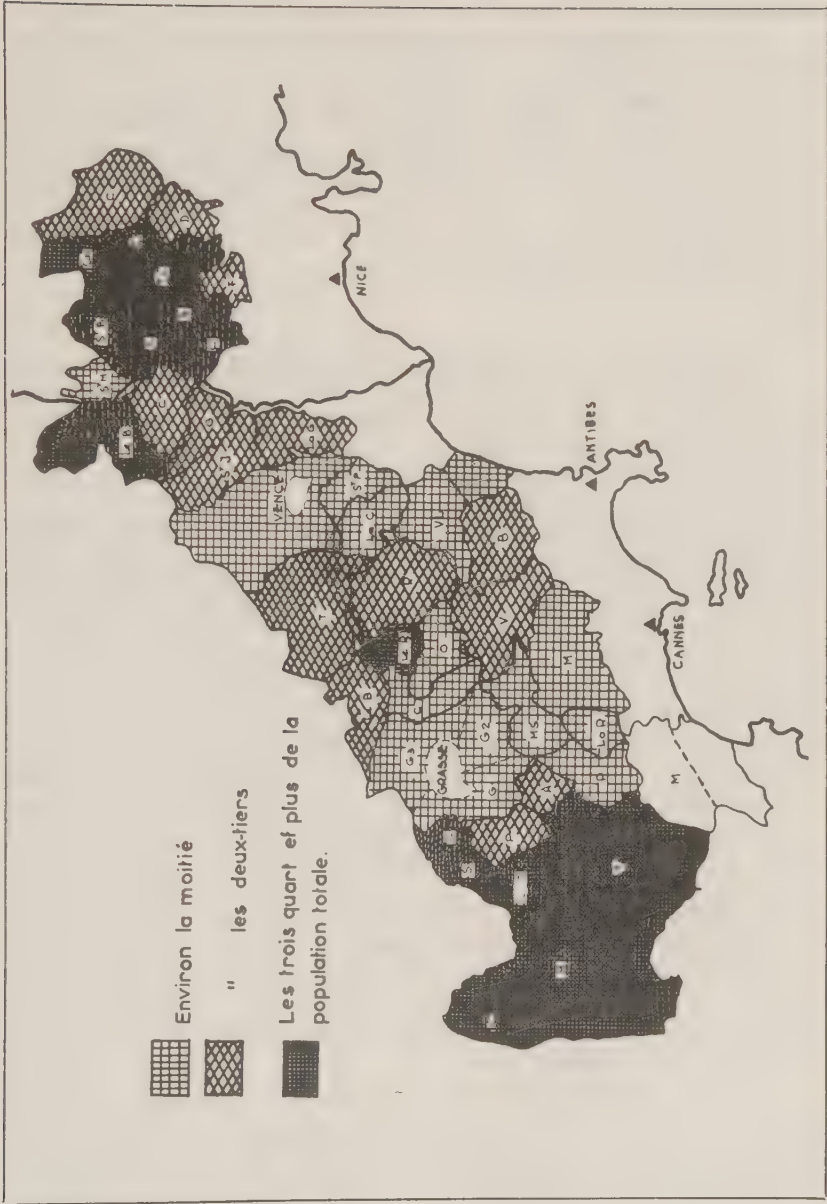
Mais la situation a radicalement changé quarante années plus tard. En 1911, selon le dépouillement des dénombrements, cette fois complets et relativement précis, les origines de la population se répartissent comme suit :

	%
Autochtones	53
Nés dans la campagne environnante	9
Nés dans la montagne environnante	6
Nés dans les villes environnantes	8
Nés en Italie	16
Nés « ailleurs » (ou inconnus)	8

Entre 1872 et 1911, si les chiffres de population n'ont presque pas bougé, la « qualité » qu'ils recouvrent est bien différente. Les autochtones étaient environ 28.000 en 1872 ; ils ne sont plus que 18.500 en 1911 : pendant que le chiffre de la population reste stable, ils diminuent, eux, d'un tiers !

La répartition géographique de l'autochtonie en 1911 est illustrée par la carte n° 69. Une fois de plus, on remarque la singularité des campagnes grasso-cannoise et bas-vençoise. Le plateau valbonnais, malgré sa forte proportion d'étrangers, ne fait plus exception à la règle habituelle : il se range, comme la campagne niçoise et le coteau préalpin occidental, dans la catégorie des régions décadentes où l'apport de l'immigration, relativement peu sollicitée (sauf l'immigration italienne) ne bouleverse pas encore le rapport des forces.

(1) On en a retrouvé, et consulté, 23 : 12 d'entre eux seulement donnent des renseignements assez complets et dignes de foi. Heureusement, les communes qu'ils concernent sont assez représentatives.



Carte n° 69. — La population autochtone en 1911.

On a bloqué, pour la cartographie, dans une même catégorie les autochtones et les individus nés dans la proche campagne : sociologiquement, ils sont en effet assimilables. A elles deux, ces couches de population villageoise représentent 62 % de l'ensemble. La proportion des « voisins » demeure à peu près constante. 14 communes ou sections ont moins de 50 % d'autochtones, Villeneuve-Loubet (40 %) et Mandelieu (29 %) qui participent aux caractères littoraux ; dans la campagne grasso-cannoise et ses abords, Grasse-Ouest (46 %), Grasse-Nord (45 %), Châteauneuf-de-Grasse (34 %), Opio (37 %), Mouans-Sartoux (46 %), Mougins (46 %), Pégomas (39 %) et La Roquette (38 %) — dans la campagne bas-vençoise, Vence-épars (38 %), Saint-Paul (46 %), La Colle (49 %) — enfin, isolé, Saint-Martin-du-Var (37 %).

La proportion des montagnards est faible. Le fait qu'on trouve seulement 2.000 montagnards, soit 6 %, dans les villages étudiés en 1911 montre que ceux-ci ne servent pas vraiment d'étape. Car les proportions ne varient guère d'un village à l'autre : au bord même de la montagne, on trouve des pourcentages un peu plus élevés, mais ils culminent à 17 % (Carros). Saint-Jeannet (13 %), Vence-épars (13 %), Grasse-Nord, Gattières et Roquefort (11 %) ont seuls plus du dixième de leur population composé d'originaires de la montagne. La faiblesse des montagnards dans la population actuelle n'est donc pas le résultat d'une évolution, d'une descente historique en deux étapes vers la Côte.

A cette époque, aussi, les individus nés dans les villes (1) et installés dans les villages, quoique plus nombreux que les montagnards, ne représentent que 8 % de la population globale (carte n° 70). D'un village à l'autre, les pourcentages ne varient pas beaucoup. Très rares sont les communes sans citadins : seules Le Bar, Cabris, Châteauneuf-de-Contes, Saint-Blaise, Tanneron et Le Tignet en ont moins de 20. La carte montre que la presque totalité des villages compte entre 5 et 15 % de citadins dans leur population totale. La plupart des fortes proportions se trouvent à proximité de Grasse et Cannes ; mais près de la Côte s'individualisent aussi Villeneuve-Loubet et La Colle, et, dans le secteur d'influence nicoise, Gattières, La Gaude, Aspremont et Drap.

Les natifs d'Italie (16 %) et les étrangers pris globalement (22 %), constituent bien la catégorie principale de la population non autochtone ; ce sont eux surtout qui ont comblé les vides d'une population dont moins de la moitié était, en 1911, issue

(1) On a pu exclure les naissances en maternité urbaine, d'ailleurs rares, grâce à l'examen critique de la famille de l'individu.

d'autochtones. Citadins et montagnards réunis n'arrivent pas à leur hauteur. C'est le fait important de l'immigration avant la guerre de 1914.

Pour la période d'entre-deux-guerres, un sondage dans la composition de la population d'après ses origines a été pratiqué sur les dénombremments de 1936. Ce sondage a été appliqué à 12 communes-types (1), comptant environ 10.000 habitants. Voici, d'après lui, le spectre des origines de la population rurale azuréeenne en 1936 :

	%
Autochtones	45
Nés dans la campagne environnante	8
Nés dans la montagne environnante	7
Nés dans les villes environnantes	10
Nés en Italie	20
Nés « ailleurs »	10

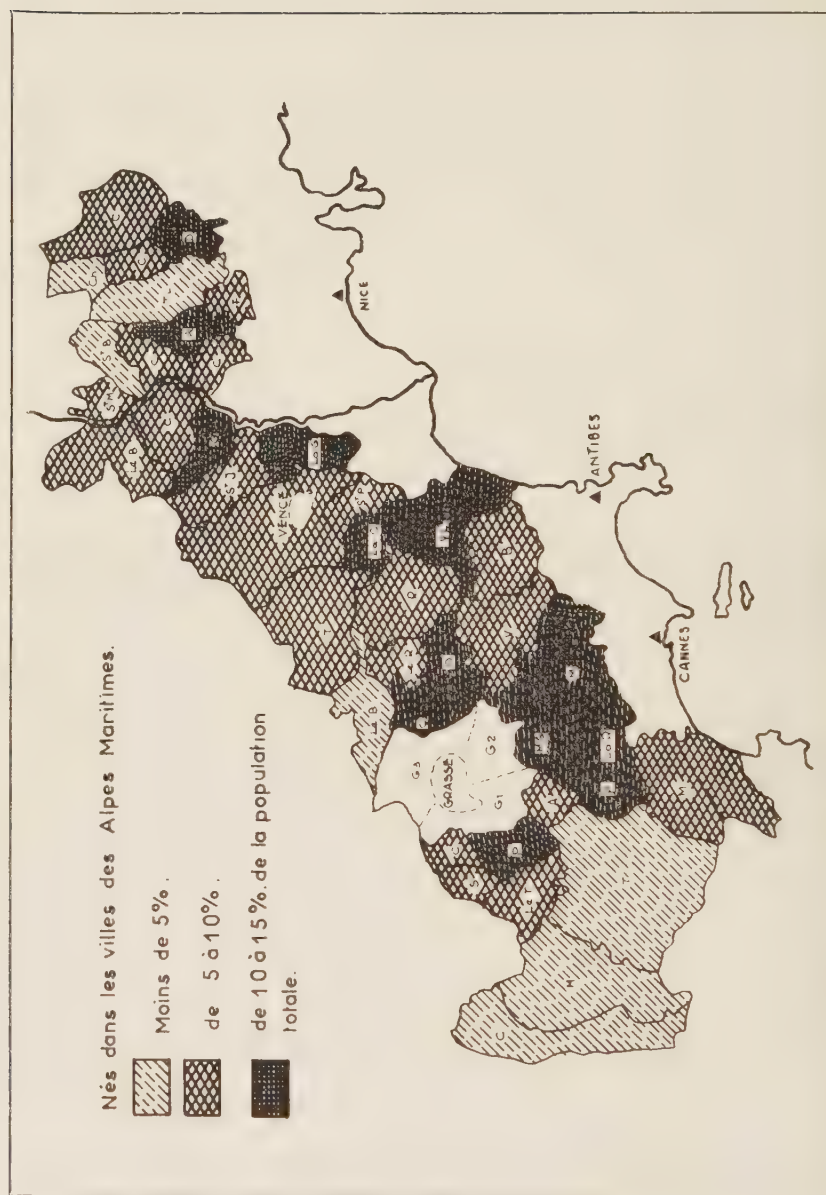
Par rapport à 1911, la proportion des autochtones a baissé. Les citadins ont pris une place un peu plus grande (8 à 10 %), mais les progrès les plus nets concernent les Italiens (16 à 20 %), renforcés par les extérieurs (8 à 10 %).

Aucune brusquerie, donc, semble-t-il, dans cette évolution, mais seulement un renforcement de la tendance à la dispersion. A l'intérieur de cette dispersion, d'ailleurs, les proportions ne varient guère : si on ne tient pas compte des villageois (locaux et voisins), les origines se répartissent ainsi :

	<i>Montagne</i>	<i>Villes régionales</i>	<i>Italie</i>	<i>Ailleurs</i>
	%	%	%	%
1911	17	20	43	20
1936	14	21	43	22
1954	9	20	36	35

C'est après la seconde guerre mondiale seulement que, par l'irruption des « extérieurs », l'allure de l'immigration se transforme.

(1) Callian, Gabris, Opio, Valbonne, Le Bar, Tourrette-sur-Loup, La Colle, Gattières, Carros, Castagniers, Tourrette-Levens, Drap.



Carte n° 70. — La population d'origine citadine en 1911.

4 . L'ÉMIGRATION

A . CALCUL DE L'ÉMIGRATION.

Signalé dans de multiples documents d'origine municipale ou départementale, entre 1860 et 1925 surtout, le phénomène d'« exode rural » est particulièrement caractérisé dans la campagne azurée : l'évolution de la composition de la population en atteste. Mais la documentation ne fait état que des causes générales de dépeuplement (mauvaise marche des affaires agricoles, attrait des villes, etc.) qu'on chiffre par la différence des habitants dénombrés aux recensements successifs. Il faut tenter, par nos études *a posteriori*, de parvenir à quelques indications chiffrées. La seule méthode générale que nous ayons jugée applicable ne renseigne d'ailleurs que partiellement et demande des comptages fort longs.

Méthode :

Etant connus, dans une commune :

— Le nombre des autochtones (a) au dénombrement de l'année X ;

— Le nombre des autochtones (b) à un dénombrement postérieur Y ;

— Le nombre des naissances dans la commune (n) entre les deux dénombrements ;

— Le nombre des décès d'*autochtones* (m) entre les deux dénombrements (1).

L'émigration (E) des autochtones est égale à la somme des autochtones du premier dénombrement et des naissances, à laquelle on retranche la somme des décès et des autochtones du second dénombrement, suivant la formule :

$$E = (a + n) - (b + m)$$

Cette méthode, appliquée à trois communes, a donné les indications suivantes :

a) A La Roquette-sur-Siagne, malgré une agriculture pourtant progressiste et une population en essor, l'émigration des autochtones entre 1872 et 1911 a atteint 112 individus, pour une population totale qui passe de 293 habitants en 1872 à 431 en 1911.

(1) Cela réclame l'examen pièce par pièce des actes d'état-civil.

b) Mais à Castagniers, l'émigration est bien plus forte : 268 autochtones quittent le village entre 1872 et 1911, alors que la population n'est, en 1872, que de 460 habitants.

Même ordre de grandeur à Tourrette-Levens : 587 autochtones ont émigré entre 1872 et 1911, sur une population totale de 1.223 habitants.

B . LA RE-MIGRATION.

Ces calculs ne donnent qu'une idée très imparfaite de l'émigration, à cause de l'importance des phénomènes de re-migration. Mais ceux-ci sont encore plus difficiles à saisir.

En raison de l'immigration saisonnière importante, les registres de déclaration d'étrangers, à la fin du XIX^e siècle, contiennent des centaines et des centaines de noms d'individus qui ne s'intégreront jamais à la communauté villageoise. Ce sont, en général, des hommes, isolés, sans leur famille, et dont on ne trouve pas trace dans les dénombrements : on ne les compte pas dans les phénomènes de re-migration.

Il est intéressant, pourtant, de noter quelques chiffres : à Tourrette-Levens, de 1893 à 1914, on enregistre 316 arrivées d'Italiens, journaliers, bûcherons, bergers. Parmi eux, 18 seulement se fixent. d'après les recensements de 1911 et 1921 ; et 5 sont assez fixés pour qu'on les retrouve pendant plusieurs quinquennats successifs. A Aspremont, 40 Italiens sont arrivés entre le 20 septembre et le 20 novembre 1893 : au 1^{er} septembre 1894, trois d'entre eux seulement résident encore dans la commune. A Valbonne, 263 Italiens arrivent entre 1893 et 1903 : ce sont des saisonniers.

Mais les immigrants qui s'installent, et sont dûment notés dans les recensements, s'ils sont plus stables, ne s'enracinent, eux aussi, que dans de très faibles proportions. Voici, d'après les dépouillements comparatifs de certains recensements (1), quelques exemples de ces phénomènes de re-migration :

— A Montauroux, 32 originaires d'Italie sont dénombrés en 1872. En 1896, vingt-quatre ans plus tard, on ne retrouve

(1) On établit des fiches signalétiques, d'après un recensement donné sur les individus qu'on recherchera dans les recensements suivants. Les variations, d'un exemple à l'autre, entre les recensements choisis, sont dus à la difficulté de trouver les séries complètes des listes nominatives dans les archives, et à la nécessité de rejeter certaines d'entre elles, insuffisamment explicites (absence du nom de jeune fille pour les femmes, par exemple).

que 10 d'entre eux dans la commune, parmi lesquels 3 seulement ont fondé une famille, 4 sont morts, 22 sont partis.

— A Valbonne, il y a, en 1888, 24 enfants italiens mineurs, représentant 12 familles. On ne retrouve plus, treize ans après (1911) que 11 d'entre eux, représentant 7 familles.

— A Tourrette-sur-Loup, sur 73 originaires d'Italie dénombrés en 1896, 21 seulement sont retrouvés en 1911 : au bout de quinze années, 72 % du groupe a déjà re-migré. Et, sur les 21 qui restent, 3 seulement ont fondé des familles.

— A Gattières, des 26 étrangers répartis en 7 familles en 1891, on ne retrouve en 1911 qu'un seul représentant, un jeune homme qui s'est marié sur place.

— A Castagniers, des 51 étrangers dénombrés en 1886, on ne retrouve que 2 en 1911, une femme demeurée au village malgré le départ de sa famille, et un jeune homme qui s'est marié sur place.

Pour une période plus récente, les résultats sont du même ordre :

— A Valbonne, 135 jeunes Italiens (jusqu'à 20 ans) ont été recensés en 1906 : ils représentent 66 familles. Les quatre-cinquièmes exactement ont disparu en 1936, d'après le recensement : 27 seulement y sont comptés, qui représentent 18 familles.

— A Castagniers, 39 individus en 1911 représentent les 10 familles italiennes. Il ne reste dans la commune, en 1936, que 6 personnes de ce groupe (dont 4 étaient nées à Castagniers) et 3 familles seulement demeurent représentées. Un fils unique, cultivateur, s'est marié à une jeune fille du pays et a fondé une nombreuse famille. Le dernier-né d'une famille de 6 enfants, manœuvre, s'est marié lui aussi dans le pays. Une mère, et 3 de ses enfants sur 6, tous nés à Castagniers, constituent le seul groupe enraciné : un jeune cultivateur s'est marié avec une Nigoise, un jeune maçon s'est marié avec une autre Nigoise, une jeune fille restée célibataire vit avec sa mère.

— A La Roquette-sur-Siagne, on a compté en 1911, 107 membres de familles italiennes. Le déchet, dans cette commune active, est moindre, mais encore considérable : 42 de ces individus sont encore à La Roquette en 1936. Mais si on prend à part les 50 enfants nés dans les Alpes-Maritimes, on remarque une impressionnante re-migration : 17 d'entre eux seulement résident dans la commune en 1936.

Ce qui est vrai pour les immigrants italiens ne l'est pas moins pour les immigrants d'origine régionale.

— Voici, par exemple, en 1911, 26 personnes en provenance de la montagne nicoise à Castagniers. Qu'en reste-t-il en 1936 ? Un seul homme : un vieillard veuf !

— A Gattières, en 1911, 45 personnes représentent les familles dont le chef est un montagnard. La plupart des enfants (15 sur 22) sont nés à Gattières même. Mais, de ces 45 personnes, on ne retrouve plus que 9 en 1936. 5 enfants de montagnards, mineurs en 1911, sur 22, sont seuls restés dans la commune.

— D'immigrants en provenance des villes régionales, La Roquette-sur-Siagne, en 1911, en compte 66. Lorsque la guerre est terminée (dénombrement de 1921), ils ne sont plus que le tiers de ce qu'ils étaient dix ans plus tôt. Et, en 1936, il n'en subsiste que 9.

Cet échantillonnage, quelque peu disparate, ne vise qu'à servir d'illustration. Même si on tient compte du fait que les décédés sont confondus avec les émigrés (la proportion de ceux-là est très faible), on remarque bien que, partout et toujours, l'instabilité de la population migrante s'impose comme un phénomène essentiel.

C . L'ÉMIGRATION DES JEUNES.

Mais on peut connaître un peu mieux les caractéristiques de l'émigration et de la re-migration par quelques sondages plus « couvrants » concernant le sort de certaines tranches d'âge (1), prises dans leur ensemble.

Pour la période d'avant-guerre, nous n'avons que des renseignements quantitatifs :

— A Montauroux, il y avait, en 1872, 82 jeunes garçons âgés au maximum de 10 ans. En 1896, 53 d'entre eux avaient disparu ; et 17 de plus ont disparu entre 1896 et 1911. Somme toute, après quarante années, il ne reste, des 82 garçonnetts, que 12 hommes, âgés au maximum de 50 ans.

— A Castagniers, en 1881, on compte, parmi les jeunes gens n'ayant pas 20 ans : 82 filles et 75 garçons. Trente années plus tard, leur recherche dans le recensement de 1911 donne les résultats suivants : présents, 26 filles et 22 garçons. 70 % de la jeunesse des années 80 a émigré, filles et garçons dans la même proportion.

(1) On aurait pu, à force de temps, comparer en tous points deux recensements pour connaître (en notant aussi l'état-civil) les caractéristiques du groupe émigrant. L'avantage technique de l'étude d'une tranche d'âge est qu'elle permet de retrouver plus vite les individus notés, en ne repérant dans le second recensement que les individus nés dans la tranche étudiée. De plus, en l'occurrence, la tranche « jeune » est la plus intéressante et évite de consulter l'état-civil.

Pour la période de l'entre-deux-guerres, les renseignements sont plus précis :

- A Castagniers, sur 71 garçons âgés en 1911 de moins de 20 ans, 43 d'entre eux (60 %) ont disparu de la commune vingt-cinq ans plus tard.

Les locaux « s'accrochent » un peu plus que les immigrés : sur 42 fils d'hommes nés à Castagniers, 23 sont encore là en 1936 ; tandis que 5 fils d'immigrés seulement, sur 29, se retrouvent. Même parmi les locaux, le déchet est encore de 45 %.

Quant au clivage socio-professionnel, il ne s'observe guère. Certes, sur 10 fils de cultivateurs non-propriétaires, 3 seulement sont restés, et la proportion est la même parmi les fils de non-agriculteurs (8 sur 24) ; mais 45 % des fils de propriétaires ont émigré, eux aussi.

— A Gattières, on a recensé en 1911, 95 garçons et filles nés depuis le 1^{er} janvier 1900. Dix ans plus tard, on n'y retrouve que 57 d'entre eux ; et, vingt-cinq ans après le recensement, seuls 28 individus de ce groupe (30 %) y résident encore.

Voici la ventilation des lieux de naissance des pères, d'après la période d'émigration des enfants :

<i>Origine des pères</i>	<i>Nombre d'enfants nés entre 1900 et 1911</i>	<i>Enfants disparus en 1921</i>	<i>Enfants retrouvés en 1921 seulement</i>	<i>Enfants retrouvés en 1936</i>
Locale	18	5	8	5
Régionale ...	33	12	6	15
Italienne	42	21	12	9
Autre	2		2	

On remarque que, si on ne retrouve en 1936 que 21 % des fils d'Italiens, on ne retrouve aussi que 27 % des fils de « locaux ». L'émigration n'est pas sélective, dans les groupes géographiques.

Elle l'est plus, cette fois, dans les groupes socio-professionnels : on ne retrouve en 1936 que 15 % des fils de non-agriculteurs, que 26 % des fils de fermiers et métayers, mais on retrouve 59 % des fils de propriétaires-exploitants.

— A Montauroux, la proportion de l'émigration est un peu plus faible. 43 mâles, parmi les 71 (nés entre 1900 et 1911) qui ont été recensés en 1911, y vivent encore en 1931. La proportion du déchet est de 40 %. Les fils d'immigrés (qui sont les plus nombreux : 37 contre 54) s'accrochent moins : 54 % d'entre eux sont partis. 23 % seulement des fils de natifs de Montauroux ont choisi le même sort. Au point de vue socio-professionnel.

seuls se distinguent les fils de cultivateurs-dépendants (métayers ou salariés), 82 % ayant émigré. Mais 58 % des fils de propriétaires sont restés, et la moitié des fils de non-agriculteurs.

— A La Roquette-sur-Siagne, l'émigration est forte : sur 44 jeunes gens nés de 1900 à 1911 et recensés en 1911, 27 ont disparu en 1936, soit 61 %. Les fils de Roquettans sont en nette infériorité, 7 sur 44. Mais l'émigration n'est pas sélective : 57 % des fils de Roquettans sont partis, 67 % des fils de régionaux, 54 % des fils d'Italiens. Au point de vue professionnel, les fils de propriétaires-exploitants dominent largement, 29 sur 44 ; mais, parmi eux, l'émigration tranche par moitié (15 départs), tandis que 86 % des fils de métayers et 75 % des fils de non-agriculteurs sont partis.

Malgré leur caractère fragmentaire, ces données concordent pour laisser du mouvement migratoire l'image saisissante d'une complète instabilité. Pour la rendre un peu plus nette, on a tenté, par trois études monographiques, de rétablir une certaine continuité dans l'évolution.

5 . LES TRANSFORMATIONS DE LA POPULATION : ESSAIS DE MONOGRAPHIES DYNAMIQUES.

Le seul moyen d'obtenir une vision tant soit peu continue des transformations de la population consiste à comparer une série de recensements successifs. Mais ce moyen impose un long temps de recherches (1), et réclame une qualité de documents (recensements) qu'on est loin de trouver toujours.

Le principe méthodologique est toujours le même : comparer, grâce à l'établissement de fiches signalétiques, la composition de la population sur des recensements successifs. Noter les décès, les départs, les évolutions familiales. Faire de nouvelles fiches pour les nouveaux arrivés. Et poursuivre, ainsi, d'un recensement à l'autre.

On peut simplifier plus ou moins. Parmi les exemples monographiques, seul celui d'Opio s'attache à tous les individus pris isolément. Ceux de Cabris et du Bar-sur-Loup ne s'attachent, par contre, qu'aux familles.

(1) Par exemple, les recherches sur les transformations de la population à Opio, une des plus petites communes de la région (moins de 400 habitants) ont coûté quinze demi-journées de travail à deux personnes.

Cabris.

L'évolution des familles est donnée par le tableau suivant :

	1872	1891	1906	1921	1936
Nombre de familles de « vieille souche ».....	200	123	105	99	83
Immigrées entre 1872 et 1891 .		18	7	4	2
Immigrées entre 1891 et 1906.			27	7	6
Immigrées entre 1906 et 1921.				13	4
Immigrées entre 1921 et 1936.					23
Total	200	141	139	123	118

Le nombre des familles de « vieille souche » décroît régulièrement. Les familles immigrées, sans exception, donnent un déchet de re-migration considérable et croissant. Or, ce tableau est en dessous du mouvement réel puisqu'il ne peut tenir compte des familles à la fois arrivées et reparties hors des dates choisies pour les recensements-repères.

Des 13 familles installées entre 1872 et 1891 — et recensées en 1891 — on n'en retrouve que 2 en 1936... Des 27 familles immigrées dans les années 1900 — et recensées en 1906 — on ne retrouve que 6 en 1936 !

Le Bar-sur-Loup.

— L'étude tient compte des professions et des origines, mais ne s'attache qu'à la personne des chefs de famille : on a seulement indiqué, à côté des diverses caractéristiques du chef, le nombre de personnes de sa famille.

Il est nécessaire de préciser pour la bonne interprétation des résultats de cette analyse, ce que recouvre exactement la notion d'enracinement, ou de re-migration des familles. On n'a pas pu s'attacher à déterminer les filiations exactes et l'évolution interne des familles : on s'est borné à constater l'absence ou la présence dans les recensements étudiés de familles enregistrées auparavant, ou, au contraire, nouvelles venues, et des familles s'y apparentant. Ainsi, les fiches patronymiques — rattachées à la souche de base (1) ou à une période d'immigration — portent la nomenclature des familles a priori apparentées dans les colonnes correspondant à chaque recensement.

Les résultats n'ont donc pas une valeur numérique rigoureuse, mais comportent des indications assez caractéristiques pour ne pas tromper.

I. Le nombre des familles de vieille souche diminue considérablement à chaque dénombrement, baissant de 57% entre 1872 et 1936, alors que la population totale ne baisse que de 2%.

1872	465	1921	245
1891	380	1936	197
1911	284		

(1) On appellera « la vieille souche » les familles existant au Bar en 1872.

De 100 en 1872, la proportion des individus de vieille souche est tombée en 1936 à l'indice 43.

Cette évolution s'accompagne d'ailleurs d'importants changements sociologiques. D'abord, le nombre des personnes par famille a nettement baissé : de 3,1 en 1872, il passe à 2,5 en 1936. Mais surtout, la structure socio-professionnelle du groupe a subi des variations. En pourcentage du nombre total des chefs de famille à chaque époque, voici la répartition de leurs professions :

<i>Année</i>	<i>Propriétaires et propriétaires- cultivateurs</i>	<i>Cultiva- teurs</i>	<i>Commer- çants artisans</i>	<i>Ouvriers employés</i>	<i>Cadres</i>	<i>Retraités</i>	<i>Sans pro- fes- sion</i>
1872 .	15	60	13	10	1	—	1
1911 .	8	61	17	7	1	2	4
1921 .	17	40	15	5	1	2	20
1936 .	31	22	15	11	4	4	13

La part des paysans diminue, au profit des salariés et des sans-profession, vieillards pour la plupart.

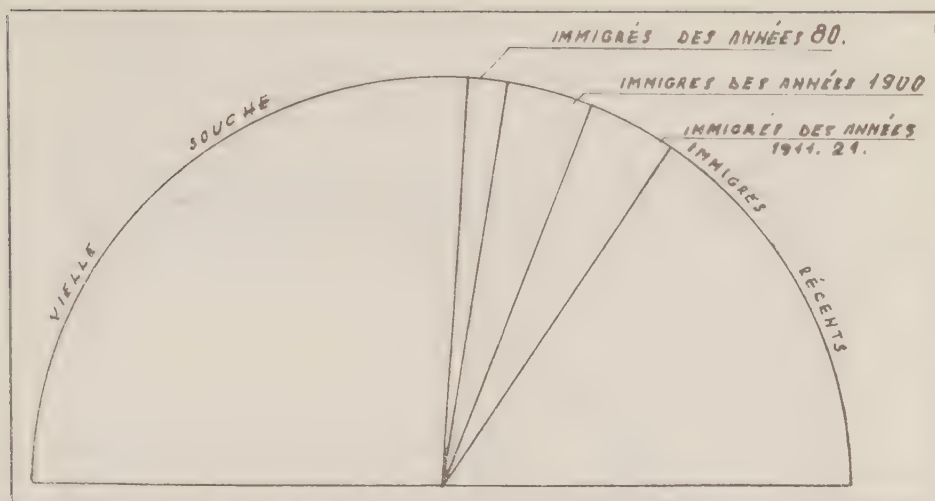
2. Les caractéristiques de l'immigration sont données par les analyses suivantes :

— En comparant le recensement de 1891 à celui de 1872, on constate que 51 familles nouvelles, représentant 195 personnes, sont apparues. Une minorité d'entre elles s'enracine. En effet, 28 de ces familles (55 %) — 101 individus — ont disparu dès le recensement de 1911 et 9 autres familles (28 individus) qui étaient restées jusqu'à l'après-guerre disparaissent par la suite. En 1936, on ne trouve que 14 familles (27 %) — 64 individus — provenant de l'immigration des années 80.

— En comparant les recensements de 1891 à 1911, on constate que, pendant ces vingt années, 94 familles nouvelles (400 personnes) se sont installées au Bar. Mais plus de la moitié ne restent pas longtemps : avant 1921, elles ont quitté le village (54 familles, représentant 212 personnes). Et 15 familles encore (62 personnes) repartent avant 1936. Ainsi, à cette date, on ne retrouve plus que 25 familles (26 %) provenant de l'immigration des années 1900. On constate, d'ailleurs, que 17 de ces 25 familles sont d'origine italienne, et 20 sur 25 de profession paysanne, alors que les 69 familles remigratrices ne comptaient que 33 chefs italiens, et 38 cultivateurs : l'enracinement est plutôt le fait des paysans, même étrangers.

— En comparant enfin les recensements de l'immédiat avant et de l'immédiat après-guerre, on constate que, même pendant cette décennie troublée, l'immigration n'a pas ralenti, au contraire : 60 familles nouvelles (143 personnes) sont enregistrées en 1921. Mais, cette fois encore, l'instabilité est majoritaire : 36 familles nouvelles de la période 1911-1921 ont disparu en 1936 (137 individus), tandis que 28 seulement (107 individus) sont restées. Encore une fois, Italiens et cultivateurs se montrent moins instables : il y a 15 Italiens et 17 cultivateurs parmi les 28 chefs de familles enracinées, tandis qu'il y a 16 Italiens et 14 cultivateurs parmi les 36 familles reparties.

Ces phénomènes migratoires amènent, ainsi, la population du Bar en 1936 à être des plus composites : on compte, sur 380 familles 197 familles de vieille souche, 14 familles d'immigrés des années 80, 25 familles d'immigrés des années 1900, 28 familles d'immigrés de l'époque de la guerre et 116 familles nouvelles (inconnues en 1921).



Graphique n° 81. — Les origines de la population du Bar-sur-Loup en 1936.

Du point de vue de la répartition professionnelle, les chefs de famille de vieille souche fournissent 72% des propriétaires et propriétaires-exploitants, mais seulement 47% des cultivateurs-dépendants et 14% des journaliers ; ils fournissent aussi plus de la moitié des commerçants et artisans. Tandis que les nouveaux immigrés alimentent surtout le groupe des journaliers et des ouvriers. Les anciens immigrés participent, eux, en petite proportion, à toutes les catégories.

Répartition professionnelle de la population en 1936 (%)

	Chefs de famille de vieille souche	Immigrés entre 1872 et 1921	Immigrés depuis 1921
Propriétaires-exploitants	72	15	13
Cultivateurs	47	29	24
Journaliers.....	14	39	47
Salariés non-agricoles ..	28	16	56
Commerçants et artisans	56	23	21

Ainsi, l'évolution de la population, au Bar, est marquée par un perpétuel renouvellement, qui entame toujours davantage le vieux fonds autochtone, de plus en plus contracté sur les professions paysannes et commerciales.

Opio.

— *La population d'Opio en 1931.* — L'analyse de la composition de la population d'Opio en 1931 donne les indications essentielles sur l'évolution.

Sur 327 habitants, 107 seulement sont nés dans la commune. Les Alpes-Maritimes ont fourni 101 habitants (y compris 20 étrangers ou naturalisés) :

- 30 des communes limitrophes d'Opio ;
- 32 de Grasse ;
- 12 de la montagne ;
- 27 des environs non immédiats ;
- 20 de l'arrondissement de Nice.

Les étrangers sont 69, les naturalisés 16, les Français extra-régionaux 24. La population se répartit donc d'après les origines en trois parties à peu près égales : les autochtones, les régionaux, les extérieurs.

En 1931, sur 107 familles, 36 n'ont aucune souche à Opio avant la guerre de 1914, c'est-à-dire vingt ans auparavant, 26 n'ont pas d'ancêtre à Opio avant 1900, 20 n'en ont pas avant 1880 et 25 seulement ont un ancêtre à Opio en 1872. Bien plus, 13 familles en définitive sont de vieille souche totale, car 12 familles ne se rattachent à cette époque que par un seul parent.

La dégradation dont ces résultats témoignent ne s'arrête pas en 1931. La comparaison des recensements de 1931 et 1954 montre que des 152 nouveaux immigrés enregistrés en 1931, 36 seulement demeuraient à Opio en 1954 ou ils y étaient décédés. La re-migration a touché 95 personnes, soit presque les deux tiers du groupe. Aussi, le carrousel de l'immigration continue. Par rapport à 1931, il y a en 1954 63 familles nouvellement formées ; 7 seulement d'entre elles sont constituées avec une personne de vieille souche !

La disparition des vieilles familles est un phénomène permanent. Il en disparaît 37 de 1872 à 1891, 30 de 1891 à 1911, 19 de 1911 à 1931. De plus, bien peu de familles nouvelles sont créées par les descendants d'anciennes familles : de 1872 à 1891, ils ne forment que 14 familles (dont 10 par mariage exogène) ; de 1891 à 1911, ils n'en forment que 12 (10 mariages exogènes encore) et plus que 7 familles nouvelles de 1911 à 1931, dont 5 par mariage exogène.

L'immigration et l'évolution des familles. Mais les remplaçants ne sont pas plus stables. Des 43 familles nouvelles de 1891, 27 ont entièrement disparu dès 1911. Des 47 familles nouvelles de 1911, 28 n'existent plus en 1931.

Les immigrants sont, à l'époque des recensements, surtout des paysans, mais, naturellement, bien peu sont propriétaires : en 1891, on compte parmi eux 13 chefs de famille propriétaires contre 23 métayers, journaliers et bergers (11 divers). En 1911, parmi les 23 chefs de famille italiens et les 24 Français, 6 familles de propriétaires, seulement, font face à 31 métayers et journaliers. En 1931, enfin, 16 familles d'Italiens ne comptent qu'un propriétaire, et 20 familles de Français que 7.

D'après ces indications sociales, l'instabilité n'étonne pas. La réussite dans la possession de la terre joue un rôle décisif dans la fixation des immigrants. D'après le Cadastre, de 23 familles immigrées entre 1891 et 1911 et réparties avant 1931, 4 ont possédé en tout 4 hectares ; mais 19 n'ont jamais rien possédé. Par contre, 15 familles immigrées dans la même période et restées dans la commune sont, sauf deux d'entre elles, devenues par achats successifs des propriétaires assez importants.

L'émigration est le fait d'un groupe considérable de personnes : bien qu'on ne puisse les connaître toutes, le groupe étudié est suffisamment consistant pour donner des indications valables : de 1872 à 1931, 486 individus, dûment inscrits sur nos fiches d'après les trois recensements, et qui n'ont pas été déclarés décédés dans la commune, ont quitté Opio (émigrants et re-migrants). Il est donc vraisemblable que cette petite unité de quelque 300 habitants a vu, en soixante ans, partir le triple de sa population (un millier de personnes environ).

Voici, par périodes, les catégories socio-professionnelles des chefs de famille des émigrants : (on a classé les individus d'après la catégorie du chef de famille).

		<i>Propriétaires exploitants</i>	<i>Fermiers métayers</i>	<i>Journaliers</i>	<i>Autres</i>
1872-1891	H	22	61	5	13
	F	28	44	4	10
1891-1911	H	19	22	15	8
	F	21	26	19	12
1911-1931	H	17	39	5	13
	F	19	41	8	17

Les cultivateurs-dépendants et leur famille émigrent en masse, certes, mais les propriétaires-exploitants, on le voit, ne boudent pas le mouvement.

En ce qui concerne, enfin, l'âge des émigrants, on le connaît au moment du recensement, soit au début de la période de vingt ans au cours de laquelle, un jour ou l'autre, ils émigreront. Ces âges sont donc à « vieillir », en moyenne, de quelques années.

		%
Plus de 60 ans	68	14
De 40 à 60 ans	118	26
De 20 à 40	144	30
De 10 à 20 ans	77	15
De 0 à 10 ans	79	15

La tranche des jeunes adultes tient la place principale parmi les émigrants. Mais il faut surtout remarquer que 40 % des émigrants partent après 40 ans. C'est l'influence de la re-migration qui vieillit le groupe.

Si l'évolution numérique, en général, se présente sous forme d'un mouvement biphasé (chute jusqu'au début du xx^e siècle, redressement après), il convient donc d'écarter l'image absolument fautive d'une évolution migratoire biphasée : émigration suivie d'immigration. En fait, se sont toujours produits les deux mouvements migratoires, contradictoires et simultanés. Certes,

le mouvement naturel est si catastrophique que, comparé avec l'évolution réelle, il laisse apparaître en général un bilan positif pour l'immigration. Mais on ne peut se satisfaire de ce bilan.

L'immigration s'inscrit sans voile dans les dénombrements par le seul énoncé des origines de la population, dont l'autochtonie baisse régulièrement. L'émigration, dénoncée dans de nombreux documents, calculée ou illustrée par des recherches monographiques, apparaît comme un phénomène de la plus haute importance.

Mais le phénomène essentiel est sans nul doute cette concomitance des mouvements de départs et d'arrivées que les derniers exemples ont plus particulièrement mis en lumière, et dont l'origine se situe au début de la nouvelle évolution régionale. A partir de 1850-1860, la campagne azurée évolue, sous le poids de l'urbanisation. La caractéristique permanente et principale de cette évolution qui se poursuit et s'amplifie à l'heure actuelle, c'est la « turbulence » démographique.

CONCLUSION

Il n'est pas maigre, le bilan des transformations subies en un siècle par la campagne azurée ; quel chemin parcouru, à vrai dire quelle pente dégringolée, depuis l'époque pourtant disgraciée du milieu rural méditerranéen traditionnel !

Que s'est-il passé ? Comment cela s'est-il passé ?

À ces questions, l'étude sommaire de l'évolution n'a pas pu fournir les réponses schématiques qu'on aurait souhaitées : l'Histoire n'a pas taillé à coups de hache... elle a grignoté, lentement.

Les anciennes cultures de base ? Après s'être longtemps débattues contre les crises, elles ont abandonné le combat, disparaissant ou se fossilisant.

Les cultures spéculatives nouvelles ? Menacées dès le départ par des difficultés cycliques de conjoncture, elles ne s'élèvent pas au-dessus de l'état artisanal et dispersé.

Le commerce et l'industrie ? Ils n'ont pratiquement aucune importance avant la première guerre, et ne se font, avant la seconde, qu'une place très réduite.

La fonction résidentielle ? Elle n'existe pas, sauf dans quelques communes très proches des villes, jusqu'à l'époque la plus récente.

Ainsi, le domaine économique et social ne voit rien surgir de décisif : c'est dans une longue asphyxie que se débat la campagne azurée.

Mais la profonde, la décisive transformation, qui conditionne tout, se produit dans le domaine démographique : non seulement la population se transforme, mais encore elle devient essentiellement une population en perpétuel changement. Son instabilité est la caractéristique principale de la géographie humaine régionale : peu à peu les descendants des vieilles familles locales s'en vont, abandonnant le pays à des nouveaux venus. Mais de ces nouveaux venus, il ne se fixe qu'une partie infime. Et les villages sont ainsi soumis à un renouvellement permanent.

L'interaction est manifeste entre l'évolution démographique et l'évolution économique et sociale : une économie en crise retient difficilement une population immigrante, mais une population si instable ne peut créer une économie ferme et progressive.

CONCLUSION GÉNÉRALE

À la campagne azurée, la Nature et l'Histoire n'ont pas imposé un déterminisme précis. Ni riche plaine, ni montagne aride, ni vraiment fertile ni stérile, elle possède des virtualités productives non négligeables grâce à son climat et aux rivières qui la traversent. Si la circulation n'y est pas très facile, le relief des collines ne lui oppose que des obstacles aisément surmontables. La distribution des villages, jamais éloignés les uns des autres de plus d'une demi-douzaine de kilomètres, montre assez, d'ailleurs, que les conditions de milieu sont loin d'être hostiles à l'homme.

Placée aux extrémités géographiques des états frontaliers qui se la partagent longtemps, la région souffre sans conteste de l'isolement, de la division et du rôle de « marche ». Mais sa vieille civilisation, les traditions de son peuple et le calme qu'elle connaît depuis un siècle, rétablissent l'équilibre historique en sa faveur.

Sur le bord de cette campagne, ni dorée ni maudite, le destin a fait naître et grandir nerveusement, en quelques dizaines d'années, de grandes cités.

Or, ces villes sont d'un type très particulier. La fonction commerciale qui les a fait croître et qui les anime, ne résulte pas d'échanges régionaux. L'exploitation touristique crée des conditions spéciales d'emploi et d'investissements, caractérisées par l'instabilité, la discontinuité dans le temps et l'intervention non mesurable des facteurs psychologiques. Aussi rien n'est-il plus insaisissable que le spectre social de ces villes.

La ville azurée draine les capitaux pour un auto-investissement perpétuel ou pour une redistribution à l'échelle mondiale : elle est une colonie de la bourgeoisie internationale, non une création de la bourgeoisie locale. Elle emploie des milliers de salariés non qualifiés, jamais sûrs du lendemain, fournissant surtout un effort de « pointe ». Elle crée par période les conditions d'une promotion sociale rapide, gonflant une classe moyenne très nombreuse et très instable qui vit de gains élevés réalisés dans un temps restreint. Elle absorbe en elle-même toute son énergie, et garde dans ses murs son expansion.

Son champ d'action est dans le monde, non dans la région : ravitaillement, clientèle, réseau de circulation, investissements, production même, passent « par-dessus » la campagne locale !

Mais, par *contact* sinon par expansion, la ville a cependant agi sur la campagne.

Elle trouve à l'origine (c'est un point essentiel) une campagne en plein malaise. Les transformations se sont exercées sur un milieu éprouvé par de graves difficultés économiques et sociales. Dès le XIX^e siècle, la crise des cultures traditionnelles et l'exode laissent le monde rural sans réaction. La campagne ne retient plus, et s'avère incapable de faire vivre une population. Les paysans émigrent vers la ville. Mais toutes sortes de migrants, en attente d'une place dans la ville, prennent leur relai au village, attirés par les locaux vacants et les lopins de terre : la campagne est encore capable de faire survivre.

Ainsi, les structures sociales se détruisent, l'économie empire. Plus la campagne se dégrade, et plus, par autocatalyse, le processus nouveau s'affirme.

Déclenchée par la coïncidence de la crise agraire et d'un fort gradient démographique péri-urbain, la fonction de « réserve » vient peu à peu au premier rang ajoutant dans les années récentes le caractère résidentiel au caractère migratoire.

Cette fonction explique la faiblesse du développement non agricole (y compris la lenteur de la pénétration touristique) : les activités industrielles et commerciales expansives ne peuvent prendre naissance sans un minimum de fixation de la population.

Cette fonction explique la fossilisation, et quelquefois la stérilisation, de l'agriculture : celle-ci ne dégage pas les capitaux nécessaires à sa transformation, mais le vieux système arboricole — avec son complément en petits produits commercialisables — subsiste par inertie et pour faire vivre, temporairement, la population migrante.

Cette fonction explique enfin la persistance du paysage traditionnel, et sa transformation progressive en « zone verte » suburbaine.

Sans être historien ni géographe, le voyageur, contemplant les villages juchés qui dominent une campagne kaléidoscopique, remarquant les cultures imbriquées de vigne et d'oliviers, l'utilisation des espaces intercalaires, les antiques méthodes de travail, la divagation des troupeaux de moutons — tout cela *peut* se voir de nos jours — évoque naturellement l'organisation économique et sociale du vieux monde rural.

Mais comme la réalité est différente des données premières de l'observation, comme le « fond » est opposé à la « forme » !

L'arrêté préfectoral du 8 juin 1954 relatif aux mesures conservatoires de la végétation arbustive et forestière, donne une clé presque symbolique pour comprendre ce dilemme :

« Toute opération tendant à modifier la nature des cultures existantes (au sens cadastral du mot) et devant se traduire par une dénudation du sol, devra donner lieu à la demande et à autorisation préalable, accordée par mes soins.

Pourront être interdites :

1° La transformation partielle ou totale d'olivaies, en cultures florales ou maraîchères ;

2° La transformation de bois ou broussailles ou cultures, landes ou vergers sur des terrasses anciennes ;

3° La confection de terrasses nouvelles lorsque ces opérations auront pour effet de compromettre la stabilité des sols ou l'aspect des sites.

Cette demande devra être faite, quelle que soit la surface à transformer ou la consistance du bois. Elle sera produite même dans le cas où le terrain, couvert de bois ou de broussailles depuis plus de vingt ans, figure au cadastre sous une dénomination de cultures ou vergers. »

La conservation du paysage agricole *mort* est avant l'urbanisation le dernier stade du métamorphisme péri-urbain.

PLANCHE 1

Photo 1. — Micropolyculture au sud de Mougins. (Voir le plan : graphique n° 60.) (Photo aérienne M.R.U.)



Photo 2. — Le Plan de Grasse. Morcellement et polyculture (les oliviers sont sur les pentes). (Photo aérienne M.R.U.)



PLANCHE II

Photo 3. — Jasmin, jardinage... et friches sous les oliviers, à Cabris. (Photo B. K. prise au téléobjectif).



Photo 4. — La rive droite du Var à La Gaude : collines de défrichement récent pour horticulture florale. (Photo B. K.)



PLANCHE III.

(Photo 5. — Micropolyculture jardinatoire sous les oliviers. (Carros, Le Gourq) (Photo B.K.) (Voir plan : graphique n° 61.)



Photo 6. — ! Détrichement spectaculaire sur les collines de Pégomas. Au premier plan, pêchers dans la vallée de la Siagne. (Photo B. K.)



PLANCHE IV

Photo 7. — Polyculture (maïs, haricots, pommes de terre) et principales espèces de légumes. Le Doquet, village de plateau. (Photo aérienne M. R. U.)



Photo 8. — Défrichements horticoles au voisinage de la Cagne (Saint-Paul-de-Vence). (Photo aérienne M. R. U.)



Photo 9. — Abandon et renaissance des cultures : une « planche » isolée de semis d'œillets (Colomars). (Photo B. K.)



Photo 10. — Défrichement local pour cultures d'œillets dans la lande (Colomars). (Photo B. K.)



PLANCHE VI

Photo 11. — Versants abandonnés, petite plaine intérieure en prés (Valbonne). (Photo aérienne M. R. U.)



Photo 12. — Invasion des terres cultivées par la forêt et le maquis (Valbonne). (Photo aérienne M. R. U.)



Photo 13. — Terrasses abandonnées et terrasses rénovées, près de Biot. (*Photo B. K.*)



Photo 14. — Terrasses plus ou moins dégradées ; olivaiie envahie par la forêt (Carros). (*Photo W. H. J.*)



PLANCHE VIII

Photo 15. — Cultures de fraisières sur défrichement récent (remarquer les souches calcinées, les tas d'épierrement la pente). Au fond, minosas (Tanneron) (Photo B. K.)



Photo 16. — Terrasses d'gaillots. Seuls les ravins restent boisés (collines de cailloutis pliocènes de La Gaude - (Photo aérienne M. R. U.)



PLANCHE IX

Photo 17. — Serres dans le paysage agricole traditionnel, Colline de Peygros (Mongus). (Photo B.K., prise au téleobjectif.)



Photo 18. — Planches à poutres créées dans la forêt, à Carros. (Voir plan : graphique n° 63.) (Photo B.K.)



PLANCHE X

Photo 19. — Tourrette-sur-Loup. (Photo B.K. prise à l'objectif grand-angulaire.)



Photo 20. — Saint-Paul-de-Vence. (Photo aérienne M. R. U.)



Photo 21. — La campagne bas-vencoise, entre Vence (à droite) et Saint-Paul (à gauche). (Photo aérienne I. G. N.)



Photo 22. — Le terrain de Mougins. Aux extrémités de la diagonale SW-NE, Mougins (en haut) et Vallauris (en bas). (Photo aérienne I. G. N.)



PLANCHE XII

Photo 23. — Gattières. Le village à la limite entre la montagne aride et le versant cultivé. (Photo B. K. prise à l'objectif téléobjectif.)



Photo 24. — Gattières. (Photo B. K. prise à l'objectif grand-angulaire.)



Photo 25. — Carros. Le vieux village perché.



Photo 26. — Carros. Le vieux village (*en haut*) ; le quartier nouveau des Plans (*en bas*). (Photo B. K. prise au téléobjectif.)



Photo 27. — Aspremont, village perché. (Photo B. K. prise de Castagniers au téléobjectif.)



Photo 28. — Tourrette-Levens. Le centre du village sous la tour (au fond) ; maisons éparses aux abords. (Photo B. K. prise au téléobjectif.)



Photo 29. — Tourrette-Levens : habitat dispersé. A l'extrême droite, le centre du village. (Photo B. K.)



Photo 30. — Cultures de « rapine » dans un paysage abandonné. Au premier plan, rosiers de mai ; au second plan, céréales (Valbonne). (Photo B. K.)



PLANCHE XVI

Photo 31. — Le système de culture traditionnel et son abandon : oliviers et friche, vigne ; début d'invasion forestière (Valbonne). (Photo B. K.)



Photo 32. — La campagne de Grasse. Densité de l'habitat rural dans la plaine de part et d'autre de la forêt de pins. Au fond, Mougins. (Photo B. K. prise au téleobjectif.)



INDEX

Cet index sommaire des noms de lieux ne renvoie pas à toutes les mentions, mais seulement aux développements d'une certaine importance. Pour réunir toute la documentation dispersée dans le livre concernant une commune particulière, il faut se référer à la table des matières et chercher dans les études, figures et cartes générales.

- Antibes*, 124, 495, 496, 500.
- Aspremont*, 27, 101, 131, 413, 424, 428, 440, 461, 524, 526, 546.
- Le Bar-sur-Loup*, 24, 47, 75-77, 116, 127, 218-221, 222, 232, 234-237, 252-256, 277, 312-313, 320-323, 363, 384, 399, 508, 551-553.
- Biot*, 25, 218-221, 353-354, 385, 435, 443.
- Le Broc*, 26, 56, 441, 507-508.
- Cabris*, 22, 102, 166-167, 275-276, 298, 300, 310, 330, 362, 414, 551.
- Callian*, 22, 68-70, 100, 127, 164-165, 204-205, 274, 287, 330, 331.
- Cannes*, 125, 132, 133-134, 418, 425-426, 494, 495-501, 526.
- Cantaron*, 27, 286, 413, 416.
- Carros*, 26, 170-171, 207, 333-334, 355-356, 423, 440, 444.
- Castagniers*, 27, 81-83, 128, 250, 252-256, 284, 288, 302, 311-312, 362, 385, 461, 507, 508-509, 546, 547, 548, 549.
- Châteauneuf-de-Grasse*, 24, 218-221, 222, 413, 439.
- La Colle*, 25, 55, 77-79, 101, 127, 130, 252-256, 282-283, 288, 299, 414, 424, 506, 511, 525.
- Colomars*, 27, 424, 444.
- Contes*, 28, 131, 385, 409-410, 422, 428, 434, 523.
- Drap*, 28, 83-85, 127, 168-169, 211-212, 286-287, 414, 506.
- Gattières*, 26, 49, 79-81, 101, 102, 127, 131, 252-256, 283-284, 288, 299, 301, 314, 362, 440, 506, 511, 547, 548, 549.
- La Gaude*, 26, 218-221, 330, 408, 510, 525.
- Grasse*, 22, 91-92, 323-324, 330, 361, 418, 426, 435, 495, 501-502.
- Mandelieu*, 23, 101, 130, 526.
- Montauroux*, 22, 250-251, 408, 546-547, 548, 549.
- Mouans-Sartoux*, 24, 100, 101, 102, 218-221, 385, 399-400, 409.
- Mougins*, 23, 73, 121, 127, 218-221, 277-278, 332-333, 440, 443.
- Nice*, 124, 126, 370, 425, 494, 495, 496-501.
- Opio*, 24, 59, 71-74, 127, 222, 280-281, 298, 554-555.
- Pégomas*, 23, 218-221, 252-256, 423, 441-442.
- Peymeinade*, 22, 211, 428, 461, 526.
- Roquefort-les-Pins*, 24, 209-210, 453-455, 525, 526.

La Roquette-sur-Siagne, 23, 45,
207-208, 240-243, 249, 252-256,
278-279, 298, 315-316, 330, 363,
413, 414, 428, 436, 443, 444,
459, 506, 510, 526, 545, 547,
548, 549.

Le Rouret, 24, 330, 409, 428, 440.

Saint-Jeannet, 26, 409-410.

Saint-Martin-du-Var, 26, 56, 385,
399, 416-417, 455-456, 523.

Saint-Paul-de-Vence, 25, 209-210,
218-221, 408, 409, 439, 524-525.

Spéracédès, 22, 408.

Tourrette-Levens, 27, 50, 85-86,
128, 204-206, 235-239, 285-286,
289, 311, 363, 408, 409-410,
424, 428, 436, 439, 440, 456,
507, 546.

Tourrette-sur-Loup, 24, 48, 166-
167, 249-250, 252-256, 281, 299,
313-314, 354, 409-410, 459, 547.

Valbonne, 24, 46, 73, 105-109, 120
127, 130, 204-205, 251-252,
252-256, 279-280, 300-301, 314-
315, 320, 362, 390, 440, 506,
511, 524, 546, 547.

Vence, 25, 362, 500, 502.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

1. *Archives Nationales* :
Enquête sur le travail agricole et industriel faite selon le décret de la Constituante, 25 mai 1848, C 967.
Rapport sur la situation des ouvriers en France, 1884. C 3330.
2. *Archives départementales du Var et des Alpes-Maritimes* :
Dépouillement des séries F, G et M.
3. *Archives Municipales* :
Etude systématique des dénombrements de population, cadastres, fichiers des cartes d'alimentation, états statistiques, registres d'état-civil, registres des délibérations, dossiers judiciaires et administratifs à caractère économique.
Bibliothèques municipales. A Cannes, Grasse, Nice, brochures et journaux locaux divers (collections incomplètes).
4. *I.N.S.E.E. Direction régionale de Marseille* :
Dénombrement de 1954.
Fichier des établissements.
Fichier électoral.
Etats statistiques divers.
5. *Mutualité agricole des Alpes-Maritimes* :
« Cadastre » des exploitations.
6. La plupart des *services économiques et administratifs départementaux* ont été consultés :
Directions du Cadastre, de l'Urbanisme, Trésorerie Générale, Electricité de France, Eaux et Forêts, Direction des Services agricoles...
7. *Périodiques* :
Annuaire Statistique de la 9^e Région (I.N.S.E.E., Marseille).
Bulletin trimestriel de statistiques (I.N.S.E.E., Marseille).
Bulletin de la Chambre de Commerce des Alpes-Maritimes.
Indicateurs Havas des Alpes-Maritimes.
Quotidiens : *Le Patriote de Nice* et du Sud-Est, *Nice-Matin*.

OUVRAGES ET ARTICLES.

1. ARNAUD J. et CANESSA A. — Un exemple d'amélioration foncière dans les Alpes-Maritimes. *Bulletin technique d'informations des Ingénieurs des services agricoles*, juin 1956.
2. BARTOLOMEIS (de). — *Notizie topografiche sugli Stati sardi* (4 vol.), Turin, 1840-1847.
3. BAUDRILLARD. — Rapport sur la population des Alpes-Maritimes, *Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales*, 1891.
4. BLANCHARD R. — *Les Alpes Occidentales*, t. IV et V, 1945-1950.
5. BLANCHARD R. — Nice, in Trois villes du Sud-Est, *Revue de Géographie alpine*, 1918.
6. CASALIS. — *Dizionario geografico degli Stati di S. M. il Re di Sardegna* (26 vol.), Turin, 1835-1854.
7. CHATELAIN A. — Influence de l'apport étranger dans le midi méditerranéen, *Revue de Géographie de Lyon*, 1947.
8. DEVUN P. — De l'estagnon d'huile au panier d'œillets, *Nice historique*, juillet 1956.
9. ESTRANGIN L. — Le marché du lait sur la Côte d'Azur, *Bulletin de Géographie d'Aix*, 1956.
10. ESTRANGIN L. — La population agricole des Alpes-Maritimes, *Bulletin de Géographie d'Aix*, 1956.
11. FODÉRÉ. — *Voyage aux Alpes-Maritimes*, Paris, 1821.
12. FODÉRÉ. — *Statistiques des Alpes-Maritimes* (manuscrit à la Bibliothèque municipale de Nice).
13. FONCIN M. — Culture et commerce des fleurs sur la Côte d'Azur, *Annales de Géographie*, 1916.
14. GARCIN. — *Dictionnaire de Provence* (2 vol.), Draguignan, 1835.
15. GIONNE. — *Géographie des Alpes-Maritimes*, Paris, 1882.
16. JUILLARD E. — La Côte des Maures. Son évolution économique et sociale depuis cent ans, *Revue de Géographie alpine*, 1956.
17. KAYSER B. — *Cent ans d'expansion cannoise*, Cannes, 1954.
18. KAYSER B. — Aspects sociaux de la crise agraire (Valbonne), *Revue économique*, 1953.
19. KAYSER B. — Conséquences sociales et politiques des transformations démographiques dans un village des Alpes-Maritimes, *Revue de Géographie alpine*, 1954.
20. LEPINE. — Le Pays niçois, *Revue des Deux Mondes*, juin 1956.
21. MARGUET. — *La population des Alpes-Maritimes*, 1862.
22. Ministère de l'Agriculture. — *Enquête agricole*, 24^e Circonscription, Paris, 1868.
23. Ministère de l'Agriculture. — *Statistiques agricoles de la France*, annexe à l'enquête de 1929. *Monographie des Alpes-Maritimes*, par C. JEAN, 1932.
24. MOTTET. — La culture des fleurs dans la région grassoise, *D.E.S.*, Aix, 1951.
25. NICOD J. — Situation actuelle du problème de l'eau en Provence, *Etudes Rhodaniennes*, 1957.

26. PAPON. — *Voyage dans les Alpes-Maritimes*, Paris, 1804.
27. PERRIAUX. — Agonie et mort des Alpes niçoises, *Bulletin de l'Association des géographes français*, 1934.
28. PIETRI. — *Le Paillon* (Thèse d'Université), Aix, 1956.
29. PLEINDOUX. — *Le sol et les hommes dans les Alpes-Maritimes*, Avignon, 1956.
30. RAIBAUD L'ANGE. — *L'Olivier, sa culture, ses produits*, Paris, 1861.
31. RAUCHER. — *Guide des étrangers à Nice*, 1826.
32. ROUBAUDI. — *Nice et ses environs*, 1843.
33. ROUX. — *Statistiques des Alpes-Maritimes* (2 vol.), 1862.
34. ROY J. — Les plantes à parfum dans les Alpes-Maritimes, *Bulletin Technique d'Information*, 1955.
35. SALVADOR. — Le climat, le sol, les essences forestières de la zone méditerranéenne des Alpes-Maritimes, *Revue des Eaux et Forêts*, 1910 et 1912.
36. SOUZA (DE). — *Nice, capitale d'hiver*, Paris, 1913.
37. Syndicat national des Instituteurs. — *Histoire et Géographie des Alpes-Maritimes*, par L. Beuil et J. Salomon, Cannes, 1949.
38. TEISSIER O. — *Statistique du Var*, Draguignan, 1855.

TABLE DES CARTES

Première Partie.

1. Présentation générale	16
2. Les regroupements régionaux	29
3. Population maximum des communes	34
4. Evolution de la population 1836-1861	40
5. Densité de la population 1846-1848	54
6. Densité de la population par kilomètre carré cultivé (vers 1850)	57
7. Population vivant de l'agriculture	62
8. L'association vigne-oliviers au XIX ^e siècle	104
9. Vignes et oliviers (superficies)	115
10. Céréales 1866	118
11. Les bois 1850	122
12. Les routes carrossables vers 1850	129
13. Richesse agricole « indice A »	136
14. Richesse communale « indice B »	137
15. Richesse communale « indice C »	139

Deuxième Partie.

LIVRE I

16. Evolution de la population 1936-1954	148
17. Densité de population 1954	150
18. Evolution de la population régionale 1936-1954	152
19. Taux des naissances 1951-1952-1953	159
20. Taux des décès 1951-1952-1953	160
21. La population autochtone	185
22. L'origine italienne de la population	187
23. L'origine montagnarde de la population	188
24. L'origine citadine de la population	190
25. Indice de dispersion des provenances	198
26. La provenance des propriétaires-exploitants	200
27. Limite des zones d'influence urbaine	220

28. Proportion des immigrés arrivés depuis 1950	227
29. Proportion des immigrés arrivés depuis 1945	229
30. Nombre d'immigrants	230

Deuxième Partie.

LIVRE II

31. Proportion des terres cultivées 1954	266
32. Proportion de la population active occupée à l'agriculture.	269
33. Nombre d'exploitants agricoles 1954	271
34. Nombre d'exploitations agricoles importantes	318
35. Cultures maraîchères et florales	345
36. Fleurs à parfum	349
37. Systèmes de cultures	359
38. La richesse agricole des communes	367

Deuxième Partie.

LIVRE III

39. Population active non agricole 1954	382
40. Proportion de la population secondaire et tertiaire en 1954 ..	383
41. Industries et artisanat de production	386
42. Consommation de farine	393
43. Place des salariés locaux (non agricoles) 1954	398
44. Proportion des originaires des villes régionales	402
45. Proportion des autochtones	404
46. Proportion des salariés locaux (non agricoles) de provenance récente	406
47. Salariés locaux (non agricoles) immigrés depuis 1950	407
48. Nombre de salariés travaillant en ville	415
49. Salariés travaillant en ville	419
50. Salariés travaillant en ville venus entre 1950 et 1954	421
51. Salariés travaillant en ville, venus de la ville	430
52. Nombre de logements par maison	446
53. Nombre d'habitants par logement	447
54. Constructions neuves	450
55. Pourcentage de maisons neuves en 1957	454
56. Les zones d'aménagement	460
57. L'éclairage public en 1955	465
58. Consommation électrique par habitant	466
59. Nombre de personnes par voiture (1956)	469
60. Voix communistes aux élections de 1956	472

Troisième Partie.

61. Evolution de la population 1861-1954	478
62. Evolution de la population régionale 1861-1954	480
63. Indices de déruralisation	490
64. Proportion des cultivateurs 1911	519
65. Evolution de la population 1861-1901	520
66. Proportion des salariés non-agricoles 1911	522
67. Evolution biphasee de la population 1861-1911-1954	530
68. L'origine de la population 1911	538
69. Autochtones en 1911	541
70. Originaires des villes régionales 1911	544

TABLE DES PLANCHES

- Photo 1 : Cultures à Mougins.
- » 2 : » au Plan de Grasse.
- » 3 : » à Cabris.
- » 4 : » à La Gaude.
- » 5 : » à Carros.
- » 6 : » à Pégomas
- » 7 : » à La Roquette.
- » 8 : » à Saint-Paul-de-Vence.
- » 9 : » à Colomars.
- » 10 : » à Colomars.
- » 11 : » à Valbonne.
- » 12 : » à Valbonne.
- » 13 : » à Biot
- » 14 : » à Carros.
- » 15 : » à Tanneron.
- » 16 : » à La Gaude.
- » 17 : » à Mougins.
- » 18 : » à Carros.
- » 19 : Habitat à Tourrette-sur-Loup.
- » 20 : » à Saint-Paul-de-Vence.
- » 21 : La campagne entre Vence et Saint-Paul.
- » 22 : Le terroir de Mougins.
- » 23 : Habitat à Gattières.
- » 24 : » à Gattières.
- » 25 : » à Carros.
- » 26 : » à Carros.
- » 27 : » à Aspremont.
- » 28 : » à Tourrette-Levens.
- » 29 : » à Tourrette-Levens.
- » 30 : Cultures de « rapine » à Valbonne.
- » 31 : » à Valbonne.
- » 32 : La campagne de Grasse.

TABLE DES GRAPHIQUES

Première Partie.

1.	Evolution de la population (1821-1861	36
2.	» » » » (micro-régions)	37
3.	Excédent des naissances	39
4.	Pyramides des âges 1856	43
5.	Bilans démographiques : La Roquette sur-Siagne	45
6.	» » Valbonne	46
7.	» » Le Bar	47
8.	» » Tourrette-sur-Loup	48
9.	» » Gattières	49
10.	» » Tourrette-Levens	50
11.	Structures foncières XIX ^e siècle : Callian	69
12.	» » » » Opio-Mougins-Valbonne	72
13.	» » » » Le Bar-sur-Loup	76
14.	» » » » La Colle-sur-Loup	78
15.	» » » » Gattières	80
16.	» » » » Castagniers	82
17.	» » » » Drap	84
18.	» » » » Tourrette-Levens	86
19.	Système de culture à Valbonne (XIX ^e siècle)	106
20.	» » » » »	107
21.	» » » » »	108
22.	Croissance comparée des quatre villes littorales 1821-1861	125

Deuxième Partie.

LIVRE I

23.	La population en 1954	146
24.	Pyramide des âges 1954	157
25.	Pyramide des âges 1936-1954 : Callian	164

26.	»	»	»	»	Cabris.....	166
27.	»	»	»	»	Tourrette-sur-Loup	167
28.	»	»	»	»	Drap	168
29.	»	»	»	»	Carros.....	170
30.	»	»	»	»	Carros-les-Plans	171
31.	Lieux de naissance des habitants.....					182
32.	Les origines de la population campagnarde.....					192
33.	Provenance de la population					194
34.	Provenance par catégories professionnelles					203
35.	Provenance par catégories professionnelles : Callian					205
36.	»	»	»	»	Valbonne.....	205
37.	»	»	»	»	Tourrette-Levens	206
38.	»	»	»	»	La Roquette ...	208
39.	»	»	»	»	Carros	207
40.	»	»	»	»	Saint-Paul.....	209
41.	»	»	»	»	Roquefort	210
42.	»	»	»	»	Peymeinade	211
43.	»	»	»	»	Drap	212
44.	Part respective de chaque ville					219
45.	Population active et population totale : les origines					223
46.	Pyramides d'immigration (provenance) : Le Bar					235
47.	»	»	»	»	(profession) : Le Bar.....	236
48.	»	»	»	»	(provenance) : Tourrette-Levens ..	237
49.	»	»	»	»	(profession) : Tourrette-Levens...	238
50.	»	»	»	»	(provenance) : La Roquette	239
51.	»	»	»	»	(profession) : La Roquette	241
52.	Courbe cumulative par année d'arrivée des immigrés					242
53.	Répartition entre les villes régionales des émigrés.....					254

LIVRE II

54.	Structure foncière : Cabris					276
55.	»	»	»	»	La Roquette-sur-Siagne	279
56.	»	»	»	»	La Colle-sur-Loup	282
57.	»	»	»	»	Tourrette-Levens	285
58.	Structure foncière : total des communes types					291
59.	Plan parcellaire du « Petit Pinée » (Callian)					331
60.	»	»	»	»	de la « Tête de Guillet » (Mougins)	332
61.	»	»	»	»	de « Le Gourq » (Carros).....	334
62.	Répartition des cultures d'après la valeur et la superficie... ..					343
63.	Plan d'une exploitation florale nouvelle					355
64.	Types communaux de systèmes de cultures					357

LIVRE III

65.	Structure professionnelle dans la campagne.....					380
66.	Provenance des salariés locaux (immigrés).....					401
67.	Pyramide des âges des salariés locaux					409
68.	»	»	»	»	» urbains	428
69.	Provenance des salariés résidents					431

70. Habitat à Pégomas	442
71. Constructions neuves (courbe cumulative par année)	451
72. Constructions neuves	452

Troisième Partie.

73. Pyramide des âges	483
74. Structure foncière	486
75. Courbes de croissance de la population	495
76. Population active (non agricole)	500
77. Prix du jasmin	512
78. Evolution de la population	529
79. » » » »	532
80. Evolution des taux de natalité et mortalité	533
81. Population du Bar en 1936	553

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
Problèmes de délimitation	13
La nature.....	18
Les unités de recherches	21

Première Partie : La vie traditionnelle de la campagne azuréenne.

CHAPITRE PREMIER. — La population	33
1. — Les chiffres	33
2. — Etude démographique	38
A. — Natalité et mortalité	38
B. — La pyramide des âges	42
C. — Bilans démographiques	44
D. — Les mouvements migratoires	51
3. — Etude géographique	53
A. — Répartition de la population.....	53
B. — L'habitat.....	58
4. — Etude professionnelle	60
A. — Les métiers	60
B. — Statistiques des professions	61
CHAPITRE II. — Les hommes et la terre	65
1. — La structure agraire	65
A. — Questions de méthodologie.....	65
B. — Analyses monographiques	68
C. — La structure foncière	87
D. — Les transactions foncières	92
E. — Les rapports sociaux	96
F. — L'organisation du terroir	99
2. — Le système de culture	103
A. — Répartition des cultures	103
B. — Méthodes de culture	110
C. — Economie des cultures	113

CHAPITRE III. — Villes et campagne	124
1. — L'évolution urbaine	124
2. — Les intérêts citadins à la campagne	126
3. — La circulation	128
4. — Le marché	132
5. — La campagne contre les villes	133
CHAPITRE IV. — La répartition géographique de la richesse	135
CONCLUSION	203

Deuxième Partie : La campagne azuréeenne, aujourd'hui.

LIVRE I

LES PROBLÈMES DE POPULATION

CHAPITRE PREMIER. — Inventaire numérique	145
1. — Le front de dépeuplement	147
2. — La densité de population	150
CHAPITRE II. — Etude démographique	155
1. — Le mouvement naturel	155
2. — La pyramide des âges	156
3. — Répartition géographique des variations démographiques	158
A. — Taux des naissances	158
B. — Taux des décès	158
C. — Solde démographique	161
D. — Variations régionales de la pyramide	161
4. — L'évolution récente	162
CHAPITRE III. — La composition de la population actuelle	173
1. — Méthodologie	173
2. — Les étrangers dans la population	179
3. — La population active d'après son origine	180
A. — Le groupe autochtone	183
B. — Le groupe italien	184
C. — Le groupe montagnard	186
D. — Le groupe citadin	189
4. — Le complexité du groupe migrant	191
5. — La population d'après sa provenance	193
A. — Résultats généraux	193
B. — La provenance des catégories professionnelles.	197
a) Généralités	197
b) Quelques types	204
c) Apports des secteurs d'émigration	214
6. — Etudes spéciales sur le groupe citadin	215
A. — L'origine des ex-citadins	216
B. — Les zones d'influence urbaine	218
7. — La composition de la population totale : un sondage.	221
A. — Lieux de naissance de la population totale.	222
B. — Lieux de provenance de tous les immigrés.	224
CHAPITRE IV. — L'immigration	225
1. — Dates d'arrivée des immigrés	225
2. — D'où viennent les « nouveaux » immigrés ?	230

3. — Que font les « nouveaux » immigrés ?	232
4. — Trois pyramides d'immigration	233
CHAPITRE V. — L'émigration	245
1. — Essai de calcul de l'émigration actuelle	245
2. — Quelques caractéristiques du groupe émigrant	247
A. — L'émigration d'après la comparaison des recensements	248
B. — L'émigration d'après le fichier de 1946	252
CONCLUSION. — Place des différents facteurs dans l'évolution de la population	258
Annexe. — La population dans la montagne : un sondage	260

LIVRE II

LA TERRE ET LA FONCTION AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER. — La place de l'agriculture	265
1. — Surface consacrée à l'agriculture	265
2. — Place des cultivateurs dans la population active ..	267
CHAPITRE II. — La structure agraire : la propriété	273
1. — Questions de méthode	273
2. — Analyses monographiques	274
3. — La structure foncière	287
A. — Le morcellement et la dispersion de la propriété	287
B. — Les grandes catégories foncières	290
C. — La propriété citadine	295
4. — L'évolution et le mouvement foncier	299
A. — L'évolution récente	300
B. — Les transactions foncières	302
CHAPITRE III. — La structure agraire : l'exploitation	309
1. — Méthode	309
2. — Analyses monographiques	310
3. — Synthèse	316
4. — Le mode de faire-valoir	319
5. — La vie des petites exploitations : un exemple	320
6. — Les belles exploitations	323
CHAPITRE IV. — Le système de culture	327
1. — Le paysage agricole	327
A. — Survol de la région	327
B. — Morcellement des terres et promiscuité des cultures	329
C. — Les oliviers-témoins	335
D. — Progrès et reculs de la forêt	336
2. — Les cultures	337
A. — Les éléments du système fossile	338
B. — Les cultures spéculatives nouvelles	344
a) Cultures fruitières	346
b) Cultures maraîchères	347

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DES
IMPRIMERIES RÉUNIES
DE CHAMBÉRY
EN MARS MCMLX

Dépôt légal : 2^e trimestre 1960

Mise en vente : avril 1960

C. N. E. Section Commerce et Industrie : Monaco 19923

Numéro d'impression : 70.778

